



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC
192



E. E. JAMIN

VAL

DOCUMENTS
SUR LA
NÉGOCIATION DU CONCORDAT

ET SUR LES AUTRES RAPPORTS
DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE
EN 1800 ET 1801

PUBLIÉS PAR
LE C^{te} BOULAY DE LA MEURTHE

TOME IV SUPPLÉMENTAIRE

PARIS
ERNEST LEROUX
Libraire de la Société d'Histoire diplomatique
28, RUE BONAPARTE, 28
MDCCCXCV

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 4. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'Auteur ou de l'Éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le Tome IV supplémentaire des DOCUMENTS SUR LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT, préparé par Le C^{te} BOULAY DE LA MEURTHE, lui a paru digne d'être publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

Fait à Paris, le 25 Septembre 1895.

Signé : ALPH. DE COURCEL.

Certifié :

Le secrétaire général de la Société d'Histoire diplomatique,

R. DE MAULDE-LA-CLAVIÈRE.

AVERTISSEMENT

POUR LES TOMES SUPPLÉMENTAIRES

la convention religieuse a été munie d'une double
hangée dans les formes ordinaires, elle s'est trou-
sous le rapport diplomatique, et il ne restait rien
a validité internationale. Il était donc possible
ésent recueil à la date où la signature de Bona-
ant à celle de Pie VII, avait clos leurs arrange-
ques. Toutefois, dans la réalité, tout n'était pas
ini: si de la part du Saint-Siège le rôle était bien
était pas de même pour le gouvernement fran-
la constitution consulaire, tout traité demeurerait à
morte tant qu'il n'était pas adopté par le Tribu-
législatif: le vote de ces assemblées était le pré-
gé de la promulgation. Cette formalité législa-
duite plus tard devait faire échouer la convention
1817, était étroitement liée au sort du concordat de
vait en compromettre l'existence; elle en a long-
l'exécution. Les incidents qu'elle a suscités for-
ément naturel de la négociation même, et en ce sens
e-Dame a achevé l'œuvre que l'entretien de Ver-
mencée. C'est pour rappeler ces événements encore
ur exposer cette crise suprême du concordat, que
pplémentaires viennent se rattacher au troisième.
plan primitif du recueil devait être le dernier.
te nouvelle période, le terrain des difficultés pour
ent change et se déplace. La lutte a été renfermée

jusqu'ici entre les négociateurs, sans s'étendre au dehors ; et elle est terminée depuis que les parties se sont accordées sur la rédaction des articles. Les pourparlers, il est vrai, ne cessent pas avec la cour de Rome ; mais diminués d'intérêt, ils ne se continuent plus entre des plénipotentiaires, et, comme dans les années qui vont suivre, ne portent déjà que sur les affaires courantes. De ce nombre, la principale au point de vue temporel demeure celle des Légations. Consalvi qui, l'été précédent, n'a pas osé discuter à fond avec le Premier Consul les droits territoriaux du Saint-Siège, les invoque de loin, en dépit des événements qui le plus souvent le desservent. La réunion avouée du Piémont à la France, la sujétion du royaume d'Etrurie, surtout la consulte de Lyon où les députés de la Romagne sont mêlés à ceux du Milanais, tous ces indices, qui devraient décourager les plus confiants, alarment le zèle du cardinal sans rebuter sa patience. Mais cette obsession reste discrète, et laisse toute facilité à Bonaparte de se défendre par des propos vagues. Dans le domaine religieux, la démission des anciens évêques, cette opération longue et essentielle, n'est pénible que pour la chancellerie pontificale, chargée de la poursuivre de gré ou de force. Quant aux affaires ecclésiastiques qui sont communes avec le gouvernement, la présence en France d'un légat *a latere* est destinée à en simplifier la marche. Bonaparte, qui a choisi Caprara, affecte même de le croire investi de la toute-puissance du Pape et soutient que Rome est désormais dans Paris. En vain Pie VII, fidèle à la tradition romaine, peu confiant d'ailleurs dans la fermeté de son délégué, lui mesure les facultés d'une main prudente, et essaie de lui contester l'initiative. Bonaparte entend que la nouvelle légation ait le pouvoir avec l'éclat : il l'obtient de fait, et se fiant aux complaisances d'un vieillard dominé et désabusé, arrive à résoudre d'autorité les questions relatives aux constitutionnels, les seules qui de la part du Saint-Siège pouvaient opposer de sérieux obstacles à la promulgation du concordat.

Dégagé ainsi du côté de Rome, il n'était plus réellement aux prises qu'avec les embarras intérieurs. On a déjà dit que ces embarras venaient des préjugés légués par les philosophes à la Révolution et exagérés par elle. Le Premier Consul, si convaincu

qu'il était que le rétablissement du culte public répondait au vœu déclaré ou instinctif de la grande majorité, que les tièdes si nombreux y verraient eux-mêmes un bienfait, s'appliquait néanmoins à préparer les esprits avec une prudence persévérante. Il en avait fait preuve en écartant de la convention les clauses ou les mots qui heurtaient les idées du siècle, en protégeant la discussion par un secret impénétrable qui contraignait la critique à divaguer dans le vide. Depuis que les articles étaient souscrits, tout en prolongeant ce système du silence, il continuait sous d'autres formes à user avec l'opinion de ménagements semblables. L'un consistait à associer quelque phase importante de la convention religieuse à une de ces grandes fêtes, où les imaginations sont tenues en éveil. Après avoir inutilement tenté de faire coïncider la signature avec le 14 juillet, puis les ratifications avec l'Assomption, il s'était persuadé que, grâce aux circonstances, la simple publication du concordat pouvait devenir une solennité. En effet, pendant l'automne, sa politique, déjà prépondérante, avait réussi à conclure des traités ou des préliminaires avec tous les gouvernements restés en guerre avec la France, et pour la première fois depuis 1792 avait rétabli la paix générale. Un événement si heureux allait être célébré lors de l'anniversaire du 18 brumaire, qui, transformé en réjouissance nationale, devait à la fois rappeler l'origine d'un régime réparateur, et la paix rendue à l'Europe. Quelle occasion plus favorable pouvait-on rencontrer pour faire connaître et pour solenniser aussi le concordat, qui, comme pacte de paix et comme instrument de réorganisation sociale, participait au double caractère de la fête ? La préoccupation de mettre ainsi à profit une journée glorieuse, n'était pas la seule chez Bonaparte. Elle se combinait avec la volonté, encore plus arrêtée, de ne point diviser les mesures dont se composait le rétablissement du culte. Dès le début, le Premier Consul avait résolu de ne divulguer les résultats de la négociation, qu'avec les règlements civils sur le clergé, les changements dans les diocèses, la composition nouvelle de l'épiscopat. Son dessein était de présenter à la nation son ancienne église dans un appareil complet de vie et d'activité, de faire, comme il disait, un coup de théâtre. Par la vue de l'ensemble il espérait, sinon prévenir les objections, du moins en diminuer la durée et

l'étendue. Or cette seconde précaution avec l'esprit public, qui était destinée à fortifier la première, allait au contraire l'empêcher. Pour que tout fût prêt le 18 brumaire, il restait beaucoup à achever, et la mise en scène devait se monter en très peu de temps. Bonaparte, sans renoncer aux services de Bernier, s'était donné un autre auxiliaire dans le conseiller d'Etat Portalis, caractère sage, élevé et considéré, qui avait montré aussitôt la science et la modération plus nécessaires que jamais pour traiter les affaires ecclésiastiques. Mais tandis que, avec l'aide de Portalis, le Premier Consul marchait vivement au but, et même, comme il l'a fait dans d'autres occasions, était disposé à sacrifier à la promptitude un peu de la perfection de l'œuvre, à Rome on s'acheminait avec toute la lenteur habituelle. Consalvi avait craint d'inviter les évêques à se démettre, avant d'être assuré de l'échange des ratifications, et ce retard entraînait celui de la bulle de circonscription diocésaine, qui régulièrement devait mentionner les réponses des titulaires. De là pour Bonaparte l'impossibilité actuelle d'opérer ce renouvellement de l'épiscopat, qu'il regardait comme l'avantage dominant de la convention ; et le 18 brumaire, où tout parlait aux yeux et aux oreilles de la paix européenne, était resté muet sur le seul traité avec le Saint-Siège.

C'était un contretemps, dont l'effet le plus nuisible allait se produire sans retard. Car au nombre des résistances que l'émotion commune de la fête aurait dû atténuer, il fallait compter celles des assemblées déjà prêtes à se réunir. La publication anticipée des mesures religieuses, acclamée la veille par la joie populaire, aurait pu peser le lendemain sur les votes et les entraîner. Cette occasion perdue, à peine la session ordinaire s'était-elle ouverte le 22 novembre, que la vieille querelle du législatif et de l'exécutif, commencée l'année précédente, se ranimait en s'aggravant. Dans des chambres où siégeaient encore d'anciens conventionnels, il était inévitable que l'opposition grandît contre la puissance toujours croissante du Premier Consul ; et où pouvait-elle se retrancher plus aisément que sur le terrain religieux ? Elle ne s'y fortifiait pas seulement avec le concours des différents adversaires du Consulat, jacobins qui regrettaient la Terreur, sénateurs que dirigeait la rancune morose de Sieyès, généraux qui ne pouvaient souffrir la supériorité de leur ancien

égal. Quand il s'agissait des prêtres, les opposants trouvaient encore un assentiment dissimulé partout où se rencontraient des philosophes, et jusque dans l'entourage de Bonaparte. On répétait tout bas que le consul Lebrun, que les deux ministres les plus écoutés, Fouché et Talleyrand, ne se souciaient guère du concordat; et si l'esprit de corps n'avait pas maintenu le Conseil d'Etat en rivalité avec ceux qui statuaient sur les lois préparées par ses soins, ce Conseil lui-même serait devenu, pour cette fois, le secret adhérent du Tribunat et du Corps législatif. Le lendemain de leur réunion, les élections de bureau, indices habituels des tendances d'une assemblée, ayant démontré que ce serait par les côtés religieux que la politique consulaire aurait à subir la principale attaque, Bonaparte avait commencé à se tenir en garde. Bien qu'en exposant la situation de la République il eût annoncé le concordat, il ne l'avait pas présenté, à son jour et à sa place, au milieu des traités de paix qui devaient occuper les premières séances d'une session destinée uniquement à de grandes choses. Après cette suite imposante de traités, il avait fait venir en discussion le projet le plus considérable et le plus attendu, le code qui réglait à nouveau les rapports de famille et les transactions dont se compose la vie journalière de la société. Mais si cet ordre de travail, habilement ménagé, avait rendu l'opposition plus difficile, il ne l'avait pas rendue impossible. Un débat offensant sur la convention avec la Russie, le rejet aveugle de deux des premiers titres du code civil, et, par surcroît, des candidatures au Sénat concertées pour déplaire, devinrent bientôt autant de preuves d'un mauvais vouloir, qui, sourd à la gloire et aux intérêts nationaux, menaçait de faire obstacle à la réorganisation de la France. Justement irrité, Bonaparte n'avait pas alors la ressource d'une dissolution légale. Sans céder à la tentation d'un coup d'Etat, il prit le parti régulier de retirer par message tous les projets de loi, et de provoquer dès ce moment la première exécution de l'article de la constitution, qui renouvelait chaque année par cinquième les membres du Tribunat et du Corps législatif.

Par là, il saisissait l'opinion du différend, et de fait la constituait juge. Il savait qu'il en était devenu l'arbitre; que même à Paris et dans les grandes villes, le peuple ne lui marchandait

un solide appui. En ce moment, malgré une cherté accidentelle des subsistances qui provoquait des murmures, la foule prenait, avec son bon sens confus, que sa cause était mieux servie par l'activité féconde de Bonaparte que par les négations stériles de quelques mécontents. Elle le sentait pour tout ce qu'il devait lui ramener l'ordre et le repos. Elle le sentait, au moins de cette manière, pour les mesures religieuses qui, touchant de si près à la nature et aux habitudes, devaient exciter partout des réflexions que les traités ou le code civil. Après avoir observé cette impression, qui a été généralement favorable, si Poyrion l'a dépeinte comme le retour évident des esprits à la religion, il ne s'est trompé qu'en embellissant les couleurs, qu'en ajoutant les traits du tableau. Aussi, quand Bonaparte revient de Rome, où il a déployé devant l'Europe une puissance déjà excessive, il trouve que pendant un mois d'absence l'opinion a pris un tour nouveau pour lui. Les deux assemblées, mises, comme on l'a dit, « à la diète des lois », n'ont pas subi impunément une oisiveté qui les diminue à leurs propres yeux et les expose au ridicule. Dans leurs séances rares et désertes elles ont entendu les rires des jeunes. Isolés, impopulaires, privés même d'invoquer la constitution dont le texte incomplet permet toutes les interprétations, les législateurs attendent sans mot dire un renouvellement, que les sénateurs, assouplis à leur tour, opèrent, non par le tirage au sort, mais par un choix entre les bons et les mauvais. La liste des élus et des autres leur est dévoilée sous main par le gouvernement, et si elle n'est pas toujours suivie, du moins les plus récalcitrants se trouvent écartés et sont remplacés le plus souvent par des successeurs traitables. Ceux même qui ont échappé à ce premier triage, en redoutent l'effet pour l'année suivante, et sont eux-mêmes disposés à une docilité qui peut prolonger leurs fonctions. La purification s'achève avec la session ordinaire. Alors une seconde convocation rappelle les deux corps renouvelés, et Bonaparte hésitant pas à hâter en avril ce qu'il avait différé en décembre, c'est par le concordat qu'il inaugure hardiment la reprise des travaux des assemblées.

Dans cette campagne d'un genre nouveau, il n'avait rien négligé pour préparer et assurer le succès. L'élimination qui, avec le sentiment public, le débarrassait, en général, des adversaires

les plus connus de son gouvernement, affaiblissait en même temps l'opposition particulière contre le concordat. Toutefois, elle ne la supprimait pas. Pour achever de la faire tomber, pour l'empêcher de se manifester par une minorité encore nombreuse qui aurait affaibli l'autorité de l'œuvre, il importait d'ôter à l'avance tout fondement solide à ses objections. Bonaparte était d'autant plus convaincu de cette nécessité, que certaines réclamations entendues dans les couloirs du Tribunal et répétées de toutes les manières, dans les conversations vagues des salons comme dans les propos grossiers des rues, lui paraissaient contenir en elles-mêmes un fond de vérité ; et que sur ce point sa raison avait peu de concessions à faire à la politique. Tout en demeurant fidèle au système d'offrir aux regards l'édifice religieux avec sa façade entière, et comme le décor d'une fête nationale, il avait apprêté pour les questions pendantes, des solutions appropriées à l'état d'une grande partie des esprits au dehors et au dedans des assemblées.

De ces questions la plus épineuse, surtout devant les corps chargés de voter l'impôt, était celle de la dotation du clergé. Quand on ne se soucie pas des prêtres, comment se résoudre à les payer ? Quelle excitation pour le mauvais vouloir, de pouvoir s'autoriser de l'intérêt des finances, que le Directoire avait laissées dans un délabrement trop réel, et que le Consulat n'avait pas encore réussi à restaurer ! Lorsque les services publics les plus nécessaires restaient en souffrance, lorsque la réorganisation du pays allait entraîner des dépenses nouvelles, que l'armée, même en Italie, devait retomber à la charge de la France, était-il à propos d'aggraver le déficit en créant un budget des cultes ? Il n'y avait d'autre réponse à un argument si pressant, que d'y donner le moins de prise possible ; et Bonaparte, autant par la science des affaires que par celle des hommes, avait cette fois poussé aux dernières limites l'art de l'économie. Dans les articles de la convention, au lieu d'énoncer le principe général que les frais du culte devaient être supportés par l'État, principe équitable et politique qui au fond était le sien, il avait proportionné les engagements pécuniaires aux moyens actuels du trésor ; il s'était seulement obligé à pourvoir aux traitements des évêques et des curés, dont le nombre devait d'ailleurs être réduit avec celui des diocèses et des paroisses. Cette promesse ainsi limitée serait restée encore oné-

AVERTISSEMENT

e, si elle avait été remplie avec sa portée véritable. Mais par un acte organique le Premier Consul n'ayant conservé le nom de curé qu'aux ecclésiastiques placés dans les chefs-lieux de canton, l'acte paroissial avait subi de ce fait un profond changement. Les paroisses s'étaient trouvées divisées en deux classes, dont la première nombreuse devait être confiée à de simples desservants, dépourvus de l'inamovibilité qui est attachée au titre curial, et privés du salaire public que le texte du concordat n'attribuait qu'aux curés. En dehors de tout concert avec l'Eglise, le chef de l'Etat avait donc resserré la subordination du clergé du second ordre, et au même coup, allégé des deux tiers l'allocation convenue. L'avenir allait démontrer que par ses côtés financiers cette mesure n'était purement provisoire; que le jour où l'équilibre serait rétabli entre les dépenses et les recettes, le trésor assurerait la subsistance de tout le clergé inférieur, curés, desservants ou vicaires; que, ne dépassant la lettre mais non l'esprit du concordat, il substraissait à l'entretien des chapitres et des séminaires. Mais en 1801, il s'agissait de gagner du temps, parce que il était à presque deux ou trois années en rendant la paix et la sécurité aux peuples, la probité et l'ordre à l'administration, doublant par degrés le produit de tous les impôts. En outre, comme l'organisation religieuse allait être successive, Bonaparte avait voulu que l'année courante en s'achevant verrait à peine commencer la nomination du bas clergé, et obligé seulement à trouver dans cette année des ressources pour l'épiscopat, il avait imaginé de les prendre sur un fonds extraordinaire qui lui venait d'une convention militaire avec la Batavie. Il acquittait ainsi la première dette annuelle de l'Etat envers l'Eglise sans rien demander à la France, sans établir encore un véritable budget des cultes. Grâce à ces expédients, qui déchargeaient le présent sans grever ostensiblement l'avenir, les assemblées demeuraient à court de objections du côté financier. Une habileté aussi prévoyante était également tout prétexte dans la question du clergé assurant l'unité. Tout ce qui pouvait subsister de la constitution civile avait dû être aboli par le concordat; mais précisément parce que Bonaparte avait sacrifié les institutions des constitutionnels, il craignait de ne pas abandonner leurs personnes, comme une de ses paroles, rapportée inexactement par le cardinal de Martiniana,

l'avait fait supposer à la cour de Rome. Des ménagements à leur égard lui avaient toujours paru les moyens les plus sûrs et les plus prompts pour éteindre le schisme, qui n'ayant pas pénétré dans les consciences des fidèles, restait enfermé dans le cercle restreint des intérêts ecclésiastiques. Bonaparte d'ailleurs s'inspirait d'une autre raison, celle-là toute sociale et de gouvernement. Il savait que les constitutionnels n'étaient pas seulement des prêtres dont il importait de concilier la dissidence; qu'ils se donnaient aussi pour des hommes de la Révolution, qui avaient répandu les maximes nouvelles, et par les paroles et l'exemple prêché l'obéissance aux lois. A mesure que leur autorité spirituelle s'amointrissait, ils se rattachaient plus étroitement à ce caractère de citoyens soumis et zélés; ils essayaient de s'en faire un titre d'honneur et une sorte de sauvegarde. Certains de leurs chefs, de ceux qui s'attribuaient à Paris la mission de parler au nom de tous, ne cessaient de se plaindre de l'ingratitude de l'Etat; ils reprochaient à la convention religieuse de les humilier au profit des émigrés et des déportés. Ces murmures, bien que peu répandus dans leur clergé inférieur, qui était souvent las du schisme, avaient été écoutés avec une complaisance particulière par les opposants du Tribunat et du Corps législatif. Dès l'instant où ces mécontents avaient découvert chez plusieurs des évêques intrus, surtout chez leur collègue Grégoire, une sourde résistance contre le concordat, et par suite contre le Premier Consul, ils avaient naturellement fait cause commune avec eux. On avait vu des philosophes qui rejetaient les croyances chrétiennes, des jacobins qui par haine de la religion avaient persécuté sous la Terreur les assermentés comme les réfractaires, se retourner maintenant vers le clergé de la Révolution, par un sentiment de solidarité contre le clergé de l'ancien régime, et parce que l'église de 1790 s'élevait encore comme un obstacle vivant contre les mesures religieuses de Bonaparte. Cette alliance grandissante entre une classe assez nombreuse de prêtres et leurs anciens adversaires, ne pouvait être observée avec indifférence; elle avait poussé Bonaparte à s'engager plus avant dans la voie générale qu'il s'était tracée, et qui, d'après son calcul, devait aboutir à la pacification de la société par le rapprochement de tous les partis. Au lieu de se borner à ce qui pouvait être réellement nécessaire pour fondre ensemble et réunir deux clergés ri-

vaux, il avait décidé de réserver aux constitutionnels douze places dans l'épiscopat, réduit à cinquante puis à soixante sièges; il voulait les pourvoir d'un tiers des paroisses, ce qui équivalait d'ordinaire à les replacer tous. Il prétendait, avec eux, que la simple adhésion au concordat les faisait rentrer dans l'unité catholique, sans rétractations ni pénitences. Une protection si étendue, et qui dépassait si évidemment l'estime fort médiocre que Bonaparte avait de ce clergé, entraînait l'inconvénient de nouveaux débats avec le Saint-Siège, et même le risque d'une contradiction insurmontable, parce que la dispense de toute rétractation paraissait blesser le dogme. Bonaparte n'a cependant pas hésité. Ne semble-t-il pas que, placé entre deux écueils, celui de Rome et celui des assemblées, il a cru plus opportun d'affronter le premier pour éviter le second ?

La double concession faite aux nécessités et à l'esprit du temps, d'une part pour le clergé constitutionnel et de l'autre pour les dépenses du culte, devait de sa nature être transitoire et passagère : l'histoire seule en a conservé le souvenir. Il n'en est pas ainsi d'un autre ensemble de mesures, qui, adaptées aux mêmes exigences politiques sous le nom des « articles organiques de la convention de 1801, » se sont perpétuées jusqu'à nos jours par la volonté de nos gouvernements divers, qui ont pris devant Rome la responsabilité de les maintenir sans changement. Ces articles posaient les principes généraux d'une réglementation des cultes, telle que l'entendait alors l'Etat français. En ce qui concerne le culte catholique, ils innovaient peu; et s'ils n'avaient point consacré par endroits l'abolition de ce qui avait péri avec l'ancien régime, il serait exact de dire avec Portalis qu'ils « n'introduisaient pas un droit nouveau . » On y retrouvait, en effet, sinon dans le détail, du moins dans la substance, les pouvoirs dont l'Etat était en possession depuis des siècles, et les principes gallicans qui se confondaient le plus souvent avec ces pouvoirs. Il y avait là une part de l'héritage du passé que la France nouvelle n'avait pas répudiée. Même l'opinion moyenne y voyait par habitude une garantie contre les entreprises des ultramontains ; même le clergé catholique, dont l'éducation avait été gallicane, s'y attachait comme à un antique privilège de l'église de France. Quant au parti de la Révolution, loin de rejeter parmi les abus de la monarchie les droits exercés par l'Etat sur le clergé, il était porté

à les exagérer, comme il faisait, par exemple, pour la centralisation administrative, autre legs de la royauté. N'était-ce pas sous le prétexte de mieux assurer l'indépendance de l'autorité civile, que l'Assemblée constituante en était venue à se séparer de Rome ? Cette logique extrême, commune aux philosophes, aux prêtres constitutionnels, à plus forte raison aux jacobins, n'était pas celle du Premier Consul : la convention avec le Saint-Siège impliquait, au contraire, l'abandon de la maxime que l'Etat peut tout sur l'Eglise. Mais s'il se tenait en dehors des nouveautés excessives de 1790, il n'avait jamais pensé à sortir de la voie tracée jusqu'en 1789 par une longue expérience. Il l'avait montré, quand en qualité de chef du gouvernement il avait pris l'initiative de la réorganisation de l'église de France ; il l'avait annoncé à plusieurs reprises aux négociateurs romains ; il leur avait fait même insérer dans des clauses écrites qu'il entendait régler les divers modes de la dotation du clergé, et, ce qui était plus grave, la publicité extérieure du culte. Il subissait en cela cet empire des idées régnantes, cette force des milieux, dont le génie même n'est pas affranchi. Si d'ailleurs, contre son propre sentiment, il avait déclaré que l'église nationale devait se réglementer elle-même, ou si, dans un règlement écourté, il avait renoncé en grande partie à ces principes gallicans qui gardaient le nom significatif de « libertés », il aurait du même coup rendu impossibles le vote et l'exécution du traité religieux. Ce n'est pas seulement l'opposition ordinaire qu'il aurait rencontrée en travers de ses desseins, mais le blâme presque unanime des membres du Tribunat et du Corps législatif, mais celui de ses conseillers qui, eux-mêmes, à l'image de la grande masse du peuple, auraient cru au retour de la domination des prêtres. Auprès de ces esprits prévenus les articles organiques ont été le passeport du concordat.

Du moment que ces deux actes, d'origine et de valeur si différentes, devenaient de cette manière solidaires l'un de l'autre, ils devaient être portés en même temps à la connaissance de la nation. Cette espèce de dépendance réciproque était même un argument de plus en faveur du système adopté par Bonaparte, de ne point laisser tomber le voile, avant que l'établissement religieux eût atteint son achèvement. Mais lors de la fête du 18 brumaire et dans les mois qui ont suivi, une publication simulta-

AVERTISSEMENT

paraissait un lien suffisant entre les parties de ce grand ensemble, et tandis que la convention était assujettie à l'épreuve de des assemblées, le règlement sur le culte ne devait être qu'un simple arrêté, œuvre du pouvoir exécutif avec le concours du conseil d'Etat. Les deux actes étaient destinés à rester aussi distincts dans la forme que dans le fond. C'est seulement à la fin de l'an et pour ainsi dire à la dernière heure, que Bonaparte a été entraîné à l'abandon de cette forme d'arrêté qu'il a toujours préférée parce qu'il en était le maître ; les articles organiques sont devenus un projet de loi. Après réflexion, il a paru que cette nouvelle enveloppe ils protégeraient mieux le concordat ; il a paru qu'ils lui concilieraient des suffrages plus nombreux et plus faciles s'ils étaient compris et confondus dans un même vote. Bonaparte a-t-il voulu pousser plus loin cette comédie, et, par un artifice qui tiendrait de la supercherie, faire passer qu'il avait concerté avec Rome la rédaction des articles organiques ? Pour l'alléguer, on oublie qu'il avait au contraire intérêt devant l'opinion à maintenir dans leur plénitude sans aucun partage les droits prétendus par l'Etat ; on oublie dans la loi du 18 germinal, la convention avec le Saint-Siège a tous les caractères les plus apparents d'un accord international ; que les articles organiques ont conservé de même les caractères d'une loi purement civile ; que d'ailleurs ils s'occupent des intérêts constants comme des catholiques, et qu'il serait bien impossible de se représenter le Pape concourant à organiser les concordats des Calvinistes et des Luthériens.

Rome on était averti depuis longtemps qu'un règlement sur le culte était en préparation. Consalvi le savait par ses propres remarques pendant sa mission à Paris, et plus récemment par une note officielle de Portalis, sans parler d'une loi analogue.

à Lyon pour le clergé cisalpin. Dans cette prévision, la cour papale, loin de préparer à l'avance des protestations, était plutôt disposée à témoigner au gouvernement consulaire de sa déférence, sinon plus de condescendance qu'autrefois à la royauté française, ou qu'aujourd'hui aux autres cours de l'Europe ; elle était résignée à tolérer, en fait, au profit de l'Etat quelques restrictions au droit que l'Eglise a toujours invoqué et qu'elle maintient constamment, de se réglementer par ses propres mains. La surprise et la douleur ont commencé seulement à la lecture des

articles organiques, que le Légat avait connus trop tard pour les transmettre avant la promulgation du concordat. Pie VII avait pris son parti de l'existence d'une loi civile ; il ne pouvait subir en silence la plupart des clauses qui la composaient. C'est le texte, c'est le contenu d'une partie des articles organiques qui a provoqué des plaintes. Malgré un désir persévérant de seconder le Premier Consul, il a paru impossible au Saint-Siège de ne pas élever la voix contre des prescriptions, dont les unes semblaient fausser le sens ou l'esprit du traité religieux, dont les autres renouvelaient les empiètements de la monarchie, en rétablissant au grand jour des entraves à une part d'indépendance que l'Eglise regarde comme nécessaire à son action, en confirmant avec éclat la déclaration de 1682, qui dès le temps de Louis XIV passait pour une doctrine contraire au dogme.

Quand ces réclamations, qui reproduites plus tard devaient toujours être éludées, ont été connues à Paris, le concordat était enfin voté et promulgué. Sept mois s'étaient écoulés depuis l'échange des ratifications, et ce délai inattendu, qui avait paru aussi long aux Tuileries qu'au Quirinal, avait à peine suffi à user une résistance qui avait menacé de tout faire échouer. Le succès était obtenu ; mais Bonaparte avait eu beau se poser publiquement en défenseur des intérêts nationaux vis-à-vis des assemblées, et des maximes gallicanes vis-à-vis la cour de Rome, il avait eu beau s'aider des émotions qu'excitait chez beaucoup la fête de Pâques et chez tous la paix avec l'Angleterre, il n'avait pu réussir à supprimer les mauvaises dispositions qui fermentaient dans tant d'esprits. Au Tribunat et au Corps législatif des voix encore assez nombreuses s'étaient prononcées ouvertement contre le traité avec le Saint-Siège, sans s'inquiéter de l'organisation gallicane et protestante qu'elles étaient forcées de rejeter en même temps ; l'absence même de discussion publique, au lieu de témoigner d'un assentiment unanime, avait paru le signe muet de la contrainte. Puis, le jour de Pâques, au milieu des pompes d'une cérémonie que tout contribuait à rendre saisissante, les propos railleurs ou l'attitude factieuse des généraux les plus en vue avaient poussé Bonaparte à parler et à agir en maître. Ainsi jusqu'à la dernière heure, le chef de l'Etat a dû faire usage de toute sa puissance de volonté. Et cependant, à quelque phase

du concordat que l'on se reporte, soit quand des propositions simples et pratiques ont été portées à Rome, soit quand elles ont été défendues avec la ténacité d'une longue négociation, ou imposées comme loi à ceux qui refusaient de les admettre, on ne surprendrait pas chez Bonaparte un instant de trouble ou d'hésitation. Il s'est toujours avancé fermement sur la voie qu'il s'était tracée de lui-même, sans le secours de personne; plus clairvoyant que les habiles qui s'efforçaient de le décourager; compris et appuyé seulement par Pie VII, dont l'abnégation charitable et éclairée demeure le principal titre au respect de l'histoire. C'est que, quel que soit le jugement d'ensemble porté sur le Premier Consul, il faut reconnaître qu'il y avait sur ce point dans son esprit une de ces vues claires, que donne l'expérience du gouvernement quand elle est jointe à la connaissance des hommes. Il n'a peut-être point prévu qu'après un siècle de révolutions, le concordat de 1801 resterait en vigueur, et, malgré des dissentiments inévitables, paraîtrait encore aux consciences chrétiennes comme aux intelligences politiques un gage permanent de paix entre l'Eglise et l'Etat; du moins il a eu la pleine certitude d'avoir rempli le devoir d'un chef de gouvernement, en introduisant de nouveau dans la reconstruction de la France moderne une des forces sociales, qui seules soutiennent l'édifice, le redressent et le font durer.

15 août 1895,

Les tomes supplémentaires, comme ceux qui les précèdent, ont été complétés par les recherches de M. l'abbé Rance-Bourrey dans les archives du Vatican. La Société diplomatique lui doit le plus grand nombre des pièces indiquées comme provenant de ce dépôt.

DOCUMENTS
SUR LA
NÉGOCIATION DU CONCORDAT
ET SUR LES AUTRES RAPPORTS
DE LA FRANCE AVEC LE SAINT-SIÈGE
EN 1800 ET 1801

(TOME SUPPLÉMENTAIRE)

PARTIE XVII

LE LÉGAT CAPRARA

Le cardinal Caprara est investi solennellement des fonctions de légat *a latere*.—

Le 5 septembre 1801, il part de Rome pour la France.

On ne lui prépare que des facultés ordinaires aux légats, avec quelques pouvoirs spéciaux pour apaiser en Belgique les querelles sur le serment de haine à la royauté. — Quant au temporel, Caprara devra poursuivre la restitution des Légations, mais en évitant toute transaction qui confirmerait, même indirectement, le traité de Tolentino, réputé nul par le Saint-Siège.

Prétentions des Français concernant les statues, les fournitures et la solde de la garnison d'Ancône, l'académie de France à Rome, etc.

Restitution tardive de Pesaro aux autorités pontificales.

Suite des démêlés du Saint-Siège avec les Deux-Siciles pour la souveraineté de Bénévent. — Difficultés religieuses avec l'Espagne. — Questions relatives à l'Ordre de Malte, à l'électorat de Cologne.

La ratification du concordat, reçue le 21 septembre à Rome, y est fêtée publiquement. — L'incertitude sur cette ratification y a retardé le travail de la bulle de circonscription des nouveaux diocèses. — Elle a fait ajourner l'envoi de la demande de démission à ceux des anciens évêques qui doivent la recevoir directement de Rome.

Présents diplomatiques à l'occasion du concordat.

Des instructions complémentaires sont adressées à Caprara le 5 octobre, sur le

serment du légat, sur la conduite à tenir envers les évêques constitutionnels, sur le serment d'usage que les nouveaux titulaires devront au Souverain Pontife. Caprara, voulant hâter son arrivée à Paris, a changé d'itinéraire. — Honneurs qui lui sont rendus sur la route par ordre du P. Consul.

Sentiments divers des évêques émigrés à l'égard du concordat. — Conseils de Maury. — Louis XVIII rédige une protestation, qu'il tient encore secrète.

856. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 8 fructidor an IX (26 août 1801).

Le cardinal Caprara est arrivé à Rome le 2 de ce mois (20 août) venant de son évêché de Iesi, dans la Marche.

J'avais connu ce cardinal à Florence, où il se trouvait lorsque j'y résidais par ordre du Comité du salut public. Ce cardinal, ami du chev. Azara, ami du M^r Manfredini¹, et distingué par ses lumières et par son esprit, voyait dès lors d'une manière sage ce qui concernait la France et ce qui concernait la coalition ; ce qui le faisait appeler en Italie « le cardinal Jacobin. » Les sentiments favorables que nous montre aujourd'hui ce cardinal, sont ceux qu'il professait dans les temps difficiles. Je crois que le Premier Consul pourra compter sur de l'affection de sa part, et sur son zèle à seconder les vues du gouvernement français.

Un légat *a latere* peut être nommé et envoyé par bref du Pape, sans autre formalité : mais le Saint-Père a voulu que, dans cette occasion, il ne fût rien oublié ni négligé dans le cérémonial et les formes solennelles. Le Pape a assemblé, le 6 de ce mois (24 août), au matin, tous les cardinaux en consistoire ; et c'est dans ce consistoire que le cardinal Caprara a été nommé légat *a latere* en France². Le 9 ou le 10 de ce mois (27 ou 28 août), il y aura un autre consistoire en public, où le légat Caprara sera investi de la croix par le Pape. Il y a des exemples, quoique cela ne soit pas toujours arrivé ainsi antérieurement, qu'après avoir été investi de la croix, le légat et les cardinaux

¹ Il avait été le conseiller le plus écouté du grand duc de Toscane, et, comme Azara, avait passé pour être favorable aux Français.

² L'allocation du Pape dans ce consistoire a été publiée par le P. Theiner (t. II, pièce XXIX) : elle est du 24 et non du 31 août.

du consistoire sortaient de Rome montés sur des mulets superbement enharnachés. Cela ne pourra être observé cette fois-ci : les cardinaux n'ont plus les équipages ni les trains nécessaires.

Le cardinal Caprara fait toutes ses dispositions pour partir le plus tôt possible. Le 12 de ce mois (30 août), il viendra dîner chez moi avec grande compagnie. Il m'a assuré qu'il partirait de Rome dans le cours de la seconde décade de ce mois. Il s'arrêtera à Florence deux jours pour voir le roi d'Etrurie. Le cardinal Caprara ne prendra point la route de Turin : il se rendra à Bale en Suisse par Vérone et par le Tyrol, et il entrera en France par Huningue ou par Strasbourg.

Il voyagera avec deux carrosses à quatre places chaque, et une petite voiture de suite et deux courriers à cheval. Il n'emmène avec lui personne d'assez considérable pour augmenter de cette manière l'éclat extérieur de sa légation. Mgor Mazio, prélat de *mantellone*¹, ira avec lui en qualité de maître de chambre; Mgor Sala le suivra en qualité de secrétaire d'ambassade. Il mènera en outre un commis intelligent pour les expéditions.

Le cardinal Caprara a 68 ans, et sa santé est faible. Il ne pourra marcher que de jour dans son voyage jusqu'à Paris, où il ne saurait arriver en moins de trois semaines ou un mois après son départ.

Il partira d'ici un homme de confiance du cardinal Caprara, qui sera adressé à Mgr Spina à Paris, et qui aura commission du légat de louer un palais où il puisse descendre et s'établir à Paris. Autrefois une pareille légation, donnée à un cardinal neveu du Pape, lui coûtait des sommes immenses; mais il en résultait ensuite à son profit de grands présents, de gros bénéfices. Le cardinal Caprara, qui est vieux, n'est susceptible d'aucune espérance ambitieuse. Il sera nécessaire que vous l'aidiez à soutenir les frais d'une telle commission.

Ce cardinal légat aura tous les pouvoirs possibles, et même le pouvoir de communiquer des pouvoirs. Il sera donc en état de

¹ On sait qu'à Rome les prélats se distinguent par la forme du manteau. Ceux qui sont revêtus du *mantellone* (grand manteau) sont d'un autre rang que ceux qui portent la *mantelletta*.

terminer avec vous ce qui n'est pas compris dans la convention signée à Paris. Le Pape envoie ce légat en France, pour y rester le temps que le gouvernement français jugera à propos qu'il y demeure, et pour faire les choses que désirera le Premier Consul. C'est dans cet esprit que le cardinal Caprara se propose d'agir.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931)¹.

857. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 10 fructidor an IX (28 août 1804).

C'est hier matin qu'a eu lieu le consistoire public dans lequel le cardinal Caprara a été investi de la croix, qu'il aura droit, comme le Pape, de faire porter devant lui en qualité de légat *a latere*. J'ai assisté avec la Légation et tous les Français qui se trouvaient à Rome, à ce consistoire, où nous étions tous placés fort près du Pape. La cérémonie est fort simple. Le Pape remet au légat la grande croix d'argent ; il l'embrasse. Tous les cardinaux présents répondent en chœur.

On voyait sur la figure du Pape et au son de sa voix, que son âme était véritablement touchée et agitée. Il m'a appelé, il m'a parlé après la cérémonie, d'une manière pleine d'affection. Le Saint-Père voit et sent parfaitement que ce qu'il fait pour la République française est vu de mauvais œil et avec chagrin, et a réussi en dépit de nos ennemis, qui croyaient l'accommodement impossible et qui aujourd'hui désireraient le voir rompre. Sa Sainteté connaît également que le Saint-Siège est très faible à l'époque présente, et qu'ainsi c'est le gouvernement français, beaucoup plus que le Souverain Pontife, qui peut soutenir le concordat, les bulles et la mission du légat.

Le Premier Consul ayant demandé ce qui est accordé par le Pape, saura le soutenir : c'est ce que j'ai garanti et au Pape, et au secrétaire d'État, et au légat. Après les avoir embarqués, comme ils le sont maintenant, et élevés au-dessus de leur portée en les associant à nos destinées, ils ont droit maintenant à l'appui décidé et ferme du gouvernement français.

Le cardinal Caprara s'appelle Montecuculli, de son nom de famille. Il convient parfaitement et sous tous les rapports, à la

¹ Publié par Theiner, t. I, p. 271.

légation de France. C'est un acte de grand courage de sa part d'avoir accepté cette mission, à l'âge de 68 ans et avec des infirmités graves: il paraît n'avoir qu'un souffle de vie.

(Aff. étr., Rome, vol. 931).

858. — Consalvi à Spina.

Roma, 26 agosto 1801.

Profitto¹ del corriere ordinario di Francia che parte oggi, per scriverle queste righe con molta fretta. Io ricevei, con la posta di Francia giunta ieri, il suo piego che porta la data degli 8 agosto, in cui non trovai che una sola piccola lettera sua, con la quale mi accompagnava la lettera del vescovo di Macon a Sua Santità, contenente la ritrattazione dell' antico vescovo costituzionale di Rouen, M. la Roche, concepita in termini di piena sommissione alla Santa Sede ed ai giudizi da essa emanati sulla costituzione civile del clero, con una lettera a Sua Santità dello stesso M. la Roche, delle quali due pezze le manderò copia, essendomi impossibile per la loro lunghezza di farle fare in questi brevi momenti. — Gli altri fogli, ne' quali ella mi dice di avermi dato conto della conferenza da lei avuta col vescovo costituzionale Grégoire, non mi sono mai giunti. — In somma io non ho avuto da lei dopo la mia partenza da Parigi, se non che la lettera degli 8 agosto, come ho accennato; l'altra dei 2 agosto (se non erro) in cui ella mi disse in poche righe che mi dava conto in fogli separati della conversazione accennata; e l'altra finalmente che ricevei in Firenze dal corriere francese che colà mi sopraggiunse². Tutto il di più che ella possa avermi scritto, non mi è pervenuto.

Io non ho lasciato di scriverle costantemente con le poste di Genova e di Francia, così prima, che dopo la rispedizione di Livio con la ratifica di Sua Santità.

Nel foglietto annesso³ le do o le ripeto le nuove nostre, onde

¹ Un court billet de Consalvi, daté du 21 août, avait déjà annoncé à Spina l'arrivée du card. Caprara à Rome.

² Les deux premières dépêches sont les pièces nos 691 (2 août) et 733 (8 août). La dernière dépêche mentionnée ici est la pièce n° 680 (27 juillet).

³ Cette feuille est peu intéressante: elle se termine en parlant des embarras que la cherté des grains et une épidémie bovine causent au gouvernement pontifical.

ne sia informata. Domenica prossima, M. Cacault dará un nzo per il cardinal legato *a latere*, a cui interverremo, secondo lo stile, tutti noi della corte di Sua Santità.

Aspetto con ansietà le sue lettere conseguentemente all' arrivo Livio, che dovrebbe esser giunto in Parigi il dì 26, giorno centesimo dalla sottoscrizione della trattativa; sebbene ella ricorderà che si convenne a voce, che quattro o cinque giorni più non facevano alcun ostacolo. Ed ella rifletta che l'impe- preso allora fu di mandare la sola piccola ratifica sotto il stato; e noi abbiamo mandato anche la bolla, i brevi, tutto il resto in somma che posteriormente ha desiderato il governo ncese. Spero che questo avrà certamente avuto occasione di aner soddisfatto di tanta celerità, che si è qui posta.

Accia i miei complimenti al P. Caselli ed al sig. abbate Ber- r, e con sentimenti etc.

(Lullies, Arch. de Caprara).

859. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 29 août 1801.

Undi passé (24 août), Sa Sainteté a réuni les cardinaux dans consistoire secret pour déclarer dans les formes le cardinal Caprara, légat *a latere* en France, et pour le munir en même temps de toutes les facultés annexes à ce titre là; facultés, qui leur étendue rendent un cardinal légat *a latere* pour ainsi dire un second pape. La collation des bénéfices ecclésiastiques quelconques, l'absolution de toute excommunication possible, la sanction ou confirmation des mariages, le droit de juger un procès quelconque qui fût même réservé au Siège Apostolique, toutes les autres facultés majeures qu'il serait trop long de mentionner ici, sont toutes des facultés ordinaires pour les légats *a latere*; et le cardinal Caprara en est amplement muni pour s'en servir, comme bon lui semblera, pour guérir les plaies de la France.

On avait cru d'abord que la cour de Rome, pour seconder plus promptement les désirs de Bonaparte, aurait envoyé ce cardinal avec une nombreuse suite de prélats, de gentilshommes, etc. Mais comme les temps sont bien changés de ceux que le

Saint-Siège envoya les cardinaux Polo, Campeggi, Medici¹, etc, dans cette même qualité avec une magnificence étonnante, le Pape a fait sentir au Premier Consul l'impossibilité de suffire à de pareilles dépenses; et, en attendant que Bonaparte manifeste sa volonté sur la manière dont le cardinal légat doit représenter en France, le cardinal Caprara, qui partira la semaine prochaine, n'aura qu'une suite bien peu nombreuse, c'est-à-dire le chanoine Sala en qualité de dataire de la légation, l'abbé Caprano pour théologien, le chanoine Mazio pour maître de cérémonies, et son ancien secrétaire l'abbé Vadorini, avec quelques domestiques.

Pour éviter le passage du Mont-Cenis, S. Em. se propose de prendre le chemin du Tyrol et d'Augsbourg; et, d'après ce projet, elle m'a demandé un passeport pour passer par les États de S. M. Dans d'autres circonstances qui ne conseillassent pas autant que les circonstances actuelles, de ménager les Français, très intéressés à la publicité de cette légation, je n'aurais pas hésité à me refuser aux demandes du cardinal, pour éviter par là qu'il ne lui prît pas l'idée d'exercer même dans son passage par les États II. et RR. les facultés de légat *a latere*. Mais, craignant d'un côté d'exciter par le refus du passeport le ressentiment du ministre français, et persuadé de l'autre côté que le cardinal Caprara (très instruit d'ailleurs du système de la cour I. et R. relativement aux droits du Saint-Siège) ne déploiera pas son caractère avant d'entrer en France, j'ai donné le passeport requis; mais en omettant, comme si c'était par oubli, d'y ajouter au cardinal le titre de légat *a latere*. Ce qui m'a paru d'autant plus nécessaire de faire, que différemment je venais à reconnaître dans le cardinal Caprara une dignité, dont les fonctions dans les États de S. M. et dans l'Empire sont incompatibles avec les lois existantes, et contraires aux concordats de la nation germanique, et ne pourraient par conséquent avoir lieu, à moins d'en obtenir préalablement le consentement exprès de S. M. J'espère que V. E. ne désapprouvera pas le peu que ma situation délicate m'a permis de faire à cette occasion, et je me hâte de por-

¹ Ces légats ont été envoyés, pendant le XVI^e siècle, les deux premiers en Angleterre et le dernier en France,

ter tout cela à sa connaissance (ce que je n'ai pas omis de faire non plus avec Mgr le prince de Colloredo pour ce qui regarde l'Empire), pour que, dans le cas, les gouvernements de Venise et du Tyrol puissent recevoir les ordres relatifs à temps; ce qui arrivera d'autant plus facilement que, quand même le cardinal Caprara parte effectivement dans le courant de la semaine prochaine, il ne sera pas aux frontières des États de S. M. avant un mois d'ici, puisque sa santé vraiment abîmée ne lui permet de voyager que très lentement, et S. Em. voudra d'ailleurs passer quelques jours dans le sein de sa famille à Bologne, où, comme dans tout autre endroit du territoire cisalpin, on lui fera les plus grands honneurs possibles, tel étant l'ordre que Bonaparte a envoyé au gouvernement cisalpin...¹

(Arch. de Vienne).

860. — Consalvi aux Nonces.

Roma, 29 agosto 1801.

..Il maggiore avvicinamento attuale della Russia alla Francia ha riaperto in Parigi le trattative sulla sorte d'Italia.

Il Primo Console² ha esternato una decisa volontà quanto a noi di conservare il Papa « come è adesso », rendendo Pesaro, cioè a forma del trattato di Tolentino. So che ha aggiunto che su di ciò si era già concertato col governo di Roma : questo però non sussiste. Essendo io in Parigi, ecco tutto quello che accadè. Io prima di riuscire nel trattato ecclesiastico, non ne parlai, per l'ordine espresso di N. S. di non mischiarci nulla di viste temporali. Nei sei in sette giorni che mi trattenni dopo il trattato, fuggivo questo discorso come la morte per un' altra ragione, cioè perchè sapevo che le intenzioni erano cattive, e non volevo che mi forzassero ad una conferma del trattato di Tolentino, che mai avrei fatta, ma che avrebbe indotta una rottura sul punto stesso dell' accomodamento; e pensai che più facilmente si sarebbe po-

¹ Cf. pièce n° 779.

² Bien que dans le t. III, p. 427, note 2, on trouve un extrait de cette circulaire, il a paru à propos d'en reproduire ici le texte complet, parce que la conversation de Consalvi avec le P. Consul a servi à Caprara de renseignement pour la conduite à tenir dans les affaires temporelles (voir pièce n° 870).

tuto resistere da Roma, che là. Non potei riuscire in esimermi, come volevo, perchè il Primo Console mi entrò in discorso di ciò espressamente. Io allora gli dissi con franchezza, che il Papa aveva speranza in lui, ed era persuaso che gli renderebbe le tre Legazioni, senza le quali non poteva sussistere. Soggiunsi, che dovevo avere considerato il disinteresse del Papa, nel non avere mai parlato durante la trattativa ecclesiastica.— Egli rispose convenendo su di ciò; ma aggiunse, che non poteva credere che Roma fosse vera amica della Francia, onde che non si fidava di dargli quegli stati, su dei quali lui era alla fine indifferente in qualche senso, perchè arrivando la Francia alle Alpi, poco si curava se al di quà la Cisalpina e le altre potenze erano più o meno estese (ognuno vede quanto sia vera questa sua indifferenza in fatto); ma ripeté, che temeva la nostra unione più con altri che con la Francia, onde che voleva vedere come Roma si conduceva coi Francesi, e che se ne fosse stato contento, avrebbe reso le tre Legazioni fra un anno, o due. E una volta disse « la Romagna»; al che io risposi: « Nò; lei ha detto prima tutte tre. »

Il mio discorso battè sempre sulla giustizia di rendercele tutte, e sulla nostra estrema necessità di averle. Gli dissi, che lo avrei ringraziato molto di più se ci avesse rese subito le tre Legazioni, e che mi dispiaceva di doverlo ringraziare delle sole buone disposizioni. Gli dissi chiaro, che noi non volevamo sentir nominare il trattato di Tolentino, il quale era stato rotto dagli stessi Francesi (a lui non si poteva dire che era anche nullo), e perfino aggiunsi, quando egli mi disse che ci restituirebbe Pesaro come nostro indubitatamente, che io non gli avevo voluto nè volevo dar nota ufficiale per averlo, appunto per non appellarci ad esso trattato. V. E. vede che io non potevo dire di più. Fui contento di avergli potuto affermare senza urto tali chiari sentimenti, e con dirgli che noi non ammettevamo il trattato di Tolentino; e venni, così preparata la strada, a dirglielo in seguito, appellando a quello stesso che gli ho detto io *in conspectu*. Ecco ciò che è passato fra noi due; ben diverso dall'essere egli d'accordo col governo pontificio. Ciò sià di lume a V. E. per negozio; ma usi con prudenza della notizia di tal dialogo. Ora veda di aiutare la Santa Sede coi ministri di Russia, e altri che possono influire, stringendosi le trattative.

(Arch. du Vatican).

861. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 29 agosto 1801.

Rispondo a due sue cifre dei 2 agosto, ed una dei 14¹, tutte giuntemi insieme.

Circa l'elettorato di Colonia, già le scrissi con Livio, che a richiesta dell' Imperatore, qui si era dato il breve di eligibilità all' arciduca Antonio; ma appunto per nulla intaccare, nè su Colonia già unita alla Francia, nè sulla secolarizzazione minacciata dello stesso elettorato, si ebbe l'avvertenza di dare il breve « ad duas ecclesias in Germania sitas », in genere. Se la cosa non fosse piaciuta costì, ella faccia anzi rilevare la gran delicatezza di Sua Santità, posto che si trovava nell' impossibilità di negarsi all' Imperatore per un breve di eligibilità, che si concede a chiunque, non essendo che una dispensa di età; ed inoltre non si può pretendere che ella dia anche senza speranza di buon esito, la memoria per la conservazione dell' elettorato, tale essendo il dovere di Sua Santità.

Del resto, si sente dalle lettere di Vienna che il capitolo, a riserva di soli quattro canonici, è già radunato in Aremberg², e che procederà alla elezione per Colonia; e così per quello di Münster. Rimanendo una parte della diocesi di Colonia nella diritta del Reno, la Francia non può dolersi dell' elezione per questa parte, che non è ancora deciso doversi secolarizzare. Noi non possiamo darle di qui la dettagliata idea ch'ella desidera circa i diritti dei due capitoli, perchè non l'ha nemmeno il cardinale Antonelli; ma crediamo che ciò a nulla conduca, mentre noi non prendiamo alcuna parte attiva su questa elezione, ma solo circa la conservazione in genere dei tre elettorati. Nell' elezione ci basta che non ci si trovi da farci un rimprovero. Ecco tutto.

Quanto alla nuova circoscrizione delle diocesi, forse per errore³ vediamo esser soli trentanove i vescovati, e non quaranta, oltre i dieci arcivescovati. Ci stiamo ora dando tutta la premura per esaminarla. Bisogna poi scrivere a quegli vescovi di Germania

¹ Pièces nos 689, 690 et 761.

² Sur la rive droite du Rhin et au sud de Cologne.

³ Cf. t. III, p. 511, note.

che devono soffrire la smembrazione, com' ella ben sa, e deve farlo intendere a codesto governo ; onde non si deve fare una fretta così eccessiva, tanto più che nemmeno siamo sicuri se in Parigi si ratifichi il trattato, a tenore delle ultime minaccie. Su questa circoscrizione de' nuovi vescovati, le scriverò oggi ad otto più a lungo.

Con gran sorpresa si è rilevato il gran mistero a lei fatto della spedizione del corriere, che ci portò appunto la nuova circoscrizione, e le variazioni della bolla. Veramente l'abbate Bernier poteva confidarglielo. Vedo che ella nulla ne sapeva il 15 agosto, che già lo sapevamo in Roma. Ella ha poi veduto se le variazioni della bolla erano sì piccole, come a lei le supposero.

Circa i vescovi di Autun e Orléans li preteriremo, come notoriamente rinunziatori del loro stato.

Circa gl'intrusi, vedo il dialogo da lei avuto con Grégoire: Sua Santità ha commendato il di lei contegno e risposte. Egli è arrivato fin dove ha potuto ; ma se sene pretende l'impossibile, dice che non l'otterranno, e che ella lo faccia pur sentire ; nè potrà così di leggieri ammettere le loro nomine se si faranno ; onde è meglio far intendere che non vi s'impegnino, essendo Sua Santità disposto a soffrir tutto piuttosto che mancare al suo dovere.

Quanto a Pesaro, che dovea restituirsi ai 21, non lo è ancora, nè se ne sente parlare. Ella non ne parli punto, se non per incidente, e come d'ordini non mai eseguiti.

Circa poi il temporale in genere, cioè le Legazioni, ella non ammetta mai di venire a trattativa su di esse per cessione. Altro non intendiamo noi di fare se non che d'instare, pregare per riaverle ; e questo non è un trattato. Se le rendono tutte, bene : se una o due, le prenderemo ; ma mai cederemo il resto. Questa sia sempre la di lei risposta, per ordine espresso del Santo Padre. Circa a Avignone, non insisteremo che per il compenso, essendo incorporato alla Francia.

Smentisca con franchezza e senza riguardi ciò che si è voluto far credere, cioè che i due governi si sono concertati su questo affare. Dica apertamente, che nel dialogo fra me ed il Primo Console, io gliene feci espressa richiesta, e che egli mi disse che per ora non poteva darle (non occorre dire la causale dell' Imperatore), dandomi però buone speranze in seguito ; ed io non potei

far di più, ma che sempre ripetei francamente che noi non ammettevamo il trattato di Tolentino, considerandolo rotto dagli stessi Francesi. Non si trattenga dal dire la cosa com'è, per il timore che i Francesi passino ad esigere ciò che non hanno esatto finora. Se lo esigono da lei o dal Legato, diranno che non ne hanno il potere; se lo esigono da noi, risponderemo di no con franchezza; nè credo che per qualsivoglia ci faranno la guerra. Peggio di tutto è, che si creda che siamo d'accordo per la cessione.

Eccoci ad uno bruttamento per le statue. Oggi ho avuto una memoria, che porta che *ipso facto* si consegnino quelle che sono a Ripa Grande¹, e quindi anche tutte quelle rese dal re di Napoli a Braschi, agl'Inglesi, all'Anima², ed ad altri. Risponderemo ricusandoci, ed ad un buon bisogno spediremo a Parigi³. Il Primo Console e Chaptal (cui ne scriverò occorrendo), non rimasero

¹ C'était là que par négligence la famille Albani avait laissé ses statues, dans les caisses mêmes où les Français les avaient enfermées.

² Probablement Santa Maria dell' Anima, église de la nation allemande, fondée à Rome par des Liégeois.

³ Consalvi mettait un tel intérêt à l'affaire des statues, que le 1^{er} septembre il envoya à ce sujet un courrier extr. (Felice Pomaroli) à Paris, avec une lettre il où se recommandait à Joseph Bonaparte (*Mém. de Joseph*, t. I, p. 206). C'est aussi aux sentiments d'équité du frère du P. Consul que Cacaault fit appel le même jour (id. p. 209). Il terminait en disant : « A l'époque actuelle de notre Révolution, il est essentiel d'observer deux rapports particuliers sous lesquels le gouvernement français peut être considéré. L'un est le système de contributions, de pillages, de dévastations qui nous a assez signalés en Italie. L'autre est un esprit de sagesse, de fixité, de justice, qui a paru le 18 brumaire, s'est développé avec le génie de Bonaparte et a signé les traités de paix de l'an IX. Il me semble que si, en vertu du premier système, on s'est cru en droit de saisir les biens Albani et Braschi, aujourd'hui, d'après le second, on n'a pas celui de les réclamer encore. On a parlé de m'envoyer un pouvoir pour terminer à l'amiable. J'ai voulu, cher ambassadeur, que d'avance vous connaissiez mon opinion. Je dois vous avertir que ma décision, dans mon âme et conscience, ne serait pas conforme à ce désir immodéré, trop répandu à Paris, d'y accumuler, sans exception et sans l'acheter, tout ce qu'il y avait de beau en Italie. C'est moi qui ai envoyé les cent plus beaux objets d'art qui y sont aujourd'hui : je l'ai fait avec plaisir, quand notre droit était légitime. Maintenant je ne vois pas de la même manière la contestation qui s'est établie à Rome...

« P.-S. — Lorsqu'on a sollicité du Pape un concordat, des brefs et des bulles, on ne peut se dissimuler qu'un premier sentiment de crainte n'ait puissamment agi sur son âme et sur celui de ses conseils. Voilà sans doute ce qui a fait promptement décider en principe un accommodement avec la France. Mais s'il est sensé d'avoir trouvé dans les succès de nos armes cette cause primitive de la

così meco. Ella ci aiuti con Chaptal, per mezzo anche di Azara.

Il ministro di Spagna ha tornato, dopo tre mie note negative, a far una quarta nota vigorosissima per la separazione delle Lingue di Spagna dall'Ordine di Malta. Si è risposto di nò, e Sua Santità lo ha ancora scritto di pugno al re. Si prevede però un sommo malcontento, onde non sarà che bene ch'ella proseguisca sul piede che mi ha indicato nel suo dispaccio, di averne cioè parlato costì perchè si interessino (ma non in aria di ricorso nostro) a far desistere da tale richiesta, che se si accordasse, sarebbe fatta ancora da tutti, e si distruggerebbe l'Ordine. Ed allora certo si avrebbe un pretesto di non rendere l'isola, la quale in qualunque altra mano darebbe gelosia. Potrà anche cavarne un merito con informarne Kolytchev. — La Spagna ha pur chiesta di nuovo la separazione degli Agostiniani e Scolopi, che non si è accordata, e solo si sono fatti dei progetti di conciliare le cose.

(Cultes, Arch. de Caprara).

862. — Caprara a Consalvi.

Di casa, 3 settembre 1801.

Si era prefisso il cardinale Caprara, se avesse avuto il piacere di trovarla ieri sera in casa, di manifestare a V. Em., che il prossimo giorno di sabbato 5 andante, come concordato precedentemente con lei stesso in vista delle forti istanze del sig. Cacault, è il fissato per la sua partenza alla volta di Firenze, e proseguendo, dopo il trattenimento necessario in quella città, alla volta di Bologna ove ha una porzione di equipaggio, transitare per Mantova, Tirolo, Augusta, Costanza, Basilea, ed indi per la via più corta a Parigi. Molto di più aveva il cardinale scrivente disegnato di dire all' Em. V., pregandola ad un tempo di volere fare spedire ad esso cardinale il passaporto di V. Em., sì per sè, che per altri dieci di suo seguito, che farà il viaggio con due

bienvveillance de la cour de Rome, il ne faut pas cesser d'apercevoir dans la réussite totale des affaires religieuses, je dirai même dans l'espèce de grâce qu'on y a mise de ce côté, un véritable sentiment d'estime et de haute considération pour le système adopté par le P. Consul... »

carrozze ed uno strascino ; di dare ordine che siagli passata la dimandata somma di piastre due mila...

Dopo tutto ciò, voleva supplicare V. Em., come fa ora, a degnarsi di riflettere se non giudicasse espediente, ed anche necessario di fare avere al cardinale legato in Francia (qualora non sia già stato ciò prescritto agli scrittori della bolla e brevi) il duplicato dei brevi e bolla colla direzione, in una delle due copie, non solo al Primo Console ma altresì alla Nazione francese : cautela a giudizio dello scrivente da usarsi per ogni buon fine ed evento, e che non parrebbe dovere riguardarsi inopportuna, sì perchè al re ed alla nazione Inglese fu diretta la bolla coi brevi nella legazione del cardinale Polo, sì perchè non osta, che come non lo erano in Inghilterra, così in Francia non siano tutti cattolici ; tanto più, che nella convenzione stessa si asserisce che in Francia la massima parte della nazione professa la religione cattolica.

Si crede il cardinale Caprara in dovere di esporre tutto ciò all' Em. V., aggiungendo, che quando non assegni al medesimo ora diversa, avrà domattina l'onore di essere assolutamente alle sue stanze¹...

(Arch. du Vatican).

863.— Nomination du Légat.

[24 août 1801.]

Pius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio nostro Joanni Baptistæ, tituli Sancti Honuphrii, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ presbytero cardinali Caprara nuncupato, archiepiscopo, episcopo Æsino, ad carissimum in Christo filium nostrum Napoleonem Bonaparte, Primum Galliarum reipublicæ Consulem, Gallicanamque nationem, nostro et Apostolicæ Sedis legato delatere, salutem et apostolicam benedictionem.

Dextera Altissimi, quæ semper in ostensione virtutis magnificata est, renovavit etiam temporibus hisce nostris magnalia sua. Illud siquidem est operata ut tot inter impetus ac procellarum jactationes, quibus universa Gallia tamdiu est agitata, longe ma-

¹ Ce rendez-vous a été accepté par Consalvi (billet du 3 sept.).

xima nationis illius pars, religionis, quam a majoribus acceperat et ab incunabulis hauserat, retinentissima fuerit, in eaque conservanda avorum suorum gloriam, a quibus tot bona accepit Ecclesia, ad memoriam sæculorum omnium sit æmulata. Propterea nec desivimus nec desituri unquam erimus, in omni spiritus nostri humilitate, gratias agere misericordiarum Deo, qui tot inter angustias quibus undique premimur, tantasque curarum moles, quas cum semper tum iis potissimum temporibus necessario habere debet sarcina supremi episcopatus, quæ infirmitati nostræ inscrutabili Dei judicio est imposita, ad consolandos nos, divinitatis suæ lumine, rationem nobis suppeditare est dignatus, qua catholica religio ad liberum ministeriorum suorum exercitium in regionibus illis revocata, ad pristinam cultus sui puritatem sapientiamque possit refluere. Paterna charitas qua nos gallicanam nationem semper complexi fuimus, et ardentia illa studia quibus urgemur ut opus tam bene susceptum, auxiliante Deo, ad majorem ejus gloriam per imbecillitatem nostram feliciter conficiatur, nos vehementer sollicitos habet, rationesque omnes excogitare cogit, quæ ad hoc tantum bonum constituentium conferant, cum quo salus tam multarum animarum quas Christus Dominus sanguine suo redemit est omnino conjuncta.

Propterea cum ad id consequendum illud maxime tum nobis tum gubernio ipsi gallicano prodesse posse videatur, si nostrum atque Apostolicæ Sedis legatum constituamus, qui in Galliam se conferens et spiritualibus fidelium illorum necessitatibus præsto sit, et ea bona properet quæ ex conventionem inter nos et gubernium Reipublicæ gallicanæ inita expectari debent, auditis venerabilibus fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalibus quos, quemadmodum deliberatio tantæ rei postulabat, omnes convocandos censuimus, unanimi eorundem consilio et assensu, te, dilecte fili noster, delegimus, cujus fidei, religioni, ac exploratæ prudentiæ tantum ac tam grave hoc munus committeremus; illud persuasi, te, pro ea virtute ac singulari sapientia qua prestas, ac præsertim pro eo amore ac studio quod semper in cæteris muneribus quæ tibi a Sede Apostolica concredita sunt administrandis erga Catholicam Ecclesiam ostendisti, desiderio atque expectationi nostræ esse cumulatissime responsurum. Te igitur in nostrum et Apostolicæ Sedis legatum ad Primum

Galliarum reipublicæ Consulem vigore præsentium eligimus, constituimus et deputamus, circumspectioni tuæ mandantes ut munus hujusmodi pro tua in Deum pietate, in nos et hanc Sanctam Sedem reverentia, in christianam rempublicam studio, alacri animo suscipiens, ac sedulo diligenterque, Deo juvante, exequaris, donec id pro necessitate temporum opportunum judicabitur.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, anno incarnationis dominicæ millesimo octingentesimo primo, nono calendæ septembris, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. nat., AF_{IV} 4705 ; Public. contemp.)¹.

364.— Lettres de créance pour le Légat.

Carissimo in Christo filio nostro Naupoleoni Bonaparte, Primo
Consuli Reipublicæ gallicanæ
Pius PP. VII

Carissime in Christo fili noster salutem et apostolicam benedictionem.

Deferet tibi has litteras dilectus filius noster Joannes Baptista, tituli S. Honuphrii, S. R. E. presbyter cardinalis Caprara nuncupatus, archiepiscopus, episcopus Æsinus, quem nos libentissimo animo nostrum et hujus Apostolicæ Sedis legatum a latere ad te mittimus. Hæ, ut testes erunt amplissimi muneris quod nos ei gerendum demandavimus, ita etiam probabunt tibi magis magisque paternam eam caritatem qua te complectimur, eaque studia quibus properamus ampliori ac testatiori quo possumus modo omnia componere et conficere, quæ per acta conventionis nostræ, ad catholicæ religionis bonum internæque tranquillitatis conservationem in Gallia, inter nos sunt constituta. Eum nos virum nihil est quod commendemus amoris tuo ; cum enim is

¹ Cette bulle est reproduite notamment dans le Bulletin des lois (à la suite de l'arrêté du 18 germ. an X qui en autorise l'exécution) ; et dans le recueil sur le concordat publié à Paris par les soins de Caprara (p. 104). — Dans le t. III, p. 389, note, où sont énumérés divers documents concernant la mission du Légat, il s'est glissé une erreur : le 2^o désigne la même pièce que le 1^o, c'est-à-dire la bulle « Dextera Altissimi. » L'erreur est venue de ce que les mots « Cunctis ubique » ne commencent pas le dispositif de la bulle, mais simplement une formule préliminaire.

pro sua integritate, fide ac prudentia sit præcipue expetitus a te, eamque ob causam eo libentius mittatur a nobis, scimus eum opinione virtutis suæ satis carum ac commendatum isthuc accedere. Ei igitur tecum agenti eam fidem habebis, quam nobismetipsis haberes si nos tecum coram ageremus. Neque enim dubitamus quin is sit futurus apud te, qualem et tu pro ejus religione, fide, in rebusque gerendis dexteritate cognitum judicasti, qualemque nos etiam propter cætera munera gravissima, quibus est summa cum laude perfunctus, speramus omnino extitutum. Quod ut bonum, felix, fortunatumque sit tum nobis atque Catholicæ Ecclesiæ, tum Reipublicæ isti universæ, D. O. M. obsecramus, et tibi apostolicam benedictionem, pignus paternæ charitatis nostræ, impertimur.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 4 septembris 1801, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. nat., AF_{IV} 4703 ; Public. contemp.)¹.

Lettres de créance pour le temporel².

Carissime, etc. Cum, feliciter iterum renovata ecclesiæ gallicanæ conjunctione cum hac Apostolica Sede, atque amicitiae fœdere per mutuæ relationis vincula inter nos atque gubernium gallicanum confirmato, ad ea commercia instauranda locus sit datus, quæ non solum in rebus spiritualibus verum etiam in temporalibus inter nos esse debent, de mittendo statim ad te

¹ Voir le recueil de Caprara sur le concordat (p. 114), etc.

² Lorsqu'on s'est demandé à Rome à qui l'on attribuerait les pouvoirs de nonce en France, c'est-à-dire les pouvoirs pour traiter avec le P. Consul les affaires temporelles du Saint-Siège, deux systèmes ont été en présence. L'un confiait ces pouvoirs à Caprara, selon le vœu autrefois exprimé par le gouvernement français lui-même (Cf. t. II, p. 68 et 150). L'autre, au contraire, ne laissait à Caprara que ses fonctions spirituelles de légat, et remettait à Spina, au moins provisoirement, les fonctions temporelles de nonce. Deux brefs différents ont été rédigés en conformité de ces deux systèmes. Nous reproduisons celui qui était en faveur de Caprara (d'après Theiner, t. II, pièce XXX) : nous omettons celui qui accréditait Spina (id. t. II, pièce XXXI), parceque les faits démontrent que ce dernier bref a été abandonné.

idoneo ac tibi accepto viro nobis cogitandum esset, qui, quemadmodum pridem fieri solebat, isthic manens ac nuntii nostri ordinarii munus apud te gerens, auctoritate nostra munitus de temporalibus etiam negotiis pro opportunitate tecum agere possit; — in hanc igitur curam dum incumbimus, nimirum ut idoneum tibi que acceptum virum ad hoc munus gerendum apud te deligamus, gratum tibi futurum arbitrati sumus, si interea quem tua cum gratia isthuc nostrum atque hujus Apostolicæ Sedis legatum a latere misimus, ut ecclesiasticas res juxta ea quæ per acta conventionis nostræ constituta sunt tecum componat, eundem etiam apud te, ut pro opportunitate de temporalibus negotiis nostris ea facultate qua nostri atque Apostolicæ hujus Sedis nuntii uti solent tecum agat, ministrum plenipotentiarium nostrum constituamus. Hoc igitur munere apud te perfuncturus dilectus filius noster Joannes Baptista, tit. S. Honuphrii S. R. E. presbyter cardinalis nuncupatus, archiepiscopus, episcopus Æsinus, noster atque Apostolicæ hujus Sedis legatus a latere, idemque minister noster plenipotentarius, reddet tibi has litteras, quæ simul et adjectum hoc ei a nobis munus testentur, et renovent tibi significationes paternæ charitatis nostræ. Hunc nos virum supervacaneum ducimus commendare tibi, cum eum satis commendet et amplitudo munerum quibus functurus isthic accedit, et opinio fidei, consilii atque prudentiæ qua prestat, propter quam et potissimum est expetitus a te, et libentissime missus a nobis. Rogamus te igitur, ut donec is in Gallia permanebit (eo enim decedente mittendum isthuc ad te nuntium nostrum ordinarium curabimus), ei tecum de civilibus nostris negotiis agenti eam fidem adhibeas, quam nuntio nostro ordinario adhiberes, si is coram adesset ac tecum ageret. Neque enim dubitamus, quin pro sua experientia, ingenio atque in rebus gerendis dexteritate, ita suo munere sit perfuncturus, ut cum tuæ tum nostræ expectationi cumulate respondeat. Ac tibi apostolicam benedictionem peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 4 septembris 1801, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

865. — Facultés pour le Légat.

Dilecte fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum pro tua religione, doctrina, ac explorata nobis in rebus gerendis prudentia, te legatum nostrum a latere in Galliam mittere decreverimus ad ecclesiasticas res componendas, juxta ea quæ per acta conventionis inter nos et Rempubliam gallicanam initæ constituta sunt ; quo facilius tantam rem cum Ecclesiæ gloria Galliarumque tranquillitate explicare, conficere, expedire valeas, auctoritate nostra apostolica omnes et singulas facultates tibi concedimus, quibus de jure, usu, stylo, consuetudine, privilegio, aut alias quomodolibet Apostolicæ Sedis a latere legati frui consueverunt : signanter absolvendi, dispensandi, commutandi, condonandi, relaxandi, juxta locorum, temporum ac personarum circumstantias, pro tuo arbitrio et prudentia, atque tua onerata conscientia, et cum ea salubri moderatione quam in Domino noveris, expedire. Insuper potestatem facimus tibi alios qui tibi magis in Domino idonei videbuntur, subdelegandi, ut iisdem facultatibus uti possint, si quando id utile ac necessarium ad Ecclesiæ atque animarum bonum judicaveris. Qua quidem potestatis amplitudine ita te ad Ecclesiæ bonum atque animarum salutem usurum speramus, ut in rebus dubiis illud continuo memoria teneas, quod S. Innocentius I, prædecessor noster, ad Felicem episcopum Nucerinum scribebat : « Mirari non possumus dilectionem tuam sequi instituta majorum, omniaque quæ possunt aliquam recipere dubitationem, ad nos, quasi ad caput atque ad apicem episcopatus, referre, ut consulta videlicet Sedes Apostolica ex ipsis rebus dubiis certum aliquid faciendumque pronuntiat. » Siquidem solemne semper in Ecclesia fuit, quod idem pontifex in epistola ad concilium Milevitanum memorat, Apostolicam Sedem consulere « super anxiis rebus quæ sit tenenda sententia. » Ac tibi apostolicam benedictionem peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 4 septembris, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. nat., AF^{IV} 1705 ; Public. contemp.)¹.

¹ Voir le recueil de Caprara sur le concordat (p. 110), etc.

Facultés générales à exercer en France.

Dilecte fili noster, salutem, etc. Cum omnipotentis Dei gratia conventio nuper inita fuerit inter nos et Apôstolicam Sedem ex una et Gallicanum regimen ex altera partibus, qua catholicæ religioni ecclesiasticisque negotiis in amplissimo Galliarum reipublicæ territorio consulatur, induximus animum te nostrum ejusdemque Sedis a latere legatum eligere et constituere, sicuti in apostolicis sub plumbo litteris hac ipsa die datis fusius continetur. Ut igitur Lutetiam Parisiorum quamprimum proficiscens, in hujusmodi munere exsequendo spiritualibus Christi fidelium, qui in Gallia sunt, necessitatibus occurrere possis, præter eas quæ ad hujusmodi legati dignitatem et officium de jure, usu, consuetudine, privilegio aut alias quomodolibet spectant et pertinent, pluribus extraordinariis amplissimisque facultatibus te, dilecte fili noster, instruere volumus, quo in commisso tibi munere explendo facilius et celerius æternæ animarum saluti prospicere, præfatosque fideles spiritualibus gratiis augere et solari valeas.

Itaque prudentiæ, discretioni et virtuti tuæ plene confisi, infra-scriptas tibi impertimur facultates, quibus, durante eodem legati munere, respectu fidelium omnium in Gallia commorantium libere et licite uti possis.

I. — Absolvendi ab excommunicatione ob manus violentas injectas in clericos sive sæculares sive regulares, dummodo non fuerit secuta mors vel mutilatio, aut lethale vulnus vel ossium fractio. Præterea absolvendi ab eadem excommunicatione, etiam si secuta fuerit mors vel mutilatio, seu lethale vulnus aut ossium fractio tam in bello quam extra illud, si ita necessarium et ad bonum animarum maxime conducens judicaveris, quando nempe casus ad ecclesiasticum forum externum deducti non fuerint, pro foro conscientiæ et in sacramentali confessione tantum; quando vero casus hujusmodi fuerint ad ecclesiasticum forum deducti etiam extra sacramentalem confessionem, et pro foro quoque externo, firma semper obligatione satisfaciendi competenter parti læsæ, et imposita gravi pœnitentia salutari.

II. — Absolvendi a censuris ob lectionem librorum prohibi-

torum incursis, postquam tamen pœnitens libros prohibitos, quos in sua potestate retinet, tibi vel proprio ordinario consignaverit vel consignari fecerit, aut saltem confessario tradiderit, cum congrua pœnitentia salutari.

III. — Absolvendi ab hæresi, apostasia et schismate, dummodo ii, qui ob hujusmodi crimina absolvendi erunt, ne quidem simulent hæresim, apostasiam aut schisma, et criminum eorundem complices actu non habeant, curentque scandalum reparare et avertere eo meliori modo quo fieri poterit, prævia semper secreta abjuratone in manibus absolventis, et quoad schismaticos prævia declaratione profitendi obedientiam et submissionem Romano Pontifici, atque judiciis Sedis Apostolicæ super ecclesiasticis Galliarum negotiis emanatis obsequenti ac sincero animo adhærendi, atque imposita gravi pœnitentia salutari cum frequentia sacramentorum.

IV. — Absolvendi pariter quoscumque laicos et ecclesiasticos sæculares necnon regulares utriusque sexus ab omnibus ecclesiasticis censuris, quacumque ex causa, etiam ob hæresim, apostasiam vel schisma ut supra incursis, injuncta item gravi pœnitentia salutari et sacramentorum frequentia.

V. — Absolvendi eosdem regulares utriusque sexus a quibusvis casibus et censuris, superioribus suis reservatis.

VI. — Absolvendi quoscumque ecclesiasticos tam sæculares quam regulares, qui magistraturis laicorum et muneribus per sacros canones seu apostolicas vel synodales constitutiones clericis vetitis perfuncti sunt, aut in judiciis sæcularibus, ac præsertim criminalibus aliquam operam dederunt, ac præterea tam eosdem ecclesiasticos quam laicos qui personalem clericorum immunitatem quovismodo læserunt; injuncta salutari pœnitentia et obligatione reparandi scandala meliori modo quo fieri possit, aliisque injunctis de jure injungendis.

VII. — Absolvendi a censuris judices, ministros aliosque qui judicia præsertim criminalia adversus ecclesiasticos instruxerunt, vel in eorum comprehensionem aliasque pœnas, ac etiam in mortem sive indirecte sive directe conspirarunt, impositis gravibus pœnitentiis salutaribus et cum obligatione reparandi scandala et reficiendi damna prout de jure.

VIII. — Absolvendi tam laicos quam ecclesiasticos, qui sacro-

rum locorum immunitatem quovis modo violaverint, a censuris et pœnis propterea incursis, etiamsi clausuram ad malum finem ingressi fuerint, impositis juxta criminum gravitatem salutaribus pœnitentiis, injunctisque de jure injungendis.

IX. — Absolvendi pariter laicos et ecclesiasticos, qui venditioni aut distractioni bonorum sive mobilium sive immobilium ad ecclesias et loca pia spectantium causam dederunt, vel consensum præbuerunt, atque etiam illos, qui eadem bona absque beneplacito apostolico, aut cum detrimento ecclesiarum et locorum piorum acquisierunt, nullo injuncto restitutionis onere, a quo juxta articulum 13 conventionis superius memoratæ ii qui eadem bona acquisierunt, atque ab ipsis causam habentes, sunt absoluti pro utroque foro a sanctissimo pontifice Pio VII.

X. — Absolvendi ab omnibus casibus, qui antea locorum ordinariis in Gallia reservati erant, quamvis ad forum externum deducti fuerint, etiamsi pœnitentes a propria diœcesi declinaverint cum intentione obtinendi extra eam absolutionem, quoad præteritum tantum : quo vero ad futurum, absolvendi ab iisdem casibus, quando ad forum externum nondum deducti sint, vel si deducti, ob nimiam locorum distantiam vel ob alias causas absolutio ab iisdem ordinariis facile peti nequeat.

XI. — Absolvendi ecclesiasticos in sacris ordinibus constitutos, qui nuptias attentarunt, aliosque ecclesiasticos, qui manifeste ac palam ecclesiasticam professionem ejurarunt, servatis tamen omnibus legibus et conditionibus fusius expressis in nostris apostolicis litteris in forma brevis, ad te hac ipsa die datis, incipientibus « Etsi apostolici principatus ¹. »

XII. — Denique absolvendi pro utroque foro tam laicos quam ecclesiasticos ab omnibus aliis casibus et censuris Sedi Apostolicæ quomodolibet reservatis, quamvis speciali et individua mentione dignis, quorum tenor hic pro expresso habeatur, injunctis de jure injungendis, impositisque congruis pœnitentiis salutaribus juxta prudens absolventis judicium, delinquentium statum et criminum gravitatem ².

¹ Pièce n° 734.

² Dans le passage que nous omettons ici, et qu'on trouvera dans Theiner (t. II, pièce XXVII), les art. XIV à XXV concernent le mariage ; les art. XXVI à XXXIII les clercs séculiers ; les art. XXXIV à LI les clercs réguliers ; et les art. LII à LX des cérémonies et pratiques religieuses.

LXI. — Communicandi in singulis casibus vel etiam generatim, unam vel plures ex recensitis facultatibus, præsertim pro foro conscientię, juxta locorum et circumstantiarum exigentiam, episcopis, seu etiam parochis aliisve idoneis ecclesiasticis per tempus a te præfiniendum, et prout magis in Domino expedire judicabis, necnon easdem, quatenus opus fuerit, prorogandi, revocandi, sive etiam moderandi tam circa illarum usum, quam circa loca et tempora in quibus eadem exerceantur.

LXII — Singulę autem facultates hactenus descriptę perdere debebunt, donec in Gallia ratione muneris nostri et Apostolicę Sedis a latere legati permanseris, etiamsi Apostolica Sedes vacaverit, nisi antea a nobis fuerint revocatę.

LXIII. — Quibus quidem facultatibus tu nullo modo uti poteris extra fines ditionis Galliarum reipublicę ; ac locorum ordinarii, quibus unam vel plures illarum communicaveris, in propriis tantummodo diocesisibus eas exercere debebunt.

LXIV. — Demum facultates omnes hactenus recensitas sub ea conditione concedimus, quod in earum exercitio de hac speciali apostolica concessione expressa mentio fiat, proptereaque hujusmodi declaratio in ipso actus tenore inserenda erit, quoties agatur de actis scripto exarandis.

LXV. — Et quoniam in gravissimis perturbationibus quibus tamdiu Gallia agitata est, plura illic quoad res ecclesiasticas ex defectu legitimę jurisdictionis inordinate ac nulliter gesta fuisse novimus, propterea facultatem tibi concedimus, quoscunque actus, quantumvis nullos et invalidos propter defectum tantum legitimę jurisdictionis, sanandi et convalidandi eo meliori modo quo inspectis circumstantiis pro tua discretione et prudentia opportunum judicabis, exceptis semper nullitatibus quę in sacramentorum administratione obvenerunt.

LXVI. — Ne quis autem a perfectę reconciliationis beneficio excludatur, facultatem quoque impertimur, nemini tamen nisi in singulis casibus subdelegandam, absolvendi in utroque foro ab excommunicatione ecclesiasticos, qui sedes archiepiscopales seu episcopales absque Sedis Apostolicę institutione in Gallia occuparunt, postquam tamen illas dimiserint, cęteraque eis injuncta per nostras litteras in forma brevis incipientis « Post mul-

tos», quarum exemplum authentica forma descriptum præsentibus alligari mandavimus, fideliter adimpleverint, imposita congrua pœnitentia salutari, et firma obligatione reparandi scandala eo meliori modo quo fieri possit. Quod si indubia sinceræ emendationis præbeant indicia, potestatem tibi facimus eosdem post aliquod temporis spatium arbitrio tuo statuendum absolvendi a suspensione, et dispensandi super irregularitate, ita ut susceptos ordines exercere iterum valeant, interdicto tamen eis quocumque usu pontificalium et quolibet signo ad episcopalem dignitatem spectante, et cauto quod ex hujusmodi indulgentia scandalum in populo non oriatur.

LXVII. — Parem quoque facultatem tibi impertimur quoad alios ecclesiasticos, qui parochiales ecclesias absque Sedis Apostolicæ vel legitimorum ordinariorum institutione occuparunt, dummodo illas dimittant, et scripto debitam judiciis apostolicis obedientiam et submissionem profiteantur, servatis reliquis conditionibus in præcedenti articulo contentis.

Non obstantibus apostolicis, ac in synodalibus, provincialibus generalibusque conciliis editis vel edendis constitutionibus et ordinationibus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Cures igitur, dilecte fili noster, tanquam providus et fidelis dispensator in Ecclesiæ bonum et in animarum utilitatem hisce facultatibus uti, ac paternæ sollicitudini et desiderio nostro cumulatissime respondere. Dum vero nos a bonorum omnium largitore D. O. M. spiritum consilii et sapientiæ tibi enixe aprecamur, apostolicam benedictionem, divinorum munerum auspicem, tibi, dilecte fili noster, peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 24 augusti 1801, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican) ¹.

¹ Outre le bref du 24 août, dont nous venons de donner un extrait, un second bref, contenant des facultés supplémentaires, a été rédigé pour Caprara le 29 août (Arch. du Vatican). Il se divise en deux parties. La première contient treize articles, dont quelques-uns supposent un rétablissement prochain des couvents (art. VI à IX); d'autres permettent diverses restrictions aux immunités des clercs (art. X à XIII), etc. Dans la seconde partie, qui contient huit articles, le Pape accorde des facultés « pro iis tantummodo locis in quibus vel impune grassantur hæreses, vel, habita temporum et circumstantiarum ratione, divinus cultus ac

Facultés spéciales à exercer dans les départements Belges¹.

Dilecte fili noster, salutem, etc. Ut tandem aliquando modus iis turbis imponatur, quas non sine gravi animi nostri dolore, magno cum bonorum scandalo ac charitatis detrimento, inter ecclesiasticos viros in Belgio inque Leodiensi diœcesi² excitaverunt controversiæ illæ, quæ notissimi Juramenti odii in regiam potestatem sive impugnandi sive propugnandi causa sunt exortæ, notum tibi facimus quod a nobis, post diuturnam considerationem diligensque examen scriptorum omnium quæ in utramque partem ad nos missa fuere, de tota hac causa judicatum atque decretum est.

Ea est apud nos, dilecte fili noster, opinio prudentiæ, doctrinæ ac religionis tuæ, ut fidenti animo hoc tibi negotium totum committatur, minime dubitantes, quin tum per hoc Apostolicæ hujus Sedis decretum, tum per operam tuam illud quod maxime cupimus simus consecuturi, nimirum ut, dissentientium animis ad officium ac concordiam revocatis, reparari scandala, prohiberi schismata, ecclesiarum Belgicarum pax atque tranquillitas restitui possit. Res quidem maximæ gravitatis est, eademque omnium christiana mansuetudine ac suavitate administranda : præsertim cum haud pauci ex iis qui idem juramentum emiserunt, non tam pravitate cordis, quam intellectus errore ac specie quadam charitatis in proximos decepti, illud salva religione emittere se posse sint arbitrati. Tuum igitur erit, dilecte fili noster, in hoc omne studium collocare, ut jurati qui in Belgicis et Leodiensi

religionis catholicæ munera et cæremonia palam servatisque Ecclesiæ legibus peragi nequeunt. » Par exemple, le légat pourra en ce cas autoriser à dire la messe partout; à ne point porter l'habit ecclésiastique, etc. Il est évident que ces dernières facultés allaient devenir promptement inutiles par la publication du concordat. — Les brefs du 24 et du 29 août ont été préparés par Di Pietro.

¹ Le même bref, daté du 18 juillet 1801, avait été envoyé à Mgr Della Genga, nonce à Cologne; mais sur le conseil de Spina il n'en avait été fait aucun usage, et l'affaire du serment en Belgique avait été réservée au cardinal légat (Cf. t. III, p. 319, 439, 529). — Le P. Theiner a publié successivement l'exemplaire du bref adressé à Mgr Della Genga et celui adressé au card. Caprara, bien que ces deux pièces soient identiques (t. II, pièces XX et XXVIII).

² Les neuf départements belges étaient, comme on sait, formés avec les Pays-Bas autrichiens et avec le territoire du prince-évêque de Liège.

diœcesibus sunt, cognito Apostolicæ Sedis iudicio, ei acquiescant, et intellectum in obsequium fidei captivantes formulæ submissionis subscribant.

Ne vero ii qui prædictum juramentum emisierunt, eos a quibus idem emissum fuit, tanquam schismaticos, hæreticos atque Ecclesiæ communione privatos traducant, quod sæpius in disputationis æstu gravi cum animarum offensione ac rei catholicæ detrimento ab illis factum esse cognovimus, notum esse omnibus volumus, nullam unquam a Pio VI, decessore nostro fel. rec., censuram aut aliam ecclesiasticam pœnam inflictam fuisse illis qui juramentum prædictum emisierunt, ac propterea eosdem neque schismaticos, neque hæreticos, neque excommunicatos habendos esse, nec (nisi forte aliqua alia culpa obstricti teneantur) ecclesiasticis muneribus, quibus antea fungebantur, esse privandos.

Ad præcidendas autem omnes discordiarum causas, quæ suscitari exinde possent si contentiones hujusmodi perseverarent, optimum factu judicamus, si pro potestate edixeris, ne quis post hoc Sedis Apostolicæ iudicium sive in unam, sive in alteram sententiam scripta ulla in vulgus edere amplius audeat, quibus reconciliati animi iterum ad contentiones et jurgia provocari possint. Laudanda quidem a nobis firmitas eorum est, qui quidlibet pati potius quam aliquid contra conscientiam admittere maluerunt; at non idcirco asperitate ulla ii exprobrandi, qui plus æquo opinioni suæ fidentes id sibi licere perperam arbitrati sunt, quod illi nefas esse duxerunt. Asperitate abalienantur animi a concordia, quæ nonnisi mansuetudine ac lenitate et concilianda et conservanda est. Tuam in iuratos lenitatem ne putes propterea hic tibi a nobis tanto studio commendari, quod ea te egere aliqua ex parte arbitremur. Eam ad hoc potissimum inculcatam volumus, nimirum ut doceantur exteri qui asperiores in iuratos sunt, quæ sit mens nostra, et ut a nobis plurimorum juratorum conditio cum miseratione respicienda potius quam asperitate ac convicio exagitanda videatur.

Volumus præterea ut submissionis formula, cui iurati in Belgicis ac Leodiensi diœcesibus subscripserint, vel apud te, vel apud eos quos tu ad hunc effectum delegabis, asservetur; utque tam decreti quam harum litterarum nostrarum exempla, authen-

tica forma descripta, ad eos omnes quibus significanda esse opportunum judicabis a te mittantur, ut neminem lateat quid a nobis statutum sit, ac singuli eadem charitate ac mansuetudine, qua te uti desideramus, in juratos se gerant. Atque omnia bona ab opera, providentia, sapientia, lenitate tua ad Belgicarum et Leodiensis ecclesiarum tranquillitatem atque salutem nobis pollicentes, omniaque virtuti tuæ a Deo ad tantam rem administrandam auxilia apprecantes, apostolicam benedictionem, pignus paternæ charitatis nostræ, peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 25 augusti 1801, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

866. — Ghislieri à Cobenzl

Rome, 5 septembre 1801.

Outre le consistoire secret que le Pape tint dans la semaine passée pour nommer dans les formes le cardinal Caprara légat *a latere* en France, et dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à V. E. dans mon dernier rapport, le ministre français Cacault, pour donner une plus grande publicité à cette légation, exigea que le Pape tint pour le même objet un consistoire public, qui eut lieu effectivement jeudi de la semaine passée (27 août) ; mais avec toute la confusion qui est inséparable de pareilles cérémonies quand on les ordonne du jour au lendemain, et sans la magnificence que le Saint-Siège déployait en pareilles occasions dans des temps plus heureux. Le ministre de France, qui assista au dit consistoire, fit ses compliments publiquement au Saint-Père, en lui faisant espérer qu'à la suite de cette légation la religion catholique allait redevenir la religion dominante en France ; ce qui pourtant ne combine pas trop avec le décret d'exil, dont les prêtres non sermentés viennent d'être tout dernièrement frappés en France ¹.

Dimanche (30 août), M. Cacault donna un grand dîner au cardinal légat, où tous les cardinaux palatins, les prélats les plus con-

¹ Allusion aux mesures prescrites par la circulaire de Fouché du 1^{er} thermidor an IX : 20 juillet 1801 (t. III, p. 445). — Ghislieri ignorait alors que cette circulaire avait été désavouée par le P. Consul (id., p. 450).

sidérables par leurs charges, et le petit corps diplomatique qui est actuellement à Rome furent invités. La circonstance d'être à la campagne depuis plusieurs mois m'a fourni un prétexte plausible pour éviter un dîner, à plusieurs égards peu agréable pour moi, sans pourtant manquer aux égards dûs au ministre français. Cette même circonstance m'a facilité le moyen de ne pas voir le cardinal Caprara, que j'ai seulement rencontré par hasard chez S. A. R. l'archiduchesse Marianne, qui m'ordonna de me rendre exprès à Rome où elle avait quelque chose à me dire. S. Em. est partie à la fin ce matin pour sa destination, et, d'après ce que le cardinal Consalvi aussi m'a dit positivement, elle ne déploiera pas le caractère de légat qu'en France, et par conséquent elle n'exercera pas aucun des droits et des fonctions de légat aucune part dans son voyage.

Les sacrifices immenses que la cour de Rome ne cesse de faire pour se concilier l'amitié de la France, ne lui épargnent pas des dégoûts journaliers, que les généraux et ministres français ne cessent de réitérer par leurs demandes et par leurs exactions.

Au moment que le Pape espérait d'aller reprendre possession de Pesaro et qu'il avait même envoyé pour cet objet un petit corps de troupes aux frontières, les Français refusent brusquement de tenir leur promesse ; ils mettent pour condition à la restitution de Pesaro la reconnaissance de la République cisalpine, et probablement le paiement de quelque autre somme, et, en attendant, les troupes du Pape ont reçu ordre de faire halte à Fossombrone. — La quantité de bâtiments anglais dans l'Adriatique, qui pourraient bien tenter une entreprise sur Ancône, a conseillé aux Français d'y augmenter la garnison et de renforcer le corps de troupes qu'ils ont dans la Marche¹ ; ce qui redouble aux caisses du Pape et aux habitants de cette province là les charges insoutenables, dont le prélat Caleppi avait cru trop bonnement de débarrasser à jamais l'État ecclésiastique par la convention qu'il signa à Florence avec le général Murat, et dont le seul article qui obligeait le Pape au paiement de quelques milliers de *scudi* a été mis en exécution. — Malgré tout ce que le Pre-

¹ « Tutte le truppe francesi si sono ormai riconcentrate in Ancona; ma in 3.000, e non in 2.000, come si era detto » (Consalvi à Spina, 29 agosto).

mier Consul avait dit au cardinal Consalvi, pour l'assurer que les Français n'auraient plus inquiété le Pape relativement aux objets d'art que la prise de Rome par les Napolitains ne donna pas le temps aux Français d'emporter, un commissaire français, Dufourny, vient d'arriver et de demander, d'une manière aussi haute qu'injuste, que le Pape lui consigne sans délai tous les objets d'art existant dans les magasins de Ripa Grande, et qu'il rende aux Français même tous les tableaux, statues et autres objets d'art que les Napolitains ont jadis renvoyés aux différentes églises, où les Français les avaient pris....

Il sera bien plus difficile encore à la cour de Rome d'éviter que le bureau de la poste de France, et un autre bureau pour la poste cisalpine aillent s'ouvrir incessamment ; et tous ces moyens de communication plus directe avec les pays les plus infectés de mauvais principes, ne pourront que propager dans Rome même la corruption.

L'amas de tant d'affaires majeures pour cette cour-ci l'a déterminée à expédier avant-hier un courrier extraordinaire au général Murat à Milan, qui doit continuer sa course à Paris, et dont le retour décidera l'issue des négociations actuelles que le cardinal Consalvi ne cesse de poursuivre avec M. Cacault...

(Arch. de Vienne).

867. — Cacault à Talleyrand

Rome, 22 fructidor an IX (9 septembre 1801).

L'on a reçu ici avec plaisir la nouvelle que le courrier, porteur de la ratification du Pape, était arrivé le 9 de ce mois (27 août), quarante et un jours après la signature, faite à Paris, de la convention. L'on se flatte de recevoir bientôt la nouvelle de l'échange des ratifications.

La participation, donnée au Conseil d'État par le Premier Consul, de la convention signée à Paris avec le cardinal Consalvi¹, a retenti ici ; elle a augmenté la confiance dans les dispositions du gouvernement français, et la joie de nos amis, enchantés du rétablissement de la paix dans l'église gallicane. Nos ennemis, au

¹ Voir t. III, p. 464.

contraire, sentent très bien que cette paix tend à affermir et consolider toutes les autres. Ils en sont mécontents ; ils exhalent leur mauvaise humeur en soutenant qu'elle ne sera pas durable. Ils comptaient beaucoup sur les suites du concile national ; ils prédisaient qu'il en naîtrait de grands troubles. La manière dont ce concile vient d'être terminé et clos, les a surpris et déconcertés.

Le cardinal Caprara a l'esprit éclairé. C'est le légat *a latere* le plus propre, le plus capable d'éteindre jusqu'aux semences de divisions ecclésiastiques, répandues en France depuis l'époque du Jansénisme. Il est indifférent et froid à l'égard des querelles théologiques, ennemi du fanatisme qui les soutient. Il se prêtera à tout ce que le Premier Consul pourra désirer. Il tiendra seulement, en homme d'honneur, à conserver au Pape sa considération.

Ce cardinal est parti de Rome, le 18 de ce mois (5 septembre), pour se rendre à Paris. Son voyage par le Tyrol, par Bâle sera long, sa santé et son âge ne lui permettant que d'aller à petites journées. D'ailleurs il marchera assez grandement avec quatre voitures.

Le Pape, si appauvri et misérable dans ses dépenses personnelles, fait les choses très noblement en tout ce qui concerne la France. Il ne regarde ni à la dépense des courriers pour Paris, ni à celle des cardinaux qu'il vous envoie. La légation du cardinal Caprara lui coûtera fort cher.

Il ne passe pas ici un général, un officier, ou un autre citoyen français sans aller voir le Pape, et presque tous reçoivent de Sa Sainteté quelque petit présent. Le moindre est un chapelet de deux et trois louis. Il arrive continuellement ici des officiers, des soldats, des subalternes d'administration. Ils manquent de tout. Le Pape leur fait donner tout ce qu'il faut, et des routes pour gagner leur destination. Je tâche de diminuer tant que je puis les abus de ce genre ; mais on ne pourra pas de sitôt dégager cet État du poids des Français, qui en ont été les maîtres, et qui croient toujours être à la même époque d'autorité et de violence.

Quelle différence, à notre avantage, du temps présent à celui où le cardinal de Bernis dépensait ici un revenu de cinq cent mille livres de rente, où la France versait cinq cent mille francs

sur Rome en droits d'annates et d'expéditions, et cinq cents autres mille francs en bénéfices et pensions à des cardinaux et prélats, sans compter les revenus du comtat d'Avignon ! Si après cela on jette un coup d'œil sur deux cent millions de contributions et charges militaires que l'État ecclésiastique a payés précédemment, sur la perte que le Pape a faite, au traité de Tolentino, de ses trois plus belles provinces et des cent plus beaux objets d'art qui fussent à Rome, on sentira qu'en voilà assez, en expiation des abus de la papauté, et que n'ayant pas voulu détruire le Saint-Père, et voulant nous en servir aujourd'hui pour l'avantage de la République, il est à propos de commencer avec le Pape actuel, qui est fort honnête homme, une correspondance amicale et véritablement utile. Je travaille dans cet esprit, qui est conforme aux instructions que vous m'avez données en partant de Paris.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931) ¹.

868. — Consalvi à Spina

Roma, 7 settembre 1801.

Qui acclusa troverà una memoria relativa alla nuova circoscrizione delle diocesi. Intanto che si stanno qui preparando le lettere ai vescovi, dei quali è indispensabile avere il consenso per la porzione che si smembra dalle loro diocesi (da trasmettersi subito che ci giunga la nuova del cambio delle ratifiche, senza di cui ben ella vede non potersi incominciare ad eseguire il concordato), per non perder tempo le s'invia questo foglio, onde avere gli schiarimenti necessari in esso espressi, per quindi essere in grado di stendere la bolla, appena si avrà la di lei risposta e quella dei suddetti vescovi.

Ella vedrà ancora ciò che si dice in questa memoria rapporto ad Avignone e Carpentrasso. Concordandosi col sig. cardinal legato su questo proposito, ella colui (se lo crede meglio) comunicherà la nota al sig. abbate Bernier o al ministro; seppure il duplicato ch'io mi propongo d'inviarle, se mi capita qualche occasione anche più sollecita, non facesse trovar già fatta la cosa, prima che S. Em. giunga costà.

Il detto porporato giunge munito di tutti i brevi, e delle istru-

¹ Publié par Theiner, t. I, p. 274.

zioni opportune, che desidero ch'ella tutte legga, per combinare di comune accordo ogni cosa.

Promemoria sulla nuova Circostrizione delle diocesi francesi.

Appena il Santo Padre ha potuto disbrigare l'immenso lavoro fatto in sì breve spazio di tempo, tanto per la trasmissione della ratifica, bolla e brevi che si inviarono a Parigi col corriere Livio, quanto per fornire di tutto l'occorrente il sig. cardinale legato *a latere*, che si è posto in viaggio alla volta della Francia il dì 5 del corrente mese di settembre, ha rivolto le sue applicazioni all'esame dell'altro importantissimo oggetto della nuova circostrizione delle diocesi francesi.

La carta geografica della Francia, accompagnata dal rapporto del sig. abbate Bernier al ministro delle relazioni estere, esibisce la nuova circostrizione delle diocesi che vorrebbero stabilirsi in quel territorio, essendo contrassegnate le residenze arcivescovili da un doppio circolo, e le vescovili da un circolo semplice.

Si dice nello stesso rapporto, che gli arcivescovati saranno dieci, ed i vescovati quaranta; ma per quante diligenze siansi usate nell'esaminare la carta, non è stato possibile il cavarne che trenta-nove vescovati, secondo la nota che si dà qui annessa¹. Forse ciò sarà derivato per una svista della persona, dalla quale vennero marcati i circoli sulla carta; ma comunque siasi, è facile il comprendere la necessità di chiarir questo equivoco, mentre dove farsi espressa menzione di ciascheduna chiesa, e de' confini delle rispettive diocesi.

Per lo stesso oggetto occorrerebbero molti altri schiarimenti,

¹ Consalvi a joint en effet à son mémoire, un résumé de la circonscription diocésaine, relevé d'après la carte qu'il avait reçue de Paris. Cette carte ne contenait que 39 évêchés, au lieu de 40 : mais l'erreur n'était pas la même que dans le tableau, reçu plus tard à Rome, où Bernier comparait les nouveaux évêchés aux cours d'appel (t. III, p. 511, note). Tandis que Bernier a omis l'évêché de Carcassonne, la carte a omis l'évêché d'Ajaccio ; en outre elle a substitué l'évêché de Florac à celui de Mende. Ces omissions et variantes s'expliquent par la précipitation, qui a empêché à Paris de réviser des corrections successives, et même de faire concorder entre elles les diverses pièces envoyées à Rome.

giacchè nell'atto della erezione delle diocesi nuove debbono individuarsi quelle porzioni di territorio, le quali appartenevano alle diocesi antiche, ed è necessario che almeno nell'atto della esecuzione si nominino individualmente tutti i luoghi, dei quali deve esser composta ciascheduna diocesi. Questa è stata la pratica tenuta in simili casi dalla Santa Sede, e questo esige la natura stessa della cosa per evitare la dubbiezza, e nullità di atti, e le altre triste conseguenze che ne deriverebbero, qualora non fossero ben precisati i limiti delle rispettive diocesi.

Se si confronti l'antico numero delle chiese arcivescovili e vescovili della Francia, e la maggiore estensione dell'attuale territorio francese, sarà facile il comprendere che il numero di cinquanta chiese è molto ristretto, poichè ciascheduna diocesi comprenderà all'incirca due terzi di milione di anime. Su questo riflesso il Santo Padre, fin dai primi discorsi sulla nuova circoscrizione, affacciò l'opportuna riserva che rimanesse provveduto bastantemente ai bisogni spirituali dei fedeli, e per questo stesso motivo avrebbe desiderato Sua Santità, che si stabilisse un maggior numero delle diocesi in Francia. Per altro, se le circostanze non lo permettono, converrà almeno fornire ai nuovi arcivescovi e vescovi i mezzi per lo stabilimento di più vicari generali, che residendo nelle città o luoghi più cospicui delle diocesi, siano in grado di provvedere agli spirituali bisogni dei fedeli, ai quali per la loro molteplicità non potrebbe occorrere da per sè stesso un solo vescovo.

Non ha lasciato ancora Sua Santità di rimarcare la comprensione dello stato di Avignone e Contado Venaissino nella nuova circoscrizione delle diocesi, ed ha osservato che nè in Avignone rimane più la sede vescovile, nè resta nel Contado alcuna delle tre cattedre vescovili che vi erano¹. Nel fausto avvenimento della spirituale riconciliazione della Santa Sede con la Francia, e nella considerazione de' temporali pacifici rapporti tra stato e stato, sperava il Santo Padre che riguardo ad Avignone e Contado Venaissino vi precorresse un amichevole concerto, per cui indennizzata fosse la Santa Sede della perdita che fa de' suoi diritti spirituali e temporali. La stessa Assemblea Costituente ne

¹ Les sièges de Carpentras, Cavaillon et Vaison.

riconobbe la giustizia, e ne fece una pubblica dichiarazione. E se in un tempo sì torbido ne ricevè il suo predecessore Pio VI tali assicurazioni, molto più ha ragione di averle in contento il suo successore Pio VII, in quel tempo in cui la Sede Apostolica e il governo francese si danno reciprocamente la mano, e la stringono in attestato di quella pace che restituisce alla Francia la religione, e ne consolida l'interna tranquillità, nell'atto che rende alla Santa Sede tanti suoi figli. Sua Santità si riposa sulla giustizia del Primo Console, il quale ha manifestato in tanti modi le rette e generose sue intenzioni di risarcire ed indennizzare quei principi, cui le passate vicende hanno imposta la necessità di perdere i loro stati. Animato da questa fiducia, il Santo Padre (che nella sua stessa condotta verso la Repubblica francese ritrova un titolo per concepirla anche più fondatamente che gli altri principi sopra indicati), non vuole frapporre alcun ritardo alla effettuazione della nuova circoscrizione, e nè tampoco lo zelo suo pastorale gli permette di lasciare quegli abitanti cattolici di Avignone e del Contado senza vescovo legittimo, che gli governi. Acconsentirà quindi che quelle diocesi ancora siano attualmente comprese nella nuova circoscrizione, e riunite al vescovato notato nella mappa. Ma verrà un tempo (e Sua Santità lo spera vicino) quando la necessità di soccorrere ai bisogni spirituali de' fedeli farà una legge alla religione che professa il Primo Console, di accrescere il numero de' vescovi e de' metropolitani, e farà restituire ad Avignone e al Contado il suo metropolitano e i suoi vescovi, e si indennizzerà pure la Santa Sede della perdita de' suoi diritti e delle sue prerogative.

Spera Sua Santità che siasi avuto in vista di bene scompartire le diocesi, e di stabilire le residenze metropolitane e vescovili in luoghi adattati; su di che, per maggior sua quiete, desidererebbe qualche schiarimento, anche per non allontanarsi dalla pratica costantemente osservata dai suoi predecessori, i quali annoverando meritamente fra i negozi di maggiore importanza le dismembrazioni, le unioni ed erezioni di nuovi arcivescovati e vescovati, prima di spedire le bolle apostoliche, vollero una notizia chiara e distinta di tutto, per adattare le provvidenze a quel maggior bene spirituale de' fedeli, che fosse compatibile con le circostanze.

Non potendo il Santo Padre in conto alcuno trascurare il riguardo dovuto ai vescovi viventi, le di cui diocesi parte sono compresi negli stati della Repubblica francese, e parte in altrui dominio (poichè questi restano tuttora vescovi, e se in quella porzione di loro diocesi passata sotto il governo della Repubblica non è loro permesso di esercitarvi la propria giurisdizione, non è però questo un titolo onde cessino di esserne i vescovi legittimi; per il che non può Sua Santità senza prevenirgli, spogliargli di una parte delle loro diocesi, contro tutte le regole della Chiesa, e la consuetudine costantemente osservata dai suoi predecessori); quindi è, che per l'oggetto indispensabile di avere il loro consenso, si è già diretto con le paterne ed efficaci sue insinuazioni, e non dubita che l'amore della pace ve gli renderà pieghevoli e docili. E intanto, per mettere il tempo a profitto, e far viaggio nell' intervallo che si aspettano le loro risposte, richiede con sollecitudine gli schiarimenti espressi in questo foglio, che per l'estensione della bolla si rendono assolutamente indispensabili.

(en chiffres)

Ella osservi bene il paragrafo sopra Avignone ; veda se gli pare prudente ed insieme sufficiente al nostro intento. Vi troverà un foglio doppio, mentre in una copia si è inserito, ed in una omesso quel periodo « Ma verrà un tempo, ed il Papa lo spera vicino », che sta alla fine di detto paragrafo. Ella giudicherà se tale periodo possa giovare di più alla causa, ovvero se possa dare ombra, e adotterà ciò che più le piaccia¹. Io le faccio solo osservare, che questa memoria essendo in sostanza la sola pezza che contiene una specie di nostra protesta, per non trarre pregiudizio da un fatto sì significante quale è il comprendere noi stessi Avignone fra le diocesi francesi, è troppo necessario che si dia al governo, o per mezzo di Bernier, o per mezzo del ministro, e che ella abbia qualche documento in mano solo che almeno siasi ricevuto.

¹ Caprara n'a pas dû remettre au gouvernement français l'exemplaire contenant la phrase « Ma verrà un tempo... », puisque cette pièce seule se retrouve dans ses papiers.

Ella si faccia leggere assolutamente dal cardinale Caprara tutte le istruzioni, che ha sul temporale. Circa lo spirituale, sono istruzioni le stesse facoltà che gli si danno. Manca l'istruzione sul contegno da tenersi cogli intrusi, che si farà subito che abbiamo la di lei risposta al piego del corriere Livio, e si manderà a Parigi subito e giungerà in tempo.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

869. — Caprara à Consalvi.

Bologna, 13 settembre 1801 ¹.

Adempio il mio debito col ragguagliare l'Em. V., che non sono se non poche ore che io sono giunto in Bologna, ove secondo si è degnato divisarmi, starò attendendo i brevi e carte, che ella si è proposta di trasmettermi. L'attendere qui qualche giorno sarà opportunissimo a dare un poco di tuono alla debilitata mia macchina. Affinchè però questo trattenimento non prolunghi l'epoca del tempo ideato per arrivare in Parigi, in vece che io prenda la strada del Tirolo, m'incamminerò per l'altra delle Alpi, facendo capo a Lione. Siccome, a norma di quanto pre-
venni V. Em., avevo ragguagliato Mgor Spina del mio itinerario, così oggi stesso lo avviso del cambiamento, affinchè a qualunque evento sappia dove dirigermi le lettere. L'Em. V. diriga a me i suoi comandi senza riserva, sicuro sempre di sperimentarmi quale con insuperabile ossequio etc.

(Arch. du Vatican).

¹ Avant d'atteindre Bologne, le Légat avait écrit plusieurs billets à Consalvi : 1^o de Sienne, le 7 sept. Il parle de son arrivée dans cette ville ce même jour, et d'un accident à l'une de ses voitures, qui l'a obligé à laisser momentanément à Ronciglione une partie de sa suite ; — 2^o de Florence, le 9. Il est à Florence depuis la veille. Sa seconde voiture a eu également besoin de réparations. Il verra aujourd'hui le roi et la reine d'Etrurie ; — 3^o de Florence, le 11. Son chapelain, l'abbé Junior, vient de lui apporter un billet de Consalvi, daté du 9, et a repris aussitôt la route de Paris. Caprara attendra à Bologne les instructions et brefs qui lui sont annoncés ; — 4^o de Florence, le 11. Par des raisons de santé, il s'est arrêté ici un jour de plus. En réponse à des félicitations de Spina, il lui a fait connaître son itinéraire. En passant par Montefiascone, il a reçu du card. Maury une lettre de compliments. Il s'en remet à Mgor Caleppi pour le récit de l'audience du roi et de la reine d'Etrurie.

870. — Consalvi à Caprara.Roma, 13 settembre 1801¹.

Rendo a V. Em. le più distinte grazie della lettera che ha avuta la bontà di scrivermi da Siena, rallegrandomi che l'accidente occorso a Ronciglione non abbia prodotto alcun grave sconcerto.

Io invio all' Em. V. tutti i brevi, l'elenco delle facoltà, ed anche le istruzioni sul temporale, e la relazione de' miei discorsi tenuti in Parigi. Manca l'istruzione sul giuramento dell' Emo legato (su di cui però rilevo da Mgor Spina, che non è da prendersi gran pena)², e la istruzione sugli intrusi, le quali si trasmetteranno con altra sicura occasione a Parigi, non essendo pronte ancora³.

Si sa da Parigi che la ratifica, la bolla, i brevi, la legazione di V. Em., tutto in somma è piaciuto, e che si era già ordinata dal Primo Console la sua ratifica per cambiarla. A queste buone disposizioni non ho a desiderar altro, se non che si unisca un viaggio felicissimo a V. Em., etc⁴.

(Arch. du Vatican).

871. — Consalvi à Spina.

Roma, 11 settembre 1801.

Con la posta di Firenze di questa mattina io ho ricevuto il di

¹ La minute de cette lettre est du 11 septembre.² Voir t. III, p. 478. Cf. p. 526.

³ On a vu sous les n°s 864 et 865 les brefs et l' « Elenco delle facoltà » ; on verra plus loin, sous le n° 888, les instructions relatives au serment du Légat et aux intrus. — Quant aux intérêts temporels du Saint-Siège, nous ne connaissons guère que le résumé des conversations tenues à Paris par Consalvi sur les Légations (Cf. pièce n° 860) : les instructions proprement dites pour Caprara nous font défaut. Cette lacune, quoique regrettable, n'est cependant pas très importante, car : 1° Caprara nous apprend que ces instructions étaient en partie verbales (« Ho sempre presente il piano datomi da V. Em. in voce e per iscritto sugli oggetti temporali » ; dép. du 26 octob.) ; 2° L'ensemble de la correspondance de Consalvi nous renseigne suffisamment sur les questions temporelles, soit secondaires (biens nationaux romains, objets d'art, etc.), soit principales (Légations). Nous savons de cette manière qu'il était recommandé à Caprara de faire tous ses efforts pour recouvrer les trois Légations : s'il ne pouvait obtenir qu'une portion de ces provinces, par exemple la Romagne, il devait accepter, mais sous la réserve expresse de ne rien céder du surplus, ou, ce qui revient au même, de ne paraître en rien confirmer le traité de Tolentino.

⁴ Dans un autre billet de même date, Consalvi écrivait à Caprara : « Nel pre-

lei piego n° 110, in data de' 28 agosto, da lei inviato a Mgor Capleppi da Parigi con un corriere toscano. Ho letta in esso la notizia che ella mi dà del gradimento provato dal Primo Console e dal ministro degli affari esteri, della ratifica, bolla, brevi, portati dal corriere Livio, e della venuta del cardinale Caprara, e di tutto il di più contenuto ne' dispacci di quella spedizione.

Questa notizia da me comunicata a N. S., lo ha riempito di molta consolazione, niente più bramando che di adempire in tutto quello che può i desideri del governo francese. Non dubito che ella avrà fatto rilevare in tutte queste cose la lealtà, ed insieme il premurosissimo impegno con cui si è procurato d'incontrare la soddisfazione di codesto governo, e non crederò certamente che mi si potrà rimproverare, che dal canto mio non mi sia studiato, lo dirò pur francamente, anche a costo della mia vita, di compire un' opera che avevo avuto la fortuna di esser destinato a trattare. Ora chi mi succederà costà, superiore a me in ogni rapporto, sarà certamente anche più di me atto ad incontrare la soddisfazione comune.

Attendiamo con ansietà il ritorno del corriere Livio, con il cambio della ratifica, giunta la quale non lascerà il Santo Padre di esternare nel modo conveniente il giubilo che ne prova il suo cuore.

Accludo a V. S. I. e R. la copia di una nota sul diritto, relativamente agli oggetti d'arte di proprietà dei particolari, da me presentata per ordine di Sua Santità a questo ministro di Francia... Accludo ancora alcuni fogli intorno ai nuovi attentati commessi dal sig. Périllier...

Il cardinal Caprara partì di qui il dì 5. Sento dire che abbia mutato idea, e più non passi per il Tirolo; ma non ne sono sicuro.

Il Santo Padre sta bene. Egli è soddisfattissimo di lei: io l'accerto, che lo è al più alto grado che dir si possa. Spero che ella non avrà bisogno che io le dica, che il mio dovere e il mio cuore non hanno certamente lasciato di far quanto era da loro, per far conoscere quanto il di lei merito sia grande. Ella potrà attestare anche al P. Caselli tutta la sovrana soddisfazione della Santità Sua.

sente piego troverà V. Em. i fogli d'istruzione per lei, e la relazione di alcuni discorsi fatti a Parigi sopra vari oggetti. N. S. espressamente vuole che i fogli e la relazione suddetti si vedano da V. Em. sola, e da Mgor Spina, e non da nessun altro affatto, niuno eccettuato, nemmeno le stesse persone della più intima confidenza. S. S., che ben conosce l'esattezza di V. Em., riposa nella medesima, per esser sicura che tanto appunto da lei sarà eseguito » (Arch. du Vatican).

Non ho un minuto di tempo per iscrivere più lungamente ..

P. S. — .. Unisco ancora la copia di una nota data a M. Cacault sulle Forniture ¹, su di che ella veda di farci tutto quel bene che potrà...

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

872. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 11 settembre 1801.

Faccia il possibile di sventare ogni cabala contro questo degnissimo Cacault, e mostri pure direttamente al Primo Console un deciso desiderio di Sua Santità che non sia tolto di qui, dove è necessarissimo per conservare e sempre più stringere i legami di buona corrispondenza. La saviezza sua e onesto procedere rendono lui utile e necessario per amendue le parti. Ne parli anche con Giuseppe, se lo crede bene.

Duveyrier ha scritto a Périllier, che col ritorno della ratifica vi sarà anche annunciata una commissione (come quella delle statue) sopra i beni nazionali, per assicurarne la proprietà agli acquirenti... Io faccio le mie proteste, che se ciò si verifica, io mi dimetto senza molte cerimonie, perchè io non voglio disonorarmi., nè Sua Santità stessa intende di mai consentirvi... E lo stesso dico sulle statue, che si vogliono portar via ai particolari...

L'incaricato di Prussia oggi ha qui chiesto, in nome del suo re, che il Papa non dia alcun breve di eligibilità nè per Colonia, nè per Münster, che si vogliono secolarizzare, ed ha detto, che sul non pensare al nuovo elettore, è d'accordo il re con la casa d'Austria. Si è risposto, che sono ventisei giorni che il breve fu dato, ma in genere « ad duas ecclesias in Germania sitas. » È stato meno scontento; ma ha pregato almeno che non si facesse alcun passo per Colonia e Münster. Si è risposto, che in genere Sua Santità non può dal canto suo non interessarsi per far succedere meno secolarizzazioni che sia possibile.

(Cultes, *Arch de Caprara*).

873. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 12 settembre 1801.

... Le Pape a reçu par une lettre du prélat Spina, datée de Pa-

¹ Cette note, relative aux fournitures exigées pour la garnison d'Acône, a été remise à Cacault avec son P. S. le 12 septembre (*Aff. étr., Rome, vol. 931*).

ris du 29 du mois passé, la nouvelle que le Premier Consul, très satisfait de la bulle et des brefs expédiés pour la ratification de la convention signée à Paris par le cardinal Consalvi, avait ordonné l'échange des ratifications ; ce qui ne mettra pourtant pas la cour de Rome à l'abri de nouvelles prétentions du gouvernement français, surtout à l'égard des évêques intrus.

Le secrétaire d'État attend avec impatience quelque réponse relativement à l'affaire des objets d'art, que le commissaire français réclame et que le Saint-Père a refusé jusqu'ici de faire consigner aux Français : affaire qui devrait se perdre sans doute dans la foule des affaires majeures, mais qui a pourtant tellement piqué l'animosité des Français, qu'un des commissaires chargés d'envoyer à Paris lesdits objets est parti lui-même pour Paris en toute diligence, pour y devancer, s'il le peut, le courrier que le cardinal secrétaire d'État a expédié pour faire sentir à Bonaparte l'injustice d'une pareille demande. En attendant le dénouement de cette affaire, les Français n'ont pas encore rendu Pesaro ; et les ministres du Pape, qui, par la demande isolée de cette ville seule, craignent de paraître d'acquiescer au traité de Tolentino par lequel le Saint-Siège céda les trois Légations de Romagne, Ferrara et Bologne, ne font aucune démarche directe pour en hâter la restitution...

(Arch. de Vienne).

874. — Consalvi à Spina.

Roma, 12 settembre 1801.

Ho ricevuto con la posta di Genova, giunta questa mattina, il suo piego dei 22 agosto, dopo che ricevei ieri da Firenze quello dei 28 e 29 giuntomi col corriere toscano...¹

La sua lettera, in cui mi assicura della soddisfazione che dimostrava di me il Primo Console (la quale voglio lusingarmi che dopo l'arrivo di Livio siasi anche accresciuta, avendo potuto egli vedere se io dal canto mio potevo far di più per servire alle sue troppo onorevoli e rispettabili brame) mi ha veramente fatto

¹ Pièces nos 766 à 768, et 774 à 776.

un piacere superiore ad ogni espressione. Non posso non essere riconoscentissimo a questo tratto della sua bontà.

Con le mie lettere di ieri sera, che consegnai a M. Cacault per inviarle con un corriere militare, io le trasmisi la copia di una nota, che a lui diedi sull' oggetto del mantenimento delle truppe in Ancona. Questa sera le accludo qui un poscritto, che io aggiunsi assai al tardi alla suddetta nota trasmessa a M. Cacault, relativo ad una nota del generale Murat da lui comunicatami, nella quale dice, che è vero che il governo francese dal 1° fruttidoro in poi si carica del soldo e forniture delle sue truppe, ma che ciò nonostante gli significa che niun danaro affatto può trasmettergli, e che tutto deve farsi con un prestito mensile delle casse del Papa, le quali devono far la spesa delle forniture, e insieme versare mensualmente una somma per il soldo. Dice, che in fine saremo rimborsati, ma che adesso la cosa è impossibile. Ma noi diciamo al contrario, che è fisicamente impossibile che noi facciamo questa spesa, perchè ella ben sa come stiamo. Niuno è pagato de' suoi salari, a principiar dai familiari del Papa, niuno de' più sacri suoi crediti. È dunque urgentissimo che ella parli direttamente al Primo Console, ed assicuri questo punto, cioè tutto quello che nella memoria da me inviatale in data di ieri e nel poscritto qui compiegato si trova accennato. Nè dimentichi che i due mila uomini, limitati dal ministro degli affari esteri per il presidio di Ancona, sono più di tre mila. Veda che differenza !

Non è ancora tornato Livio con la ratifica del Primo Console. Si aspetta con vera ansietà...

(Cultes, Arch. de Caprara).

875. — Consalvi a Spina.

(particulière)

Roma, 19 settembre 1801.

Appena ho il tempo di accusare il suo dispaccio n° 114¹, dei 7 settembre, in cui era incluso il duplicato di quello dei 5. Mi ha ella tolto di pena circa il gran ritardo del ritorno di Livio con la ratifica cambiata ; ma vedo che dai 7 ai 10 nemmeno era partito, ciò che mi sorprende ancora. Se ai 10 fosse partito, a quest' ora sarebbe giunto.

¹ Dépêche de Spina du 7 septembre (pièce n° 786).

A proposito di ratifica, si è da me letto con grave dispiacere nella Gazzetta di Genova n° 14, in data di Parigi 14 fruttidoro, 1° settembre, che il Primo Console aveva approvate le modificazioni fatte dal Papa sulla convenzione da noi sottoscritta. Ciò offende il nostro onore; onde lo faccia assolutamente smentire, dicendo con naturalezza la verità, cioè che si è saputo che la ratifica di Sua Santità è stata pura e semplice, senza alcuna modificazione¹. Ciò deve interessarci tutti tre, per non essere creduti prevaricatori.

Delle 300 mila lire che si annunziano da Parigi da far passare a Roma, cioè 150 mila per i soldi, e 150 mila per il rimborso delle forniture dal 1° fruttidoro in quà, credo che poco o niente ci giungerà di questo secondo, per alcune considerazioni che diluciderò un' altra volta...

P. S. — Giunge un corriere francese da Parigi, passando a Napoli, e da M. Cacaault mi si rimette nel momento una lunga lettera del sig. abbate Bernier sugli affari della circoscrizione delle nuove diocesi², che questa sera essendosi affollato dalla posta appena potei leggere.

(Cultes, Arch. de Caprara).

876. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 19 settembre 1801.

Nella imminente restituzione di Pesaro, da me richiesta in principio, nè mai sollecitata per non mettere nulla in iscritto e non pregiudicarci con una relazione diretta o indiretta al trattato di Tolentino circa la ricuperazione delle Legazioni, mi scrive il generale Murat che il governo cisalpino vuole fissare definitivamente i confini rispettivi, onde evitare i futuri inconvenienti e dissapori, essendo presentemente *enclaves* alcune possidenze reciproche nello stato dell' altro, e si avvanza quindi a proporre qualche cambio utile ad ambe le parti. Nella amarezza di trovarmi in questo incastro, vedendo chiuso ogni partito declina-

¹ Le Pape n'avait proposé aucune modification au texte du concordat, tel qu'il avait été signé le 15 juillet; mais on a vu (t. III, p. 376, note, etc.) qu'en envoyant sa ratification, il avait essayé d'y insérer une réserve. Il paraîtrait que le secret avait été mal gardé à Rome sur cette tentative, devenue inutile, de faire accepter à Paris une ratification qui ne fût pas pure et simple (Voir plus loin la pièce n° 882).

² Pièce n° 794.

torio, lealmente risponderò con franchezza, che Sua Santità non si può indurre a prestarsi a tal misura, non volendo pregiudicarsi nella ricupera che spera sempre di ottenere dalla giustizia ed affetto del Primo Console. Se si contentassero di una cosa provvisoria, si potrebbe discorrere; ma non essendo ciò sperabile, non vedo altro mezzo che questo.

Non è credibile a qual grado siano cresciuti gli sconcerti in Benevento e Ponte Corvo, ove il re di Napoli, fisso nella riserva fattasi dell' alto dominio, tiene ostinatamente le sue truppe, e le mantiene con le rendite di quella comunità, che attesa la renitenza del nostro governo ha tutte sequestrate. I disordini che nascono dal non essere per ciò pagato alcuno dei ministri ed inservienti pubblici; dalla piena giurisdizione che il militare esercita; dal non più riconosciuto diritto di asilo; dalle quotidiane ferite alla pontificia giurisdizione ridotta a quella di un barone del regno; e da altri simili effetti della pretesa alta sovranità, sono inenarrabili. Alle tante memorie e note ministeriali, ed alle stesse lettere scritte dal Papa al re, mai si risponde. Il governo pontificio ha avuto ed ha la delicatezza di non ricorrere, anzi di non accettare la mediazione della Francia, che col solo patto recente della pace, cioè quello di dover evacuare tutto lo Stato pontificio¹, farebbe subito eseguire la ritirata da quelli luoghi, delle regie truppe. Si pensa ora di dare una nuova memoria alla corte, e se si ricusa o non risponde, il Papa vuole decisamente eseguire il richiamo dei suoi governatori, e con ciò mostrare al mondo l'affare nel suo vero aspetto, cioè che quegli stati non gli sono stati restituiti. Vedremo cosa ne risulterà.

...Del denaro che ci si trasmetterà da Parigi si vuole fare una grossa falciadia, sotto un colore apparente a cui vedo pericolosissimo di opporsi, in vista della persona² che vuol farla. Ciò sia detto fra noi.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ L'obligation d'évacuer l'Etat romain, imposée aux Napolitains par l'armistice de Foligno (Cf. t. II, p. 19, note), était confirmée implicitement par l'art. 1^{er} du traité de Florence.

² Allusion à Murat.

877. — Procès-verbal de la remise de Pesaro.

Pesaro, 3 complementario, anno IX (22 settembre 1801).

A nome del governo francese, noi Giuseppe Le Suire, generale di brigata, ed in seguito dell'ordine del generale di brigata Quesnel, comandante della 5ª divisione, in virtù di quei del generale Murat, comandante in capo, da una parte;

Ed i sgrì Agostino Lamberti, luogotenente civile della città di Fano, Cte Montevecchio, caval. Bonacorsi Bonaparte, e sig. Francesco Paget, domenicano, al nome di Sua Santità P. P. Pio VII, dall'altra parte, incumbenzati da S. E. Mgor Cacciapiatti, delegato apostolico di Urbino, per prendere il possesso a nome di Sua Santità della città di Pesaro e sue dipendenze, dopo gl'aggiustamenti fatti fra il governo francese e Sua Santità:

Noi ci siamo trasportati nella città di Pesaro, ove abbiamo trovato il citt. generale di brigata Le Suire, il quale in conformità degl'ordini, che le sono stati dati a questo effetto dai suoi capi militari, ha evacuata la detta città, e l'ha restituita al potere delle truppe di Sua Santità. I nuovi limiti degli stati confinanti fra Sua Santità e la Repubblica cisalpina, non essendo stati determinati dalle istruzioni per parte del governo francese e di Sua Santità, è stato convenuto di rimettersene all'uno e all'altro governo; ed in attenzione di questo, il citt. generale di brigata Le Suire ha collocato i posti più avanzati alla Cattolica¹, in seguito dell'ordine che ne ha ricevuto dal general Quesnel, comandante della 5ª divisione.

Siccome non esisteva nessuna proprietà appartenente al governo francese, o al governo cisalpino, e che i magazzini dei viveri e foraggi sono stati interamente evacuati dai fornitori cisalpini, è stato inutile farne alcuno inventario.

Fatto duplicato, etc.²

(Aff. étr., *Rome*, vol. 934).

¹ Petit port au nord et à peu de distance de Pesaro.

² Ce procès-verbal a été envoyé à Talleyrand, par le général Charpentier, chef de l'état-major de Murat (Milan, 12 vendém. an X : 4 octobre 1801). — Talleyrand en a accusé réception le 21 octobre.

878. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 2^e complémentaire an IX (19 septembre 1801).

Le courrier que vous avez expédié pour m'apporter vos lettres, l'une du 20 fructidor (7 septembre) et les trois autres du 24 (11 septembre), vient de m'arriver; mais le courrier de M. l'archevêque de Corinthe, que vous avez chargé d'une lettre pour le cardinal Consalvi et d'une autre lettre pour moi, n'est point encore arrivé¹.

J'ai fait remettre sur le champ au cardinal Consalvi la lettre du cit. Bernier sur la nouvelle circonscription des évêchés de l'église française², et je ne cesserai de suivre cette affaire jusqu'à la conclusion. Vous pouvez compter que rien ne sera négligé. Le succès des affaires précédentes est le garant du succès de celle-ci.

Je viens de recevoir une lettre du cardinal Caprara en date de Bologne, 16 septembre, 29 fructidor. Il me mande que divers accidents l'ont obligé à s'arrêter, plus qu'il n'aurait voulu, à Florence et à Bologne et que, pour ne pas prolonger le temps du voyage, il se détermine à prendre le chemin du Mont-Cenis au lieu de la route du Tyrol. Il espère gagner ainsi le temps perdu à se rendre de Rome à Bologne. C'est donc aujourd'hui par la Savoie et par Lyon que le cardinal Caprara entrera en France.

Après que la paix a été formellement déclarée par la ratification de la convention, il paraîtra étrange aux Romains, et il sera désagréable au Pape, de ne pas voir accrédité le ministre envoyé près du Saint-Siège; et cela me tient moi-même dans une espèce de gêne, relativement à mon établissement et à ma tenue extérieure. D'ailleurs cet état d'indécision prête à nos ennemis un prétexte pour jeter des défiances.

Je profite d'un courrier qui va à Milan, pour vous envoyer cette réponse faite à la hâte, en attendant que je vous écrive plus au long sur les différents points indiqués dans vos lettres.

¹ Voir t. III, p. 487, note, et la pièce n° 796. — Le courrier de Spina (Livio) à qui étaient confiées les pièces nos 795 et 797, n'était parti de Paris que le 12 septembre (Cf. t. III, p. 529, et 491, note).

² Pièces nos 793 et s.

(P. S.)¹.3^e complémentaire an IX (20 septembre 1801).

J'ai eu le temps de voir le cardinal Consalvi avant le départ du courrier qui portera cette lettre à Milan. J'ai eu avec lui, sur l'article des présents², une conversation, qui m'a paru vive et naturelle au point de ne me laisser aucun doute sur sa sincérité.

Les présents destinés à chacun des trois ministres du Pape qui ont signé la convention, lui font de la peine par deux raisons : 1^o Il craint que les ennemis de l'accommodement n'en prennent prétexte de médire. On tient beaucoup ici, à ce que j'ai toujours admiré dans cette affaire, à ce qu'il n'apparaisse pas qu'il y soit entré l'ombre du moindre intérêt personnel et temporel. — 2^o Les présents qui seront faits aux ministres du Pape, obligent Sa Sainteté à en faire à ceux qui ont signé la convention au nom du gouvernement français ; et comme le Pape est misérable, qu'il n'a plus rien, et qu'on ne lui a laissé que des reliques et des corps saints, seule matière dont il ait jamais fait des présents, et comme cette matière n'a plus aujourd'hui de valeur en France, on sera véritablement gêné et fort embarrassé ici de la nécessité de restituer à Paris les présents.

A l'égard des 500 louis à distribuer à Rome pour ceux qui ont travaillé, au secrétariat du Pape et ailleurs, à l'affaire du concordat, le cardinal Consalvi m'a demandé en grâce, et avec instance, de vous prier de n'en rien faire. Il dit que cela n'a jamais eu lieu, et que ce serait une nouveauté dont on prendrait prétexte de nous accuser d'avoir acheté les grâces du Pape.

Le Pape et son ministre craignent beaucoup les mauvaises interprétations des ennemis de la chose qui vient d'être faite. Ils savent qu'à la cour de Palerme on les appelle Jacobins. Je crois qu'ils sont maintenant l'un et l'autre dans le vrai système, qui convient à Rome, d'attachement à la France et au Premier Consul ; mais nous n'avons pas encore gagné entièrement ce point à l'égard de la cour de Rome, où il reste des personnes disposées à désapprouver et à accuser dès qu'elles en ont le moindre prétexte. C'est par la vertu et la rigueur envers soi-même et les

¹ Ce P. S. a été publié par Theiner, t. I, p. 283.

² Voir t. III, p. 486, note.

siens, que le Pape tend à s'élever au-dessus de toutes les difficultés. Voilà ce qui éloigne d'agréer ce que vous avez intention de faire à l'égard des présents.

On a été fort sensible ici à la fête que l'ambassadeur Lucien Bonaparte a donnée au nonce du Pape en Espagne, à l'occasion de la signature de la convention avec le Saint-Siège ; et l'on a été aussi fort content à cette cour d'un grand dîner que j'ai donné au cardinal Caprara avant son départ. Je sais que M. le cardinal Consalvi se propose, après l'arrivée de la ratification de Paris, de nous rendre ses honnêtetés, en m'invitant à un grand dîner; chose rare de la part des Italiens.

Le Pape projette aussi de faire chanter un *Te Deum* à Saint-Pierre, où nous serons tous invités, à l'occasion de la réconciliation de la France avec le Saint-Siège.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 931).

879. — Caprara à Consalvi.

Milano, 21 settembre 1801.

Proseguendo a tenere ragguagliata V. Em. di tutto ciò che riguarda l'intrapreso mio viaggio¹, mi faccio un dovere di significarle, che partito da Bologna nella mattina dei 18, giunsi la sera in Parma. Immediatamente per mezzo di biglietto richiesi il sig. Schizzati, ministro di stato, di volermi procurare il vantaggio d'inchinare le Loro Altezze Reali ; al che ebbi in risposta, per mezzo pure di biglietto, che S. A. R. l'Infante era desideroso di avermi per commensale la mattina seguente nella sua villa di Colorno, per dove sarei stato servito con muta di scorte, ed accompagnato dal Cte Camillo Tarasconi, primo gentiluomo di camera della R. A. S.

¹ Caprara avait écrit, le 16, de Bologne, qu'il avait reçu la nuit précédente la lettre de Consalvi du 13 sept. avec les brefs et les instructions ; qu'il communiquerait à Spina seul les instructions, etc. sur le temporel ; que s'il abrégait son itinéraire, c'était aussi pour éviter la fatigue de journées plus nombreuses en voiture, etc. — Le 17, il avait protesté de sa confiance dans Spina et annoncé qu'il s'arrêterait à Parme pour faire sa cour à l'Infant, puis à Milan pour voir Murat à qu'il remettrait une lettre de Consalvi et un pli de Cacault.

Tutto questo fu appuntino eseguito; ed io nella mattina dei 19 andai a Colorno colla compagnia e servizio anzidetti, ove fui ricevuto con più singolari tratti di bontà dal Reale Infante, quale non so spiegarle che interesse e filiale rispetto mi contestasse per la sagra persona di Nostro Signore, e quanto insieme applaudisse alle disposizioni prese dal medesimo in ordine agli oggetti riguardanti la mia missione.

Non intervenne al pranzo la Reale consorte, per una mala intelligenza, o vero dire, per una dimenticanza del ministro, che dopo scritta la lettera, la lasciò sul tavolino. Ritornato che io fui da Colorno, venne da me il ministro, il quale accertatosi dell' errore, aveva già spedito alla villa ove dimora la lodata principessa, per dirmi, che la medesima, se io mi trattenevo, sarebbe venuta il giorno seguente in Parma. Risposi, che a tanta degnazione, nulla di meno io poteva fare, per corrispondere, che trattenermi. L'ora però essendo tarda, e d'altronde conoscendo il ministro che per parte mia si erano date tutte le disposizioni per la partenza nell' indomani, disse: « Io mi faccio carico di accomodare l'affare, giacchè per mia colpa è stato scomposto », e consigliomi anzi a partire, come feci la mattina dei 20. Mi fermai a Lodi la sera, per l'acqua smoderata che cadeva, e sono giunto in Milano questa mattina, prima delle ore nove.

Poco dopo il mio arrivo, il generale in capo Murat mi ha destinato la guardia di onore all' Albergo Imperiale ove sono alloggiato, la quale per altro non ho fatto trattenere che momenti, facendola ringraziare, e pregare che si ritirasse. Il nominato generale in capo, che ho veduto poco dopo, mi ha trattato della maniera la più obbligente; mi ha fatto le maggiori offerte e dichiarazioni, e immediatamente mi ha chiesto conto del Santo Padre, di cui mi ha parlato con vera tenerezza e rispetto; ed avendo in mano la lettera di V. Em., che simultaneamente con quelle di M. Cacault avevo a lui consegnato, mi ha detto che le premure del Primo Console, affinchè la Santità Sua sia convinta della di lui lealtà, sono massime in tutti gli oggetti, senza eccettuare quello dei denari per la truppa di Ancona; su di che ha soggiunto, ch'egli inerendo agli ordini ricevuti dal mentovato Primo Console, V. Em. ne sarebbe stata dettagliatamente ragguagliata. Proseguendo poi il discorso sulla mia missione, mi ha

fatto sentire ch' egli era in dovere di darmi in strada guardie a cavallo per iscortarmi, e che altrettanto sarebbe avvenuto in Francia fino a Parigi. Io ho procurato di persuaderlo a non prendere questa briga ; ma tutto è stato inutile, ed ha conchiuso : « Il legato *a latere* che va in Francia, deve avere gli onori che merita. »

Questo discorso è stato interrotto da Madame Carolina, sua consorte, cui avevo da presentare un involto per parte di M. Caucault, da M. Pétiet ministro, dall' aiutante di campo Beaumont, dal comandante della piazza, che passati all' albergo e non avendomi trovato, erano venuti colà ad incontrarmi. Per dir tutto in poco, nulla di più potevo desiderare per parte del governo francese, il quale perfino, durante il mio trattenimento nel quartiere del generale in capo, fece fare quegli spari di cannone, che dissero, si sarebbero dovuti fare al momento del mio arrivo, se si fosse conosciuto.

Il governo provvisorio cisalpino pure, che, e separatamente, ed in corpo è stato al mio alloggio, ha usato meco le più marcate urbanità, dichiarando, che impaziente perchè siano pubblicati i provvedimenti religiosi stabiliti dalla Santa Sede colla Francia, si farà un stætto dovere d'imitare esattamente la repubblica madre, facendo istanza, che costì sia mandato un loro ministro, e che altrettanto facciasi dalla Santità di Nostro Signore. Lo che pure, in tutta la maggiore estensione, mi è stato ripetuto dal ministro dell' interno e della polizia, sig. Pancaldi, il quale con maggior forza degli altri mi ha fatto sentire il dispiacere, che il governo provvisorio aveva provato nel non avermi, come dicevano essi, accordati gli onori dovutimi, dal momento del mio avvicinamento, e conchiudendo che se non avevano potuto ciò fare nell' ingresso, vi avrebbero supplito nella mia uscita, avendo a tale effetto ordinato, che fino a Vercelli, confine della Cisalpina, io sia preceduto da un loro corriere e servito dai cavalli di posta, pagati dal governo medesimo.

È superfluo che io riferisca a V. Em. quanto io mi sia studiato per non accettare simili esibizioni ; ma realmente tutto il mio studio è stato vano, ed ho dovuto contentarmi di dire, che loro ero obbligato, e che non avrei lasciato di rendere intesa V. Em.

del loro obbligante modo di procedere con un legato del Sommo Pontefice.

Io lascio la presente in Milano perchè sia costà spedita col primo corriere, e, piacendo a Dio, ripiglierò il cammino verso il Piemonte domattina a buon' ora, per giungere per tempo dopo domani in Torino, e vedere il generale Jourdan.

Finisco col supplicarla di pormi ai piedi di Nostro Signore, etc.¹
(Arch. du Vatican).

880. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1801).

J'ai reçu votre dépêche du 23 fructidor (10 septembre) portée à Rome par le courrier de M. l'archevêque de Corinthe.

Tout le monde est ici dans la joie de la ratification du Premier Consul, et de l'assurance d'une paix stable et d'une protection puissante qui délivrera enfin ce malheureux pays des angoisses de la guerre.

M. le cardinal Consalvi a reçu avec sensibilité la lettre que vous lui avez écrite, ainsi que celle du cit. Joseph Bonaparte. Le présent de la botte enrichie de diamants a été reçu avec joie : on le montre à tout le monde ; et le Pape de son côté montre avec plaisir le concordat, la ratification, le tout peint à merveille sur de beau parchemin. On va faire ici une expédition semblable de la ratification du Pape, qui sera envoyée à Paris.

Le Pape donne ordre que les présents qu'il veut faire aux plénipotentiaires français, soient faits et achetés à Paris. Sa Sainteté contente, ravie du succès de l'affaire, veut faire les choses très bien. Il y aura un consistoire pour donner participation au Sacré Collège de l'échange des ratifications, et le Pape y fera la promotion de trois cardinaux. C'est la manière *grandiosa* de témoigner la joie pontificale.

La satisfaction du Saint-Père est maintenant franche, libre et dégagée de toute inquiétude. J'ai passé avant-hier la soirée avec ce pontife estimable, et il m'a témoigné un attachement véri-

¹ Un extrait de cette lettre a été publié en traduction par le P. Theiner (t. I, p. 323), qui a également reproduit la pièce suivante (t. I, p. 289).

table pour la France, pour le Premier Consul. Vous pouvez être sûr que ce qui reste à faire ne sera retardé en rien, que par la nécessité de remplir les formes.

Le Pape s'occupe de récompenser d'une manière éclatante, et ce sera par un chapeau de cardinal, Mgor Di Pietro, qui a été secrétaire de la congrégation pour la rédaction de la bulle et du concordat. Ce Mgor Di Pietro est le prélat qui a le plus travaillé à notre affaire. Il serait à propos de lui envoyer un présent sur les 500 louis qui restent encore destinés à cet usage. Les deux chefs du secrétariat d'État sont MM. Evangelisti frères ; ils jouissent de la confiance entière du secrétaire d'État. Ce sont eux qui ont le plus travaillé aux expéditions et à qui il convient de faire un présent. Malgré l'opposition que le Pape et le cardinal Consalvi ont montrée à ce qu'il soit fait des présents, je vois qu'ils ont fini par être charmés de ceux qui ont eu lieu, et que ceux que je propose pour M. Di Pietro et pour MM. Evangelisti, ne pourront produire qu'un très bon effet.

Ce sera, je crois, le 5 de ce mois (27 septembre) que le cardinal Consalvi célébrera la joie de l'échange des ratifications par le dîner annoncé, qui sera donné en notre honneur à Monte Cavallo.

Toutes vos lettres m'annoncent que le Premier Consul a donné ordre qu'une somme de 300,000 francs soit envoyée sur le champ à Rome, pour payer les dépenses de la garnison d'Ancône. Le ministre de la guerre m'a écrit aussi la même chose. Il est évident que le Premier Consul veut qu'à commencer du 1^{er} fructidor (19 août), l'entretien de la garnison d'Ancône ne coûte plus rien au Pape. Cependant vous avez vu, par les états que je vous en ai envoyés, que chaque décade de fructidor a coûté au Pape, en avance pour les subsistances de la garnison, environ 5.000 piastres. On lui demande aussi de faire l'avance de la solde ; mais l'état de ses caisses ne le permet pas. Jusqu'à présent la cour de Rome continue ces paiements pour les subsistances. Si les 300,000 francs arrivent, ils relèveront beaucoup la confiance et la satisfaction du Pape ¹.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

¹ Le 20 septembre, Cacault, entrevoyant des supercheries dans l'emploi des 300,000 fr., écrivait déjà à Talleyrand : « ...C'est avec peine que je me vois appelé à concourir dans une affaire d'une nature différente de mes fonctions ordi-

881. — Consalvi à Spina

(particulière)

Roma, 23 settembre 1801.

Ieri l'altro giunse Livio con la ratifica. Immagini il piacere che ne provò il Santo Padre, ed io, e tutto il Collegio, giacchè il ritardo ci aveva certamente un poco agitati.

Mi è impossibile di rispondere oggi a tutto il contenuto dei dispacci, che egli mi ha recato : accennerò qui de volo le cose principali, reserbandomi a scriverle pienamente ed ufficialmente per mezzo di qualche corriere francese, che deve partire fra pochissimi giorni, e che le vetterà il mio dispaccio più sollecitamente che questa lettera le giunga per la posta ordinaria. Dico dunque, che la ragione per cui si mandò la ratifica in carta semplice fu meno la nostra povertà, che la fretta infinita di mandarla subito, e non ritardare per causa del lavoro. Adesso, aderendo al desiderio del governo, si lavora la cartapecora, e la spoglia in cui sarà rinchiusa, e si farà con la decenza dovuta al governo a cui si manda. E così dico della bolla; onde eccola servita pienamente in questa parte.

Quanto al sollecito disbrigo della bolla sulla nuova circoscrizione, ella assicuri e il Primo Console e i ministri, che si farà, come suol dirsi, il possibile e l'impossibile per far più presto che si possa. Salvo il far la cosa nullamente e non canonicamente (nel qual caso non servirebbe a nulla allo stesso governo), si farà di tutto per la massima sollecitudine. Ne sia garante quella che si è messa in tutto l'affare finora. Ella conosce quanto io sia in ciò impegnato.

naires... On fera en sorte qu'à la fin le Pape n'aura été payé de rien : voilà ce que j'ai lieu de craindre. » Il ajoutait : « Le P. Consul voudrait que le Pape, au lieu d'une armée de 1.200 hommes, en eût une, à lui et à ses frais, de 4.000 hommes. Cette vue est sage et politique. Sans une armée de 4.000 hommes pour contenir les malveillants dans tout l'Etat ecclésiastique, l'Etat de l'Eglise sera toujours exposé à quelque convulsion subite ; et s'il est obligé de plier successivement, faute de forces pour résister, il pourra naître à la fin un état de trouble général. Alors ce seront les troupes de Naples ou les troupes de l'Empereur, comme les plus voisines, qui, sous prétexte de venir au secours du S. Père, s'empareront de son Etat. Cela peut nous amener la guerre. Le Pape ne pourra songer à mettre sur pied l'armée qui lui est indispensable, qu'après être délivré de la charge énorme, qu'il supporte depuis longtemps par l'entretien de la garnison d'Ancone et le passage des troupes allant à Naples... » (Publié par Theiner, t. I, p. 286).

Il dettaglio su tal proposito lo scriverò nel dispaccio di cui ho parlato di sopra, e risponderò al sig. Bernier, cui dica intanto che già ho pronte tutte le reliquie che ha richieste¹, e me lo saluti caramente. Scriverò lettera di ossequioso ringraziamento per il superbo regalo di cui sono stato onorato. Non poteva essere per me più onorifico, sì per la cosa in sè stessa, sì per la provenienza dalla bontà e degnazione del Primo Console, sì per le espressioni onorevolissime con le quali il ministro degli affari esteri ha voluto accompagnarlo. Se ella ha il modo di fargli intanto conoscere in conversazione questi sentimenti, mi farà cosa gratissima, presentandogli il mio rispetto. In tale occasione spero ch'ella non dimenticherà nemmeno i miei complimenti a Mad^e Grand^e.

Sua Santità vuol fare dal canto suo le dimostrazioni di gradimento dovute ai tre plenipotenziari francesi. Con il dispaccio che io le scriverò, ella avrà su di ciò il necessario dettaglio. Domenica io darò per ordine di Sua Santità un gran pranzo pubblico a M. Cacaault, con invito di tutto il corpo diplomatico, e di molti cardinali, per *réjouissance* della perfezione dell' opera con la ratifica sopraggiunta. Questo è quanto posso dirle oggi così di volo, riserbandomi, come ho detto, al dispaccio che le scriverò fra due o tre giorni.

Sua Santità ebbe la lettera del Primo Console² responsiva alla sua prima lettera. Sua Santità si propone adesso di scrivergli nuovamente per la consumazione della stabilita convenzione. Tutte queste cose si faranno quanto prima.

Saluti il P. Caselli. Non ancora è tornato il corriere Felice Pomaroli³. Mi scordava dire che Sua Santità vuol festeggiare la ratificata convenzione col far lunedì prossimo la promozione pubblica nel tre dei cardinali riservati *in petto*, cioè Mgor Litta tesoriere, il P. Lucchi, benedettino, e Mgor Zondadari, arcivescovo di Siena. Il consistoro sarà ai 28 del corrente. Resto di cuore, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Cf. t. III, p. 529.

² Cette personne habitait alors au ministère des rel. extér. Elle est devenue l'épouse de Talleyrand après le bref du 29 juin 1802, qui a rendu l'ancien évêque d'Autun à la communion laïque. (Mad. de Rémusat, *Mém.*, t. II, p. 174).

³ Pièce n° 675.

⁴ Ce courrier était parti de Rome le 1^{er} septembre (Cf. p. 12, note 3).

882. — Consalvi à Spina

Roma, 26 settembre 1804..

Dopo l'arrivo di Livio non ho ricevuto l'altra lettera, ch'ella mi ha fatto sperare con un corriere militare, in cui doveva informarmi dell'esito del suggerimento da lei dato di nominare intanto ai vescovadi vacanti, finchè si possa far luogo alla esecuzione della nuova circoscrizione, a cui indeclinabilmente devono precedere le dimissioni dei vescovi francesi, ed i consensi di quelli di Germania, che perdono parte delle loro diocesi. Qui non si perde tempo. e si lavora a questo affare della circoscrizione, preparando intanto i materiali. Ma giunta che sia la di lei lettera che si aspetta, vedremo cosa possa mai farsi per servire più che si può alle viste e desideri del governo francese.

...A scanso della bugia di alcuni fogli, che hanno detto che la ratifica del Papa non fu pura e semplice, ma modificata, ella potrebbe far inserire in codesti fogli, in data di Roma, l'articolo che qui le accludo del nostro Cracas¹. Credo che le riuscirà di farlo con tutta naturalezza...

(Cultes, Arch. de Caprara).

883. — Consalvi à Spina

(en chiffres)

Roma, 26 settembre 1801.

La corte di Napoli si mostra indispettita al sommo contro di Roma, senza però alcuna ragione, in seguito di questo concordato. Ci accusa del fargliene un segreto. Crede che si sia convenuto anche sul temporale ; prende ombra della restituzione di Pesaro, che noi non abbiamo richiesto ; dice che questa restituzione ci è stata fatta contro la volontà dell'Imperatore e della Spagna, cose a noi affatto ignote ; si lagna di rappresentanze fatte dal cardinal Casoni in Spagna ingiuriose contro Napoli, cosa falsissima. Intanto seguita ad usurpare Benevento e Ponte Corvo, dove si commettono mille disordini dalle regie truppe, dove

¹ Le n° du 23 septembre démentait en effet l'assertion de ces journaux.

queste si mantengono a spese dell' erario pontificio violentemente sequestrato, e dove finalmente il sovrano legittimo è ridotto a mero barone del regno. Mai si risponde ai nostri reclami; e molto meno si cessa dal conculcare in ogni ramo la disciplina ecclesiastica e gli affari spirituali della Chiesa. È bene che V.E. sia informata di queste cose, per rispondere in caso che fosse attaccata.

E circa le cose di Francia, ella è autorizzata di dire, nelle occasioni che si presentino (s'intende sempre colla debita prudenza), che il segreto del concordato dura, perchè così vuole il Primo Console, che lo crede ancora necessario al bene della cosa per il suo paese; che sul temporale non si è mai nè trattato nè convenuto; che si è pure fatto conoscere il desiderio e le speranze di Sua Santità di riavere tutti i suoi stati; che il solo Pesaro non si è certamente richiesto, ma è stata restituzione volontaria del Primo Console; che nulla ci è noto della contraria volontà della Spagna e dell' Imperatore, e non possiamo supporla; in fine, che niuna rappresentanza si è fatta in Spagna contro Napoli.

...La Russia insiste perchè si scacci Hompesch dallo Stato, se non cessa di brigare, come dice che fa. È stato vicino a morire, ma è guarito.

Il ministro Talleyrand ha scritto a Cacault, che dobbiamo rendere all' academia di Francia certi beni che sotto la Repubblica romana si assegnarono ad essa in dote. È chiaro che ciò entra nell' affare dei beni nazionali, già deciso dal Primo Console. È egli giusto che dotiamo noi l' academia di Francia? Ha scritto ancora che vuole gli stabilimenti in Roma già attenenti al Belgio, Liegi, etc.

Circa la nuova circoscrizione, vedendo che la cosa andrà in lungo per una necessità indeclinabile, ne sto in pena molta, sì perchè non mi lusingo che pazienti tanto il Primo Console, sì perchè persistendosi nel non pubblicare il trattato, si ritarda di troppo il ristabilimento della religione. Aspetto le sue prime lettere su tal materia, e poi si vedrà subito cosa vi sia mai da fare per rimediare alla meglio.

Si dice qui, che già sia stato eletto il nuovo elettore di Colonia. Su tale dato, come spedire noi il corriere per proporre quello ideato dal Primo Console? Si è però fatto di tutto per far sentire

a Vienna la ripugnanza del Primo Console, come da lei è stata riferita, e commesso di darne cognizione¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

884. — Caprara à Consalvi

Lione, 29 settembre 1801.

Eccomi, per divina misericordia, poco meno che alla metà del viaggio. Ieri sull' imbrunire della sera, giunsi felicemente in questa capitale, d'onde sarei partito oggi stesso, se diverse rotture ai legni, che non poco han sofferto nelle strade montuose che si sono fatte dopo anche il passaggio del Monte Cenisio, non me lo avessero impedito. Spero però di pormi nuovamente in viaggio domani, e prendendo la strada del Borbonese, come ebbi l'onore di riscrivere a V. Em. con la precedente mia del 25 scritta da Lanslebourg², arrivare in Parigi dentro lo spazio di giorni cinque, vale a dire, domenica ventura 4 dell' entrante ottobre.

Rendo inteso di ciò col corriere odierno Mgor Spina, di cui ho ricevuto nuove in strada dal Cte Alfieri, ed in Lione stesso da certo sig. Camillo Jordan³, conoscente ed amico del prelado, una di cui lettera, di antica data però, cioè dei 3 settembre, mi fu dal medesimo recapitata poco dopo il mio arrivo.

Dall' epoca dell' ultima citata mia, nullo altro di particolare è occorso in via, oltre la continuazione della soddisfazione, e mozione dei popoli in vedermi, delle scorte a cavallo ordinate dal

¹ Dans une autre dépêche du 26 septembre, Consalvi mandait : « ...Il delegato di Urbino ha ricevuta lettera del generale Suire, che gli annunzia l'ordine anche del governo cisalpino della restituzione di Pesaro e suo territorio, invitandolo a mandare a riprenderne possesso. Il delegato vi ha inviato due suoi commissari e la truppa pontificia, per quindi condursi egli personalmente in detta città. » Il annonce que Cacault avait ordre de disposer de 150,000 fr. pour les « fournitures », et que l'archid. Marianne revenait ce soir de Naples avec le mis Ghislieri.

² Cette lettre n'a pas été retrouvée.

³ Camille Jordan, nommé en 1797 au conseil des Cinq-Cents par les électeurs de la ville de Lyon, dont il était originaire, avait rédigé un rapport retentissant sur la police des cultes, qui lui avait valu d'être condamné à la déportation, au 18 fructidor. Il avait réussi à passer la frontière, et pendant la première année du Consulat avait reçu l'autorisation de rentrer en France. — La notoriété très réelle de Camille Jordan paraît avoir échappé à Caprara, qui en parle assez légèrement.

governo di Parigi in tutti i paesi e stazioni di mio passaggio, se non se una manifestazione di pubblica gioia data dal popolo tutto nella stazione chiamata « aux Echelles » (ove io pernottai), luogo distante una giornata da Lione, per mezzo di una generale illuminazione. Le buone grazie, che io con tutto il seguito ricevemmo in quel paese, furono realmente rimarcabili; ed una di quelle famiglie oriunda di là, ma nei tempi passati addomiciliata in parte dentro Parigi, quale si è la casa Bon, mi obbligò a dormire nella propria abitazione con qualcheduno del seguito, disposta a fare lo stesso per il rimanente, se l'angustia del fabbricato lo avesse permesso.

Finisco col supplicarla di pormi ai piedi di Nostro Signore, etc. (Arch. du Vatican).

885. — Cacault à Talleyrand

Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Le Pape a déclaré, en consistoire, le 6 de ce mois (28 septembre)¹, trois nouveaux cardinaux, savoir: Mgor Littà, milanais, qui avait la place de trésorier général, Mgor Chigi Zondarari, né à Sienne et archevêque de Sienne, et Dom Lucchi, religieux bénédictin, que son érudition profonde dans la langue grecque, ses études et sa vie simple avaient rendu recommandable. L'archevêque de Sienne recevra la *berretta* à Florence. Les deux autres nouveaux cardinaux l'ont déjà reçue et prendront le chapeau cette semaine.

Les jours de promotion des cardinaux sont des jours de fête dans la ville de Rome. Les fenêtres sont illuminées; les ministres étrangers illuminent avec de grandes torches de cire. Les cardinaux, les ministres étrangers et toute la noblesse de Rome vont en habit de *gala* complimenter les nouveaux cardinaux. J'ai rempli les formalités d'usage en cette occasion, avec d'autant plus de soin, que ces trois nouveaux cardinaux ont été nommés par le Pape pour témoigner la joie du Saint-Siège de la convention signée à Paris.

¹ Theiner, qui a reproduit cette dépêche de Cacault (t. I, p. 291), a aussi publié (t. II, pièce XXXII) l'allocution du Pape pour la déclaration de ces trois cardinaux, réservés *in petto* au consistoire secret du 23 février précédent.

Il est d'usage immémorial que les cardinaux, le jour de leur promotion par le Pape, en écrivent la nouvelle et la participation à tous les rois et princes souverains de l'Europe qui sont catholiques. Ils ne manquaient jamais d'écrire autrefois, dans de semblables occasions, aux rois de France, qui leur faisaient toujours réponse. Il y avait à Versailles ce que l'on appelait le secrétariat du cabinet, qui était chargé de ces lettres privées du roi à tous les personnages. Le Pape a très bien senti que les nouveaux cardinaux qu'il vient de nommer après la signature de la convention, devaient rendre le même hommage au Premier Consul qu'ils auraient rendus autrefois au roi, en lui participant leur nomination; et il a été déterminé qu'ils écriraient chacun une lettre au Premier Consul, suivant le même cérémonial, et les mêmes expressions au bas de la lettre, que dans celles qu'ils écrivent aux premiers potentats de la chrétienté. J'ai été consulté, à cet égard, de la part de Sa Sainteté, et j'ai approuvé les deux lettres de participation ci-jointes, adressées au Premier Consul par les deux nouveaux cardinaux Litta et Lucchi. Ces deux lettres m'ont été apportées de leur part par des gentilshommes, et j'ai promis de les faire passer à leur adresse ¹.

Si le Premier Consul ne se forme pas une espèce de secrétariat, dans vos bureaux, pour ces sortes de lettres d'étiquette, qu'on appelait autrefois lettres de cabinet, cette partie tombera en désuétude, dans l'oubli : car si les cardinaux voient qu'on ne leur répond pas, ils n'éciront plus ; et il en sera de même de beaucoup d'autres personnages, dont, parmi un grand nombre de lettres inutiles, il arriverait quelquefois d'en recevoir d'importantes.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

886. — Cacault à Talleyrand

Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

C'est le 5 de cemois (27 septembre), que le cardinal secrétaire

¹ La lettre du card. Zondadari a été envoyée plus tard à Paris. — Le P. Consul a fait réponse à ces trois lettres, en se servant de l'ancien protocole de la monarchie, auquel Portalis a apporté « quelques modifications, qui étaient commandées par les circonstances présentes » (Portalis au P. Consul, 3 nivôse an X : 24 décembre 1801).

d'État a donné en notre honneur, dans son appartement du palais du Pape à Monte Cavallo, le grand dîner que je vous avais annoncé. Tous les cardinaux de la congrégation formée par le Pape pour l'examen de l'affaire du concordat, y étaient invités. Les plus vieux, qui ne dînent jamais dehors, se sont dispensés de venir aux deux premiers services ; mais au dessert ils sont tous venus sans exception, et c'est autour de moi qu'ils sont tous venus s'asseoir, afin de marquer qu'ils venaient rendre honneur à la France. Le cardinal Gerdil, savoyard âgé de 84 ans, le cardinal doyen du Sacré Collège, Albani, âgé de 81 ans, le cardinal Antonelli, le cardinal Lorenzana, espagnol, et quelques autres d'un âge très avancé, ont tous concouru de la manière la plus polie à cette fête, où il y avait aussi deux vieillards français, Mgr de Bayane, auditeur de rote¹, et le cit. d'Agincourt².

Je sais combien un dîner vaut peu la peine d'en parler et d'en rendre compte : mais il y a si longtemps que pareille chose n'était arrivée à Rome ; il a toujours été si rare que le cardinal premier ministre du Pape ait jamais donné un dîner, et cela vient d'arriver à une époque si importante, que j'ai cru à propos de vous donner ce détail.

Ces cardinaux sont les mêmes vieillards qui ont été si longtemps en butte aux orages de la révolution romaine, à la persécution, à l'exil, aux confiscations et séquestres de leurs biens. Il est beau pour nous de les avoir ramenés aujourd'hui à rendre hommage à la France, et au génie de Bonaparte³ à qui ils devront de mourir en paix sur leur chaise curule.

(Aff. étr., *Rome*, vol 932).

¹ Quelques jours auparavant, le 19 sept., Cacault avait appelé l'attention de Talleyrand sur Mgr de Bayane. Il le dépeignait comme « un homme sage, aimant son pays et charmé de la pacification de l'église gallicane » ; comme vivant à Rome très retiré, avec une fortune honorable ; comme n'étant pas émigré. Si Mgr de Bayane renonce à sa position, ainsi qu'il l'annonce, il faudra examiner, en France, s'il convient d'une part que ce prélat ait un successeur à la Rote, et de l'autre, qu'il reçoive le chapeau de cardinal auquel il aura droit.

² Seroux d'Agincourt, auteur d'une *hist. de l'art*, et qui s'était fixé à Rome avant la Révolution. (Cf. Artaud, *hist. de Pie VII*, t. I., p. 260).

³ Parmi les cardinaux nommés plus haut, il faut surtout remarquer le doyen Albani, qui avait compromis avec Louis XVIII le Conclave et même Pie VII ; et le card. Antonelli, qui au conclave avait partagé avec le card. autrichien Herzan la direction de la faction Mattei, et alors comme depuis s'était montré hostile à la France républicaine (Cf. t. III, p. 353).

887. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 8 vendémiaire an X (30 septembre 1801).

Je suis, comme je le dois, avec la plus grande activité, l'expédition de la bulle attendue à Paris pour la nouvelle circonscription des diocèses de France.

Le cardinal Consalvi, secrétaire d'État du Pape, et Sa Sainteté elle-même correspondent à nos désirs et s'occupent de cette affaire de cœur et d'esprit. Ils sont animés, comme nous, d'un désir sincère d'accomplir les vues du Premier Consul. Je dois leur rendre ce témoignage véridique.

Les lenteurs naissent ici de la nécessité des choses, ainsi que vous le verrez par la réponse officielle ci-jointe, que j'ai exigée par écrit du secrétaire d'État.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

Note de Consalvi à Cacault.

Del palazzo Quirinale, 30 settembre 1801.

In risposta alle premure da voi avanzate, citt. ministro, al cardinale segretario di stato, per il più sollecito disbrigo che sia possibile della bolla della nuova circoscrizione delle diocesi francesi, egli si fa un dovere di significarvi, che penetrato egualmente che voi del più vivo desiderio di condurre a compimento, quanto più presto si possa, la felice opera della già ratificata convenzione, non lascia dal canto suo di porre in uso tutti i mezzi possibili per conseguire il bramato intento. Essendo indispensabile per potere creare le nuove diocesi il sopprimere precedentemente le antiche, e non potendosi ciò fare canonicamente senza la dimissione o consenso di quelli che le occupavano, si è già posta mano all'opera per ciò ottenere, e si travaglia indefessamente non meno per la previa rinunzia dei vescovi titolari, a tenore della convenzione, che per il consenso di quelli i quali hanno una porzione delle loro diocesi nei paesi ora incorporati alla Francia. Mgor arcivescovo di Corinto scrive da Parigi, che il Primo Console stesso, riconoscendo questa indispensabile necessità, aveva piuttosto immaginato di ritardare la pubblicazione

della bolla della convenzione, per fare uscire fuori contemporaneamente quella della nuova circoscrizione.

Lo stesso Mgor arcivescovo scrive egualmente, che per non far succedere questo ritardo, egli aveva fatto un progetto, che già era stato gradito dal ministro delle relazioni estere, e dall' abate Bernier, e che doveva proporsi al Primo Console, da cui si augurava un egual gradimento. Ed era, che il Primo Console nominasse intanto provvisoriamente, finchè potesse farsi la bolla della nuova circoscrizione, a quei vescovati che sono vacanti per morte dei titolari secondo la circoscrizione antica, aggiungendo ancora, che si potrebbe dare ai nuovi nominati l'amministrazione per quanto fosse possibile delle diocesi vacanti vicine, alle quali non potesse per qualche causa subito nominarsi, e così si avrebbe intanto un certo numero di vescovi, e si farebbero delle consagrazioni, subito che i nuovi nominati avessero conseguita la istituzione della Santa Sede. Si attende con la prossima posta di Francia il risultato di questo piano, dopocchè fosse stato presentato al Primo Console.

Anche qui in Roma il desiderio di disbrigare il più presto che si possa questo affare, ha fatto, come può dirsi, mettere l'ingegno alla tortura per vedere fin dove si possa giungere nell' operare un tal disbrigo. A questo effetto si tenne, sono già poche sere, una congregazione di alcuni degli Emi sgrì cardinali della congregazione degli affari ecclesiastici di Francia. Il risultato fu, che qualora il piano proposto da Mgor arcivescovo di Corinto non fosse stato gradito, si potrebbe fare un' altra cosa, la quale sebbene insolita, non sarebbe però contro le leggi canoniche; ed è questa, che subito che si avessero in mano tante rinunzie dei titolari più vicini (ciò che di quelli che sono in Francia e di quelli che sono in Italia può verificarsi fra brevissimo tempo), quante fossero sufficienti a far corrispondere al numero delle 50 diocesi della nuova circoscrizione il numero dei 50 titolari, dei quali non ancora si avesse in mano la rinunzia, si potrebbe fare subito una bolla, la quale fissasse in genere, secondo il progetto trasmesso a Roma, il numero dei 10 arcivescovati e 40 vescovati delle nuove diocesi, e stabilisse, che successivamente Sua Santità procederebbe alla erezione di ciascheduna delle medesime. E così, a mano a mano che giungessero le dimissioni dei vescovi

titolari, e i consensi di quelli che perderebbero la porzione delle loro diocesi divenute francesi, si andrebbe procedendo alla erezione dei nuovi arcivescovati e vescovati, senza aspettare di avere in mano tutte le dimissioni e tutti i consensi suddetti, come deve farsi quando si voglia che la nuova bolla dichiari in specie la soppressione delle diocesi antiche, e la erezione delle nuove, assegnandone i rispettivi confini.

Nella stessa congregazione si fissarono alcune dimande, da farsi per mezzo di Mgor arcivescovo di Corinto, di schiarimenti, e di indispensabili notizie, relativamente appunto alle nuove erezioni; i quali schiarimenti e notizie essendo di assoluta necessità per la estensione della bolla, acciò la nuova circoscrizione ed erezione sia canonica, è bene di far viaggio, e procurarsele intanto che devono aspettarsi per la estensione della bolla le già dette dimissioni e consensi. Di tutte queste cose si scrive a Mgor arcivescovo di Corinto, per comunicarle e concertarle col governo francese, e se ne dà comunicazione anche a voi, acciocchè vediate quanto studio da Sua Santità si pone, onde affrettare nel modo che è possibile la conclusione perfetta dell' affare.

Il cardinale segretario di stato, per la parte sua, si riporta in questo a quella testimonianza, che nella vostra giustizia non potete non rendergliene voi medesimo, il quale potete scorgere in ogni occasione quanto zelo e quanto interesse egli ponga, per corrispondere dal canto suo alle viste e desideri del governo francese in questo importantissimo affare, e a quella soddisfazione che lo stesso governo si compiace di dimostrare della di lui opera.

(Arch. du Vatican)¹.

333. — Suite des Instructions pour le Légat.

Roma, 5 ottobre 1801.

I. Avvertenze per opportuno regolamento dell' Emo legato *al latere*, circa il Giuramento, che volesse da lui esigere il governo francese.

In congiuntura delle diverse destinazioni di sgrì cardinali le-

¹ Une traduction de cette pièce se trouve aux Aff. étr., Rome, vol. 932.

gati *a latere*, fatte nei tempi addietro dalla Santa Sede per il regno di Francia, è accaduto bene spesso, che da tali sgrî cardinali siasi dovuto, a richiesta del governo, prestare un giuramento, quando in una, e quando in altra formola.

Quindi l'Emo sig. cardinale segretario di stato, d'intelligenza del Santo Padre, ha già, con suo antecedente dispaccio diretto a Mgor Spina, prevenuto opportunamente un simile incidente, e segnato con corrispondente saviezza la traccia da tenersi dal sig. cardinal legato in un caso di preciso bisogno. Trattandosi però di uno affare così geloso ed interessante, la lodata Santità Sua, coll' unanime parere de' sgrî cardinali della particolare deputata congregazione, ha ordinato trasmettersi al sig. card. legato la presente ampia istruzione, che possa metterlo al giorno delle questioni di fatto e di diritto sul giuramento medesimo, e servirgli di conveniente norma nel disimpegno di sua incombenza...

Incominciando dalle questioni di fatto, ben ponderati i monumenti che somministra la storia della Chiesa, pare che possa con fondamento asserirsi non essere stata uniforme la condotta dei legati suddetti circa l'oggetto presente. Sarebbe desiderabile che i nostri archivi ci somministrassero le memorie per decidere questa controversia. Ma tutte le diligenze, sebbene più minute, praticate reiteratamente dal diligentissimo prefetto degli archivi, sono riuscite quasi del tutto frustranee¹. Nella mancanza pertanto di notizie estratte dai nostri archivi, uopo è avvalersi di quelle che ci somministrano i libri, e principalmente il libro intitolato « *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane* », dell' edizione del 1651, il quale viene reputato dai Francesi come una collezione autentica, e pure che meriti anche appresso di noi una qualche autorità, assicurando i di lui autori di aver cavati dai registri della Corte e dei Parlamenti, e da altre fonti autorevoli, i monumenti che vi hanno inserito.²...

Col cardinal Flavio Chigi, dopo del quale fino a tempi nostri non è stato spedito altro legato *a latere* in Francia, si termina la questione di fatto. Intanto le cose fino ad ora dette sembra che

¹ Cf. t. III, p. 387.

² Les précédents sont ici examinés et discutés assez longuement. Nous les avons résumés dans les notes relatives au § qui suit.

rendano evidente quello che si era preso a provare, cioè che la condotta dei legati *a latere* sull' affare del giuramento non è stata uniforme, e che se alcuni lo prestarono nei termini che ora si richiedono dal governo francese ¹, altri al contrario non fecero che un giuramento o promessa generale di dipendenza dal governo ², ed altri anche si astennero da qualunque giuramento o promessa ³. Si è creduto di trattar la materia con un poco di estensione, e per l'importanza della medesima, e perchè non vi è, per quel che si sappia, alcuno scrittore che abbia trattato di proposito questo argomento. Gli scrittori principalmente di massime sane ed attaccati ai sacri diritti della Santa Sede, hanno interamente trascurata questa materia, ed il medesimo Charlas ⁴, benchè nel suo trattato « *De libertatibus ecclesiæ gallicanæ* » fosse obbligato dall' argomento del suo libro a parlarne, e benchè nel libro IV,

¹ Le card. Coettivo dit d'Avignon, le 1^{er} janv. 1456; et à la fin du XVI^e siècle, le card. François Morosini. Cependant à l'égard de ce dernier, on peut douter si les auteurs français ont rapporté exactement les termes de son serment, car : 1^o Cosmi historien du cardinal, et Tempesti, historien du pape Sixte-Quint, n'en font aucune mention ; 2^o le cardinal a combattu, en fait, ces libertés gallicanes qu'il aurait juré, dit-on, de respecter, et de son côté le pape les a fortement improuvées ; 3^o le serment attribué au cardinal ne figure pas parmi les chefs d'accusation portés contre lui à Rome, dans un procès dont il est d'ailleurs sorti absous. — On a prétendu que le serment, tel qu'il paraît demandé aujourd'hui par le gouvernement français, avait été prêté par le card. Della Rovere en 1480, et par le card. La Baluc en 1484 ; mais on est fondé à croire que ces prélats se sont simplement engagés à n'exercer leurs fonctions qu'avec le consentement du roi de France.

² Les card. d'Amboise (dernier mars 1503), de Clermont (17 novemb. 1514), de Luxembourg (11 novemb. 1516), Adrien « Boysi » (4 sept 1519), Duprat (17 décemb. 1529), et d'autres encore. — Voici le texte du serment de ces deux premiers légats : « Nous Georges, card. d'Amboise, légat en France, promettons au Roy nostre souverain seigneur, que nous n'userons de ladite légation, sinon tant qu'il luy plaira.. » — « Nous François, card. de Clermont, archevêque d'Auch et légat d'Avignon, promettons et jurons au Roy Très Chrétien, nostre souverain seigneur, que nous n'userons des pouvoirs et facultés à nous baillées et octroyées par nostre Saint Père le Pape par ses bulles et lettres apostoliques en forme de légation, sinon tant et ainsi qu'il plaira audit Roy Très Chrétien, nostre souverain seigneur, en son royaume, Dauphiné, Provence, et en ses autres pays, terres et seigneuries.. »

³ Le card. Gaetani (novemb. 1589), selon ce qu'il a écrit lui-même au card. Montalto le 24 janv. 1590 : les card. Alex. de Medicis (1596) et P. Aldobrandini (1600), d'après le témoignage de Sponde, continuateur de Baronius ; le card. F. Barberini (1625) ; et enfin le card. Fl. Chigi, venu en 1664 auprès de Louis XIV après l'affaire du duc de Créquy.

⁴ Cf. Walter, *Manuel*, p. 152, note x.

cap. 8, della suddetta sua opera parli della verificaione, delle modificazioni e limitazioni delle facoltà dei legati *a latere*, ed esamini il paragrafo delle libertà gallicane di Pithou ove si parla di questo giuramento, pure non dice neppure una parola del medesimo.

Venendo ora alla questione di diritto, se sia cioè lecito al cardinal legato, che ora si spedisce in Francia, il fare la promessa giusta la formola che si propone dal governo, pare che non vi sia bisogno di molta discussione per dire non esser lecito il farla.

In conformità di detta formola, deve il cardinal legato giurare « *Leges, statuta ac consuetudines regni servaturum.* » Or si sa benissimo quali leggi siano state finora in piena osservanza nella Francia, e da altra parte s'ignora la revoca delle medesime. Nella costituzione ora vigente vi sono pure due articoli, e sono il 93 e il 94, il primo dei quali va ad offendere direttamente la giustizia e concerne i beni degli emigrati, e l'altro relativo ai beni ecclesiastici detti nazionali, va ad impetere il diritto privato della Chiesa di alienare detti beni. Nè questo è un singolare giudizio dell'estensore dei presenti fogli. È stato il giudizio anche della congregazione deputata sugli affari ecclesiastici, approvato da Sua Santità, per il qual motivo la stessa Santità Sua decise non esser lecito far la promessa di fedeltà alla costituzione (decisione che per giusti prudenziali riflessi non si è pubblicata)¹. Che se è così, come potrà dunque un cardinale legato obbligarsi con giuramento ad osservare « *leges* » della Repubblica francese? Deve anche obbligarsi, secondo la formola del giuramento, ad osservare « *consuetudines regni.* » Ma sappiamo noi quali siano le consuetudini dell'attuale Repubblica? E senza bene conoscerle, potrà *tuta conscientia* un cardinal legato con giuramento obbligarsi ad osservarle?

Ma andiamo innanzi. Si soggiunge nella formola del giuramento « *Nec ullo modo... juribus, libertatibus et privilegiis ecclesiæ gallicanæ derogaturum.* » L'obbligo che assume il cardinal legato di « non derogare libertatibus ecclesiæ gallicanæ » non può non cagionare una grande amarezza in chi ben conosce

¹ Voir les pièces n° 854.

cosa al presente siano le libertà della chiesa gallicana. Comprendono queste anche le prime tre proposizioni della famosa Dichiarazione del clero gallicano dell'anno 1682, e le comprendono in maniera che formano anche la base e il fondamento delle libertà medesime.

In prova di ciò si potrebbe addurre con tutta ragione la Dichiarazione poco anzi accennata, nella di cui introduzione dicono i vescovi di essersi determinati a farlo per garantire « *ecclesiæ gallicanæ decreta a majoribus nostris tanto studio propugnata.* » Si potrebbero anche addurre le parole di Mgor Bossuet, che ebbe tanta parte in quell'assemblea, il quale nel suo « *Discorso sull'unità della Chiesa* », colloca fra le libertà della chiesa di Francia la seconda e la terza delle proposizioni suddette. Ma lasciando da parte questi argomenti, sebbene fortissimi, si addurranno specialmente le autorità di alcuni giureconsulti francesi, l'asserzione dei quali può a tutta ragione sull'oggetto presente considerarsi come superiore ad ogni eccezione....¹

La Dichiarazione adunque del clero gallicano del 1682, comprensiva delle note quattro proposizioni, facendo parte delle libertà gallicane, anzi alcune proposizioni della medesima formandone quasi la base, resta a vedere qual giudizio abbia formato la Sede Apostolica dell'accennata Dichiarazione. Per servire alla brevità, non si riporterà che al giudizio della Sa : Me : di Pio VI, nella bolla dogmatica che incomincia « *Auctorem fidei* », condannatoria del sinodo di Pistoia...

Posto tutto ciò, poco ci vuole ad intendere non potere in verun conto un legato *a latere* della Sede Apostolica obbligarsi con giuramento solenne « *non derogaturum libertatibus ecclesiæ gallicanæ.* »

Nè potrà mai essere giustificato questo giuramento dall'esempio dei cardinali che lo hanno prestato. Convieni qui rammentarsi, che il loro numero non può estendersi oltre due, il cardinale cioè di Avignone, e il cardinal Morosini, e che per rapporto a quest'ultimo, dei plausibili argomenti dimostrano, che

¹ Citation de Pithou, qui résume les libertés gallicanes dans ces deux maximes : qu'en France, le Pape n'a point d'autorité sur le temporel, et que celle qu'il a sur le spirituel est limitée par les canons et les conciles. — Le mémoire cite aussi Coquille et Fleury.

la cosa non è tanto certa, quanto si vuol far credere dagli scrittori francesi. Ma quando anche fossero molti coloro che lo hanno prestato, non sarebbe questo che un fatto più volte ripetuto. Or il fatto anche di molti non può stabilire un diritto, e rendere un'azione lecita, quando l'azione intorno della quale si aggira il fatto, è per sè stessa, e di natura sua, illecita...¹

Convien eziandio riflettere che quei legati, quali si sono permessi il controverso giuramento, hanno ciò fatto senza il consenso dei pontefici da cui avevano ricevuta la legazione. In fatti, chiunque ha anche la più piccola tintura della storia ecclesiastica degli anni, che scorsero dal 1438, in cui fu pubblicata la Prammatica Sanzione, fino all'anno 1516, in cui fu abrogata nel concilio V Lateranense generale, da Leone X, dovrà confessare che tutti i romani pontefici che vissero in quel tempo, riguardarono la suddetta Prammatica e la detestarono come una corruttela ed un abuso, e come quella che « schisma manifestum foveret et contineret », come si esprime Leone X nella bolla di abrogazione della medesima, riportata nella sessione XI del concilio suddetto, e che principia « Pastor æternus. » Come dunque si potrà credere che Callisto III, che fu fra questi pontefici, volesse acconsentire che il cardinal Coettivo promettesse di non fare alcuna cosa pregiudizievole a questa medesima Prammatica ? Nella stessa guisa, se il cardinal Morosini giurò di non derogare alle libertà della chiesa gallicana (come si vuol farci credere), egli è certo che prestò un tal giuramento senza il consenso, anzi contro l'espressa mente di Sisto V, il quale, siccome sopra si è dimostrato, gli aveva fatto notificare ch'egli riguardava le suddette libertà come l'effetto di una ingiusta violenza, e la funesta cagione che tirava dalle mani dell' Altissimo sulla Francia tutti i flagelli, sotto de' quali la medesima allora gemeva. Finalmente la prestazione del giuramento, nei termini in cui si richiede, sarebbe molto più colpevole presentemente che ai tempi dei cardinali di Avignone e Morosini. All' epoche delle loro legazioni non vi era, per quanto si sappia, in Francia alcuna legge opposta al gius naturale o divino, quindi tutta la colpa del

¹ Citation de Tertullien (au début du chap. I du livre « De velandis virginibus »).

giuramento nasceva dalla promessa di non pregiudicare alla Prammatica Sanzione, o alle libertà gallicane. Nei tempi nostri però, il suddetto giuramento è illecito (come di sopra si è dimostrato), non solo per la promessa che riguarda le libertà gallicane, ma anche per la promessa di osservare le leggi della Repubblica, di cui si conosce bastantemente il carattere.

Non essendo dunque lecito al sig. cardinal legato prestare il giuramento nei termini richiesti dal governo francese, siccome il medesimo governo è convenuto per i vescovi in una nuova formola di giuramento, concepito in termini ammessi dal Santo Padre, così pare vi sia luogo a lusingarsi che il governo medesimo, o cesserà dall' insistere sul giuramento preteso dal legato, o si contenterà che tal giuramento si faccia in quei soli termini che siano convenienti.

Dovrà quindi il sig. cardinal legato usare una prudente destrezza per evitare la prestazione di giuramento di sorte alcuna. E nel caso mai che il governo insistesse per avere ad ogni costo un qualche atto sottoscritto da lui, dovrà procurare di adottare quello più limitato, che fu prestato dalla maggior parte de' suoi antecessori cardinali legati in Francia, come si è di sopra riferito distesamente, e restringersi in conseguenza alla promessa di lasciare le funzioni e l'esercizio della legazione, e di partire anche abbisognando dalla Francia, tosto che il governo faccia a lui conoscere non piacergli ulteriormente la sua opera e la sua presenza ; poichè avendo il Santo Padre nella sua bolla dichiarato espressamente, che la legazione continui soltanto « donec id pro necessitate temporum opportunum judicabitur », ne viene in conseguenza che il cardinal legato rimane in piena libertà di tralasciare l'esercizio del suo impiego, quando così voglia il governo, mentre non potrebbe giudicarsi in verun conto opportuno di esercitarlo contro il volere del governo medesimo. Potrà anche, quando si creda necessario per tranquillizzare il governo, aggiungere la promessa di non fare alcuna cosa pregiudizievole alla Repubblica francese.

Il detto fin qui riguarda unicamente il giuramento, e non già la presentazione della bolla delle facoltà al governo, o le limitazioni e modificazioni che il medesimo vi vorrà apporre. Per quanto sia intollerabile che una potestà laica voglia rivedere,

modificare, e limitare le facoltà che ad un suo legato dà il capo della Chiesa, pure essendosi soggetti a questa legge quasi tutti gli antecedenti cardinali legati (come risulta chiaramente dal detto di sopra), non potrà il sig. cardinal legato dispensarsene, *pro bono pacis*, e per non distruggere in un momento la riunione della Francia, che costa al Santo Padre tante fatiche e tanti sacrifici.

Quindi dovrà anche in seguito usare delle sue facoltà colla naturale sua saviezza, ed in maniera da non urtare le modificazioni apposte dal governo. Potrà però procurare che si usino, in occasione della detta presentazione, registro, e limitazioni verso di lui e della sua rappresentanza, quei riguardi che si sono sempre usati in Francia in simili circostanze, e che sono espressi dagli Enciclopedia alla parola « *Légat* » ne' seguenti termini : « *Comme les papes ont toujours souffert impatiemment ces modifications, on ne les met point sur le repli des bulles ; on y marque seulement qu'elles ont été vérifiées, et l'on fait savoir au légat, par un acte particulier, les modifications portées par l'arrêt d'enregistrement.* »

Da tutte le cose ampiamente esposte di sopra rileverà l'Emo legato non esser lecito, in verun conto, inserire nel giuramento parola alcuna concernente l'osservanza delle leggi della Repubblica, e la conservazione delle pretese libertà gallicane, e non doversi nè potersi in qualunque caso usare da lui altre forme, fuori che quella in sostanza usata dai due legati d'Amboise e di Clermont¹.

II. Avvertenze per regola dell' Emo legato rapporto alle Facoltà comunicategli dal Santo Padre.

Da quanto è occorso in congiuntura di essere dalla Santa Sede stati mandati diversi sgr. cardinali legati *a latere* in Francia rilevasi, che alla riserva di qualcuno, verso cui il re e il Parlamento usarono una straordinaria specialissima condiscendenza, tutti gli altri furono obbligati a mostrare interamente le precise facoltà, delle quali erano stati muniti dai Sommi Pontefici, e che

¹ Le gouvernement français a eu connaissance de cette instruction. On en trouve un extrait traduit, aux Aff. étr. (*Rome*, vol 932, n° 181 : et *Mém. et Doc.*, vol. 94, fo 419).

spesse volte simili facoltà furono dal Parlamento limitate, ed impedito in qualche parte l'uso delle medesime.

Sarebbe quindi opportunissimo che l'odierno sig. cardinal legato, incontrando la particolare condiscendenza del governo francese, potesse rimanere esento dal preteso obbligo di mostrare le facoltà concedutegli dal Santo Padre, o che almeno lo stesso governo si contentasse della esibizione del breve generico accordato all' Em. S. in data del giorno 4 settembre, che incomincia « Cum pro tua »¹, e che, senza discendere a casi particolari, enuncia la generale autorizzazione « absolvendi, dispensandi, commutandi, condonandi, relaxandi, etc. »

Convien per altro di avere presenti due riflessioni assai serie: l'una cioè, che il tenere celate al governo le precise facoltà concesse al legato non abbia a cagionare il menomo disgusto, e forse anco ad impedire sul bel principio che S. Em. possa incominciare a farne l'uso conveniente; l'altra, che lo stesso sig. cardinale non corra pericolo di essere astretto a qualche concessione, la quale il governo giudichi essere in di lui arbitrio, coerentemente al breve di facoltà generali, ma che il realtà non debba e non possa da S. Em. accordarsi.

Ad evitare simili inconvenienti potrebbe forse riputarsi espediente che il sig. cardinale, nello esibire il mentovato breve generico, facesse destramente conoscere al governo, che Sua Santità lo ha contemporaneamente fornito delle corrispondenti istruzioni, per poter far uso in vantaggio de' cattolici francesi delle comunicategli facoltà ne' termini analoghi alla costante pratica della Sede Apostolica, e nella maggiore estensione praticata in simili casi, poichè Sua Santità non solo ha avuto in vista gli attuali bisogni spirituali de' mentovati cattolici, ma ha pensato altresì di provvedere al tempo stesso ai loro bisogni ulteriori, che potessero in appresso occorrere di mano in mano.

Con siffatta prudente insinuazione, il cardinal legato verrebbe in certo modo ad indicare tacitamente al governo gli altri due brevi di precise determinate facoltà, concedutegli dal Santo Padre in data de' 24 e 29 del mese di agosto², il primo de' quali con-

¹ Pièce n° 865.

² Voir p. 20, et p. 24, note.

cerne appunto i rimedi corrispondenti ai bisogni presenti de' cattolici francesi, e il secondo contiene i mezzi di provvedere ai loro bisogni futuri per ciò che riguardasse i regolari, le monache, e cose simili.

Che se poi S. Em. trovevasi dalle circostanze posto in istato di conoscere, che vi fosse luogo a temere qualche pregiudizievole disgusto col non manifestare al governo gli anzidetti pontifici due brevi de' 24 e 29 agosto, sarà della di lui saviezza il produrle nel modo il più conveniente, e il fare gustare al lodato governo, che i graziosi sentimenti e le speciali condiscendenze, facilitazioni, e riguardi del Santo Padre, sono tutti diretti a conservare la migliore possibile armonia, ed a favorire colla maggior possibile estensione i cattolici della Francia.

III. Istruzione per l'Emo legato *a latere* affinchè resti in qualunque circostanza provveduto convenientemente al Governo spirituale di tutti i cattolici esistenti nel dominio francese.¹

¹ Dans un mémoire soumis à S. S. le 3 octobre, Di Pietro avait examiné deux questions soulevées par le bref « Tam Multa » exhortant les anciens évêques à se démettre (voir pièce n° 732). — 1° Pour que la démission donnée par l'évêque soit parfaite et par conséquent produise la vacance du siège, faut-il qu'elle soit acceptée formellement, en consistoire, par le Pape ? Parmi les auteurs Marca et Riganti sont en désaccord ; de même les canonistes Costanzi et Durani, consultés récemment, ont été d'un avis opposé. Di Pietro établit d'abord que l'acceptation pontificale est toujours nécessaire : mais il ne s'ensuit pas qu'elle doive toujours être formelle. Dans le cas présent, la demande de démission, faite aux évêques précisément par le Pape, implique de sa part une acceptation de cette démission, qui est préalable, non formelle, mais très suffisante. Ce raisonnement juridique ne devrait pas, d'ailleurs, dispenser le Pape de répondre aux évêques démissionnaires : seulement ce bref sera surtout un témoignage d'égards envers eux ; en acceptant leur démission il permettra surtout de les féliciter de l'avoir donnée. — 2° Si l'on admet que dans le cas présent la démission produise la vacance, comment le diocèse sera-t-il administré jusqu'au jour où il aura un nouveau titulaire ? En droit ordinaire, l'administration est dévolue à un vicaire capitulaire, élu par le chapitre : Mais comme aujourd'hui les chanoines sont morts, dispersés ou schismatiques, c'est au St-Siège qu'il appartient de pourvoir aux besoins religieux du diocèse. Di Pietro propose de s'en remettre au légat, qui, comme représentant du Pape, maintiendrait les vicaires généraux actuels dans l'exercice de leur administration, et au besoin en désignerait de nouveaux.

Toutes ces idées ont été approuvées par S. S. (lettre de Consalvi à Di Pietro, du 4 octobre). On verra qu'en effet le bref de félicitations, conseillé par Di Pietro, a été adressé successivement aux évêques démissionnaires. Quant au maintien des vicaires généraux après la démission de l'évêque, la présente instruction a pour objet d'en conférer la faculté au Légat.

Poichè la Santità di Nostro Signore ha già eccitati tutti i legittimi vescovi della Francia e degli altri luoghi attualmente soggetti alla Francese repubblica, avverrà presto il caso che per la rispettiva dimissione di tali vescovi, cessino le facoltà da ognuno di essi comunicate ai propri vicari per supplire ai bisogni delle loro diocesi.

Alcuni di tali vescovi parteciperanno forse ai vicari la loro dimissione, e la cessazione di ogni loro giurisdizione, nell'atto stesso che avranno ricevuto, e risposto al breve pontificio: altri vescovi poi aspetteranno forse ad eseguire una simile partecipazione, dopo che sappiano essere stata la dimissione loro accettata formalmente da Sua Santità.

In ognuno di detti casi, è indispensabile che venga direttamente dal Sommo Pontefice provveduto al governo spirituale dei cattolici di qualunque diocesi, affinchè tra la vacanza delle chiese e la istituzione dei nuovi vescovi non abbia ad esservi alcun spazio di tempo, in cui manchino agli stessi cattolici tutti questi aiuti, de' quali possono abbisognare.

E su questo proposito potrà bene avvenire, che per giusti gravissimi motivi Sua Santità non deve permettere in verun caso che i capitoli nelle attuali circostanze procedano a qualsisia atto di deputazione de' vicari capitolari.

Quindi la Santità Sua comunicando all' Emo sig. cardinal Caprara, legato *a latere*, tutte le facoltà per simile oggetto necessarie ed opportune, lo incarica di usare ogni maggiore preventiva diligenza, e di comunicare senza indugio agli attuali vicari generali deputati dai legittimi vescovi, l'autorità delegata per continuare nell' esercizio di tutte le loro facoltà ordinarie e straordinarie, sino al possesso delle rispettive chiese che prenderassi dai nuovi vescovi, o sino a tanto che venga dalla Sede Apostolica per mezzo dello stesso sig. cardinal legato provveduto diversamente; e ciò ad effetto che possa l'Em. S. essere in libertà di variare la persona di qualche vicario, quando giuste ragioni concorressero a così dover fare per la tranquillità della Chiesa, e per il buon governo delle diocesi.

Così pure dovrà l'Em. S. destinare nuovi vicari generali in quelle diocesi, quali o per morte, o per dimissione, o per altre ragioni, ne fossero già rimaste o venissero a rimanerne prive.

Debbe altresì farsi riflettere, che oltre i vescovi, i quali hanno a dimettere interamente e liberamente le loro sedi, vi sono di più altri vescovi dalle cui sedi hanno a dismembrarsi delle porzioni di diocesi, ove in maggiore, ed ove in minore estensione. Dovendosi pertanto dalla Sede Apostolica provvedere anco a queste parti di diocesi, che verranno a rimanere senza il loro ecclesiastico superiore, viene da Sua Santità incaricato egualmente il sig. cardinal legato a deputare idonei soggetti ecclesiastici per interim amministratori del governo spirituale di tali luoghi, comunicando a ciascuno di essi tutte quelle facoltà ordinarie e straordinarie, che saranno giudicate corrispondenti al bisogno.

IV. Avvertenze da usarsi dall' Emo sig. cardinal legato, per rapporto specialmente ai Vescovi costituzionali.

Sono ben cogniti a S. Em. i diversi brevi della Sa: Me: di Pio VI, e specialmente quello che incomincia « Charitas » del 13 aprile 1791, nel quale parlando della costituzione chiamata Costituzione civile del clero, dichiara essersi questa riconosciuta « ex principiis coalescere ab hæresi profectis, adeoque in pluribus decretis hæreticam esse, et catholico dogmati adversantem, in aliis vero sacrilegam, schismaticam, jura Primatus et Ecclesiæ evertentem, disciplinæ cum veteri tum novæ contrariam, non alio denique consilio excogitatam atque evulgatam, nisi ad catholicoam religionem abolendam. » Conosce quindi altresì S. Em., che sarebbe opportunissimo il non avere comunicazione veruna coi vescovi costituzionali, i quali hanno professato sino ad ora, e, quel ch'è peggio, continuano a sostenere una dottrina interamente opposta alla dottrina di Gesù Cristo.

Siccome peraltro avverrà facilmente, che molti di simili vescovi si presentino al sig. cardinale, così non dovrà egli ricusarsi affatto dal vederli e dal trattarli umanissimamente, al pari di qualunque altra persona privata. Dovrà bensì l'Em. S. stare avvertita ad un tempo di astenersi scrupolosamente dal risguardare tali soggetti come veri vescovi, e dal condursi seco loro in quella forma, che condurrebbesi coi vescovi legittimi, procurando di far ad essi con savia destrezza comprendere non potere

il legato della Santa Sede Apostolica considerargli diversamente da quello gli considera il capo di Santa Chiesa. Un simile riservato contegno del sig. cardinal dovrebbe impedire a tali vescovi costituzionali lo avere coraggio di muovere disputa intorno alla mentovata costituzione. Se però ciò non ostante alcuni dei medesimi si prenderanno la libertà di eccitare questioni, dovrà S. Em. con tutta quella avvedutezza e prudente disinvoltura di cui è fornita, scansare ad ogni patto di interloquire su di esse, restringendosi a far loro sovvenire il notissimo detto di S. Agostino sulle controversie coi Pelagiani: « Quid adhuc quæris examen, quod apud Apostolicam Sedem factum est? Romæ rescripta venerunt: causa finita est. » Il qual sentimento del S. Dottore deve nel caso nostro avere una tanto maggior forza, in quanto che tutto il corpo de' vescovi della Chiesa cattolica, vale a dire tutta la Chiesa, ha aderito al giudizio del supremo suo capo; lo che a seconda ancora de' principi de' teologi francesi fasi, che il di lui giudizio debba aversi per irrefragabile. E conseguentemente il sig. cardinale, colla sua propria dolcezza e penetrante insinuazione, dovrà farsi strada a procurare d'indurre tali soggetti a detestare i loro errori, col promettere ubbidienza al Romano Pontefice, e col professare una sincera adesione, e una rispettosa sommissione ai giudizi emanati dalla Santa Sede intorno agli affari ecclesiastici della Francia.

V. Altre avvertenze da usarsi dall' Emo sig. cardinale legato per rapporto specialmente ai Vescovi intrusi.

Si prevede molto difficile, che l'Emo sig. cardinale legato possa riuscire di astenersi dall' interloquire sull' errore attualmente prediletto dai Costituzionali, concernente la pretesa canonicità o legittimità della loro istituzione, ossia titolo.

Principiarono costoro dal pretendere che l'elezione, e destinazione ai vescovadi fatta nelle loro persone dalla podestà secolare in seguela de' decreti dell' Assemblea Nazionale, fosse sufficiente a dar loro la missione canonica, ossia la giurisdizione necessaria per le funzioni pastorali. Ma fu facile il convincerli che questo loro principio era evidentemente ereticale, come che op-

posto diametralmente a un canone dogmatico del concilio di Trento, ch'è il canone VII della sess. XXIII...

Abbandonato pertanto questo appiglio, ne scelsero un altro, ed è quello appunto sul quale presentemente fanno gran forza, vale a dire, che la podestà di giurisdizione è essenzialmente connessa con la sagra ordinazione; dal che inferiscono, che ai vescovi costituzionali validamente ordinati non manca la canonica istituzione ed ecclesiastica giurisdizione. Basta leggere i recentissimi loro scritti per persuadersi essere questo l'Achille, sul quale essi ora si appoggiano.

Non potrà, come già si è detto, l'Emo legato in qualche circostanza dispensarsi dall' interloquire su d'un oggetto della più grande importanza nel momento presente. Qualora ciò accada, dovrà egli scansare di entrare in disputa, e dovrà limitarsi a proporre a coloro, con cui si vedrà costretto di parlarne, le massime ammesse da tutti i cattolici, distruttive del surriferito erroneo principio, le quali ora si accenneranno con la maggiore possibile brevità.

Non può da chi è cattolico sostenersi, che la potestà di giurisdizione, ossia la potestà di regime sia inseparabilmente congiunta colla sagra ordinazione. In fatti è stata dottrina costante della Chiesa di considerare come privi della potestà di giurisdizione quei vescovi, i quali sebbene validamente ordinati, erano stati installati nelle sedi vescovili contro le leggi canoniche veggianti. Notissimo è il canone VI del concilio Niceno I...

Notissimo finalmente (per lasciare da parte altri innumerevoli esempi consimili) è il fatto di S. Nicolo I, il quale non riguardò mai come vescovo Fozio, ordinato in luogo di S. Ignazio, patriarca di Costantinopoli ingiustamente deposto...

Questa costante dottrina della Chiesa, ch'è la colonna e il firmamento della verità, poggia sul solidissimo fondamento, che la potestà dell' ordine è distinta della potestà del regime. La prima è immediatamente comunicata da Dio nella sagra ordinazione, nè può mai più togliersi. La seconda, o non è immediatamente comunicata, o lo è soltanto radicalmente, in modo che a spiegarla, ed a validamente esercitarla, si richiede l'assegnazione di una porzione di gregge per umana legittima autorità. Ed in fatti, che niun vescovo abbia per diritto divino una tale deter-

minata porzione di gregge assegnata, si rende manifesto da ciò, che non sia porzione di gregge, che non possa ampliarsi o restringersi, come avviene nelle unioni o dismembrazioni, nelle soppressioni, o nuove erezioni di vescovadi. Se per diritto divino fosse fatta nella sagra ordinazione determinatamente ad un vescovo l'assegnazione di quella porzione di gregge, che forma la sua diocesi, non potrebbe questa variarsi per alcuna facoltà umana; siccome per niuna umana autorità può variarsi l'assegnazione di tutto l'ovile al Papa, perchè fatta determinatamente da Dio al successore di Pietro.

Non ricevendo pertanto i vescovi, sebbene validamente ordinati, la potestà del regime sopra di un popolo determinato, e non essendo loro assegnata alcuna porzione del gregge di Gesù Cristo per l'atto istesso della loro ordinazione, è indubitabilmente necessario che sia loro comunicata una tal potestà, e fatta la necessaria assegnazione, da chi ha la pienezza di autorità sopra l'intero gregge di Cristo, cioè dal Romano Pontefice, di cui è un diritto privativo il dare ai vescovi la missione canonica.

Per togliere ogni sotterfugio ai Costituzionali, sarà bene avvertire, che questo diritto privativo del Sommo Pontefice può intendersi in due maniere: o che sia talmente privativo che neppure dal Papa possa comunicarsi ad altri, ed in tal senso non vi ha chi sostenga una siffatta privativa; ovvero che questo diritto risieda nel Papa, che non possa essergli tolto, nè possa convenire ad altri se non per partecipazione d'autorità derivata dalla Prima Sede, ed in questo senso si sostiene, che dalla supremazia del Primato è derivata una preeminenza d'autorità nei patriarchi, ed indi nei metropolitani, e nei concili provinciali. Il diritto esercitato da questi nelle elezioni e ordinazioni de' vescovi non contradice in verun modo la verità di ciò che si è premesso, che intera risieda presso il Romano Pontefice l'autorità di assegnare pastori alle rispettive porzioni del gregge.

In vista delle ragioni che si sono finora brevemente accennate, il sacrosanto concilio di Trento, nella sess. XXV, can. VIII, definì: « Si quis dixerit episcopos, qui auctoritate Romani Pontificis assumuntur, non esse legitimos et veros episcopos... anathema sit. ¹ »

¹ Dans un « foglio a parte » on a ajouté une citation de Benoît XIV (*Bullar.*, t. IV), et une de Thomassin (Rép. aux notes d'un anonyme, en tête de sa « Discipline »).

VI. Istruzione per l'Emo legato circa la formola del Giuramento da prestarsi dai nuovi vescovi dopo ottenute le bolle apostoliche.

La formola di giuramento per corti estere è concepita nei precisi termini dell' acchiuso foglio, segnato lettera A, secondo che distesamente riportasi nel « Pontificale Romano »;¹ e in sì lungo tempo non ha cagionato mai [obiezioni] sino alle ultime parole del paragrafo « si sono rammentati », che termina il giuramento in questione.

E poichè nella convenzione stabilita tra la Santa Sede e il governo francese apertamente dichiarasi, che il Santo Padre darà la canonica istituzione ai vescovi secondo le forme stabilite rapporto alla Francia innanzi all' attuale cambiamento del governo, sembrerebbe non potersi dal governo medesimo eccitare alcuna giusta querela, se ai novelli vescovi si prescrivesse il mentovato giuramento negli stessi precisi termini dell' anzidetta formola, segnata lettera A, mentre appunto in tali termini si è prestato sempre in addietro da tutti i vescovi della Francia.

Nulla di meno però, se il sig. cardinal legato o avrà dal governo francese qualche istanza su tal proposito, o anco senza verun' istanza preventiva avrà fondato motivo di temere, che possano dal governo muoversi delle difficoltà, e derivarne amarezze per riguardo ad alcune espressioni del giuramento medesimo; il Santo Padre, non solo pel suo amore della pace, e pel vivo desiderio di mantenere la reciproca buona armonia col lodato governo francese, ma ben anco per dimostrare tutta la possibile condiscendenza a qualunque di lui istanza, e per prevenirè anzi qualunque di lui brama, autorizza l'Emo legato a far conoscere apertamente la determinazione già presa da Sua Santità di permettere, che da qui innanzi coi vescovi della Francia si usi quella stessa condiscendenza, che la Santa Sede pratica coi vescovi della Russia, dell' Ibernia, e della Prussia²; cosicchè in luogo

¹ Voir cette formule dans les éditions successives du Pontifical Romain (partiel).

² Di Pietro, a expliqué ainsi les précédents de cette formule nouvelle: (Dans les derniers temps, l'ancienne formule ayant été attaquée), « quindi incominciarono su di ciò a nascere de' sospetti insinuati negli animi dei sovrani per opera de' nemici della S. Sede. Difatto il defonto imperatore Giuseppe II ne affacciò pur egli qualcuno; ma convinto per le ragioni allegate dalla Sa : Me : di

del giuramento secondo l'antica formola, segnata lettera A, sarà ad essi prescritto unicamente il giuramento secondo l'altra formola, qui compiegata sotto la lettera B, della quale debbe aversi fondata speranza, che il governo sarà per dichiararsi pienamente contento.

Quantunque poi ben si sappia che il sig. cardinal legato, il quale nella precedente sua lunga carriera delle nunziature apostoliche avrà avuto più volte alle mani simili materie, sarà in istato di schiarire da sè medesimo qualunque dubbio, che potesse nascere sopra qualche espressione della seconda detta formola di giuramento ; ciò non ostante, ad unico oggetto di minorare a S. Em. l'incomodo, si accenna qui di passaggio :

Che il giurare l'osservanza delle riserve e provisioni apostoliche, come non pregiudica ai speciali indulti, concessioni e privilegi de' vescovi degli altri stati, così non può punto pregiudicare ai privilegi, concessioni ed indulti de' vescovi della Francia e del governo francese, nel modo appunto, che non ha mai pregiudicato in addietro ai privilegi, concessioni ed indulti dei passati re della Francia.

Che l'obbligarsi i vescovi di venire al sinodo, qualora vi siano chiamati, e non siano canonicamente impediti, si è praticato sempre, e si pratica in tutti gli stati, benchè sia noto essere all' effetto necessario il permesso del rispettivo governo, affinchè i vescovi possano allontanarsi dai loro paesi.

Che l'altro obbligo di visitare i sagri limini in ciascun quadriennio, quantunque si esprima nel giuramento con termini as-

Pio VI, non si parlò più da quel monarca di opporvi ostacolo nè d'indurvi variazioni, e soltanto gli piacque di esigere dai vescovi de' suoi domini un atto separato di giuramento di fedeltà al sovrano, che non repugna a quello che si presta al Sommo Pontefice. Le voci sparse predentemente sopra gli enunciati sospetti di Giuseppe II suscitavano de' dubbi nell' animo dell' imperatrice delle Russie Caterina II, e quindi nella circostanza che l'eletto vescovo di Gadara *in partibus*, destinato coadiutore dell' arcivescovo di Mohilev, doveva prestare il suddetto consueto giuramento, domandò quella sovrana che ne fossero cambiate alcune espressioni. » (Le S. Siège y consentit) « Posteriormente usò la S. Sede uguale condiscendenza coi vescovi del regno d'Ibernia, onde svanissero le calunnie inventate contro il mentovato giuramento. Questo stesso tratto di condiscendenza ha usato la Santità di N. S. felicemente regante rispetto gli arcivescovi e vescovi di Prussia, ad istanza di quel sovrano, con decreto degli 8 settembre anno prossimo passato » (Arch. du Vatican).

sai precisi, nulladimeno la Santa Sede ha sempre permesso, e permette costantemente senza la menoma difficoltà, che si adempia dai vescovi per mezzo di qualunque persona ecclesiastica già dimorante in Roma, senza che ciò porti dispendio di sorte alcuna.

Che finalmente l'obbligo di non alienare i possedimenti della mensa vescovile, come è infisso di sua natura a qualunque vescovo, che ne è semplice amministratore ed usufruttuario, così non può incontrare la menoma difficoltà per parte del governo francese, doppoichè questi nella citata solenne convenzione ha dichiarato voler permettere ai cattolici di provvedere le chiese con nuove fondazioni. E quantunque si sappia, che tale permissione del governo estenderassi ora unicamente a semplici rendite, non potrà ciò recare il menomo ostacolo, mentre usandosi nel giuramento soltanto la parola « possessiones », vi ha tutto il luogo ad interpretarla genericamente per rendite, o annuali o mensuali, o temporarie o perpetue, delle quali o godano in principio, o possano godere in progresso le chiese vescovili. E appunto perchè non nasca il menomo dubbio su tale articolo, il Santo Padre si è degnato permettere che sul giuramento lettera B, al periodo riguardante i beni della mensa, siansi omesse le espressioni « nec de novo infeudabo », le quali si leggono nell'antica formola segnata A, e dalle quali avrebbe potuto inferirsi, che la parola « possessiones » dovesse significare non semplici rendite, ma pur anco beni fondi.

(Annexe)

Forma juramenti (lett. B) ¹.

Ego N., electus ecclesiæ N., ab hac hora in antea fidelis et obediens ero Beato Petro Apostolo, Sanctæque Romanæ Ecclesiæ et Domino nostro N., Papæ N., suisque successoribus canonice intrantibus. Non ero in consilio, aut consensu vel facto, ut vitam

¹ La formule du Pontifical Romain (formule A) diffère de celle-ci en plusieurs points : 1° avant les mots : « Vocatus ad synodum », elle contient cette phrase : « Hæreticos, schismaticos et rebelles eidem domino nostro vel successoribus prædictis pro posse persequar et impugnabo » ; 2° elle dit que la visite à Rome aura lieu « singulis trienniis », au lieu de « singulis quadrienniis » ; 3° à la fin du § sur les « Possessiones », elle ajoute : « Et si ad aliquam alienationem devenero, poenas in quadam super hoc edita constitutione contentas eo ipso incurrere volo » ; 5° elle ne contient pas le dernier § « Hæc omnia et singula, etc ».

perdant aut membrum, seu capiantur mala captione, aut in eos violenter manus quomodolibet ingerantur vel injuriæ aliquæ inferantur, quovis quæsito colore.

Consilium vero, quod mihi credituri sunt per se aut per nuntios suos, seu litteras, ad eorum damnum, me sciente, nemini pandam. Papatum romanum et regalia Sancti Petri adjutor eis ero ad retinendum et defendendum, salvo meo ordine, contra omnem hominem. Legatum Apostolicæ Sedis in eundo et redeundo honorifice tractabo, et in suis necessitatibus adjuvabo. Jura, honores, privilegia et auctoritatem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, domini nostri Papæ et successorum prædictorum, conservare, defendere, augere et promovere curabo. Neque ero in consilio, vel facto seu tractatu, in quibus contra ipsum dominum nostrum vel eandem Romanam Ecclesiam, aliqua sinistra vel præjudicialia personarum, juris, honoris, status et potestatis eorum machinentur. Et, si talia a quibuscumque tractari vel procurari novero, impediam hoc pro posse, et quanto citius potero, significabo eidem domino nostro, vel alteri per quem possit ad ipsius notitiam pervenire.

Regulas sanctorum Patrum, decreta, ordinationes seu dispositiones, reservationes, provisiones, et mandata apostolica, totis viribus observabo, et faciam ab aliis observari. Vocatus ad synodum veniam, nisi præpeditus fuero canonica præpeditio. Apostolorum limina singulis quadrienniis personaliter per me ipsum visitabo; et domino nostro ac successoribus præfatis rationem reddam de toto meo pastoralis officio, ac de rebus omnibus ad meæ ecclesiæ statum, ad cleri et populi disciplinam, animarum denique, quæ meæ fidei traditæ sunt, salutem quovis modo pertinentibus, et vicissim mandata apostolica humiliter recipiam, et quam diligentissime exsequar. Quod si legitimo impedimento detentus fuero, præfata omnia adimplebo per certum nuntium ad hoc speciale mandatum habentem, de gremio mei capituli, aut alium in dignitate ecclesiastica constitutum seu alias personatum habentem; aut, his mihi deficientibus, per diæcesanum sacerdotem; et, clero deficiente omnino, per aliquem alium presbyterum sæcularem vel regularem, spectatæ probitatis et religionis, de supradictis omnibus plene instructum. De hujusmodi autem impedimento

docebo per legitimas probationes ad Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalem proponentem in congregatione Sacri Concilii, per supradictum nuntium transmittendas.

Possessiones vero ad mensam meam pertinentes non vendam, nec donabo, neque impignorabo, nec de novo infeudabo¹; vel aliquo modo alienabo, etiam cum consensu Capituli ecclesiæ meæ.

(Convorrà riflettere se convenga, o nò, inscrivere nella formola di giuramento le parole lineate di contro, oppure se convenga ometterle, giacchè, sebbene al presente le chiese della Francia non abbiano beni fondi, pure potrebbero averli da qui a poco tempo, come si rileva dall' articolo XV della convenzione, nel quale si dice: « Idem gubernium curabit ut catholicis in Gallia liberum sit, si libuerit, ecclesiis consulere novis fundationibus. »)

Hæc omnia et singula eo inviolabilius observabo, quo certior sum nihil in illis contineri, quod juramento fidelitatis meæ erga gubernium per constitutionem Gallicanæ reipublicæ statutum, quod art. VI conventionis recensetur, adversari possit. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei evangelia.

(Arch. du Vatican)².

889. — Consalvi à Spina.

(en chiffres)

Roma, 7 ottobre 1801.

Nel dispaccio di M. Talleyrand a M. Cacault sulle statue, si

¹ On a vu plus haut que le Pape consentait, en cas de besoin, à la suppression de ces derniers mots. La note « Convorrà, etc. » montre qu'on avait même pensé, à Rome, à supprimer entièrement le § « Possessiones ».

² Les instructions préparées pour le Légat par Di Pietro, tant sur la formule du serment des nouveaux évêques, que sur la conduite à tenir envers les évêques intrus, ont été examinées par une congrégation particulière, composée des card. Albani, Antonelli, Gerdil, J. Doria, Carandini et Consalvi. On conserve au Vatican leurs avis individuels: le plus intéressant est celui de Consalvi, daté du 14 septembre. Ce cardinal non seulement admet la nouvelle formule du serment, mais incline à en retrancher la phrase « Possessiones etc. » A propos des intrus, il voudrait que les questions relatives au clergé constitutionnel du second ordre ne fussent pas omises. Il termine en disant: « Egli è sì vero, che nella efficace voglia fatta nascere nell' animo del P. Console di nominare vari intrusi, si correrà un certo rischio di grande amarezza fra la S. Sede ed il governo francese in sì delicata materia, che io ripeterò sempre che tutto lo studio e lo sforzo del sig. cardinale legato, profitando anche della fortunata combinazione della personale opinione che ha di lui il P. Console, deve esser diretto a persuadergli che non è del suo interesse il nominarli, come quelli che non avendo la pubblica stima (né l'acquisteranno con sì imperfette ritrattazioni), non potranno mai servirlo in conciliare al governo il vero amore del popolo ad essi commesso. »

legge che il governo « saprei conciliare i riguardi dovuti alla politica, colla protezione che accorda alle arti. » Temo assai che ciò voglia dire, che rilasciando maggior parte della roba, il governo chiederà due o tre pezzi (dei migliori, cioè l'Antinoo di Brasehi, e qualche altro di Albani), pagandoli. Ma nè essi vogliono vendere, nè il governo vuol privare Roma di questi pezzi. Bisogna dunque ch'ella scopra per mezzo dell' abbate Bernier e di Azara, e ripari questo fatal colpo; ma bisogna farlo con giudizio.

So di certo che Duveyrier scrive, che Talleyrand gli ha detto che sul punto dei beni nazionali il Primo Console tormentato ha risposto, che ne parlerà con il cardinal legato. Ella prevenga S. Em., che tenga fermo in caso, e che si stia al quarto del prezzo speso nell' acquisto, come si è combinato...

Ho preso il partito di chiudere nella cassetta della ratifica e della bolla alcune altre istruzioni per S. Em.¹, sperando che così non siano vedute, e la cassetta le arrivi intatta.

In breve le manderò la corona per Mad^e Bonaparte. Le manderò ancora una lettera di Nostro Signore pel Primo Console, com' ella suggerì. Non ho avuto il tempo di farla: a me ne dispiace; ma si farà presto. Circa i regali per i tre plenipotenziari, sto aspettando quel nuovo avviso ch' ella mi disse che mi darebbe circa Giuseppe; il che necessariamente sospende gli altri due. Mi dispiace che la di lei lettera non giunga ancora, temendo che il differire paia negligenza nostra. Ci pensi lei che non se ne maravigliano?

Circa l'affare di Malta, se mai le pare che il cardinal legato possa non bastare per fare esattamente la cosa nel suo pieno, agisca e parli anche lei, specialmente a Kolytchev, ed anche con Bernier e Talleyrand se bisogna. È cosa delicatissima; onde me le raccomando molto. Il Papa ne è in molta pena, e timore che avesse da disgustarsi la Russia. Vi badi per carità.

(Cultes, Arch. de Caprara)².

¹ Pièces n° 888.

² A cette pièce était jointe une longue dépêche sur l'affaire de Malte. «... l'empereur de Russie ha scritto al Papa nei più amichevoli termini (senza però parlare di questo affare), invitando il nunzio, e nominando qui per reciprocenza il suo incaricato di affari nella persona del conte Cassini, che prima non era che console, e dimostrando tutta la sua propensione per gli interessi spirituali e temporali della Santa Sede.. » Consalvi expose l'embarras où il se trouve. D'une

890. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 15 vendémiaire an X (7 octobre 1801).

Le Pape a fait copier ici en parchemin, avec beaucoup de soin, la convention faite à Paris avec la ratification signée de sa main, et la bulle qui a été convenue, signée et authentiquée dans les formes accoutumées. L'une et l'autre de ces pièces a une très belle reliure, et les sceaux sont attachés à l'expédition de la convention. Le cachet du Pape, l'anneau de Saint-Pierre, est dans une belle boîte de vermeil. Tout a été fait avec la magnificence dont vous avez donné l'exemple.

J'ai fait charger notre courrier de France ordinaire, qui vient à Rome régulièrement toutes les semaines, de porter à Paris la boîte qui renferme ces deux pièces importantes. La boîte est adressée à Mgr Spina. Il la recevra au même moment où cette lettre vous sera remise. Ainsi le cardinal légat aura, à son arrivée à Paris, cette belle expédition de la bulle du Pape.

P. S. — Mgr le cardinal Consalvi expédie à Mgr Spina, par le même courrier de France qui portera la bulle et le concordat, une autre boîte contenant un chapelet que le Pape envoie à Mad^e Bonaparte, épouse du Premier Consul. Ce chapelet est de la même qualité que ceux que le Pape donne aux grandes princesses. Les grains sont de lapis lazuli ; la Vierge est un camée entouré de petits diamants : c'est tout ce qu'on pouvait faire de mieux dans ce genre.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

891. — Maury à Louis XVIII.

Montefiascone, 23 septembre 1801.

... V. M. daigne, dans sa grande bonté, égale à sa modestie qui seule est de niveau à ses rares talents, me demander conseil dans de si effroyables circonstances...

Nous ne savons rien, absolument rien, des articles du traité...

part, il voudrait ménager au S. Siège l'appui de la Russie, et pacifier l'Ordre par une élection nouvelle; d'autre part, il craint de s'exposer à reconnaître l'autorité du Grand Conseil de Russie, qui est schismatique, et à mécontenter l'Empereur, ou la France, ou même l'Espagne, bien que cette dernière puissance agisse par le seul intérêt de s'approprier les biens de l'Ordre. Il a paru prudent à Consalvi de tout communiquer à Cacault, sous le secret.

L'excommunication, qui protège ce grand secret, leur sert de prétexte pour le cacher sévèrement ; mais c'est Bonaparte qui l'a exigé, ce secret absolu, et c'est là surtout ce qui le rend impénétrable à Rome. Or, il a sans doute ses raisons pour l'exiger, et il n'est pas aisé de le deviner... Mais enfin ce secret, si fidèlement gardé, ne permet pas d'engager verbalement une discussion contradictoire avec le Pape. Il n'avouerait rien, ne nierait rien, et sourirait pour toute réponse, quand on croirait triompher de ses préventions et subjuguier ses opinions ou sa conscience... Cette astucieuse précaution, qui m'ôte tout espoir d'un pugilat personnel avec le Pape, qui est très silencieux et très fin, est encore renforcée en seconde ligne par une autre précaution diabolique, qu'on a prise pour éviter à Rome toute discussion,... en ne délibérant sur rien à Rome, et en commettant l'exécution à un légat *a latere*, qui réglera tout à Paris. Avant que le légat ait publié ses décisions, on ne sait où l'on en est, et l'on ne peut rien dire : quand il les aura divulguées, il ne sera plus temps de rien empêcher... On ne peut donc rien faire à Rome en ce moment...

Les mêmes considérations me paraissent détourner V. M. de toute intervention publique dans cette grande affaire. On ne frappe fort qu'en frappant juste, et comment frapper juste dans les ténèbres ? Mon avis est donc que V. M. doit observer, attendre, et s'abstenir de toute démarche précipitée...

J'examine à présent le parti qu'il convient de prendre relativement aux évêques de France. La scission qui vient d'éclater entre eux, mais dans une très grande minorité, au sujet de la promesse de fidélité à la constitution, ne me paraît nullement présager une division dans la discussion qui va s'ouvrir entre eux ; s'il est vrai, comme on le débite, que tous leurs sièges doivent vaquer par démission, par suppression ou par déposition...

Dans une crise si horrible, je pense que l'unique parti que puisse prendre le Roi sans se compromettre, c'est de faire insinuer à tous les évêques de son royaume, qu'ils ne doivent faire d'autre réponse aux suggestions ou aux sommations de Bonaparte, qu'en demandant à se réunir tous pour délibérer en commun et se rallier à une résolution uniforme. Je ne crois pas qu'un concert si modéré éprouve de l'opposition, à moins qu'il n'existe des capitulations individuelles, parce que ce moyen terme ne

serait ni une adhésion ni un refus, et que chacun devrait se féliciter de soustraire son avis à une responsabilité personnelle, par l'autorité du corps. Si cet expédient était adopté, quelque difficile que soit la réunion des évêques dispersés à de si grandes distances, je désirerais que ce congrès se tint en Angleterre, soit parce que Londres est le foyer le plus nombreux des évêques français, soit parce qu'on y trouverait plus de sûreté, plus de liberté et plus de ressources pour le présent et pour l'avenir que partout ailleurs, soit enfin parce que cette île est encore plus accessible par la voie de la mer qu'aucun autre point du continent, où je ne vois d'ailleurs nulle protection rassurante. Si ce plan était adopté, il nous ferait gagner du temps, ce qui est toujours très précieux en affaires, et en outre il fournirait au Roi la facilité de se prévaloir des principes et de l'ascendant des évêques qui lui sont le plus dévoués, pour les acheminer tous vers la détermination la plus favorable au bien de son service. En supposant même qu'il y eût scission dans une pareille assemblée, scission à laquelle il y aurait des remèdes à opposer, je préférerais ce partage d'avis dans un corps délibérant, où la majorité serait pour le bon parti, aux incurables opinions discordantes de tant d'individus isolés, plus aisés à corrompre ou à séduire.

Je sou mets, en tremblant, ces réflexions aux lumières de V. M. Dans l'état malheureux où elle se trouve, elle ne doit pas se compromettre, et je dirai presque que rien de ce qui est étranger à son conseil ne peut la compromettre. Au moment où Dieu nous fera la grâce de la rétablir sur son trône, elle dissipera d'un souffle tout ce qui aura été fait contre ses intérêts. Je tiens assurément, plus que personne et pour toute ma vie, à l'immuable intégrité de mes premiers principes ; mais j'avoue loyalement que je regarde comme l'un des plus sûrs moyens qui puissent en préparer et en assurer le triomphe, le prompt rétablissement de la religion catholique, religion monarchique par reconnaissance, par instinct, par devoir, et protectrice fidèle de tous les droits légitimes...

Maury à Louis XVIII

(en chiffres)

Montefiascone, 6 octobre 1801.

... Plusieurs évêques français, effrayés des bruits qui les me-

nacent, m'ont écrit pour me demander conseil. Je leur ai répondu qu'ils devaient s'abstenir de toute détermination isolée, et demander à se réunir tous à Londres, pour délibérer sur la conduite uniforme qu'ils ont à tenir dans une crise si terrible. Ils ne savent pas encore si c'est leur col, ou simplement leurs épaules, qu'ils doivent présenter aux exécuteurs. Il paraît qu'ils seront fort divisés entre eux. On assure que l'évêque de Langres vient de publier un écrit, dans lequel il essaie de prouver que tous les évêques doivent donner leur démission, si le Pape la demande, quand même ils devraient être remplacés par des intrus. Tout le monde ne sera pas de son avis. L'épiscopat ne peut tirer sa force que de son union. Qui sait au reste si l'on n'annonce pas tous ces arrêts de mort, pour disposer les évêques à recevoir avec une sorte de reconnaissance la flagellation un peu sévère qu'on leur prépare ?

Le cardinal doyen, qui avait montré jusqu'à présent la plus forte résistance, se déclare verbalement à Rome partisan du traité. La peur, si naturelle à son âge, et l'horrible dérangement de ses affaires ont pu le faire changer de discours, sans qu'il ait changé de principes. On cite beaucoup à Rome l'exemple de la pacification de l'église d'Angleterre sous Jules III par le cardinal Polus, et on dit que les instructions qui furent données à ce cardinal, ont été la règle des négociateurs de Pie VII...

(Pap. de Maury)¹.

892. — Protestation de Louis XVIII.

Varsovie, 6 octobre 1801.

Par sa note du 25 août², le Roi avait prévenu M. le cardinal Maury qu'il déposerait secrètement entre ses mains un acte conservatoire de ses droits. Il eût été à désirer sans doute, qu'avant de faire cet acte, le Roi eût une connaissance entière des conditions arrêtées entre le Pape et Bonaparte ; mais les occasions sûres de communication sont trop rares, pour que le Roi ne saisisse pas celle qui se présente aujourd'hui, et il vaut mieux faire une protestation moins parfaite que de s'exposer à n'en point faire du tout.

¹ Ces deux lettres de Maury ont été publiées en entier par Mgr. Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 177 et s.). — Voir aussi la lettre du cardinal du 10 octobre (*id.*, p. 192).

² Pièce n° 748.

Cette protestation doit demeurer secrète, quant à son contenu et à son dépositaire. L'aventure de Baireuth¹ n'a que trop fait sentir au Roi combien cette mesure est nécessaire pour la sûreté de l'acte même, mais surtout pour celle de M. le cardinal Maury; et S. M. lui prescrit de ne jamais faire connaître à personne que l'acte soit entre ses mains.

Le Roi regrette vivement de ne pouvoir mettre M. le cardinal Albani dans le secret; mais en matière d'État on ne doit point écouter les affections particulières, même les plus justes, et ce respectable doyen doit ignorer l'existence même de la protestation. Mais le Roi charge avec plaisir M. le cardinal Maury de lui faire savoir combien il est touché de sa conduite en cette occasion.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront.

Les mesures arrachées à notre très saint père le Pape, par une violence dont nous gémissons d'autant plus qu'elle est exercée par des Français, sont d'une nature qui nous oblige à prendre des précautions, que nous ne pourrions omettre, sans manquer au devoir que nous impose la double qualité de roi et de protecteur né des églises de France.

Il vient d'être fait, entre le pape Pie VII et l'usurpateur de notre autorité, une convention qui ne nous est pas encore textuellement connue, mais dont plusieurs articles, parvenus à notre connaissance, portent évidemment atteinte aux droits de notre couronne, comme à ceux des évêques de notre royaume, aux saints canons et aux libertés de l'église gallicane.

Dans l'un des articles, il est dit que Sa Sainteté renouvelle avec le soi-disant premier consul de la république française le concordat fait entre Léon X et François I^{er}. Dans un autre, que ce premier consul présentera au Saint-Père les sujets pour remplir les évêchés vacants. Un troisième déclare tous les sièges épiscopaux de France vacants, en vertu d'une démission offerte en

¹ Le 8 juillet 1801, d'après la demande du P. Consul, le gouvernement prussien avait saisi à Baireuth les papiers de l'agence royaliste, dite de Souabe, dont M. de Vezet était le chef, et dont M. d'André (sous le pseudonyme de *Kilien*) était le membre le plus agissant. Ces papiers venaient d'être publiés en partie par ordre du P. Consul (*Pap. saisis à Baireuth et à Mende*, Paris, an X).

1791 au feu pape Pie VI, de glorieuse mémoire, par les évêques députés à l'assemblée des États généraux. D'autres réduisent considérablement le nombre des archevêchés, évêchés et paroisses. Il en est un enfin qui porte que les archevêques, évêques et curés, seront tenus de prêter le serment aux lois de la soi-disant république française.

Ces articles sont une atteinte manifeste aux droits imprescriptibles que nous tenons des rois nos aïeux. Une révolution, qui a couvert la France de deuil, la retient encore sous le joug d'un gouvernement illégitime : mais nos droits n'en sont pas moins immuables, et nulle puissance sur la terre ne peut dégager nos sujets de la fidélité qu'ils nous doivent, bien moins encore autoriser ni surtout prescrire un acte qui lui soit contraire. Parmi ces droits, se trouve celui de présenter à Sa Sainteté les sujets pour les bénéfices consistoriaux qui viennent à vaquer ; et, depuis près de trois siècles, les Souverains Pontifes n'ont donné l'institution canonique pour ces sortes de bénéfices situés dans notre royaume, que sur la présentation des rois nos prédécesseurs.

Ces vérités sont gravées dans le cœur de nos fidèles sujets, dont nous avons la douce consolation de savoir que les vœux nous rappellent sans cesse. Mais nous avons cru nécessaire de les consigner de nouveau dans un acte conservatoire, en ce moment où elles paraissent méconnues par une autorité, toujours respectable, lors même qu'elle n'est pas libre.

Il n'en est pas moins nécessaire de prendre une mesure semblable pour ce qui concerne la prétendue vacance des sièges épiscopaux. Ceux des évêques qui étaient députés aux États généraux offrirent, il est vrai, en 1790, pour le bien de la paix, de se démettre de leurs sièges : mais ce généreux dévouement, qui ne pouvait engager que leurs personnes et non le corps épiscopal de France, ne fut accepté ni par le feu Roi, notre très honoré seigneur et frère, ni par le pape Pie VI. Cette offre individuelle, et qui ne peut jamais être considérée que sous ce rapport, doit donc être regardée comme non avenue.

La réduction du nombre des sièges épiscopaux, ainsi que celle des cures, ne peut s'opérer légalement que par le concours de notre autorité ; elle ne pourrait pas l'être d'une manière canonique, dans les conjonctures où un grand nombre de sièges

épiscopaux et de cures se trouvent sans titulaires et sans défenseurs.

A ces causes, après avoir renouvelé les assurances de notre attachement à la religion catholique, de notre dévouement au Saint-Siège, de notre vénération pour la personne sacrée du Souverain Pontife, nous avons protesté et protestons, en notre nom, au nom de nos successeurs, du clergé de France dont nous sommes le protecteur né, et de toute la nation française, contre la convention faite entre le pape Pie VII et le soi-disant premier consul de la république française, de quelque date que ladite convention puisse être, notamment contre les articles ci-dessus mentionnés, en quelques termes et formules qu'ils puissent être conçus, ainsi que contre tout ce qui a été fait et pourrait être fait en conséquence ; le tout comme attentatoire aux droits de notre couronne, à ceux des évêques de notre royaume, aux saints canons et aux libertés de l'église gallicane ; fait d'ailleurs sans pouvoir de la part du soi-disant premier consul, et sans liberté de la part du Souverain Pontife ; capable enfin de produire un nouveau schisme, et d'induire en erreur nos bien-aimés sujets sur l'un des devoirs les plus sacrés que la religion leur impose, savoir la fidélité envers nous. Nous réservant de renouveler, modifier, ou étendre les présentes protestations, s'il en est besoin, lorsque la publication de l'acte qui en est l'objet nous en aura donné une connaissance plus exacte. Et, attendu que les circonstances actuelles ne nous permettent pas de rendre publiques nos présentes protestations, nous en déposons en mains sûres un double, signé de notre main et scellé de notre scel ordinaire, en attendant avec confiance de la Providence divine l'époque où la fin des malheurs de notre patrie et le jour de notre restauration nous donneront les moyens de les faire valoir, et de proscrire avec toute l'authenticité possible la convention en question, si elle était encore en vigueur.

Fait à Varsovie, le 6 octobre de l'an de grâce mil huit cent un, et de notre règne le septième.

LOUIS.

(Aff. étr., *France*, vol. 604 ; Pap. de Maury) ¹.

¹ Cette pièce a été publiée par Jung (*Mém. de Lucien Bonaparte*, t. II, p. 194) et par Mgr Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 168).

PARTIE XVIII

PREMIÈRES DÉMISSIONS DES ÉVÊQUES. — PORTALIS.

LA PAIX GÉNÉRALE.

Les anciens évêques réfugiés en Angleterre sont les premiers mis en demeure de se démettre. — Cinq seulement y consentent : ils sont autorisés à rentrer en France, mais en s'arrêtant dans les départements belges. — Les treize autres colorent leur résistance en demandant au Pape un délai.

Spina obtient sans peine la démission de tous les anciens évêques présents en France.

Lorsqu'il s'adresse aux constitutionnels, il leur notifie le bref « indirect », et leur refuse la qualité d'évêques. — Vives protestations qu'il soulève ainsi parmi eux.

Caprara arrive à Paris le 5 octobre. -- Il est reçu en particulier par le P. Consul, qui se dit pressé de publier le concordat, et décidé à réserver un tiers des sièges aux constitutionnels.

L'administration civile des cultes est confiée à un conseiller d'État. — Choix de Portalis : il travaillera directement avec les Consuls.

En peu de jours, des préliminaires de paix sont signés avec l'Angleterre et avec la Porte Ottomane ; des traités définitifs sont conclus avec la Russie, le Portugal, la Bavière : c'est la paix générale. — Bonaparte en informe le Pape, et lui annonce que l'État romain et le royaume de Naples vont être évacués par les troupes françaises.

Son intention est que la paix de l'Europe et celle de l'Eglise soient fêtées ensemble, au jour anniversaire du 18 brumaire. Il voudrait ainsi prévenir une opposition contre le concordat, prévue surtout dans les corps politiques.

Hâte apportée en conséquence dans toutes les mesures relatives au clergé. — Portalis combine une formule de lettre au Pape, que les évêques constitutionnels consentent enfin à souscrire. — Il s'occupe de la réception solennelle du Légat. — Il prépare, avec les notes du P. Consul, un règlement pour le culte catholique ; il ébauche, d'après la même inspiration et aussi d'après un concert avec des protestants notables, un règlement analogue pour les églises protestantes.

Le P. Consul, malgré les embarras financiers, forme dès lors un premier fonds pour les cultes ; mais l'impute sur des ressources extraordinaires.

893. — Spina à Erskine.

Parigi, 13 settembre 1801.

È per comando espresso della Santità di N. S. che trasmetto a V. S. I. e R. alcuni esemplari di un breve, col quale Sua Santità si trova costretto ad invitare i vescovi della Francia a dimettere le loro sedi¹. Niuno più di me è testimonio quanto dolore recchi all'animo del Santo Padre di venire a questo passo, e quanto abbia fatto dal canto suo per declinare da esso; ma alcune imperiose circostanze, la pace e l'unità della Chiesa, il ristabilimento in fine della religione cattolica in Francia lo hanno reso indispensabile.

Vuole adunque Sua Santità, che V. S. I. e R. presenti un esemplare del suo breve a tutti i vescovi che sono in Inghilterra, e ritiri dai medesimi le rispettive risposte. Quale sia il tenore col quale desidera Sua Santità che si diriga dai suoi nunzi apostolici il suo breve ai vescovi, lo raccoglierà dalla minuta di lettera, che da Roma si trasmette ai medesimi, e della quale egualmente a lei trasmetto copia². Raccolte che lei avrà le risposte dei vescovi, si compiacerà di trasmettermele per l'istesso mezzo col quale le verrà ora recato il mio piego, onde io le possa spedire a Sua Santità col mezzo il più sollecito, siccome mi viene ordinato³.

(Arch. du Vatican).

¹ Le bref « Tam multa », du 15 août 1801 (pièce n° 732) : c'est celui dont il sera toujours question quand il s'agira de la démission des anciens évêques. — Les exemplaires de ce bref, destinés aux évêques qui étaient retirés en Angleterre et à ceux qui se trouvaient en France, avaient par avance été envoyés de Rome à Mgr Spina, pour leur donner cours dès que les ratifications seraient échangées à Paris (voir t. III, p. 395, 413. Cf. *id.*, p. 492, 523).

² Pièce n° 894. — Ce modèle de lettre (cf. t. III, p. 413) a servi aux autres agents du S. Siège chargés de recueillir les démissions des évêques émigrés. On peut comparer, à cet égard, la lettre adressée par Mgr Della Genga aux évêques réfugiés en Allemagne (*Recueil de pièces concernant ... la démission*; Londres, 1802, p. 43); celle adressée par Mgr Caleppi aux évêques réfugiés en Toscane (Boislisle; *Maison de Nicolai*, p. 763), etc. On verra plus loin (p. 406, note 2) que c'est aussi cette lettre qui a été adressée par Mgr Spina aux anciens évêques restés ou rentrés en France.

³ Cette lettre de Spina, et les exemplaires du bref qui y étaient joints, ont été transmis le 13 septembre à Otto par Talleyrand. En même temps le ministre envoyait un passeport pour Mgr Erskine, qui dès le mois de mai ou de juin, avait fait demander l'autorisation de traverser la France pour se rendre à Rome (dép. d'Erskine à Consalvi, du 3 juillet. — Cf. t. III, p. 339, 462).

894. — Erskine aux Evêques réfugiés en Angleterre.

Londra, 16 settembre 1801.

Per eseguire un espresso ordine della Santità di N. S. papa Pio VII, trasmetto a V. S. I. e R. il pontificio breve, ch'ella troverà qui compiegato, della cui ricevuta la prego riscontrarmi senza menomo indugio, conforme la prego farmi tenere senza ritardo la conveniente risposta.

Non ha lasciato Sua Santità di metter in pratica ogni possibile tentativo onde restasse conservata a V. S. I. la propria sua sede : ma ha dovuto sperimentare il gravissimo rammarico di vedere indispensabile, nella urgenza delle circostanze, la dimissione dei vescovi, così esigendo il bene della unità, della pace e del ristabilimento in Francia della cattolica religione. Sua Santità bensì mi ingiunge di assicurare V. S. I. di avere, nel miglior modo che ha potuto, raccomandata al Primo Console la di lei persona, o per averla in vista nella nomina alle sedi della nuova circoscrizione, o per provvedere almeno alla sua sussistenza. E tanta è la premura del Santo Padre di concorrere a sollevare V. S. I. nella miglior maniera che possa, che non trascurerà qualunque favorevole congiuntura di alleggerirle il peso della sua situazione, e di accorrere ai di lei personali bisogni....

(Public. contemp.).

895. — Réunion des Evêques français à Londres.

Londres, 21 septembre 1801.

Mgr l'archevêque de Narbonne, président, a dit :

« Devons-nous abandonner nos sièges et envoyer nos démissions au Souverain Pontife, qui nous les demande ? Pouvons-nous et devons-nous refuser nos démissions ? Telle est la cruelle alternative dans laquelle nous nous trouvons placés. Vous avez, Messieurs, destiné la séance actuelle à l'importante discussion des avantages et des inconvénients qui peuvent accompagner l'un ou l'autre de ces partis, et c'était, dans le moment où vous vous trouviez, la résolution la plus convenable que vous puissiez prendre. La discussion d'une question quelconque entre des personnes éclairées et de bonne foi, le rappo-

chement de leurs lumières réciproques, le choc même de leurs opinions diverses sont les moyens les plus assurés d'écarter les incertitudes, de fixer les irrésolutions, et d'indiquer le parti auquel il est le plus sage de s'arrêter.

« Le Pape, dans son bref, après avoir rendu le témoignage le plus honorable à la conduite du clergé de France, conduite qu'il assure avoir mérité son admiration ainsi que celle du généreux martyr, son illustre prédécesseur Pie VI, nous annonce que quelques grands qu'aient été jusqu'à présent nos sacrifices, nous en avons encore de plus pénibles à faire, surtout celui d'abandonner nos sièges et de lui adresser nos démissions dans l'espace de dix jours.

« Si les motifs que nous offre le Pape, pour nous porter à concourir à un événement aussi inouï, que l'est celui de rendre tout à la fois vacants tous les sièges épiscopaux d'une des plus illustres églises du monde chrétien, si, dis-je, ces motifs étaient aussi déterminants, que les instances du Pape pour acquiescer à ce qu'il nous propose sont vives et pressantes, nous n'aurions pas à balancer sur le parti que nous avons à prendre, et nous nous livrerions sans hésiter au respectueux empressement, qui nous anime, d'entrer dans les vues du chef de l'Église toutes les fois que nous sommes assurés que c'est sa voix que nous entendons. Mais le Pape nous laisse absolument ignorer, ou plutôt il ne lui a pas été permis de nous laisser apercevoir, comment la vuidité générale et simultanée de toutes les églises de France peut opérer l'effet salutaire, qu'il s'en promet, de conserver l'unité de la Sainte Église et de rétablir en France la religion catholique ; tandis que la connaissance trop certaine que nous avons de l'état actuel de la France, nous fait craindre que le veuvage universel de toutes les églises n'aggrave les maux auxquels elle est déjà en proie, et ne soit pour elle la source et l'occasion de nouveaux malheurs.

« Le Pape prend soin lui-même, par la peinture qu'il nous fait de l'esclavage dans lequel il gémit¹, d'affaiblir comme à dessein l'impression qu'aurait pu faire sur nous l'énergie de ses solli-

¹ « Cogimur urgente temporum necessitate, quæ in hoc etiam in nos vim suam exercet » [cette citation et les deux suivantes sont jointes au texte de la pièce].

citations ; et l'aveu affligeant de l'état de servitude dans lequel il est réduit ¹, semble nous avertir que c'est le servir, que c'est lui obéir que de lui résister. Il n'y a pas un paragraphe, pas une figure de son bref qui ne mette à découvert la violence qu'il éprouve, qui ne décèle ses regrets et ses angoisses.

« Effectivement, que n'en a-t-il pas dû coûter au cœur tendre et paternel, à la conscience éclairée du Souverain Pontife, d'avoir été forcé, en parlant à ses frères, à ses coopérateurs, à des évêques qui subissent avec une constance qui ne peut venir que de Dieu les épreuves journalières d'un martyre prolongé depuis dix ans, de leur enjoindre avec menace d'abandonner les diocèses que la divine Providence a daigné confier immédiatement à leurs soins. St Grégoire-le-Grand nous dit dans son pastoral, en traitant des devoirs des supérieurs : « *Admonitio lenitate destituta invidia quædam est.* » N'est-ce pas avoir d'avance réprouvé l'injonction menaçante qui nous a été faite ? Mais gardons-nous de penser qu'il ait jamais pu être dans l'intention du Pape de nous faire injure. Plaignons-le de tout notre cœur d'avoir été contraint par violence d'adopter le langage des agents de Bonaparte.

« Eh ! quelle serait cette peine dont on nous menace, et que, par une disposition du bref qu'il est impossible de regarder comme sérieuse tant elle est contraire aux droits reconnus de l'épiscopat, nous encourons, si nous dépassons d'un seul jour le court espace qui nous a été rigoureusement prescrit pour répondre ² ? Cette peine n'est point indiquée par le bref : elle n'est ni prévue ni encore moins prononcée par les canons. Ce serait sans doute, celle d'être destitués. Mais le Pape n'ignore pas qu'il ne peut, de sa seule autorité et sans un jugement canonique et régulier, destituer un évêque. Messieurs, il n'y a que la mort seule, ou un jugement canonique, qui puisse dissoudre les liens sacrés qui nous attachent aux églises dont nous sommes les premiers pasteurs. Nulle puissance sur la terre n'a droit de regarder notre refus de donner nos démissions comme une démission volontaire, et quiconque osera, nous vivants et non jugés, s'asseoir sur nos sièges, usurpera la chaire sur laquelle nous avons été canoni-

¹ « *Cui parere omnino coacti fuimus.* »

² « *Ita ut nisi intra decem dies absolutum responsum dederitis, perinde cogemur habere vos ac si obsequi postulationibus nostris recusaretis.* »

quement élevés. Il détruira l'unité, et méritera le double reproche de schismatique et d'intrus.

« Plus on approfondit les dispositions du bref, plus on a droit de se convaincre qu'il est le résultat d'une politique astucieuse, un piège dressé par Bonaparte, un instrument d'ambition de sa part. La jurisprudence la plus saine reconnaît qu'il n'est pas téméraire de regarder comme auteur d'un fait quelconque, celui à qui ce fait profite. Or, à qui la vacance simultanée de tous les sièges épiscopaux de l'église de France peut-elle être profitable, sinon au Premier Consul seul ? Quel autre que lui a le droit de se réjouir de ce deuil général ? Il acquiert par là, l'avantage de nommer, à son gré, autant de nouveaux évêques qu'il lui plaira ; il exigera d'eux un serment de fidélité ; et ils seront chargés de disséminer dans la vaste étendue de la France la doctrine la plus favorable aux intérêts de l'usurpateur du trône de notre légitime Souverain. Abuser de la crédulité pour faire des dupes, mettre à profit la résistance pour multiplier les violences, voilà tout le secret d'un homme qui s'est dit musulman en Égypte, et à qui son intérêt suggère de se faire passer en Europe pour chrétien et pour catholique.

« Le Pape nous parle de nouveaux sacrifices à faire, et il ne craint pas de nous abreuver lui-même de nouveaux opprobres. Il nous fait dire officiellement, par celui qui remplit ici les fonctions de nonce apostolique, qu'il nous a recommandés à la protection du Premier Consul, qu'il l'a prié de penser à nous dans la distribution de ses faveurs, de pourvoir à notre subsistance. Pardonnez-moi, mes respectables collègues, un mouvement d'indignation que vous partagez sûrement. Serions-nous donc réduits à la désastreuse nécessité de recourir à la pitié, à la commisération, à la charité du principal auteur de tous les maux qu'éprouve notre malheureuse patrie ! Nous désavouons hautement une pareille recommandation ; et, fût-elle aussi efficace qu'elle a été vaine et humiliante, il n'y a aucun de nous qui ne tînt à déshonneur d'en recueillir jamais le moindre avantage.

« D'après cet exposé que je crois exact, c'est à chacun de vous, Messieurs, à se décider sur le parti qu'il croit devoir prendre. »

La matière a été discutée avec la charité fraternelle, la mesure, tous les égards que se doivent les dix-huit prélats délibérants.

La délibération définitive n'a été prise qu'à la séance suivante : quatorze ont été d'avis de conserver leurs titres canoniques : quatre ont été d'avis de donner leur démission ¹.

(Aff. étr., France, vol. 601) ².

896. — Erskine à Consalvi.

Londra, 22 settembre 1801.

Mercoledì decorso, 16 del corrente, ricevei da Parigi un piego di Mgor Spina, col quale mi venivano rimessi diciotto esemplari del breve con cui Nostro Signore ha invitato i vescovi della Francia a dimettere le loro sedi, ed in esecuzione degli ordini pontifici comunicatimi dal medesimo Mgor Spina, mi affrettai di rimettere il dì seguente (giovedì 17 del corrente) a ciascuno dei vescovi che qui ritrovansi, uno degli esemplari suddetti, accompagnandolo con una lettera in mio nome, a tenore *de verbo ad verbum* della minuta rimessami a tale effetto dal medesimo Mgor Spina. Sto ora in attenzione delle rispettive risposte, che rimetterò per lo stesso canale di Mgor Spina, siccome dal medesimo mi viene insinuato. Frattanto in casa di Mgor arcivescovo di Narbona si sono tenute due adunanze (una sabbato decorso, l'altra ieri), nelle quali i dibattimenti sono stati assai vivi e lunghi, e desidero che il risultato non abbia in fine a recare molta amarezza all' animo di Nostro Signore ; poichè sono autenticamente informato, che nelle adunanze suddette i soli, che hanno decisamente pronunziato e sostenuto doversi ubbidire all' invito del

¹ En réalité le nombre des refusants n'a été que de treize (voir leurs noms à la fin de la pièce n^o 899). Le quatorzième, M. Desgalois de la Tour, ne peut être compté comme évêque titulaire. Il avait bien été nommé par Louis XVI à l'évêché de Moulins ; mais cet évêché, qui venait d'être créé par le roi, n'était pas encore érigé canoniquement lorsque la constitution civile du clergé avait bouleversé toutes les circonscriptions diocésaines de la France. — Quant aux évêques partisans de la démission, on va voir (p. 98) que, peu de jours après, l'arrivée de l'évêque de Troyes a porté leur nombre à cinq.

² Le 21 octobre, cette pièce a été adressée à Louis XVIII par l'archev. de Narbonne. « Sire, lui écrivait-il, je prends la liberté de rendre compte à V. M. du résultat des conférences, dans lesquelles les archevêques et évêques français résidant à Londres se sont occupés de l'importante question des démissions demandées par le Pape. J'ai la présomption de penser que V. M. était bien convaincue d'avance que je ne souillerais pas mes cheveux blancs par une bassesse. »

Santo Padre, sono stati gli arcivescovi di Aix, di Bordeaux, ed i vescovi di Lescar e Cominges. Gli altri tutti si sono mostrati renuenti, e Dio voglia che nel breve intervallo che loro resta da riflettere, si rivolgano a più sano partito.

Compiego una lista dei vescovi, ai quali ho rimesso il consaputo breve colla mia lettera d'accompagnamento, dovendo bensì avvertire che a Mgor di Rodez il piego non è stato finora consegnato, trovandosi egli fuori di Londra, dove si aspetta di ritorno questa sera, e che, quanto a Mgor di Troyes, sebbene sapevo esser egli sul continente ¹, pur venendomi detto che si aspettava a giorni, mi è sembrato a proposito di consegnare il piego al sig. abbate di Montblanc, suo gran vicario, acciò glielo renda al suo arrivo.

Gli adunati pertanto in casa di Mgor di Narbona sono stati diciassette. Essendomi poi stato riferito che dai renuenti si è pensato di rispondere al breve di Nostro Signore con una sola lettera in nome comune, ho questa sera scritto ²a Mgor di Narbona prevenendolo, che Sua Santità aspetta da ciascuno una risposta in proprio particolare nome, e l'ho richiesto di passar questa prevenzione ai suoi colleghi. Della suddetta mia lettera manderò copia a V. Em. in futura occasione.

(Arch. du Vatican).

897. — Erskine à l'archev. de Narbonne.

Londra, 23 settembre 1801.

Nella mia lettera in data dei 16 corrente, colla quale ebbi l'onore di accompagnare il breve pontificio, che d'ordine espresso della Santità di N. S. papa Pio VII trasmettevo così a V. S. I. e R. come a ciascuno in particolare degli Imi e Rmi suoi colleghi residenti in questo regno, pregai al tempo stesso similmente così ciascun altro in particolare come V. S. I. di farmi tenere la con-

¹ L'évêque de Troyes, Mgr Louis-Matthias de Barral, avait débarqué, en mars 1801 à Rotterdam, et de là avait sollicité de rentrer dans sa patrie (lettre au P. Consul, du 15 mai). N'ayant pu obtenir cette autorisation (qui depuis l'automne précédent et par mesure générale était refusée aux anciens évêques), il avait dû se résigner à revenir en Angleterre, pour ne pas perdre par son absence la pension du gouvernement anglais. Il hâtait en ce moment son retour, et allait arriver à Londres dans la soirée du 24.

² Pièce n° 897.

veniente risposta. Ciò però nonostante sento vociferare, in seguito delle adunanze tenute presso di V. S. I., essere in contemplanza di rispondere al paterno invito di Sua Santità con una lettera in nome comune; e perciò mi trovo nell' obbligo preciso di rendere avvertita V. S. I. (pregandola di passare la prevenzione ai suoi colleghi), che con una siffatta maniera di risposta non verrà punto a soddisfarsi all' aspettativa di Sua Santità, la quale perciò appunto mi ha ordinato di trasmettere il suo breve a ciascuno in particolare, perchè da ciascuno in particolare ed in proprio singolar nome gli venga resa quella risposta, che nel raccoglimento e nella preghiera verrà alla sua coscienza ispirata dal Padre delle misericordie, supremo dator de' lumi.

Sono persuaso che V. S. I. ed i suoi colleghi avrebbero sperimentato un dolore troppo sensibile, se, nel rispondere a Sua Santità, avessero anche involontariamente adottato un metodo non corrispondente al desiderio del Santo Padre, e non totalmente d'accordo col filiale rispetto da loro costantemente manifestato verso del medesimo; e perciò mi lusingo che avranno a grado la presente prevenzione.

(Public. contemp.).

898. — Otto à Talleyrand.

Londres, 3 vendémiaire an X (23 septembre 1801).

La circulaire du Pape, que M. Erskine a été chargé de remettre aux évêques français, a causé parmi eux la plus vive sensation. Ils se sont réunis au nombre de dix-huit, et dans trois assemblées consécutives¹, ils ont discuté avec feu le parti qu'ils devaient prendre. L'évêque d'Arras, comme ministre du roi², a porté la parole et soutenu avec véhémence, non les intérêts de l'Eglise et de la nation, mais les droits de la couronne et du clergé de France. Il a trouvé un adversaire très habile et très courageux dans l'archevêque d'Aix qui, à la tête d'une petite minorité de quatre, a

¹ Ces réunions s'étaient tenues le 19, le 21 et le 23 septembre.

² L'évêque d'Arras n'était pas le ministre de Louis XVIII, et même il paraît n'avoir point reçu de ce prince des recommandations particulières dans cette circonstance (cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 202, 205). Mais il était le confident de Monsieur, Ciel'Artois, et malgré le démenti de Peltier (*Paris*, t. XXXIII, p. 179, no du 30 sept.), il a dû être auprès de ses collègues un des principaux représentants de l'intérêt monarchique.

soutenu les vrais principes avec la plus grande énergie¹. On a été aux voix avant-hier, et sur dix-huit votants on n'a compté que les démissionnaires suivants : l'archevêque d'Aix, l'archevêque de Bordeaux, l'évêque de Cominges, l'évêque de Lescar. Ces ecclésiastiques, plus dévoués à leur patrie qu'à leur intérêt personnel, porteront demain à M. Erskine leur démission.

Parmi les votants de la majorité, l'évêque de Léon a montré le plus de modération. Ce prélat, très âgé, et estimable par son zèle pour les malheureux, et même pour nos prisonniers à qui il a fait distribuer souvent des secours, a déclaré ne vouloir se décider que d'après le vœu de la majorité². Il paraît certain que l'évêque d'Arras et le parti de Monsieur ont fait jouer tous les ressorts pour empêcher le clergé d'obtempérer au Saint-Siège; et, s'il a fallu beaucoup de courage pour résister à une si grande majorité, il en faudra presque autant pour rester dans un pays, où les réfractaires auront tant de moyens de se venger de ceux qui ont osé se soumettre à la volonté du Saint-Siège et du Premier Consul. Le plus âgé des démissionnaires est venu me voir, pour me prier de faire connaître leur situation à mon gouvernement, et de solliciter pour eux la permission de finir leurs jours dans une patrie, à laquelle ils viennent de donner une grande preuve de dévouement³.

(Aff. étr., *Angleterre*, vol. 396).

¹ La « Lettre de M. l'archev. d'Aix en réponse au bref de S. S., etc. », qui allait être publiée à Londres et réimprimée à Paris, permet d'apprécier les idées soutenues par ce prélat.

² « . . L'évêque de S. Pol de Léon s'est décidé pour la majorité incertaine et éventuelle de ses collègues » (L'archev. de Bordeaux à M. Beylot; Londres, 23 sept.). — « L'archev. de Bordeaux, parlant de M. l'évêque de S. Pol, qui d'abord avait déclaré qu'il serait de l'avis du plus grand nombre, disait assez plaisamment à M. de Luçon : M. Erskine saura son avis avant lui » (Emery à Bausset; Paris, 11 novemb.).

³ Les deux prélats les plus âgés étaient l'arch. d'Aix et l'év. de Lescar. — Le 1^{er} octobre, Talleyrand a répondu à Otto : « Le P. Consul vous autorise à délivrer des passeports pour Bruxelles aux anciens évêques de France qui, ayant donné leur démission, croiraient ne pouvoir plus rester en Angleterre. Il convient cependant que vous n'usiez de cette autorisation qu'autant qu'il serait reconnu que ces évêques démissionnaires ne pourraient, sans inconvénient pour eux, demeurer dans les États britanniques. » Cette dépêche a été écrite d'après des ordres donnés la veille par le P. Consul (*Corr. de Nap.*, n° 5119 : cette pièce porte la date erronée de 1800).

899. — Les Évêques réfugiés en Angleterre au Pape.

Londini, 27 septembris 1801.

Gravissimam quæ mentes nostras pervasit anxietatem, ubi primum litteræ a Sanctitate Vestra die decima quinta augusti 1801, pontificatus sui anno secundo datæ, ad nos pervenerunt, apud Beatitudinem Vestram non dissimulabimus. Quæ sane tanta est ut nos, cum cœterum nihil altius nobis sedeat vèl magis in votis sit quam ut Paternitatis Vestræ consilia nostris semper, quantum in nobis est, studiis provehamus, nunc tamen non modo incertos fluctuantesque habeat, verum etiam ab hujusmodi obsequio vel invitos temperare cogat.

Harum litterarum ea vis est, ut si id fiat quod fieri debere sanciant, uno eodemque temporis momento vacuæ relinquantur omnes quotquot in Gallia sunt episcopales sedes. Quonam vero pacto repentina hæc omnium latissimi hujus imperii ecclesiarum viduitas, salutarem illum unitatis servandæ ac restituendæ per Gallias catholicæ religionis effectum paritura sit, nec docet nos Sanctitas Vestra, nec ipsi nos, ut quod verum est libere fateamur, satis hactenus pervidemus. Sane ipsa calamitatum omnium quibus patria nostra a multis jam annis conflictatur experientia satis ostendit non immerito a nobis timeri, ne ex hac simultanea atque universali ecclesiarum omnium orbitate graviora adhuc incommoda in rem catholicam deriventur; quibus quidem præcavendis viam Sanctitati Vestræ aperire, ad solum universorum Gallicæ ecclesiæ episcoporum conventum pertinet.

Neque vero id sic dictum volumus, quasi nobis grave vel molestum esse videatur luctuosis hisce ærumnosisque temporibus gradu cedere. Quin potius ad solatium uniuscujusque nostrum, privatamque singulorum felicitatem conducere quam maxime possit, infirmitatem nostram tanto onere levare, si quid jam de felicitate, si quid de solatio cogitare adhuc liceret, fractis scilicet tot malorum pondere animis. Sed officii nostri ratio postulare omnino nobis videtur, ne sacrum illud vinculum, quod nos ecclesiasque sollicitudini nostræ Dei O. M. providentia immediate commissas semel junxit, facile unquam abrumpi patiamur.

Rogamus enixe Sanctitatem Vestram, quatenus nobis, transmisso quam primum scripto aliquo, argumenta cur ita nobis

statuendum duxerimus, omnemque consilii nostri rationem aperire ac paulo fusius prosequi liceat ¹. Interea vero paterno Vestrae in nos Sanctitatis affectu summopere confisi, futurum id speramus, ut nihil ulterius super hoc negotio definiat, quin prius rationum momenta, quibus filii apud piissimum Patrem causam agent, pro ea quae apud ipsam summa est aequitate ac prudentia, libnaverit.

Provoluti ad genua Beatitudinis Vestrae, apostolicam benedictionem toto mentis affectu postulamus, etc.

Dillon ², archev. de Narbonne
 Albignac de Castelnau, év. d'Angoulême
 De Conzié, év. d'Arras
 Godard de Belbœuf, év. d'Avanches
 Chauvigny de Blot, év. de Lombez
 De Malide, év. de Montpellier
 De la Laurancie, év. de Nantes
 De Grimaldi, év. de Noyon

Grossoles de Flammarens, év. de Périgueux
 Seignelay-Colbert de Castle-hill, év. de Rodez
 De la Marche, év. de S. Pol de Léon
 De Betizy, év. d'Uzès
 Amelot, év. de Vannes
 Desgalois de la Tour, év. nommé de Moulins.

(Public. contemp.).

900. — Erskine & Consalvi.

Londra, 29 settembre 1801.

In data dei 22 corrente ebbi l'onore di riferire a V. Em. tutto l'operato qui dopo il dì 17 corrente, giorno in cui avevo trasmesso a ciascuno dei vescovi francesi qui residenti un esemplare del breve di N. S. rimessomi da Parigi da Mgor Spina. Vi debbo aggiungere, che il dì 24 l'arcivescovo di Bordeaux, il dì 25 l'arcivescovo d'Aix, e il dì 26 i vescovi di Lescar e Cominges mi mandarono le rispettive loro risposte coll'atto della dimissione della loro

¹ Le caractère dilatoire, qui se remarque dans cette pièce, s'est retrouvé par la suite dans les diverses réponses des évêques qui n'ont pas voulu se démettre, parceque ces évêques ont suivi plus ou moins l'exemple de leurs collègues de Londres. Mais on a vu que la cour de Rome s'était mise prudemment en garde, en annonçant dans le bref « Tam multa » que toute lettre dilatoire serait interprétée comme un refus (cf. t. III, p. 379).

² Les signatures ont été données en latin, et le plus souvent avec de simples prénoms : pour plus de clarté, nous y substituons les noms en français des évêques et de leurs diocèses.

sede ¹. Il dì 27 poi, ricevei dall' arcivescovo di Narbona una lettera per N. S. con un biglietto a me d'accompagnò, del tenore che V. Em. vedrà dall' annessa copia, alla quale aggiungo anche copia della mia risposta al biglietto suddetto ². Compiego parimente un esemplare della lettera, che in fine del mio dispaccio dei 22 corrente accennai a V. Em. aver scritto quella sera stessa all' arcivescovo di Narbona, per indurre ciascuno dei vescovi a rispondere in proprio nome, lusingandomi che se mi riusciva di separarli, molti sarebbero venuti a più sano partito.

Ogni tentativo però è stato inutile. Il vero motivo della loro renuenza è diverso dalle ragioni che hanno affacciato al pubblico, e nasce da altro spirito. Siccome però è tornato dal continente appunto ier l'altro il vescovo di Troyes, aspetterò di mandare a Mgor Spina le altre risposte, quando avrò ricevuta anche la sua ; se mai in questo intervallo, raffreddati un poco gli spiriti, e dato luogo alla riflessione ed alla ponderazione di quelle ragioni, le quali debbono prima da ogni altra considerazione regolare le risoluzioni de' vescovi, qualcuno si volgesse a più savia determinazione. Confesso però con dolore, che ne ho una lusinga ben piccola. Lo strepito che hanno fatto, appena ricevuto il breve, e la maniera con cui hanno ragionato ed hanno fatto parlare anche

¹ De ces quatre lettres de démission, celle de l'évêque de Cominges parait être la seule qui ait été imprimée (Guillaume, *Vie de d'Osmond*, p. 9). Quant au texte de la démission de l'évêque de Troyes (du 5 octobre), il se trouve à la fin de sa « Lettre à MM. les vic. généraux de son diocèse » (Paris; Leclerc, 1801).

² L'arch. de Narbonne à Erskine ; Londres, 27 sept. « J'ai l'honneur d'adresser à Mgr Erskine la lettre ci-incluse, que je le prie de faire parvenir au Souverain Pontife, et dont j'ai droit d'attendre qu'il voudra bien m'accuser la réception. Cette lettre contient la réponse que quatorze évêques français ont jugé devoir faire au bref pontifical qu'ils ont reçu. » — Réponse d'Erskine ; Londres, 28 sept. « Ho ricevuto la lettera da uniliarsi a N. S. . . Dal numero che V. S. I. m'indica dei sottoscritti alla lettera suddetta, mi rassieuro sul recapito del breve medesimo nelle mani anche dei vescovi di Périgueux, Vannes, Avranches e Noyon, del che avevo ragione di dubitare, poichè nessuno di questi prelati me ne ha mai accusata la ricevuta. Quantunque poi abbia il rincrescimento di dover credere che il metodo adottato di rispondere collettivamente, anzi che ciascuno in particolare, non corrisponderà (siccome ebbi l'onore di prevenirla) all' aspettativa del S. Padre, ad ogni modo non tralascierò di trasmettere a' suoi piedi la lettera suddetta, siccome V. S. I. mi richiede » (Arch. du Vatican).

qualcuno dei fogli pubblici sulla dimissione richiesta, mostra abbastanza lo spirito di partito e d'impegno che gli anima, e dal qual' è difficile che rivengano.

Quello intanto che è loro dispiaciuto moltissimo, è stato di non aver potuto per nessun conto tirare dalla loro l'arcivescovo d'Aix, il quale, come V. Em. ben sa, per i suoi talenti, pel suo carattere dolce e conciliante; e come l'estensore dell' « Esposizione dei principi della chiesa gallicana » ¹, e della lettera scritta alla Sa : Me : di Pio VI i 3 maio 1791, gode di un particolar nome presso il clero di Francia. Tanto il medesimo poi quanto l'arcivescovo di Bordeaux, ed i vescovi di Lescar e Cominges si sono condotti, ed hanno parlato nella adunanza dei vescovi tenuta presso l'arcivescovo di Narbona, con un zelo, ed una saviezza ed eloquenza, e con tal dimostrazione di rispetto verso N. S., che veramente non può farsene tanta lode quanta ne meritano.

Subito che Mgor vescovo di Troyes mi avrà rimessa la sua risposta, la manderò, insieme colle altre che già ho, a Mgor Spina pel mezzo di M. Otto ².

(Arch. du Vatican).

¹ « Exposition des principes sur la constitution civile du clergé, par les évêques députés à l'assemblée nationale » (30 octob. 1790). — « Lettre des évêques députés à l'assemblée nationale, en réponse au bref du Pape en date du 10 mars 1791 » (3 mai 1791). Ces deux écrits allaient être réimprimés à Paris (Leclère, 1801).

² Le 6 octobre, Erskine écrivait à Consalvi : « Avendo ricevuta ieri la risposta di Mgor vescovo di Troyes, il quale ubbidisce alla voce di N. S., ed essendo riuscita infruttuosa coi renuenti tanto la frapposta dilazione, quanto ogni altro passo fatto frattanto per richiamargli al loro dovere, quest' oggi ho fatto il piego con tutte le risposte dei vescovi francesi qui residenti, e questa sera lo consegnerò a M. Otto, pregandolo di spedirlo a Mgor Spina per la prima occasione. Dalla più sana parte delle persone qui è stata disapprovata la condotta dei renuenti. » Il ajoutait : « Colla massima sollecitudine poi stanno tutti aspettando tanto la pubblicazione della bolla che si farà in Parigi dall' Emo legato, quanto e molto più la scelta dei nuovi vescovi : i maligni, perchè si lusingano che la medesima possa avvalorare uno degli argomenti su i quali sonosi appoggiati i renuenti, cioè il dubbio di non far luogo a persone non idonee, o che almeno possa per questo capo il S. Padre trovarsi in nuovo e grave imbarazzo ; i buoni poi, perchè sono persuasi (affidati non solo nella religione di S. S., ma ben anche nella saviezza del P. Console), che la scelta sarà tale. da esser non solo ricevuta con applauso da tutti i popoli della Francia, ma lodata insieme da tutto l'orbe cattolico. . . » (Arch. du Vatican).

901. — Ph. Cobenzl à L. Cobenzl.

(n° 1)

Paris, 13 septembre 1801.

... Pour entrer en liaison avec les personnes du corps diplomatique qui se trouvent actuellement ici, j'ai été voir, dès le lendemain du départ de V. E. ¹, le prélat Spina ². Joseph Bonaparte venait précisément de le quitter, après avoir échangé avec lui les ratifications du traité avec le Saint-Siège, dont le contenu vous est connu, M. le Comte. Ce prélat m'apprit à cette occasion que, d'après les lettres qu'il venait de recevoir de Rome, le cardinal Caprara devrait déjà être bien avancé dans sa route, et par conséquent arriver incessamment.

V. E. n'ignore pas, qu'un des principaux articles du concordat est la renonciation de tous les anciens évêques à leurs évêchés, pour que le gouvernement français puisse procéder à de nouvelles nominations. Quelque dure que cette condition de la paix puisse être, Sa Sainteté y ayant souscrit, elle s'est déterminée non seulement à permettre aux évêques actuels cet acte de soumission aux volontés du Premier Consul, mais même à les prier de ne point s'y refuser.

(en chiffres)

Spina se flatte que les évêques émigrés qui se trouvent en Allemagne et en Italie, se prêteront de bonne grâce à cette démarche devenue nécessaire, mais il craint que plusieurs de ceux réfugiés en Angleterre pourraient bien ne pas être aussi dociles ; ce qui donnerait un surcroît d'embarras au Saint-Père et au Légat. Il doit voir un de ces jours le Premier Consul, pour le remercier du présent qui lui sera fait à l'occasion de la signature du traité, et m'a promis de saisir ce moment pour lui exposer encore tout ce qu'on peut alléguer en faveur de la conservation des trois électeurs ecclésiastiques, et de rendre compte du résultat de leur entretien ...

(Arch. de Vienne).

¹ Cf. t. III, p. 492. — Le Cte Philippe de Cobenzl était arrivé à Paris le 1^{er} septembre.

² « On n'observe ici à cet égard aucune étiquette entre les membres du corps diplomatique ; mais on va se voir familièrement, sans faire attention à qui fera ou recevra la première visite. C'est ainsi que Mgr Spina, l'ambassadeur d'Espagne et M. de Koltychev ont passé à ma porte les premiers, sans que je leur aie même annoncé mon arrivée... » (Dép. de Ph. de Cobenzl ; Paris, 3 sept.).

902. — Spina à Consalvi.

(n° 120)

Parigi, 19 settembre 1801.

Riscontro i due vmi dispacci dell' Em. V. R. de' 26 e 29 agosto, ricevuti in debito tempo, ed ho sentito dai medesimi con piacere che l'Emo Caprara si disponeva a mettersi in viaggio per li 5 di settembre. Onde sebbene prenda una via molto più lunga del bisogno, e particolarmente in questa stagione, voglio sperare nonostante che fra i 5 o i 10 di ottobre al più sarà in Parigi.

Di tanto ho fatto inteso il Primo Console, il quale in conseguenza ha fatto dare gli ordini per tutte le vie dalle quali può giungere, acciò gli siano resi per ora tutti gli onori che si rendono agli ambasciatori straordinari.

Qui si sta studiando quale ricevimento gli si debba fare, allorchè si presenterà in pubblico ¹. Non so ancora qual cerimoniale sia concertato, perchè ancora non mi è stato comunicato ; ma credo di poter rispondere, che sebbene non s'uniformi a tutte le formalità che forse avrà immaginate Mgor Mazio, sarà però decentissimo.

Mi è stata comunicata la copia de' fogli, che dal sig. abbate Bernier sono stati spediti a V. Em. per la nuova circoscrizione di diocesi. Non sono i più chiari ; ma nonostante credo che Mgor Di Pietro ne potrà cavare i piedi, e si confermerà con questi, che veramente quaranta sono i vescovati, e dieci gli arcivescovati. Non faccio ulteriori riflessioni sopra il così tenue numero delle sedi vescovili, perchè già ne ho parlato abbastanza in addietro.

Ho presentato in questi giorni il breve di Sua Santità ² ai titolari che sono in Parigi ; e tutti sono uniformi nel trovare ra-

¹ C'est probablement à ce moment qu'on a rédigé une note, conservée aux Aff. étr. (Rome, *Mém. et Doc.*, vol. 94, p. 445). On y établit la différence entre les légats et les simples nonces, puis on discute la manière dont le légat Caprara annoncera son arrivée, et avec quel cérémonial il sera reçu en audience publique.

² En notifiant le bref « Tam multa », Spina a fait usage de la formule de lettre rédigée à Rome pour les divers agents du S. Siège (cf. p. 92, note 2). L'envoi de cette lettre circulaire a été fait successivement par Spina, et paraît avoir commencé le 16 sept. Le premier évêque à qui elle a été adressée est celui de S. Claude, de passage à Paris : les évêques d'Angers, de Marseille, de Senlis l'ont reçue le 19, etc.

gionevole la misura presa da Sua Santità, e non dubito di aver, fra oggi e domani, da tutti la loro dimissione. Vado spedendo con mezzo sicuro le copie a quelli che dispersi sono per la Francia ¹, e penso di scrivere all' arcivescovo di Parigi, che si trova in Augusta, giacchè in questo modo avrà il breve assai più sollecitamente di quello, che possa fare il cardinal Ruffo da Vienna.

Anco all' Emo Casoni in Spagna ho mandate diverse copie di detto breve. Non so però se vorrà dargli corso, prima di averne avuto ordine da V. Em. ².

Nella ventura settimana principierò ad attaccare i vescovi costituzionali. Niuno finora si è fatto vedere da me. Desidero di non trovarli restii all' invito, che gli fa per mio mezzo Sua Santità : farò certamente dal canto mio tutto ciò che mi è possibile, per persuadergli a ravvedersi dai loro errori. In caso di ostinazione, voglio credere che il Primo Console, che ha trovato abbastanza generosi i mezzi de riconciliazione che propone Sua Santità, gli abbandonerà totalmente.

M'instruiscono i pubblici fogli, che il capitolo di Münster abbia già proceduto all' elezione del nuovo vescovo nella persona dell' arciduca Antonio, e si dice di più, che il re di Prussia abbia in conseguenza fatto entrare quattro mila uomini in quegli stati. Ciò non bene combina colle dichiarazioni fatte da S. M. I., che

¹ Il y avait alors en France six évêques qui n'en étaient jamais sortis (Alais, Angers, Mâcon, Marseille, S. Papoul, Senlis), et cinq qui y étaient rentrés pendant le Directoire ou au commencement du Consulat (Nîmes, S. Claude, S. Malo, Vaison, Vienne). A ces onze évêques il conviendrait d'ajouter celui de Sagone, qui était alors retiré à Bastia en Corse, par conséquent sur le territoire français. Mais, comme à Paris on était persuadé que cet évêque était mort, Mgr Spina ne s'en est point occupé ; et c'est entre les mains de Mgr Caleppi, à Florence, que la démission de ce vieux prélat a été remise. Nous ne parlons pas de Mgr Franchet de Rans, évêque de Rhosi, qui était rentré récemment en France, parce qu'étant simplement évêque *in partibus*, il n'était pas dans le cas de donner sa démission.

² L'envoi fait par Spina à l'archev. de Paris, à Augsbourg, et à Mgr Casoni, noncé à Madrid, a été spontané et purement officieux ; tandis que le prélat a rempli une commission positive venue de Rome, soit quand il a servi d'intermédiaire pour la transmission à Londres des brefs aux évêques réfugiés en Angleterre, soit quand il a notifié personnellement la demande de démission aux anciens évêques habitant la France, et, quelques jours après, aux évêques constitutionnels (cf. t. III, p. 413 et pièce n° 733).

era indifferente sulla scelta del vescovo, e sul desiderio già esternato dal Primo Console che questa non cadesse sulla persona del di lui fratello ¹. Vedremo ora cosa farà il capitolo di Colonia. Veramente al vescovo di Colonia, non a quello di Münster, è annessa la qualità elettorale. Le notizie che desideravo dall'Emo Antonelli non riguardano i diritti dei capitoli rispettivi, ma l'epoca piuttosto dell'esistenza degli elettorati ecclesiastici, i trattati coi quali son stati confermati, la necessità della conservazione dei medesimi, tutte quelle notizie in somma che servir potevano a formare una memoria ben ragionata. Ma l'Emo Caprara sarà riccamente fornito di tali notizie, e tratterà di quest'affare magistralmente.

(Cultes, *Arch. de Caprara*) ².

903. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 3 vendémiaire an X (25 septembre 1801).

Je vous adresse la notice abrégée des démissions qui me sont parvenues ³. J'en ai copié le texte de mot à mot : je le certifie conforme aux originaux.

¹ Dans une autre dépêche chiffrée, du même jour, Spina ajoutait : « ... Feci ieri scoprire dal sig. abbate Bernier cosa pensava il P. Console sopra quest' elezione. Egli disse apertamente, che rispetto all' elettorato di Colonia, conservava l'istessa opinione, che mi aveva manifestata e che mi aveva ordinato di comunicare a S. S. Si mostrò in genere mal contento dell' elezione di Münster; ma nemmeno mostrò in genere di approvare che il re di Prussia occupar facesse dalle sue armi quello stato, e quasi esternò delle idee ostili se continuasse in tale occupazione, della quale mostrò di dubitare... »

² Les dépêches n° 121 (du 19 sept.) et n° 123 (du 26 sept.) parlent des démarches de Spina pour la question des objets d'art. Le courrier extr. Pomaroli, qui lui avait apporté des instructions à cet égard (cf. p. 12, note 3), étant arrivé dans la matinée du 11, Spina avait aussitôt prié Bernier de solliciter une audience du P. Consul, et s'était assuré du concours d'Azara et de Ph. de Cobenzl (dép. n° 119. Cf. t. III, p. 521, note). Le 15 sept. il avait aussi obtenu l'appui de Joseph Bonaparte, qu'il était allé trouver à Mortefontaine; puis il avait remis un court mémoire à Talleyrand et à Chaptal. Il venait de renouveler, le 23, ses instances auprès de Talleyrand, qui lui avait laissé entendre que le gouvernement était bien disposé pour Albani et Braschi, mais que « questa condiscendenza era riservata come un favore al nuovo cardinal legato. »

³ Le 21 septembre, Bernier avait adressé au P. Consul les démissions des évêques d'Angers, de S. Malo et de S. Papoul. « J'en attends, disait-il, encore

J'y ai joint le texte de la démission donnée par les évêques de la Constituante, en leur nom et celui de leurs collègues. Je l'ai tiré de leur lettre au Pape, imprimée par leur ordre. Beaucoup de ces évêques sont aujourd'hui à Londres. Il est bon de rapprocher, aux yeux du public, ce qu'ils offraient en 1791 de ce qu'on leur demande aujourd'hui. Nul raisonnement n'est plus pressant pour l'homme délicat, qui s'est avancé si authentiquement. Si vous désirez le faire insérer dans le *Moniteur*, vous pouvez, ou employer cette notice, ou l'abrégé ou la changer à votre gré. Je l'ai, pour cette raison, rédigée tout entière ¹.

Notice sur les démissions données par les anciens évêques.

A peine les anciens évêques résidant en France ont-ils connu les dispositions du bref de S. S. le pape Pie VII, du 15 août dernier, qu'ils se sont empressés d'y obéir. Rien n'est plus expressif et plus conforme à l'esprit de paix qui doit caractériser les ministres de la religion, que les dispositions qu'ils ont manifestées. Leur doyen d'âge, l'évêque de Marseille, vieillard de quatre-vingt-douze ans, fait pour donner l'exemple à ses collègues, a écrit le 21 septembre à Mgr Spina : « Je reçois avec respect et soumission filiale le bref que vous m'adressez de la part de N. S. P. le Pape. Plein de vénération et d'obéissance pour ses décrets, et voulant toujours lui être uni de cœur et d'esprit, je n'hésite pas à remettre, entre les mains de Sa Sainteté, ma démission de l'évêché de Marseille. Il suffit qu'elle l'estime nécessaire à la conservation de la religion en France, pour que je m'y résigne. »

« Par attachement à la religion, écrivait le même jour l'évêque de Senlis, ci-devant premier aumônier de Louis XVI, pour conserver l'unité catholique, procurer l'avantage et le bien des

d'autres dans la journée, que je vous ferai passer de suite. Vous voyez que les choses vont bien. Nous n'avons éprouvé aucune répugnance... » — Le 24, l'abbé faisait connaître de même les démissions des évêques d'Alais, de Marseille et de Senlis. Celle de l'évêque de S. Claude avait été annoncée avant le 21.

¹ La notice de Bernier a été insérée dans le *Moniteur* du 7 vendém. (29 sept.), avec quelques variantes. Par exemple les dernières phrases, à partir de « Que diraient la France, Rome, etc. », ont été supprimées.

fidèles, et seconder les paternelles invitations de Sa Sainteté, j'abandonne volontairement et de plein gré le siège épiscopal de Senlis, et en fais la libre démission entre les mains de Sa Sainteté. »

L'évêque de Saint-Claude l'avait précédé. Il écrivait, dès le 16 du même mois : « Je respecte trop les ordres de Sa Sainteté, pour ne pas m'y conformer.... Aucun sacrifice ne me coûtera, lorsqu'il s'agira du rétablissement de la religion et de la gloire de son divin Auteur. »

« Evêque pour le bien des peuples, a dit l'évêque de Saint-Papoul, je cesserai de l'être, pour que rien ne s'oppose à leur union future ; trop heureux de pouvoir, à ce prix, contribuer à la paix de l'Eglise et à la prospérité des Français. »

« Je me regarde comme heureux, a dit dans le même esprit l'évêque d'Alais, de pouvoir concourir, par ma démission, autant qu'il est en moi, aux vues de sagesse, de paix et de conciliation, que Sa Sainteté s'est proposées. — Je prie Dieu de bénir ses pieuses intentions et de lui épargner les contradictions qui pourraient affliger son cœur paternel ¹. »

Les démissions des évêques de Saint-Malo et d'Angers respirent les mêmes sentiments, le même esprit de paix, de déférence et de soumission. Faut-il s'en étonner ? Les évêques, membres de l'Assemblée constituante, ne leur en avaient-ils pas donné l'exemple et l'idée ? N'avaient-ils pas écrit au Pape, dès le 3 mai 1791 : « Nous remettons nos démissions dans vos mains, afin que rien ne puisse plus s'opposer à toutes les voies que Votre Sainteté pourrait prendre, dans sa sagesse, pour rétablir la paix dans le sein de l'église gallicane. » Peut-on donner une démission plus précise et plus claire ? Cette lettre était signée de trente évêques, dont plusieurs sont aujourd'hui à Londres. Il paraîtrait plus que singulier qu'ils délibérassent maintenant sur une démission, non-seulement offerte, mais donnée depuis plus de dix ans. Ils ont fait plus encore : ils se sont, dans cette même

¹ La lettre de l'év. de S. Papoul, datée de Passy le 18 sept., et celle de l'év. d'Alais, datée de Villemoisson près Longjumeau le 22 sept., ont été publiées intégralement dans les *Ann. philos.*, t. IV, p. 134 (n° de sept. et octobre 1801). — Les démissions des év. de S. Malo et d'Angers, dont il va être question, sont du 19 sept.

lettre, rendus garants auprès de Sa Sainteté, que leurs collègues imiteraient leur exemple : « Car, disaient-ils, nous avons eu jusqu'à l'avantage d'obtenir, dans l'Exposition de nos principes, leur suffrage unanime, et ce n'est pas, lorsque nous offrons encore tout ce qui peut dépendre de nous pour aplanir tous les obstacles, que nous avons à craindre d'être démentis par leurs nobles et généreuses dispositions. » Que diraient la France, Rome et l'Europe de ces promesses, de cette garantie donnée, de ces nobles et généreuses dispositions si authentiquement annoncées, si l'on voyait aujourd'hui ces mêmes évêques hésiter, délibérer, ou chercher des moyens évasifs ? Espérons que l'amour de la paix, l'attachement à la religion et à leur patrie, et le désir de prouver à l'Europe que les sacrifices offerts par eux ne sont pas de vaines promesses, leur inspireront à tous un accord unanime et les soustrairont à l'influence des différents partis, auxquels ils sont étrangers par état.

(Aff. étr., Rome, vol. 932) ¹.

904. — Spina à Consalvi.

(n^o 124)

Parigi, 26 settembre 1801.

Rendo grazie all' Em. V. R. della compiacenza che ha avuta di trasmettermi la copia della ritrattazione dell'antico intruso di Rouen, e così della lettera del vescovo di Maçon. Ho veduto il foglio di Mgor patriarca di Gerusalemme, che pensa di dare all' Emo Legato le facoltà per l'assoluzione dell' intruso. Non dubito che vorrà Sua Santità aver la degnazione di rispondere un breve al vescovo di Maçon. L'età avanzata di questo prelato, il merito che si è fatto nel richiamare l'intruso a pentimento, sembra che possano fargli egualmente meritare la soddisfazione di esser egli autorizzato da Sua Santità a rilevare il vescovo Charrier da ogni censura. E siccome, in questi tempi di indulgenza, vuole Sua Santità tentare tutti i mezzi di riconciliare gli intrusi alla Santa Sede, potendo un esempio di clemenza esser utile anco per gli altri, crederei che dovesse il Santo Padre spingerla a favore di Charrier, fin dove crede che la sua apostolica autorità glielo possa permettere.

¹ Publié par Theiner, t. I, p. 344.

Niun riscontro posso io ancor dare all' Em. V. degli altri intrusi, giacchè negli scorsi giorni mi sono interamente occupato de' vescovi legittimi, e già di sette ne ho la dimissione, e son tutti quelli che sono a Parigi o nelle vicinanze. Non dubito di riceverla a momenti anco dagli altri che sono in Francia, e spedirò tutte le risposte per mezzo di un corriere che deve a giorni esser spedito a Firenze dal sig. cav. Azara, onde per mezzo di Mgor Caleppi giunger possano con sicurezza all' Em. V.

Niun riscontro ho ancora avuto da Londra da Mgor Erskine, del piego che gli ho trasmesso; ma già il breve di Sua Santità, e la lettera colla quale dal medesimo è stato accompagnato ai vescovi rispettivi, è inserita in molti fogli di Londra. Si fanno in alcuno di essi delle riflessioni, che mi avrebbero fatto temere della renitenza di alcuno, se non di tutti i vescovi che sono in questo regno¹; ma ieri appunto il ministro delle relazioni estere mi assicurò, che il breve di Sua Santità era stato benissimo ricevuto. Mi fece molti elogi della lettera di Mgor Erskine, e mi disse, che sperava che quanto prima mi sarebbero dal medesimo stati rimessi gli atti delle rispettive dimissioni. Di tutto ciò il ministro è informato da M. Otto, che continua a Londra a trattare la pace.

Domani assolutamente principierò a vedere l'intruso di Parigi, e così in seguito gli altri che sono in questa capitale. Già ho fatto stampare il breve a me diretto da Sua Santità e che li riguarda. A quelli che sono lontani, lo farò pervenire con mezzi sicuri, acciò allegar non possano ignoranza. Mi pare di poter congetturare, che il governo continui a conoscere il carattere di

¹ Le J. des Débats du 25, d'après la feuille anglaise « The Traveller », citait un extrait du bref « Tam multa », et parlait de la réunion tenue chez l'archev. de Narbonne ainsi que de la résistance probable de la plupart des assistants. Le gouvernement français, craignant la mauvaise influence de cette nouvelle sur les prélats dispersés en Espagne, en Allemagne, etc., a fait supprimer ce numéro du J. des Débats, et le numéro semblable de la Gazette de France et du J. de Paris (Emery à Bausset, 27 sept. Cf. pièce n° 906). En outre, pendant une quinzaine de jours, il s'est efforcé de faire croire à la démission de presque tous les évêques assemblés à Londres, bien que dès la fin de sept. il fût instruit du contraire par la dépêche d'Otto du 25 (pièce n° 898). — On verra que cette tactique a été rendue inutile par le retard apporté, à Rome, dans la demande de démission aux évêques réfugiés ailleurs qu'en Angleterre.

questi soggetti, e che perciò scemar debba il timore che volesse avergli in considerazione.

(Cultes, *Arch. de Caprara*). ¹.

905. — Spina à Consalvi.

(n° 127 en chiffres)

Parigi, 3 ottobre 1801.

Mi credo in dovere di dare separatamente all' Em. V. un esatto dettaglio di tutti gli oggetti, dei quali si tenne proposito nell'udienza particolare accordatami dal Primo Console ², e che ebbe luogo il dì 30 dello scaduto settembre.

Non poteva dare miglior principio al mio discorso, che facendo rimarcare al Primo Console il contento di Sua Santità e dell' Em. V. nell' esser stati da me informati, prima ancora della partenza del corriere Livio da Parigi, del dì lui gradimento per tutto ciò che da Roma era stato trasmesso in preventiva esecuzione della convenzione da V. Em. stipolata, aggiungendo che si riservava Sua Santità di dare delle pubbliche testimonianze di giubilo, subito che ricevuta avesse la di lui ratifica. — Corrispose il Primo Console al mio discorso colle espressioni le più obbli-

¹ Dans la dépêche chiffrée n° 125, du 26 sept., Spina dit que le P. Consul affecte maintenant une sorte d'indifférence pour l'affaire de l'électorat de Cologne. Morkov, interrogé sur le sort du roi de Piémont, a répondu à Spina « ciò che mi disse il Cte di Kolychev, che la Russia sola non può fare, per obbligare la Francia a più moderate misure. » Le roi d'Etrurie réclame l'évacuation de ses États par les troupes françaises et voudrait s'agrandir avec Lucques. « Il governo cisalpino, perduta ormai vedendo ogni speranza di conservare Pesaro, ha ordinato al suo ministro di fare istanza che siano fissati i confini fra lo stato di S. S. ed il territorio della Romagna. Ho pregato il ministro di non mettere molta insistenza in quest' affare, e procurerò di cluderlo per quanto sarà possibile, perchè non si trovi S. S. impegnato a convenire in una terminazione, che dimostrerebbe un consenso alla separazione delle Legazioni. Ma tutto ciò infine sarà più affare del cardinal legato, che mio. » Spina termine en parlant des présents destinés à Joseph et à Bernier : « M'interessa quello di Bernier, perchè assolutamente conservando quest'uomo tutta l'influenza col P. Console, ne abbiamo un estremo bisogno. »

La dépêche n° 126 est un simple accusé de réception des dépêches de Consalvi des 11 et 12 septembre.

² Bernier au P. Consul, 6 vendém. an X (28 sept. 1801) : « . . Mgr Spina désire avoir de vous une audience particulière. Il m'a prié de vous la demander ; il vous supplie d'en fixer le jour et l'heure. »

ganti, chiedendomi con interesse dello stato della salute del Santo Padre, e protestando per la di lui sacra persona tutto l'attaccamento, ed il medesimo rispetto che potrebbe avere per un sovrano potente, padrone di un esercito di quattro cento mila uomini.

Mi chiese con interesse quando sarebbe giunto il cardinale Caprara ; e lo assicurai che non avrebbe tardato a giungere, giacchè mi scrive da Bologna esser determinato a prendere la via del Mont Cenis. Ciò diede luogo a parlare del di lui alloggio, per il quale sentendo che mi davo tutto il pensiero, egli mi soggiunse, che se ne sarebbe egualmente occupato, e che avrebbe dato ordine al ministro dell' Interno di procurarne uno comodo e decente ¹. Credetti di non dovere nè accettare esclusivamente dalle mie ricerche, nè ricusare del tutto l'offerta. Fui avvisato di fatto in seguito dal ministro Chaptal dell' ordine avuto dal Primo Console ; sicchè il sig. cardinale legato avrà l'alloggio dal governo.

Prendendo da ciò materia di discorrere degli affari ecclesiastici, mi chiese prima di tutto il Primo Console, se il cardinale legato avrebbe avuta la facoltà di diminuire in Francia il numero delle feste, riducendole alle sole domeniche, al Natale, alla Pasqua, ed al giorno dell' Assunta, da me avvertito che non si poteva omettere ; ed avendolo assicurato che non si sarebbe stata alcuna difficoltà, mi soggiunse che in tal caso si sarebbe per tutti stabilita la domenica per giorno di riposo, e così mi fece concepire la consolante speranza che resterà quanto prima soppresso ed abolito il decadario ².

È molto tempo che prevedo, che col ristabilimento della religione cattolica in Francia, si darà occasione al governo di pen-

¹ Le 30 sept., le P. Consul a écrit à Chaptal : « Je désirerais que l'on trouvât une maison pour le card. Caprara » ; et à Talleyrand : « Désirant que le cit. Bernier puisse traiter le card. Caprara d'une manière convenable, je vous prie de lui donner 24.000 francs sur les fonds secrets de votre département. »

² L'arrêté du 7 nivôse an VIII (28 décembre 1799) avait déclaré qu'en vertu de la liberté des cultes, les églises pourraient être ouvertes un autre jour que le decadi, c'est-à-dire le dimanche. Quelques mois plus tard, l'arrêté du 7 thermidor (26 juillet 1800) interprété par les circulaires du min. de l'Intérieur des 28 therm. et 8 fruct., ayant expliqué que l'observation du decadi n'était obligatoire que pour les fonctionnaires, cette institution anti-chrétienne, qui n'était pas entrée dans les mœurs de la nation, était tombée de plus en plus en discrédit.

sare a stabilire qualche ministro o qualche dicastero che si occupi degli affari ecclesiastici, siccome esisteva nell' antico governo. Ho creduto mio dovere adunque di prevenire che tale scelta non cadesse in persone, o nemiche o almeno indifferenti per la religione, e che tal ministero modellato fosse in modo almeno da offendere il meno che fosse possibile l'ecclesiastica immunità. Ne avevo già tenuto proposito col ministro delle relazioni estere, al quale aveva proposto di fare cadere la scelta nella persona dell' abbate Bernier, dandogli un titolo di « aumonier » del governo, o altro che gli fosse piaciuto ; ed il quale, essendo in ciò meco perfettamente d'accordo, mi aveva detto di parlarne col Primo Console. Ne parlai adunque nell' ultima udienza, facendo comprendere al Primo Console in tale occasione, che era assolutamente indecente di lasciar di più gli ecclesiastici sotto la sferza della *Police*, confusi coi pubblici malfattori. Convenne egli meco nella massima, e mi disse che già aveva pensato di attribuire il dipartimento degli affari ecclesiastici a un consigliere di stato, e che aveva pensato di scegliere il consigliere Portalis. — « Non ho che ridire, gli replicai, sulla dottrina e sulla probità di Portalis ; ma mentre egli è un dottissimo giureconsulto, non lo credo molto versato nelle materie ecclesiastiche » ; onde replicai al Primo Console che dovea pensare di riunire a lui almeno qualche istruito ecclesiastico, onde potessero insieme occuparsi degli affari. Parve che il Primo Console gustasse la mia proposizione, escludendomi decisamente di poter pensare per ora a un « aumonier » del governo, che avesse esclusivamente il dipartimento degli affari ecclesiastici, giacchè credeva che tal scelta sofferta avrebbe molta contraddizione, e che perciò non poteva aver luogo che quando le cose fossero più stabilmente fissate.

Volli entrare in materia sulle nomine ai vescovadi, insinuando al Primo Console di nominare sollecitamente ai già vacanti arcivescovadi di Lione, di Rouen, e di Tours ; giacchè quelle diocesi, e segnatamente quella di Rouen, hanno un estremo bisogno di un pastore di sperimentata capacità e dottrina. In tale circostanza mi feci luogo a rammentare al Primo Console le premure di Sua Santità per i legittimi titolari, che hanno già date o daranno la loro dimissione. — Mi disse apertamente, che nulla aveva anco-

ra su di ciò stabilito; che aspettava il cardinal legato, e che chiuso con esso nel suo gabinetto avrebbero determinato ciò, che fosse più conveniente per poter poi procedere alla nomina di tutti i vescovi, allorchè pubblicata fosse la bolla della nuova circoscrizione di diocesi: per la quale lo prevenni di nuovo, che se ne renderà impossibile la pubblicazione fino a che non si avranno le dimissioni di tutti i vescovi, e così i consensi rispettivi che sono necessari su tale proposito. Si mostrò molto contento delle dimissioni già date dai vescovi che sono in Francia, ed egli mi disse di essere assicurato che date le avrebbero egualmente i vescovi che sono in Inghilterra, e che fra pochi giorni avrei avuta la risposta di Mgor Erskine.

Si parlò egualmente degli intrusi, molti dei quali so che si sono affrettati di dare la loro dimissione al governo ¹. Mi parve però da tutto il suo discorso di poter concepire qualche miglior speranza per i vescovi legittimi, e ben poco interesse per gli intrusi.

Non volli in tale occasione tralasciare di rammentare al Primo Console, che era ormai tempo di togliere dalle facciate dei tempi dedicati al culto di Dio, le cartelle profane coi titoli « au Génie »,

¹ Après la clôture du concile national (16 août), les évêques constitutionnels qui y avaient assisté étaient pour la plupart demeurés à Paris, et pendant les premiers jours de sept., avaient essayé de tenir à N. Dame des conférences contradictoires, auxquelles nul prêtre orthodoxe ne s'était présenté. A ce moment, Grégoire et plusieurs de ses collègues avaient été reçus par le P. Consul. Ils en avaient obtenu un aperçu confidentiel du concordat; et, comme Grégoire parlait de donner « spontanément une démission uniforme et simultanée », le P. Consul les avait engagés à attendre l'invitation du Pape, qui, disait-il, se montrait très bienveillant à leur égard. Lorsque les ratifications du concordat furent échangées (10 sept.), et qu'on sut que Spina commençait à s'occuper des démissions, les évêques constitutionnels examinèrent de plus près la conduite à tenir. Quelques-uns, comme Pèrier, pensaient que la démission devait rester dans le vague, parce que, selon la rigueur des principes, elle devrait être donnée au corps électoral qui avait fait l'élection des évêques. Grégoire, avec plus de succès, soutenait que les métropolitains ayant conféré l'institution, étaient seuls compétents pour accepter la démission. Comme dans tous les systèmes on admettait que copie des démissions serait adressée au P. Consul, plusieurs démissions avaient été préparées à l'avance (cf. t. III, p. 323, if.), et quelques-unes avaient, paraît-il, été déjà remises au gouvernement (probablement celles des évêques d'Avignon, de Dax, Grenoble, Lyon, qui sont annoncées dans le Moniteur du 8 octobre, avant que la formule de Portalis, dont il sera question plus loin, ait été adoptée).

« à l'Abondance » ; e molto più di far cessare le profanazioni sacrileghe che in quelli commettono i Teofilantropi. — Ignorava che esistessero ancora tali cartelle, che già aveva dato ordine che si togliessero. Mi assicurò che lo avrebbe rinnovato, e che assolutamente fatto avrebbe cessare i Teofilantropi da tali profanazioni ¹.

Evacuate così le materie relative alla convenzione ecclesiastica, passai a parlare dei principati, e principiai da Malta. Gli comunicai l'insistenza colla quale continua il re di Spagna a chiedere la separazione dei priorati del suo regno, alla quale Sua Santità ha sempre resistito. Ebbe il Primo Console su tale proposito la compiacenza di confidarmi, che dall' affare di Malta si era già parlato nella tutt' ora esistente negoziazione di pace coll' Inghilterra, e che già era convenuto l'articolo che l'isola si sarebbe dagli Inglesi rimessa in libero potere dell' Ordine riconosciuto dalla Santa Sede, e che è nella sua comunione, per dichiarare che niun diritto avessero in quella i Russi, se mai si determinassero di nuovo a fare un gran maestro scismatico. Mi chiese perciò se il Santo Padre aveva riconosciuto mai il priorato scismatico di Russia ; se questo niuna influenza poteva avere nell' elezione del gran maestro, e come si poteva ristabilire Hompesch nel suo magistero, e così tutto l'Ordine nel suo religioso sistema.

Gli comunicai io in tale occasione un discorso che avevo avuto sull' istesso oggetto, appunto nel giorno precedente, col sig. cav. Azara. Nel dover egli trattare col nuovo ministro di Russia, Morkov ², di una riconciliazione della corte di Russia con quella di Spagna, dovette parlare ancora del gran maestro di Malta. Disse Morkov, che desidera il suo sovrano l'elezione di un nuovo gran maestro, perchè non si dica che egli stesso riconosce per un tratto di follia il magistero assunto dal defunto suo

¹ Arrêté du 12 vendém. an X : 4 octobre 1801. « Art. 1. Les sociétés connues sous le nom de Théophilantropes ne pourront plus se réunir dans les édifices nationaux. — Art. 2. Les ministres des finances et de la police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté. » — Ces sociétés n'existaient plus guère qu'à Paris et dans le département de l'Yonne, et y comptaient peu d'adhérents.

² Le 24 sept. M. de Morkov, arrivé depuis peu à Paris, avait été reçu en audience particulière par le P. Consul. Le même jour, à l'audience publique des ambassadeurs, M. de Kolytchev avait présenté ses lettres de rappel.

padre ; ma che è indifferente sulla scelta della persona, fino a non disconvenire che sia eletto di nuovo l'istesso Hompesch. Il cav. Azara francamente rispose a Morkov, che i cavalieri cattolici non potevano in ciò convenire, giacchè nè potevano riconoscere mai la legittimità del magistero di Paolo, nè della dimissione data da Hompesch, per non esser stata mai accettata dal Sommo Pontefice. E perciò rimesso d'accordo con Morkov, che avrebbe tenuto nuovamente proposito di quest' affare, e che si sarebbe pregato se vi fosse luogo a qualche mezzo termine che tranquillizzasse l'imperatore Alessandro. Siccome però i cavalieri che compongono il priorato cattolico di Russia hanno già fatte le lettere convocatorie per il nuovo capitolo, che alcuni priorati di Germania già hanno accettate, avvertii il cav. Azara, e così il Primo Console, che bisognava procurare d'impedire la riunione dell' Ordine a Pietroburgo, giacchè erano troppo da temersi gli intrighi di quel priorato. Son convenuti ambedue nella massima. Non mi sovvengo bene i termini del trattato fatto da Hompesch con Paolo I per l'erezione del priorato scismatico, che una volta ebbi sotto gli occhi ; ma assicurai il Primo Console, che Sua Santità mai lo avrebbe riconosciuto come parte integrante dell' Ordine religioso. Non disconvenne il Primo Console, che se vi fosse un mezzo termine per non disgustare in questa parte l'imperatore Alessandro, non sarebbe che opportuno l'abbracciarlo. Egli adunque suggerì, che si dovesse procurare che il capitolo dell' Ordine si radunasse, o a Roma, o a Malta istessa. Il trattato di pace con l'Inghilterra, [che] sarà presto concluso, permetterà contentare l'imperatore della Russia. E per rendere all' Ordine la tranquillità e assicurarne la conservazione, si disse, che si poteva suggerire a Hompesch di far una nuova canonica rinunzia, onde procedere si potesse ad una nuova legittima elezione ; e nel caso che fosse renitente, potrebbe Sua Santità accettare quella già da esso fatta ¹. Di questo affare devo conferire di nuovo col cav.

¹ C'est probablement à la suite de cet entretien avec Spina, que le P. Consul a écrit le même jour à Talleyrand : « Il serait nécessaire de connaître ce que pensent les cours de Vienne et de Rome relativement à Hompesch. Je désire que vous chargiez Champagny et Cacault de faire sentir à ces deux cours, légèrement, l'intérêt que nous y prenons, et que, si nous trouvions dans ces cours des dispositions à le soutenir, nous sommes prêts à nous y joindre. Faites également con-

Azara; ma intanto, e per sentimento di questo, e per quello del Primo Console, ha fatto benissimo Sua Santità a resistere alle nuove istanze della Spagna, e se mai si rinnovassero, potrà francamente replicare esser di concerto col governo francese, che far non si deve alcuna novità rispetto all' Ordine di Malta, fin all' ultimazione della pace generale. L'interesse che vi prende questo governo basterà ad imporre alla corte di Spagna. Prega il sig. cav. Azara che non si dica esser egli di concerto in questo sentimento : il segreto che esige è troppo ragionevole.

Dagli affari di Malta si passò a parlare col Primo Console dell' elettorato di Colonia. Mi chiese se avevo riscontro da Sua Santità di quanto per suo ordine avevo dovuto comunicargli su tale oggetto. Mi convenne che per la brevità di tempo non potevo averlo ricevuto. Si mostrò però molto malcontento che l'elezione del vescovo di Münster caduta fosse nell' arciduca Antonio, e prevedendo che sarebbe lo stesso del vescovato di Colonia, mi ripeté che la casa d'Austria, a forza di matrimoni e arcivescovati, aveva sempre voluto ingrandirsi. Mi protestò, che riunito ora alla Santa Sede, e legato in buona armonia con Sua Santità, sarebbe stato indifferente alla conservazione dell' elettorato, ma che non vedeva come l'arciduca Antonio esser potesse vescovo di Colonia, essendo ora questa compresa nella Francia, e nel trattato definitivo riunita, e che egli avrebbe fatte delle opposizioni, che avrebbe risparmiato se il nuovo eletto fosse stato una persona indifferente. — Feci ben comprendere al Primo Console, che l'arciduca Antonio, essendo eletto vescovo di Colonia, non avrebbe esitato a dare l'assenso per la smembrazione della diocesi nella parte sinistra del Reno. Non cessai di rammentargli l'interesse, che egli stesso deve avere, che conservata sia la costituzione germanica, come lo ha la corte di Russia. — Su di che convenne pienamente, e confessò che erano d'accordo. In tal caso adunque, lo pregai istantemente di essere costante nella conservazione dell' elettorato, aggiungendo che Sua Santità contava assolutamente nella sua mediazione, e che se ne era

naitre au cit. Cibon que je prends quelque intérêt à Hompesch, et que je le verrai avec grand plaisir reprendre ses fonctions de grand maître. Comme je sais qu'il est dans la gêne, autorisez le cit. Cacault à lui donner 500 louis, sans lettre ni rien d'ostensible » (Corr. de Nap., n° 5775).

apertamente espresso con codesto residente di Russia. Ed io son di parere che questo sarà benissimo conservato, ma che in ultima analisi costerà qualche nuovo sacrificio, se non reale, almeno politico alla casa d'Austria, nella sistemazione delle altre indennità, siccome ha saviamente preveduto questo nuovo ministro imperiale, C^{te} Filippo Cobenzl, col quale se ne è tenuto proposito.

Parlando dei principati ecclesiastici di Germania, ebbi l'opportuna occasione di raccomandare al Primo Console, a nome di Sua Santità, la conservazione del principato di S. Gallo. È questo nel seno della Svizzera, e procurai perciò di fargli sentire, che oltre al vantaggio che ritrarrà la religione cattolica della conservazione di tal principato in quelle contrade, non sarebbe stato inutile per lui di avere un principe amico fra quei popoli, che ora sono inquieti, e che sono discordi nella nuova sistemazione di governo al quale la Francia vorrebbe obbligarli. Egli convenne subito di fargli rendere la parte de' suoi domini in Suabia: ma questa è la minore. Di concerto con un agente del principe che è in Parigi ¹, ho procurato che sia data dal Primo Console commissione di trattare di quest' affare col suo fratello Giuseppe...

Non dovevo in udienza del Primo Console dimenticare gli eccessi, che si commettono in materia di religione nella Cisalpina e nel Piemonte. Non li dimenticai di fatto; ma il Primo Console si fermò esclusivamente degli altri su quelli di Piemonte, interrogandomi come si potevano colà sistemare le cose ecclesiastiche. Ripetendo io, che per un sistema permanente conveniva aspettare che deciso fosse il destino di quello stato, egli mi replicò che era deciso, e che era ormai riunito per sempre alla Francia. Principiò a declamare contro la condotta diffidente e irregolare tenuta dal re di Sardegna verso di lui, e si dolse non solo di non aver egli mai voluto trattare con questo governo direttamente, ma molto più della sua fuga da Roma ², riguardandola come

¹ M. Muller. Ses démarches à Paris alarmèrent l'envoyé de la Rép. helvétique, M. Stapfer, qui s'en plaignit dans une note du 12 octobre. Il lui fut répondu plaisamment par Talleyrand, que le P. Consul « voyait l'abbé de S. Gall, par rapport à l'Helvétie, sous le même jour qu'il considérait le roi d'Yvetot relativement à la France » (dép. de Stapfer, du 16 octob. 1801).

² Voir t. II, p. 433, 444, etc.

sommamente offensiva al suo onore. Con quella franchezza, che m'ispirava la confidenza della quale il Primo Console mi onorava, gli chiesi come ciò si sarebbe sofferto dalla Russia e dall'Inghilterra; e mi replicò che non prendevano quelle potenze che una debolissima parte per il re di Sardegna. Mi aggiunse, rispetto alla Russia, che sebbene avesse egli promesso a Paolo I di rendere i suoi stati al re di Sardegna, si era creduto sciolto da ogni impegno, allorché il C^{te} di Kolytchev gli presentò una nota insolente e minacciosa su tale oggetto, e che la Russia in fine è troppo dalla Francia lontana perchè egli la debba temere. Mi aggiunse, rispetto all' Inghilterra, che se ne era interessata dal principio del trattato, ma che avendogli egli chiesta una popolazione di cinquanta a sessanta mila negri in compenso, si era l'Inghilterra dichiarata, che non voleva fare alcun sacrificio per ristabilire ne' suoi domini un sovrano, che sarebbe stato in ultima analisi un prefetto della Francia. Mi concluse adunque, che era deciso a non rimettere sul trono del Piemonte il parente più prossimo del re di Francia; che quello stato gli era troppo utile, e perchè lo metteva a portata di far fronte sollecitamente all' Imperatore, se avesse voluto invadere l'Italia, e perchè gli dava un' entrata di quindici milioni senza costargli un soldo, e perchè finalmente era la sentina di rifugio di tutti i Giacobini italiani, che egli assolutamente non voleva più in Francia. Lunghe fu la conferenza su questo tema; nè valsero le povere mie ragioni politiche, e tutto il di più che dissi per eccitare almeno un sentimento di compassione per un disgraziato sovrano, che va ad essere la vittima della Russia e dell' Inghilterra, se da questa è veramente abbandonato¹, come crede il Primo Console. Forse per riguardo della sola Russia si è sospesa una rivoluzione, che si crede si andasse fomentando in Sardegna, e questo si pretende che fosse il vero destino di Saliceti². Come pensi decisamente l'Inghilterra, si conoscerà dai preliminari di

¹ De vains efforts avaient été faits à Londres en faveur du roi de Sardaigne, par son représentant, le C^{te} de Front. Le roi avait été sacrifié sans scrupule, bien qu'il eût donné dernièrement un gage à l'Angleterre, en refusant à la France de fermer les ports de Sardaigne aux vaisseaux anglais.

² On verra plus loin que la mission donnée à Saliceti était relative à la constitution de Lucques.

pace, che si attendono incessantemente da Londra. Rispetto alla Russia, credo che s'inganni il Primo Console.

Deve essere da Vienna informata l'Em. V. de' due partiti che cozzano ora nella corte imperiale, quello cioè dell' arciduca Carlo, e quello di Thugut. Si pensa dal primo, di consenso della Russia, di stabilire colla Francia una pace stabile, anzi un' alleanza, quando stabilire si possa sopra solide basi, una delle quali si vuole che sia l'abbandono totale dell' Italia ; e vi accede la Russia, a condizione che l'Imperatore rinunzi ad ogni idea d'ingrandimento e risponda della Prussia. Il partito di Thugut, ossia Thugut dal quale l'Imperatore è sempre ligio, pensa ad una nuova coalizione, ed una nuova guerra per conseguenza, e nutre sempre il progetto di rendere l'Imperatore padrone di tutta l'Italia. Non si sa ancora decidere qual partito prevalerà : ma qualunque sia, pare costante che non si soffrirà dalle potenze che resti la Francia, come è, padrona dell' Italia ; e perciò, qualunque sia la pace che si concluda senza che sia dileguata questa difficoltà, non potrà riguardarsi che come una tregua, che ci preparerà a una guerra più dolorosa.

Ma V. Em. riderà di questa mia politica digressione dalla relazione della conferenza di quasi due ore, che ebbi col Primo Console, e della quale le ho fatto un breve ma esatto dettaglio.

Non le parlo in questo foglio del breve trattenimento, che si ebbe su i compratori dei beni nazionali, e sugli oggetti di arte delle famiglie Albani e Braschi, avendone dato sufficiente discarico in altri fogli separati ¹.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Il y a en effet trois autres dépêches de Spina, du même jour :

1^o Dép. n^o 128. — Spina dit avoir signalé les excès commis à Chiaravalle par Périllier, dans son propre intérêt et au nom de Duveyrier. Le P. Consul a répondu qu'il n'écoutait pas les plaintes des acquéreurs français, et qu'il approuvait la résolution de S. S. de leur accorder comme indemnité le quart du prix déboursé par eux.

Le 2 octobre, après l'audience, Spina a remis à ce sujet une note à Bernier qui a répondu le 5 dans le même sens : « ... S. S. peut et doit naturellement s'en tenir au mode d'indemnité juste et sage, convenu entre elle et le P. Consul... Si quelques acquéreurs refusent d'y souscrire, et prétendent soutenir leurs réclamations par des voies de fait, S. S. peut, ou sévir contre eux suivant les lois s'ils sont suspects, ou, s'ils sont Français en référer de suite au ministre de la Rép. française auprès d'elle, qui donnera les ordres nécessaires pour qu'ils ne puis-

906. — Stapfer à Begos.

Paris, 30 septembre 1801.

.. Le rétablissement d'un culte salarié est aujourd'hui ce qui occupe le plus les esprits, qui sont fort partagés là-dessus dans la capitale ; mais dans les départements, on est extrêmement porté pour cette mesure du gouvernement. Il n'aime pas néanmoins qu'on en fasse l'objet d'une discussion publique. Le départ du *Journal des Débats* a été suspendu pendant un jour, à cause d'un article qu'il avait inséré sur le bref de Sa Sainteté. Le Premier Consul paraît décidé à ne pas soumettre cette matière délicate à une discussion du Tribunat, et la portera directement au Sénat, pour que celui-ci en statue par un sénatus-consulte.. (Arch. de Berne).

Lucchesini au roi de Prusse.

Paris, 3 octobre 1801.

.. Le prix du pain continue à augmenter : le peuple murmure sourdement. L'approche de la rentrée du Corps législatif et du Tribunat, et l'opposition que la pluralité de ce dernier surtout

sont ni troubler l'ordre, ni enfreindre les lois. Tels sont les sentiments invariables du P. Consul.. »

2^e Dép. n° 129. — Le P. Consul, à qui Spina a parlé des objets d'art appartenant aux familles Braschi et Albani, « mi richiese apertamente come si era condotto l'Emo decano [card. Albani] nei congressi nei quali si era trattato della convenzione ; ed avendolo assicurato che ne era stato l'apologista, mi replicò : Domani darò ordine al ministro delle relazioni estere che si renda tutto. » Talleyrand a autorisé Bernier à confirmer cette déclaration par une note du 1^{er} octobre ; mais il continue à insinuer que c'est auprès de Caprara que le gouvernement veut se faire un mérite de cet acte de bienveillance. Quant à Chaptal, il a prétendu ce matin que la famille Albani devrait offrir au gouvernement une ou deux de ses meilleures statues.

3^e Dép. n° 130. — Spina vient de voir Talleyrand au sujet des fournitures et de la solde pour la garnison d'Ancône. Le ministre « si è espresso, che gli ordini dati perchè le truppe francesi non fossero in alcun modo a carico di S. S. erano precisi ; che il governo francese esser voleva sinceramente amico del Papa, e che voleva che S. S. fosse egualmente amico suo, e che perciò nulla vi doveva essere che fosse a carico dell' uno e dell' altro. Mi ha assicurato in conseguenza, che rinnovato avrebbe al ministro Cacault gli ordini i più pressanti, analoghi alle intenzioni del P. Console. »

menace de faire à l'acceptation du concordat avec la conr de Rome, a réveillé le bruit du renvoi de ces deux assemblées. Quoique assurément le Premier Consul serait assez fort pour l'essayer impunément, je ne crois pas qu'il veuille le faire..

(Arch. de Berlin).

907. — Spina à Royer.

Paris, 29 septembre 1801.

Monsieur, vous trouverez ci-jointe la copie certifiée d'un bref que Sa Sainteté m'adresse ¹. Je ne doute pas que les sentiments, les invitations paternelles et les vœux qu'ils renferment, ne produisent sur vous la plus vive impression.

Sa Sainteté ne veut pas qu'au milieu de la joie que va ressentir la France, un seul ministre des autels soit privé des grâces dont Dieu l'a fait dépositaire. Elle a versé des larmes sur les funestes divisions qui ont séparé une partie des Français de la communion du Saint-Siège. Il en coûterait à son amour, si elle pouvait croire un seul instant qu'elles se perpétuassent : son cœur paternel repousse avec horreur cette affligeante idée.

Faites donc de vôtre côté, Monsieur, tout ce que la religion

¹ C'est le bref « Post multos » (pièce n° 733), dont Spina avait choisi le texte « indirect », sous sa propre responsabilité (Cf. t. III, p. 519). Les exemplaires qu'il a distribués aux évêques constitutionnels ont été imprimés par ses soins à Paris, en 3 pages in-4°, portant à la fin une attestation d'authenticité signée de la main du prélat. En comparant ce texte avec celui que nous avons publié (pièce n° 733) d'après Theiner, on remarque une différence intéressante. Le passage qui commence à « Abjiciant ipsi archiepiscopales.. » jusqu'à « Hoc ab eis postul.. » est remplacé par les phrases suivantes : « Plenam eorum singuli, scriptis ad nos litteris, obedientiam et submissionem Romano Pontifici, judicii Sedis Apostolicæ super ecclesiasticis Galliarum negotiis enanatis sincero et obsequenti animo adhærere ac plane subjectos esse declarent, sedesque archiepiscopales seu episcopales, quas absque Apostolicæ Sedis institutione occuparunt, statim abjiciant. » En outre, dans la phrase « Ne suspicari quidem volumus, eos libenti animo vocibus nostris etc. », il faut lire « precibus » au lieu de « vocibus. » — Pendant plusieurs années les constitutionnels ignorèrent l'existence du bref « direct », dont Spina avait supprimé les deux variantes (Cf. t. III, p. 381 note, et p. 526) ; mais lorsque les archives du Vatican furent centralisées à Paris, Grégoire retrouva le texte « direct » dans le registre des « Epistolæ ad principes et alios. » Cette découverte causa un grand émoi parmi les constitutionnels, qui ne devinant point ce qui s'était passé, accusèrent Spina de falsification.

et la conservation de l'unité catholique exigent de vous. Volez dans le sein d'un père qui vous tend les bras : il brûle du désir de vous voir tous réunis à lui. Ecrivez-lui comme au chef visible de l'Eglise de Jésus-Christ ; témoignez-lui cette soumission filiale que le successeur du prince des Apôtres a droit d'attendre de tous les chrétiens. Adhérez librement aux décisions du Saint-Siège relatives aux affaires ecclésiastiques de France, et abandonnez le siège que vous occupez. Voilà ce que la charité tendre et paternelle du Souverain Pontife demande de vous. Cette déclaration sera l'objet d'une lettre française ou latine que vous adresserez à Sa Sainteté, qui m'a chargé de la lui transmettre de votre part.

J'attends de vous avec confiance cette preuve éclatante de déférence pour le Saint-Siège et d'attachement à l'unité. Vous la devez à la paix qui l'exige, à la France qui l'attend, à l'Eglise qui la commande, au gouvernement qui la mérite, aux fidèles qui en seront édifiés, et, j'ose dire à votre propre cœur, qui ne sera joyeux et content qu'après l'avoir donnée.

Veillez bien m'accuser la réception de cette lettre, et du bref qui l'accompagne. Je vous offre, pour remplir les vœux du Saint-Siège, tous les soins officieux qui dépendront de moi. Je m'estimerai heureux, si, par leur moyen, je puis contribuer au succès d'une réunion si longtemps désirée.

Agréez, Monsieur, les sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc. ¹.

(Arch. du Vatican ; Pap. de Grégoire).

908. — Observations [de Grégoire].

Paris, 3 octobre 1801 (11 vendémiaire an X de la Rép.).

Observations sur un bref imprimé, présenté par M. Spina, archevêque de Corinthe, au cit. Royer, évêque métropolitain de Paris ¹.

¹ Cette lettre a été adressée successivement aux évêques constitutionnels : nous en avons vu des exemplaires datés du 2, du 3 et du 6 octobre. — Le style de cette pièce ferait croire qu'elle a été rédigée en commun par Spina et par Bernier.

² L'ébauche des Observations, écrite de la main de Grégoire, est conservée dans les papiers de cet évêque. Elle m'a été communiquée par M. Gazier, qui a bien voulu aider mes recherches sur la démission des constitutionnels.

Nous n'avons rien plus à cœur que de concourir avec le gouvernement à la paix de l'Église et de l'État. On a cru que nos démissions pourraient y contribuer ; nous les tenons prêtes pour le moment où nous serons invités à les donner.

Mais les douces espérances d'une paix religieuse, que le Premier Consul donna solennellement dans la proclamation du 14 juillet, semblent s'éloigner de nous. Le 7 de ce mois (29 septembre), M. Spina a porté à l'évêque de Paris une copie, par lui certifiée, d'un bref qui ne tend à rien moins qu'à prolonger et à aigrir nos douloureuses dissensions. Ce bref, adressé par N. S. P. le pape Pie VII à M. Spina, nous a paru tel que nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser d'en donner connaissance au gouvernement.

1° Suivant nos lois anciennes et modernes, aucun rescrit de Rome ne peut être publié en France sans l'*exequatur* du gouvernement. Cette précaution a toujours été jugée nécessaire au repos de l'État, et pour la conservation de son indépendance et des droits de notre église. Cependant le bref dont il s'agit n'est point revêtu de cette formalité ; et tout nous porte à croire qu'il est inconnu au gouvernement ¹.

2° Qu'a pu se proposer le Premier Consul en traitant avec N. S. P. le pape ? D'éteindre les querelles religieuses, et de rétablir la paix dans l'Église. Mais ce bref, en sanctionnant les causes de nos fatales divisions, appelle chez nous de nouvelles querelles et de nouveaux malheurs. Il veut que nous adhérions aux jugements qu'il dit émanés du Saint-Siège sur les affaires de l'église gallicane. Mais ces jugements, quels sont-ils ? Ceux qui sont consignés dans les brefs attribués à Pie VI : il n'en est point d'autres. Or ces brefs proscrivent les principes constitutifs de tout gouvernement ; ils vouent à l'exécration les législateurs qui, en décrétant la suppression de la dîme et l'aliénation des biens ecclésiastiques, avaient pourvu aux frais du culte et à l'entretien des ministres des autels. Reconnaître ces brefs, ce serait donc trahir les intérêts de notre patrie. Une pareille proposition peut-elle nous être faite de la part de Sa Sainteté ? et le gouvernement, dès

¹ On a vu, au contraire, qu'au moment où ce bref était arrivé de Rome, il avait été bien accueilli par le gouvernement (t. III, p. 473, 490, 519).

qu'il en aura connaissance, pourra-t-il ne point s'opposer à la propagation de maximes aussi désastreuses ?

3° Les brefs de 1791 et 1792 défendaient de se soumettre au gouvernement d'alors, sous peine d'anathème. Adhérer à ces brefs, ce serait donc reconnaître que pour obéir aux lois de notre patrie, nous aurions besoin de l'agrément d'une puissance étrangère.

4° Le Premier Consul nous a assuré que dans les actes à émaner de la cour de Rome, il ne se trouverait rien qui pût blesser les principes et la délicatesse de nos consciences ; et néanmoins le bref remis par M. Spina au cit. évêque de Paris, nous outrage d'une manière sanglante. Il nous suppose hors de l'unité de l'Eglise. Et pourquoi ? parce qu'avant de monter sur nos sièges, nous ne prîmes point de bulles du Pape. Mais pendant plus de douze cents ans, les évêques d'orient et d'occident ne prirent point de bulles de l'évêque de Rome. Aux termes du bref, tous les évêques qui pendant ce long intervalle parurent dans la chrétienté, auraient donc été aussi hors de l'unité. S. Augustin, S. Chrysostome, S. Cyprien, S. Athanase, S. Martin, etc, ne furent donc point des évêques légitimes ? Ils étaient donc hors de la vraie doctrine, tous ces évêques français qui nous ont précédés, puisqu'ils enseignaient que, malgré le concordat entre François I^{er} et Léon X, on pouvait, dans plusieurs circonstances, se passer des bulles du Pape ; et du nombre de ces circonstances est précisément celle dans laquelle nous nous sommes trouvés.

5° Aux termes du bref, le Pape nous a jugés : mais nous a-t-il entendus ? Nullement. Il serait donc plus dur que le tribunal même de l'Inquisition : celui-ci ne condamne les accusés qu'après les avoir ouïs.

6° Après nous avoir déclarés hors de l'Eglise, le bref nous invite à y rentrer, et à profiter du bienfait de la réconciliation, c'est-à-dire d'une véritable absolution. Mais où est donc le crime ? où sont les coupables ? Ce que nous fîmes en 1791, ce serment que nous prêtâmes alors, et qu'on nous reproche avec tant d'injustice, oui, si nous étions dans les mêmes circonstances, nous le ferions encore aujourd'hui : il consacrait nos devoirs envers la religion et la patrie. Ah ! nous serions véritablement coupables, et nous aurions besoin de cette absolution qu'on nous offre, si, mentant à notre conscience et à la vérité, nous étions

assez lâches pour faire une honteuse rétractation du serment que nous avons prêté, et des principes qui ont toujours dirigé notre conduite.

7° Encore si, par le sacrifice de notre honneur personnel, nous pouvions réunir tous nos concitoyens et ramener la paix au sein de notre patrie ! Mais, hélas ! ce sacrifice même ne servirait qu'à désunir de plus en plus les Français. Par cette démarche, tous les actes que depuis dix ans nous avons faits comme pasteurs, seraient déclarés nuls ; les sacrements que nous avons administrés, seraient réputés autant de sacrilèges ; les confessions, les bénédictions nuptiales, etc., il faudrait les refaire. De là, que de troubles, que de confusion, que de scandales ! Dès lors cette multitude de prêtres respectables qui n'ont cessé de prêcher la soumission aux lois, seraient exposés à tous les poignards du fanatisme ; ces mêmes poignards ne tarderaient pas à être levés contre les fidèles qui ont eu recours au ministère de ces prêtres. Le gouvernement lui-même, convaincu d'avoir autorisé ces évêques, ces prêtres et leur ministère, serait voué à l'exécration ; la vente des biens nationaux serait traitée de sacrilège, et ceux qui les ont acquis, forcés de renoncer à leurs acquisitions, verraient leurs jours même en péril. Des chocs violents, des disputes, des querelles sanglantes se multiplieraient sur tous les points de la France. Ah ! puisse l'expérience du passé éclairer sur l'avenir ; et que le gouvernement juge lui-même si nous pouvons adopter un bref, qui tend à ramener parmi nous ces troubles et ces horreurs !

8° Nous avons vu avec quelque surprise les éloges prodigués, au nom du Pape, à des évêques qui, après avoir abandonné leurs troupeaux, sont allés sur des terres étrangères et ennemies de leur patrie : mais devions-nous penser que, dans le même jour et au nom du même pontife, on tint une conduite si différente vis-à-vis d'un clergé, dont le courage inaltérable a maintenu en France le culte catholique, et qui, constamment fidèle aux saintes maximes de Jésus-Christ, s'est également immolé pour sa religion et sa patrie !

9° Dans ce bref si flatteur, adressé aux évêques retirés en Angleterre, le Pape fait entendre que c'est bien malgré lui, que c'est forcément qu'il se prête au traité passé entre lui et le gou-

vement français : ne serait-ce point se ménager un motif de revenir contre, dans des circonstances que l'on croirait favorables ?

1^o Nous le répétons ici, avec cette franchise évangélique que nous manifestons depuis tant d'années : nos titres, nos sièges, nos vies même, nous les offrons, si ce sacrifice peut éteindre en France les dissensions religieuses ; s'il peut ramener les Français à ces deux sentiments de fraternité et de concorde, que leur commande l'Évangile, et que leur conseille même leur intérêt commun. Mais qu'on n'exige point du tout que nous souscrivions des erreurs dangereuses, de calomnieuses imputations ; qu'on n'exige point de nous que nous prêtions les mains pour rouvrir, sous les pieds de nos concitoyens, de nouveaux abîmes que nous ne pouvons envisager qu'avec horreur.

Si, trompé, égaré par des suggestions perfides, comme le fut son prédécesseur, Pie VII nous condamne, même sans vouloir nous entendre, nous en gémirons devant Dieu ; mais comme Bossuet, comme tous les grands évêques de l'assemblée de 1682, qui furent aussi accusés de schisme, d'hérésie, de blasphème, nous remettons notre cause au jugement de l'Église et à celui de la postérité. Mais, ainsi que déjà nous l'avons fait cent fois de la manière la moins équivoque, nous continuerons de déclarer : que nous reconnaissons dans Pie VII le vrai successeur de Saint-Pierre, le premier vicaire de Jésus Christ, le chef visible de l'Église universelle ; qu'en cette qualité, il a dans toute l'Église une puissance de juridiction et d'honneur ; que nous lui devons et que nous ne cesserons d'avoir pour lui une soumission respectueuse, non telle que le bref l'insinue, mais telle que, dans tous les temps, nos prédécesseurs dans les sièges épiscopaux de France l'ont admise, c'est-à-dire sans préjudicier aux intérêts de notre patrie, et sans porter atteinte aux libertés de l'Église gallicane.

Si, comme nous aimons à le croire, Pie VII désire sincèrement de faire cesser nos divisions religieuses, il est un moyen simple et facile pour parvenir à ce but ; et ce moyen lui est tracé par les Pères et par les Conciles : 1^o Qu'il se montre en conciliateur impartial. 2^o Que sans juger les évêques d'aucun parti, il les invite tous, au nom de la religion et de la paix, à donner leurs démissions. 3^o Que les uns et les autres puissent être par le Premier Consul renommés à des sièges épiscopaux. 4^o Que le Pape,

sans revenir sur les divisions anciennes, accorde à ceux-ci l'institution convenue, après que chacun d'eux aura déclaré qu'il professe la religion catholique, apostolique et romaine. 5° Qu'il leur impose à tous, ainsi qu'aux fidèles, un silence absolu sur les objets qui les ont trop longtemps divisés, et qu'il les exhorte à vivre désormais dans une sainte union, pour la gloire de Dieu et pour leur édification réciproque ¹.

(*Ann. de la Religion*, t. XIV, p. 61).

909. — Caprara à Consalvi.

(n° 4)

Parigi, 5 ottobre 1801.

Con mia precedente dei 29 settembre in data di Lione, annunziai a V. Em. la fiducia in cui ero di poter giungere in Parigi il giorno 4 corrente ; ciò che di fatto è avvenuto, malgrado le diverse rotture occorse in una delle carrozze, che obbligarono una parte della mia comitiva ad arrestarsi per non poche ore in strada, e quindi proseguire il cammino di notte, per raggiungermi all'albergo da me fissato per dormirvi la prima sera dopo la partenza da Lione, che, come prevenni V. Em. colla citata mia, ebbe luogo la mattina dei 30 dello scorso. In tutti i diversi luoghi per i quali sono passato da Lione in quà, ho ricevuto per parte del militare, egualmente che dalle rispettive municipalità, anche maggiori riguardi ed attenzioni di quelle ho avuto l'onore di descrivergli colle precedenti mie, giacchè, oltre gli spari del cannone al momento di mio arrivo, o a quello di mia partenza dai luoghi di piazza di armi, la guardia di onore alla casa ove albergavo, l'accompagnamento continuo di usseri e giandarmi insieme, che mi hanno scortato fino a Parigi, sono stato costretto ad arrestarmi per qualche tempo a Nevers, per andare al palazzo della municipalità, ove era preparato decente rinfresco, e dove altresì era squadrinata tutta la cavalleria che ivi trovassi. Altrettanto erasi prescritto dal governo di fare in

¹ Dès le 30 sept., Grégoire, d'accord avec ses collègues Moïse, Demandre, Des Bois, etc., avait en quelque sorte voulu mettre sa conscience à couvert, en rédigeant une « Déclaration au sujet des entreprises de la cour de Rome et des libertés de l'église gallicane. » Une copie de ce document est restée entre les mains de la famille Carnot, qui est dépositaire d'une partie des papiers de Grégoire.

Lione, ed in Moulins, ove per un giorno intero stettero sulle armi due mila uomini, come si espressero, fra cavalleria ed infanteria, quali poi doverono ritirarsi, atteso che nei due indicati luoghi io non arrivai prima dell' un' ora di notte.

In Fontainebleau pure la municipalità in corpo venne subito a trovarmi all' albergo la sera, e si presentò la mattina seguente, venuta anche ad accompagnarmi alla carrozza al momento di mia partenza. Convien credere, che in detta città vi fossero ordini anche più precisi che nelle precedenti, poichè da quella fino a Parigi, oltre il numero maggiore di truppe di scorta, non fumi più ricercato tassa per le barriere, che avevo dovuto pagare da Lanslebourg fino a Fontainebleau.

La circostanza di esservi dalla nominata città due strade equidistanti da Parigi, ed essendo io poco meno che costretto a tenere quella, ove mi si suppose dal comandante gli usseri essere ordinate le truppe di accompagnamento, mi privò per alcune ore della consolazione di vedere l'ottimo Mgor arcivescovo Spina col P. R. Caselli, il quale fatalmente dandosi l'incomodo di venirmi ad incontrare, prese appunto la strada diversa da quella tenuta da me. Ebbi però il conforto di abbracciarlo a « l'hôtel de Rome », ove io discesi verso un' ora di notte di ieri sera, avendo espressamente procurato di non entrare in Parigi in pieno giorno. Le accoglienze che io ricevei, sì dal prelato che dal P. R. Caselli, furono tali, quali potevano attendersi dal cuore e dal carattere aureo che li distingue. Anzi il primo si era dato per fino l'obbligante pensiero di farmi trovare preparata la tavola, cui ci posemmo tutti, vale a dire Mgor Spina, il P. Caselli, io, e tutta la mia comitiva.

Non pochi vennero a favorirmi dopo la tavola; e fra questi il ministro di Spagna Azara, il ministro della Cisalpina Marscalchi, il conte Melzi, il principe Giustiniani, e l'abbate Bernier, con cui, e in mia compagnia e separatamente, tenne Mgor Spina lungo discorso, sì rapporto all' alloggio che il Primo Console aveva pensato di farmi avere, che rispetto all' ora dell' udienza del Primo Console, da cui egualmente che dal ministro degli affari esteri anderò col prelato, come mi si suppone, verso le ore tre dopo il mezzo giorno di lunedì, 5 del corrente ottobre ¹.

¹ Le matin du 5, Spina écrivit à Talleyrand : « J'ai l'honneur de vous faire

Mi sono fatto intanto un dovere di estendere la presente, nella fiducia che possa partire a cotesta volta un corriere di Spagna, disposto ad aggiungere il risultato dell'udienza avuta dal Primo Console.

Ritorno a casa, senza aver veduto il Primo Console, da cui probabilmente passerò domani, a norma di quanto ho rilevato da M. Talleyrand, ministro degli affari stranieri, da cui sono stato in compagnia di Mgor Spina. Dal medesimo sono assicurato che di già erasi ordinato, che, rapporto alle statue, il ministro Cacaault rispondesse a seconda delle premure di Nostro Signore. Dalla voce dell'istesso fui pure accertato che il Primo Console aveva proibito certe adunanze di persone nelle chiese, vulgarmente chiamate Filantropie, nelle quali, a guisa dei circoli dei passati tempi, si predicava la democrazia. Oggetti però di tal natura V. Em. non troverà male che io lasci di riferirglieli, fin tanto che trovasi in Parigi Mgor Spina, cui sono noti coi più esatti dettagli, e perchè anche alle occorrenze può fare uso della cifra.

Mi è stato parlato, che il Primo Console avrebbe desiderato di nominare dei vescovi; che il legato desse a questi l'istituzione canonica, e che per qualcheduno anche facesse la funzione della consagrazione. Quanto alla consagrazione, ho risposto, che non vedevo difficoltà, e che al tempo debito mi sarei volentieri prestato; ma circa l'istituzione canonica, nè io avevo nè potevo avere tal facoltà, assolutamente riservata ed unicamente propria della Santità di N. S., che preconizza i vescovi in concistoro.

Ho accennato di sopra, che il Primo Console aveva pensato di farmi avere un alloggio conveniente alla rappresentanza. Aggiungo ora che il medesimo non solo ha fissato gli occhi sul palazzo Montmorin, ma che di più, essendo quello sprovvisto di tutto, ha dato ordine che subito sia ammobiliato, e posto in stato da abitarci con tutta la sollecitudine ¹. Mi ha di più fatto offrire il servizio di due carrozze e cavalli; cosa di cui lo ringrazierò nell'udienza, dicendo che profitterò delle sue generose esibizioni all'occasione di dovere uscire in formalità.

part que S. Em. le card. Caprara est arrivé hier au soir à Paris. Il est empressé de témoigner son respect au P. Consul, ainsi qu'à vous. Après-midi j'aurai l'honneur de vous le présenter: pour le P. Consul, il attendra vos ordres. »

¹ Jusqu'au 1^{er} vendém. an XI, le min. de l'intérieur a payé 15.000 fr. pour le loyer de cet hôtel, et 13,300 fr. pour le mobilier.

Mi si dice nel momento, che domani verso il mezzo giorno sarò ammesso dal Primo Console a privata udienza.

Fin qui a tutto lunedì 5 corrente: il dì più qualora il corriere nominato non porta, V. Em. lo avrà in altra mia separata, o per questo, o per altro incontro. La supplico intanto, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

910. — Caprara à Consalvi.

(n^o 2)

Parigi, 6 ottobre 1801.

Quanto accennai a V. Em. con mia di n^o 1, in data dei 5, rispetto al giorno ed ora dell'udienza del Primo Console, si è in pieno verificato. Questa mattina stessa mi si è presentato il consigliere di stato Bénézech, introduttore degli ambasciatori, annunziandomi, che il Primo Console mi avrebbe veduto verso il mezzo giorno, che egli stesso era incaricato di venirmi a prendere, e che io sarei stato servito con carrozza consolare, sì nell'andare che nel ritorno. Io ho ringraziato il sig. consigliere come dovevo, ed ho detto che all'ora indicatami mi sarei trovato pronto. Poco meno che al punto mattematico del mezzo giorno, è comparso all'albergo ove io abito il mentovato consigliere, e con esso sono andato al palazzo delle Tuileries, ove dimora il Primo Console, presso cui sono stato immediatamente introdotto e rimasto solo durante la non breve udienza.

Al comparire innanzi al Primo Console, ho fatto un laconico complimento, indicante la premura di N. S. nell'aderire ai di lui desideri; ho toccato delicatamente il punto della ferma fiducia in cui riposava il Santo Padre di vedere, anche in corrispondenza della sua indulgente condotta, ristabilita la pace religiosa in Francia, e finalmente ho detto poche parole sulla scelta fatta di me medesimo in legato *a latere*. La risposta datami dal Primo Console è stata delle più obbliganti, parlandomi nel modo il più rispettoso, lusinghiero, e tenero in ordine alla sacra persona di N. S., e giusti suoi desideri, quali avrebbe fatto il possibile perchè non rimanessero delusi. Rispetto a me poi, si è espresso in modo da non considerare di più, e mi ha usato tratti del maggior riguardo. Terminato il reciproco complimento, ci siamo ambi posti a sedere, ed egli, il Primo Console, è entrato immediatamente in materia.

Primieramente, mi ha supposto essergli stati avanzati dei forti reclami dai vescovi costituzionali¹, che tentano di far causa comune con tutta la nazione, supponendo di essere aggravati dal breve di N. S. trasmessoli con lettera di Mgor Spina, e ciò in virtù delle espressioni contenute nei brevi di condanna della Sa : Me: di Pio VI. Come che nel breve summenzionato non si fa veruna menzione delle da loro segnate espressioni, ho potuto francamente far sentire al Primo Console la irragionevolezza del reclamo. Ma egli, interrompendomi, ha conchiuso che tutta la cosa si ridurrà a tenersi sul proposito una discussione fra me ed il consigliere di stato Portalis, destinato a trattar meco sugli oggetti ecclesiastici².

Mi ha, in secondo luogo, parlato dell' istituzione canonica, che desiderava che io dassi ai vescovi che avrebbe nominati, come ho accennato nell'altra di n° 1 ; ed io ho replicato in maniera ch'egli si è convinto di non dovere in modo alcuno insistere su tal dimanda.

Proseguendo poi a parlare dei vescovi da nominarsi, mi ha manifestato l'idea ch'egli aveva, che un terzo dei nominandi fosse del numero dei costituzionali, sempre che i medesimi si fossero sottomessi a quanto veniva loro prescritto dal Santo Padre. In oggetto così delicato ed interessante, ho preso colla maggior

¹ On lit dans un journal ms. de Le Coz : « mardi, 6 octobre 1801 : conférence avec Cambacérès, qui nous a déclaré que le prétendu bref de M. Spina n'est point approuvé du gouvernement. Il nous a d'ailleurs rassurés, en nous promettant de mettre sous les yeux du P. Consul nos observations sur ce prétendu bref. » — Outre les Observations (pièce n° 908), qui étaient rédigées au nom de tous, les *Ann. de la relig.* (t. XIV, p. 68 et 31) ont publié les réponses personnelles, adressées à Spina par Le Coz (6 octob.) et par Grégoire (8 oct.). Ces deux pièces respirent la plus vive indignation. Spina est notamment pris à parti pour avoir refusé dans sa lettre la qualité d'évêque aux constitutionnels. Des Bois alla plus loin : il renvoya le paquet de Spina sans l'avoir ouvert. « Je ne laisserai, disait-il, ignorer cette intrigue, ni au gouvernement ni au Tribunal. » (Cf. *Ann. de la relig.*, t. XIII, p. 528, n° du 15 octobre).

² Bien que Portalis n'ait été investi officiellement de ces fonctions que le 8 octobre, en fait, il avait commencé depuis quelques jours à les exercer. Dès le 5 octobre il écrivait à Talleyrand : « J'aurais besoin, pour une opération dont je suis chargé par le P. Consul, d'avoir sous les yeux les dispositions du concordat passé avec le Pape. Je vous prie de vouloir bien m'en faire faire une expédition ». (Cf. p. 115).

pacatezza a fargli sentire, che, se à guisa di peccatori si fossero assoggettati alla potestà delle Chiavi, poteva sperarsi che il Santo Padre avrebbe usato verso loro la condiscendenza, che la sua coscienza le permettesse. Ma rivolgendo il discorso alle mire ch'esso Primo Console aveva di restituire alla Francia la tranquillità religiosa, e togliere di mezzo il fuoco divoratore dello scisma, gli ho fatto riflettere, che se tali vescovi fossero infetti di Giansenismo, come debbono esserlo, e lo hanno mostrato cogli atti del sinodo che hanno tenuto, anzicchè per questa via estinguere il fuoco, si dava alimento ad un mongibello, ed in vece di acquistarsi la pace, si fomentava una nuova guerra, ed una sicura insubordinazione e non adesione degli ecclesiastici al proprio pastore. Senza esagerare in minimo modo, la mia risposta gli ha fatta visibilmente vera sensazione; ed essendo il medesimo in seguito ritornato, come suol dirsi, alla carica, mi sono studiato ch'egli sempre più si confermi nella sensazione ed impressione fattagli dal mio discorso, procurando anche di addurgli ragioni politicamente atte a fargli dimettere la concepita idea. Non dico di esserne stato lusingato, o di lusingarmene, perchè per carattere sono abituato a vedere piuttosto sinistramente, che colore di rosa. V. Em. però può credere, che io farò di tutto perchè la cosa non abbia effetto, almeno nel numero, o insistendo sempre per quanto sarà possibile sulla qualità dei soggetti.

Il lodato Primo Console mi ha contestato il più vivo desiderio e trasporto di potere presto pubblicare colle stampe la bolla e il concordato, di ricevermi in gran cerimonia, di far cantare un solenne *Te Deum*, in fine che le due operazioni della pace religiosa e politica¹ vadano *pari passu*. Io ho applaudito a sì lodevoli idee, ed ho detto che nè per parte del Santo Padre, nè dal canto mio, si sarebbe ritardato il compimento dei suoi desideri. Le ho fatto sentire però che varie cose possono bensì incominciarsi,

¹ Dans la soirée du 3 octobre, on avait appris que les préliminaires de la paix avec l'Angleterre avaient été signés le 1^{er} octobre à Londres. Cette importante nouvelle avait été aussitôt annoncée par des salves d'artillerie, et par une proclamation aux flambeaux faite sur les places de Paris. Le Moniteur du 5 venait de publier un arrêté de la veille, portant que « Il sera célébré, le 18 brumaire prochain, dans toute l'étendue de la Rép., une fête solennelle à l'occasion de la signature des préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre. » L'idée était aussitôt venue au P. Consul de célébrer le même jour la paix avec l'Eglise.

ma non vedersi con soverchia speditezza ultimarsi, come sono le circoscrizioni dei limiti delle nuove diocesi, le proposizioni dei vescovi in concistoro; ed egli di buona fede ha mostrato di essere su tale oggetto convinto. Io stesso trovo a proposito di sollecitare la conclusione di quegli affari che si può, e se possibile fosse, di tutti ad un tempo, per non dare maggior campo ai nemici della religione, di far sempre nuove opposizioni ed ordire nuove cabale.

Ha conchiuso il suo discorso in ordine agli affari ecclesiastici, col riferirmi che alcuni vescovi francesi, i quali trovansi in Inghilterra, che sono quelli di Arras, di Narbonne e di [Périgueux], ricusano di sottomettersi. A che io ho soggiunto ch'egli su tal proposito ben conosceva le determinazioni decisamente prese dal Santo Padre.

Appena ebbi io così detto, egli prese a parlarmi dell'esaurimento delle casse dello Stato pontificio, ed immediatamente disse avere di già ordinato, che da qui si mandassero dugento mila scudi per pagare le truppe della guarnigione di Ancona. Quanto alla prima parte, io dissi ciò che V. Em. stessa potrà ben supporre. Rispetto alla seconda, ho replicato, che desideravo ch'egli non avesse questo carico, e che colla pace veniva tolta la ragione politica di ritenere Ancona. Egli ricevè questa mia replica della miglior buona grazia, conchiudendo che avrebbe pensato all'Italia, ed anche alle circostanze di Nostro Signore.

Finì in tal guisa l'udienza, ed io nuovamente accompagnato dal consigliere Bénézech, me ne ritornai all'albergo...

(Cultes, Arch. de Caprara) ¹.

911. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 7 ottobre 1801.

Dopo quanto mi sono fatto un dovere di riferire a V. Em. colle due qui unite di n° 1 e 2, debbo aggiungere, che il Primo Console mi ha interrogato con interesse sul conto di V. Em., e che realmente mi ha mostrato vera soddisfazione di aver seco trat-

¹ Le C^{te} d'Haussonville a publié, comme pièces justificatives de son tome I^{er}, une série d'extraits des dépêches de Caprara, d'après une traduction récente, conservée aux archives des Cultes. Nous nous bornons à renvoyer ici une fois pour toutes à ces extraits.

tato, facendomi ad un tempo gli elogi che merita per i suoi talenti e condotta. Con sentimenti analoghi si sono espresse meco le persone dei diversi dipartimenti del ministero, rilevando la di lei saviezza e capacità nella trattativa degli affari. A tutto questo, com' ella può supporre, io ho fatto eco, dicendo che qualunque elogio non è superiore ai di lei meriti.

Il Primo Console ha detto, che assolutamente non voleva più Acton alla testa degli affari in Napoli, e che in di lui luogo vi avrebbe preso il M^{re} Del Gallo.

P. S. — La lusinga che potesse partire un corriere di Spagna, come a Mgor Spina ed a me ci si era fatto sperare fino dalla sera stessa del mio arrivo, è svanita. Quindi è che il mio primo dispaccio, anzicchè esser portato a V. Em. per via straordinaria, dovrà giungergli per la posta ordinaria, stante che per una combinazione neppure parte alcun corriere militare. Io dunque, nel prevenirne V. Em. con poscritto a questa mia confidenziale, aggiungerò che le gazzette di ieri portano, che i vescovi francesi dimoranti in Inghilterra, si sono risolti di dare la loro dimissione, e strettamente uniformarsi a ciò che veniva ad essi insinuato dal breve pontificio ¹. Mgor Spina però, che da me è stato interpellato su tale oggetto, mi dice che non ha su questo veruno avviso ufficiale, nè per parte dei vescovi, nè per parte di Mgor Eschine. E siccome il lodato Mgor in tal circostanza mi ha detto, che egli non dispaccia più in avvenire, io mi farò un dovere di ragguagliare l'Em. V. di tutto ciò che potrà essergli grato, e che riuscirammi a risapere.

(Cultes, Arch. de Caprara).

912. — Arrêtés concernant le cons^r chargé des Cultes.

I. Attributions.

15 vendémiaire an X (7 octobre 1801).

Les Consuls de la République, le Conseil d'Etat entendu, arrêtent :

Art. 1. — Il y aura auprès du gouvernement un conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

¹ « Le bruit a été que tous les évêques d'Angleterre, excepté deux, avaient donné leur démission. On a dit ensuite que tous l'avaient donnée » (Emery à Bausset, 7 octobre. Cf. *La Clef du Cabinet*, n° du 9 octobre).

Art. 2. — Ce conseiller d'Etat travaillera directement avec les Consuls.

Art. 3. — Ses attributions seront : 1° de présenter les projets de lois, règlements, arrêtés et décisions touchant la matière des cultes ; 2° de proposer à la nomination du Premier Consul les sujets propres à remplir les places de ministres des différents cultes ; 3° d'examiner, avant leur publication en France, tous les rescrits, bulles et brefs de la cour de Rome ; 4° d'entretenir toute correspondance intérieure¹ relative à ces objets.

Art. 4. — Les ministres des relations extérieures, de l'intérieur, de la police générale, et du trésor public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois².

II. Nomination de Portalis.

16 vendémiaire an X (8 octobre 1801).

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier consul de la République, arrête ce qui suit :

Art. 1. — Le cit. Portalis, conseiller d'Etat, est chargé auprès du gouvernement, de toutes les affaires concernant les cultes.

Art. 2. — Ses attributions sont réglées par l'arrêté du 15 du courant.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.³

III. Traitement.

18 vendémiaire an X (10 octobre 1801).

Les Consuls de la République arrêtent :

Art. 1. — Le cit. Portalis, conseiller d'Etat chargé des affai-

¹ Le projet d'arrêté ajoutait « ou extérieure. » Ces mots ont été supprimés.

² Sur la minute de l'arrêté on lit ici : « Le Conseil d'Etat, après avoir sur le renvoi des Consuls discuté le projet ci-dessus, l'approuve et arrête qu'il sera présenté aux Consuls dans la forme prescrite par le règlement. — Séance du 14 vendém. an X. » La date du 14 a été reproduite au Bulletin des lois, puis corrigée par un *erratum* à la fin du bulletin suivant. Dans le Moniteur, le texte de l'arrêté est donné sous la date rectifiée du 15.

³ La rédaction de cet arrêté avait été révisée d'après des observations écrites de Cambacérès.

res relatives aux cultes, jouira, à dater du 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1801), du traitement de 60.000 francs. Il lui sera accordé 40.000 fr. par an pour frais de ses bureaux.

Art. 2. — Il lui sera accordé 30.000 fr. pour frais d'établissement.

Art. 3. — Ces fonds seront pris sur ceux affectés au paiement du traitement des conseillers d'Etat.

Art. 4. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui ne sera pas imprimé.

(Arch. nat. AF. iv, 43).

913. — Spina à Consalvi.

(n° 134)

Parigi, 10 ottobre 1801.

.. Il ministro delle relazioni estere facendomi i dovuti elogi del sig. cardinale, mi disse che il Primo Console era sommamente contento di possederlo, che trovato lo aveva veramente secondo il suo cuore, e che rimasto era incantato della prima conferenza avuta con lui. Non dubitavo di tutto questo, e auguro di già da così fausti principi i più felici successi.

Appena giunta S. Em., mi son fatto un dovere d'informarla in dettaglio di tutte le materie, celesti, terrestri ed infernali, delle quali ho dovuto trattare nel decorso della mia commissione, onde egli possa continuare ad occuparsi di ciò che rimane a fare, ben sicuro che egli terminerà assai meglio di quello che ho saputo principiare. Mancando il suo segretario di una cifra, gli ho fornita la mia, acciò possa servirsene al bisogno. Siccome adunque la trattativa degli affari, sia spirituali sia temporali, continuar si deve dall' Emo legato, così a me non resterà che a comunicargli di mano in mano tutti quei lumi di fatto, che essergli possono necessari, e che raccoglierà ancora da tutto il corso della trattativa, della quale gli passerò tutte le carte.

Dopo tutto questo, mi permetta S. Em. che io le faccia nuovamente rimarcare, che la mia dimora in Parigi va a diventare affatto inutile. Come è certo, che e il Primo Console ed i ministri si dirigeranno ora all' Emo Legato per qualunque affare abbiano da trattare, per quanto grande sia la bontà che S. Em. per me dimostra, altrettanto il dovere esige che io abbandoni a lui il corso degli affari medesimi, e così l'incarico di darne co' suoi dispacci a V. Em. l'opportuno discarico. Resto adun-

que per ora in Parigi, perchè lo vuole Sua Santità ; ma non so persuadermi che egli voglia ch' io resti per più lungo tempo a dissipare il denaro dell' erario pontificio, in un soggiorno che va a diventare per me un soggiorno d'ozio, ed una dimora per conseguenza affatto inutile alla Santa Sede. Sono persuaso che l'Em. V. sarà ben convinto di questa verità, e la farà gustare al Santo Padre ; onde penso di dar subito corso ad una memoria, diretta in mio nome particolare al Primo Console, acciò mi conceda le spoglie dell' immortale Pio VI. Già me le ha promesse : non dubito perciò della sua annuenza, ed io andrò preparando il tutto per potere, al primo cenno che me ne darà V. Em., intraprendere il mio viaggio, carico di un tesoro, che mi sarà ben prezioso, come mi sarà dolce di poter dare alla memoria del mio estinto padrone quest' ultimo attestato della mia fedeltà. Attendo adunque con ansietà i comandi dell' Em. V; umilio i complimenti del R. Caselli, etc.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

914. — Spina à Consalvi.

(n° 132)

Parigi, 10 ottobre 1801.

Quasi per straccio della commissione della quale è piaciuto a Sua Santità di onorarmi, e che resta ultimata colla presenza in Parigi dell' Emo legato *a latere*, annunziar devo all' Em V., che ho già nelle mie mani le dimissioni delle sedi di Senlis, S. Papoul, S. Malo, Angers, Nîmes, S. Claude, Alais, Vienne, Marsilia e Maçon¹. Mi manca la dimissione di Vaison ; ma l'avrò a momenti, e così avrò quella di tutti i vescovi che sono in Francia. Tutte le lettere dei vescovi a Sua Santità sono le più rispettose,

¹ Sur ces dix évêques, on a vu que sept étaient indiqués comme démissionnaires au Moniteur du 29 sept. (Cf. p. 109). Les démissions des trois autres étaient arrivées plus tard, parce qu'elles ne venaient ni de Paris ni des environs : celle de l'évêque de Nîmes (dont la date est inconnue), signalée par Bernier au P. Consul le 28 sept., est au Moniteur du 1^{er} octobre ; celle de l'archevêque de Vienne, datée de Lyon le 29 sept., est au Moniteur du 6 octobre ; et celle de l'évêque de Maçon, datée de Maçon le 26 sept. et transmise par l'abbé Emery, est au Moniteur du 11 octobre. — Quant à l'évêque de Vaison, qui était le plus éloigné puisqu'il habitait alors Marseille, sa démission est du 18 octobre : elle est annoncée, comme attendue, au Moniteur du 25 octobre, et comme reçue, au Moniteur du 29 novembre.

meno quelle dei vescovi di S. Malo e di Nîmes ¹, che risentono dei principi delle libertà gallicane : ma Sua Santità risponderà a questi due comme crederà conveniente.

Niuna risposta ho ancora avuta da Londra, sebbene non s'ignora che quasi tutti quei vescovi hanno data la loro dimissione. Non so comprendere la ragione del silenzio di Mgor Erskine. I preliminari di pace, credo, avranno persuasi i pochi vescovi che erano renitenti, ad imitare la parte più sana. Fra quelli che hanno data in Londra la loro dimissione, si è distinto l'arcivescovo di Aix.

Mi duole di non poter annunziare di aver trovata eguale docilità nei vescovi intrusi. Essi hanno fatti mille commenti sul breve a me diretto da Sua Santità, accusandolo al governo come lesivo dei suoi diritti. Poche risposte che ho avute, o sono temerarie, o sono inconcludenti. Se il governo avesse sciolta prima d'ora questa riunione d'intrusi in Parigi, ciò non sarebbe accaduto. Fortunatamente non ha il governo da ridire sul breve, che già ha approvato. Si occupa egregiamente di quest' affare il sig. cardinal Caprara, che ne è stato dal Primo Console specialmente incaricato. Mi rimetto adunque a ciò che egli sarà per riferirne a V. Em., o col suo primo dispaccio, o cogli altri avvenire.

Non mando le dimissioni date dai vescovi legittimi, credendo più opportuno di trasmetterle quando si dovrà spedire il corriere Felice, e spero che potrò unirvi allora quelle dei vescovi che sono in Inghilterra.

(Caltes, Arch. de Caprara).

915. — Spina à Consalvi.

(n° 134):

Parigi, 10 ottobre (1801).

Ci hanno ingannato all'ingrosso i fogli pubblici, dandoci ad

¹ Ces deux prélats étaient frères. D'après l'examen de leurs lettres, ils paraissent avoir choqué Spina, pour avoir fait trop peu ressortir la part que le sentiment de l'obéissance au Pape devait avoir dans leur démission.

² Dans la dép. n° 133, du 10 octobre, Spina parle des démarches de Cibon au nom d'Hompesch. « L'oggetto interessante è, che o l'imperatore Alessandro sia contento che continui Hompesch nella dignità di gran maestro, o che il capitolo dell' Ordine non si tenga a Pietroburgo. » Spina ajoute : « Sarà sempre opportuno di avvertire Mgor Ciambertani a non trattenere alcuna corrispondenza cogli ecclesiastici del Brabante, e se mai gli fanno qualche istanza, che gli diriga sempre all' Emo legato. »

intendere, che tutti o quasi tutti i vescovi francesi che sono a Londra hanno data la dimissione delle loro diocesi. Ricevo in questo momento il piego di Mgor Erskine, il quale mi trasmette le dimissioni date dagli arcivescovi di Aix e di Bordeaux, e dai vescovi di Lescar, di Troyes, e di Cominges. ¹ Ma con quanta soddisfazione ho lette le dimissioni di questi, e singolarmente quella del vescovo di Cominges, il di cui piego mi son presa la libertà di aprire, altrettanto mi sono rattristato nello scorgere da altro piego, che egualmente ho creduto dovere aprire, la renitenza di tredici vescovi, oltre all' eletto di Moulins, i quali con ragioni le più frivole resistono all' invito di Sua Santità, e vorrebbero che aspettasse le ulteriori ragioni che si propongono di rappresentargli in iscritto. Ciò che più deve sorprendere si è, che fra i vescovi che si ricusano all' invito di Sua Santità, tre sono di quegli che già nel 1791 diedero spontaneamente le loro dimissioni, è sono quelli di Rodez, Montpellier e Usèz. — Sua Santità nella sua somma saviezza prenderà le misure, che crederà le più convenienti alle circostanze. Se non tutte, quasi tutte le sedi de' vescovi che ricusano la dimissione resteranno sopprese. Anche i più attaccati alle libertà gallicane ammettono, che trattandosi di unione o soppressione di una sede, non è necessario l'assenso del vescovo, come parte troppo interessata. Molto meno adunque dovrà valutarsi un dissenso così irragionevole.

Per consiglio ancora dell' Emo Caprara, credendosi il corriere bastantemente sicuro, trasmetto all' Em. V. non solo le lettere originali di Mgor Erskine, le dimissioni dei vescovi, e tutti gli altri fogli che mi ha trasmessi, ma vi unisco le dimissioni dei vescovi che sono in Francia, delle quali ho parlato all' Em. V. nel precedente mio dispaccio n° 132.

Voglio sperare, che i vescovi che sono in Spagna ed in Germania non imiteranno quelli che sono in Londra; e con questa fondata lusinga, ho l'onore di rassegnarmi, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

916. — Spina à Consalvi.

(n° 135)

Parigi, 10 ottobre 1801.

Riscontro brevemente i vmi dispacci dell' Em. V. R. dei 19 e

¹ Voir p. 104, note 2.

23 settembre. Già ho informato V. Em., che anco il ministro cisalpino in Parigi ha fatta istanza a questo governo, acciò riunito sia al territorio della sua repubblica quello di Montefeltro, o perchè almeno riordinati siano i confini dei territori rispettivi. So che il ministro delle relazioni estere disse al Cisalpino, che la sua memoria sarebbe stata a me comunicata; ma finora non me ne è stato parlato. L'affare è di un' estrema delicatezza. Come io persuasi il ministro cisalpino a non fare su quest' affare ulteriore istanza, così credo che sarebbe molto opportuno d'impegnare il sig. generale Murat a favorirci con un egual silenzio per parte sua, senza affacciar ragioni che non siano bene ascoltate, e che eccitar possano dei progetti ai quali non si è pensato finora.

Rispetto sempre le savie riflessioni che nei pubblici affari prende l'Em. V. ; ma giacchè mi parla di richiamare i governatori di Benevento e Ponte Corvo, mi permetta che le faccia riflettere, che forse è ciò che il re di Napoli tenta di ottenere a forza di vessazioni per stabilirvi i suoi, e che sarà in seguito sempre più difficile il rivendicare quei stati. Non troverei tanto impolitico l'implorare la mediazione del Primo Console, perchè il re di Napoli obbligato fosse a cambiar contegno; ma quando si creda che ciò offender possa le altre potenze amiche, crederei almeno che aspettar si dovesse il cambiamento del ministero. Non credo che il sig. generale Acton resterà molto alla testa degli affari, e il nuovo ministro sarà probabilmente il M^{re} Del Gallo, col quale sarà più facile a V. Em. di combinare ciò che è analogo ai diritti di Sua Santità.

Mi consola il sentire che Sua Santità rimasto sia contento della ratifica, e di tutto il di più da me spedito col corriere Livio, e che disposto sia a dare delle pubbliche dimostrazioni di giubilo per questo avvenimento. I preliminari di pace segnati dall' Inghilterra persuaderanno anco i più attaccati agli antichi sistemi, quanto necessario fosse lo stabilire una pace religiosa in Francia, e consolidare un' armonia fra la Santa Sede e questo governo. Si è pubblicata la pace col Portogallo, e si pubblicheranno lunedì i trattati colla Russia e col Turco ¹, segnati in

¹ Le Moniteur du 7 octobre avait annoncé que le 29 septembre le traité avec le Portugal avait été conclu à Madrid. — A Paris, Talleyrand venait de signer, le 8, le traité définitif avec la Russie; et le 9, les préliminaires de paix avec la Porte Ottomane (voir le Moniteur des 12 et 17 octobre).

questi giorni in Parigi dal ministro Talleyrand insieme con Morkov, ministro russo, e col ministro ottomano. Non so se nel trattato colla Russia si sarà fatta menzione del re di Sardegna; ma ne temo, e pur troppo credo, che si vedrà avverato rispetto a questo sovrano quanto da me è già stato annunziato all' Em. V.

Desidero che il nuovo esemplare del trattato e della bolla giunga prima della pubblica udienza che avrà l'Emo Legato, che non è ancora fissata, ma che credo sollecita. Ma di ciò ne avrà un più esatto dettaglio dal lodato sig. cardinale; onde io mi limito ad umiliare all' Em. V. i complimenti del R. Caselli, etc.
(Cultes, Arch. de Caprara).

917. — Spina à Consalvi

(particulière)

Parigi, 11 ottobre 1801.

Replico alla sua vma confidenziale dei 13 settembre, e vi confesso che entrando a parte delle giuste vostre lagnanze che fatte per l'indifferente ricevimento che vi è stato fatto nel vostro ritorno a Roma, ne sono stato inquietissimo. Ma, amico, nulla deve sorprendervi. Più vi assuefarete a trattare affari grandi, e più vi troverete esposto all' invidia degli sciocchi, alla critica degli ignoranti... Tutto ciò che mi dite essersi fatto nella vostra assenza per sorprendere il Padrone, non mi sorprende. E conoscete voi corte senza intrighi? Fino a che sarete in codesto vortice, convien bene che siate preparato a tutti gli urti degli intriganti. Avete spirito per resistervi; avete un padrone che non si lascerà sedurre: siate adunque tranquillo. Voi vi affannate per ciò che ha detto la gazzetta di Genova. A me non dà alcuna pena. Immaginate cosa hanno detto i fogli di Londra prima della pace; e cosa dicono quelli che contrari sono a questo governo, lo potete immaginare.

Mentre io prendo parte in ciò che v' inquina, esigo che voi ancora pensiate a me. Non vi è cosa obbligente che non mi abbia detto il cardinal Caprara da che è giunto in Parigi, e mostra tutto il gradimento che io resti, mentre però trova giustissima la mia premura di tornarmene in Italia. Il ministro Talleyrand mi fa anco più festa di prima. Mi disse in faccia a Caprara le cose le più lusinghiere: annunziando a S. Em. la restituzione

delle statue, aggiunse : « L'archevêque est accoutumé à avoir de nous tout ce qu'il demande », e m'invitò espressamente negli scorsi giorni a restare in Parigi fino a che vi resta il Legato. Ma con tutto ciò persuadetevi, amico, che io non sto più bene in Parigi, e che la mia dimora a lungo non può esser grata nè a Caprara, nè al governo.

Voi dovete considerare Caprara non solo come legato, ma come ministro, e dovete perciò assolutamente dispiaciar con lui per tutti gli affari, che sono in corrente. Se farete diversamente dispiacerete al cardinale, il quale, sebbene son persuaso non ne parlerà, ecciterà nonostante l'interesse del governo, che ne sarà altronde informato, e vi renderete nemici tutti quelli che gli sono affezionati, ed in fine gli affari ne soffriranno. Voi avete dato a S. Em. un breve per me di pro-nunzio¹, ma a che proposito? Voi dovete comprendere che non possiamo assolutamente essere in due a trattar gli affari, e che il governo assolutamente preferirà di trattar piuttosto con Caprara che con me. Non crediate poi mai che io voglia fare un contraltare a Caprara. Non lo farò mai, e perderei la mia riputazione se lo facessi. Il credito che si ha di Caprara è troppo grande, ed io stesso ho troppa opinione di lui per non potere che sommamente rispettarlo. Ho esaminato un poco il carattere di Sala e di Mazio. Non ne temete, e fidatevi di me : il padrone è troppo circospetto, ed essi non faranno sicuramente nè più nè meno di ciò che vuole il cardinale. Cessate adunque di farmi degli elogi, e rispondetemi a tuono, e non rovinare gli affari per una diffidenza che sicuramente è *mal placée*. Parlo, è vero, per l'interesse mio ; ma parlo anco per il vostro, e parlo per l'interesse della Santa Sede. Riportatevi per questa volta alla mia ingenuità. Se mai poi credete che la vanità di esser cardinale mi faccia insistere con tanta efficacia, v'ingannate ; ma in fine, se mi siete amico, dovete anco per questo aderire alle mie istanze. Voi dovete immaginare che abbiamo consumato un atto, che dai nemici della Francia non ci sarà mai perdonato. Pensate adunque a ciò che può accadere, e cosa sarebbe di me. Ciò credo debba bastare per impegnare la vostra amicizia a mio favore...

Il Papa farà eccellentemente a scrivere al Primo Console.

¹ Voir p. 17, note 2.

Affrettate i regali. Giuseppe Bonaparte andar deve ministro al congresso di Amiens, ove interverrà Azara per la Spagna.

Mad^e. Grand, che ho veduta ieri, vi fa mille saluti, ed io di cuore vi abbraccio. Addio ! Salutate il fratello. Procurate di mandar presto un ministro in Russia. Da per tutto avete bisogno di buoni ministri, ed io credo con tutta la pace che ciò sia più interessante che mai...

(Arch. du Vatican).

918. — Le P. Consul au Pape.

Paris, 18 vendémiaire an X (10 octobre 1801).

J'ai vu avec grand plaisir le cardinal Caprara, légat de Votre Sainteté.

La paix avec l'Angleterre, le Portugal, la Russie et la Porte Ottomane, a été signée. Je m'empresse de donner directement cette nouvelle à Votre Sainteté, parce que je sais l'intérêt qu'elle prend au bonheur et à la tranquillité des nations.

Les Français vont incessamment évacuer l'Italie méridionale¹. Je prie Votre Sainteté de me faire connaître si elle s'est arrangée avec la cour de Naples pour la principauté de Bénévent, et si elle désire que je fasse quelques démarches pour la lui faire restituer.

Votre Sainteté doit aussi penser à organiser un corps de troupes pour pouvoir promptement prendre possession d'Ancône. Je désire aussi qu'elle intervienne auprès des différentes cours pour la réorganisation de l'Ordre de Malte, qui va rentrer en possession de l'île.

(*Corr. de Nap.* n° 5790).

¹ Les préliminaires de Londres portaient : « art. 7. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'Etat romain. Les forces anglaises évacueront pareillement Porto Ferrajo, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique. » D'après l'art. 9, ces évacuations devaient être exécutées dans le mois. — En ce qui concerne Malte, l'art. 4 était ainsi conçu : « L'île de Malte avec ses dépendances, sera évacuée par les troupes anglaises, et elle sera rendue à l'Ordre de S. Jean de Jérusalem. Pour assurer l'indépendance absolue de cette île, de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, elle sera mise sous la garantie et la protection d'une puissance tierce, qui sera désignée par le traité définitif. »

919. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 18 vendémiaire an X (10 octobre 1801)

Je vous adresse, par l'ordre du Premier Consul, une lettre qu'il écrit à Sa Sainteté. Vous voudrez bien la remettre sans délai, et faire partir un courrier extraordinaire aussitôt que vous aurez la réponse du Saint-Père.

Vos lettres ont été soumises au Premier Consul. J'ai fait passer au ministre de la guerre ¹ celles dans lesquelles vous demandez des instructions plus détaillées, relativement aux fonds que son département doit faire, et à la comptabilité de ces fonds.

Les observations de la cour de Rome, dont vous me faites part dans votre lettre du 2^e complémentaire (19 septembre), relativement aux présents, n'ont fait et ne devaient faire aucune impression sur l'esprit du Premier Consul. Il ne peut entrer dans l'esprit de personne, que des témoignages de satisfaction, usités de tous temps entre les puissances, et sans rapport comme sans proportion avec la nature des engagements contractés par les gouvernements, puissent recevoir une interprétation telle que celle qu'on vous a fait présumer. Quant à ce que vous dites de la position pécuniaire de la cour de Rome, vos remarques sur ce point sont très fondées, et elles autorisent parfaitement cette cour à s'excepter de la réciprocité dont, à toutes sortes de titres, elle est à cet égard parfaitement dispensée.

Quant au gouvernement, qui n'a aucune des raisons qui sont dans ce moment-ci propres à la situation gênée de la cour de Rome, de s'écarter des usages reçus, il les observera envers elle, sans s'attendre à un retour, qui dans la circonstance actuelle serait tout-à-fait inutile.

Le traité de paix entre le Portugal et la France a été signé à Madrid le 7 vendémiaire (29 septembre), et le traité préliminaire

¹ Talleyrand a écrit en effet à Berthier le 10 octobre. Après lui avoir donné connaissance des dépêches de Cacault, il termine ainsi : « Je prévois que le traité de paix conclu avec l'Angleterre et d'après lequel l'Etat romain doit être évacué par les troupes de la République, apportera quelque changement à la décision relative aux deux mille hommes de la garnison d'Ancône ; mais du moins vous aurez à donner au cit. Cacault quelques instructions sur ce qu'il aura à faire jusqu'au moment de l'exécution de cet article du traité. »

entre la République et la Porte l'a été à Paris le 17 du courant (9 octobre).

P. S. — Quelques chapelets, un camée à chaque plénipotentiaire, une boîte ornée du portrait du Pape sans un seul diamant pour le cit. Joseph Bonaparte, c'est là le genre de présents le mieux fait pour être accueilli.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

920. — Bernier à Portalis.

Paris, 18 vendémiaire an X (10 octobre 1801).

Aussitôt mon retour, j'ai dicté rapidement à un ami discret, qui me sert de secrétaire intime, mes réflexions sur la réception future du cardinal légat. Je vous les adresse, pour en faire tel usage que vous voudrez. L'écriture n'est pas belle, mais je préfère le secret à tout.

Je joins à cet envoi, copie de la démission de l'évêque de Mâcon. Puissiez-vous avoir eu quelque succès auprès du cit. Royer.

Détails sur le mode de réception du Légat, à proposer au gouvernement.

Le cardinal Caprara a deux espèces de pouvoirs, et deux qualités : celle d'ambassadeur extraordinaire, et celle de légat *a latere*. Il convient de le recevoir pour la première, avant de lui reconnaître la seconde.

On estime donc que sa réception pourrait être ainsi disposée :

Il aurait d'abord une première audience, publique et assez solennelle, comme ambassadeur, conduit par le cit. Bénézech, et présenté par le ministre des relations extérieures, ou le cit. Portalis, ou par l'un et par l'autre. Le Légat ferait, dans cette audience, le discours qu'il se propose d'adresser brièvement au Consul. Il présenterait ensuite ses lettres de créance comme ambassadeur, au Premier Consul, ses pouvoirs comme Légat, la bulle qui les annonce, et enfin la bulle générale confirmative du nouveau concordat et les brefs accessoires. Le Premier Consul remettrait les pouvoirs temporels comme ambassadeur, ainsi qu'il est d'usage, au cit. Talleyrand, et ceux de Légat ainsi que

les autres bulles ou brefs, au cit. Portalis pour examen. Le Consul serait, dans cette audience, environné de ses collègues et des membres des autorités les plus marquantes, afin qu'on ne pût contester l'authenticité d'aucune des pièces remises solennellement par le Légat en leur présence. C'est à cela uniquement que se bornerait la première audience.

Immédiatement après, le cit. Portalis examinerait les bulles, brefs et pouvoirs remis par le Légat ; il en ferait son rapport aux Consuls, qui déclareraient par un arrêté, le Conseil d'État entendu, qu'ils consentent et même autorisent la publication de telles pièces, bulles ou brefs, et l'exercice des pouvoirs du Légat, sous telle ou telle réserve, si besoin est. Cet examen, le rapport, et l'arrêté qui en serait la suite, tiendraient lieu de l'enregistrement qui était dévolu dans l'ancien régime au Parlement. Le cit. Portalis informerait le cardinal légat, par une lettre officielle de la part du gouvernement, que cet arrêté est rendu, et que ses pouvoirs sont légalisés. Le cit. Bénézech le préviendrait en même temps du jour que le Consul aurait choisi pour le recevoir comme Légat.

Cette seconde audience devrait avoir un peu plus d'appareil et de solennité que la première. Cet appareil pourrait consister dans l'envoi d'une ou deux personnes marquantes, avec un détachement de volontaires et deux voitures, au devant du Légat jusqu'à son hôtel, pour de là le conduire à l'audience. Aucun membre du corps diplomatique ne se formalisera de ces égards particuliers, usités partout en pareil cas. La qualité du Légat n'appartient point et n'entre sous aucun rapport dans le rang de la diplomatie. Les Légats ne faisaient pas porter, en France, la croix haute devant eux en présence du roi : le Légat actuel ne devra pas aussi la faire porter devant les Consuls, dans cette occasion.

Le Légat étant entré à l'audience, le cit. Portalis donnera lecture de l'arrêté qui enregistre et légalise ses pouvoirs, et le Légat promettra, après cette lecture, au Premier Consul, le Conseil d'État présent, de n'user de ses pouvoirs qu'autant qu'il le voudra, d'en cesser l'exercice s'il en est requis par lui, de ne rien faire au préjudice du gouvernement, des droits, prérogatives et coutumes de l'église de France, de laisser, après sa mis-

sion remplie, entre les mains de la personne qui lui sera désignée, les actes de sa légation, et de n'exercer aucune juridiction sur la France aussitôt que cette même légation sera déclarée terminée.

(Arch. nat., F¹⁹ 328).

921. — Bernier à Talleyrand

Paris, 19 vendémiaire an X (11 octobre 1801).

Le cit. Royer vient de donner à l'instant sa démission de l'évêché de Paris.

Mgr l'archevêque de Corinthe a reçu des nouvelles de Rome ¹. Tout y est dans la joie. Sa Sainteté se propose de donner une fête au cit. Cacault et au corps diplomatique. Elle va de plus signaler la joie de l'Eglise par la nomination de trois cardinaux : un bénédictin dont je n'ai pu retenir le nom, l'archevêque de Sienne, et le trésorier Litta. Le Pape doit aussi écrire au Premier Consul. On transcrit sur parchemin, déceimment reliés, la bulle et les brefs ainsi que la convention, pour les renvoyer ici et réparer ce qu'il y avait de mesquin dans la copie ratifiée.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

922. — Lucchesini au roi de Prusse.

Paris, 12 octobre 1801.

... Le choix du conseiller d'Etat Portalis pour la direction des affaires du culte des trois religions protégées par le gouvernement, et l'autorité dont il a été investi par les Consuls avec lesquels il travaillera directement, est approuvé par tous ceux qui prennent intérêt au retour de la religion en France. Les trois cultes, catholique, réformé et luthérien, seront payés par l'Etat. Les juifs paieront leurs rabbins et l'entretien de leurs synagogues. Les anciens évêques et les nouveaux s'empressent à l'envi de faire le sacrifice de leurs droits et dignités à la paix de l'Eglise catholique. On souhaite de trouver bientôt le nom de

¹ La lettre de Consalvi du 23 sept. (pièce n° 881), dont Spina a accusé réception dans sa dépêche du 10 octobre (pièce n° 916).

Grégoire parmi ceux des évêques constitutionnels qui ont renoncé à l'épiscopat : son nom, ses principes, et le souvenir de ses opinions dans le procès du malheureux Louis XVI ne le qualifient point pour un pareil ministère. La police, à ce qu'on m'assure, a débarrassé les églises dont La Revellière-Lépeaux s'était emparé, de toutes les marques du culte des Théophilantropes...

(Arch. de Berlin).

923. — Bernier à Talleyrand.

Paris, 20 vendémiaire an X (12 octobre 1801).

L'opération religieuse étant votre ouvrage, je continuerai à vous instruire de tout ce qui pourra l'intéresser.

Aujourd'hui les démissions des évêques constitutionnels se sont succédé avec rapidité : je vous en adresse la liste.

Je joins à cette pièce l'extrait fidèle d'une lettre de M. du Lau d'Allemans, évêque de Grenoble, bonne à publier¹ pour les exagérés de ce pays-là. C'est le doyen de la cathédrale qui vient de l'adresser ici.

Vous voyez que tout va au mieux, et que tous les obstacles se lèvent avec rapidité, surtout au dedans, et c'est le plus essentiel.

Liste des évêques constitutionnels démissionnaires.

Royer, év. de Paris
Le Coz, év. de Rennes
Primat, év. de Lyon

Sermet, év. de Toulouse
Lacombe, év. de Bordeaux
Demandre, év. de Besançon

¹ L'extrait que Bernier proposait de publier, est en réalité celui d'une lettre adressée le 7 octobre à Spina par le doyen de la cathédrale de Grenoble. Il y est dit que l'évêque a répondu à son clergé « qu'il était prêt à se soumettre à ce que le S. Père avait décidé, etc. » — La lettre du doyen a été également soumise au P. Consul par Portalis, qui écrivait le 17 octobre : « Si vous le trouvez convenable, on pourrait insérer dans le Moniteur les choses qui annoncent les dispositions de cet évêque, et qui prouvent que c'est uniquement à la distance des lieux, que l'on doit imputer la lenteur avec laquelle nous arrivent les démissions des évêques éloignés. » — Malgré les conseils répétés de Bernier et de Portalis, le Moniteur a gardé le silence; et non sans raison, car on apprit un peu plus tard que Mgr du Lau d'Allemans, retiré à Grätz en Autriche, avait refusé de se démettre.

Dufraisse, év. de Bourges
 [Le Blanc] de Beaulieu, év. de
 Rouen
 Saurine, év. de Dax ¹
 Prudhomme, év. du Mans
 Barthe, év. d'Auch
 Grégoire, év. de Blois
 Bécherel, év. de Coutances
 Maudru, év. de St-Dié
 Périer, év. de Clermont
 Lefessier, év. de Sèez
 Des Bois, év. d'Amiens
 Danglars, év. de Cahors
 Wandelin-court, év. de Langres
 Moïse, év. de St-Claude
 Molinier, év. de Tarbes
 Debertier, év. de Rodez
 Le Masle, év. de Vannes
 Constant, év. d'Agen
 Reymond, év. de Grenoble
 Berdolet, év. de Colmar
 Asselin, év. de St-Omer
 Etienne, év. d'Avignon

Villa, év. de Perpignan
 Monin, év. de Sedan
 [Butaux]-Dupoux, év. de Mou-
 lins
 Blampoix, év. de Troyes
 d'Orlodot, év. de Laval
 Lamy, év. d'Evreux
 Bisson, év. de Bayeux
 Diot, év. de Reims
 Villar, ex-év. de Laval
 Belmas, év. de Narbonne ²
 Schelle, év. de Cambrai
 Francin, év. de Metz
 Flavigny, év. de Vesoul
 Volffius, év. de Dijon
 Gausserand, év. d'Albi
 [Bertin ³], év. de St-Flour
 Brival, év. de Tulle
 Mestadier, év. de St-Maixent
 Montault, év. de Poitiers
 Panisset, év. du Mont-Blanc
 Charrier, ex-év. de Rouen.

(Aff. étr. *Rome*, vol. 932) ⁴ ;

¹ Saurine était évêque de Dax (Landes) depuis le mois de février 1791. A la suite du concile métropolitain de Toulouse (octobre 1800. *Ann. de la relig.*, t. XII, p. 442) il accepta d'être transféré au siège d'Oloron (B. Pyrénées), vacant depuis 1796, et il reçut, paraît-il, l'institution pour cet évêché, des mains du métropolitain de Toulouse (*Actes du second concile*, t. II, p. 130). Cependant il ne prit pas possession, et la preuve qu'il a conservé des doutes sur cette situation nouvelle semble résulter de la diversité qui se remarque dès lors dans ses signatures. Ainsi, il signe « epis. Oloronensis » dans la lettre adressée au Pape le 12 juillet 1801 par le concile national (Arch. du Vatican). Sur les registres originaux de ce concile, il signe « év. des Landes, év. élu des B. Pyrénées. » Enfin sa lettre au Pape, du 11 octobre, est signée « év. de Dax ».

² L'évêché du département de l'Aube, érigé à Narbonne par l'Assemblée Constituante, avait été transporté spontanément à Carcassonne, par le premier év. constitutionnel, Besaucelle. Son coadjuteur, Belmas, devenu son successeur depuis février 1801, avait repris le titre d'év. de Narbonne.

³ Nous avons suppléé ce nom, qui est en blanc sur la liste.

⁴ La liste de Bernier comprend 44 évêques en exercice, et 5 évêques qui s'étaient démis autrefois ou qui étaient réputés démissionnaires par leurs collègues, pour

924. — Lettres d'évêques constitutionnels au Pape.**Lettre de Reymond. ¹**

Paris, 12 octobre 1801.

Très-Saint Père, il n'est ni sacrifices, ni démarches, ni privations qui coûtent au cœur d'un évêque, quand le bien de la religion et l'amour de la paix les exigent.

Pénétré de ces religieux sentiments, je déclare donner librement, purement et simplement la démission de mon siège de Grenoble.

Je voue à Votre Sainteté, comme successeur légitime de Saint-Pierre, obéissance et soumission, conformément aux canons et aux saints décrets de l'Eglise. J'adhère à la convention relative aux affaires ecclésiastiques de France, et aux principes que Votre Sainteté et le gouvernement y ont consacrés.

Ma foi est celle des Apôtres : je veux vivre et mourir dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, et dans la communion du Saint-Siège, centre de l'unité.

Tels sont et ont toujours été mes sentiments, mes principes et

avoir abandonné leurs sièges (Charrier de la Roche, Mestadier, Montault des Isles, Panisset, Villar). — Le *Moniteur* du 22 vendém. (14 octobre) a reproduit la liste de Bernier ; mais 1° il omet les évêques d'Albi, Reims, St-Omer ; parce que leur démission n'était pas encore certaine (Cf. p. 156, note 2) ; 2° parmi les évêques déjà démissionnaires, il compte par inadvertance Périet, évêque de Clermont, et omet Villar, ex-évêque de Laval. Si l'on rectifie l'erreur relative à Périet, on peut dire que le *Moniteur* comprend 41 évêques en exercice, et 4 démissionnaires ou réputés tels. En ce qui concerne Charrier de la Roche, le *Moniteur* ajoute que cet évêque « a envoyé sa démission à Rome ». Cette mention est inexacte ; car c'était une rétractation, et non une démission, que l'abbé Charrier avait fait parvenir spontanément au Pape (Cf. t. III, p. 449, etc.).

¹ Nous avons cru devoir publier le texte de la lettre de Reymond, et de celle de Grégoire, parce que ces deux pièces, transmises à Rome par Caprara (voir pièce n° 930), y ont servi de types, et à ce titre y ont été étudiées de très près. — La lettre de Grégoire et de son collègue devait être signalée tout spécialement au Pape, à cause des particularités qu'elle présente (Cf. Grégoire, *Mém.*, t. II, p. 98) : quant à celle de Reymond, elle n'a été choisie que comme reproduisant la formule la plus fréquemment adoptée par les constitutionnels (voir p. 174, note 1).

mes vœux. Je prie Votre Sainteté d'en agréer le témoignage, et d'y joindre sa bénédiction apostolique.

Lettre de Grégoire et de Moïse.

Paris, 10 octobre 1801 ¹.

Très-Saint Père, il n'est ni sacrifices, ni démarches, ni privations qui content au cœur d'un évêque, quand l'amour de la religion et le bien de la paix les exigent.

Dans ces sentiments, nous déclarons avoir donné, à l'exemple de plusieurs saints prélats, volontairement, librement, spontanément, la démission pure et simple de nos sièges, où nous sommes montés, il y a plus de dix ans, sans aucune opposition canonique, et dans l'unique vue de subvenir aux besoins pressants des églises, qui ne pouvaient rester sans pasteurs.

Quoique appelés par une élection libre, nous n'avons consenti qu'avec une extrême répugnance à nous laisser imposer le redoutable fardeau de l'épiscopat, et à recevoir l'ordination sainte ; mais c'est avec joie que nous voyons arriver le moment où il nous est donné de pouvoir quitter nos places, sans compromettre les intérêts de la religion ni ceux de la République.

Soumis dans tous les temps au chef visible de l'Eglise, nous vouons à Votre Sainteté, comme successeur de Saint-Pierre, toute l'obéissance que nous imposent les saints canons.

Pénétrés de reconnaissance pour l'intérêt que le premier Pontife prend à pacifier les dissensions religieuses, nous concevons la douce espérance que l'arrangement concerté entre Votre Sainteté et le gouvernement français relativement aux affaires ecclésiastiques, terminera toutes les divisions ; et nous ferons tous nos efforts pour que la religion et la patrie en recueillent les plus grands avantages.

Notre foi fut toujours celle des Apôtres, à laquelle Dieu nous a fait la grâce de rendre témoignage, même à la vue de l'écha-

¹ Cette date est bien celle de l'exemplaire envoyé à Rome ; cependant il faut remarquer que c'est avec la date du 12 octobre qu'elle a été remise en copie à Portalis, puis insérée dans les *Ann. de la relig.* (t. XIII, p. 560, n° du 31 oct).

faud. Notre résolution fut toujours de vivre et de mourir dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, et dans la communion du Saint-Siège, centre de l'unité.

Tels sont nos sentiments, nos principes et nos vœux. Nous prions Votre Sainteté d'en agréer le témoignage, et de nous accorder sa bénédiction apostolique.

F. X. Moïse, ancien évêque de Saint-Claude,
H. Grégoire, ancien évêque de Blois.

J'atteste que le Rév. Michel-Joseph Dufraisse, évêque métropolitain de Bourges, m'a chargé d'annoncer sa démission ¹.

H. Grégoire, ancien évêque de Blois.

(Cultes; Arch. du Vatican).

925. — Portalis au P. Consul.

Remis le 22 vendémiaire an X (14 octobre 1801).

J'ai continué la mission que vous m'aviez donnée, relativement aux archevêques et évêques constitutionnels.

Ils sont au nombre de soixante-un ². Quarante-sept se sont dé-

¹ Il ne faut pas conclure de cette mention que Dufraisse aurait adhéré à la formule qui précède. Dufraisse était en ce moment à Bourges, et ignorant ce qui venait d'être convenu entre ses collègues et Portalis, avait préparé pour Grégoire sa démission dans une forme toute personnelle. Grégoire, dont Dufraisse était le métropolitain, se borne ici à attester l'existence de cette démission.

² La loi de 1790, plaçant un siège épiscopal dans chaque département, avait établi 83 diocèses, auxquels les constitutionnels avaient d'eux-mêmes ajouté 4 évêchés pour les pays réunis ensuite à la France (Avignon, Bâle, Chambéry, Nice) et 11 pour les colonies. Mais comme parmi ces derniers évêchés, de création non légale, 2 pour les pays réunis et 2 pour les colonies avaient seuls été remplis, l'Eglise constitutionnelle ne pouvait compter, au plus, que 87 diocèses effectifs. Sur ce nombre, au mois d'octobre 1801, 59 étaient pourvus et 28 étaient vacants par mort, translation, abandon ou mariage. — La différence entre le chiffre exact de 59 et celui de 61 donné par Portalis, s'explique par l'incertitude où était le gouvernement sur la situation vraie de quelques-uns de ceux qui ont envoyé alors une lettre de démission, en réalité inutile. Tels étaient : Marbos, évêque de Valence qui avait notoirement délaissé ses fonctions, et Ponsignon, élu évêque de Sens mais non sacré, dont les lettres de démission sont mentionnées au Moniteur des 25 et 26 octobre.

mis de leur siège ¹. Ils ont envoyé leur démission au cardinal légat, et ils m'en ont adressé une copie.

Je ne puis que rendre bon témoignage aux dispositions de paix que j'ai trouvées dans les démissionnaires, et aux preuves qu'ils m'ont données de leur zèle à concourir aux sages vues du gouvernement.

La liste des démissions est jointe au présent rapport. Elle est terminée par une note qui m'a été transmise par le cit. Bernier sur quelques-unes que je ne connaissais pas : il en est même dont on n'a point encore la preuve authentique ².

Je joins également copie de la formule de démission, que j'avais rédigée après de longues conférences, et qui a concilié tous les esprits ³.

Vous trouverez peut-être sage, cit. Premier Consul, en annonçant le nombre et le nom des démissionnaires, de ne pas rendre publique la formule de leur démission ⁴, parce que trois d'entre eux l'ont modifiée sur certains points ⁵, et que les modifications pourraient indisposer ceux qui ne les ont pas faites. D'ailleurs il est bon de prévenir les querelles théologiques.

Formule de démission

Très-Saint-Père, il n'est ni sacrifice, ni démarche, ni privation qui coûtent au cœur d'un évêque, quand le bien de la religion et l'amour de la paix les exigent.

Pénétrés de ces religieux sentiments, nous déclarons donner librement, purement et simplement la démission de nos sièges.

¹ Ce chiffre comprend : 1^o les évêques mentionnés au Moniteur du 14 octobre (c'est-à-dire 41 évêques en exercice, et 4 réputés déjà démissionnaires. Cf. p. 153, note); 2^o les évêques d'Aix et d'Autun, dont les démissions sont relatées au Moniteur du 17 octobre.

² La note de Bernier range dans cette classe les démissions, jusqu'alors simplement annoncées, des évêques d'Albi et de S. Omer (Cf. p. 153, note).

³ Voir la pièce n^o 931 : « note jointe à l'Avis des évêques réunis. »

⁴ Cette formule a été néanmoins insérée au Moniteur du 25 vendém. (17 octobre) et reproduite dans les journaux.

⁵ Portalis fait allusion à la formule particulière signée par Grégoire et Moïse, auxquels il ajoute à tort Dufraisse (voir p. 153, note 1).

Nous vouons à Votre Sainteté, comme successeur légitime de Saint-Pierre, obéissance et soumission conformément aux canons et aux saints décrets de l'Eglise.

Nous adhérons à la convention relative aux affaires ecclésiastiques de France, et aux principes que Votre Sainteté et le gouvernement y ont consacrés.

Notre foi est celle des Apôtres. Nous voulons tous vivre dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ¹. Tels sont nos sentiments, nos principes et nos vœux. Nous prions Votre Sainteté d'en agréer le témoignage, et d'y joindre sa bénédiction apostolique.
(Cultes).

926. — Rapport de Portalis.

Paris, [23 vendém. et] 3 brumaire an X ([15 et] 25 octobre 1801 ²).

J'ai examiné la bulle donnée à Rome le 9 des calendes de septembre 1801, et portant les pouvoirs du cardinal Jean-Baptiste Caprara, envoyé en France sous le titre de légat *a latere* ³.

Dans cette bulle, Pie VII commence par remercier la Providence de la conservation de la foi au milieu des orages. Il fait ensuite l'éloge de la prudence et des vertus de son légat, et il détermine sa mission, jugée nécessaire tant par Sa Sainteté que par le gouvernement français. Cette mission est indéfinie dans son étendue et dans sa durée ; mais elle a pour objet de pourvoir aux besoins spirituels des fidèles, et d'accélérer les grands biens que l'on doit attendre de la convention arrêtée entre le gouver-

¹ Il est très probable que dans l'exemplaire définitif, remis par Portalis aux évêques constitutionnels, cet alinéa était rédigé ainsi : « Notre foi est celle des Apôtres. Nous voulons tous vivre *et mourir* dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, *et dans la communion du St. Siège, centre de l'unité.* » ; car : 1^o cette rédaction se retrouve dans toutes les lettres de démission qui ont suivi plus ou moins la formule de Portalis ; 2^o les additions, indiquées ici en italiques, ne font qu'accentuer l'idée de réunion au St. Siège, et par conséquent, à la différence d'autres variantes déjà publiées (pièce n^o 924) ou résumées plus loin (p. 174), elles ne doivent pas être l'œuvre des constitutionnels.

² Le rapport de Portalis a été soumis au moins deux fois au P. Consul. La date du 25 octobre est celle du jour où il a été remis pour la seconde fois.

³ La bulle « *Dextera Altissimi* » (pièce n^o 863).

nement français et le Saint-Siège. Pie VII annonce qu'il a consulté tous les cardinaux, et que c'est d'après leur consentement unanime que le légat a été choisi.

En confrontant la bulle de Pie VII avec celles données en d'autres temps, on aperçoit une différence, qui est toute à l'avantage des mœurs et des lumières de notre siècle.

Le premier légat *a latere* qui parut en France fut envoyé en 742. Depuis cette époque, on en a vu paraître presque sous tous les règnes, et le plus souvent à la demande des rois eux-mêmes. L'histoire nous a conservé les noms de ceux qui ont été envoyés sous Philippe-le-Bel, Charles VII, Louis XI, Louis XII, François I, Henri II, Charles IX, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, et elle nous a transmis les circonstances relatives à leur mission.

L'idée d'un grand pouvoir s'est toujours attachée au titre de légat *a latere*. Un tel légat représente immédiatement le premier Pontife ; il en exerce toute l'autorité. De là les précautions prises dans tous les temps, pour se rassurer contre les abus et les entreprises qu'il aurait pu se permettre. Ces précautions, qui ont été recueillies dans les articles XI, LVIII, LIX et LX des libertés de l'église gallicane, sont fondées sur les maximes les plus inviolables du droit public et universel des nations.

Un étranger, quel qu'il soit, ne peut exercer dans un Etat aucune sorte de juridiction sans l'aveu de la puissance qui régit cet Etat. Ce principe est incontestable. Il dérive des attributs essentiels de la souveraineté. Il est une conséquence nécessaire de l'indépendance reconnue des peuples, et du droit naturel qu'a chaque corps politique de veiller à sa propre conservation. N'importe que la juridiction à exercer ne soit qu'ecclésiastique ou religieuse. La puissance publique est une. Les pontifes, comme les autres hommes, lui sont soumis. On ne peut, par aucune exception, se soustraire à sa surveillance.

Demander si le chef d'une société religieuse, ou son représentant, est tenu de se conformer à la police générale des empires, ce serait demander, en d'autres termes, s'il est au-dessus du droit de la nature et des gens ; s'il partage dans chaque territoire la souveraineté nationale ; si les Etats n'ont aucun moyen de défense contre les démarches qui pourraient compromettre

leur dignité ou troubler leur régime ; enfin, s'il faut admettre dans les gouvernements humains une sorte de manichéisme politique, aussi absurde et plus alarmant que le manichéisme religieux.

Aussi les légats n'ont jamais été reçus en France, avant que les bulles portant leurs pouvoirs eussent été revêtues de lettres patentes et vérifiées dans les Parlements. L'histoire nous parle des protestations solennelles qui furent faites le 2 août 1480 par le sieur Davet, maître des requêtes, contre les facultés du cardinal légat Saint-Pierre *in vincula*,¹ qui n'avait point demandé la permission de Louis XI. Elle parle également de la réponse de ce cardinal, qui fut une reconnaissance de tous nos principes.

Les mêmes maximes, qui ne permettent pas à un légat d'exercer en France ses facultés sans l'aveu formel du gouvernement, ne sauraient lui permettre de déléguer ses pouvoirs à autrui, sans que le gouvernement l'y autorise. S'il en était autrement, des mandataires suspects pourraient être revêtus d'une autorité plus ou moins grande, et se permettre, à l'insu de l'autorité publique, des entreprises que le mandant n'oserait se permettre lui-même.

L'Eglise et ses ministres n'ont aucun pouvoir direct ni indirect sur le temporel des Etats. Le chef de l'Eglise et ses délégués n'ont même sur les choses spirituelles, qu'une autorité réglée par les canons reçus en France. Un légat doit donc respecter les libertés de l'église gallicane, les coutumes, les lois, les institutions de la République. Il a toujours été soumis à en faire la promesse. La formule de cette promesse est rappelée dans tous les monuments publics.

Dans l'ancien temps, il y avait en France des ordres religieux, vivant sous des règles différentes, des universités qui avaient des immunités, et qui, à certains égards, faisaient partie du clergé. Il y avait des bénéfices simples, des bénéfices à charge d'âmes, des cures séculières et régulières, exemptes ou non-exemptes, des officialités, des juridictions quasi épiscopales, des indults. Tous ces objets et mille autres semblables exigeaient des précautions, dont nous sommes dispensés dans un ordre de choses,

¹ Le card. Della Rovere, du titre de S. Pierre-aux-liens. Cf. p. 64, note 1.

où une discipline épurée va ramener la religion à la majestueuse simplicité des premiers siècles.

Mais aujourd'hui, comme autrefois, il est nécessaire de prendre toutes les mesures que l'ordre public commande.

Tous les actes du légat doivent être connus du gouvernement, et ils ne doivent avoir aucune exécution avant que le gouvernement les ait approuvés. Le légat doit tenir un registre de sa légation. La légation finie, ce registre doit être remis à l'officier ou au fonctionnaire que le gouvernement désignera. La légation, qui ne peut commencer qu'avec l'autorisation du gouvernement, doit finir quand cette autorisation cesse. Dès l'instant qu'il a été notifié au légat que sa légation est finie, il ne peut plus exercer aucune des facultés qui lui avaient été données. Les actes qu'il continuerait à faire, soit en France soit hors de France, relativement aux affaires de l'église gallicane, seraient nuls, abusifs et comme non-avenus.

Tels sont, cit. Consuls, les principes de la matière. Je joins au présent rapport les divers articles de nos libertés, qui les justifient. J'y joins encore une copie de la bulle énonciative des pouvoirs et facultés du cardinal Caprara, une formule de la promesse à faire par ce cardinal avant de les exercer, et un projet d'arrêté que j'ai l'honneur de vous proposer pour l'autorisation de son titre ¹.

(Arch. nat., AF IV 1887).

Projet d'arrêté.

Les Consuls de la République, sur le rapport du conseiller chargé de toutes les affaires concernant les cultes, et le Conseil d'Etat entendu, arrêtent :

Art. 1. — Le cardinal Caprara, envoyé en France avec le

¹ La formule de la promesse du légat, est celle même qui a été insérée au *Moniteur* après la réception solennelle de Caprara, le 9 avril 1802 : il était donc inutile de la reproduire ici. Elle est d'ailleurs empruntée au passé, sauf les modifications que le changement de gouvernement a rendues nécessaires (Voir le dict. de Durand de Maillane, au mot « Légat »). — Quant au projet d'arrêté, nous en donnons le texte, parce qu'il diffère en plusieurs points de l'arrêté définitif, qui a été rendu le 18 germinal an X.

titre de légat *a latere*, est autorisé à exercer les facultés énoncées dans la bulle donnée à Rome le 9 des calendes de septembre 1801, sous les conditions suivantes :

Art. 2. — Il promettra de se conformer aux lois de la République et aux libertés de l'église gallicane, et de cesser ses fonctions quand il en sera averti par le gouvernement.

Art. 3. — Aucun acte de la légation, ne pourra être rendu public ni mis à exécution, sans la permission du gouvernement.

Art. 4. — Le cardinal légat ne pourra commettre ni déléguer personne, sans la même permission.

Art. 5. — Il sera obligé de tenir ou faire tenir registre de tous les actes de sa légation.

Art. 6. — Sa légation finie, il remettra ce registre et le sceau de sa légation au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

Art. 7. — Il ne pourra, après la fin de sa légation, exercer directement ou indirectement, soit en France, soit hors de France, aucun acte relatif à l'église gallicane.

(Cultes).

927. — Le P. Consul à Portalis.

Paris, 23 vendémiaire an X (15 octobre 1801).

J'approuve, cit., toutes les dispositions contenues dans le rapport que vous m'avez remis aujourd'hui ¹. Je vous le renvoie pour que vous puissiez me le remettre en temps utile.

Je ne pourrai donner audience au Légat, et dès lors reconnaître ses pouvoirs : 1^o que lorsque j'aurai la bulle qui règle les circonscriptions des diocèses ; 2^o que lorsque le règlement, que vous êtes chargé de faire pour l'application du concordat, sera adopté ; 3^o que lorsque le règlement que doit faire le Légat, et dont je vous ai parlé, pour adapter au dimanche toutes les fêtes hormis Noël et l'Assomption, sera prêt.

¹ D'après le procès-verbal de la séance des Consuls du 13 octobre, Portalis a fait ce même jour deux rapports « l'un sur la bulle qui nomme M. Caprara légat *a latere* [pièce n^o 926] ; l'autre sur les conditions et le mode de sa réception. » Ce second rapport ne nous est point parvenu.

Faites connaître au Légat la nécessité d'accélérer, autant que possible, ces différents règlements ; car je désirerais qu'il pût avoir son audience, au moins dans dix jours avant le 18 brumaire, afin que la paix de l'Europe et celle de l'Eglise puissent être publiées le même jour dans toute l'étendue de la République ; et cette publication ne peut avoir lieu que lorsqu'on pourra, dans un seul bulletin des lois, imprimer la bulle, le concordat, la bulle de la circonscription des évêchés, l'arrêté du Conseil d'État relatif au concordat¹, et enfin le règlement du Légat relatif aux fêtes.

Je pense qu'il serait nécessaire que vous écrivissiez au cit. Cacault à Rome, et que le Légat écrivît au Pape, pour accélérer l'arrivée de la bulle relative aux diocèses.

(*Corr. de Nap.*, n° 5809).

928. — Talleyrand à Pétiet.

Paris, 23 vendémiaire an X (15 octobre 1801).

Le cit. Marescalchi m'a appris que le Poggio di Bene, et les autres parties du Montefeltro momentanément occupées par la Cisalpine, avaient été remises à la disposition du gouvernement romain ; mais il a fait contre cette dernière mesure quelques observations, par lesquelles il cherche à établir que le Montefeltro était autrefois une dépendance de la Romagne, et non pas du duché d'Urbin ; que dès lors cette province avait été comprise dans l'abandon que le Pape avait fait de la Romagne par le traité de Tolentino, et dans la cession qui en a été faite à la Cisalpine².

Il s'agit moins aujourd'hui d'examiner les rapports qui subsistaient anciennement entre le Montefeltro et les deux États voisins, que ceux qui étaient établis à l'époque du traité de Tolentino, puisque le traité ne pouvait pas porter sur un ordre

¹ Voir la pièce n° 942.

² « ... Per l'affare di Montefeltro e Poggio di Bene, quello dunque che si è potuto ottenere, si è l'appoggio dei ministri francesi per far valere presso il Papa le nostre ragioni. Mancando di rapporti diretti, mi pare che convenga che vi dirigiate e vi prevaliate di Pétiet, che scriva a Cacault. Nel momento non è sperabile, caro amico, d'ottenere da vantaggio » (Marescalchi à Pancaldi, Paris, 25 vendém. : 15 octobre).

de choses qui n'existait plus. Il n'y a donc plus à revenir sur la restitution du Montefeltro qui vient d'être faite au Pape. Mais si, comme je vous en ai fait l'observation le 11 prairial (31 mai), cette restitution rend moins régulières les limites de la Cisalpine et de l'Etat romain, les deux gouvernements peuvent s'entendre, par voie de conciliation, sur les moyens de rectifier leurs frontières successives.

Avant de s'occuper d'une semblable négociation, la Cisalpine doit sentir qu'il est nécessaire pour elle de rétablir ses rapports de bon voisinage avec le gouvernement ecclésiastique. D'après les lettres que je reçois de Rome, il ne paraît pas qu'elle ait fait aucune ouverture sur ce point. Elle n'a encore exprimé que le désir de rétablir dans cette ville le courrier de Milan. Vous voudrez bien inviter le comité de gouvernement cisalpin à ne plus garder avec Rome un silence et une réserve, qui ressemblent peu à l'amitié. Ce gouvernement, dans l'état provisoire où il se trouve encore, peut se dispenser d'avoir à Rome un agent politique ; mais il peut du moins témoigner le désir de vivre en bonne harmonie avec cette puissance. Lorsqu'il sera définitivement organisé, il entretiendra ses relations avec elle par les moyens ordinaires.

(Aff. étr., Milan, vol. 59).

929. — Les Evêques Réunis à Portalis.

Paris, 26 vendémiaire an X (18 octobre 1801).

Vous savez qu'un bref du Pape, adressé à M. Spina, a été envoyé par ce dernier aux évêques assermentés. Ceux-ci l'ont repoussé, parce qu'il n'est pas revêtu de l'*exequatur* du gouvernement, qui sûrement ne l'aurait jamais accordé à un acte qui blesse les principes de la religion, de la raison, et les droits de l'Etat. On nous assure que le gouvernement le regarde comme non-venu. Il nous importe extrêmement d'en être assurés par vous-même, d'autant plus que M. Spina continue, à ce qu'on nous assure, de répandre clandestinement ce bref. Votre justice et votre bienveillance ne nous refuseront pas une réponse

sur un article qui nous paraît de la plus haute importance ; car ce bref ne peut que porter le trouble dans les départements ¹.

H. Grégoire, ancien évêque de Blois

Et. M. [Des Bois], ancien évêque d'Amiens

J. B. Demandre, ancien évêque de Besançon

F. X. Moïse, ancien évêque de St-Claude.

(Cultes).

930. — Caprara à Consalvi.

(n° 3)

Parigi, 18 octobre 1801.

Col precedente mio dispaccio, segnato n° 2, e datato il giorno 6 corrente, diedi conto a V. Em. che il Primo Console, in ordine a quanto mi aveva esposto circa i vescovi costituzionali, che attese alcune da loro immaginate espressioni nel breve pontificio contavano di far causa comune con tutta la nazione, aveva conchiuso, che sul proposito ne avrei avuto un abboccamento col consigliere Portalis.

Tale abboccamento ebbe luogo in effetto, ed eravi presente Mgor Spina ; ma per quanto ed il prelato ed io ci studiassimo di persuadere sull' oggetto il mentovato consigliere, non potemmo venire d'accordo.

Da quel momento in poi, io non l'ho più trattato. Vedo però, che, seguita la formale presentazione della bolla (cosa che a tutt' oggi ignoro quando avrà luogo, sebbene negli scorsi giorni mi si dicesse che questa pubblica funzione si sarebbe fatta dentro

¹ Lorsque Portalis avait fait accepter sa formule de lettre au Pape (pièce n° 925), il avait été entendu que la distribution du bref « Post multos » serait arrêtée ; et en effet, les évêques constitutionnels absents de Paris n'ont, pour la plupart, jamais reçu ni le bref, ni la lettre d'envoi de Spina. Néanmoins on apprit bientôt que quelques exemplaires du bref, regardé de plus en plus comme injurieux, avaient pénétré dans les départements, et y étaient colportés par les adversaires de l'église constitutionnelle. Cette publicité parut un manque de foi. A Paris, les « Evêques réunis », non seulement adressèrent à Portalis la présente demande de désaveu, mais se crurent libres d'imprimer dans leurs *Annales* les Observations du 3 octobre (pièce n° 908) et les réponses si vives qu'ils avaient envoyées à Spina (voir *Ann.*, t. XIV, p. 78, note). Dans les départements, l'évêque constitutionnel de Vesoul, Flavigny, allait publier une circulaire du 10 décembre à son clergé, où il devait dénoncer le bref comme un ferment de discordes civiles.

la spirante settimana), avrò occasione di spesso, o vederlo, o seco trattare in iscritto; poichè essendo il medesimo per decreto del Primo Console destinato a conoscere, e quindi riferire al Console medesimo ogni oggetto riguardante i culti, con lui solo dovranno discutersi gli affari sì della religione che della Chiesa. Accade quindi che ad esso stesso saranno in avvenire soggetti i preti, che, come V. Em. conosce, erano per l'innanzi sottoposti al ministro della polizia ¹.

Una gran parte dei vescovi costituzionali, vale a dire 47 ², fino ad oggi hanno dato in iscritto la dimissione delle sedi vescovili che occupavano, ed accompagnando lo scritto con lettera a me diretta, mi hanno richiesto di umiliare la loro dimissione alla Santità di N. S. Io ho risposto a ciascuno in questi precisi termini: « J'ai reçu, Monsieur, le papier que vous avez joint à la vôtre, datée du... courant. Je m'empresse de vous assurer que j'en ferai l'usage convenable; en attendant, que j'ai l'honneur d'être, etc. ³. »

¹ En réalité, l'obligation de la promesse de fidélité (Cf. t. III, p. 660, note, etc.), et les lois antérieures sur les cultes (Cf. t. I, p. 140, note; t. III, p. 446, note, etc.) ont continué à être appliquées jusqu'à la loi du 18 germinal an X, sous l'autorité arbitraire du ministre de la police, avec des adoucissements que Portalis a toujours réclamés et n'a pas toujours obtenus.

² On trouvera dans Theiner (t. II, pièce XXXIV) une liste de 47 de ces évêques, portant précisément la date du 18 octobre et qui paraît être une annexe à la dépêche de Caprara. Mais, sans parler de plusieurs noms qui ont été défigurés à l'impression, cette liste contient des erreurs évidentes: ainsi elle mentionne deux fois Le Blanc de Beaulieu (n°s 18 et 46); et deux fois Villa (n°s 8 et 42: sous le n° 8 il faut lire « Perpignan » et non « Périgueux », car ce dernier diocèse était vacant par mort); elle compte Ponsignon, élu à Sens et non sacré (n° 43), etc. La seule utilité que puisse présenter cette liste fautive, c'est qu'elle relate deux lettres de démission non encore signalées sur la liste de Portalis (p. 156, note 1), celles des évêques de Meaux et de Reims, qui allaient être mentionnées au Moniteur du 21 octobre.

³ Pour corriger la mauvaise impression que cette rédaction devait faire sur les évêques constitutionnels, Portalis a employé à leur égard un modèle de lettre tout différent: « J'ai reçu, Révérendissime évêque, la démission que vous m'avez adressée. J'ai eu l'honneur d'en rendre compte au P. Consul, et je n'ai pas manqué de l'instruire du zèle avec lequel vous vous êtes empressé de concourir aux vues du gouvernement, pour le bien de la religion et le rétablissement de la paix. » Le titre de « Révérendissime évêque » est celui que ces prélats se donnaient entre eux. En le leur reconnaissant Portalis a eu une intention d'autant plus évidente, que dans sa correspondance avec les évêques de l'ancien clergé il s'est servi des seules qualifications de « Monsieur » ou de « Citoyen ».

Dalle due copie, che io rimetto all' Em. V., delle dimissioni anzidette, l'una segnata lettera A, che sola basterebbe, perchè le altre sono uniformi in tutto e per tutto, l'altra B¹, la quale differisce in alcune espressioni, ella rileverà, che in niuno modo i così detti costituzionali si sono uniformati a quanto sul proposito veniva loro con tanta dolcezza e clemenza insinuato da N. S., per mezzo del breve che ha fatto ai medesimi tenere Mgor Spina, e che anzi, oltre ad avere detto ciò che assolutamente non era necessario, nel dirlo hanno adoprato le più chiare frasi gianse-nistiche. Non ha mancato chi loro lo abbia fatto rilevare; ed essi han risposto che la modula della dimissione loro era stata data dal consigliere Portalis, su di che per altro questo non conviene pionamente. A debole mio credere, qualcuno dei vescovi ha immaginato ed esteso la modula in questione, l'ha fatta vedere al sig. consigliere; ed egli, senza occuparsi, come è naturale, di un oggetto che riguarda loro unicamente, avrà risposto parergli che andasse bene.

Trovansi tuttora qui i vescovi che sono intervenuti al così detto concilio nazionale. La massima parte, o come credo tutti, o in compagnia o a solo sono passati da me. Ed avendomi a parole manifestati sentimenti della maggiore ortodossia, io ho detto loro, che ero ben contento che nutrissero simili sentimenti, ma che dalle opere si sarebbe dedotto la verità delle loro espressioni, e che il primo passo di loro cattolica condotta doveva esser quello di assoggettarsi umilmente ai giudizi del vicario di Gesù Cristo, il Papa, e che uno dei primari contrassegni era che aderissero esattamente a quanto veniva loro insinuato nel breve, che in nome pontificio gli era stato passato da Mgor arcivescovo di Corinto: cosa, che a dir vero, io non ritrovavo in alcuna delle module di dimissione a me trasmessa per essere umiliata al Santo Padre.

Ad un discorso tenuto in cotal guisa da me, concordemente dimandarono di aver sott' occhio una delle module, e paragrafo per paragrafo pretesero di render ragione, e giustificare le loro espressioni. Ed in primo luogo, studiarono di darmi ad intendere che doveva interpretarsi nel senso semplice e cattolico l'espres-

¹ Pièces n° 924. — Voir aussi p. 174, note 1.

sione « conformément aux canons et aux saints décrets de l'Eglise. » In secondo poi, quanto cioè al paragrafo « J'adhère à la convention relative aux affaires ecclésiastiques », in vece che « ai giudizi della Santa Sede », dissero aver giudicato che di ciò si fosse trattato nell' accennata convenzione. Sul punto finalmente « Ma foi est celle des Apôtres », asserirono che detta modula di dimissione loro era stata data per ordine del governo dal consigliere Portalis; ed anzi alcuni aggiunsero, che avevano creduto che la medesima fosse stata meco combinata. A simili, come ognun vede, mendicate e studiate ragioni, io ripetei ciò che loro avevo detto in principio, ed avendo con una sola parola loro detto, come mai in coscienza potevano occupare o ritenere sedi vescovili senza veruna istituzione canonica, e viventi ancora i legittimi vescovi, risposero di esserci stati sforzati dal governo; di aver fatta la dichiarazione di esser sempre disposti a restituire la sede al vescovo legittimo; e che finalmente credevano di aver così impedito che i popoli perdessero affatto la religione; e che avevano sofferto infiniti pericoli, con prigionia ed altro, per questo unico motivo. Dopo tutto questo, io stimai meglio di tacermi, rimanendo in tal guisa sempre più convinto essere i medesimi costanti nel sentimento di far causa comune colla nazione, come già mi aveva avvertito il Primo Console, presso cui in loro favore non mancano soggetti che facciano, come suol dirsi, un fuoco grande, non potendo assolutamente inghiottire quell' espressione « *Plenam eorum singuli, scriptis ad nos litteris, obedientiam et submissionem profiteantur romano pontifici; judicii Sedis Apostolicæ super ecclesiasticis Galliarum negotiis emanatis..* », riportata nel breve ad essi dato¹, perchè procurano di dare alla medesima una estensione ed interpretazione ben diversa dal senso delle parole, come ebbi luogo di convincermi, e nell' udienza del Primo Console, e nell' abboccamento col consigliere Portalis, con cui, come dissi, non potremmo sull' oggetto venire d'accordo.

Finisco questo mio dispaccio col pregare V. Em. a tener presente quanto io le dissi con mia di n° 2, al § che incomincia « Senza esagerare », e che va a terminar colle parole « colore

¹ Voir p. 124, note.

di rosa. » Stia pur certo che le mie mire e pratiche non si distaccano dall' oggetto, e che solo viverò contento quando lo vedrò compito. Aggiungo che il Primo Console con vera bontà mi ha fatto dire, che, o occorrendomi o volendo andassi pure da lui, che mi avrebbe veduto volentieri.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

931. — Avis des Evêques Réunis

Paris, 26 octobre 1801 (4 brumaire an X).

Tous les évêques consacrés depuis 1791 et exerçant le ministère épiscopal ont donné, pour le bien de la paix, la démission pure et simple, mais volontaire, libre et spontanée, de leurs sièges ¹. Cet acte, accepté par qui de droit, notifié d'abord au gouvernement, ensuite au Pape par l'entremise du Légat, devient une des bases fondamentales sur laquelle sera fondée la légitimité des nouvelles nominations à faire par le Premier Consul, et des nouvelles institutions à accorder par Pie VII. La puissance temporelle et l'autorité pontificale, en exécutant le concordat, vont donc donner la preuve de fait la plus démonstrative, qu'elles reconnaissent les pontifes nouveaux, et qu'elles n'objectent rien à la canonicité des fonctions qu'ils ont exercées.

Pour tarir la source des dissensions, le Pape a impérativement exigé la démission des anciens prélats, actuellement émigrés ou rentrés en France, et tout en s'efforçant d'obtenir cet acte d'obéissance par quelques éloges, il ne leur laisse pas ignorer que, s'ils le refusent, il saura s'en passer, les regardera par conséquent comme déchus, et qu'il n'en procédera pas moins à l'établissement du nouvel ordre. Effectivement, d'après les prin-

¹ Les démissions des 59 évêques constitutionnels en exercice ont été toutes données ; mais toutes leurs lettres au Pape n'étaient pas encore arrivées à Paris, à la date du 26 octobre. On peut citer parmi les plus tardives, celles des évêques d'Embrun, Le Puy, Mende, Nevers, sans parler de celle de Mauviel, évêque de S. Domingue, qui s'était rendu dans cette île, et dont la démission, d'ailleurs toute spontanée, n'a été envoyée que le 2 avril 1802 (*Ann. de la relig.*, t. XV, p. 128). — Après le 25 octobre, le Moniteur a cessé de mentionner les démissions des constitutionnels, dont 10 par cette raison n'ont pas été rendues publiques (Albi, Béziers, Digne, Embrun, Le Puy, Mende, Nevers, Pamiers, S. Domingue, S. Omer).

cipes de l'un et l'autre droit, leur démission n'est pas fort nécessaire, si, par le refus du serment de fidélité ils s'étaient rendus incapables d'exercer le ministère épiscopal en France; s'ils avaient abandonné leurs églises qui ne pouvaient rester sans pasteurs; si l'Assemblée Nationale avait solennellement proclamé la vacance de leurs sièges; s'ils avaient opéré eux-mêmes cette vacance en transportant par l'émigration leur domicile en pays étranger; s'ils avaient subi la sentence définitive d'un exil perpétuel; s'ils avaient cessé de résider et quitté leurs troupeaux depuis plus de dix ans; etc. Plusieurs de ces prélats ont obéi au commandement du Pape; d'autres n'ont pas encore obtempéré, et ne paraissent pas, dit-on, disposés à concourir à la pacification religieuse.

Le ministère épiscopal ne pouvant jamais éprouver d'interruption, il est de droit que l'évêque démissionnaire en continue l'exercice jusqu'à ce que son successeur ait pris possession réelle. Cependant la plupart des prélats constitutionnels ont cru devoir s'expliquer catégoriquement sur cet article, dans leur acte de démission. Ainsi, jusqu'à ce que d'autres pontifes soient établis pour porter les secours de la religion aux fidèles, qui ne peuvent jamais cesser d'avoir droit de les réclamer, les diocèses demeurent, comme auparavant, sous la houlette de leurs premiers pasteurs; et les statuts ainsi que le gouvernement ecclésiastique n'éprouveront ni variation ni changement.

Dans cet acte, qu'on peut appeler de leur dernière volonté, ils ont expressément professé tous les principes qui ont jusqu'ici constamment réglé toutes leurs démarches, et qu'ils ont confirmés par serment ou par promesses. Ils y ont spécialement consigné le témoignage authentique de leur inviolable fidélité à la République, et de leur imperturbable attachement aux libertés de l'église gallicane. C'est dans ces mêmes sentiments que doivent persévérer tous les prêtres et tous les fidèles qui ont eu le bonheur de ne jamais s'en écarter.

Enfin, pour rendre jusqu'au dernier moment l'obéissance qui est due aux saints canons, ils ont fait leur démission entre les mains des métropolitains, ou des premiers suffragants, de qui ils avaient reçu et dû recevoir la confirmation canonique¹, con-

¹ On a vu que Grégoire (p. 116, note) soutenait que la démission devait être

formément aux décrets des conciles, notamment du 1^{er} concile de Nicée. En cela ils ont rendu un dernier hommage à la canonicité de leur épiscopat, et à la maxime qu'on doit donner la démission entre les mains de celui de qui on a reçu l'institution.

En écrivant au Pape, par la voie du cardinal légat, pour annoncer à S. S. qu'ils ont donné leur démission, les mêmes évêques ne se sont écartés en rien des maximes exprimées dans cet acte, et ils ont expressément professé des principes diamétralement opposés au plan contenu dans une épître particulière, soi-disant adressée à M. Spina par Pie VII, mais probablement composée à Paris, mais sûrement imprimée à Paris, mais certainement dépourvue d'authenticité, et néanmoins colportée jusqu'aux extrémités de la République. Cette admirable lettre est regardée comme non-avenue par le gouvernement, par le Légat, et peut-être encore par les prêtres dissidents, qui se sont empressés de la porter à quelques prélats qui y ont fait toute l'attention qu'elle mérito.

Des hommes qui se montrent avec cette fermeté, cette sincérité chrétienne si rare aujourd'hui, et qui en d'autres temps auraient si fort exaspéré la cour de Rome, comment sont-ils reçus par le cardinal légat? Parfaitement bien. Le plus grand nombre s'est présenté à S. Em. ; quelques-uns y sont encore retournés. Tous n'ont qu'à se louer de l'affabilité, des égards, et de l'estime particulière qu'il leur a témoignée.

Les a-t-il traités en évêques ? sans doute¹ ; et non comme on

adressée aux métropolitains et acceptée par eux. C'est en effet sous cette forme qu'il a fait imprimer sa propre démission (*Ann. de la relig.*, t. XIII, p. 546). Dans ce système, il n'y avait lieu d'adresser au Pape qu'une simple lettre de participation, remise en original au Légat, et en copie à Portalis. Comme la théorie de Grégoire, exposée ici publiquement, a été admise par un grand nombre de ses collègues (Cf. *Ann.* t. XIII, p. 560, note) et repoussée par d'autres, il s'est trouvé que la formule combinée par Portalis a eu selon les cas une portée très différente. Tandis que pour Grégoire et ses adhérents, elle se réduisait à une lettre de participation, pour les autres qui n'ont pas écrit à leur métropolitain, elle constituait l'acte même de la démission.

¹ « . Royer . . , die octobris XX, ausus est ad Legatum venire, insigniis omnibus ornatus quæ propria sunt episcoporum, idemque clerum suum ei præsentavit. Excepit illos Legatus comiter humaniterque, diligentissime tamen cavito (quod ei datum erat a Pontifice in mandatis) ne ullam significationem ei præberet, qua probari posset habere se illum episcopi legitimi loco » (*Diarium Legationis* : arch. du Vatican).

traite les évêques à Rome, mais comme on doit les traiter partout. Leur a-t-il parlé d'hérésie ? non : il y a longtemps que les gens instruits ne nous parlent plus d'hérésie, et Pie VII ne nous en accusera jamais ; — de schisme ? non : le Légat sait trop que ceux qui n'ont rompu les liens de la communion avec qui que ce soit, ne peuvent pas être schismatiques ; — d'intrusion ? non : il n'ignore pas que nous sommes montés canoniquement sur des sièges vacants de droit et de fait ; — de rétractation ? non encore : il regarderait comme un crime de rétracter la promesse et le serment d'être fidèle à la patrie, soumis à ses lois ; — d'absolution ? on ne parle pas d'absolution à des gens qui n'en veulent pas, qui ne se repentent pas, et qui sont bien décidés à ne pas changer de conduite. Absoudre quelqu'un de s'être conformé aux préceptes contenus dans le Nouveau Testament, ce serait un blasphème et un sacrilège ; se laisser absoudre d'avoir été fidèle à l'Etat dont on est membre, d'avoir été soumis aux puissances établies, comme J. Christ et les Apôtres l'ordonnent, ce serait une sorte d'apostasie, un acte de révolte et de folie.

Mais la promesse d'obéir au Pape « conformément aux canons et aux saints décrets. » Oh ! pour cet article, il en a été question. Le Légat a dit en propres termes, que ce langage est le langage de tous les siècles, surtout celui de l'antiquité ; qu'en son particulier il est de notre avis ; qu'il a même soutenu thèse en notre faveur. « Mais, a-t-il ajouté, ces expressions semblent supposer qu'on pourrait craindre que le Pape n'ordonnât quelque chose de contraire aux canons, et cela peut déplaire : il serait à souhaiter qu'on l'ôtât. L'expression est exacte ; il n'est question que du vernis : on pourrait le supprimer, et garder intérieurement son opinion. » — Vous devinez bien qu'on a fait valoir l'obligation d'éviter la dissimulation et le mensonge, le devoir de conformer son langage à ses vrais sentiments, surtout dans des circonstances importantes, etc. On a ajouté que le gouvernement ne permettrait pas qu'on promît une obéissance équivoque à une puissance étrangère, surtout une obéissance illimitée, en négligeant de rappeler la règle invariable de toute soumission ecclésiastique. — « Je le sais bien » ; voilà à quoi s'est bornée la réplique, et il n'a plus été question de cet objet ¹.

¹ A la suite de cet entretien, qui avait eu lieu le matin du 13 octobre, Le Blanc

Il a observé que quelques membres du Concile avaient énoncé en pleine assemblée des maximes qui peuvent déplaire à Rome. Sans chercher à savoir d'où il pouvait tenir cette anecdote, on a répondu que les expressions des membres du Concile ont été parfaitement d'accord avec celles que l'assemblée a employées dans ses écrits ; que la cour de Rome ne devant pas s'offenser de la vérité, elle ne pourrait être mécontente qu'autant qu'elle aurait été mal informée ; et qu'au surplus ce n'est pas dans les termes qui échappent à un particulier, mais dans les écrits du Concile, qu'on peut trouver ses vrais sentiments.

Voilà exactement ce qui s'est passé d'intéressant dans les visites que les évêques constitutionnels ont faites au cardinal légat, et où ils ont toujours reçu l'accueil le plus amical.

Nous ne doutons pas que, chargé d'opérer la pacification, il n'ait aussi parfaitement accueilli cette multitude de prêtres dissidents qui s'empressent d'accourir à l'hôtel de Rome. A-t-il parlé d'hérésie à ceux qui ont rebaptisé ; de fidélité à la République à ceux qui ont refusé si longtemps ou qui refusent encore la promesse ; de schisme à ceux qui se sont volontairement et obstinément séparés de leurs frères chrétiens, qu'aucune excommunication n'avait retranchés du corps de l'Eglise ; d'intrusion à ceux qui, sans formalité, sont allés exercer des fonctions pastorales dans des paroisses où ils n'avaient jamais été ni curés ni vicaires, où il y avait des pasteurs depuis vingt ans, et même

de Beaulieu avait écrit à Caprara : « ... Vous nous avez dit, Mgr, que nous aurions dû garder *in petto* la réserve, que vous ne condamnez pas personnellement mais que vous craignez d'être mal vue à Rome, de renfermer l'obéissance et la soumission, que nous devons au Pape, dans la conformité de ce qu'il nous prescrira aux canons et aux saints décrets de l'Eglise. Certes, Mgr, si un article aussi exact, aussi conforme à la croyance de toute la vénérable antiquité, est de nature à déplaire à la cour de Rome plus qu'au S. Siège (*sic*), quel abus n'avons-nous pas à redouter qu'elle fasse de ces expressions si confiantes du quatrième article : « J'adhère à la convention relative aux affaires ecclésiastiques de France et aux principes que Votre Sainteté et le gouvernement y ont consacrés. » Le Blanc de Beaulieu ajoutait que, pour se prémunir contre toute équivoque sur le mot « principes », il déclarait modifier de la manière suivante sa lettre au Pape : « J'adhère à la convention relative aux affaires ecclésiastiques de France, que Votre Sainteté et le gouvernement ont réglée. »

— [Il est à remarquer que dans le langage des Jansénistes, le « Pape » (ou le « S. Siège ») est souvent placé en contraste avec la « cour de Rome », c'est-à-dire avec l'entourage qui était accusé de dominer le S. Père par des passions aveugles].

dans des diocèses où ils n'avaient jamais été admis ? C'est ce que nous ignorons et ce que nous voulons ignorer ¹...

(Note jointe à l'avis des Evêques Réunis)

Le Journal officiel et autres journaux ont publié que presque tous les évêques constitutionnels avaient adressé au Pape la lettre suivante : « Très-Saint Père, il n'est ni sacrifice, ni démarche... »

Nous devons les détails suivants à la plus austère vérité. Cette lettre était un modèle tracé d'avance par une main respectable, dans l'intention d'éviter toute difficulté de la part de Rome ; il avait même été corrigé par un homme éclairé, bienveillant et accrédité. Dans cet état, il fut proposé d'abord à un petit nombre de prélats, et ensuite à la majorité de ceux qui sont restés à Paris. Il n'est pas encore temps d'exprimer la sensation qu'il fit sur l'esprit de presque tous. Des explications furent provoquées et eurent lieu de suite avec le respectable organe du gouvernement sur ces matières, et de là remontèrent jusqu'aux chefs. Ces explications furent franches et plus que satisfaisantes : les principales dispositions du concordat furent dévoilées, et il resta pour certain que les libertés de l'église gallicane n'étaient point essentiellement attaquées...

Tous les évêques examinèrent, ensemble et séparément, quel est l'état présent et critique de la religion et de l'Eglise dans notre pays. Cet examen fut fait avec la plus grande maturité, dans les dispositions les plus certaines de dévouement à la religion, d'amour de la patrie, de fidélité à son gouvernement, et d'une résistance invincible aux prétentions ultramontaines...

Le modèle ci-dessus n'a été signé que par un très petit nombre d'évêques ² ; encore ne l'ont-ils signé qu'en protestant que c'était par amour pour la paix, et pour qu'on ne les accusât jamais d'y avoir mis le moindre obstacle ; qu'ils ne signaient que par confiance dans les explications données par le gouvernement, et dans les dispositions qu'il avait manifestées ; qu'en adhérant à un traité qu'ils ne connaissaient pas textuellement, et à des princi-

¹ Cette pièce est signée par Grégoire, Demandre, Moïse, Des Bois, Wandelaincourt, et par les prêtres Orange et Grosdidier, secrétaires.

² Il a été souscrit au moins par 16 évêques.

pes qu'ils connaissaient moins encore, c'était se réserver la faculté inaliénable de réclamer, et d'annuler tout consentement, si lors de la manifestation et du traité et des principes, il s'y rencontraient des dispositions contraires aux droits imprescriptibles du gouvernement de l'Eglise.

Un plus grand nombre a signé ce modèle : 1° en changeant, de concert avec le gouvernement, le mot de « l'Eglise » en celui de « Sa Sainteté », parce que c'était supposer que le Pape était l'Eglise, maxime erronée ; 2° en ajoutant à ces mots : « Tels sont », ces autres mots « et ont toujours été. »¹ Parmi ceux même qui ont signé cette lettre ainsi modifiée, il s'en est trouvé qui ont poussé la délicatesse de conscience jusqu'à faire retirer leurs lettres des mains du Légat, et en substituer une autre, en déclarant que c'était par la crainte qu'on pût un jour abuser de leurs signatures². Plusieurs autres évêques ont adressé dans cette occasion au Pape, des lettres dignes de la fermeté des évêques des premiers siècles.

(*Ann. de la Religion*, t. XIII, p. 567, n° du 31 octobre 1801).

932. — Caprara à Consalvi

(n° 4)

Parigi, 18 ottobre 1801.

Le due famiglie di Rohan e di Montmorency, incerte se gli Emi loro parenti abbiano o nò ricevuto il breve pontificio esortatorio agli arcivescovi e vescovi di Francia perchè si dimettano dalle rispettive loro chiese, mi hanno fatte le maggiori premure, affinchè io glielo trasmetta, e loro insinui a sollecitare la dimissione. Era presente a simili istanze Mgor Spina, e con di lui piena approvazione ho fatto estendere le lettere, che in copia qui unisco. Si era subodorato, che per parte dell' Emo di Rohan poteva incontrarsi qualche difficoltà di dimettersi in ordine a quella parte di diocesi, che è situata sulla destra parte del Reno, e quindi, tanto il nominato Mgor Spina quanto io, siamo

¹ D'après les documents qui ont passé sous nos yeux, 12 évêques ont adopté l'une et l'autre de ces deux modifications ; 3 se sont contentés de la première, et 21 (dont Reymond) se sont bornés à la seconde. En outre Grégoire et Moïse (cf. pièce n° 924) ont altéré la formule d'une manière plus profonde, et quelques autres, tels que Delcher, Dufraisse, etc., ne l'ont suivie à aucun degré.

² Allusion à ce qu'avait fait Le Blanc de Beaulieu (voir p. 171, note). Voir aussi plus loin la dép. de Caprara n° 11, du 26 octobre.

venuti nella determinazione di usare quelle espressioni che l'Em. V. troverà notate nella lettera medesima ¹.

Colla citata mia di n° 2, le riferii essermi stato detto dal Primo Console, che in Inghilterra vi erano dei vescovi francesi che ricusavano di dimettersi, e che in seguito la Gazzetta di Parigi aveva annunziato che concordemente erano convenuti nella dimissione. Nè so se una tal notizia abbia fondamento ², nè conosco altresì se la lettera a me scritta da Mgor vescovo di Bordeaux ³ era anteriore o posteriore alla nuova dalla gazzetta. Io mi facio un dovere di annetterla in copia a V. Em. ; pregandola

¹ L'exemplaire destiné au card. de Rohan, contient ce passage : « Non mi sfugge, che potrebbe insorgere in lei qualche dubbio, sul riflesso che una porzione della sua diogesi rimane sulla riva destra del Reno, poichè, essendo il titolo della medesima sulla sinistra, rinunciando a questo sembrerebbe che se dimettesse ancora dalla porzione suddetta. Debbo quindi prevenirla, ché siccome nel chiedersi la dimissione, ha unicamente in vista il S. Padre di secondare le richieste del governo francese e di appianare le strade alla nuova circoscrizione delle diogesi della Francia, così giudico che possa facilmente allontanarsi qualunque difficoltà, quando piaccia all' Em. V. di dare la sua dimissione per quella sola parte di diogesi, che è situata sulla riva sinistra del Reno. Per l'altra porzione della diogesi stessa, sarà facilissimo il combinare ch'ella la ritenga in amministrazione, infino a tanto che si prenda un più stabile provvedimento dalla S. Sede ; e io spenderò volentieri a tale oggetto i miei uffici con speranza di buon successo. » Le reste de la lettre s'applique à l'un et l'autre des deux cardinaux, et est rédigé de même. Caprara les exhorte séparément à donner une prompte démission, qu'il s'offre de transmettre à Rome. Il les invite aussi à faire connaître le bref du 15 août aux évêques émigrés qui pourraient demeurer dans leur voisinage. Les deux lettres de Caprara sont datées du 12 octobre.

² Cette incertitude du Légat semble inexplicable, puisque dès le 10 octobre (pièce n° 915) Spina avait reçu de Londres et transmis à Rome la réponse des évêques démissionnaires, et celle des refusants.

³ Lettre datée de Londres, le 22 sept. (publiée par Theiner, t. I, p. 353). Après avoir parlé du sacrifice de son siège, l'archev. ajoutait : « Permettez-moi... d'observer à V. Em. que je continuerai d'exercer ma juridiction jusqu'au moment où il sera notoire que le S. Père a accepté ma démission, suivant la règle ordinaire. Il est vrai que dans cette circonstance on ne peut douter de l'acceptation, puisque la démission m'a été demandée par le S. Père lui-même : cependant, j'ai présumé que nous devons conserver notre juridiction jusqu'à l'acceptation formelle. Si je me suis trompé, je prie V. Em. de me le faire connaître. Au moment de l'acceptation et jusqu'à l'installation du nouveau titulaire, ce serait à mon chapitre à y pourvoir ; mais je crois mes chanoines trop dispersés et réduits à un trop petit nombre, pour exercer ce droit. En ce cas, V. Em. ne manquera pas sûrement d'y nommer un vicaire capitulaire... »

annunziarmi se colla risposta che sta in piede della proposta del prelado, Mgor Spina ed io, che abbiamo convenuto nei sentimenti, ci possiamo lusingare di meritare sul proposito il compattamento del Santo Padre, e l'approvazione dell' Em. V. in casi che possano occorrere ¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

933. — Caprara à Consalvi.

(n° 5)

Parigi, 18 ottobre 1801.

Questo degno Mgor Spina mi ha comunicato il vmo dispaccio di V. Em. in data dei 26 dello scaduto...

Nel giorno dello scorso mercoledì è stata segnata la pace fra la Repubblica francese e la Porta Ottomana; e nella mattina di lunedì precedente fu annunciata al pubblico con replicati spari di artiglieria la pace pure conchiusa fra la Francia e la Russia. A tutt'oggi però se ne ignorano assolutamente gli articoli.

La voce che qui corre si è, che di Lucca col suo territorio se ne sarà formata una repubblica separata, e che per l'organizzazione della medesima sia destinato M. Saliceti. Vi ha perfino chi pretende di aggiungere, che al territorio Lucchese sarà unito l'altro di Massa e Carrara, e che per quella parte il confine della Repubblica lucchese si estenderà fino alla Magra.

Non sono che momenti, che mi si fa sentire che nella prima decade, quale sarebbe giovedì prossimo, 22 corrente, si stabilirà il giorno della mia pubblica formale udienza, in cui sarà da me presentata la bolla pontificia, quale per altro non sarà resa pubblica che nel giorno « 18 brumaire », ossia il 9 novembre, momento in cui il Primo Console vuole che sia pubblicata solennemente la pace politica e religiosa. Ed a questo effetto si vanno prendendo dal governo delle misure, perchè tal giorno sia riguardato come uno dei più solenni.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

¹ La réponse du Légat ne nous est point parvenue. Nous connaissons seulement une réponse antérieure faite par Spina à l'abbé Emery, déjà préoccupé de cette question d'administration, qui devait d'ailleurs être le premier souci des évêques démissionnaires. Spina disait : « Il n'y a pas de doute que les évêques doivent continuer de gouverner leurs diocèses jusqu'au moment que S. S. ait accepté leurs démissions, et les ait par conséquent déclarés vacants. Mais cette acceptation, et déclaration respective, ne se fera qu'au moment de l'élection des nouveaux évêques » (Emery à Bausset, 27 sept.).

934. — Spina à Consalvi.(n^o 136)

Parigi, 18 ottobre 1801.

Ho ricevuto in debito tempo e senza alterazione i vmi dispacci di V. Em. R. de' 23 e 26 settembre. Mi son fatto un dovere di passarli ambedue all' Emo legato, essendo egli soltanto rivestito ora di carattere pubblico, e per tale riconosciuto da questo governo.. Dopo il dettaglio da me dato all' Emo legato di tutti gli affari che erano in corrente, a me più non resta che ammirare il suo talento, la sua perspicacia, e la sua destrezza nel trattarli, e confesso che ogni conferenza che ho seco è per me un' utilissima lezione, che mi fa conoscere quanta maturità di senso e di consiglio si richiede per affari di grande importanza.

È sembrata all' Emo legato, e a me egualmente, soverchia l'inquietudine dell' Em. V. per tutto ciò che si sparge dal ministero di Napoli intorno al nostro concordato. Le corti di Vienna e di Spagna, che ne saranno sicuramente meglio istruite, ben lontane dal concepire dei sinistri sospetti, applaudiranno alle rette intenzioni di Sua Santità, al suo disinteresse, ed al vivo suo impegno di ristabilire in Francia la cattolica religione.

Per ciò che riguarda e Benevento e Ponte Corvo, so che in simili casi non giovando le rappresentanze, ha la Santa Sede preso il partito di eccitare l'interessamento dei governi che dichiarati si sono suoi difensori. V. Em. però conosce meglio di me le circostanze dei luoghi e dei tempi, per prendere quelle misure che sono elle medesime le più analoghe e le più convenienti.

Prevedendo che ritardar non potranno gli ordini dell' Em. V. per il mio ritorno in Italia, vado già dando le mie disposizioni per poterlo eseguire colla maggiore sollecitudine. Pronto però sempre a qualunque comando piaccia all' Em. V. di abbassarmi, umiliando i complimenti del R. Caselli, ho l'onore, etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

935. — Portalis au P. Consul

Paris, 27 vendémiaire an X (19 octobre 1801).

Le cardinal légat est disposé à remplir vos vucs. Je lui ai représenté l'utilité de ne pas diviser nos opérations, et de les pu-

blier toutes à la fois et dans un court délai. Cette marche rapide assortira mieux le caractère national. Elle épargnera l'ennui et le dégoût des entr'actes. Elle préviendra les objections de détail, par la vue de l'ensemble. La religion et la paix s'embrasseront le même jour, et le 18 brumaire, qui nous aura donné la paix et qui aura rétabli la religion, sera à jamais l'ère vulgaire de tous les bons Français.

Le cardinal légat m'ayant témoigné le désir que l'affaire fût discutée en présence des prélats et théologiens de sa suite, j'y ai consenti. Je me suis assuré, dans la conférence, que la circonscription des diocèses est définitivement arrêtée et approuvée, à Rome, conformément au plan que le ministre des relations extérieures avait envoyé.

Si la bulle relative à cet objet n'est point encore arrivée, ce n'est pas qu'il y ait incertitude sur le fond même des résolutions ; c'est qu'il y a des lenteurs inévitables dans l'observation des formes. On a demandé la démission de tous les anciens évêques, constitutionnels et non constitutionnels. Il est de style que l'on fasse mention de leur consentement ou de leur refus. On paraît attendre leur réponse, et on a lieu de croire que tous les évêques dispersés en Italie, en Espagne et en Allemagne, se prêteront à tout, comme l'ont fait ceux qui n'ont pas quitté la France, et plusieurs de ceux qui sont à Londres.

J'ai cru devoir faire remarquer qu'il ne pouvait dépendre de la négligence, et moins encore de la mauvaise volonté de quelques mécontents, d'arrêter des opérations instantes. D'après les règles canoniques, on est dans l'usage de ne pas supprimer ou unir des évêchés et autres titres ecclésiastiques, ni d'en changer la circonscription, sans entendre les titulaires actuels. Mais, d'après les mêmes règles, le vœu particulier de ces titulaires ne saurait mettre obstacle au bien général de l'Eglise. Ils sont à l'instar d'un justiciable, dont les mémoires et les défenses préparent la décision du juge, sans la contraindre. Ils peuvent éclairer par leurs observations ; ils ne peuvent rien empêcher par leur volonté.

On est convenu de ces principes. J'en ai conclu que le refus ou le silence de quelques évêques ne pouvant apporter aucun obstacle canonique à la nouvelle circonscription des diocèses dé-

finitivement adoptée par Rome, on pouvait et on devait aller en avant, dans une affaire si essentielle au bien de la religion. Et comme, dans le court espace de temps que j'ai indiqué pour tout finir, il ne serait pas possible de recourir directement à Rome, j'ai engagé gaiement le cardinal légat à dire pour cette fois, avec Sertorius dans Corneille: « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis. » Il m'a tout promis, et j'espère que tout marchera comme vous le désirez.

(Cultes).

936. — Spina à Consalvi

(particulière)

Parigi, 20 octobre 1801.

Soggiungo per mezzo dell' amica due righe confidenziali al breve dispaccio da me trasmessovi colla posta di domenica¹. Ormai non immaginerete di ricever da me dispacci voluminosi. Tutti quelli che ora mi giungono da Roma, li passo a S. Em. e lascio che egli ve ne dia discarico. Dopo che il Primo Console incaricò il cardinal legato di occuparsi egli direttamente degli intrusi, ho voluto far la prova di intraprendere col ministro qualche discorso su qualche materia, e mi son ben avveduto che trattar si vuol direttamente di tutto col cardinale. E ciò deve esser così. Lo esige la confidenza che ha il governo nel porporato, e dirò ancora la delicatezza, e la regola di diplomazia. Desidero adunque che voi ancora principiate al più presto a dirigere a S. Em. i vostri dispacci. Dovete assolutamente mostrare ed avere in lui tutta la confidenza, e particolarmente quando ne parlate o dirigete qualche memoria a Cacault, rammentatevi che il Primo Console lo ha scelto e desiderato. Guai se mostraste di diffidarne, o di farne poco caso. Rovinereste gli affari, e permettetemi, rovinereste voi medesimo: siatene sicuro. La vostra amica, colla quale ne abbiamo parlato, deve avervi dato il medesimo avvertimento. Per parte mia, non posso lagnarmi del cardinale. Egli ha tutta la confidenza in me, o mostra di averla, e vi assicuro poi che nel trattare gli affari ha una destrezza, che mostra il ministro consumato.

Anco Talleyrand mi dice sempre delle cose obbliganti; ma ciò

¹ Le dimanche 18 octobre (pièce n° 934).

non toglie, che io non debba più direttamente parlare di alcun affare. Che gusto adunque è il vostro di tenermi a Parigi, al solo oggetto di farmi fare l'aiutante di studio del cardinale? Faccio quel che volete : basta che vi persuadiate che la mia dimora è inutilissima, e che la spesa che fa il Papa in tenermi quà è veramente gettata.

Ho ricevuta ieri ancora una lettera di Genga, che mi ha veramente nauseato. Vi ripeto, che se egli non vuol andare in Russia, e se mi credete capace a questa commissione, non ho difficoltà di addossarmela, e lo farò volentierissimo. Non so quanto possiate fidarvi da Benvenuti... Non volendo andare Genga, non volendo mandarmi, potreste pensare a Rivarola, benchè questo lo crederai adattatissimo per Parigi quando dovrete mandare un nunzio.

Ci vuol molta delicatezza nell' affare che riguarda l'accademia di Francia, e se fosse necessario qualche sacrificio, bisogna farlo. Rendete pure al governo francese gli stabilimenti Liegesi e del Brabante, e se rivolessero S. Luigi, non esitate a renderlo. Voi potete immaginare perchè parlo così.

A Genova so che sono sempre inquieti per l'arcivescovato. Devo in confidenza avvertirvi che Lambruschini, che ha reso il breve di coadiutoria, non si crede perciò affatto dimesso, avendolo fatto prima registrare nella cancelleria arcivescovile di Genova. Egli può sempre adunque imbrogliarvi le carte, se il Papa non ha la destrezza di fargli fare un' espressa rinunzia.

Sarete sorpreso di tutte le paci, che si succedono rapidamente. La moderazione colla quale si umiliano avanti a questo colosso le più forti potenze, deve esser di esempio alle più piccole. Si vuole che pure il re di Sardegna avrà qualche indennizzazione. Guardatevi che non se gli diano le Legazioni. Per me non lo credo; e se ciò al fine si facesse, non vi acconsentirei espressamente, ma non mi opporrei. La penso male, ma la penso così.

Vogliatemi bene. Fattemi meno elogi, ma rendetemi il mio ozio e la mia tranquillità, quando non è necessario che io serva. Addio¹.

(Arch. du Vatican).

¹ Dans une autre lettre particulière, du 24 octobre, Spina avertissait Consalvi que les dépêches de Rome des 3, 10 et 14 octobre étaient arrivées, et que celles

937. — Talleyrand à Portalis.

Paris, 1^{er} brumaire an X (23 octobre 1801) ¹.

recevoir, cit., une note adressée au cit. Cacault, potentiaire de la République à Rome, par le car- i, par laquelle ce secrétaire d'Etat l'informe des teurs qui ont arrêté jusqu'ici la marche des opéra- r de Rome relativement à l'exécution du concor- e ² vous instruira plus en détail des motifs de ce rois devoir vous l'expédier, pour que vous ayez onnaissance de toutes les affaires qui se traitent à ppartiennent à l'administration dont le Premier chargé.

(vol. 932).

938. — Caprara à Consalvi.

Parigi, 24 ottobre 1801.

Em. il suo vmo dispaccio in data dei 30 settembre e come nella scorsa settimana questo degno Mgor piaciuto comunicarmi.

« essere nè più savie nè più giuste le riflessioni, che oggetto di cui parla nel suo foglio a colonna che in- aragrafo di Avignone »; ed io, seguitando le di lei pio, non lascerò a tempo e luogo d'insistere sulle giu- te compensazioni. Poichè però si degna interpellar- » delle cessioni, e nomine ³, mancherei al mio do- si di dire, parermi che l'avanzare nota ministeriale,

tard. Il ajoutait : « Fra due o tre giorni il sig. cardinal legato si nuova abitazione, che veramente è magnifica. È « l'hôtel Mont- umée », che corrisponde al « boulevard » degli Invalidi... » (Arch.

loit être le 21 octobre, parce que c'est celle de la réponse de cusant réception, disait : « Je vous prie de me faire expédier ce qui pourra vous parvenir ayant trait à l'administration dont

Rome à laquelle répond Caprara n'a pas été retrouvée. On voit revenu sur les difficultés relatives à Avignon et au Comtat, qui pris dans la nouvelle circonscription des diocèses (cf. p. 33).

formante una specie di protesta, benchè colorita ed unita ad altre materie, sarebbe lo stesso che mettere tutto in combustione. L'affare dal Primo Console con tutto l'umore possibile sarebbe passato necessariamente alla cognizione del Corpo ¹, e V. Em. potrebbe bene congetturarne l'esito.

È stato fatto un progetto di una Dieta da tenersi in Lione, ove dovrebbero intervenire cinque o sei cento Cisalpini, scelti dalle diverse classi di persone, anche dal ceto dei ecclesiastici, per concertare o stabilire la nuova costituzione, ed assegnare altresì un capo che presieda al governo Cisalpino. Non pare che Giuseppe Bonaparte potrà curarsi di essere il nominato ². Se detta Dieta avrà luogo, v'interrà il Primo Console.

Seguita la pubblicazione della bolla, e ricevuto solennemente il cardinale legato, saranno spedite le credenziali a M. Cacault.

Sono stato a più riprese interpellato dai principali ministri esteri, di Austria, e Russia, ed il secondo a istigazione del primo, se io trattassi qui degli affari temporali: gli ho risposto di nò. Pressato dai medesimi che conveniva pur farlo, ho soggiunto che almeno ora non mi sarebbe parso il momento. Da questo stesso V. Em. arguisca, che qualora occorrà, facilmente potrò mettere nel suo chiaro aspetto l'equivoco occorso nella segnatura dell'atto della restituzione di Pesaro ³.

Terrò pure alle opportunità il linguaggio che debbo in ordine al noto generale Acton.

Il Primo Console non ha assolutamente preso in mala parte che Nostro Signore abbia dato il breve di eligibilità all'arciduca Antonio. Egli, il Primo Console, ha mostrato, è vero, della somma contrarietà per la seguita elezione; ma io credo che la cosa cadrà. Sostanzialmente il maggior rumore si fa su tal proposito dalla corte di Berlino, e le viste di questa sono ben conosciute dal Primo Console.

Mi farò certamente un dovere di scoprire come realmente si pensi rispetto alle statue; ma il vero è, che io stesso e dal Primo

¹ Probablement le Corps législatif, à cause de l'indemnité réclamée pour Avignon et le Comtat. — Sur la minute on lit, à la suite, « e forse anche ai rispettivi Dipartimenti », c'est-à-dire aux divers Ministères. Cette addition a été effacée.

² Voir t. III, p. 480, note 2.

³ Voir dans la pièce n° 877 la phrase « I nuovi limiti, etc. »

Console e dai ministri ho inteso, che quest' affare si sarebbe accomodato a seconda delle premure di Sua Santità.

Salperanno in breve spazio di tempo, dai due porti Brest e Rochefort, due poderose divisioni di truppa francese destinate per l'isola di S. Domingo...

Oltre i 47 vescovi costituzionali, de' quali con mia di n° 3 le trasmessi la nota, altri tre mi hanno fatta tenere la loro dimissione, cioè quello di Verdun, di cognome Aubry, quello di Cayenne, di cognome Jacquemin, e finalmente quello di Saint-Omer, per nome Mathieu Asselin ¹. La modula usata da questi nel dimettersi è in tutto simile a quella data dagli altri.

(Cultes, Arch. de Caprara).

939. — Caprara à Consalvi.

(n° 9)

Parigi, 24 ottobre 1801.

I tre fogli di promemoria qui uniti, che di concerto con Mgor Spina ho fatti estendere, V. Em. si degni riguardarli come replica alla vma sua dei 30 settembre, diretta al nominato prelado con varie copie analoghe all' oggetto circoscrizione delle nuove diocesi. Se il tempo lo avesse permesso, ne avrei fatta fare una nuova copia, giacchè in questa, come V. Em. osserverà, vi sono delle espressioni che certamente non dovrebbero da me permettersi. Si degni ad un tempo contentarsi che aggiunga a questi altro foglio pure di promemoria su i vescovadi francesi da erigersi nelle Indie ².

(Cultes, Arch. de Caprara).

Promemoria sulla nuova Circoscrizione delle diocesi della Francia.

La nota rimessa dall' Emo e R. sig. cardinale segretario di stato a M. Cacaault, li 30 dello scorso settembre, relativa alla cir-

¹ Les démissions d'Aubry et de Nicolas Jacquemin sont au *Moniteur* des 21 et 25 octobre. Pour celle de l'évêque de S. Omer, voir p. 168, note.

² Des divers mémoires annoncés dans cette dépêche, celui qui suit a seul été retrouvé. Il a été publié par Theiner (t. II, pièce XLIII). — L'organisation religieuse des colonies préoccupait aussi Grégoire, qui, le 27 octobre, allait faire adresser à Portalis par les « Évêques Réunis » un mémoire pour demander dans les colonies l'établissement « d'un clergé fixe, qui fera partie intégrante du clergé de France », à l'exclusion « des missionnaires apostoliques, nommés par la cour de Rome. » (*Ann. de la religion*, t. XIV, p. 79; n° du 30 novembre).

coscrizione delle nuove diocesi francesi, contiene dei riflessi giustissimi; e tutto il dippiù che l'Em. S. si è degnata di manifestare su tal proposito a Mgor. arcivescovo di Corinto comprova ad evidenza, che se per una parte si travaglia in Roma pel sollecito disbrigo di questo affare, non si può per l'altra parte ridurre a perfezione, attesi gli ostacoli che rimangono tuttora ad appianarsi, e la mancanza di varie notizie che si giudicano necessarie per l'estensione della bolla.

Fra tutte le difficoltà, la più rilevante è quella della dimissione degli attuali vescovi legittimi; e si è procurato di far ben comprendere al governo francese, che senza aver prima raccolte le risposte degli stessi vescovi, era impossibile di ultimare la bolla, dovendo in essa il Santo Padre far espressa menzione delle libere dimissioni dei rispettivi prelati, e supplire al consenso di quelli che si ricusassero di rassegnare le loro sedi nelle mani di Sua Santità.

Sembra che il governo senta il peso di questa ragione, e quindi si spera che voglia contentarsi di aspettare la bolla a quell' epoca, in cui tutti i vescovi abbiano replicato al breve ortatorio di Nostro Signore. Bisogna però persuadersi, che fuori di questo non si conoscono dal governo altri ostacoli, e che in conseguenza si moltiplicheranno ogni giorno le istanze per aver la bolla colla massima sollecitudine. È dunque indispensabile di disporre sin da ora i materiali per essere in grado di spedirla, tosto che sieno giunte in Roma le risposte di tutti i vescovi; ed è insieme di assoluta necessità, che salva la sostanza delle regole osservate dalla Santa Sede in simili casi, si faciliti in tutto il resto.

Avendo Mgor arcivescovo di Corinto trasmesso per mezzo del corriere Livio all' Emo segretario di stato lo specchio delle nuove diocesi, colle indicazioni non meno de' vescovadi antichi, i di cui territori debbono ad esse riunirsi o in tutto o in parte, e coll' elenco delle chiese vescovili che dovranno assegnarsi per suffraganee a ciascuna chiesa metropolitana, sembra che si abbiano con ciò in pronto i principali materiali per l'estensione della bolla. È vero che sarebbe più plausibile il precisare esattamente le porzioni delle vecchie diocesi, colle quali verranno o erette o ampliate le nuove, e il discendere ad altri più minuti dettagli; ma è vero altresì, che in questo momento riuscirebbe troppo lungo e difficile lo accozzare le notizie necessarie per la

perfezione di simile lavoro. D'altronde l'Emo sig. cardinale segretario di stato ha già fatto sentire le benigne disposizioni del S. Padre di rimettere l'esecuzione di questo relevantissimo affare al sig. cardinal legato, ed in tal guisa potranno aversene due vantaggi: il primo cioè di incontrare il pieno gradimento del governo; il secondo di lasciare aperta la strada a sistemare nei decreti esecutoriali nel miglior modo possibile la nuova circoscrizione, e a supplire alla sterilità della bolla, discendendo a quei dettagli, che non si saranno inseriti nella medesima.

Per agevolare intanto il lavoro da eseguirsi in Roma, non sarà forse inutile l'esporre qui con precisione e chiarezza tutto quello che sembra conveniente di esprimere nella bolla. Non s'intende con ciò d'insegnare ai maestri, ma solo di alleggerire in qualche modo la fatica a chi rimarrà incombenzato di questo importante lavoro, e di suggerire in qual forma possa ultimarsi, adattandosi alle circostanze, e riducendolo ciò nonostante a quella perfezione, ch'è compatibile col difetto di molte notizie, e colla vera impazienza che mostra il governo di aver la bolla.

Nel proemio possono esporsi le istanze, che il governo medesimo ha avanzate per la nuova circoscrizione, ed i motivi che hanno determinato il S. Padre ad aderirvi. Passando poi ad esporre le tracce tenute da Sua Santità, per appianar la strada all'effettuazione del nuovo piano mediante la dimissione degli antichi vescovi titolari francesi, e degli altri i di cui territori rimangono o in tutto o in parte incorporati alla Francia, potrà Nostro Signore encomiare la generosità e la prontezza di quei prelati, che hanno fatto il sacrificio delle loro sedi per l'amore dell'unità e pel bene della religione. Se qualcuno de' vescovi si fosse recusato alla rinunzia della propria sede, sarà necessario che Nostro Signore proceda per via di privazione, supplendo la mancanza del consenso, e rilevando le ragioni gravissime, per le quali è costretto, sebbene di mala voglia, a fare uso della suprema sua spirituale autorità, onde non venga ulteriormente ritardato il ripristinamento della religione in Francia.

Dopo che per tal modo tutte le diocesi del territorio francese saranno dichiarate vacanti, sembra facile il procedere alla nuova circoscrizione.

Delle cinquanta chiese componenti la circoscrizione medesima, una sola, cioè quella di « Bourg en Bresse », è di nuova erezione.

Il governo peraltro ha adottato il principio di conservare il titolo di Ginevra, restringendosi a stabilire a Bourg la residenza del vescovo, che non potrebbe rimanere nella suddetta città. Corrispondendo adunque le cinquanta chiese della nuova circoscrizione agli antichi titoli, due sole cose debbono osservarsi per farne parola nella bolla: la prima, che qualche chiesa metropolitana si riduce a semplice cattedrale; la seconda, che ciascun arcivescovo o perde o acquista dei suffraganei.

A semplificare la cosa il più che sia possibile, a scanso ancora di equivoci, parrebbe convenientissimo di esprimere nella bolla, prima i nomi di ciascuna metropoli coi suoi rispettivi suffraganei, poi i confini di ogni diocesi, sia arcivescovile, sia vescovile, dichiarando che senza attendere gli antichi confini delle chiese, le quali rimangono conservate, se ne stabiliscono i nuovi nella tale e tale forma, intendendo il S. Padre di eseguire a tale oggetto le rispettive dismembrazioni, ampliamenti ed unioni.

S' intende bene che a procedere con maggior esattezza converrebbe discendere a precisare in dettaglio i confini di ogni diocesi, ma oltrecchè torna sempre l'ostacolo di non avere in pronto le notizie necessarie, la mole della bolla verrebbe enormemente aumentata, e questo stesso ne ritarderebbe il tanto sospirato disbrigo.

Nei fogli concernenti la nuova circoscrizione già trasmessi a Roma, vengono in qualche modo precisate quelle porzioni di antiche diocesi, che unite insieme vanno a formare le nuove, e si rimarcano i limiti dei dipartimenti, che abbraccia ciascun arcivescovado o vescovado. Su queste tracce si possono assegnare nella bolla i confini delle rispettive chiese, e poichè nel tratto successivo potrebbero accadere delle variazioni rapporto agli stessi dipartimenti, e potrebbe quindi temersi che col passo del tempo insorgessero dubbi e litigi sui termini delle diocesi, sembra che rimarrebbe tolta ogni amarezza che potesse derivare da questo riflesso, coll' inserire nella bolla la carta geografica della Francia, indicante i limiti di ogni arcivescovado o vescovado, enunciando che appunto, per una migliore intelligenza, e per chiudere la strada alle questioni che fossero per insorgere, intende il S. Padre di stabilire i confini di ciascuna diocesi seconda la delineazione risultante dalla carta medesima.

Adottandosi il partito di esprimere nella bolla i dipartimenti, potrà per maggior chiarezza aggiungersi al termine latino « dis-

trictus » anche il francese vulgo « département », e la stessa regola dovrà osservarsi nella enunciativa dei nomi di essi dipartimenti, dicendo per esempio « Vallis Clausa » vulgo « Vaucluse. »

Nel sopprimere gli arcivescovadi o vescovadi, che non rimarranno compresi nella nuova circoscrizione, bisognerà sopprimere altresì i Capitoli di quelle metropolitane e cattedrali.

Rapporto ai Capitoli delle chiese che andranno a ristabilirsi, converrà riflettere, se debba premettersi o no la soppressione degli antichi, mentre è certo che i nuovi vescovi ameranno fare una scelta di soggetti a loro genio, e vi potrebbero essere dei giusti motivi per escludere non pochi dei vecchi canonici. Di più, per le circostanze dei tempi, potrebbero accadere de' cambiamenti, tanto rapporto al numero degl'individui, quanto relativamente agli obblighi della uffiziatura. Forse vi sarebbe il compenso di lasciare ai vescovi la libertà di riformare, accrescere, diminuire, o ben anche erigere di nuovo i Capitoli, secondo che giudicheranno più opportuno e più analogo ai vantaggi delle loro chiese.

Un altro articolo degno di matura riflessione, è quello delle diocesi, i di cui territori rimangono divisi dal corso del Reno. Tutto ciò ch' esiste sulla sinistra deve far parte delle nuove chiese di Francia, senza riguardare se vi si comprendono o no le chiese cattedrali che danno i titoli, e assegnano la residenza a quei vescovi, i quali soffriranno simile dismembramento. Non saranno certamente isfuggite le necessarie avvertenze su questo punto all' Emo segretario di stato, e forse il S. Padre avrà preso le misure convenienti per conciliare l' affare nel miglior modo possibile. Si permetta nonostante di rimarcare qui brevemente, che richiedendosi dai suddetti vescovi la cessione di quella sola parte di diocesi esistente nei confini della Repubblica francese, si potrebbe nella bolla della nuova circoscrizione enunciare, che si riserva ad essi il governo del resto di diocesi sulla destra sponda del Reno, sia come vescovi, se quivi rimanga la loro cattedrale, sia come amministratori, se la cattedrale resti soppressa, e che in seguito si provvederà convenientemente, ed in una maniera più stabile, al regime di tali diocesi dismembrate.

Converrà altresì occuparsi dei Capitoli di Germania, che perdono le loro chiese e residenze a motivo della località sulla sinistra del Reno, e che in luogo di rimaner soppressi, ameranno

probabilmente di esser trasferiti ad altre chiese delle stesse diocesi sulla riva destra.

Non è riuscito di apparare se in Francia e nei paesi ora riuniti alla Repubblica francese vi fossero, oltre i vescovi, degli ordinari ad essi inferiori, con territorio separato, e con giurisdizione *vere nullius*, riconosciuti come tali dalla Santa Sede. Questo probabilmente si saprà in Roma; e ad opportuna cautela potrà nella bolla inserirsi un paragrafo, in cui si dica, che qualunque abbazia e prelatura con giurisdizione ordinaria, anche esente ed immediatamente soggetta alla Santa Sede, si dichiara soppressa e incorporata alle rispettive diocesi, supplendo colla pienezza dell' autorità apostolica al consenso degli ultimi possessori. E quando non si voglia far uso del titolo di soppressione, converrà almeno dichiarare estinto qualsivoglia diritto ordinario de' suddetti abbatì o prelati.

E poichè, secondo il sistema adottato dal governo francese, non si permette ad un vescovo di dominio estero esercitare giurisdizione spirituale in Francia, così per ugual maniera se mai vi fosse qualche chiesa, fuori del distretto della Repubblica, suffraganea di una metropoli francese, si potrebbe assegnare ad altro metropolitano, o assoggettarla immediatamente alla Sede Apostolica.

Nell' isola di Corsica rimarrà il solo vescovado di Aiaccio, e dovrà esser suffraganeo dell' arcivescovado d'Aix. Siccome tanto la suddetta chiesa superstite, quanto le altre di quell' isola erano suffraganee o di Pisa o di Genova, così pare necessario il richiedere da questi due arcivescovi la cessione degli antichi loro diritti metropolitici. Lo stesso arcivescovo di Pisa godeva il titolo di primate della Corsica. Si rifletta se convenga di conservare o di sopprimere questa di lui onorifica prerogativa, la quale, sebbene di puro nome, potrebbe nonostante dar luogo a lagnanze per parte del governo francese.

Si comprende benissimo, che nella bolla avrebbero ad inserirsi le invocazioni di ciascuna chiesa arcivescovile o vescovile. Ciò peraltro è impossibile ad effettuarsi. Probabilmente alcune delle antiche metropolitane e cattedrali saranno state demolite e ridotte ad altro uso; e nel concordato, all' articolo in cui si parla della restituzione delle chiese, vi si aggiunge la riserva « nondum alie-

nata. » Non resta dunque altro compenso, se non quello di esprimere le invocazioni nei decreti esecutoriali.

Dicasi altrettanto delle parrocchie; anzi di queste non si potrà far parola individualmente nemmeno nell'atto di eseguire la bolla, poichè attribuendosi nel concordato ai nuovi vescovi la facoltà di stabilirle di concerto col governo, è chiaro che fin a tanto che gli stessi vescovi non saranno al possesso delle loro chiese, rimarrà sospesa la circoscrizione delle nuove parrocchie. A questo proposito, pare che non debba omettersi nella bolla un paragrafo analogo all'accennata circoscrizione, richiamando quanto fu stabilito nel concordato, e dichiarando che nell'atto in cui i vescovi effettueranno l'erezione delle nuove parrocchie, s'intendano soppresse tutte le antiche, e cessi il diritto dei parrochi che le occupavano.

Forse dovrà esprimersi nella bolla, che il diritto di nomina alle chiese della nuova circoscrizione spetta al Primo Console, a norma di quanto si stabilisce nel concordato.

Dal fin qui detto è agevol cosa inferire, che se molti sono gli oggetti da aversi in vista nell'ultimare il grande affare della nuova circoscrizione delle diocesi francesi, si rende però totalmente impossibile di comprenderli tutti nella bolla. Sembra dunque che il miglior partito, e forse l'unico da adottarsi, sia quello di stendere la bolla, per quanto si può, secondo le antiche regole, con precisione, chiarezza, ed in modo che non insorgano difficoltà e dubbiezze, e di commetterne l'esecuzione all'Emo legato, incombenzandolo e autorizzandolo insieme a far tutti gli atti necessari per ridurre l'affare al bramato termine, poichè in talguisa l'Em. S., col procurarsi quei lumi che tuttora mancano, e col bilanciare sulla faccia del luogo le circostanze, si studierà di ridurre l'opera a quella maggior perfezione, che possa da lui dipendere, e che sia combinabile colle angustie del tempo, nelle quali il governo vorrà eseguita la circoscrizione suddetta.

Prima di chiudere questo foglio, non sarà inutile di dire qualche cosa su quelle tante chiese, le quali rimarranno soppresse in virtù della nuova circoscrizione.

Ve ne sono alcune rispettabili per la loro antichità, e celebri nella storia ecclesiastica. Sarebbe quindi desiderabile di conservare almeno i titoli, e a tale oggetto tanto l'Emo legato, quanto

Mgor arcivescovo di Corinto hanno fatto sentire al governo francese, che senza punto alterare la già stabilita circoscrizione, si potrebbe procedere per via di unioni. Non si è certo che il governo aderisca al progetto, ma non si è neppure perduta la speranza, ch' egli condiscenda almeno in parte a simile richiesta. Se dunque il S. Padre lo giudica opportuno, potrà nella bolla autorizzare l'Emo legato ad unire colle chiese già stabilite anche uno o più titoli delle chiese soppresse, quante volte lo stesso Emo lo giudichi utile ed opportuno, e possa comodamente effettuarlo. Da questo metodo ne risulterebbe un altro vantaggio, quello cioè di preparare la strada allo stabilimento di tanti capitoli, quante saranno le chiese o metropolitane o cattedrali *invicem canonice unitæ*; e l' altro ancora di disporre le sedi per un maggior numero di vescovi, non potendo negarsi, che sia troppo ristretto il numero in confronto delle vastissime popolazioni, che rimarranno comprese in ciascuna delle nuove diocesi.

Quanto alle dignità, ed ai canonici de' nuovi capitoli, sia rapporto al numero, sia rapporto ai titoli, insegne corali, servizio della chiesa, ed altre simili cose, sarà indispensabile lo autorizzare l' Emo legato con facoltà di suddelegare i vescovi, anche per la compilazione degli statuti di ciascun capitolo, mentre è facile il comprendere, che tutti questi oggetti debbano modellarsi a seconda de' tempi, de' luoghi, e delle persone.

Si avverte per ultimo, che nominandosi il cardinal legato siasi l'espressione: « Ad carissimum in Christo filium nostrum Napoleonem Bonaparte, primum Galliarum reipublicæ consulem, Gallicanamque nationem, nostro et Apostolicæ Sedis a latere legato », affinchè sia coerente al titolario de' brevi pontifici, de' quali lo stesso Emo legato farà uso nel presentarsi in formalità al Primo Console.

(Arch. du Vatican).

940. — Portalis à Chaptal.

Paris, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

¹ On m'annonce que les commissaires des sept églises de la

¹ Le 10 août, Chaptal avait été chargé (pièce n° 759) de recueillir, et d'exposer dans un mémoire, les réponses à diverses questions concernant les cultes luthérien

confession d'Augsbourg de la ville de Strasbourg vous ont envoyé une déclaration des principes qui servent de base au régime de ces églises, ainsi qu'une pétition tendante à ce qu'elles soient maintenues dans l'exercice de leurs droits, en conformité des

et calviniste. A cet effet, le P. Consul l'avait autorisé à faire venir des départements quelques pasteurs estimés et modérés, puis dans un P. S. (qu'il est nécessaire de joindre à la pièce n° 759) il avait ajouté : « Si vous trouvez à Paris des protestants et des calvinistes éclairés, de toutes les parties de la France, qui puissent vous donner des renseignements sur ces différentes questions, vous pourrez vous dispenser d'en appeler des départements. » — Chaptal paraît s'être conformé à cette dernière instruction, et s'être borné à remettre le questionnaire à des notables protestants, déjà réunis à Paris. Nous avons retrouvé les réponses d'un de ces notables, M. Metzger, membre du Corps législatif, qui allait devenir le représentant le plus actif et le plus consulté des intérêts des luthériens. — Quant au mémoire ou rapport d'ensemble demandé par le P. Consul, Chaptal ne paraît pas l'avoir rédigé.

Au moment où Portalis a commencé à s'occuper des protestants, les seuls travaux sur leur culte qui eussent été soumis au P. Consul étaient les projets de d'Hauterive, rédigés d'accord avec Talleyrand. Il importe donc d'y recourir. Mais en renvoyant aux pièces n° 315 et 316 qui les contiennent, nous sommes amenés, par le développement que prend dans ce tome supplémentaire l'organisation légale du protestantisme, à rattacher à ces pièces quelques nouveaux éclaircissements :

1° Le projet du 12 mars 1801 (pièce n° 316), et le projet modifié qui l'a remplacé (Arch. nat., AF. iv, 1044), portent également la date erronée de 1802, remplacée, après coup, par l'inexpérience d'un commis d'ordre. Cette erreur, imprimée par Artaud (*Hist. de Pie VII*, t. I, p. 265) et reproduite plusieurs fois après lui (Félice, *Hist. des Protestants*; etc.), ne saurait être trop signalée, car elle serait de nature à troubler toute étude sur les origines de la loi organique des cultes protestants.

2° Dans l'arrêté IV (pièce n° 315), l'art. 3 reconnaît la convenance d'assigner sur le Trésor public un traitement aux pasteurs, et par suite l'art. 4 mentionne le ministre des finances parmi les ministres chargés de l'exécution de l'arrêté. Or, dans le rapport qui est joint, d'Hauterive soutient que l'Etat ne devrait pas étendre aux protestants la subvention, qu'il serait dans le cas d'accorder aux catholiques. La contradiction est évidente ; mais elle s'explique, si l'on examine un rapport précédent que d'Hauterive a dû remettre à la fin de février (voir t. II, p. 65, note 1). Cette fois, l'auteur concluait d'une manière générale que « en principe de bonne administration, il convient d'assurer l'existence des agents du ministère religieux par une rétribution déterminée, qui se proportionne et aux travaux que ce ministère prescrit, et aux besoins de ceux qui l'exercent » ; et, ne faisant aucune exception pour les protestants, il rédigeait en conséquence l'article suivant : « La même commission présentera au gouvernement de la Rép., dans le délai de . . . , le tableau du nombre des ministres du culte protestant auxquels il convient d'accorder une subvention annuelle, ainsi que celui de la

lois du 17 août et du 1^{er} décembre 1790 ¹. Je vous serai bien obligé de me les faire passer, ainsi que tous les documents et rapports, tant sur le culte catholique que sur le culte protestant, qui auront pu vous être adressés par les autorités ou même par des particuliers ².

(Arch. nat., F¹⁹ 464).

Déclaration au gouvernement.

Strasbourg, 23 vendémiaire an X (13 octobre 1801).

Les protestants de la confession d'Augsbourg de la ville de Strasbourg, considérant que les différents liens qui unissaient les églises de leur communion ayant été rompus par la suppression des anciennes autorités civiles de cette province, et plusieurs églises de campagne se trouvant aujourd'hui sans aucune direction, l'enseignement de cette morale pure, qui fait l'objet le plus essentiel de leur culte et un des principaux liens de la société, en souffrait de plus en plus ; que, pour remédier à un inconvé-

quotité de ces traitements. » Cette même rédaction a été conservée dans l'arrêté IV que nous avons publié (pièce n° 315). Il y a eu apparemment inadvertance : toutefois il faut remarquer que nous connaissons seulement la minute de cet arrêté, et que l'inadvertance a pu être corrigée sur l'expédition remise au P. Consul.

3^o Comme nous l'avons indiqué (t. II, p. 91, note), les additions prescrites par le P. Consul ont été insérées dans le projet du 12 mars (pièce n° 316). D'Hauterive a donc complété ce projet par trois nouveaux articles : « Art. 3. Dans aucun cas la nomination aux places ecclésiastiques ne pourra appartenir, soit à des supérieurs étrangers, soit à des consistoires placés hors du territoire de la France. Toutes les églises françaises, de quelque communion qu'elles soient, seront régies par des ministres et soumises à des chefs ou à des consistoires français. — Art. 4. Dans chaque communion, la nomination des principaux chefs du culte ne sera autorisée qu'autant qu'elle aura été soumise à l'approbation du gouvernement. — Art. 5. Les ministres du culte, quel que soit le degré de leurs fonctions, ne pourront les exercer qu'ils n'aient préalablement prêté entre les mains des autorités à ce désignées, le serment de soumission aux lois et d'obéissance au gouvernement institué par la constitution de la République. » — En outre, dans le nouvel art. 8 (correspondant à l'art. 5 du projet du 12 mars), d'Hauterive a effacé l'autorisation des fondations « en biens », c'est-à-dire en biens-fonds, et n'a permis que celles en rentes sur l'Etat.

¹ Voir Cunitz, *Considér. histor. sur le développement du droit ecclés. protestant en France* (p. 120 et s.).

² Le 28 octobre, Chaptal a envoyé à Portalis la déclaration et la pétition des églises de Strasbourg ; il ne lui a adressé aucune autre pièce.

nient aussi grave, il serait avantageux de s'occuper sans perte de temps d'une nouvelle organisation de leurs églises ; mais qu'en se portant à cette démarche, il était de leur devoir de faire une profession solennelle des principes sur lesquels repose leur régime ecclésiastique, afin que le gouvernement puisse s'assurer qu'il y trouvera cette parfaite garantie, que le maintien de l'ordre social exige et qu'il rend même indispensable,

Déclarent ce qui suit :

1. L'église est une société libre, ayant un but purement moral et religieux. Elle est, comme société, subordonnée à l'État, qui a le droit incontestable de veiller à ce qu'aucune société ne porte préjudice au bien général.

2. Chaque église, ou société religieuse particulière, doit jouir des droits et s'imposer toutes les obligations propres à atteindre le but pour lequel ses membres se sont réunis.

3. Ces droits, appelés collégiaux ou sociaux, appartiennent également à tous les membres de chaque association religieuse ; ceux qu'elle ne saurait exercer collectivement peuvent et doivent même être délégués à l'avantage de tous.

4. Ainsi toute délégation dans l'église émane de l'universalité des membres de chaque association religieuse.

5. La liberté de l'opinion religieuse ne peut point être déléguée. C'est un droit tellement inaliénable et imprescriptible, qu'il ne saurait faire l'objet d'aucune délégation.

Chaque membre de l'église est parfaitement maître de son opinion.

6. Nous ne reconnaissons point de chef visible de l'église, ni d'autre autorité en matière de dogme que l'Écriture Sainte, d'autre centre d'union que la même foi, la charité mutuelle et les mêmes intérêts au bonheur éternel.

7. Tout pouvoir réputé émanant d'en haut et transmis hiérarchiquement aux ordres inférieurs de l'église, nous est étranger. Nous n'admettons ni ordres supérieurs ni inférieurs dans l'église ; et si, dans quelques pays, nos ministres sont revêtus de grades ou dignités qui les distinguent entre eux, ces dignités leur sont conférées par la constitution de l'État ou par délégation des églises, sans qu'il en résulte une puissance hiérarchique ou sacerdotale.

8. La juridiction étant une et indivisible, comme la souveraineté de l'État dont elle émane, nous en inférons que l'église, considérée comme société, n'a point de juridiction. Elle a bien le droit de censure sur ses membres ; mais le pouvoir coercitif qui lui est nécessaire pour le maintien de l'ordre doit lui être délégué par l'État.

9. Nos ministres ou pasteurs tiennent leurs pouvoirs de l'église ; ils ont celui de l'instruction, de l'exhortation et de la persuasion. L'exclusion d'un membre de la communion extérieure de l'église est un droit collégial appartenant à toute une société religieuse, qui peut l'exercer par elle ou par délégation, sans qu'en aucun cas elle puisse lui prêter des effets civils.

10. Lorsqu'un certain nombre d'églises ou sociétés particulières du même rit se trouvent réunies sous le même gouvernement, il est de leur intérêt et de celui de l'État, qu'elles soient mises en rapport entre elles par un régime qui leur procure des avantages réciproques, et qui, en facilitant les voies de l'instruction et les progrès de la lumière, contribue à l'affermissement du bon ordre de la société.

11. Ce régime étant essentiellement volontaire, doit être consenti par toutes les églises particulières qui voudront le composer ; et il leur est libre de convenir de mesures propres à empêcher que la liberté de chaque église particulière, ses droits naturels et imprescriptibles n'en souffrent aucune atteinte.

12. La réunion de plusieurs églises par un régime convenu, ne peut avoir lieu que sous l'autorisation du gouvernement, qui en est le protecteur naturel, et qui a aussi le droit de la surveiller de la manière la plus convenable aux droits des citoyens et au vrai intérêt de l'État¹.

(Cultes).

¹ Cette déclaration, avec la pétition qui l'accompagnait, parait être en grande partie l'œuvre de l'initiative des protestants de Strasbourg, et avoir été provoquée par l'annonce du concordat qui réglait les intérêts catholiques. Elle peut être regardée comme le manifeste commun des églises luthériennes de l'Alsace, qui l'ont successivement adoptée. L'église de Colmar y a ajouté le principe suivant : « Le corps représentatif d'une église ou de plusieurs églises réunies porte le nom de consistoire ou conseil ecclésiastique. L'organisation de ces corps diffère selon les localités : ils sont pour l'ordinaire mixtes, c'est-à-dire composés de membres ecclésiastiques et laïques ; mais dans aucun cas ils ne sont soumis à une puissance étrangère. » (voir Chenot, *De l'organis. de l'église luthérienne du pays de Montbéliard*).

941. — Portalis au P. Consul.

Paris, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

Je pourrai vous soumettre demain le résultat de mon travail sur l'organisation du culte catholique : dans ce travail j'ai été dirigé par les notes sages et profondes que j'avais prises sous votre dictée¹, et j'ai marché avec confiance.

Les protestants se sont empressés de me donner les renseignements que je leur ai demandés. Ils ont tenu des assemblées. J'ai conféré encore hier au soir avec quelques-uns d'eux, et ils apporteront le 4 (26 octobre) le résultat de leurs observations. Nous craignons de trouver en eux des contradicteurs ; nous n'en aurons fait, je l'espère, que des obligés et des amis.

(Arch. nat., AF iv 1044).

942. — Projet de règlement pour le Culte catholique.[vers le 25 octobre 1801].¹

Projet d'arrêté en exécution de la convention passée à Paris le 26 messidor an IX entre le gouvernement français et Pie VII.

TITRE I.— Du régime de l'Eglise catholique, dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'Etat.

1. Aucune bulle, bref, rescript, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçues, publiées, imprimées, ni autrement mises à exécution sans l'autorisation du gouvernement.

2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ni ail-

¹ Cette dictée n'a pas été retrouvée. On peut néanmoins affirmer que les principales dispositions des règlements pour les cultes catholique et protestant ont été tracées par le P. Consul.

² Le commencement de cette pièce est de la main de Portalis ; le milieu est de celle de Bernier, et la fin est écrite par un expéditionnaire. Cette division dans le travail matériel de copie ferait croire que Portalis a été à court de temps pour satisfaire le P. Consul, et rend plus vraisemblable la date du 25 octobre, annoncée dans la pièce précédente (n^o 941).

leurs, aucune fonction relative aux affaires de l'église gallicane.

3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérative n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui pourront être autorisées et fixées par les règlements.

6. Il y aura recours au Conseil d'État, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés...¹

...ayant les qualités requises pour être évêques.

7. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leurs diocèses, et dans l'espace de cinq ans le diocèse entier.

En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

8. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires ; et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du gouvernement.

9. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la Déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année. Ils se soumettront à enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission, au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

10. Les évêques enverront toutes les années à ce conseiller

¹ Un feuillet de la copie ayant été égaré, il y a ici une lacune qui comprend la fin du Titre I (fin de l'art. 6, et art. 7 et 8) et les trois premières sections du Titre II « Des ministres » (treize articles). Nous croyons que, pour cette partie perdue, le texte du projet devait peu différer de celui qui a été adopté le 18 germinal an X.

d'État, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

11. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 fr., s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé.

Section IV : des Curés.

1. Les curés ne pourront entrer en fonctions, qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

2. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

3. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses. Les évêques et les préfets sont chargés de veiller à l'exécution de la présente disposition.

4. Les curés sont immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

5. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés. Ils seront approuvés par l'évêque et révocables à sa volonté.

6. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

7. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

8. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

Section V : des Chapitres cathédraux et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du siège.

1. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant

pour l'établissement lui-même, que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

2. Il sera pareillement pourvu, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses qui n'auraient point de chapitres cathédraux.

Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions même après la mort de l'évêque, jusqu'à remplacement.

3. Les métropolitains, les chapitres cathédraux seront tenus sans délai de donner avis au gouvernement, des nominations par eux faites, et de la vacance qui les aura rendues nécessaires.

4. Les vicaires généraux, métropolitains, ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses pendant la vacance du siège.

TITRE III. — Du Culte.

1. Les rites et cérémonies pour l'administration des sacrements et la célébration des offices seront réglés par les évêques.

2. Les rituels, missels et autres livres servant au culte catholique seront rédigés par leurs ordres et sous leur inspection.

Ils ne peuvent néanmoins être publiés qu'après l'examen et avec la permission du gouvernement.

3. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

4. Aucune fête, à l'exception des dimanches, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement.

5. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre. Ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

6. Toutes chapelles domestiques, tous oratoires particuliers sont interdits.

7. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes, ni dans celles qui seront désignées par des règlements ultérieurs, ou par des instructions que le gouvernement adressera aux évêques.

8. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un seul et même culte.

9. Il y aura dans les cathédrales une place distinguée pour les individus catholiques, qui remplissent les autorités civiles ou militaires.

10. L'évêque réglera la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

11. Le gouvernement pourra ordonner des prières publiques ; et dans ce cas les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

12. Les prédications solennelles appelées sermons, et celles connues sous le nom de stations de l'Avent et du Carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

13. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française, pour les Consuls et les autorités civiles et militaires.

14. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'État.

15. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte.

16. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

17. Ils ne pourront être contraints de bénir les mariages des époux divorcés.

18. Les registres tenus par les ministres du culte n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

19. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on se servira du calendrier républicain pour la désignation des mois : il sera seulement permis aux ecclésiastiques de se servir de l'ancienne dénomination des jours qui composaient la semaine.

TITRE IV. — De la Circonscription des archevêchés, des évêchés et des paroisses; des Édifices destinés au culte, et du Traitement des ministres.

Section I : de la circonscription des archevêchés et évêchés.

1. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et quarante évêchés.

2. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau joint au présent arrêté.

3. Tous les autres titres archiépiscopaux ou épiscopaux, autres que ceux énoncés dans le tableau, sont supprimés.

Section II : de la circonscription des paroisses.

1. Il sera fait une nouvelle circonscription de toutes les paroisses. Elles ne pourront excéder le nombre de huit mille ¹.

2. Chaque évêque, de concert avec les préfets, rédigera le plan de cette nouvelle circonscription dans son diocèse. Il l'adressera au gouvernement, dans les deux mois qui suivront son installation. Si le plan est sanctionné par le gouvernement, l'exécution en sera ordonnée par un arrêté des Consuls.

3. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cures, sans l'autorisation expresse du gouvernement.

Section III : du traitement des ministres.

1. Le traitement des archevêques sera, pour celui de Paris, de 20.000 fr. ; pour les neuf autres, de 15.000 fr.

2. Les évêques seront distribués en trois classes, déterminées selon l'importance relative des villes où ils auront leur siège.

Le traitement des évêques de la première classe, sera de 10.000 fr., celui des évêques de la seconde classe sera de 8.000 fr. et celui des évêques de la troisième, de 6.000.

3. Le traitement des archevêques et évêques sera pris sur le produit des biens nationaux des quatre départements réunis de

¹ Cette limitation du nombre des paroisses avait, paraît-il, transpiré. Dans une correspondance secrète, envoyée de Paris au commencement de septembre et reproduite à Londres par Peltier (*Paris pendant l'année 1801*, t. XXXIII, p. 174, n° du 30 sept.), on lisait déjà : « Il n'y aura plus que 8.000 curés. »

la rive gauche du Rhin, provenant des biens consacrés au culte catholique.

Le prix de la vente de ces biens sera constitué en rentes sur l'État jusqu'à la concurrence d'un million de revenu.

4. Les curés seront pareillement distribués en trois classes : le traitement des curés de la première classe sera porté à 2.000 fr., celui des curés de la seconde classe à 1.200 fr. et celui des curés de la troisième à 800 fr.

5. Le traitement du prêtre desservant la paroisse pendant la vacance de la cure, équivaldra aux deux tiers de celui dont jouissait le curé.

6. Les curés et leurs vicaires seront choisis parmi les ecclésiastiques qui ont droit aux pensions accordées par l'Assemblée Constituante.

7. Les évêques rédigeront les projets de règlements relatifs aux oblations, que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlements rédigés par les évêques, ne pourront être publiés ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

8. Les curés, et ceux qui en remplissent les fonctions pendant la vacance des cures, seront tenus d'imputer sur les traitements qui leur seront assignés, le produit des oblations, et celui des pensions auxquelles ils ont droit.

9. Dans le cas où le montant des pensions et le produit des oblations ne rempliraient point les traitements ci-dessus fixés, il y sera pourvu par les conseils généraux des communes, sur le produit des octrois, des biens communaux, ou des centimes additionnels autorisés par la loi.

10. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'État sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées en qualité de vicaire.

11. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

12. Les presbytères et les jardins attenants non aliénés, pourront être rendus aux curés. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes seront autorisés à procurer un logement et un jardin aux curés.

13. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'État, Elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

14. Les immeubles autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

Section IV : des édifices destinés au culte.

1. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, à raison d'un édifice par cure et par annexe, seront mis à la disposition des évêques par arrêtés du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

2. Les temples aliénés en vertu des lois de la République, et ceux qui sont employés ou requis pour le service public, sont exceptés de la précédente disposition.

3. Il sera établi des fabriques, pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

4. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable ¹.

(Cultes).

943. — Projet de règlement pour le Culte protestant.

[Vers les premiers jours de novembre 1801].

Projet d'arrêté sur l'organisation du culte protestant.

Les Consuls de la République, sur le rapport du conseiller

¹ Comparé à la loi du 18 germinal an X, ce projet présente plusieurs différences importantes, dont voici les principales : 1^o il a la forme d'un arrêté, et non celle d'une loi ; 2^o conformément au projet actuel de circonscription (pièce n^o 794), il n'érige que 10 archevêchés et 40 évêchés ; 3^o il ne reconnaît d'autres paroisses que les cures, et en fixe le nombre à 8,000 ; 4^o il répartit les évêques et les curés en classes plus nombreuses par rapport au traitement, et pourvoit à ce traitement par des moyens qui n'ont pas été tous adoptés ; 5^o il interdit les oratoires publics ; 6^o il ne contient pas les articles qui ont établi l'uniformité de liturgie et de catéchisme, fixé au dimanche le jour de repos des fonctionnaires, etc.

d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, et le Conseil d'Etat entendu, arrêtent.

TITRE I. — Dispositions générales.

1. Nul ne pourra exercer les fonctions du culte, s'il n'est Français.

2. Les églises protestantes ni leurs ministres ne pourront avoir des relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

3. Aucun nouvel établissement d'église ou de paroisse, aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans l'autorisation expresse du gouvernement.

4. Le nombre des ministres, dans la même église ou dans la même paroisse, ne pourra être augmenté sans la même autorisation.

5. Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire sous le titre de confession ou sous tout autre titre, ne pourra être publié ou devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

6. Le Conseil d'Etat connaîtra de toutes entreprises des ministres du culte, et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres.

7. Les ministres des églises dont les biens n'auront point été confisqués depuis la Révolution, ou lors de la révocation de l'édit de Nantes ¹, ne seront point salariés par l'Etat.

8. Les dispositions portées par l'arrêté relatif à l'organisation du culte catholique, sur la liberté des fondations et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes ².

TITRE II. — Du régime des églises protestantes.

1. Les églises protestantes de France auront des pasteurs, et des consistoires locaux.

2. Le consistoire de chaque église sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cette église, et d'anciens ou notables

¹ Les mots « ou lors de la révocation de l'édit de Nantes », ont été ajoutés en marge et sont de la main du P. Consul.

² Voir, dans la pièce n° 942, l'art. 13 de la sect. 3 du Titre IV. — Cf. p. 192, note 3^e if.

laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes. Le nombre de ces notables ne pourra être au-dessous de six, ni au-dessus de douze.

3. Si l'église est formée de plusieurs communes ou annexes, chacune de ces communes ou annexes fournira au consistoire un égal nombre d'adjoints.

4. Les consistaires veilleront au maintien de la discipline, et à l'administration des deniers provenant des aumônes.

5. Les assemblées de consistoire seront présidées par le pasteur ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

6. Les assemblées ordinaires du consistoire continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage. Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

7. Tous les deux ans, les anciens du consistoire seront renouvelés par moitié. A cette époque, les anciens en exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes, pour procéder au renouvellement.

Les anciens sortants pourront être réélus.

8. Dans les églises où il n'y aura point de consistoire actuel, il en sera formé un, dont les membres seront élus par la réunion des vingt-cinq chefs de famille protestants les plus imposés au rôle des contributions directes. Cette réunion ne pourra être faite qu'avec l'autorisation et en la présence du sous-préfet.

9. Les pasteurs ne pourront être destitués, qu'à la charge de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

10. En cas de décès, de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le consistoire, formé de la manière prescrite par l'art. 2, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer.

Ce titre d'élection sera présenté au Premier Consul par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation.

L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté le serment de fidélité aux lois de la République entre les mains du préfet.

11. Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

12. Les préfets, d'après les instructions du conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, adresseront au gouvernement leur avis sur la circonscription des églises actuellement existantes, sur l'utilité ou la nécessité d'en ériger dans les lieux où il n'en existe point, et sur les moyens de pourvoir à ces nouvelles érections, s'il y a lieu.

Aucune paroisse ne pourra s'étendre d'un département dans un autre ¹.

(Cultes).

944. — Portalis à Maret.

Paris, 16 brumaire an X (7 novembre 1801).

Je vous renvoie, mon cher secrétaire d'Etat, après l'avoir examiné, l'arrêté des Consuls du 3 courant (25 octobre) ², que vous m'avez communiqué, et qui applique aux départements de la Sarre, de la Roer, du Rhin et Moselle, et du Mont-Tonnerre, les dispositions des lois du 15 fructidor an IV, 5 frimaire an VI, et de celle du 26 février 1790, relatives à la suppression des établissements religieux, chapitres séculiers, congrégations laïques, etc.

Vous savez que l'intention du gouvernement est d'affecter, jusqu'à concurrence d'un million de rente, le produit des biens de ces établissements supprimés au traitement d'une partie des ministres du culte catholique ³; et il me paraît que cette destination doit influer sur les mesures à prendre pour leur liquidation ou leur régie.

¹ On remarquera notamment : 1^o que ce projet ne fait pas de différence entre le culte calviniste (ou réformé), et le culte luthérien (ou culte de la confession d'Augsbourg) ; 2^o qu'il se borne à établir des pasteurs et des consistoires, et ne parle ni des synodes, ni des séminaires, etc. ; 3^o qu'il maintient implicitement les consistoires (ou paroisses), tels qu'ils existaient alors.

² C'était un simple projet ou plutôt la seconde rédaction d'un projet, (cf. t. III, p. 27, note), qui avait été imprimé une première fois pour le Conseil d'Etat le 8 juillet 1801 et discuté le 13 juillet en présence du P. Consul. L'arrêté définitif a été rendu le 20 prairial an X (9 juin 1802), après un nouveau remaniement.

³ Voir dans la pièce n^o 942, l'art. 3 de la sect. 3 du Titre IV.

Sans doute toutes les propriétés nationales, dont la valeur ou les revenus se confondent sans destination particulière dans le trésor public, doivent rentrer dans l'ordre généralement établi : mais, dans le cas où l'on exécuterait sans délai l'arrêté que vous m'avez communiqué, ne penserait-on pas qu'il serait nécessaire de pourvoir, par quelque précaution, à l'assurance de la destination projetée, par laquelle on se propose de constituer en rente sur l'Etat le produit des ventes des biens ecclésiastiques dont il s'agit ?

Le gouvernement n'a point encore arrêté la manière dont le paiement des traitements des cultes s'exécutera ¹ ; mais bien certainement il adoptera celle qui sera la plus facile pour les parties prenantes, la plus dégagée de circuits, et la moins susceptible de retards. Il convient donc d'établir ces bases, dès le moment où le gouvernement se revêt de la propriété des biens qui doivent s'appliquer au paiement de ces traitements.

¹ Malgré des efforts constants, et déjà même heureux, pour remettre l'ordre dans les finances, que le Directoire avait laissées dans le délabrement le plus inquiétant, l'exercice de l'an IX se soldait par un déficit d'environ 95 millions. Un rapport du ministre Barbé Marbois, remis le 27 septembre au P. Consul, venait d'expliquer l'état de gêne où se trouvait le trésor public au début de l'an X, et de ne proposer qu'un simple expédient pour y remédier. « Outre les dépenses certaines, ajoutait-il, et qui nous pressent déjà, il y en a de si probables, que les dispositions doivent être faites pour les acquitter, comme si nous étions assurés qu'elles seront à faire », et après avoir énuméré quelques-unes de ces dépenses, il continuait : « D'autres objets bien désirables, mais moins urgents, viennent ensuite. Tels sont l'éducation publique, dont les fonds sont en grande partie à faire, et ceux du culte. On s'attend que le gouvernement y pourvoira : quelque peu qu'on fasse, ce sera beaucoup pour notre situation... »

Le P. Consul, préoccupé plus que personne de rétablir l'équilibre financier, et certain que tout argent donné aux prêtres serait vu de très mauvais œil dans les corps politiques, cherchait en ce moment à imputer les premiers fonds pour le clergé, sur des ressources extraordinaires. Non seulement il pensait à créer un revenu permanent, avec la vente des biens ecclésiastiques situés sur la rive gauche du Rhin, mais, par arrêté du 10 octobre, il avait prélevé un million sur des recettes extraordinaires de la Batavie, qui devait être « soldé sur ordonnances du cit. Portalis., visées par le ministre de l'Intérieur. » *Corr. de Nap.*, n° 5795). L'idée du revenu formé avec les biens de la rive gauche, allait être abandonnée ; mais le million de la Batavie allait servir successivement à acquitter les premières dépenses pour les cultes.

ience, qu'un moyen d'arriver à ce but,
pourir à la liquidation ou à la gestion de
gouvernement approuve cette opinion, il y
a des modifications aux art. 3, 4, 5, 6

PARTIE XIX

AJOURNEMENT DE LA PUBLICATION DU CONCORDAT

A Rome, réjouissances pour la paix générale. — Les préliminaires de Londres semblent une occasion favorable pour solliciter la restitution des trois Légations et une indemnité pour Avignon : le Pape en écrit directement au P. Consul.

Rappel de Spina.

Un édit pontifical règle la question des biens nationaux romains.

Les Cisalpins, sur l'injonction du P. Consul, commencent des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Démission de presque tous les évêques français en Italie ; mais craintes sur les dispositions de leurs confrères en Espagne, et surtout en Allemagne, où la demande de démission a été envoyée tardivement de Rome. — Lettre de Sa Sainteté à l'archevêque de Narbonne pour tenter de ramener les évêques qui résistent à Londres.

Les lettres de démission des constitutionnels, et leurs écrits, sont regardés par le Pape comme des preuves de leur persévérance dans le schisme.

A Paris, le Légat reçoit les instructions supplémentaires du 5 octobre.

Le P. Consul, décidé à ne point faire connaître le concordat tant que le travail de la réorganisation ecclésiastique ne sera pas complet, attend vainement la bulle de circonscription des diocèses, et la fin des réponses des évêques émigrés à la demande de démission. — Il est obligé de renoncer à la fête de la paix religieuse pour le 18 brumaire ; il l'ajourne à Noël.

Caprara est mandé à la Malmaison pour entendre incriminer les lenteurs de sa cour. — Il est invité à obtenir de Rome le pouvoir d'instituer les nouveaux titulaires, et devra en user en faveur de quelques constitutionnels, le P. Consul les déclarant suffisamment réconciliés avec l'Eglise.

Note adressée en ce sens à Cacault par Portalis. — Caprara y joint ses conseils pour Consalvi. — Il promet de notifier, de son côté, la demande de démission à ceux des anciens évêques qui n'ont pas encore répondu.

A Rome, émotion causée par la note de Portalis.

Cérémonie du « Possesso. »

Le Pape consent à envoyer la bulle de circonscription avant d'avoir reçu la réponse de tous les anciens évêques. — Il se prête même à déléguer à Caprara l'institution canonique pour le nouvel épiscopat, mais se refuse à y admettre des constitutionnels, à moins qu'ils ne souscrivent un acte de soumission aux jugements du Saint-Siège.

945. — Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 13 ottobre 1801.

Alle vostre premure per la maggiore celerità possibile nel disbrigo di ciò che è necessario alla bolla della nuova circoscrizione delle diocesi, ha l'onore di rispondere il cardinale segretario di stato, che egli si trova perfettamente in misura in tutto quello che poteva dipendere dall' opera della Santa Sede in questo affare, a tenore dello stesso concordato e delle regole indeclinabili nelle materie di religione, nè meno necessarie all' oggetto che la cosa non sia soggetta a nullità, come non fatta in regola.

Il sottoscritto vi rammenta, che la Santa Sede aspetta tuttora di sapere se il progetto fatto da Mgor arcivescovo di Corinto, e gradito dal ministro delle relazioni estere e dall' abbate Bernier, sia riuscito grato anche al Primo Console, a cui dovea presentarsi, cioè di nominare intanto (quando il Primo Console abbia la vista di nominare sollecitamente dei vescovi) alle sedi vacanti per morte dei vescovi titolari, potendosi poi dare ai nuovi nominati in amministrazione le chiese più vicine, e aversi così intanto un certo numero di nuovi vescovi secondo l'antica circoscrizione, da collocarsi poi a tenore della nuova, subito che questa possa essere fatta in seguito delle dimissioni e consensi, che secondo le regole canoniche e secondo il concordato medesimo devono precederla.

Vi si rammenta ancora, che anche nel supposto che questo progetto non fosse adottato, vi si manifestò già con una nota in data dei 30 settembre, che in tal caso, subito che si avessero in mano tante dimissioni e consensi che non rimanessero che soli cinquanta vescovi a darlo, si era pensato di fare una bolla in genere, che approvasse il numero e la ubicazione delle nuove diocesi secondo il progetto fatto a Sua Santità, per quindi andarle erigendo in specie con tanti brevi, a mano a mano che le dimissioni dei cinquanta vescovi sopra indicati giungessero, e ciò ad effetto di non trattenere di far la bolla della nuova circoscrizione fino a che tutte le dimissioni e consensi non siano giunti, come più diffusamente fu espresso in detta nota dei 30 settembre.

Il sottoscritto v' informa inoltre che sono già tutti partiti i brevi per invitare alla dimissione i vescovi che si sono ritirati in Spa-

gna, in Austria, in tutta la Germania, in Russia, in Italia¹, oltre quelli già inviati per i residenti in Francia e in Inghilterra. Egualmente sono partiti tutti i brevi per invitare alla dimissione tutti i vescovi di Germania e del Belgio, e d'altri paesi che restando interamente incorporati alla Francia, vengono a perdere per intero le loro sedi. E sono parimente tutti partiti i brevi per ottenere il consenso da quei vescovi, che perdono solamente una parte delle loro diocesi che restano incorporate alla Francia in seguito de' suoi nuovi confini.

Si sta aspettando tuttora da Parigi alcune notizie e schiarimenti richiesti al sig. abbate Bernier, per guadagnare intanto il tempo e poter formare la minuta della bolla della nuova circoscrizione, per mandare nell' intervallo la minuta a Parigi, e concertarla, onde poi poterla formare senza difficoltà e ritardi, subito che le necessarie dimissioni e consensi siano giunti.

Da tutte queste cose rileverete, citt. ministro, che qui si è fatto tutto quello che si poteva fare, e che si è perfettamente in misura, come si è detto di sopra. Voi potete assicurarvi che dalla parte di Sua Santità si cercherà sempre di corrispondere alle premure del governo francese per la consumazione di questo importante affare, colla maggior premura e sollecitudine possibile.

(Culles. Arch. de Caprara.)

946. — Consalvi à Spina.

Roma, 14 ottobre 1801.

Dopo il piego da lei inviatomi in data dei 19 settembre per la via di Genova, niente altro mi è giunto da lei, sicchè io sono sempre all' oscuro delle finali risoluzioni prese costà intorno agli oggetti di arte, non che di ciò che riguarda tutto quello che le si è scritto da qui intorno alla bolla della nuova circoscrizione delle diocesi, e quello che su tal proposito era stato progettato da lei, e gradito dal ministro degli affari esteri e dall' ab-

¹ On a vu (p. 92, note 2), que le bref « Tam multa » était accompagné du modèle de la notification que les nonces devaient adresser aux évêques français réfugiés dans ces divers pays. — L'envoi de Rome aux nonces a été fait successivement dans les premiers jours d'octobre; par exemple, le 2 pour Florence, etc. (Cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 190).

bate Bernier, aspettandosi di sentire se lo era stato egualmente dal Primo Console, a cui se ne doveva fare la relazione.

Io voglio sperare ch' ella abbia ricevuti in miei tre ultimi dispacci, cioè quello dei 3 inviatole per la via di Genova, quello dei 7 per la via di Francia, e quello dei 10 per la via di Genova¹, contenenti materie essenziali sugli affari che si hanno per le mani con codesto governo, come pure voglio sperare che le giunga senza ritardo anche questo quarto dispaccio, che le invio per la via di Francia in quest' oggi.

Ieri l'altro, si ebbe qui la felice notizia della pace fatta coll'Inghilterra, ricevuta con sommo giubilo da tutta la città, e specialmente da Nostro Signore². Io le accludo in una lettera al ministro Talleyrand³ una di Lui lettera al Primo Console. Non vi è copia, essendo una lettera confidenziale fatta dalla Santità Sua; ma ella (o l'Emo Legato se è giunto) potrà assicurare il ministro che il suo contenuto è la espressione della sua gioia per tale felice successo, ed insieme una raccomandazione per tutto ciò che può favorire gli interessi della cattolica religione⁴.

¹ De ces trois dépêches nous n'avons publié que celle du 7 (pièce n° 889 et p. 82 note 2). — Sous la date du 3, nous n'avons retrouvé qu'une dépêche insignifiante, à laquelle était joint un billet destiné à Caprara lors de son arrivée à Paris. Consalvi y félicitait le Légat des honneurs reçus par lui à Milan. « Io spero, ajoutait-il, di aver altre nuove da Torino di V. Em., e mi auguro di sentirla costantemente bene in salute, la quale pure forma uno dei primi oggetti dei desideri di N. S. Quando saprò che V. Em. sia arrivata in Parigi, aprirò seco il regolare carteggio sugli affari.. » Le 10, Consalvi avait averti Spina (et les nonces) des démarches du « grand conseil de Russie » pour l'élection d'un grand maître de Malte.

² Cacaull à Talleyrand; Rome, 22 vendém. (14 octobre): « J'ai reçu, la nuit dernière, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 vendém. (4 octobre), pour m'annoncer la signature du traité préliminaire de paix entre la Rép. française et l'Angleterre, et pour m'en faire connaître les belles dispositions. J'ai communiqué confidentiellement au gouvernement romain et au ministre d'Espagne, ce que vous m'avez écrit sur ce sujet. La joie du S. Père est d'autant plus vive, qu'il se félicite davantage d'avoir rendu la paix à l'église de France, et d'être l'ami de Bonaparte. Sa Sainteté écrit au P. Consul pour le féliciter d'un si grand succès.. »

³ Aff. étr., Rome, vol. 932, n° 45.

⁴ Nous ne connaissons ce bref que par la minute (arch. du Vatican), dont plusieurs parties ont été détruites par l'humidité. « Carissime in Christo fili, etc. La felice notizia che ci è stata comunicata della pace generale da voi conchiusa recentemente, ci ha riempiti della più grande consolazione, la quale ci

Il Santo Padre gode buona salute : si è fatto il possibile per farlo andare almeno per quindici giorni fra i Benedettini di Subiaco, a prendere un poco d'aria, di cui fra tante cure aveva vero bisogno ; ma la vera miseria dell' erario, e il timore ancora che il pubblico credesse che ciò recasse una spesa anche maggiore della sua realtà (che sarebbe stata assai modica), lo hanno invincibilmente distolto dal farlo. Veda qual principe Roma possiede !

Tra tre o quattro giorni comparirà l'editto sopra i beni nazionali, come fu concertato col Primo Console; onde questo affare si risguarderà come definitivamente stabilito.

Aggiungo che nel momento mi giunge per la posta il di lei piego dei 26 settembre, che appena ho tempo di accusare, e che non mi chiama ad alcuna particolare risposta. Sento che i vescovi che sono in Inghilterra hanno imitato quelli che sono in Francia. Le dirò che così è avvenuto qui del vescovo di Senez, e di quello di Apt, e di Carpentrasso ¹ ; e sono sicuro che così sarà di quello di Vence, e di Saint-Flour. Nella gazzetta di Milano mi si dice essere in italiano il breve « Tam multa », preso dalla gazzetta di Londra.

P. S. — Sento nel momento che l'Emo Caprara possa esser

muove a rallegrarsene con voi, che avete procurato all' Europa il suo riposo... Non sfuggirà alla vostra saviezza quali beni ridondino dalla religione anche a vantaggio degli stati e dei popoli. Noi vi raccomandiamo particolarmente gli affari degli elettorati ed altri principati ecclesiastici, sopra di cui vi saranno presentate le nostre raccomandazioni anche più distintamente dal nostro rappresentante presso di voi. Finalmente noi vi raccomandiamo gli interessi di questa S. Sede Apostolica, a di cui vantaggio voi ci avete fatto assicurare, fin dal principio, di volere emulare i più gloriosi reggitori della Francia, ai quali tanto deve questa S. Sede. Voi conoscete la situazione a cui [siamo ridotti]; conoscete ancora quale sia [la nostra con]dotta verso la Francia... e pensieri, per dare il più sollecito compimento alla grande opera da voi intrapresa del ristabilimento della cattolica religione in Francia, che formerà il più illustre dei vostri trionfi. In pegno di questi nostri sinceri sentimenti vi diamo, o carissime figli nostro, con la effusione del nostro cuore, la paterna apostolica benedizione. »

¹ L'évêque de Senez se trouvait à Rome (cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 191) ; les évêques d'Apt et de Carpentras habitaient, le premier Tolentino, et le second Urbin. Ces trois démissions ont été annoncées également par Cacault (dép. du 26 vendém. : 18 octobre) ; elles sont mentionnées au *Moniteur* du 23 octobre.

giunto costà il dì 4. Se è così, gli presenti i miei rallegramenti e i miei ossequii, e d'ora innanzi dirigerò a lui i pieghi ¹.

(Cultes, Arch. de Caprara).

947. — Consalvi aux Nonces

(en chiffres)

Roma, 17 ottobre 1801.

La pace conchiusa in Londra fa considerare come giunto il momento della decisione della sorte delle tre Legazioni, e del compenso di Avignone e Carpentrasso.

Vedendo che negli articoli del trattato di Londra niente si dice circa l'Italia, non so se la di lei decisione si debba credere riservata al trattato da farsi in Amiens, ovvero si debba credere (come piuttosto opino) già convenuta in articoli segreti. Quando sia questo secondo caso, quel che è fatto è fatto, e se ci è andato male, come è da temersi, è inutile ogni tentativo. Se poi non si è già convenuto, il tentativo può forse essere utile. Io scrivo al sig. cardinale Caprara a Parigi ² di fare ora ogni sforzo per far realizzare le buone disposizioni, che mostrò a me il Primo Console, che io provocai e fomentai, e appoggiai alle più solide

¹ Le 14 octobre, Consalvi a adressé à Spina une autre dépêche: « e sarà forse, l'ultimo, disait-il, lusingandomi di avere nella settimana le nuove dell' arrivo di S. Em. » Cette dépêche, qui faisait suite à celle du 7 octobre (cf. p. 82, note 2), s'occupait principalement de l'affaire de Malte. « È giunto al sig. cardinal Braschi, come capo del gran priorato di Roma, un piego con cui è invitato dal così detto gran consiglio del gran priorato di Russia a radunarsi, per deliberare sul rimettere al Papa la elezione di un nuovo gran maestro, e fare una nota delle persone che si credano degne, trasmettendo gli atti al suddetto gran consiglio di Malta in Russia, che formando dalle note trasmesse da tutti i grandi priorati una nota generale, la trasmetterà al Papa, pregandolo ad eleggere. » Le pli contenait une invitation aux grands prieurs d'Espagne pour concourir à cette désignation; mais l'ambassadeur espagnol à Rome, tout en recevant cette pièce, « mi ha fatto avere una nota, contenente la sua formale opposizione anche in genere alla misura che si faccia un gran maestro, misura che egli dice pregiudicare all' interesse della Spagna, come quella che renderebbe più difficile l'ottenere la già richiesta, e non accordata dal S. Padre separazione delle Lingue » (Arch. du Vatican).

² Cette dépêche fait défaut, mais celle adressée aux nonces, que nous publions ici, peut en partie y suppléer. — Dans une autre dépêche du 17, Consalvi écrit qu'informé par un courrier français de l'arrivée de Caprara à Paris, il commence à lui adresser la correspondance.

ragioni, riportandone buone speranze, ma fra un qualche tempo. Io temo però, che non corrispondano gli effetti, almeno in pieno, e che tutto al più si pensi a renderci la sola Romagna, anzi una sola porzione di essa, cioè eccettuando Lugo, e la Romagna Ferrarese che è la migliore. Nè mancano dei segni per credere così.

Io scrivo al sig. cardinal Caprara, che se al trattato di Amiens intervenissero altri ministri oltre il francese e l'inglese, si potrebbe pensare a mandarvi M^{gr} Spina. Gli scrivo di far valere presso il Primo Console le nostre ragioni, cioè la giustizia della nostra causa; la nullità, o se non vuol usarsi questa parola come urtante a chi lo ha fatto, l'essere almeno voltato affatto il detto trattato, per averlo i Francesi dichiarato rotto e annullato nei loro scritti, e averlo violato e tolto di mezzo col fatto nella democratizzazione di Roma, e cambiamento di governo; la differenza, che a meno ragione che con ogni altro, si metterebbe fra noi e gli altri principi ai quali si danno le indennizzazioni; la nostra condotta verso la Francia, così sotto Pio VI. che mai dichiarò la guerra di religione da cui poteva uscir tanto danno a quel governo, che da Nostro Signore, la di cui condotta col governo francese è troppo chiara per sè medesima per fermarsi ad analizzarla; finalmente la impossibilità fisica che il governo pontificio possa sussistere, se non riacquista tutte le Legazioni e il suddetto compenso, attesi i debiti immensi che si ritrovano, ed i carichi superiori alle sue forze attuali, cose che ognuno conosce; e finalmente ancora la impossibilità di sostenere le dignità essenziali al governo ecclesiastico, come il cardinalato e la prelatura, ora che dopo troncate le entrate estere, si è privi quasi affatto anche di quelle dello Stato, mentre le tre Legazioni comprendevano le migliori, e sono cose da niente quelle che sono nello Stato rimaste.

Eccola informata di tutto questo, così per suo lume, che perchè capitando le occasioni possa V. E. agire all' opportunità, sempre però con la vista di non dar conto, qualora quello a cui parli possa a di lei giudizio essere intrinsecamente animato d'interessi diversi, sì riguardo alla propria corte, sì riguardo ad altre potenze, sue amiche ¹.

(Arch. du Vatican).

¹ Dans son journal (dont on va trouver un extrait sous le n° suivant), M^{gr} Severoli nous apprend, à la date du 17 octobre, la tactique conseillée alors par plu-

948. — Conversation de Consalvi avec Severoli.

(Roma, 19 ottobre 1801).

¹ « Nella mia conferenza di oggi coll' Emo Consalvi si sono trattate e dette le seguenti cose.

È antica massima del gabinetto tedesco di spogliare il Papa. Avrebbe esteso il dominio imperiale sino ai confini del regno di Napoli, e sarebbesi impadronito di tutto, compresa Roma, se le circostanze non si fossero opposte. Nel maggio del 1800, ristrinse le sue pretese alle tre provincie di Bologna, Ferrara, e Romagna, che si ritenevano dalle truppe tedesche, e ne chiese al Papa in Venezia una formale cessione. Il Santo Padre non si arrese, e scrisse anzi due volte ² in termini rispettosì e forti a S. M., chiedendogliene la restituzione: non gli fu risposto. Cadute di nuovo le tre suddette provincie in mano ai Francesi, il Santo Padre riscrisse all' Imperatore, implorando non più la sua giustizia, ma i suoi buoni uffici presso la Francia per la ricupera di esse ³.

Di queste tre provincie parlò in Parigi l'Emo Consalvi a Bonaparte. Questi rispose di volersi tenere al suo trattato di Tolentino. Il cardinale ripigliò, che un tal trattato era stato distrutto e tolto dall' invasione francese, seguita poco dopo. Bonaparte si protestò di non ammettere questo principio; ma poi in appresso si diede a conoscere propenso alla restituzione, a capo però di un anno o due, dopo cioè d'aver provata la corte di Roma, e veduto se più continui nella sua imperialità ⁴.

sieurs cardinaux: « Mi ha significato l'Emo Saluzzo, che alcuni cardinali erano di sentimento di sospendere per qualche altro tempo la conclusione degli affari ecclesiastici in Francia, a riflesso della pace che prevedevano sicura cogli Inglesi. Infatti adesso si potrebbe negoziare con più profitto per parte della S. Sede » (Arch. du Vatican).

¹ Mgr Severoli, évêque de Fano, venait d'être désigné le 4 pour remplacer à la nonciature de Vienne, Mgr Ruffo Scilla, devenu cardinal (cf. dép. de Cacault, du 24 vendém.: 16 octobre, et Moniteur du 1^{er} novembre). Il était à Rome depuis le 26 septembre. — La conversation avec Consalvi, qu'il a rédigée, a eu pour lui la valeur d'une instruction verbale.

² Lettres datées de Venise, le 20 avril et le 5 juin 1800.

³ Lettre datée de Rome, le 23 août 1800 (pièce n° 36).

⁴ Voir la pièce n° 860. — Mgr Severoli ajoute ici, en note: « È massima di Roma, da ripetersi francamente in ogni incontro, che il trattato di Tolentino è

Colla pace generale, di cui si son fissati e sottoscritti i preliminari, vi è speranza che possa restituirsi la Romagna alta. Se ciò accade, la massima di Roma presentemente è di accettarla, purchè non si pretenda di obbligare la Santa Sede a riconoscere il trattato di Tolentino, e di rinunciare i suoi diritti sul resto della Romagna e sulle altre provincie.

La corte di Vienna, piuttosto che vedere le tre provincie possedute dalla Santa Sede, acconsentirà volentieri che qualunque altro le abbia, giacchè nella prima ipotesi le sarebbe più difficile di conquistarle giustamente, e unirle ai suoi stati. Il conte di Cobenzl, ministro imperiale, diede a conoscere in Parigi all' Emo Consalvi questa mala disposizione, sebbene non ne parlasse *ex professo*.

Di Avignone non parlò e fuggì anzi di parlarne l'Emo Consalvi a Parigi. Ma ora la Santa Sede non ha potuto a meno di parlarne, all' occasione di una nuova circoscrizione delle diocesi in Francia, per cui si dispone anche di quelle del Contado Venaisino e di Avignone. Or dunque la Santa Sede ha, con notizia ufficiale e termini obbliganti, fatto noto al governo francese la speranza che ha di riavere dalla generosità del governo stesso quel compenso, che le fu stabilito dalla Assemblea Costituente per la perdita che viene a fare di quello stato.

Il più terribile gabinetto contro Roma è quello di Napoli. Obbligato nell' anno scorso dalle circostanze a consegnare al Santo Padre Roma, e tutta la porzione di stato occupata dalle armi napoletane, il re si ritenne Benevento. Pressato a restituirlo, atteso che Paolo I volea che si rendesse tutto ai suoi antichi padroni, si risolvette a cederlo, ma protestandosi con un editto, che cedeva il dominio utile, e non l'alto dominio; e infatti non ritirò di là le sue truppe, e attualmente vi fa delle leve. La Santa Sede corse ad accettare il dominio utile, e protestò contro l'editto. Scrisse il Santo Padre, e non ebbe risposta. Ora, a motivo delle proteste ripetute dei governatori, si è posto in possesso

nulla, perchè fatto dalla violenza. perchè non poteva il Papa cedere la possidenza della Chiesa, ma soprattutto perchè i Francesi hanno mancato ai patti di esso. Trattando coi Francesi, convien far uso di questa ultima ragione, sostenuta dal fatto. »

delle casse pubbliche. Roma continua le sue rimostranze alla corte di Napoli, per mezzo di promemorie ufficiali dirette al cardinal Ruffo, ministro del re, e minaccia di ritirare da Benevento e sue adiacenze, i suoi governatori. Mi ha commesso l'Emo Consalvi di parlare di quest' affare alla regina di Napoli, che è a Vienna, con quei rispettosì e franchi termini che ci convengono. Poco però vi è da sperare, atteso che la regina nulla conta, è odiata da Acton, e in sostanza è come esiliata da Napoli.

Per non far atto, che anche solo indirettamente avesse relazione col trattato di Tolentino, la Santa Sede non ha mai chiesto la restituzione di Pesaro. Interrogato su di ciò l'Emo Consalvi da Bonaparte a Parigi, rispose che ben altro che Pesaro la Santa Sede si comprometteva dalla nazione francese. Indi chiaramente disse, che si era essa astenuta dal chiedere questa città pel suddetto motivo. All' opposto avea chiesto il Montefeltro, usurpato dai Cisalpini contro gli ordini del generale Murat, perchè quest' articolo non avea che fare con quel trattato.

È spinosissimo l'affare di Malta. La Lingua di Moscovia vuole che il Santo Padre elegga il nuovo gran maestro. Questa è una Lingua formata da Paolo I, composta di scismatici, e non riconosciuta. Ricusa in gran maestro Hompesch, che cedette l'isola ai Francesi e rinunziò all' impiego. L'imperatore Francesco II sosteneva in addietro Hompesch, e forse lo sostiene ancora, ma freddamente, a riflesso della Russia. Il gran consiglio della Lingua di Moscovia si è diretto a tutti i gran priorati, all' effetto di combinare la suddetta elezione, e proporre i soggetti al Papa; e quindi esso carteggia con questo gran priore, il cardinal Braschi. L'inchiesta de' Moscoviti è savia: ma il riconoscere o nò la loro Lingua è egualmente pericoloso. Si è combinata una lettera che non inasprisca nè i Moscoviti, nè l'imperatore Alessandro, dichiaratosi protettore dell' Ordine, senza tacere in essa la necessità di non allontanarsi dalle leggi ecclesiastiche. La corte di Spagna cercherà forse di turbare l'elezione del gran maestro, giacchè non vuole che gli ordini regolari del suo stato comunichino coi superiori, che restano in altri stati. Il momento presente può molto giovare ad appianare ogni difficoltà, mentre colla pace generale resta determinata la restituzione dell'isola all' Ordine Gerosolimitano.

Gli affari della Spagna riguardo alla Santa Sede non possono ritrovarsi in peggiore stato. Si cerca di ritirare nel regno tutte le facoltà, non riservando alla Santa Sede che la conferma dei vescovadi. Si è accettato il nunzio nella persona di Mgor Gravina, ma come un rappresentante, senza autorità alcuna. Vuole la separazione degli ordini regolari. Si è dolsuta del breve spedito dal Santo Padre pei Gesuiti nella Moscovia, e si è protestata che a riflesso della gloriosa memoria di Carlo III, e per il bene degli altri sovrani, non ne vuole il ripristinamento.

I Gesuiti formano una occupazione ben seria alla Santa Sede. Esistenti essi in Moscovia, ad esistere canonicamente chiesero un breve alla Santa Sede. Fu disteso dall'Emo Antonelli, e corretto dal Papa e da Consalvi. Il breve però giunse in Moscovia dieci giorni dopo la morte di Paolo I, e non fu pubblicato. Ora ne sembra impossibile la pubblicazione, perchè l'arcivescovo di Mohilev, uomo pessimo, può tutto in corte, e odia a morte i Gesuiti, che sono stati al punto d'essere esiliati da tutta la Russia. Il re di Sardegna e il duca di Parma hanno chiesto di riaverli nei loro stati. L'Emo Consalvi mi ha imposto di adoperarmi a Vienna per indurre quella corte a far lo stesso, insinuandomi a prevalermi del principe Carlo, o di altro che possa presso l'Imperatore. Se oltre i due nominati sovrani, concorrerà questo monarca a volere ripristinata nei suoi stati la Compagnia, la Spagna non potrà dolersi se Roma vi condiscende. Non è altrimenti vero che Antonelli sia contrario ai Gesuiti. Li riconosce utili, e però li brama. A coprire il posto di teologo nella S. Penitenzieria, egli stesso ha cercato e cerca un loro individuo.

Andrà forse nunzio in Moscovia mgor Della Genga. È stato chiesto espressamente dalla imperial corte questo ministro della Santa Sede, il quale avrà quella medesima rappresentanza che ebbero Archetti e Litta, cioè sarà un nunzio straordinario. Qualora la corte di Vienna si dolesse di questa destinazione, dovrò fargli intendere ch'essa è, come ho già detto, straordinaria.

Vanno ad essere inevitabili le secolarizzazioni in Germania. È impegno della Santa Sede, che gli elettori ecclesiastici non perdano la loro sussistenza quando anche abbiano a perdere

una gran parte de' loro stati. In ciò conviene la corte di Vienna, a cui dee premere che non si accresca il numero degli elettori eretici, con sicurezza che la corona imperiale uscirebbe dalla casa di Austria. Dovrò far quanto più posso per ottenere la riunione degli ordini, lo stabilimento dei seminari, la libertà della sana dottrina. Poco vi è da sperare dagli uomini.

Proposizione di Bonaparte. — La Francia purchè estenda il suo governo sino alle Alpi, che le formano il confin naturale, non è molto sollecita di dividere l'Italia piuttosto in un modo che in un altro. S. Em. mi parlò molto a lungo della sua missione in Francia. Mi disse la pena somma, e le angustie sofferte nel negoziare con chi non tiene parola dopo le conferenze, e si fa lecito di cambiarle sempre a capriccio fino al punto della sottoscrizione. Si trattò molto di religione, e poco di stabilimenti temporali, e di questi dopo la conclusione degli affari di religione. E su tali affari moltissime furono le difficoltà, e intralciate per modo che dopo tanti mesi di trattativa con M^{or} Spina e il governo francese, e dopo replicati congressi del cardinale, in una conferenza di venti ore si ruppe affatto tra il cardinale stesso e Bonaparte. Si riassunse però il discorso dopo i 14 luglio, e riuscì finalmente di accomodare alla meglio le cose sugli ultimi momenti di un congresso di dodici ore. Grandi sono stati i sacrifici. Si è combinata una bolla per la nuova circoscrizione delle diocesi. In essa si lodavano i vescovi, e diceasi che Bonaparte desiderava di accomodare gli affari di religione: pochi giorni sono, vennero due corrieri da Parigi, perchè si depennassero gli elogi, e si cambiassero il « cupere se » col « gratum sibi fore »¹. Il solo Bonaparte ha voluto questo accomodamento: gli altri ministri del governo francese non lo volevano.

Una verità da dirsi, e a Vienna e altrove, è che Roma nello stato attuale e senza le sue provincie, manca di forze a sostenersi economicamente. Ha, di soli frutti di luoghi di monte, da pagarsi ogni anno 1,800,000 scudi. Aggiungansi gli immensi debiti delle comunità. E meno politicamente può sussistere, non avendo con che provvedere i cardinali.

(Arch. du Vatican).

¹ Voir t. III, p. 314.

949. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 30 vendémiaire an X (22 octobre 1801).

Le bref par lequel le Pape a demandé aux évêques de France leur démission, a été publié en Angleterre par extraits, mais de manière à faire croire que c'était l'original entier. Dans cet extrait, il manque des phrases honnêtes et paternelles, qui éloignent toute idée de dureté, de despotisme de la part du Pape. Le bref, par extraits, a été publié sur toutes les gazettes de l'Europe. Nos théologiens, nos docteurs dans l'étranger, qui l'ont jugé comme s'il était dans son entier, s'en sont plaints hautement, et cela a occasionné ici un peu de rumeur parmi les prêtres. Pour remédier à de tels inconvénients, le cardinal Consalvi vient de faire publier en entier le susdit bref sur la gazette de Rome.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

950. — Consalvi à Caprara.

Roma, 21 ottobre 1801.

Non mi è giunta ancora alcuna lettera di V. Em. da Parigi, sebbene si sappia che vi arrivò il dì 4; e sto aspettando con la più grande ansietà, sì per aver nuove del suo stato a cui tanto s'interessa il Santo Padre (e V. Em. non dubita certo dell'interesse che vi prendo io), sì per avere lo sfogo degli affari pendenti.

A maggior cautela, accludo a V. Em. il duplicato del dispaccio del dì 17 del corrente, che le inviai con la posta di Genova, sabato scorso. Unisco ancora il biglietto delle poche nuove nostre, e finalmente unisco altri fogli, ai quali mi riporto, per lume dell' Em. V.

Siamo in una vera costernazione per l'immenso danno (sia per la enorme spesa, sia per la fisica mancanza delle sussistenze in sì carestoso anno) a cui andiamo incontro, per il passaggio dei diciotto mila uomini, che vanno a retrocedere da Napoli in seguito della pace fatta in Londra. Bisogna che V. Em. procuri di far ciò intendere a codesto governo, cui ne ha

scritto anche M. Cacault¹, e di diminuirlo nella miglior maniera possibile. Bisogna almeno ottenere che le due spese delle sussistenze, e delle vetture e trasporti, si facciano dal governo francese, mentre restando a nostro carico quello degli alloggi, fuoco, lumi e altri articoli analoghi, si resta con un carico gravissimo, e superiore, anche senza altro di aggiunta, alle forze affatto esinanite dello Stato.

Prego l'Em. V., quando le si apra un adito opportuno, di ricordare il mio profondo ossequio al Primo Console. E la prego ancora dei miei rispetti sia complimenti al ministro delle relazioni estere, e a quello dell' interno, non che dei miei affettuosi saluti a Mgr arcivescovo di Corinto, e al P. Caselli, e al sig. abbate Bernier; e rinnovando all' Em. V. etc.².

(Arch. du Vatican).

951. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 24 octobre 1801.

La joie que la nouvelle de la paix entre l'Angleterre et la France avait répandue généralement, a diminué sensiblement depuis qu'on sait (ce qui d'ailleurs n'était que trop à prévoir) que les articles signés à Londres ne sont que des simples préliminaires de paix, et surtout depuis qu'on connaît le texte desdits préliminaires, qui laissent à la merci des Français même le midi de l'Italie jusqu'à la rédaction du traité définitif, et qui ne laissent rien entrevoir sur le sort du reste de l'Italie. Le Pape n'en a pas

¹ Il y a effectivement une dépêche de Cacault, du 24 octobre (29 vendém.). Cacault dit avoir été informé par Murat que sur les 300,000 fr. encaissés à Milan pour la garnison d'Ancône, la moitié était afférente à la solde, et l'autre moitié aux subsistances. Sur ces 150,000 fr. réservés pour les subsistances, Consalvi réclame environ 90.000 fr. avancés pour le mois de fructidor et les jours complémentaires : quand le cardinal aura réglé ses avances pour le mois de vendémiaire qui finit, on voit qu'il ne restera plus aucun fonds spécial à Milan, dans la caisse de l'armée, pour rembourser les subsistances. Quant au passage des troupes revenant du royaume de Naples, Cacault se borne à dire : « Il naîtra encore d'autres dépenses à chaque mouvement de troupes ; mais elles resteront pour les transports, voitures, etc., à la charge du S. Siège. »

² Une autre dépêche du 24 octobre, écrite au moment du départ de la poste, avertit Caprara de l'arrivée des dépêches qu'il avait confiées à un courrier envoyé par Azara à Florence.

moins ordonné, pour fêter cette paix, une illumination générale pour ce soir et pour demain au soir, et même des prières publiques pour remercier Dieu. La lettre par laquelle le Premier Consul a donné connaissance directement au Saint-Père de la paix conclue avec l'Angleterre, la Russie, le Portugal et la Porte, a suggéré à Sa Sainteté l'idée de fêter publiquement cet événement; ce qui n'est nullement conforme aux anciens usages du Saint-Siège, qui ne prenait jamais aucune part publique aux affaires entre des puissances non catholiques.

L'accueil flatteur qu'a reçu à Paris le légat apostolique, et la bonne tournure que les affaires de la religion prennent (à ce qu'on dit ici) en France, où tous les évêques ont donné leur démission d'après le bref du Pape, tandis que des dix-huit évêques français qui sont réfugiés en Angleterre cinq seulement l'ont donnée et les treize autres l'ont refusée, confirme plus que jamais la cour de Rome dans le système de cajoler les Français; ce qui n'empêche pourtant pas que les commissaires de l'armée française ne pèsent toujours très sensiblement pas leurs gaspillages sur l'Etat du Pape. Le Premier Consul a décrété, il y a quelques semaines, et a même effectué l'envoi en Italie de 300,000 fr. pour rembourser le Pape des dépenses occasionnées dans ses Etats par le séjour des troupes françaises, qui devraient dorénavant être défrayées entièrement à la charge de la République française. Mais, outre que la dite somme a été retenue jusqu'ici sous différents prétextes par le général en chef Murat dans la caisse militaire à Milan, les commissaires français qui sont à Ancône viennent de déclarer que, vu l'embarras qu'ils ont éprouvé pour l'achat des provisions nécessaires pour les troupes, ils exigent que le gouvernement du Pape se charge, comme ci-devant, entièrement du soin de les entretenir: bien entendu que toutes les sommes que le Pape avancera pour cela, seront exactement remboursées par les caisses militaires françaises. L'expérience du passé n'inspire pas aux ministres du Pape une grande confiance sur l'exactitude du remboursement qu'on promet; et, en attendant, on finit d'épuiser les ressources de ce pauvre Etat, pour faire face aux besoins des troupes françaises.

Le duc Braschi est arrivé de Paris, et, très content d'avoir été

remis en possession de tous ses biens, il est le panégyriste de Bonaparte ¹.

(Arch. de Vienne).

952. — Le Pape au P. Consul.

Roma, 24 ottobre 1801.

Carissime in Christo fili, salutem et apostolicam benedictionem.

Noi vi facemmo già conoscere, colla nostra lettera dei 14 del corrente mese, il nostro contento per la pace conchiusa coll'Inghilterra. Abbiamo ricevuta, con particolare sensibilità alla vostra attenzione per noi, la notizia che ci date di quella conchiusa colla Russia, il Portogallo, e la Porta Grande, e la vostra soddisfazione in vedere ristabilita la buona armonia fra tutte le potenze d'Europa; e lo rileviamo con ammirazione e stima della vostra saviezza. Noi rendiamo grazie alla divina Provvidenza di sì felice avvenimento, che fa cessare i mali che hanno oppresso sì lungamente l'umanità, e agevola i più prosperi successi per il bene della religione. Abbiamo ordinato che si diano pubbliche dimostrazioni di gioia, unitamente alle azioni di grazie all'Altissimo, riserbando il solenne *Te Deum* nella chiesa di S. Pietro per celebrare la convenzione ecclesiastica felicemente stabilita colla Francia, quando a voi piacerà di pubblicarla; ciò che affrettano i nostri più ardenti voti. Noi ci rallegriamo con voi delle virtuose e grandi azioni, colle quali vi distinguete, e che ridondano in felicità degli uomini, ed in vantaggio e gloria della religione.

Risguardo all'affare di Malta, in cui voi ci dimostrate il vostro desiderio che noi intervenghiamo presso le diverse corti d'Europa per la riorganizzazione dell'Ordine, a cui Malta va a rendersi, il voto del nostro cuore è uniforme alle vostre viste per il ristabilimento di quest'Ordine a tenore de' suoi statuti. Noi sicuramente non possiamo concorrerci, che nella maniera che è propria del capo della religione cattolica. In questo senso noi abbiamo fatto rispondere sopra di ciò, non meno in Russia che

¹ « Le duc Braschi est à Rome, enchanté de la justice qu'il a obtenue du P. Consul et de tout ce qu'il a vu à Paris » (dép. de Cacault, du 26 vendém.: 18 octob.).

in Spagna. Abbiamo ordinato al nostro segretario di stato di farvi conoscere più in dettaglio, così per mezzo del cardinal legato che del vostro ministro qui residente, ciò che recentemente ha avuto luogo su questa materia, e quali sieno le nostre intenzioni. Noi non siamo finora molto in grado d'intervenire con successo in questo affare, in cui sì forte ostacolo presenta da una parte la Spagna, la quale non ottenendo la separazione richiestaci, si oppone ad ogni misura tendente a dare all'Ordine un capo, e in cui dall'altra parte diverse potenze cattoliche si trovano già incamminate con altre direzioni. Non pertanto noi faremo dal canto nostro tutti gli sforzi possibili per ben riuscire e conciliare i discordi pareri, e ci lusinghiamo che la felice combinazione della pace generale ne agevolerà il conseguimento.

Quanto all' affare di Benevento e Ponte Corvo, di cui ci parlate, offerendoci cortesemente di fare dei passi per farcene ottenere la restituzione, egli è vero che S. M. Siciliana, dopo aver occupati quei due piccoli stati, nel renderli alla S. Sede non lo fece che parzialmente. Esiste la dichiarazione fatta da S. M. con pubblico editto, in cui esprime di renderci la sovranità utile, riserbando a sè l'alto dominio, per cui la S. Sede viene ad essere feudataria del re relativamente a questa parte di stato, quando al contrario il ben conosciuto dritto della China, (la cui prestazione si è fatta cessare da pochi anni in quà), dimostra come il re delle Due Sicilie è feudatario della S. Sede per tutto il regno. Egli è anche vero, che colla riserva dell'alto dominio si è stabilito dal re un presidio militare, e vi si fanno le nuove leve, e vi si esercitano altri dritti sovrani, incompatibili colla libera sovranità nostra. Sebbene le rappresentanze da noi fatte senza interruzione contro tutto questo, non abbiano finora avuto un felice successo, pure non sappiamo perdere la speranza che possano averlo nel rinnovarle che facciamo a S. M. Siciliana. Noi conosciamo il vantaggio che può recarci il profitto delle cortesie offerte della vostra mediazione, perchè Benevento e Ponte Corvo ci sieno renduti in modo che ne godiamo la piena sovranità, come si godeva dai nostri predecessori. Ma egli è sì fisso nel nostro cuore di conservare coi sovrani la buona armonia, e di evitare ogni possibile cagione di dispiacere, che per scansare il disgusto di quei monarchi, i quali per la loro parentela

con S. M. Siciliana potrebbero trovar male, che non ci fossimo diretti ad essi per ottenere questa giustizia da S. M. Siciliana, e per scansare anche il disgusto di questo monarca quasichè noi avessimo voluto costringerlo con una mediazione imponente, noi dobbiamo dirvi col solito candore del nostro cuore, che volendo voi così cortesemente offerirci la vostra mediazione, ci fareste un più gran piacere di agire in questo affare in modo che si conoscesse, che è di vostro proprio moto che prendete gentilmente interesse a nostro vantaggio.

Noi vi ringraziamo della maniera obbligente, con cui volete entrare anche nel dettaglio della sicurezza necessaria alla conservazione del nostro Stato, sprovveduto dei mezzi di forza. Seguiremo il vostro suggerimento, aumentando le nostre truppe, e specialmente per presidiare Ancona. Voi sapete come ci mancano i mezzi di mantenerle; ma essi nasceranno, lo speriamo, in conseguenza della pace e degli effetti del vostro attaccamento alla S. Sede, e della vostra amicizia per la nostra persona. Malgrado la nostra gran povertà, voi vedete che noi diamo agli acquirenti dei beni detti nazionali il quarto del valore da essi realmente pagato, senza fare attenzione che in Napoli, Venezia, ed altri stati, questi contratti sono rimasti annientati senza alcuna indennizzazione. Eppure voi conoscete qual differenza passi fra i carichi sopportati dal nostro Stato, durante il corso di tutta questa guerra, con quelli sopportati dagli nostri vicini; e conoscete ancora qual differenza passi nel risultato di questa guerra medesima, per cui ci troviamo privi delle tre Legazioni (oltre gli stati di Avignone e Carpentras), le quali erano le sole ricche e floride provincie che formavano la metà del nostro Stato.

Noi ne imploriamo con piena fiducia in voi la restituzione. Dovremo noi temere, che voi vogliate trattarci meno bene degli altri principi, ai quali accordate le indennizzazioni? Dovremo noi temere da voi, che il risultato di questa guerra (che non avrà fatto perdere un palmo di terreno alla Maestà del re di Napoli, nostro vicino) sarà così fatale per questa S. Sede, da farle perdere la metà dei suoi domini e della miglior natura? Noi vi pregheremo ancora di riflettere alla condotta che questa S. Sede ha tenuta verso la Francia; mentre nè sotto il nostro antecessore ha voluto

mai procedere a passi, ai quali non le mancarono inviti, limitandosi alla sola difesa contro un' aggressione in allora determinata ; nè sotto il nostro governo possiamo dubitare che vi abbia data cagione alcuna di dispiacere, riportandoci alla vostra stessa testimonianza intorno alla nostra maniera di agire presso di voi. Finalmente vi pregheremo di riflettere alla assoluta impossibilità, che questa sovranità del nostro principato possa sussistere così come si trova, oppressa di immensi carichi, priva quasi interamente di quei sussidi, coi quali in addietro si contribuiva dall'estero al mantenimento e al decoro del capo della religione, e rimasta con poche provincie e le più misere (se se ne tragga la Marca), di gran lunga inferiori a provvedere ai suoi più stretti bisogni. Noi vi diremo soltanto, che il solo provvedere a quasi settanta cardinali (pochi essendo quelli, ai quali come nazionali si provveda dall'estero), e il provvedere alla prelatura per i dispendiosi impieghi (trovandoci perciò nel più grande imbarazzo in ritrovare i soggetti da inviare nelle nunziature), ci mette nella più grande costernazione : mentre perdute le abbazie nell'estero, le pochissime e scarsissime esistenti nelle poche provincie rimasteci (giacchè le migliori esistono nelle tre Legazioni), sono immensamente al di sotto di sì gravi bisogni. Noi imploriamo dunque dal vostro magnanimo, savio e giusto animo la restituzione delle tre Legazioni, e un compenso della perdita di Avignone e Carpentras, che già decretò la stessa Assemblea Costituente; e non dubitiamo che secondo anche le lusinghiere espressioni, che ci avete fatte giungere all'orecchio, emulerete nella gloria di benefattore della S. Sede gli antichi reggitori della Francia, ai quali essa tanto deve, come con riconoscenza ci facciamo un dovere di rammentare.

Noi abbiamo molto motivo di lodarci della condotta de' Francesi in Roma, e specialmente dell' ottimo ministro Cacault, così attaccato a voi e all' onore della nazione, e così animato del vostro spirito.

Noi non vogliamo, o carissimo figlio nostro, più lungamente trattenervi con questa nostra lettera, da noi dettata per risparmiarci la pena del nostro poco felice carattere ; onde raccomandandovi di nuovo il grande interesse della religione, restiamo

affettuosamente con darvi di tutto il cuore la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 24 octobris 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. nat., AF IV 1694)¹.

953. — Consalvi à Caprara.

Roma, 24 ottobre 1801.

Circa la bolla della nuova circoscrizione, ben ha detto V. Em. che non era possibile di farla senza aver prima i consensi dei vescovi che perdono le porzioni delle loro diocesi, e di quelli che si dimettono. Qui abbiamo avuta la dimissione, nei più edificanti termini, dei vescovi di Senez, Apt, Carpentras, e Vence². È giunta ancora quella del vescovo di Lavaur in Firenze³.

¹ La traduction de cette pièce a été donnée par Artaud (*Hist. de Pie VII*, t. I, p. 190); le texte italien par Theiner (t. II, pièce n° XXXIII), qui prétend à tort l'avoir trouvé aux Aff. étr. — Il est du reste à remarquer que Theiner se trompe souvent dans l'indication des sources.

² La démission de l'évêque de Vence a été donnée à Venise, le 17 octobre (Theiner, *Doc. inéd.*, t. II, p. 354). Elle est mentionnée au Moniteur du 15 novembre, avec celle de l'évêque de Lavaur.

³ L'évêque de Lavaur, réfugié à Florence, a remis sa démission vers le 20 octobre, mais en l'accompagnant de réflexions, aussi peu respectueuses que celles adressées au Pape par les évêques non-démissionnaires (voir le texte dans d'Auribeau, *Extrait*, t. II, p. 668). En envoyant le 20 octobre cette pièce regrettable, Mgr Caleppi, alors au moment de quitter Florence, écrivait à Consalvi: « ... l'amaro comparisce nella sua risposta, che credo certamente minutata dal suo abbate de Saussol... Ciò non ostante ho creduto di dover trattar l'affare colla massima tranquillità, procurando massimamente di impedire qualunque esterior dimostrazione di contradizione, come l'Em. V. potrà rilevare dal fatto seguente. Era appena arrivato Mgr de Gregorio [successeur de Caleppi], che sopravvenuto M. Clarke, l'ambasciatore di Francia, ci disse con qualche commozione di aver saputo, che i vescovi qui dimoranti ricusavano di dare la loro dimissione, e che unitamente ai preti emigrati parlavano contro il breve di S. Santità. Su di che, temendo io che l'ambasciatore dar potesse qualche passo contro di essi... cercai di calmarlo, assicurandolo che io mi sarei incaricato di avvertirli, se mai alcuno vi fosse stato che ne avesse avuto bisogno. Essendosi egli dimostrato persuaso di ciò, non mancaio io di farne una parte amichevole al vescovo di Lavaur, facendogli sentire quanto importasse alla tranquillità sua, e degli emigrati, il non irritare il governo francese; attenzione alla quale si dimostrò egli sensibilissimo, e vengo assicurato che la loro amarezza sia anche cessata, almeno all'esterno... » (Arch. du Vatican).

Sua Santità ha commendato moltissimo ciò che V. Em. disse al Primo Console sulle nuove nomine degli intrusi. Essi non gli si dimostrano certamente come i vescovi legittimi, i quali, da pochi in fuori, sono sì pronti alle dimissioni, e forse si vinceranno presto anche i pochi renitenti. Se gli intrusi hanno la stima dei popoli, non sa comprendere il Santo Padre, come nemmeno possono compire al Primo Console atti a far nascere, e sostenere la buona corrispondenza fra il popolo ad essi commesso ed il governo. Il Santo Padre riposa molto nel Primo Console, e nei lumi di V. Em. per ben assicurare questo punto.

Quanto ai vescovi renitenti alla dimissione, Sua Santità non mancherà di star saldo nelle risoluzioni prese. Procurerà di convincerli del loro torto ; ma ciò non tratterrà le conseguenze delle massime fissate.

(Arch. du Vatican).

954. — Consalvi à Caprara.

Roma, 24 ottobre 1801.

Sua Santità m'impone di far sapere all' Em. V., che immaginando che Mgor Spina abbia ormai avuto tutto il campo di pienamente informare l' Em. V. di quanto è passato per le sue manichè è in Francia, e così metterla a portata di ben conoscere gli affari, e ravvisando perciò inutile la sua dimora in Parigi, è autorizzata V. Em. a dirgli, chè può tornare quando ella vuole, e col di Lei permesso ¹. Se tornando porterà seco il corpo del pontefice Pio VI, può immaginare l'Em. V. quale ne sarà la

¹ En envoyant, le 24 octobre, le même avis à Talleyrand, Cacault se montrait préoccupé du sort de Spina, qui allait être élevé au cardinalat, mais peut-être sans les moyens de soutenir cette dignité. Le 4 novembre, Cacault devait préciser sa pensée. « J'ai toujours pensé, écrivait-il alors, que le P. Consul aimerait à donner à Mgor Spina un témoignage particulier de satisfaction... Mgor Spina est ligurien, et l'archevêché de Gênes est vacant, pour ainsi dire, puisque le titulaire actuel est en enfance. L'archevêché est conduit par un grand-vicaire : il serait à propos qu'on nommât un coadjuteur, et Mgor Spina pourrait le devenir. Je n'ai communiqué cette idée, ni à S. S., ni au secrétaire d'Etat ; mais je pense qu'il serait peut-être avantageux que nous eussions, par la suite, à Gênes un archevêque du caractère de Mgor Spina... »

soddisfazione del Santo Padre, che non dubita di giungere ad averlo, dopo le graziose assicurazioni datene dal Primo Console¹.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

955. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18 vendémiaire (10 octobre), en m'adressant celle que le Premier Consul a écrite à Sa Sainteté, pour la lui rendre sans délai, et par laquelle vous m'ordonnez de faire partir un courrier extraordinaire aussitôt que j'aurai reçu la réponse du Saint-Père. J'ai rempli vos ordres. J'ai présenté et remis au Pape la lettre du Premier Consul, et aussitôt que le cardinal secrétaire d'Etat m'a fait savoir que la réponse du Saint-Père était faite, j'ai expédié un courrier extraordinaire pour la porter. Mais, comme il est d'usage que les lettres du Pape soient présentées par le légat ou le nonce, la réponse dont il s'agit a été mise dans le paquet de la cour pour le cardinal légat. Mon courrier porte au cardinal ce paquet, et par conséquent la réponse du Pape. Le cardinal s'empressera de la présenter au Premier Consul.

Le Pape m'a témoigné une véritable sensibilité à l'attention, que le premier Consul a eue, de lui annoncer lui-même que la France avait fait la paix avec tous ses ennemis. Le Saint-Père en a marqué une joie très vive. On remarque que sa santé va mieux,

¹ Consalvi a écrit plusieurs autres dépêches, le même jour : 1^o Il félicite Caprara de son arrivée et accuse réception de ses dépêches nos 1 et 2. — 2^o Il explique que si le Pape, dans les fêtes pour la paix, n'a pas fait chanter le *Te Deum*, c'est que cet hymne est réservé pour la publication du concordat. — 3^o Il revient sur les avances faites par les caisses pontificales à la garnison française d'Ancone. — 4^o Il envoie l'édit sur les biens nationaux romains, et justifie des mesures particulières à l'égard des aliénations faites par la Cisalpine à Pesaro. — 5^o Il se plaint de l'Espagne, qui a fait remettre deux notes, l'une pour réduire le nonce aux simples fonctions d'ambassadeur, l'autre pour attribuer aux évêques presque toutes les facultés exercées à Rome par les congrégations. — 6^o Il se plaint du mauvais effet qu'a produit une publicité infidèle du bref sur la démission des évêques. — 7^o Il annonce le prochain envoi d'un bref adressé aux évêques démissionnaires, et de félicitations pour l'évêque de Maçon, que le Légat pourra, s'il le juge à propos, charger d'absoudre l'intrus Charrier de la Roche (Arch. du Vatican).

depuis que nous ne cessons pas de lui donner de bonnes nouvelles. J'admire comme le Premier Consul songe à tout, même à caresser à propos.

Le Pape m'a recommandé de vous faire connaître et de vous assurer qu'il travaillerait avec zèle à la réconciliation des esprits, par laquelle les avantages de la paix seront consommés. Le cardinal Consalvi est enchanté : nos succès sont aujourd'hui les siens. Sa fortune est liée, depuis son voyage à Paris, à celle de la République française.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

956. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 2 brumaire an X (24 octobre 1801).

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint l'édit du Pape¹, qui règle définitivement ce qui concerne les biens nationaux, vendus à Rome soit par les commissaires français, soit par la République romaine. Il sera tenu compte du quart du prix effectif déboursé par les acheteurs, à tous les propriétaires, soit français, soit italiens. Quant à tous les autres crédits de la République romaine, en obligations, bons, billets, etc., il n'en sera reconnu aucun : ces effets et crédits deviennent nuls.

A Venise et à Naples, où des biens nationaux ont été vendus, on les a repris sans indemnité pour personne ; et, à l'égard des autres crédits, ils ont été également anéantis.

Ce sont des coups terribles qui ont frappé les habitants de tous les pays, par suite de la guerre la plus violente, et des troubles qui en sont résultés. Mon devoir est de faire respecter le Pape et ses lois par les Français que leurs affaires ont appelés dans l'Etat ecclésiastique, tout autant que si ce souverain avait quatre cent mille hommes de troupes. Ainsi, je ne souffrirai pas que personne s'écarte de la voie régulière, soit pour faire parvenir au gouvernement romain ses représentations, soit pour vous les adresser. J'espère que personne ne sera tenté de sortir des mesures prescrites aux réclamations...²

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

¹ Cet édit est du 24 octobre.

² Dans une dépêche précédente, du 26 vendém. (18 octobre), Cacault avait déjà expliqué avec force que le Pape ne pouvait reconnaître « les crédits... créés..

957. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 6 brumaire an X (28 octobre 1801).

Je profite du passage de votre courrier extraordinaire, allant de Naples à Paris, pour vous mander en hâte au sujet de Benevento et Ponte Corvo, que j'ai lu les représentations de la part du Pape adressées au roi de Naples pour obtenir la pleine et libre restitution de ces deux Etats, sans réserve aucune, de la manière dont le Saint-Siège les a possédés paisiblement avant les catastrophes de la dernière guerre ; observant qu'une innovation quelconque à l'égard de la souveraineté de ces deux Etats, serait injuste et au désavantage du Saint-Siège, contraire à la volonté du roi exprimée dans sa dépêche du 7 octobre 1800, et dans les lettres du général Acton des mois de juin et d'août même année, par lesquelles S. M. et son ministre déclarèrent ne vouloir tirer aucun avantage des circonstances d'alors...

Les nouvelles circonstances de la paix générale autorisent le Pape à réclamer la souveraineté de Benevento et de Ponte Corvo, avec plus de force et de raison. Cela a fait changer la forme de la note proposée par son ministre ; ce qui prolonge la rédaction

sans mesure dans un temps où chacun éludait de payer, et agissait pour tirer parti du moment... On a payé en argent le moins possible ; on a fait parvenir au Museum le moins possible ; mais tout est arrivé pour les particuliers habiles.. La plupart sont des hommes qui n'étaient pas militaires, qui n'avaient rien, et qui n'ont rien encore parce qu'ils mangent tout à mesure. D'autres, quoique enrichis par les événements, dont ils se plaignent, veulent encore augmenter leur fortune en recouvrant tout ce qui avait été acquis dans le pillage. On a enlevé une fois le feu Pape, et on l'a dépouillé de tout, jusqu'à ses pantoufles. Rome a été très longtemps en proie à ce qu'on a voulu faire. Il en résulte de tous côtés ici des établissements ruinés, des édifices, et notamment ceux de fondation française comme la Trinité du Mont et autres, sans portes ni fenêtres et s'écroulant de toutes parts. Cependant, quand il s'agit du Pape, on croit ne pouvoir exiger jamais assez, et qu'il y a toujours moyen de puiser dans une source tarie... » Dans un autre passage. Cacault ajoutait : « Le gouvernement romain ne peut entretenir aujourd'hui plus de 1.200 hommes de troupes, et il lui en faudrait au moins 4.000 pour assurer la tranquillité de son intérieur. Le Pape vit comme un moine, et ne dépense rien pour sa personne. Cependant les gages de tous les officiers d'administration sont arriérés. La misère du bas peuple, les figures hâves qu'on voit partout font pitié... » ; misère, du reste, qui n'était pas seulement l'œuvre des Français, mais aussi celle des troupes ennemies qui avaient occupé l'Etat romain après eux.

définitive¹. Le cardinal Consalvi m'a chargé de vous dire qu'il s'en référerait à cet égard à la réponse du Pape au Premier Consul.

Je pense que jamais il n'y aura d'intelligence et de bonne harmonie entre la France et Naples, pas plus qu'entre Naples, l'Espagne et le Saint-Siège, tant que M. le général Acton continuera de régner. Il a 70 ans, et il se porte mieux que jamais. Si on le laisse en place, les sujets de S. M. Sicilienne seront malheureux encore bien longtemps, et cette extrémité de l'Italie continuera d'être une source de tracasseries et d'inquiétudes.

Mgor Spina vous aura donné connaissance de l'écrit publié à Londres par les évêques français qui ont refusé leur démission. Jamais il n'a été fait une convention, aussi essentielle que celle entre la France et le Saint-Siège, par des moyens plus purs et aussi honnêtes. Il est inique de calomnier le Pape, son ministre et même le Premier Consul, d'une manière aussi révoltante. Je vois, par la manière dont Mgor Erskine écrit au sujet de cette affaire, qu'on ne doit pas se défier de lui, et qu'il marche droit au but que le Pape et le Premier Consul veulent atteindre...

Je joins ici une dépêche du cardinal Consalvi pour le cardinal légat Caprara...²

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

958. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 31 octobre 1801.

On sait à cette heure positivement que les marques de joie, qu'on a données ici à l'occasion de la signature des préliminaires entre l'Angleterre et la France, bien loin d'être spontanées, ont été à peu près commandées par M. Cacault, qui fit des plaintes

¹ Cacault, informé que Consalvi travaillait à cette pièce, en avait fait demander une communication secrète, pour l'adresser au P. Consul (dép. du 2 brumaire : 24 octobre). — La note pontificale, inspirée par l'annonce des préliminaires de Londres, énumérait tous les griefs au sujet de cette affaire. Elle a été remise à Ruffo le 6 novembre. En outre le 8, Consalvi s'est plaint à ce cardinal d'une nouvelle entreprise du commandant militaire napolitain à Bénévent (Arch. du Vatican).

² Dans un P. S., Cacault, parlant des prétentions ecclésiastiques de l'Espagne, termine ainsi : « Je veille avec une particulière attention à ce qui concerne l'Ordre de Malte : le reste ne nous intéresse pas. »

au secrétaire d'Etat sur ce que le Pape ne donnait aucune marque publique de prendre part à la paix entre la France et l'Angleterre, tandis que les autres gouvernements s'empressaient à fêter de toute manière un événement si heureux. Le ministre de France aurait souhaité qu'on chantât dans la chapelle du Pape, à cette occasion, un *Te Deum* ; mais comme le Saint-Siège ne prend ordinairement [point] part aux traités de paix surtout entre des puissances acatholiques, le cardinal Consalvi a décliné cette demande, et on s'est borné à des illuminations et à une messe dans les paroisses *pro gratiarum actione*.

Quelqu'embarrassante qu'ait pu être pour le Pape l'instance de M. Cacaault relativement aux fêtes pour la paix, celle que le même ministre a faite pour que, sur la bonne foi d'en avoir dans un temps le remboursement, le gouvernement d'Ancône fournisse aux troupes françaises les sommes nécessaires, a été bien plus douloureuse ; et, après des grands débats, il a fallu envoyer d'ici à Ancône 29,000 écus en espèces, qui apparemment n'assouviront que pour quelques semaines la faim toujours dévorante des commissaires militaires français. Une condescendance qui coûte tant au Pape, d'ailleurs très dépourvu de moyens pécuniaires, lui a été peut-être suggérée par celle que le gouvernement français a eue à son tour, de ne pas appuyer par sa protection les acheteurs des biens nationaux dans l'Etat ecclésiastique, et de se contenter que lesdits biens soient tous rendus aux anciens propriétaires, sans d'autre charge que de rembourser les possesseurs actuels du quart de la somme, que les acheteurs ont réellement déboursée pour le premier achat...

(Arch. de Vienne).

959. — Consalvi à Caprara.

(en chiffres)

Roma, 31 ottobre 1801.

Non ho che aggiungere a quanto ho scritto a V. Em. con la mia dei 24 del corrente, inviata sono già quattro giorni con un corriere francese straordinario, sul proposito dei beni nazionali¹.

¹ Voir p. 231, note 1. — Le 29, Consalvi avait écrit à Caprara : « Dopo le lettere di V. Em. da Parigi, segnate n° 1 e 2, niente altro mi è giunto dalla sua parte; onde niente altro mi resta da aggiungere al molto che ho scritto a V. Em. con il mio piego dei 24 di ottobre, inviato per mezzo del corriere straordinario.. » Arch. du Vatican).

Non posso temere alcuna variazione nella massima concertata col Primo Console. Se per easo dispiacesse costà, che nell'editto si sia detto che gli acquirenti non hanno « un diritto », faccia riflettere che ciò non poteva omettersi. Pulitamente si doveva dir loro, che non si vuol dare che un quarto; oltre di che, o non bisognava fare editto (il quale è stato suggerito dal Primo Console), o facendolo, è chiaro che il Papa non poteva non dire almeno genericamente (come si è fatto) ciò che al suo carattere troppo essenzialmente conveniva.

Niun favorevole indizio abbiamo circa la sorte delle tre Legazioni, per le quali, non meno che per il compenso di Avignone, sono incessanti le cure di Sua Santità. Si vuol sperare, che o in articoli segreti della pace con l'Inghilterra, o al congresso di Amiens possa esser provveduto alla nostra sorte. V. Em. è sempre più pregata di ottenere dal Primo Console la effettuazione delle giuste brame del Santo Padre, tanto d'altronde necessaria perchè questo principato possa sussistere.

Si è avuto da Pietroburgo una nota, che la corte di Russia ha fatto passare a tutti i ministri in data dei 28 agosto, riguardante la elezione del gran maestro di Malta. Nostro Signore sta in attenzione di vedere quali misure si saranno concertate fra la Russia, la Francia, l'Inghilterra, la Spagna, nelle recenti rispettive paci, ed anche con la corte di Vienna, su tale oggetto che interessa tutte le potenze. Si acclude a V. Em. la copia di tale nota¹.

La renuenza dei tredici vescovi francesi residenti in Londra, non compreso l'eletto di Moulins (al quale niun dritto compete, come persona solamente designata, senza che nemmeno fosse eretto un tal vescovado), ha riempito di molta amarezza l'animo del Santo Padre. Essi hanno risposto collettivamente, e di più vi è una stampa da essi fatta imprimere in Londra, che sfigura il

¹ Le 31 octobre, Cacault a envoyé à Talleyrand une copie de la note russe du 28 août. « La cour de Rome, disait Cacault, ne peut regarder comme vacante la dignité du grand maître, dont le Pape seul pouvait accepter la démission. Celle que le grand maître Hompesch a donnée, pourrait autoriser S. S. à le destituer. Ces considérations jettent le Souverain Pontife dans un grand embarras à l'égard de la réponse à donner à la cour de Russie, à qui il est dû des ménagements. On retardera d'abord huit ou quinze jours le moment de répondre, espérant que ce délai amenera des lumières nouvelles ».

breve di Nostro Signore e pretende di provare la coazione, senza far distinzione della coazione delle persone, o delle cose. Questa stampa è piena di motivi temporali, che facilmente si possono confutare. Dice Nostro Signore, che tocca al Primo Console di smentire la loro scusa più forte per giustificare la opposizione, che ricavano dalle qualità dei successori che il Primo Console darà ad essi, è perciò esser sempre più necessario di non nominare gli intrusi, come V. Em. ben comprende.

(Arch. du Vatican).

960. — Consalvi à Caprara.

Roma, 4 novembre 1801.

Dopo ricevuti i fogli dell' Em. V. n° 1 e 2, che mi indicarono il suo felice arrivo in Parigi, e l'udienza avuta dal Primo Console, nè con corriere straordinario, nè per la via ordinaria ho più ricevuto alcuno altro suo dispaccio, onde sto sempre aspettando con ansietà...

Sua Santità gode buona salute. Sta assistendo alle cappelle di questi giorni, l'ultima delle quali sarà quella di domani.

Abbiamo notizie che anche il vescovo di Saint-Flour e quello di Fréjus danno la loro dimissione, sebbene non sia ancora giunta ufficialmente¹.

Sommo è il rammarico preso da Nostro Signore per la renuenza dei tredici vescovi residenti in Londra, ai quali senza diritto si è aggiunto il nominato al non ancora eretto vescovado di Moulins. Grande pure è il rammarico di Sua Santità per gli scritti che essi si sono permessi di pubblicare: e le loro più grandi invettive si appoggiano ai due punti, della violenza usata al Papa dal governo francese, di cui niente vi è di più falso, e della qualità dei successori che si nomineranno dal governo. Su questosecondo punto, che fa grandissimo chiasso fra i vescovi e i preti francesi (e che può dare grande alimento a questo incendio), Sua Santità si as-

¹ L'évêque de Fréjus, réfugié à Fiume sur le territoire autrichien, avait signé sa démission en blanc le 3 novembre, avant la réception du bref « Tam multa », et avait transmis cette pièce au card. Scotti, avec prière de faire remplir à Rome la formule qui manquait. — Pour l'évêque de St-Flour, émigré en Sicile à Palerme, voir la pièce n° 964. Les démissions de ces deux prélats sont mentionnées au Moniteur du 29 novembre.

sicura nella religione e saviezza del Primo Console, che non potrà non vedere quanto sia necessario togliere questo pretesto che giustifichi tal renuenza. Onde V. Em. non si dispenserà certamente dal fargli rimarcare, in nome di Sua Santità, una circospezione così necessaria al bene della religione e alla tranquillità della Francia, dove i popoli, che avessero dei vescovi da essi non stimati e privi della loro fiducia, non lascerebbero di rimanere attaccati ai vescovi non dimittenti, e la pubblica quiete potrebbe esserne compromessa.

Prego V. Em. dei miei saluti a Mgor Spina, al P. Caselli, e al sig. abbate Bernier, etc.

(Arch. du Vatican).

961. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 16 brumaire an X (7 novembre 1801).

J'ai l'honneur de vous envoyer la copie ci-jointe d'une lettre que je viens de recevoir du ministre des relations extérieures de la République cisalpine¹. L'union intime de ce nouvel Etat avec la France est trop notoire, pour que j'hésite à accepter d'agir au nom du gouvernement (dans le même esprit des instructions qui m'ont été données par vous), en tout ce qui me sera demandé; et je pense que le Pape, qui est très mécontent de la Cisalpine, agréera que les premières démarches pour le rétablissement de la bonne harmonie avec le Saint-Siège, soient faites par un ministre de France, au nom du gouvernement cisalpin. Je répondrai dans cet esprit au cit. Pancaldi; mais comme je n'ai pu voir encore ni le Pape, ni le secrétaire d'Etat sur cet objet, je différerai cette réponse jusqu'au prochain courrier.

Le ministre d'Espagne est ici en même temps ministre du roi

¹ « Le P. Consul, écrivait Pancaldi, agréerait bien que les relations diplomatiques entre la Rép. cisalpine et le S. Siège se rouvrirent incessamment. Le comité du gouvernement se serait hâté de correspondre à ce désir, qui lui a été lémoigné par la voie du ministre extraordinaire Pétiet, si la Rép. ne se trouvait presque à la veille de son organisation constitutionnelle, et si le gouvernement provisoire n'était dans la disposition de remettre le travail d'un plan diplomatique général, au gouvernement qui va s'asseoir à sa place... » En attendant, Cacault était prié de représenter la Cisalpine à Rome. (Cette lettre, datée de Milan le 26 octob., a été publiée par Theiner, t. II, p. 8).

d'Etrurie ; et cela en vertu de la confiance établie, sans lettres de créance particulières. J'écrirai donc au ministre des relations extérieures de la Cisalpine de ne pas songer à m'envoyer de lettres de créance. Dans tous les cas, je ne pourrais les accepter sans y être autorisé par mon gouvernement d'une manière expresse.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

962. — Consalvi à Caprara.

Roma, 7 novembre 1804.

Il Primo Console ha fatto intendere al governo cisalpino, che vuole che senza ritardo stabilisca la buona intelligenza ed i reciproci rapporti col Papa ; per il chè il detto governo ha incaricato dei suoi affari interinalmente M. Cacault, finchè, seguita la imminente sua nuova organizzazione, sia in grado di inviare un proprio ministro stabile. Questo fatto dimostra decisa la durezza di detta repubblica, e può solo lasciar qualche speranza sulla sua maggiore o minore estensione. Corrono in Bologna apertamente le voci della restituzione al Papa della Romagna, e non altro, anzi nemmeno di tutta la Romagna medesima. Non si sa qual fondamento abbiano tali voci.

Attendesi con impazienza dall' Em. V. la risposta se al congresso di Amiens intervengano anche altri ministri, oltre quei di Francia ed Inghilterra, e se in tal caso potrà andarvi Mgor Spina. Se ciò accade, converrà però sempre, che il medesimo vi si ponga in tal posizione da esimersi dal dover convenire sopra una restituzione parziale, cioè di una o due Legazioni. Il Santo Padre in linea di convenire non crede di poterlo fare, esigendo così il suo dovere che il suo interesse, che siegua la restituzione delle tre Legazioni, e il compenso di Avignone, a segno che se gli si volesse restituir parte, sotto la condizione di cedere il resto, si troverebbe nella necessità di non accettare. Ma liberato dall'obbligo di convenire, prenderà ciò che se gli darà, aspettando dalla Provvidenza il rindennizzamento futuro del resto. Però Mgor Spina dovrebbe star in Amiens, non come ministro a stipolare, ma come sollecitatore, come avvocato, come supplichevole.

Seguita il gran fracasso di quelli che vanno ad essere spo-

gliati dei così detti beni nazionali, e ad avere il quarto a tenore dell' editto. Essi sperano molto nei ricorsi fatti a Parigi e nelle false rappresentanze avanzate; ma Nostro Signore non teme alcuna variazione.

La corte di Spagna insiste sempre più sulla separazione totale delle Lingue di Malta, che Nostro Signore persiste egualmente in non accordarle, quanto è da lui. E la stessa corte insiste pure sulla totale separazione degli ordini dei Domenicani e Scolopi (e così degli altri successivamente), e sulla riduzione del nunzio a semplice ministro, e sulla abolizione totale rispetto alla segreteria della Dateria, segreteria dei Memoriali, e congregazioni tutte di Roma, con voler tutto delegato ai vescovi, e così ridurre la unione con Roma alla sola e nuda conferma delle nomine dei vescovi. È facile immaginare qual sia l'amarezza della situazione di Sua Santità in tal frangente, in cui l'insistenza è sì forte, quanto la di lui repugnanza, e che non può non finire in dispiacevoli risultati.

Anche dalla parte di Napoli si prepara questione, mentre avendo il re indotto l'arcivescovo alla rinunzia, già fa sentire di voler nominare il successore; ciò che rapporto alla chiesa di Napoli è di libero diritto della Santa Sede¹.

(Arch. du Vatican)².

¹ « L'abdication que la cour de Naples a conseillée efficacement au nonagénaire cardinal Capece Zurlo de faire de l'archevêché de Naples, sera un autre sujet de querelle entre les deux cours, vu que le cardinal dans son acte authentique de démission, renonce à sa dignité en faveur de celui que le Pape déclarera archev. de Naples *previa nominatione regia*, et que le choix de l'archev. de Naples a été jusqu'ici réservé toujours au S. Siège, qui a pourtant eu égard en toute occasion aux désirs du roi. » (Dép. de Ghisberi, du 24 novembre).

² Nous avons deux autres dépêches de Consalvi, du même jour (Arch. du Vatican). Dans l'une, il s'étonne de n'avoir reçu que les nos 1 et 2 de Caprara. Dans l'autre, il parle des démarches de la Cisalpine pour entrer en relations diplomatiques avec le S. Siège. « Su di tale oggetto si è risposto in voce a M. Cacciault, perchè in voce egli ne ha fatto l'apertura, che si vede con piacere che sia egli il destinato, e che volentierissimo si tratterà con lui, sebbene si conosca, che stando per cedere dal governo provvisorio il posto al governo stabile che va a mettersi in piedi dalla nuova costituzione del detto governo, non si formano in questo intervallo affari rilevanti da trattare. S. S., a riguardo dell'interesse che ci prende il P. Console, ha passato sopra alla condotta che cost nelle materie ecclesiastiche che nelle profane si tiene dal detto governo verso la

963. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 7 novembre 1801.

Tandis que la cour de Sardaigne, qui continue toujours son séjour à Naples ¹, est très affectée de ce qu'on lui laisse encore ignorer son sort, qui pourtant à cette heure doit être décidé par quelque article secret, ou du traité de paix conclu dernièrement à Paris entre la Russie et la France, ou des préliminaires de paix entre l'Angleterre et la France signés à Londres, les Romains croient d'apercevoir, à travers du voile qui couvre actuellement au midi de l'Italie le véritable état des négociations, une disposition favorable de la part du Premier Consul à rendre au Saint-Siège les deux légations de Romagne et de Bologne. Et le gouvernement même, s'il ne partage pas avec le public de si belles espérances dans toute leur étendue, se flatte du moins de pouvoir faire admettre au congrès d'Amiens un ministre du Pape, pour y réclamer les trois Légations; et on n'attend ici qu'une réponse du cardinal Caprara, qui a été chargé de sonder sur cela les intentions du Premier Consul, pour en venir au choix du négociateur, que la voix publique désigne dans la personne du prélat Caleppi, revenu depuis peu de Florence ², où il a résidé pendant longtemps auprès du général Murat et ensuite auprès du roi d'Etrurie, qui lui ont fait tous les deux des présents magnifiques.

Mais, quelle que puisse être la part que le gouvernement français permettra au Pape de prendre aux affaires majeures qu'on discutera à Amiens, il n'en est pas moins vrai que le Pre-

S. Sede, a differenza di ogni altro... » (Cf. la réponse de Cacault à Pancaldi, du 20 brum. : 11 novembre). A la fin de cette dépêche, Consalvi annonce aussi que la Cisalpine demande à rouvrir à Rome la poste particulière de Milan.

¹ « M. le duc de Chablais avec son épouse sont revenus à Rome... Le roi de Sardaigne et sa cour sont restés à Naples. C'est le roi d'Angleterre qui a toujours soutenu les dépenses de S. M. Sarde, par une pension de 20.000 piastres par mois... » (dép. de Cacault, du 26 vendém. : 18 octobre).

² Voir t. II, p. 44, note 1. — « ... Mgor Caleppi est revenu de Florence, où il a été remplacé par le nonce De Gregorio. Il nous a fait voir une tabatière enrichie de diamants qu'il a reçue du roi d'Etrurie, et une boîte d'or avec le portrait du général Murat, que ce général lui a envoyée de Milan par amitié. Mgor Caleppi se dispose à partir pour la nonciature du Portugal ... » (dép. de Cacault, du 13 brum. : 4 novembre).

mier Consul a actuellement pour Sa Sainteté des égards, qui contrastent trop avec tout ce que la France a fait souffrir au Saint-Père même dans le cours de cette année-ci, pour qu'on eût pu s'y attendre naturellement. Après l'arrangement que Bonaparte a sanctionné relativement aux biens dits nationaux, qui ont été aliénés dans l'État ecclésiastique du temps de la soi-disant République romaine, arrangement très favorable au Saint-Siège et qui a excité le plus vif ressentiment des acheteurs desdits biens, dont la plupart sont des Français et des Génois, on prétend que le gouvernement, sans doute d'après l'agrément du Premier Consul, va chasser de l'État ecclésiastique les révolutionnaires plus connus, qui y étaient rentrés à l'ombre de l'amnistie générale, exigée jadis par les Français pour tous ceux qui avaient suivi leur parti...

Un état de choses, si rassurant pour le Saint-Siège, a fini de déterminer le Saint-Père à faire la fonction dite du *Possesso*, qui seule manque encore à l'accomplissement des cérémonies d'usage à l'occasion d'un nouveau Pape; et le 22 du courant est le jour fixé pour cette fonction, qui, par sa magnificence, attirait jadis quantité d'étrangers à Rome, et cette fois-ci, par la simplicité qui est commandée dans les circonstances actuelles par le manque de moyens pécuniaires, sera plus dévote que bruyante.

Il s'en faut bien que le roi d'Etrurie soit aussi tranquille dans ses nouvelles possessions que le Pape l'est actuellement dans son État. Il est vrai que les troupes toscanes occupent actuellement presque toutes les forteresses, et sont même chargées de la police du pays; mais les Français sont toujours en Toscane¹ et pèsent toujours de même sur les habitants, moins par leur nombre que par leurs demandes. On s'attend à voir réunir bientôt au nouveau royaume d'Etrurie la ville de Lucques et son

¹ Le 25 sept., le P. Consul avait autorisé Murat à réduire à 6000 h. le corps français stationné en Toscane; puis le 18 octob., après la signature des préliminaires de Londres, il avait écrit au roi d'Etrurie: «... dès l'instant que V. M. aura un corps de troupes toscanes qui la mettront à même d'occuper les places fortes et d'assurer la police de son royaume, les troupes françaises pourront évacuer ses États » (*Corr. de Nap.*, nos 5768 et 5792). L'épuisement de la Toscane était tel, que le nouveau roi n'allait cesser de réclamer l'accomplissement immédiat de ces promesses.

petit territoire ¹; mais, outre que les Français par des contributions extraordinaires finissent d'épuiser pour longtemps ce petit Etat-là, il est hors de doute que la cession du Lucquois en faveur du roi d'Etrurie coûtera à l'Espagne quelque nouveau sacrifice. Le chagrin qu'un pareil état de choses ne peut [pas] ne pas donner au nouveau roi, lui rend très fréquentes les attaques d'épilepsie, qui font même par leur violence craindre quelquefois pour ses jours...

Quoique tous les papiers publics aient donné par *extensum* le bref adressé par le Pape aux évêques français, je ne crois pourtant pas superflu d'envoyer ci-joint à V. E. le texte latin avec les traductions italienne et française, tel que le Pape l'a fait publier ici...

(Arch. de Vienne).

964. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 20 brumaire an X (11 novembre 1801).

Vous êtes informé à Paris, par le cardinal Caprara et par Mgr Spina, de tout ce qui concerne les réponses des anciens évêques de France au sujet de la démission demandée par le Pape.

On vient de recevoir ici celle de l'évêque de Saint-Flour, qui est à Palerme. Tous les évêques français qui se trouvent en Italie l'ont donnée, excepté l'évêque de Béziers, actuellement à Florence, qui jusqu'à présent a différé la sienne sans la refuser absolument ².

¹ Ce bruit était faux. Au contraire le P. Consul venait de faire préparer une constitution, pour rendre la tranquillité à ce petit Etat, où, depuis les dernières guerres, les esprits étaient singulièrement agités. Saliceti, qui avait concouru à l'étude de cette constitution, était désigné depuis le 8 brum. (30 octobre) pour aller en Italie la faire accepter par le peuple Lucquois (Cf. pièce n° 933).

² Dans une lettre envoyée à Varsovie dès le 29 août, l'évêque de Béziers constituait son roi comme arbitre suprême de sa démission. « Louis XV, écrivait-il, m'avait nommé à ce siège : Louis XVIII doit seul me destituer. » Il avait adressé copie de cette lettre à Consalvi, le 7 octobre, après avoir reçu le bref « *Tam multa* », et disait au cardinal : « Ayant consulté mon roi, je suis dans l'obligation d'attendre sa réponse. Elle ne tardera sûrement pas à me parvenir, et je suis persuadé qu'elle sera conforme à la demande qui m'est faite aujourd'hui au nom de S. S. » (Cf. Theiner, t. I, p. 344 ; Boislisle, *mais. de Nicolai*; etc.). — Con-

Les nouvelles reçues ici au sujet des dispositions des évêques français réfugiés en Allemagne, ne sont point satisfaisantes. On craint qu'ils ne fassent cause commune avec ceux qui sont en Angleterre¹.

Depuis que j'ai pu lire le pamphlet, ou plutôt l'indigne libelle que je crois écrit à Londres par Peltier du Doyen, ancien rédacteur des « Actes des Apôtres » à Paris en 1791, j'ai dissipé ici les inquiétudes que ce méchant écrit² a données, en faisant sentir que de pareilles libelles, dont l'Europe a été inondée, n'avaient plus aucun crédit aujourd'hui. Les évêques qui refusent leur démission annoncent un ouvrage qui pourrait être plus dangereux, suivant la doctrine des appels du Pape mal informé au Pape mieux informé, et celle des appels du Pape au futur concile, et où l'on ferait entrer les allégations les plus fausses contre l'intention du gouvernement français, en l'accusant de vouloir mettre à la place des anciens évêques, des loups pour pervertir et dévorer le troupeau.

Il serait à souhaiter, pour prévenir les inculpations et pour

salvi venait d'écrire à Mgor De Gregorio, qui remplaçait Mgor Caleppi à Florence. Il le chargeait de parler à l'évêque « con tutta la buona grazia... e colla maggior delicatezza », et, après quelques félicitations, de lui faire comprendre que « non ha potuto non recare al paterno cuore [del Papa] grande amarezza nel vedere che Mgor vescovo di Béziers differisca di inviargli la sua risposta, e abbia in animo di inserire nell'atto della dimissione della sua chiesa qualche espressione, incompatibile con le circostanze della Francia... » L'évêque serait donc pressé d'envoyer aussitôt sa démission, et dans la forme prescrite, « per liberare S.S dal sommo cordoglio che proverebbe, se per la di lui renitenza si vedesse costretto a procedere da sé medesimo in tale amaro affare... » (Arch. du Vatican).

¹ Voir, par exemple, une lettre de l'évêque de Vence à Consalvi, datée de Venise le 31 octobre (Theiner, *Doc. inéd.*, t. II, p. 350).

² L'écrit dont parle Cacault, avait été envoyé de Londres par Erskine, et doit être le même que celui signalé par Consalvi dans sa dépêche du 31 octobre (pièce n° 959). Il s'agit probablement d'un article retentissant, paru dans le n° 23 du « Courrier de Londres », et auquel Lally-Tollendal avait commencé à répondre dans ses « Lettres au rédacteur du Courrier de Londres. » Cependant il peut s'agir aussi d'un article publié par Peltier dans le n° du 30 septembre de « Paris » (t. XXXIII, p. 161 à 202), et tiré à part sous le titre de « Notices hist. sur la tentative faite par Bonaparte pour la dissolution de l'église française, etc. » — La démission de l'épiscopat allait susciter bien d'autres libelles à Londres, et notamment une longue polémique contre l'arch. d'Aix.

répondre d'avance à de telles allégations malignes, que le choix des évêques destinés à remplir les sièges reconnus aujourd'hui pour vacants, fût connu. Il sera sûrement si bon, qu'il ne manquerait pas d'être approuvé : cela nous donnerait beaucoup de partisans.

Le Pape est attaché au succès du concordat comme à son ouvrage. Il est bien résolu à en accomplir tous les articles, à mesure qu'il sera nécessaire. Il décrètera la destitution de ceux qui refuseront leur démission ; il donnera le bref pour la distribution des diocèses ; il proclamera en consistoire les nouveaux évêques, aux termes de ce qui a été convenu et suivant les intentions du Premier Consul. Rien n'est changé dans les dispositions de Sa Sainteté.

On s'occupe sans cesse ici de cette affaire ; et, dans la correspondance du cardinal Caprara, le secrétaire d'Etat propose au légat *a latere* tous les expédients, tous les moyens dont on peut s'aviser pour en faciliter, pour en assurer le succès. Il y a plusieurs points sur lesquels on attend ce qui sera décidé à Paris, afin de marcher toujours d'accord avec le Premier Consul ; et comme j'ignore s'il persiste à vouloir publier tout à la fois, ou s'il a consenti à nommer d'abord aux évêchés reconnus vacants, je dois me borner à suivre l'affaire avec l'attention qu'elle demande, sans prononcer et sans rien exiger.

Le Pape et le secrétaire d'Etat sont tellement liés dans cette affaire, et à la même fortune que la nôtre dans le succès de la chose, et ils le sentent si parfaitement, que leur conduite et les paroles qu'ils me donnent à cet égard ne laissent rien à désirer.

(Cultes).

965. — Consalvi à Caprara.

Roma, 11 novembre 1801.

Accludo all' Em. V. il breve di risposta di Sua Santità ai vescovi legittimi dimoranti in Francia, che hanno dato la loro dimissione in seguito della trasmissione ad essi fatta del primo breve « Tam multa. » V. Em. si degnerà di farne seguire il ricapito, e le accludo insieme la copia di esso breve, perchè possa farlo conoscere al governo. Accludo ancora un piego per Mgor

Erskine, in cui sono acclusi cinque brevi simili per cinque vescovi francesi residenti in Londra che hanno dato la loro dimissione.

Sua Santità ha pensato di scrivere di pugno all' arcivescovo di Narbonne l'acclusa lettera, di cui pure mando copia a V. Em., per tentare una strada di più, onde estinguere questo grande incendio, che si accende, e che si dilata per la unione ai vescovi di Londra di molti dei vescovi residenti nella Germania. V. Em., prima di dar corso alla lettera all' arcivescovo di Narbonne, può intendere se il passo piace al Primo Console, e quindi farlo o non farlo, secondo che egli crederà più opportuno, facendo in ogni ipotesi rilevare quanta sia la premura di Sua Santità per condurre l'affare a buon fine. Anche la lettera per l'arcivescovo di Narbonne V. Em. potrà inviarla a Mgor Erskine, e in caso che fosse a di lei notizia che Mgor Erskine non fosse più in Londra, ella avrà la bontà di trovare quel mezzo di ricapitarla, che stimerà migliore e più sicuro.

(Arch. du Vatican).

(Annexe I)

Le Pape aux Evêques démissionnaires.

(7 novembre 1801)¹.

Venerabilis frater, salutem, etc. Novum ac luculentum testimonium constantis studii firmissimæque voluntatis conservandi in Gallia Ecclesiæ unitatem, et catholicæ religionis tranquillitatem restituendi, quod dedisti nobis, venerabilis frater, cum, apostolicis litteris acceptis, te sponte episcopatu N... abdicasti, ecclesiamque tuam in nostris manibus libere resignasti, ut mirandum in modum illustrium meritorum tuorum cumulum adauxit, ita et spectabiliorem virtutis tuæ præstantiam in Ecclesia universa fecit, et ampliora illa præmia tibi a Domino retributore promeruit, quibus Idem eos, qui non quæ sua sed quæ Dei sunt quærunt, liberalissime remuneratur. Ea propter, dum tu ab omni nexu, quo ecclesiæ tuæ obstringebare, solutus remansisti, gratissimum animum nostrum significamus tibi, qui, paternis suasio-

¹ Ce bref a été envoyé successivement sous des dates diverses, aux évêques qui se sont démis. Sur le sens de ce bref, voir p. 71, note.

nibus nostris promptamente obsecutus, rationibusque tuis ecclesiæ bono nulla mora posthabitis, illud præstitisti, ut nullo impedimento interposito tantis Ecclesiæ necessitatibus a nobis succurri posset. Benedictio itaque ac laus semper sit omnis miserationis et consolationis Domino, cui placuit novo hoc excellentis virtutis tuæ documento in tantis laboribus, quibus nunquam miseranda hæc mortalium conditio vacua esse potest, et solari nos et levare sollicitudinem nostram, quique cælesti suo auxilio venerabilium fratrum nostrorum animos ita corroborare et confirmare dignatus est, ut memorandum hoc sacrificium tanta cum ipsorum Ecclesiæque gloria et utilitate ei possent offerre. A Deo igitur fraternitati tuæ omnia cum cælestia, tum terrestria ea bona apprecantes, quæ tam admirabilis ista tua virtus est merita, omniaque nostra in tuas res studia iterum pollicentes, apostolicam benedictionem, pignus grati animi ac paternæ charitatis nostræ, tibi peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 7 novembris 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican; Pap. du card. de Belloy).

(Annexe II)

Le Pape à l'archevêque de Narbonne.

(11 novembre 1801).

Venerabilis frater, salutem etc. La consolazione che ci hanno recata le risposte degli arcivescovi e vescovi residenti in Londra al nostro breve dei 15 agosto, diretto ad ottenere la volontaria dimissione delle loro sedi, che il bene della religione richiede nelle attuali circostanze dai venerabili nostri fratelli i vescovi francesi, è stata sommamente amareggiata dalla renuenza, che abbiamo, con infinito cordoglio del nostro cuore, ritrovata in voi, o venerabile fratello nostro, e nei vostri colleghi, esposta nella lettera che ci avete indirizzata in data dei 26 settembre. Non possiamo esprimervi abbastanza quanto ci sia riuscita inaspettata e dolorosa, vedendo che il partito che avete in ciò preso, quanto si ritrova, da una parte, inutile ad impedire, nelle circostanze attuali, quelle misure che il solo bene della

religione (di che Iddio ci è testimonio) ci ha fatte adottare in questo importantissimo affare, e dalle quali le circostanze medesime hanno renduto impossibile il declinare, altrettanto toglie a voi, o venerabile nostro fratello, e ai vostri colleghi, il gran merito di dare con questo ultimo sacrificio il compimento a quei tanti, che la vostra e loro virtù ha già fatti per la causa della nostra santa religione, e toglie pur anche a noi il conforto e l'appoggio della vostra cooperazione e concorso a sì grande oggetto, procurandoci anzi, in mezzo a tante nostre cure, la più sensibile di tutte le amarezze.

Noi abbiamo voluto scrivervi questa lettera di nostro pugno, per palesarvi questi nostri sentimenti, e per richiamare la vostra virtù ad una nuova considerazione dei forti motivi, che abbiamo esposti nel nostro breve, accompagnandoli con le più amorose insinuazioni e preghiere, quali ci ha dettate l'intimo sentimento del nostro cuore, non disgiunte da quella pubblica testimonianza che ci siamo creduti in dovere di rendere ai tanti vostri meriti, ed alla opinione che portiamo di tutti voi. Noi non sappiamo dubitare, che a questo nuovo attestato che vi diamo della nostra stima ed affetto, voi e i vostri colleghi vorrete corrispondere con accedere senza altro ritardo ai nostri replicati inviti, ad imitazione di tanti altri vostri confratelli che hanno la vostra stima, piuttosto che procurarci l'amarissimo dispiacere di vederci astretti dalle indeclinabili circostanze, a non camminare con la vostra cooperazione verso il conseguimento del santissimo fine, che i doveri del nostro ministero così strettamente ci impongono. Ed assicurandovi nuovamente che avremo cura di voi, e delle cose vostre, con quella maggiore premura che ci si rende possibile, come giustamente voi meritate, restiamo dandovi con tutto il nostro cuore la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die 11 novembris 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Public. contemp.).

966. — Consalvi à Caprara.

Roma, 11 novembre 1801.

Debbo partecipare a V. Em., che ieri l'altro mi giunse da Pa-

lermo anche la rinunzia del vescovo di Saint-Flour. Così sono finora venti due i rinunzianti fra quei d'Italia, Francia e Inghilterra, e tredici i renuenti, oltre il quattordicesimo, che è l'eletto di Moulins che però non deve valutarsi¹. Ma io debbo dire a V. Em. col più gran cordoglio, che le nuove che si hanno dei vescovi francesi residenti in Germania (non le ufficiali, perchè finora non hanno potuto giungere, ma bensì le più fondate) sulle disposizioni già da essi manifestate, sono che, a riserva di pochissimi che si dimetteranno, tutti gli altri faranno causa comune coi renuenti di Londra, e così si rischia di avere una imponente massa di trenta o quaranta vescovi, che formeranno un vero scisma, tanto più pericoloso di quello degli intrusi, quanto che sarà assistito dalla buona opinione, che una gran parte dei cattolici francesi conserverà per detti vescovi nelle loro diocesi.

Il Papa, fedele al concordato, non si ritirerà da ciò che ha promesso, cioè di fare a nomina del Primo Console i vescovi delle nuove sedi, anche in quelle appartenenti ai vescovi renuenti a dimettersi; ma V. Em. può considerare quale influenza potrà avere, nelle conseguenze di un tal passo, l'effetto delle massime delle libertà della chiesa gallicana. I detti vescovi, dalla deposizione che ne farà di sua autorità il Papa, appelleranno subito al futuro concilio, o dal Papa male informato al Papa bene informato; e questo passo sarà considerato come giusto e legittimo dai cattolici francesi, che tengono alle massime delle libertà della chiesa gallicana. Essi aderiranno ai vescovi renuenti, e non riconosceranno i nuovi vescovi; e si farà in Francia una grande scissione, fomentata dai diversi partiti, e non si otterrà quella intera tranquillità ed unione, che è stato lo scopo delle decisioni del Primo Console.

Siccome il grande argomento di cui i vescovi renuenti si fanno forti, è, che quanto è vera la massima inculcata dal Papa che per il bene della religione essi sono tenuti a fare qualunque sa-

¹ Les 13 opposants étaient tous en Angleterre. — Sur les 22 évêques dont les démissions étaient connues à Rome, il y en avait 10 en France (Alais, Angers, Maçon, Marseille, Nîmes, S. Claude, S. Malo, S. Papoul, Senlis, Vienne); 3 en Angleterre (Aix, Bordeaux, Cominges, Lescar, Troyes), et 7 en Italie (Apt, Carpentras, Lavaur, Nebbio, S. Flour, Senez, Vence).

crifizio, altrettanto il Papa si inganna in fatto nel credere che la loro general dimissione porti seco questo bene della religione, e dicono che il governo francese vuol dar loro per successori degli intrusi, che essi riconoscono per lupi e non per pastori, così Sua Santità crede, che per estinguere questo gran fuoco prima che si dilati, convenga al bene della Francia il togliere ad essi questo timore che pretestano, e far vedere al pubblico la insussistenza di un tale argomento, che li muove alla renuenza. E perciò, crede Nostro Signore che S. Em. faccia tutto ciò ben conoscere e rilevare dal Primo Console, e gli dimostri la necessità che si astenga dal nominare qualunque intruso, ancor ch'è dasse segni di ritorno nelle regole alla comunione della Santa Sede. Il bene della Francia e della religione esige in tal circostanza questa misura, potendo il Primo Console, se vuole, beneficare i vescovi costituzionali in mille altre forme, che non nuocano a questi oggetti di riunione e di tranquillità. Ed arriva a dire il Papa, che quando volesse assolutamente il Primo Console trattare l'affare con eguaglianza, è meno male il non rieleggere alcuno nemmeno dei vescovi legittimi (benchè non lasci Nostro Signore di vedere che anche ciò ha le sue spine), che l'eleggere alcuno degli intrusi.

Per le anzidette ragioni, crede il Papa che il Primo Console dovrebbe affrettarsi a far le nomine ai vescovati vacanti per morte, e anche a quelli vacanti per le già date dimissioni, secondo l'antica circoscrizione, da trasferirsi poi alle nuove sedi, secondo la circoscrizione nuova, appena che avuti i consensi dei vescovi di Germania per le parti incorporate alla Francia, e le dimissioni di tutti i vescovi francesi (con procedere il Papa di sua autorità relativamente a quelli che si ostinano nella renuenza), si sia al caso di poter pubblicare la bolla della nuova circoscrizione. Il vedersi dare intanto dei successori, non soggetti ad alcuna eccezione, ai vescovati vacanti, farà conoscere al pubblico la insussistenza del pretesto che si adduce dai renuenti, e mettendoli dalla parte del torto, snerverà e diminuirà il peso della loro opposizione.

Crede anche Nostro Signore, che il soverchio ritardo della pubblicazione della bolla del concordato nuoccia moltissimo

all' affare, perchè fa sospettare mille cose affatto insussistenti ; onde se si sapesse in che consiste, vedrebbero che non hanno fondamento questi timori e sospetti, che giovano intanto a giustificare la loro renuenza.

Sua Santità desidera che V. Em. porti queste cose alla cognizione del Primo Console, nei di cui lumi e saviezza, e nelle di cui intenzioni, dirette al bene della religione e alla tranquillità della Francia ha una piena fiducia, per l'allontanamento di un pericolosissimo scisma, e per il felice esito delle comuni cure.

(Arch. du Vatican).

967. — Cacault à Portalis.

Rome, 23 brumaire an X (14 novembre 1801).

Le Pape, dans l'espérance de faire changer de résolution les évêques français qui ont refusé à Londres leur démission, a imaginé d'écrire à M. l'archevêque de Narbonne, chez lequel ils se sont assemblés et qui paraît leur chef, un nouveau bref fort court, qui est envoyé d'abord au cardinal légat Caprara, pour être lu au Premier Consul avant de l'expédier à Londres ; et l'expédition du bref n'aura lieu qu'autant que le voudra le Premier Consul, et qu'il croira lui-même, ainsi qu'on en a jugé ici, qu'on peut espérer de cette mesure de douceur [et] de cette prolongation, de bons effets.

(Cultes).

968. — Consalvi à Caprara.

Roma, 14 novembre 1801.

Coll' ordinaria posta di Francia ho ricevuti i vmi dispacci di V. Em., segnati n' 3, 4 e 5.

Dall' ultimo di essi Sua Santità ha inteso con particolar soddisfazione, che la formale di lei udienza, in cui dovea presentare la bolla pontificia, dovesse succedere non molto dopo il dì 22 del passato ottobre, giorno in cui sarebbe stato fissato il tempo preciso della medesima. Sommo poi è stato il contento della Santità Sua, nel sentire che la bolla stessa si sarebbe renduta pubblica nel giorno « 18 brumaire », ossia 9 del corrente ; mentre Sua Beatitudine nulla maggiormente desidera che questa

pubblicazione, che oltre il bene sostanziale che se ne attende per la religione, toglierà pur anche le occasioni di tante dicerie e dubbiezze, che non cessano di spargersi in tal proposito.

Egual però al contento che Nostro Signore ha provato per questa parte è stata l'amarezza, che gli hanno cagionata le due formole di lettere di dimissione de' vescovi costituzionali. Il Santo Padre non ha potuto non vedere con infinito suo rammarico, che dopo essersi egli il primo messo ultroneamente a richiamare al suo seno e alla comunione cattolica quei vescovi, coll'aver loro additato per mezzo del breve trasmesso a Mgor Spina, nella più mite e soave maniera, il modo e le espressioni che avrebbero dovute usare nella ritrattazione, essi all'incontro nulla abbiano apprezzato questo tratto di benignità, che è pur grandissimo; ed alle espressioni suggerite dalla Santità Sua abbiano voluto sostituire le note e decantate formole del Gianseismo, tante volte disapprovate e condannate dalla Chiesa. Se mai vi è stato tempo, in cui sia dell'ultima necessità che tutto proceda con esattezza e precisione, egli è sicuramente il tempo presente, in cui si tratta del più importante oggetto che possa aver la Francia, qual'è quello del ristabilimento della religione ed unità cattolica. Sua Santità perciò conosce troppo bene la manifesta contraddizione che vi ha tra questo sì grande oggetto e le formole del Giansenismo, riconosciute comunemente come parte dello scisma, ed inventate unicamente sin da principio per conservarlo e velarlo di un apparente manto di unità, e adesione al centro. Quindi Sua Santità si vede nella impossibilità di aver comunicazione con persone, che sempre più si dimostrano ostinate nello scisma.

Sua Santità si limita a prevenire il governo, che non può aversi per buona la formola della ritrattazione fatta dai vescovi intrusi; che non avendo il Santo Padre prescritto loro se non quel mezzo necessario, ed essendone state perfino le parole misurate colla maggior delicatezza, approvate anche dallo stesso governo francese, non potrà ammettere verun'altra formola, che il Santo Padre ravvisa altro non essere che evasione per palliare la disubbidienza e lo scisma. Il Santo Padre ha una ferma fiducia che il governo francese, coerentemente al fine pro-

postoci, riconoscerà la giustizia e ragionevolezza di questi sentimenti, e vi coopererà concordeamente, se si vuole estinguere radicalmente lo scisma, e comprenderà che mentre si sono sacrificati tutti i vescovi legittimi, è ben degno di rimarco, che non si arrivi ad esigere dai costituzionali neppur un atto sincero di pentimento, che apra a Sua Santità la strada di riconciliargli alla Chiesa, e ridonar loro la sua comunione. Sua Beatitudine non può non conoscere, che si darebbe giustamente luogo ad una universale disapprovazione e scandalo, se essendosi i costituzionali perfino recusati ad un suo ultroneo invito (passo già in sè stesso grandissimo, come si è detto), e a dimande sì miti e dolci, e sì indispensabili per salvare i principi, e approvate dallo stesso governo, si vedesse ciò non ostante nominarli alle nuove diocesi (cosa in sè stessa impossibile in tale loro ostinazione nello scisma), la qual cosa farebbe credere come vera, ciò che i vescovi renuenti alla rinunzia spargono sopra la non libertà del Papa, e sopra la non verità del fine che il governo si propone, di ristabilire cioè la vera religione, e che finalmente sempre più alienerebbe gli animi dei cattolici da pastori che vedessero darsi di tal natura.

Tali considerazioni fatte dalla Santità Sua (che mi ha comandato di comunicarle a V. Em.), ella vede quanta amarezza debbano produrre nel di lui animo. Mentre io ho eseguito il sovrano comando, rinnovo all' Em. V. le proteste, etc.

(Arch. du Vatican).

969. — Consalvi à Caprara.

(en chiffres)

Roma, 14 novembre 1801.

V. Em. può cavare gran partito dalla renuenza di tanti vescovi a dimettersi, per non fare nominare alcun vescovo costituzionale, benchè si emendasse da vero. Molto più può farlo in vista della loro renuenza a prestarsi a un sì dolce breve, qual' è quello di Nostro Signore a Mgor arcivescovo di Corinto, facendosi l'Em. V. forte sulla approvazione che già ne fece il governo. L'evitare uno scisma, quale si prepara dalla renuenza di tanti vescovi legittimi, sostenuti dalle stesse massime delle libertà gallicane, deve essere interesse del Primo Console, se

vuol conseguire il fine proposto dell' interna pacificazione religiosa, come chè ha la pace universale esterna.

Mi dispiace al sommo la difficoltà trovata da V. Em. in persuadere il consigliere Portalis circa le formole, con cui si sono dimessi i vescovi costituzionali. V. Em. ha ben giudicato, che per il loro intrinseco sono assolutamente inammissibili, senza contare che nemmeno si dirigono al Papa, come prescrive il breve. Questo affare dei costituzionali potrebbe finire da sè, se il governo si astiene dal nominargli alle loro sedi; mentre essi essendosi già dimessi dalla loro intrusione, il Papa può ben sospendere dal procedere alla loro condanna, o lasciargli stare fuori della sua comunione, senza pensarvi più, restando a carico delle loro anime il così vivere e morire. Ma se il governo li nomina, allora il Papa non potendosi prestare, l'affare torna in campo.

Si è sentito che al congresso di Amiens interverranno soli quattro ministri, cioè Francia, Inghilterra, Spagna e Russia, e che presto colà si stringerà l'affare, essendo tutto già convenuto in massima. E quanto alla Germania e all' Italia, si sente che gli affari si tratteranno in Parigi. Per la ricupera dunque delle Legazioni e compenso di Avignone, ogni speranza si riconcentra nel Primo Console, e nell' attività e destrezza dell' Em. V., a cui Sua Santità raccomanda i suoi interessi con il massimo impegno possibile.

Circa gli affari di Spagna con questa Santa Sede, si sta sempre nelle medesime cattive acque, chiedendosi cose della più estrema rilevanza, e alle quali Sua Santità vede essergli impossibile di acconsentire. Non si sono lasciati dal Santo Padre mezzi di [ogni] sorta con lo stesso re; ma non gli riesce di rinnovarlo. Persistendo il Santo Padre nel ricusarsi dal canto suo, prevede con gran dolore la esacerbazione che ne può risultare, e a cui non sa porre rimedio.

Circa gli affari di Malta, le cose sono sullo stesso piede, che io indicai negli ultimi miei dispacci, e niuna novità è accaduta. Sua Santità starà aspettando il risultato dei concerti, che suppone fatti fra le potenze nelle paci fatte di recente. Quanto ad Hompesch, sente il Santo Padre che in Parigi il sig. Morkov non abbia mostrato sul di lui conto quella invincibile repugnanza, che pur sembra traspirare dalle note della corte di Russia, su-

bito che si parla in esse di eleggere un nuovo gran maestro ; onde tanto più crede di dovere aspettare schiarimenti e notizie più accurate su tal punto.

Circa i beni nazionali, continuano i maneggi degli acquirenti e le loro false rappresentanze ; ma non dubita Nostro Signore che niuna fede troveranno presso il Primo Console. Circa poi l'affare delle statue, ancor non si è veduta la ufficiale decisiva risposta pienamente favorevole, già però comunicata dai dispacci di Mgor Spina. Finalmente dico a V. Em., che Nostro Signore desidera che ci tenga al giorno senza interruzione, degli affari politici che costà si trattano ¹.

(Arch. du Vatican).

970. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

(n° 7)

Paris, 26 octobre 1801.

... Deux objets semblent occuper dans ce moment-ci particulièrement et fortement le gouvernement français : la paix définitive avec l'Angleterre, et les affaires de religion. Le Premier Consul vient plus souvent à Paris que de coutume, sans voir cependant personne que les ministres et quelques conseillers d'Etat ; et, quoiqu'il fût aux Tuileries le 2 du mois, il ne vit pas le corps diplomatique ²...

Quant aux affaires de la religion, le conseiller d'Etat Portalis, après avoir eu quelques pourparlers avec le cardinal légat, vient de faire au Premier Consul un rapport long et circonstancié sur la manière d'exécuter en détail les principes arrêtés par le concordat. Il y est question d'abord des cérémonies à observer à l'entrée publique du Légat ³, qu'on paraît vouloir fixer à l'époque de la fête du 18 brumaire pour en augmenter la solennité, en omettant cependant quelques-unes des particularités usitées en pareil-

¹ Il résulte d'une dépêche adressée de Rome à De Gregorio, que Consalvi a dû avertir à ce moment Caprara que le roi d'Etrurie réclamait l'intercession du Pape, pour décider la France à ajouter à la Toscane les territoires de Lucques, Parme et Massa ; mais que S. S. jugeait prudent de ne pas se mêler de cette affaire.

² On se rappelle que le P. Consul donnait alors assez régulièrement audience au corps diplomatique le 2 et le 17 de chaque mois républicain.

³ Voir p. 161, note. Cf. pièce n° 920.

les circonstances, comme par exemple de faire porter la croix devant le prélat, parce qu'elles contrasteraient trop avec tout ce qu'on fait à Paris depuis quelques années. En général, quoique Caprara et Portalis soient connus l'un et l'autre par leur modération et par leur esprit conciliant, quoique Bonaparte paraisse de bonne foi convaincu de la nécessité de rétablir la religion en France et nommément le culte catholique, ils sont tous embarrassés sur le parti à prendre, à cause des fortes oppositions auxquelles on s'attend de la part du Conseil d'Etat, dont la grande majorité est contraire à la réintégration du culte catholique, et de la part du Tribunal, dont la presque totalité méprise toute religion. Ce qui est en grande partie cause du peu d'accueil que rencontrent les sages intentions du Consul près de la grande majorité des fonctionnaires publics les plus marquants, tant à Paris que dans les provinces, c'est qu'ils ne peuvent favoriser la religion sans condamner leur propre conduite, et sans se prostituer d'une certaine manière aux yeux du peuple, qu'ils ont forcé par leurs dispositions ou séduit par leur exemple. Enfin, on s'attend presque généralement que Bonaparte terminera ces débats, comme il en a terminé d'autres, par un coup d'autorité, qui pourra embrasser un champ plus vaste encore que celui qui est circonscrit par les intérêts de la religion. On en augure que, dans la journée du 18 brumaire, il pourrait y avoir encore d'autres choses que des fêtes populaires, pour la célébration de l'anniversaire de la journée de Saint-Cloud.

(P. S. n° VII).

... Le Conseil d'Etat a tenu le 12 de ce mois une séance fort longue, qui n'a fini que très tard. Les généraux conseillers ont tonné contre le salaire des prêtres ; ils ont avancé que les décimes additionnels à percevoir étaient une charge de plus sur la tête des peuples déjà écrasés, et que la jeunesse n'a combattu pour la liberté et n'a pu affermir la République qu'en la scellant de son sang : « eh bien ! a dit Brune¹, nos épées n'ont triomphé que pour nous replacer dans la servitude religieuse. »

On prête à un membre de l'Institut le propos suivant : « Le peu-

¹ Le général Brune était alors président de la section de la guerre.

ple français sent qu'il est dupe de sa révolution, du sang qu'il a versé, des contributions ruineuses qu'il a prodiguées au trésor public ; que les mots du gouvernement ont changé ainsi que les familles gouvernantes, mais que les choses sont redevenues les mêmes : moins de liberté qu'au commencement du XVIII^e siècle ; des gouvernants dont la plupart n'ont été connus que par des excès ; deux régimes, que le peuple voulait détruire en 1789, le régime militaire et celui de la police. Cette position ne peut que décourager les gouvernés. » Selon l'opinion d'autres personnes, il y a dans le gouvernement un vice radical, qui consiste dans l'avilissement de tous, dans l'égoïsme de chacun, et dans la démoralisation commune...

Dans le public on se confie déjà que les premiers corps de l'Etat, et nommément le Tribunat, ont été sondés sur le plus ou moins d'opposition que pourrait rencontrer le projet de changements majeurs dans la forme du gouvernement actuel ; et, sur l'observation que les Tribuns pourraient être les plus récalcitrants, on prétend que le Premier Consul a répliqué : « eh bien ! pour m'en débarrasser, je commencerai par les chasser. »...

(Arch. de Vienne).

971. — Caprara à Consalvi.

(n° 11 en chiffres)¹

Parigi, 26 ottobre 1801.

Avvertito nel momento che domani possa partire da qui un corriere straordinario per Roma, spedito dal ministro degli affari esteri, ne profitto per umiliare a V. Em. qualche riflessione sulla sua cifra dei 14 corrente².

La condotta di V. Em. col ministro di Spagna è stata savissima. Dell' accaduto non ne farò uso che interrogato, e nei modi, e colle persone da lei indicate. La situazione di N. S. colla Spagna non può essere più dolente. Giusto è il suo partito di temporeggiare :

¹ Dans la dépêche n° 10, du 24 octobre, Caprara avait accusé réception des dépêches de Consalvi des 10 et 14 du même mois, auxquelles était jointe une lettre du Pape pour le P. Consul (du 14 octobre : voir p. 212, note 4). Cette lettre avait été aussitôt remise à Talleyrand.

² Cette dépêche était encore adressée à Spina : elle n'a pas été retrouvée. Cf. pièce n° 946, et p. 214, note 1.

non sarebbe la prima volta, che fossesi verificato che *Deus et dies* hanno tirato da gravi imbarazzi.

Sul punto dell'affare direttamente colla Russia¹, me ne occupo con tutto lo spirito. Cerco d'interessarci, o almeno scoprire paese con Morkov; ma la supplico ad avere su questo un poco di pazienza.

Ho sempre presente il piano datomi da V. Em. in voce e per iscritto sugli oggetti temporali. Non li perdo di vista, ed anche nella mia udienza col Primo Console, cercai d'intavolarne discorso. Ma egli assolutamente lo evitò: può essere però che non fosse avvertentemente. Le ragioni che V. Em. accenna per non accettare che a conto², si assicuri che le ho ben presenti. N. S. ha fatto ottimamente a far parola al Primo Console, nella di lui lettera confidenziale, degli oggetti temporali, come degli elettorati e principati ecclesiastici. Quelli non pare debbono cessare: su i compensi ai medesimi però non vedo ancor chiaro.

Per le statue, avrò le avvertenze che V. Em. accenna. Dai miei dispacci avrà veduto quel che mi fu detto su di ciò.

A norma degli altri vescovi intrusi, hanno data la loro dimissione e rimessa a mie mani, Francois Nicolas, dalla sede di Nancy³, M. Marbos da quella di Valenza⁴, e finalmente Mattia Tardiveaux, dalla sede di Tours, alla quale era stato eletto, ma di cui non andò mai al possesso, perchè secondo esso voleva l'istituzione canonica dal Papa⁵.

¹ L'affaire de l'Ordre de Malte.

² C'est-à-dire que, dans le cas où le P. Consul offrirait une restitution partielle des Légations, le Saint-Siège ne l'accepterait qu'à titre d'à-compte et sans préjudice du surplus.

³ Nicolas était resté à Nancy pendant le concile national (*Actes du concile*, t. I, p. 505, et t. II, p. 122), et se trouvait encore dans cette ville. Le *Moniteur* du 25 octobre mentionne sa démission.

⁴ Marbos, emprisonné en l'an II comme député à la Convention, n'avait pas repris le ministère épiscopal après sa mise en liberté. Il envoya néanmoins de Valence, le 19 octobre, une lettre de démission qui fut mentionnée au *Moniteur* du 25 octobre (voir p. 155, note 2).

⁵ L'évêque constitutionnel de Tours, Suzor, étant tombé en paralysie, Tardiveaux, curé de Saint-Similien à Nantes, avait été élu, le 14 janvier 1801, coadjuteur avec succession future. Il était devenu évêque de Tours, après la mort de Suzor, le 13 avril; mais il n'avait pas quitté Nantes et ne s'était point fait sacrer. Sa démission, envoyée de Nantes le 18 octobre, était donc inutile. A cet égard, Tardiveaux était dans une situation semblable à celle de Ponsignon (Cf. p. 155, note 2).

Tre dei vespovi intrusi, che antecedentemente avevano a me mandata la loro dimissione, come già ne informai V. Em. a suo tempo, non contenti della risposta che io avevo loro data, e che trascrissi nel mio dispaccio di n° 3, mi hanno scritto la lettera che qui le unisco in copia, lettera per altro che io non ho curata, e che ho lasciata senza risposta ¹.

Riapro la lettera ² per annunziare a V. Em. che mi si è data a leggere la prudentissima sua cifra dei 7, in seguito della quale io, sull'oggetto di cui ho parlato di sopra, che incomincia col § « Sul punto dell' affare direttamente », io mi ristringerò unicamente a quella parte che riguarda lo scoprir paese ³.

Aggiungo di più che nel momento mi arriva la dimissione di M. François-Louis Lemerrier vescovo intruso di Pamiers, e l'altra del vescovo di Béziers, pure intruso... ⁴

(Cultes, Arch. de Caprara).

978. — Portalis à Talleyrand.

Paris, 6 brumaire an X (28 octobre 1801).

J'ai reçu, cit. ministre, la lettre par laquelle le cit. Cacault

¹ « Plures vero ex episcopis constitutionalibus, quibus minime placuit responsum eorum litteris cardinali datis, die 23 octobris secundas abdicationis litteras ei miserant, eodem exemplo. Qua re quid sibi propositum haberent non statim apparuisset, nisi alter ex iis per epistolam conceptis verbis exposuisset, tales se gradu et dignitate esse, ut sine ullo verborum arcano proferri debuisset acceptas fuisset litteras abdicationis » (Diarium Legationis).

² Avant que cette dépêche fût achevée, il était arrivé un courrier français, apportant la cassette qui contenait l'exemplaire orné du concordat et de la bulle de ratification, une autre cassette renfermant la couronne offerte par le Pape à Madame Bonaparte, les dépêches de Consalvi du 7 octobre et les instructions supplémentaires pour le Légat (pièces n° 888 et 889). Caprara a accusé réception, dans une dépêche n° 12, du 26 octobre. — Il paraît certain que le gouvernement français avait profité de l'occasion, pour prendre une connaissance secrète des dépêches de Consalvi, et des instructions, notamment sur le serment du Légat (Cf. p. 69, note).

³ Voir p. 82, note 2.

⁴ La lettre de Lemerrier est datée de Pamiers, le 19 octobre ; celle de l'évêque de Béziers, Rouanet, est datée de Béziers, le 20 octobre. Ces deux démissions ne sont pas annoncées au Moniteur (voir p. 168, note). — Dans la fin de cette dépêche, Caprara revient sur la mission de Saliceti. Il craint qu'elle ne soit pas bornée à l'organisation de l'État de Lucques, et qu'elle s'étende aussi à l'affaire des biens nationaux romains.

motifs qui ont fait retarder la publication de la circonscription des diocèses, ainsi que la lettre du cardinal Consalvi ¹. Pour me présenter cette affaire, vous me faites aussi passer les pièces qui y sont relatives, et je vous en

933).

→ Portalis à Talleyrand.

Paris, 8 brumaire an X (30 octobre 1801).

que vous m'envoyez d'une lettre de Hambourg, ainsi que de la promesse que vous me faites de tout ce qui pourra m'intéresser dans les affaires politiques.

—

Petrus ² à Talleyrand.

Hambourg, 19 octobre 1801.

Le Pape demande aux évêques de France et pas encore parvenu à ceux qui résident dans la Saxe. Ces prélats sont les archevêques de Cologne à Wolfenbüttel, l'évêque de Boulogne à l'évêque de Pamiers à Billwarder, petit village de Hambourg.

Il y a quelques jours, à Wolfenbüttel pour la conduite qu'ils avaient à tenir dans cette circonstance de Boulogne était décidément pour le refus, l'évêque de Pamiers décidément pour la donation aux archevêques, quoique très frappés du refus de

au même temps que les textes complets, un extrait de ces lettres. Il a été envoyé le 26 par Talleyrand « afin de présenter à l'état actuel de cette affaire... »

Les relations du P. Consul avec Hambourg étaient définitivement rompues par l'affaire de Chapcau-Rouge (Cf. *Corr. de Nap.*, n° 5438) survenue que dans l'été 1802. Pendant cet intervalle, c'était l'agent qui était avec Talleyrand : mais qui était cet agent ? Peut-être Ollivier, qui a servi alors d'agent officieux au gouverne-

la majorité de leurs confrères à Londres, étaient dans un véritable état d'incertitude. Malgré la grande supériorité de l'évêque de Boulogne sur celui de Pamiers pour les connaissances, la logique et le talent de la discussion, l'avis du second était si facile à défendre et s'appuyait sur des raisons si palpables, qu'elles ont frappé les deux archevêques. L'évêque de Pamiers les a laissés disposés à donner leur démission, et il ne désespère pas que l'évêque de Boulogne lui-même ne se décide à donner la sienne. Ils sont tous étonnés de n'avoir pas encore reçu le bref de Sa Sainteté¹.

On sait que les évêques refusants de Londres ont été conduits par l'archevêque de Narbonne et par l'évêque de Saint-Pol; que le premier ayant laissé 1,800,000 francs de dettes en France et s'étant fait une existence supportable en Angleterre, a une répugnance invincible pour tout ce qui ne rend pas au clergé en France ses richesses, et que le second trouve son compte dans l'administration des secours accordés aux prêtres français déportés². Les motifs qui dirigent les prélats directeurs ôtent toute considération à ceux qui se laissent diriger, dans l'esprit des hommes mêmes qui ne peuvent ou ne veulent connaître la question. On sait aussi que pendant la guerre de la Vendée, lorsque M. de Puitsy y commandait pour les princes français et que M. le comte d'Artois était à l'île d'Yeu, le Directoire ayant fait promettre le rétablissement du culte catholique aux Vendéens s'ils voulaient se soumettre, et cette promesse inquiétant leurs chefs, il fut proposé, dans une assemblée de 18 ou 19 évêques alors résidant à Londres, de déclarer solennellement, au nom de l'église de France, que nul catholique ne pouvait reconnaître d'autre autorité que celle du roi. Les prélats qui provoquaient cette déclaration, sont les mêmes qui viennent d'entraîner leurs confrères au refus de la démission demandée par le Pape. L'archevêque d'Aix, l'évêque de Cominges et l'évêque de Pamiers se prononcèrent hautement à cette époque contre la déclaration proposée. Ils furent même puissamment secondés par l'archevêque de Toulouse³, qui se trouve aujourd'hui dans le parti de l'archevêque

¹ Voir la lettre écrite de Venise, le 31 octobre, à Consalvi par l'évêque de Vence (Theiner, *Doc. inéd.*, t. II, p. 350).

² Cette allégation paraît être calomnieuse (Cf p. 400).

³ Cet archev., qui était en ce moment sur le territoire espagnol, a montré, au contraire, beaucoup d'empressement à se démettre.

elui de Bordeaux n'était pas alors à Londres. La tentative anti-apostolique sert encore à faire duite actuelle des prélats qui l'avaient imaginée.. (vol. 932; Cultes).

. — **Lucohesini au roi de Prusse.**

Paris, 31 octobre 1801.

publique du légat *a latere* du Pape, et la publication et du concordat relatifs au rétablissement du , ont été retardées par des considérations partielles, n'osant pas soumettre cette affaire aux sarcasmes du Tribunat et au rejet du Corps législatif, on a obtenu des Sénateurs pour savoir s'ils voulaient la sanction d'un sénatusconsulte; mais quelque dévoué que soit le Premier Consul, la pluralité a été dispensée, et elle a insinué au gouvernement de considérer cela comme un objet de police intérieure, en laissant au pouvoir exécutif...

975. — **Caprara à Consalvi.**

Parigi, 1^o novembre 1801.

Avrà luogo di osservare dalla qui inclusa a codici 26, mi era stato fatto credere che sarebbe un corriere straordinario. Non avendo avuto più notizia del medesimo, mi prevalgo della posta settimana dello stesso giorno.

Caprara mi fece sapere, che mi avrebbe veduto e stato comodo. Io dunque, senza interporre innanzi alle stanze di sua abitazione, e nell'atto di essere di V. Em., le diedi altresì la scatoletta, ove era la corona. Lesse Madama l'una, e immediatamente l'altra, e presa in mano la corona mostrò nel suo volto la più grande, e dopo averla esattamente osservata, finalmente conseguito quel che da tanto tempo avevo desiderato, passò quindi alle mani di varie dame, che ivi lo per aver nuove di un leggiero incomodo reu-

matico, da cui il giorno precedente era stata attaccata, e queste fecero pure i meritati elogi della cosa in sè, e della finezza del lavoro con cui era stata travagliata. La conversazione non fu delle più corte, perchè io pure mi feci un dovere di rilevare, che il Santo Padre si era fatto un impegno di cooperare alla di lei soddisfazione, e V. Em. un dovere di riuscirvi. Le espressioni di rispettosa riconoscenza verso la sacra persona di N. S. furono replicate, e non poche quelle di ringraziamento per V. Em., dicendomi: « Assicurate in nome mio l'Emo Consalvi, che per di lui mezzo ho ottenuto un articolo che mi compiacchio di possedere. » Quando mi farà tenere la lettera di risposta, avrò l'onore di rimmetterla a V. Em.

Terminata la relazione della corona per Madame Bonaparte, passo a dargli conto delle spoglie, che coprivano le cartepcore della ratifica della convenzione e del transunto della bolla.

Ieri, alle ore tre pomeridiane, momento stabilito fino dal precedente giovedì¹, M^{gr} arcivescovo di Corinto ed io ci portammo da M. Talleyrand, ministro degli affari esteri, cui non facemmo che ripetere ciò che nei giorni antecedenti avevamo lui annunziato, cioè che venivamo a compiere l'addossataci commissione di presentare ad esso, in nome pontificio, le due pezze, colle rispettive spoglie, fatte espressamente travagliare in Roma, non certamente con mira di eguagliare quelle mandate da qui, ma colla fiducia che tanto il Primo Console quanto esso ministro fossero persuasi, che il Santo Padre e suoi ministri non altro procuravano, che di mostrare, nel modo che permettono le infelici sue circostanze, la più esatta reciprocità. Il ministro Talleyrand mostrò il più sensibile piacere al vedere la spoglia del concordato; ne osservò esattamente la finezza del lavoro; disse cose le più obbliganti per il pensiero che V. Em. si è dato nel fargli tenere sì bella spoglia del concordato, la quale sarebbe stata posta in archivio², per unirvisi a suo tempo l'altra della bolla, che io

¹ « ... Le ministre des rel. extér., en m'invitant à dîner avec vous chez lui le 9, qui sera samedi (31 octobre), m'a prévenu que ce même jour, à trois heures, S. Em. et vous seriez reçus chez lui pour la présentation des ratifications... » (Bernier à Spina; Paris, 29 octobre: arch. du Vatican).

² Voir t. III, p. 522, note 2.

riportai indietro, per poterla presentare all' occasione che io sarò ricevuto in pubblica forma¹.

(Cultes, Arch. de Caprara).

976. — Caprara à Consalvi.

(n^o 14)

Parigi, 4^o novembre 1801.

Accludo a V. Em. copia di cinque articoli statimi in scritto comunicati d'ordine del Primo Console dall' abbate Bernier². Come V. Em. potrà supporre, io farò quanto posso per evitare di dare risposta in iscritto; e a tale effetto ho fatto pregare il Primo Console a permettermi che io passi da lui a Malmaison. Nell' atto che io scrivo non ho avuta alcuna risposta; ma se mai il chiesto abboccamento avesse luogo prima della partenza del corriere, V. Em. sarà ragguagliata del risultato.

La mia massima in genere, è di mostrare quella condiscendenza e facilità che conviene, in ordine ai tre primi articoli. Sul quarto, come che non bastantemente chiaro, tenerò un linguaggio che non comprometta: temo però di riuscirvi, ed anzi per questo scopo si sono già preparati i materiali. Sul quinto poi,

¹ « ... Samedi dernier, 31 octobre, le cardinal légat remit au ministre des rel. extér. la ratification du concordat donnée par le Pape. A cette occasion il présente à Madame Bonaparte, de la part de S. S., un chapelet précieux avec un médaillon entouré de brillants. La bulle relative au concordat sera présentée au Premier Consul dans l'audience solennelle qu'il accordera au cardinal.

« Talleyrand a quitté le 4^{er} de ce mois Auteuil, pour se fixer à Paris; ce qui confirme le public dans l'opinion que Bonaparte ne tardera pas à quitter la Malmaison pour établir sa résidence à Saint-Cloud, que depuis quelque temps on prépare pour le recevoir vers la fin du mois de brumaire, qu'il se propose de passer à Paris... » (Dép. de Ph. de Cobenzl; Paris, 3 novembre).

² Les cinq articles de Bernier n'ont pas été retrouvés. Ils paraissent être antérieurs à la note de Maret à Portalis du 31 octobre (pièce n^o 978) et avoir été conçus dans un système différent. Si cette conjecture est vraie, Bernier aurait été chargé, en posant des questions au Légat, de le mettre en demeure de se substituer en quelque sorte au Pape, afin de rendre encore possible la publication du concordat pour le 18 brumaire. — Dans le quatrième article, on demandait à S. Em. si elle était autorisée à conférer dans le moment « la juridiction » aux nouveaux évêques nommés, de manière qu'on pût les consacrer le plus tôt possible, après leur nomination (voir la pièce n^o 998). Le cinquième article se référait très probablement à la volonté du P. Consul de nommer des constitutionnels.

oggetto unico delle mie maggiori angustie, e per cui ho dimandato soprattutto il nominato abboccamento, ripetuto che avrò quanto altra volta dissi al Primo Console, e sono andato continuamente dicendo ai ministri ed all' abbate Bernier, anzichè mostrare facilità, ne eviterò ogni ombra, e conchiuderò alla fine che di tutto renderò informata la Santità di N. S.

Io non faccio che raccomandarmi a Dio perchè dilegui la tempesta, che è insorta per non vedersi dal Primo Console le risposte dei vescovi legittimi, o è stata fatta espressamente insorgere coll' indurre il Primo Console a credere che (eccettuata la sacra persona di N. S., per cui mostra tenerezza e rispetto, ogni volta che parla) tutti i Romani assenti, e i Romani presenti vogliono condurlo, come suol dirsi. in barchetta.

Egli nel giorno della festa dei 18 brumaire, per fare, come egli dice, « un coup de théâtre ¹ », voleva esternare la nomina a tutte le cinquanta chiese che saranno contenute nella nuova circoscrizione. Se gli è fatto sentire l'impossibilità di poter fare ciò, per natura della cosa ; e voglio lusingarmi che forse non insisterà. Ma non è assolutamente possibile (che ch'è si dica e si citi l'articolo 4 del concordato) di farlo recedere dal nominare ai vescovati vacanti, dei quali vuole che io immediatamente dia l'amministrazione ai nominati.

È inutile che io dica a V. Em., che metterò tutto in opera per far vedere l'irregolarità della cosa. Parlerò, farò parlare ; ma se per fatalità tutto rendesi inutile, prevedo che sarò obbligato a prevalermi di una facoltà presuntiva, quale si è quella di credere, che se il Santo Padre fosse presente, e prevedesse il pericolo che si corre nelle attuali circostanze, di perdere il frutto di tante pene e vedere mancare quel che da tanto tempo si sospira, mi autorizzerebbe a fare ciò che si vuole. Tanto più che citano l'esempio della Germania, in cui, appena nominati, i vescovi intraprendono a governare le diocesi, tanto nello spirituale che nel temporale. V. Em. sarà persuasa, che anche condisceso in tal guisa alla decisa volontà del Primo Console, in ordine alle chiese vacanti secondo gli antichi limiti, non permetterò che si passi sopra alla precedente formazione del consueto processo, nè che si prose-

¹ Voir t. III, p. 521. Cf. t. I, p. 141.

guano tutti gli atti che si richiedono alla formale istituzione canonica di un vescovo.

Mi faccio coraggio di usare in caso sì estremo la nominata presunta facoltà, anche perchè leggendo le istruzioni ultimamente trasmesse da V. Em., trovo che il Santo Padre si è degnato accordarmi la facoltà di stabilire amministratori per le chiese piene; e quindi ne inferisco, che naturalmente avrebbe fatto altrettanto, se le fosse stato proposto il caso possibile delle chiese vacanti. Questo riflesso, unito all' altro che questa mia giungerà alle mani di V. Em. prima che io sia obbligato a dare l'amministrazione in questione, atteso che non pochi sono gli atti che devono precederla, e che quindi il Santo Padre con un atto della sua volontà potrà autorizzarmene, mi fa camminare con piede franco, e toglie alla stessa Santità l'incomodo di ordinare la sanatoria del passo, da me dato colla citata presunta facoltà.

Andando dal Primo Console, mi farò un dovere di contestargli la sincera mia riconoscenza per le premure, ch'egli si è dato nel farmi allestire un albergo conveniente alla rappresentanza, e non abitato che da me, e dalle persone addette al mio seguito; lo che ha egli assolutamente voluto, e perciò non ha permesso che mi si desse abitazione più prossima al centro della città, delle quali vi è stato a più riprese trattato colle persone, le quali erano destinate dal ministro dell' Interno a preparare i mobili necessari. Per dir tutto in poco, fino dallo scorso giovedì 29 ottobre, sono venuto ad abitare il palazzo Montmorin, posto su il « Boulevard » vicino alla fabbrica dei Soldati Invalidi ¹. Il palazzo è decentissimo. È stato preso in affitto dal governo, ed a spese di questo è stato mobiliato, e corredato di biancherie di ogni sorte, di piat-
teria, posate, cristalleria, batteria di cucina, e di tutto altro che può essere necessario in una casa da abitarci. Forse V. Em. conoscerà la situazione di tal palazzo, perchè nel dare che avrà fatto una corsa dalla parte dell' Hotel dell' Invalidi, le sarà stato

¹ « Die 29 octobris, veteri hospitio relicto, Legatus sese in novas ædes recepit... Oratoria in iis exstructa fuerant omnino duo, quorum alter privatim sacro faciendo Legato usui esset, uti singulis diebus consueverat, alter vero amplior ornatiorque ferme in vestibulo domus constitutis reliquis e legatione cæterisque omnibus pareret... » (Diarium Legationis).

indicato ove abitava l'ambasciatore di Spagna, Mutquiz, antecessore del cav. Azara.

Annetto copia della risposta dell' Emo di Montmorency ¹, affinché V. Em. veda quel che si dice dal porporato.

(Cultes, Arch. de Caprara).

977. — Spina à Consalvi.

(n° 137)

Parigi, 31 ottobre 1801 ².

La soverchia e ben edificante modestia dell' Emo legato mi rende importuno coll' Em. V. R. Avevo immaginato che la qualità di legato *a latere*, della quale il sig. cardinale Caprara è rivestito, sarebbe per sè medesima bastata, perchè si dovesse intendere fornito insieme delle più ampie papali facoltà, proporzionate ad una dignità così sublime, per conferir la quale si esige un preconio consistoriale ed una solenne tradizione di croce, onde il Sommo Pontefice stesso viene rappresentato nella persona del suo legato. Ma mi sono ingannato a partito. Dalla lettura delle distinte facoltà particolari, che sono state accordate a S. Em., mi sono avveduto che la qualità di legato *a latere* per sè medesima non è che una dignità, la quale fa concepire di lei una grande idea, ma che in sostanza non dà alla persona che ne è rivestita, alcuna giurisdizione se non quella di dare la benedizione a chi la chiede, giacchè per questa sola non mi pare di aver veduta una limitata concessione particolare.

Si è pensato costì di fornire l'Emo legato di tutte le facoltà, che le circostanze de' tempi hanno fatto credere necessarie; ma per quanto sia stato messo il cervello a tortura per concepire la quantità, la qualità, ed i limiti coi quali devono essere esercitate, era ben difficile immaginarle tutte e provvedere tutti i casi pos-

¹ Le card. de Montmorency, évêque de Metz, répondait certainement à la lettre de Caprara du 12 octobre (voir p. 175, note 1). Nous croyons qu'il ne s'agit pas ici de la réponse adressée au Légat le 28 octobre et dont il sera question plus loin, mais d'une première réponse, écrite vers le 25 octobre et dont le texte ne nous serait point parvenu.

² L'original de cette pièce (arch. du Vatican) porte la date du 3 novembre, parce qu'elle a été portée par le courrier Pomaroli, parti le 4 de Paris. C'est la dernière dépêche numérotée qui ait été envoyée de Paris par Spina.

sibili. Ha l'Emo legato, per esempio, la facoltà di confermare e variare dei vicari generali delle diocesi, per le sedi singolarmente delle quali viene data dai vescovi la dimissione; ma non ha quella di destinare indistintamente amministratore in una diocesi già vacante, nella quale vi sia questione fra il capitolo o alcuno dei suffraganei, e molto meno ha quella di destinare per qualche urgentissima causa un assoluto amministratore ad una diocesi ancor piena, purchè preceduta sia la dimissione del legittimo titolare.

Le cause di nullità di matrimonio, di professione, di Ordine, saranno frequentissime in Francia. Guai se da principio, avanzandosi qualche istanza per le medesime, seccamente si replica « Convien ricorrere a Roma. » — « Ecco Roma che già tutto vuol abbracciare », si principierà a dire; ed i vescovi, pieni del loro privilegi, si prenderanno degli arbitrii che non gli competono.

Il sig. cardinale è stato autorizzato a dispensare dai vincoli dell' Ordine i suddiaconi, ma tassativamente quelli, che o hanno notoriamente rinunziato al loro stato, o che resi si sono affatto indegni di restare nel santuario. Non ebbi io il coraggio di parlare di diaconi, perchè so bene che le dispense per i diaconi non si accordano così facilmente; ma esserci possono de' suddiaconi che abbiano altre ragioni, comprese quelle di nullità dell' Ordine, e così vi possono esser de' diaconi che meritino una particolare contemplazione.

Non parlo poi delle indulgenze. Sono limitatissime le facoltà che ha per queste l'Emo legato, eppure non è cessato ancora il tempo de esser di queste coi Francesi generosissimi.

Pare adunque, che non solo per tutti i casi sopra indicati, ma per molti ancora che io non so prevedere, possa Sua Santità fornire l'Emo legato delle facoltà le più ampie; e acciò non sia la sua coscienza legata dal timore di eccedere i limiti, debbono queste esser concepite colle clausole le più estese. Conosce V. Em. lo stato attuale della Francia per trovare giuste queste mie riflessioni. Le sottopongo nonostante alla savia sua penetrazione, nell' atto etc.

(Cultes, Arch. de Caprara).

978. — **Maret à Portalis.**

Paris, 9 brumaire an X (31 octobre 1801) ¹.

Les Consuls désirent. cit., que vous écriviez au cit. Cacault, à Rome, une lettre dont je vais avoir l'honneur de vous exposer le sujet. Ils désirent également que vous fassiez sur le même objet une note au cardinal légat.

Le gouvernement est en droit de se plaindre : 1° de ce que la bulle de circonscription des diocèses, qui devait être donnée conformément à l'article 2 du concordat, n'est point encore arrivée ; 2° de ce que la bulle pour engager les évêques à se démettre de leurs sièges n'a pas encore été adressée aux évêques français réfugiés en Allemagne, tandis que, depuis plus de quarante jours, elle est parvenue aux évêques réfugiés à Londres : par ce retard, dont il est difficile d'assigner la cause, l'œuvre salutaire se trouve retardée.

Le gouvernement aurait désiré joindre, le 18 brumaire, la paix de l'Eglise à celle de l'Europe. Il conviendrait que, si l'on n'a pu saisir cette époque remarquable pour la République, on ne laissât point échapper une époque solennelle pour l'Eglise, et que, pour le jour de Noël, les sièges épiscopaux pussent être occupés. Il devient indispensable que la bulle pour la circonscription des évêchés arrive sans retard.

Le Premier Consul ne pourra s'occuper des nominations ² qu'a-

¹ La veille, le P. Consul avait préparé la proclamation adressée aux Français pour la fête du 18 brumaire (*Corr. de Nap.*, n° 5830). « Je vous prie, écrivait-il alors à Maret, d'envoyer la proclamation ci-jointe au ministre de la justice, pour qu'il la fasse insérer au bulletin des lois qui se publiera le 18 (9 novembre), et l'envoyer de manière qu'elle ne soit connue que le 18 » (*id.*, n° 5842). Comme cette pièce garde un silence complet sur le concordat, et que d'un autre côté elle ne paraît avoir subi aucun remaniement ultérieur (Voir la minute aux arch. nat. AF iv 47), on peut en conclure que, déjà le 30 octobre, le P. Consul avait dû renoncer à célébrer la paix de l'Eglise en même temps que celle de l'Europe. Cette nécessité aurait dû lui être démontrée depuis le 26, jour de l'arrivée du courrier de Rome (qui n'apportait pas la bulle de circonscription); mais il est possible qu'il ait d'abord pensé à l'éluder en faisant agir le Légat (V. p. 263, note 2).

² Portalis, bien qu'il eût déjà reçu des recommandations en faveur de candidats à l'épiscopat, ne s'était pas encore occupé positivement des listes de nomination. Il se croyait cependant au moment de commencer ce travail ; car le matin du 30, ne prévoyant pas les nouvelles résolutions du P. Consul pour la fête du 18

près l'arrivée de cette bulle ; il faudra ensuite que les évêques nommés aient le temps de recevoir l'institution canonique, et que, quand ils l'auront reçue, le gouvernement ait le temps d'arrêter les mesures ultérieures qu'il y aura à prendre. Il n'y aura donc pas un moment à perdre. Les retards qu'on a déjà éprouvés sont pénibles, dangereux et inutiles ; leur prolongation aurait les résultats les plus fâcheux. Ils viennent tous de la chancellerie de Rome : il importe que le cardinal légat et le cit. Caumont s'occupent sans délai des moyens d'y mettre un terme.

(Arch. nat., AF^{IV} 195). ¹

979. — Caprara à Consalvi.

(n° 15)

Parigi, 2 novembre 1801.

A tutto sabato sera 31 ottobre, stavano le cose nel modo che io ho avuto l'onore di descrivergli con gli annessi fogli di n° 11, 12, 13, 14, quando un' ora prima della mezza notte portossi alla mia abitazione il consigliere Portalis, quegli cioè, che come V. Em. conosce, è ora incaricato per decreto del Primo Console a trattare e riferire tutti gli affari religiosi o di culto. Io non era ancora ritornato ; e fortunamente avendo favorito Mgor Spina di accompagnarmi, potei averlo compagno della conversazione, che supposi per l'ora intempestiva che dovesse essere interessante, ed anche di poco nostro piacere.

Il consigliere anzidetto addusse, per primario motivo, di essere venuto da me per ordine del Primo Console ad indicarmi che nel giorno d'oggi, che è domenica 1° di novembre, aveva commissione di accompagnarmi dal Primo Console a Malmaison. Secondariamente mi disse, ciò che già conoscevo, che il governo in genere, e il Primo Console in specie, hanno abbracciata la massima di non occuparsi separatamente degli affari religiosi ed ecclesiastici ; ma che in uno stesso tempo avevano stabilito di far conoscere al pubblico il concordato fra la Santità

brumaire, il demandait à Caillard, puis au ministre de l'Intérieur « le protocole dont se servaient les rois de France pour annoncer au Pape la nomination d'un évêque. » Il ajoutait : « ce serait m'obliger doublement que de me faire passer la formule dans la journée, désirant la présenter demain dans mon travail avec le P. Consul. »

¹ Corr. de Nap., n° 5854.

di N. S. e la Francia, e le disposizioni tutte che il governo aveva adottate per il libero esercizio del culto e per la condotta dei sacri ministri ; che il farlo separatamente o in diverse occasioni, oltre che non era consentaneo alle viste del Primo Console, poteva per il carattere della nazione sommamente pregiudicare, e forse anche far mancare lo scopo che la Chiesa ed il governo avevano proposti. Si fecè quindi strada a dire, che Bonaparte voleva assolutamente far conoscere in uno stesso tempo tutti i soggetti destinati alle cinquanta nuove chiese ; che questi ricevessero dal Papa la canonica istituzione, che di ciascheduno si spedissero da Roma quà le bolle, quali giunte sarebbonsi allora in Parigi publicati i nuovi vescovi ; e che senza la minima dilazione, premessa la consacrazione per coloro che ne avessero bisogno, s'incamminerebbero alle loro rispettive diocesi.

Senza punto dar campo di replicare ad un complesso di cose sì mal digerite, continuò dicendo : « Senza avere la bolla di circoscrizione delle nuove diocesi, niuna può farsi di queste cose. Il ritardo di questa, soggiunse, credesi universalmente studiato ; plausibili non si trovano le ragioni che si adducono di dovere necessariamente attendersi, o la dimissione, o la renuenza dei vescovi, cose che già dovrebbero esser giunte, se in tale affare si fosse adoprato l'impegno e sollecitudine che conveniva, ed in conseguenza il Papa avrebbe già proceduto a privare i renuenti della loro sede » ; e terminò il suo discorso su tal proposito, con far trasentire che forse poteva temersi che la bolla di circoscrizione avrebbe sofferto qualche crise, se i vescovi non si dimettevano.

Tanto Mgor Spina che io ribattemmo una simil proposizione, facendosi garanti che la bolla di circoscrizione non avrebbe sofferto nè crise, nè alterazione ; e che tutto al più si sarebbe da qualche giorno ritardata, per aversi dal Santo Padre la sicurezza che il brevi fossero giunti alle mani di tutti i vescovi, il silenzio dei quali (dal consigliere immaginato come pregiudiziale alla sollecitudine) non ostava che Sua Santità potesse prendere le determinazioni che credeva, quando di più aveva nel suo breve previsto, e provvisto a questo caso.

Qualunque obiezione e riflessione, sebbene fatta da ambedue

colla miglior buona grazia, rispetto a quanto il consigliere aveva noi detto su tutti gli oggetti, non riportò altra risposta : « Il non condisendere in circostanze così straordinarie ad usare facoltà straordinarie, le quali rimuovano il disordine e contribuiscano al desiderabile sollecito ristabilimento della religione, si chiama esporsi a dei mali gravissimi, e forse anche a far cambiare di massima coloro che fortunatamente mostravano di essersi ricreduti. » Ed in fine ripeté : « Il Primo Console vuole assolutamente fare le nomine di tutti i vescovi ad un tempo ; non vuole esternarle finchè non ha in mano la bolla di circoscrizione, che attende senza ulteriore dilazione ; e vuole altresì nel giorno stesso pubblicare concordato e nomine ; e vuole in fine che i vescovi nominati, per evitare, come dicono, il caso di amministrazione, siano in caso di avere preventivamente le bolle di istituzione, per poter subito prendere possesso delle nuove sedi. »

Per non soverchiamente annoiare V. Em. colla relazione di discorsi fatti *hinc inde*, sulla subbietta materia, dirò con dolore, che sul proposito di nomine, si fa costantemente sentire che fra i vescovi da destinarsi, vi saranno dei costituzionali. Intorno ai quali, se si affaccia ciò che è stato loro insinuato, e prescritto nel breve che hanno avuto per mezzo di Mgor arcivescovo di Corinto, rispondono, che i costituzionali col foglio dato di dimissione hanno implicitamente ritrattato ciò che contiene la costituzione civile del clero ; e che con questo passo hanno lasciato libere le mani al governo, lo che non fanno molti dei da noi chiamati vescovi legittimi. Per dir tutto in poco, dal governo si temono moltissimo i costituzionali e il loro partito. Questi se ne sono avveduti, e si sono perciò sempre più allontanati dal far ciò che nel breve di Sua Santità si richiedeva, lo che perfino da alcuni qualche tempo addietro mi era stato detto all' orecchio che avrebbero fatto.

Niuno meglio di V. Em. conosce come si trattino qui gli affari, e quindi veruno più saviamente di lei può decidere, se potendo ristabilirsi la religione, debbano usarsi le possibili facilità. Per ciò che riguarda la bolla di circoscrizione, che sarebbe desiderabile si trovasse compenso di spedirsi subito, mi riporto alla memoria che ho fatto estendere sul proposito, e che qui unisca per-

chè possa essere passata a chiunque occorre. In ordine alle nomine dei costituzionali, V. Em. sia persuasa che piango amaramente; che non lascio di farlo sentire, tentando le vie possibili per distorne il governo, adducendo ragioni politiche alle quali non sanno rispondere. Ma dopo aver perorato delle ore, null' altro risulta dalle mie fatiche, se non la convizione che il Primo Console ne nominerà alcuni, per non attirarsi contro il loro partito, come nominerà egualmente, a debol mio giudizio, dei vescovi legittimi, quali non può non temere parimente, perchè alcuni godono vera stima nel pubblico.

Mi ero lusingato di attaccare vivamente il Primo Console a solo; ma temo che, o già sia preparato all' attacco e che quindi resista assolutamente, o che forse Portalis sarà presente all' abboccamento. Se così è, non è da sperarsi mutazione di massime, poichè il consigliere le ha esternate con positiva immutabile determinazione.

L'esito dell' abboccamento col Primo Console V. Em. lo avrà unito a questo foglio, che ho esteso prima di andare a Malmaison, e che ella riceverà per mezzo del corriere Felicetto¹, e non per la posta; essendosi creduto, concordemente con Mgor Spina, di così fare, per anche mostrare al governo che da Roma e da noi si ama al pari di loro la sollecitudine.

² Ritornato da Malmaison verso le ore undici della notte, mi pongo a dettare il risultato dell' abboccamento avuto col Primo Console.

In niun modo ha fatto il medesimo parola meco dei cinque articoli, che in copia annetto alla mia di n° 14; ma immediatamente, con quella vivacità che è propria del suo carattere, ed aggiungo anche mostrando di essere indispettito, ha incominciato dal fare lagnanze le più amare contro tutti i Romani, dicendo che lo menano in barchetta, e che studiano a prenderlo alla trappola: che lo menano in barchetta colla eterna lungaggine

¹ Le même jour Caprara a demandé un passeport pour le courrier Felice Pomaroli. « Dans le cas, ajoutait-il, où le cit. ministre aurait quelques dépêches pour ce pays [Rome], le card. se fera un vrai plaisir de les joindre aux siennes. »

² Cette fin de la dépêche a été publiée en grande partie par Thiers (t. III, p. 282, note).

nello spedire la bolla di circoscrizione, al cui ritardo hanno contribuito col non mandare i brevi ai vescovi nel tempo che dovevano, e col non spedirli per mezzo di corrieri, come avrebbe fatto ogni governo cui premeva un affare; che studiano di prenderlo alla trappola, perchè vorrebbero fargli fare la figura di bamboccio, nell' indurre il Papa a non ammettere le nomine ch'egli farà di vescovi costituzionali; e proseguendo a parlare a guisa di torrente, ha ripetuto esattamente tutto ciò che in presenza di Mgor Spina mi disse ieri sera il consigliere Portalis.

Dopo un discorso sì veemente, o mescolato di espressioni assai agre, io ho preso a giustificare i Romani accusati. — Al che egli, interrompendomi, ha detto: « Non accetto giustificazioni, e solo dal numero eccettuo il Papa, per cui ho rispetto e tenerezza. » — Io profittando di questa occasione, ho tentato di farmi strada alle sue circostanze miserabili: al che egli ha soggiunto: « Vi serva il sapere che mi occupo, e penso anche al di lui temporale. Godo sommamente che gli elettori ecclesiastici siansi a lui rivolti¹; segno evidente che fanno stima ed hanno fiducia del capo della Chiesa, ciò che io stesso farò sentire a Sua Santità colla lettera che voglio scrivergli. » — Al che ho replicato io, che se voleva, poteva profittare di un corriere che io avrei rispedito a Roma: lo che ha accettato con dimostrazioni di gradimento.

Parendomi in quel punto meno trasportato che in principio, mi sono studiato di fargli sentire, che avendo tenerezza per N. S., doveva dargliene un contrassegno col togliergli il dispiacere di nominare vescovi costituzionali. — A questa proposizione, ha ripreso l'antico tuono, ed ha detto: « I costituzionali saranno da me nominati, e in numero di quindici. Ho fatto quel che potevo, e non recederò neppure di una linea dalla determinazione che ho preso. » — Vedendo che le ragioni politiche, che nella prima udienza io gli avevo affacciate, e che in tal circostanza ho ripetute, a nulla giovavano, che niuna breccia gli fece l'esibizione che fossero preteriti i legittimi purchè non contemplati i costituzionali, mi sono ridotto a dimandargli, che qualora non pensasse di rimuoversi dall' idea, ciò che peraltro io non avrei lasciato di tentare in ogni occasione, escludesse assolutamente i

¹ Voir la lettre du Pape au P. Consul, du 14 octobre (p. 212, note 4).

capi di setta, ed obbligasse i nominati alla sommissione, e dichiarazione che vien loro prescritta nel breve. Quanto ai capi di setta, il consigliere Portalis, che era presente, ha voluto assicurarmi che potevo vivere quieto, e che su i soggetti sarei stato contento. Ma quanto alla sommissione, il Primo Console ha ripreso: « È superbia di dimandarla, ed è viltà il prestarla »; e qui, senza attendere risposta, si è aperto un campo vasto in ordine alla canonica istituzione, e non più come militare ma a guisa di canonista, ha tenuto un lunghissimo discorso, non dirò da persuadere, ma da tenere a bada; ed in fine ha detto: « Ma i vescovi non fanno la professione di fede, e prestano giuramento? » — Rispostogli di sì dallo stesso consigliere Portalis, ha conchiuso: « Questo tratto di ubbidienza al Papa basta per mille sommissioni »; e rivolgendosi a me, mi ha laconicamente ripetuto: « Procurate che sollecitamente venga la bolla della circoscrizione, e che ciò che ne viene di seguito, e di cui vi ho parlato, non abbia per parte di Roma la stessa sorte che hanno avuto i brevi spediti ai vescovi, quali, secondo le mie notizie, non erano stati consegnati ad alcuno in Germania a tutto il 21 del passato. »

Così è finito l'abboccamento, e sebbene io abbia dovuto trattenermi più a lungo, non mi ha dato campo di più riattaccarlo su veruno oggetto.

La relazione che io do a V. Em. è genuina; ed anche tralascio alcune espressioni, che non servono che a far dispiacere a qualcuno. Lascio a V. Em. il riflettere quel che convenga di fare, non essendo punto esagerato quel che V. Em. trova riportato nel foglio di promemoria relativo alla bolla di circoscrizione.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

Promemoria sulla bolla per la nuova Circoscrizione delle diocesi francesi.

4 novembre 1801.¹

Quantunque nella precedente memoria siansi segnate le tracce,

¹ Ce mémoire est en réalité du 2 novembre. Le 4 est la date du départ du courrier qui l'a porté à Rome.

che sembrava opportuno di tenere, affinchè la bolla della nuova circoscrizione delle diocesi francesi potesse ultimarsi al più presto, si è costretti nonostante di tornare sullo stesso argomento e di confessar con dolore, che le facilitazioni già proposte, sebbene grandi e straordinarie, pure non sono sufficienti a render pago il Primo Console. Egli non soffre ritardo, nè conosce ostacoli; ma esige che detta bolla venga spedita immediatamente, poichè ad onta delle ragioni addotte onde persuaderlo del contrario, teme che l'indugio nasca da qualche fine indiretto, e sostiene che il Santo Padre può benissimo determinarsi alla nuova circoscrizione, senza attendere le risposte ai brevi inviati ai vescovi francesi per esortarli a dimettersi spontaneamente dalle loro sedi.

Dopo avere il cardinal legato messo in pratica inutilmente tutti i mezzi per frastornare questa idea, vedendo che l'opporli al desiderio del Primo Console sarebbe lo stesso che rovesciare ogni cosa, e perdere in un momento il frutto di tante fatiche, e di tanti sacrifici fatti da Sua Santità per ristabilire in Francia la cattolica religione, ardisce proporre, che senza altra dimora potrebbe degnarsi il S. Padre di ordinare la spedizione della bolla, adottando il compenso di fissare la nuova circoscrizione *nunc pro tunc*; formula usata più volte dai Sommi Pontefici nelle loro lettere apostoliche relativamente ad affari ecclesiastici.

Due ragioni plausibili servir possono a coonestare questo temperamento. La prima può dedursi dalle replicate istanze del Primo Console, e la seconda dal vantaggio, anzi dal bisogno di appianare la strada all'esecuzione del concordato, sicchè circoscrivendosi intanto le nuove diocesi, e procedendosi alle nomine dei vescovi, si disponga tutto l'occorrente per dar loro la canonica istituzione, tostochè il S. Padre abbia ricevuto le risposte dei vescovi antichi, già da lui esortati a dimettersi pel bene della pace e della unità, ed in tal guisa possano più presto i nuovi pastori assumere il governo spirituale delle loro diocesi, ed appagare i voti comuni del governo e de' cattolici della Francia, che attendono con impazienza l'epoca del ristabilimento della religione e del pubblico esercizio del di lei culto.

E quanto all'ostacolo della mancanza delle risposte di molti degli antichi vescovi legittimi, sembra che pur vi sia un mezzo di conciliazione. In primo luogo si può dire nella bolla, che molti

di essi con plausibile prontezza hanno fatto il sacrificio delle loro sedi, e che il S. Padre ha motivo di lusingarsi, che sieno per giungergli sollecitamente le dimissioni anche di tutti gli altri. In secondo luogo può aggiungersi, che se mai qualcuno si ricusasse ad un tale atto richiesto indispensabilmente dal bene della religione, Sua Santità si vedrebbe costretta a servirsi della apostolica sua autorità, e che perciò intende fin da ora di supplire al consenso de' vescovi renitenti, e dichiara vacanti tutte le antiche diocesi, procedendo quindi alla circoscrizione delle nuove.

Per tutto il resto, l' antecedente memoria somministra i materiali per stendere la bolla in quella miglior maniera, che permettono le critiche circostanze; e sarà sempre meno male, che si prescinda da certe regole di ecclesiastica disciplina, quantunque venerabili e plausibilissime, di quello che esporsi ad un evidente pericolo di rovinare affatto ogni cosa, e di veder bandita perpetualmente dalla Francia la cattolica religione. A questo rovescio appunto tendono gli sforzi, che i nemici della religione medesima non si stancano di rinnovare, e di raddoppiare con tanto maggiore impegno ed astuzia, quanto più breve conoscono essere il tempo che loro resta ad agire, e quanto più efficace ravvisano nel Primo Console la volontà di rendere ai Francesi la religione de' loro padri.

Frattanto, siccome sono state fatte dal governo delle lagnanze sul ritardo de' brevi, che da Roma dovevano spedirsi ai vescovi legittimi per esortargli alla dimissione, avendosi recenti riscontri che ad alcuni della Germania un tal breve non era ancora giunto, così per opportuna cautela e per ovviare ulteriori reclami, il cardinal legato, di concerto con Mgor arcivescovo di Corinto, prende il compenso d' inoltrare da Parigi le copie autentiche del breve pontificio, tanto ai vescovi francesi che trovansi in Germania, quanto a quelli che dimorano nei domini Spagnoli ¹. Al ricevere le risposte, ne darà parte immediatamente all' Emo segretario di stato, e calcolando il tempo che deve necessariamente percorrere prima che arrivi a Parigi la bolla della nuova circoscrizione, è facile inferire, che tutte le repliche degli stessi vescovi si saranno di già avute. È poi naturale che le altre che man-

¹ Voir au commencement de la Partie XX.

cano, giungeranno quanto prima in Roma. E in tal guisa all' epoca dell' esecuzione della bolla, sarebbero preceduti i consensi o i dissensi dell' intero clero degli antichi vescovi legittimi della Francia ; e il cardinal legato potrebbe ancor farne, se così piace, espressa menzione nel decreto esecutoriale. Per non prendere equivoco si desidera, che l'Emo segretario di stato abbia la designazione di fornire la nota .de' vescovi francesi i quali hanno risposto, distinguendo quelli che diedero la dimissione da quelli che vi si ricusarono ¹.

(Arch. du Vatican).

980. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 2 novembre 1801.

Durante la tempestosa conversazione che io ebbi col Primo Console, e che già ho descritta coll' annessa di n° 13, fra le persone romane contro le quali si scagliò, nominò esplicitamente Mgor Spina, dicendo : « E cosa fa qui questo arcivescovo di Corinto ? » Dimanda simile, debbo confessare a V. Em. che mi era stata fatta da esso Primo Console, nella prima udienza, di che non giudicai bene farne parola a V. Em., sì perchè parvemi che Bonaparte fosse persuaso delle ragioni che gli addussi, sì perchè ero persuaso dell' utilità della sua permanenza, col principio che *plus vident oculi quam oculus*. Vedo però appunto, che questo principio è quello per cui si ama la partenza del prelado. Ed io, alla proposizione fattami dal Primo Console di volere scrivere sul proposito a N. S., le dissi : « Voi avete mostrato della bontà per Mgor Spina ; egli certamente non l'ha demeritata : quindi farà onore al vostro carattere se preposta qualunque altra frase, scrivendo a N. S., userete quella di pregarlo ad esternare sollecitamente la sua promozione al cardinalato, cosa dovutagli in premio dei servigi che esattamente e fedelmente ha resi alla Santa Sede » ; ciò che il Primo Console mi ha promesso di fare. E l'attaccamento che nutro per Mgor Spina, e la mia delicatezza esigevano che io non le tacessi questa conversazione ; in seguito della quale mi ha detto che ha già preso il suo partito, e che di

¹ Publié par Theiner (t. II, pièces XLIII, p. 163).

ciò ne rende intesa V. Em., da sè medesimo. Su tal proposito dunque mi riporto a quanto Mgor Spina le scrive.

Ho reso conto a V. Em. della nota conversazione su gli affari ecclesiastici, ayuta col Primo Console. Devo pero soggiungerle, che finita la medesima all' incirca un' ora dopo mezzo giorno, egli partì con Madama, stando fuori all' incirca un' altra ora. Ma prima mi obbligò di rimanere pressq di lui a pranzo, non ostante che fossi impegnato dal fratello Giuseppe, al quale egli stesso spedì. Certamente, senza esagerazione, fuoridel tempo del pranzo sino a dieci ore della notte, volle trattenersi meco, passeggiando alla sua maniera la più parte del tempo, e parlando di tutti gli oggetti economici e politici possibili¹.

In ordine a noi, sul punto di Malta, avendogli io fatto un quadro della importanza politica perchè l'isola restasse all' Ordine, onde gli Inglesi non avessero pretesto di ritenerla, ne convenne. In detta occasione mi permisi di parlargli in fretta della situazione nostra colla Spagna. Nel momento egli si trova in circostanze di non volere domandare veruna cosa a detta corte. Sono però moralmente certo che è disposto ad aiutarci.

Mi domandò conto della nostra situazione con Napoli, sopra tutto rispetto a Benevento e Ponte Corvo. Esso su questo vede come noi, ma non mi pare disposto a parlare che stimolato da noi : e non è il momento, secondo me ; giacchè i Napoletani hanno molto più quattrini di noi, e gli impiegano².

Su Avignone e Contado, devo confessare che non se ne è fatto parola. Sulle Legazioni, si è dato qualche motto da lui sulla Romagna, e mi ha richiesto la proporzione in cui è la provincia della Romagna con quella di Bologna. Le ho all' incirca calcolate ugualmente. Ma ho potuto con naturalezza fare il vero quadro dell' infelice situazione delle finanze di N. S., facendo vedere che fuori della provincia della Marca, il rimanente del suo stato era

¹ « Die Sanctis Omnibus sacra, cardinalis, a consiliario status Portalis curru Consulis exceptus, ad ejus privatam audientiam deductus est. Ea die Legatus apud Josephum Bonaparte, P. Consulis fratrem, pridie ejus diei invitatus prandere debebat. Consul tamen per totam diem apud se esse illum voluit, nec nisi ad multam noctem sinuit eum Parisios reverti » (Diarium Legationis).

² Allusion à des bruits répandus depuis longtemps sur la vénalité de Talleyrand.

a proprio scapito. Non so come, parlando dei debiti camerali, non trovai la parola « luoghi di monte » ; ed egli fu chi me la somministrò. Ma V. Em. calcoli che su questo, o il pero non è maturo, come politicamente parmi, o esso ha in animo di fare assolutamente qualche cosa da sè, ma che non vuole dirmi.

Nel rimanente, devo dire con verità, che fuori del tempo della trattativa ecclesiastica, nella quale ci trovammo in terzo, tutto il resto del tempo che ha parlato meco, non avrei saputo desiderare dimostrazione di maggior fiducia.

P. S. — Avevo dimenticato di dire a V. Em., che il Primo Console, nel discorrersi delle Legazioni, m'interrogò se era vero che l'Imperatore gliene avesse dimandata la cessione, e che egli avesse ricusato di farla¹. Al che replicai essere verissimo ; e che perciò la corte di Vienna non aveva gradita simil fermezza per parte di Nostro Signore².

(Gultes, Arch. de Caprara).

981. — Caprara a Consalvi.

Parigi, 3 novembre 1801.

Accuso a V. Em. le vme sue dei 17, 21 e 24 dello scorso ottobre, giuntemi per mezzo del corriere Piranesi in due diversi pieghi, la notte dei 2 corrente. Il numero delle lettere segnate nelle rispettive fascette l' ho trovato nel suo intero ; e senza dilazione per mezzo di memoria al ministro degli affari esteri ho passata la lettera di N. S. diretta al Primo Console, ed ho ricapitata l'altra

¹ Pendant le séjour de Pie VII à Venise. Cf. t. II, p. 230.

² Le même jour il écrivait à Talleyrand : « Le card. Caprara ayant reçu une lettre du Pape pour le P. Consul, a l'honneur de la remettre avec sa copie au ministre des affaires étrangères, auquel il adresse en même temps, en copie, une lettre officielle, qu'il vient de recevoir avec le courrier extraordinaire, touchant le départ de Mgr archev. de Corinthe. Il lui annonce avec plaisir que sa lettre pour le cit. Cacault sera remise au courrier [F. Pomaroli], et il le remercie du passeport qu'il a bien voulu lui envoyer. » — En annonçant à Consalvi la remise à Talleyrand de la dépêche relative au rappel de Spina (pièce n° 954), Caprara ajoutait : « Ho fatto ciò di consenso e concerto con il prelato, ed aggiungo di aver fatto altrettanto col consigliere Portalis, come a quello che fu presente all' abboccamento che io ebbi col P. Console a Malmaison... » (dép. de Caprara n° 16, des 3 et 4 novembre).

al cav. Azara. Nel di più mi riporto ai numeri annessi, e mi riservo ad altro tempo ad interloquire su i vari oggetti contenuti nelle lettere, a precisamente su i tre dispacci in cifra, essendone impossibile oggi, anche perchè non si è potuto incominciare a scifrarli. ¹

(Cultes ; *Arch. de Caprara*).

982. — Note de Portalis à Caprara.

Paris, 12 brumaire an X (3 novembre 1801).

Le soussigné, conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, a l'honneur de remettre sous les yeux de S. Em. le cardinal Caprara, les observations et déclarations qu'il fut chargé de lui faire, au nom du gouvernement français, dans leur dernière conférence. Elles expriment le vœu formel du gouvernement pour la prompte et entière exécution de la convention signée à Paris le 29 messidor an IX.

Par l'art. 2 de cette convention, Sa Sainteté s'est engagée à faire, de concert avec le gouvernement français, une nouvelle circonscription des diocèses de France. Cependant la bulle relative à cette circonscription n'arrive pas, et tout est paralysé par ce retard. Le Premier Consul ne peut nommer à des titres ecclésiastiques qui n'existent point encore ; et des règlements ² que l'on publierait avant l'existence du clergé pour lequel ils sont faits, ne seraient qu'un ouvrage d'ostentation.

La convention porte expressément, art. 3, qu'on n'a pas besoin du consentement des anciens titulaires pour supprimer les anciens évêchés et en ériger de nouveaux. Voici les propres termes de cet article : « Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français, qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leur siège. D'après cette exhortation, s'ils se refusaient

¹ L'arrivée du courrier Piranesi sans la bulle de circonscription, a dû pousser le P. Consul à persévérer dans les ordres qui avaient été envoyés le 31 octobre à Portalis (pièce n° 978), et qui n'étaient pas encore exécutés.

² Pièce n° 942. On voit par cette note et par celle de Portalis à Cacault, que, dès ce moment, le Légat et le Saint-Siège ont été avertis officiellement de l'existence des règlements sur le culte, qui ont pris plus tard le nom d'« articles organiques. »

à ce sacrifice, commandé par le bien de l'Église, refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas, il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle. »

Il est constant que le bref par lequel Sa Sainteté a notifié ses intentions aux titulaires des évêchés français, est parvenu aux archevêques et évêques réfugiés à Londres ; et que ceux réfugiés en Espagne et en Allemagne ne l'ont point encore reçu. Si ce bref eût été envoyé par des courriers, et si son envoi eût été mieux combiné, les archevêques et évêques réfugiés à Londres, entourés de plus de séductions et d'intrigues, n'auraient pas eu à s'expliquer avant les autres, et on aurait prévenu les contradictions des malintentionnés.

Quoi qu'il en soit, les circonstances actuelles sont impérieuses. La religion en France est sans ministres. Les titulaires dont on a demandé la démission, sont, par leur éloignement, par leur dispersion, et plusieurs d'entre eux par leur conduite, dans l'impossibilité d'opérer le bien et de remplir leurs fonctions. Leur silence ne saurait avoir plus d'effet que leur refus, et il est reconnu que leur refus ne pourrait rien empêcher. La négligence ou les fausses mesures de la chancellerie romaine ne peuvent arrêter des opérations, qui sont commandées par la plus forte de toutes les lois, par celle de la nécessité. S. Em. voit par elle-même combien il est instant que le rétablissement annoncé du culte catholique se réalise. Toute lenteur est un péril pour l'Église, parce que toute lenteur entretient l'inquiétude de certains esprits, et peut produire le refroidissement de tous.

Il importe donc que la bulle concernant la circonscription soit expédiée sans délai, et sans attendre des réponses dont le résultat, quel qu'il soit, ne peut jamais rien changer dans la détermination prise, ni mettre obstacle à son exécution. Le moment actuel ne ressemble à aucun autre. Les égards pour les personnes ne doivent point entraver la marche essentielle des choses ; et des formes, qui ne sont pas la religion, et qui sont étrangères à des circonstances aussi extraordinaires et aussi impérieuses que celles-ci, ne sauraient prévaloir sur la religion même.

Le Premier Consul ne pourra nommer les titulaires, que lorsqu'il y aura des titres bien reconnus et bien établis.

Son intention, déjà manifestée, est de choisir ces titulaires parmi les anciens évêques, parmi ceux vulgairement appelés constitutionnels, et parmi des ecclésiastiques non encore promus à l'épiscopat.

S. Em. sait qu'un collateur n'est point ce que serait un casuiste dans le tribunal secret de la pénitence, et qu'il n'est juge que des capacités extérieures de l'ecclésiastique nommé. S. Em. sait encore, que, d'après les maximes de France, le Saint-Siège est collateur forcé.

Des divisions funestes à l'Eglise et inquiétantes pour l'Etat doivent avoir un terme, et ce terme doit être celui de l'œuvre salutaire qu'il est pressant de consommer. La constitution civile du clergé avait été délibérée par l'Assemblée Constituante et sanctionnée par le roi : elle n'a point été l'ouvrage des prêtres. Soumettre à des précautions alarmantes ceux d'entre les ecclésiastiques qui n'ont fait qu'obéir aux lois de leur pays, ce serait réveiller entre l'Empire et le Sacerdoce des discussions terminées, et ce serait compromettre la dignité de la nation elle-même. Des évêques qui ont donné la démission de leurs sièges, et qui, s'ils sont nommés à de nouveaux titres épiscopaux, réclameront l'institution canonique de Sa Sainteté, rendent par ce seul fait un hommage solennel aux principes de l'unité catholique, et reconnaissent l'état présent de la discipline.

L'intention du Premier Consul est qu'après les nominations suivies de l'institution canonique, tout soit proclamé à la fois. Dans le même jour, et pour ainsi dire dans le même instant, l'Eglise gallicane sortira toute formée des mains du gouvernement. Jusqu'alors rien ne peut être publié, rien ne peut être mis à exécution.

Le gouvernement aurait désiré que le jour du 18 brumaire eût pu être consacré à célébrer la paix de l'Eglise, comme il le sera à célébrer la paix de l'Europe. Mais, puisque l'on n'a pu saisir cette époque remarquable pour la République, Sa Sainteté jugera certainement convenable que, pour le jour de Noël qui est une des principales solennités de l'Eglise, tous les sièges épiscopaux soient remplis.

Le soussigné ne doute pas que le retour du courrier, qui va être expédié, n'apporte la bulle concernant la circonscription.

S. Em. demeurera convaincue que le gouvernement français ne peut varier dans les intentions qu'il manifeste, parce qu'elles ne sont que l'exécution d'une convention consommée.

Le soussigné saisit avec empressement l'occasion d'assurer S. Em. de sa haute considération.

(Gultes; Arch. du Vatican) ¹.

Portalès à Cacault.

Paris, 12 brumaire an X (3 novembre 1801).

Je suis chargé, cit. ministre, de vous faire connaître le vœu du gouvernement sur tout ce qui est relatif aux affaires ecclésiastiques.

L'intention du Premier Consul est que le rétablissement de l'église catholique de France soit publié et consommé, le même jour, dans toutes ses parties. On prévient les objections de détail en présentant l'ensemble. Les malintentionnés se taisent ou parlent inutilement, lorsqu'un projet ne leur est connu que par son entière exécution. Le caractère national ne s'accommode point d'une marche incertaine dans les affaires ; le succès et l'étonnement peuvent seuls lui commander le respect.

Les grandes vues du gouvernement sont contrariées par les lenteurs de la chancellerie romaine.

La bulle relative à la nouvelle circonscription des diocèses n'arrive pas. Le retard est motivé sur ce qu'on attend la réponse des anciens évêques, dont on a demandé la démission. Mais pourquoi le bref, par lequel ces démissions ont été demandées, n'est-il point encore parvenu aux évêques réfugiés en Allemagne et en Espagne, tandis qu'on a depuis longtemps la réponse des évêques de Londres ? La prudence exigeait que l'envoi du bref fût assez sagement combiné, pour que les évêques de Londres, entourés de plus de séductions et d'intrigues, n'eussent pas à s'expliquer avant les autres. Pourquoi n'a-t-on pas expédié des courriers pour hâter une opération instantane ? Il est difficile d'assigner une cause raisonnable à la conduite qui a été

¹ Le P. Theiner a publié cette note (t. I, p. 335), d'après l'exemplaire conservé au Vatican, et avec la date erronée du 4 novembre.

tenue. Il est pourtant indispensable que la bulle relative à la nouvelle circonscription des diocèses ne soit pas plus longtemps retardée. Jusqu'alors les nouveaux titres ecclésiastiques n'existent pas, et il est impossible de nommer à des titres qui n'existent pas encore.

Jusqu'à cette nomination, la religion est sans ministres. Que pourrait faire le gouvernement dans ce temps intermédiaire ? Publier des règlements de police, des plans d'organisation ? On lui demanderait alors : Où est votre clergé ? Des écrits ou des règlements ne sont que des ouvrages d'ostentation, des formes ou des ombres sans réalité, tant qu'on ne voit pas la matière à laquelle ces écrits et ces règlements doivent être appliqués. Depuis la Révolution, on ne s'est que trop exposé au ridicule de régler par de belles lois des objets qui n'existaient pas, et que l'on était ensuite dans l'impossibilité de réaliser. On connaît trop bien le gouvernement, pour pouvoir le soupçonner de vouloir s'exposer à ce ridicule.

Ce ne sera qu'après l'arrivée de la bulle relative à la nouvelle circonscription, que les nominations des nouveaux titulaires pourront être faites. Il importe donc qu'elle nous parvienne sans délai.

Le silence ou le refus des anciens titulaires ne peut rien empêcher. C'est la nécessité, ou l'utilité, qui est la vraie cause canonique des réunions ou suppressions des titres ecclésiastiques. On entend les titulaires ; mais on n'a pas besoin de leur consentement. Ils peuvent éclairer par leurs observations ; mais ils ne peuvent apporter aucun obstacle par leur silence ou par leur refus. Les circonstances actuelles sont impérieuses. Je conçois que des titulaires présents dans leurs églises, et y remplissant leur ministère, pourraient réclamer des égards personnels qui, dans une pareille hypothèse, ne seraient point incompatibles avec le bien de la religion et avec la tranquillité de l'État. Mais des ministres qui sont dispersés sur toute la surface du globe, qui par leur éloignement, et plusieurs d'entre eux par leur conduite, sont dans la malheureuse impuissance d'opérer le bien et de remplir leurs devoirs, auraient mauvaise grâce de réclamer des formes, dont les lenteurs deviendraient un péril pour l'Église et un embarras pour le maintien de l'ordre public.

Le temps dans lequel nous vivons ne ressemble à aucun autre ; il fait exception à toutes les règles. Des formes qui ne sont que de droit humain, et qui n'ont été établies que pour l'utilité de la religion, ne sauraient prévaloir quand elles deviennent funestes à la religion même. Il est de nécessité que les églises catholiques de France ne demeurent pas plus longtemps vacantes ; et la nécessité est la plus impérieuse de toutes les lois.

Le gouvernement français entend qu'il n'y ait rien de provisoire dans la bulle relative à la nouvelle circonscription, et que tout y soit définitif pour l'érection des nouveaux titres, pour la suppression des titres anciens. La nomination des archevêques et évêques suivra l'arrivée de la bulle de circonscription.

L'intention déjà connue du gouvernement est de choisir les nouveaux archevêques et évêques : 1° parmi les anciens titulaires ; 2° parmi les évêques appelés constitutionnels ; 3° parmi des ecclésiastiques non encore promus à l'épiscopat.

La maxime de France est que le Pape est collateur forcé de tous les titres dont le gouvernement a la nomination. Le Pape collateur n'est point ce que serait un casuiste pour le for intérieur dans le tribunal secret de la pénitence. Il n'est juge que des capacités extérieures de l'ecclésiastique nommé. Le gouvernement a intérêt à faire de bons choix, et il en a la volonté.

Les évêques appelés constitutionnels ont donné leur démission ; ils ont exécuté la convention passée entre le gouvernement et Pie VII. Par ce seul fait, ils ont reconnu le Pape comme centre de l'unité catholique, et ils ont adhéré aux principes qui, d'après le dernier état de la discipline, placent l'institution canonique dans les mains du Pape. Il ne serait ni décent, ni même possible, que l'on exigeât de ces évêques des rétractations humiliantes, qui, sans utilité pour la religion, compromettraient la dignité de la nation elle-même. La constitution civile du clergé avait été délibérée par l'Assemblée Constituante et sanctionnée par le roi : elle n'était point l'ouvrage des ecclésiastiques. On ne peut donc traiter les ecclésiastiques, qui n'ont fait qu'obéir aux lois de leur pays, en demeurant attachés au fond de la religion, comme on traiterait des hommes qui auraient abdiqué la foi de leurs pères, ou qui, par leurs mœurs, seraient un objet de scandale public.

Le gouvernement croit utile de rétablir les rapports qui existaient entre le Saint-Siège et l'église gallicane. Mais il importe de ne pas réveiller des questions, qui seraient un objet de trouble et qui tendraient à semer de nouvelles divisions entre l'Empire et le Sacerdoce. Des évêques qui donnent leurs démissions sur la demande du Pape et qui recourront à lui, s'ils sont nommés, pour avoir son institution canonique, rétractent suffisamment leur conduite passée. Les faits sont plus puissants que les paroles. Ne pas nommer un certain nombre d'évêques constitutionnels, ce serait, non établir, mais éloigner la paix. On ne verrait, dans une opération aussi peu impartiale, que l'oppression d'un parti par un autre, lorsque le bien de la religion et celui de l'État exigent que tous les partis disparaissent.

Ce ne sera qu'après que l'institution canonique du Pape sera intervenue sur toutes les nominations du Premier Consul, que le même jour, et pour ainsi dire dans le même instant, l'église gallicane sortira toute formée des mains du gouvernement.

Jusqu'alors rien ne sera rendu public, rien ne sera mis à exécution. Le cardinal légat ne sera reçu ni reconnu jusqu'alors. On sentira donc à Rome la nécessité de presser les mesures. Toute lenteur est un danger.

Je joins à ma lettre, cit. ministre, la note que j'ai adressée à S. Em. le cardinal Caprara. On ne peut s'écarter d'aucun article contenu dans cette note ; car il ne s'agit point ici de faire des conventions nouvelles ou de négocier, mais d'exécuter franchement une convention consommée.

Le gouvernement aurait désiré joindre, le 18 brumaire, la paix de l'Église à celle de l'Europe. Il conviendrait que, si l'on n'a pu saisir cette époque remarquable pour la République, on ne laissât point échapper une époque solennelle pour l'Église, et que le jour de Noël les sièges épiscopaux pussent être occupés.

Le gouvernement, cit. ministre, s'en rapporte à vos lumières et à votre zèle...

P. S. — Comme je ne puis être assuré, cit. ministre, de l'usage plus ou moins complet que M. le cardinal Caprara fera¹ de la note que je lui ai remise au nom du gouvernement, je crois

¹ Voir la pièce n° 985.

qu'il est indispensable que vous la remettiez vous-même ; car le gouvernement est inébranlable dans les résolutions que cette note renferme.

(Cultes).

983. — Portalis au P. Consul.

Paris, 12 brumaire an X (3 novembre 1801).

Le cardinal Caprara me fait passer dans le moment la copie d'une lettre du cardinal Consalvi, par laquelle M. l'archevêque de Corinthe est rappelé. J'aime mieux que ce prélat fasse de la théologie à Rome qu'en France. Je joins à ma lettre une copie de ce rappel.

Dans le billet que M. le cardinal Caprara m'écrit, il me prévient que ses dépêches sur ma note ne partiront que lorsqu'il aura reçu votre réponse au bref de Sa Sainteté, parce qu'il pense que cette réponse, en se référant à la note par moi remise en votre nom, fortifiera les observations qu'il m'a promis de présenter à Sa Sainteté avec énergie et courage.

Je ne dois point vous laisser ignorer, cit. Premier Consul, que le cardinal Consalvi vient de m'écrire une lettre de félicitation sur les nouvelles fonctions que vous avez bien voulu me confier. Je trouve dans cette circonstance une occasion favorable d'exprimer à ce ministre le vœu formel du gouvernement pour la prompte et franche exécution de la convention passée avec le Saint-Siège.

J'ai l'honneur, cit. Premier Consul, de vous prévenir encore que j'ai engagé le cit. Bernier à écrire de son côté. Il l'a fait d'une manière parfaitement convenable, et il vient de me remettre la lettre qu'il adresse au cardinal Consalvi.

(Arch. nat., AFIV 1044).

Portalis à Consalvi.

Paris, 12 brumaire an X (3 novembre 1801).

Je suis bien sensible à tout ce que V. Em. veut bien me dire d'obligeant, à l'occasion des nouvelles fonctions que le gouvernement français vient de me confier. Vous avez jeté la base sur laquelle la religion va être rétablie en France. Votre dignité et

l'importante place que vous occupez auprès de Sa Sainteté vous donnent le moyen de consommer le grand œuvre.

V. Em., dans son voyage à Paris, a été mise à portée de connaître les circonstances dont le calcul est nécessaire pour le succès de l'opération. Il importe de ne voir que la religion, et d'écarter tout ce qui n'est pas elle. Les vertus du Pontife qui remplit si dignement le premier siège de la chrétienté, et la sagesse de son ministre, nous garantissent que tout marchera vers la plus grande utilité publique. Le courage et les grandes vues du héros-magistrat qui gouverne la France, sont des biens que la Providence semble ménager aux hommes dans les occurrences difficiles où tout paraît désespéré. Quant à moi, je promets zèle et bonne intention. Aidé par la confiance que mes concitoyens daignent m'accorder, je deviendrai fort de leur propre force, et, si je réussis, je serai heureux de leur bonheur.

Eminence, je n'ai point oublié l'instant où j'ai eu l'honneur de vous rencontrer chez le consul Cambacérès, et le nouveau genre d'affaires qui s'offrent à moi, sont un nouveau motif pour ne pas les perdre de vue.

(Cultes).

984. — Bernier à Consalvi.

Paris, 3 novembre 1801.

Après avoir rempli les devoirs que le gouvernement m'impose, je dois satisfaire à celui de l'amitié respectueuse la plus inviolable. Je vous dois la vérité : la voici.

L'incident qui fait adresser un courrier à Rome, et qui retarde la publication de la bulle, est né : de l'opposition des évêques d'Angleterre au bref de Sa Sainteté, et du motif qu'ils ont donné en public que Sa Sainteté se prétendait contrainte, et que c'était la servir que de résister ; — du retard de la publication du bref de Sa Sainteté en Allemagne, retard qui donnera tout le temps aux opposants d'en gagner d'autres. Il semble qu'on aurait dû envoyer tous ces brefs ici avec les ratifications : ils eussent parti aussitôt que ceux d'Angleterre pour leur destination ; — enfin du retard de l'envoi de la bulle de circonscription ; des difficultés

exposées pour la rédaction dans une note au cit. Cacault, et de la répugnance manifestée pour la nomination de quelques constitutionnels. Telles sont les raisons les plus fortes, alléguées par le Consul pour base de la détermination qu'il vient de prendre. Il craint qu'après avoir nommé, Sa Sainteté ne refuse l'élu comme indigne¹, et que cette mésintelligence éventuelle ne produise les plus mauvais effets.

On est fort irrité contre les personnes qui desservent certains oratoires privés dans Paris. Le gouvernement les envisage comme des foyers de résistance et d'exagération. Cependant je présume qu'on ne les interdira qu'après la publication de la bulle². Il est certain qu'on y marie sans l'aveu, et même contre l'avis du propre curé.

Je suis bien affligé du mal que fait à la religion la conduite des évêques opposants. Il n'est pas de sarcasme indécent que l'impiété ne se permette contre eux : c'est perdre bien gratuitement la gloire de tant d'années d'exil. Les évêques démissionnaires vont être tous rappelés.

Pesez dans votre sagesse, Em., tous les motifs que je vous expose. Levez ces derniers obstacles comme les premiers, par une grande mesure. Je seconderai vos vues par mes faibles moyens : n'en doutez pas. Je me hâte de finir. Le courrier va partir. Je n'ai que le temps de dire à V. Em. qu'à la vie et à la mort je suis tout dévoué.

(Arch. du Vatican).

Bernier à Consalvi.

(particulière)

Paris, 4 novembre 1801.

Je reçois à l'instant votre gracieuse lettre du 24. Je suis on ne peut plus sensible à ce que vous daignez me dire d'honnête de la part de Sa Sainteté et de la vôtre. J'ai fait et ferai tout ce qui sera en moi pour répondre à ses désirs et aux vôtres.

¹ Bernier se réfère évidemment ici à la volonté du P. Consul de nommer des constitutionnels.

² On a vu que, dans le projet de règlement sur le culte catholique (pièce n° 942), les oratoires particuliers étaient complètement interdits.

Je me réjouis bien de la démission des évêques d'Italie. Cet exemple est édifiant : puisse-t-il avoir de fidèles et nombreux imitateurs !

Je vous prie, et vous conjure de nouveau, de faire une prompte et favorable réponse aux demandes du Premier Consul. Il faut, en général, plutôt tolérer un mouvement partiel que de s'exposer à risquer le tout. Vous avez trop senti la vérité de ce principe, pour qu'il ne serve pas à diriger encore vos dernières décisions.

Je me hâte de terminer cette lettre. Je voudrais pouvoir la prolonger ; mais le temps presse. Avertissez-nous bien vite quand vous recevrez des démissions. Croyez, Em., que rien ne séparera jamais mon cœur du vôtre, et que, dans tous les temps, dans toutes les circonstances, je serai, avec autant d'attachement que de zèle et de respect, tout à vous¹.

(Arch. du Vatican)²

985. — Caprara à Consalvi.

(n° 17)

Parigi, 4 novembre 1801.

Erano preparate tutte le lettere e fatto il primo piego, aspettando a chiuder l'altro finchè venisse la lettera promessami dal Primo Console, quando il consigliere Portalis è venuto da me a portarmi una nota ministeriale³, richiedendomi di trasmetterla a V. Em. per essere presentata a Nostro Signore. Prima di caricarmi della commissione, ho dimandato il permesso di poter leggere detta nota, e lettala, mi sono veduto in debito di dirgli, che pregavo di dispensarmene, e di riflettere ad un tempo non potersi da una corte obbligare un ambasciatore dell'altra a rimettere memorie di simil natura al proprio sovrano.

Il consigliere si è persuaso del ragionamento, ed ha detto che l'avrebbe trasmessa al ministro Cacault in Roma, perchè senza dilazione ne facesse l'uso necessario. A simil proposizione io ho replicato, che mi rincresceva che si continuasse a persistere nelle

¹ Cette seconde lettre était confidentielle et a été remise au courrier de Caprara, tandis que la première était officielle et a été remise au courrier de Talleyrand (Bernier à Spina, 3 nov. : arch. du Vatican).

² Les deux lettres de Bernier ont été publiées par Theiner (t. I, p. 367 et 368).

³ Pièce n° 982.

idee già manifestatemi, sì dal Primo Console, che da esso consigliere, ma che non potevo impedire che la memoria fosse mandata per quel canale. V. Em. dunque la riceverà senza dubbio da M. Cacault ; ed affinchè in prevenzione ella ne veda il contenuto, che in sostanza non è che il risultato delle due conversazioni da me riferite col n° 15, io ne accludo alla presente una copia.

P. S. — Non viene altrimenti la lettera indicata per Nostro Signore¹, perchè la fanno partire per altro corriere².

(Cultes, Arch. de Caprara).

986. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 27 brumaire an X (18 novembre 1801).

Il est arrivé hier au soir un courrier du cardinal Caprara, qui a été près de quatorze jours en route. Ce courrier a annoncé que vous m'en aviez expédié un, avec lequel il s'est rencontré à Turin. Votre courrier n'est point encore arrivé.

Suivant les nouvelles données par le cardinal Caprara avant l'arrivée de son courrier, la bulle et le concordat devaient être publiés le 18 brumaire. L'arrivée du courrier du cardinal Caprara, qui annonce des difficultés concernant les évêques constitutionnels, et du mécontentement de ce que le bref pour la distribution des diocèses n'est pas expédié, a beaucoup affligé le Pape et le cardinal Consalvi. Mais comme il est annoncé que je dois recevoir, par votre courrier, les ordres et les pièces néces-

¹ Le 12 brumaire (3 novembre), Portalis a écrit au P. Consul : « J'ai l'honneur de vous faire passer la formule que nos anciens rois observaient quand ils répondaient à une lettre ou bref du Pape. Ils l'appelaient « Très Saint Père », mais sans lui donner la ligne, en commençant la lettre. La lettre était terminée par les assurances d'un « respect filial ; » et, après un intervalle de blanc, on lisait ces mots : « votre très dévoué fils. » J'ai figuré cette formule dans le modèle ci-joint. Vous jugerez peut-être, cit. Consul, que le Pape continuant à vous appeler son « cher fils », comme il le pratiquait envers les anciens rois, rien n'empêche que vous soyez « avec les sentiments d'un respect filial, son très dévoué fils. » J'ai l'honneur de vous renvoyer en même temps le bref que S. S. vous a adressé. » — On voit par ce billet de Portalis, que le 3 novembre le P. Consul pensait encore à écrire à Sa Sainteté, comme il l'avait annoncé. S'il a renoncé à ce projet, c'est donc au dernier moment.

² Le courrier de Caprara (Felice Pomaroli), et celui de Talleyrand sont partis le même jour pour Rome.

saïres pour faire connaître à la cour de Rome les intentions du Premier Consul, j'attendrai pour entrer en matière que j'aie reçu vos instructions.

Les évêques français répandus en Allemagne et jusqu'en Russie, étaient difficiles à trouver. Il y en a plusieurs dont on ne connaissait pas la résidence ; et comme j'avais dit ici, d'après votre lettre ¹, que si le bref concernant les évêques constitutionnels n'était pas admis à Paris la convention pourrait bien ne pas être ratifiée, le Pape n'a pas osé écrire à ces premiers évêques pour leur demander leur démission, qu'il n'ait été sûr de la ratification. Voilà les seules excuses du retard. Je vois aujourd'hui qu'on aurait dû envoyer à Paris, à Mgor Spina, les brefs pour les évêques français en Allemagne, ainsi qu'on lui a envoyé ceux adressés aux évêques qui sont en Angleterre. Il les aurait expédiés de Paris en Allemagne après la ratification ; et, comme nos communications sont ouvertes maintenant partout, les réponses auraient pu venir plus vite.

Les brefs ont été envoyés de Rome dans tout le nord ; et cela a été fait de bonne foi, avec soin, et dans le désir d'avoir des réponses favorables. Le Pape et le cardinal Consalvi n'ont d'autre intérêt que le succès de l'affaire. Si elle manquait, que deviendraient-ils après s'être lancés aussi en avant ? C'est à moi qu'on peut reprocher de n'avoir pas exigé que les brefs pour l'Allemagne fussent expédiés d'ici à Paris, de même que ceux pour l'Angleterre. Si je l'avais exigé, on l'aurait fait, comme cela est arrivé pour les autres. Mais cependant, il n'y a pas eu le moindre retard à l'envoi direct des brefs aux différents nonces d'Allemagne, aussitôt que nous avons su de Paris la ratification de la convention.

J'espère qu'en ce qui concerne le bref de la distribution des diocèses, et ce qui reste à faire au Pape pour que la nomination et installation des nouveaux évêques aient lieu, le Saint-Père se rendra aux vœux du Premier Consul. Mais, suivant les idées théologiques de ce pays-ci, on verrait plus volontiers mettre entièrement de côté, dans le choix des nouveaux évêques, et ceux anciennement légitimes et les constitutionnels pour ne choisir ab-

¹ Pièce n° 693. Cf. pièce n° 687.

solument que des sujets nouveaux et étrangers à la querelle, que de voir nommer à la fois des sujets de l'un et de l'autre parti.

C'est l'ouvrage de *Penélope* auquel vous m'avez dévoué. Quand j'aurai reçu vos instructions, j'agirai avec tout le zèle possible. Le cardinal Consalvi vient de m'assurer qu'aussitôt que j'aurai fait les notifications qui me seront ordonnées par vos instructions, on travaillera sans relâche à l'expédition des réponses du Pape, et que, six jours après que j'aurai reçu votre courrier, il en sera expédié un à Paris pour porter ces réponses.

Cacault à Talleyrand.

Rome, 27 brumaire an X (18 novembre 1801).

Je reçois, au moment même du départ de la poste, votre courrier. Je me hâte de vous accuser son arrivée, et la réception de votre lettre du 13 brumaire (4 novembre) à laquelle était jointe la dépêche du cit. Portalis. Je vous répondrai à tout le plus promptement possible, en vous renvoyant ce même courrier. Je vous prie de faire passer au cit. Portalis l'incluse, que je vous envoie sous cachet volant¹.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

987. — Consalvi à Caprara

(n^o 12)

Roma, 18 novembre 1801.

Ieri sera giunse il corriere Felice, partito da Parigi il dì 4 novembre, e ritardato lungamente in viaggio dalle acque ed altri accidenti. Non so esprimere il mio stupore, e il mio vivo dolore al ricevere le notizie apprese dai fogli da lui ricevuti. Confesserò che contro il mio solito (essendosi di natura abbastanza forte nelle avversità ed amarezze), ne sono rimasto questa volta somamente abbattuto, e per tal modo trafitto, che ne soffro a tal grado nella salute che non so più reggermi. Lascio immaginare a V.

¹ Il s'agit probablement de la pièce n^o 967. — La dépêche de Talleyrand, dont il vient d'être question, n'a pas été retrouvée. Elle était sans doute de peu d'intérêt, puisque c'était Portalis qui avait été chargé de notifier les demandes du gouvernement français.

Em. qual sia stata la sorpresa e il dolore del Santo Padre. Ella ne conosce il carattere sensibilissimo, e confesso che il di lui stato mette il colmo alla afflizione che mi trafigge, per l' attaccamento che tanto debitamente gli porto.

Col ritorno del corriere Felice, che si rispedirà da qui, e che forse giungerà prima della posta con cui scrivo la presente, si risponderà al fondo dell' affare, e si darà tutto il possibile sfogo, con quel costante impegno con cui si è da noi proceduto fin dai principi di questa trattativa. Non posso però lasciar passare affatto questa occasione della posta, senza dire una parola almeno in discolpa delle imputazioni che ci si danno.

Esse in sostanza non ricadono che sopra di me solo, perchè tutte consistono nella sola querela del ritardo della trasmissione dei brevi ai vescovi francesi in Germania, Ma, Dio buono ! come può darsi una tale accusa ? È chiaro che era impossibile il mandare tali brevi prima della ratifica del Primo Console. Essi erano una esecuzione di un articolo del trattato, che si doveva ratificare. Si poterono mandare contemporaneamente alla ratifica del Papa quelli per la Francia e per l'Inghilterra, perchè inviandosi a Mgor Spina che era sulla faccia del luogo, egli poteva dargli, o non dargli corso, secondo che il Primo Console ratificava, o non ratificava. Questo dubbio era giustificatissimo, se si vorrà riflettere, che si minacciò di non ratificare se non si aderiva ai cambiamenti che allora si proposero, ai quali si aderì con alcune modificazioni. Confesserò che si potevano forse mandare a Mgor Spina anche i brevi per la Spagna : ma dirò due cose. La prima, che in quella farragine immensa di tante e sì gravi cose, che si inviarono in pochi giorni con quella occasione, ciò non venne in mente, e non ci pensò nemmeno lo stesso M. Cacaault, a cui si comunicò tutto. La seconda, che Mgor Spina si pensò da sè, e inviò al nunzio Casoni quei brevi ; ed egli li fece correre anche senza averne l'ordine di Roma : onde nulla ciò ha pregiudicato. Ma, dirasi, i brevi di Germania ? Nè si pensi per la suddetta ragione di mandarli a Mgor Spina, nè si frappose il minimo ritardo a inviarli, appena giunse la ratifica a Roma. Si deve anche osservare, che qui non essendo ben sicuri se il tenore di quel breve fosse piaciuto al Primo Console, si volle prima esserne accertati per mandarlo in Germania, come si fece immediata-

mente, allorchè col ritorno della ratifica del Primo Console si seppe anche che il breve era riuscito di suo gradimento. Si dice che si doveva un tal breve mandare per corrieri straordinari: lascio andare qualunque riflesso di spese, o altre cose simili, e dico soltanto che ai due nunzi di Germania, Ruffo e Genga, si [com-mise di fare avere i brevi ai vescovi, anche con spedizioni] ¹ ...

(Arch. du Vatican).

988. — Consalvi aux Nonces.

(en chiffres)

Roma, 21 novembre 1801.

Non una tempesta, ma un vero e forse irreparabile sterminio è insorto dai 26 ottobre ai 4 novembre in Parigi, rapporto al nostro concordato ecclesiastico.

In una parola, gli intrusi vi hanno riportato la vittoria la più completa. Essi, e insieme con essi vi può dire tutti, o quasi tutti (tolto il Primo Console, che come tante volte si è scritto, era il solo o quasi il solo a volere il concordato), dopo di avere lavorato con profitto nell' animo del Primo Console contro quelli che hanno potuto riuscire in concluderlo, tutti (risparmiando nemmeno l'abbate Bernier) hanno deciso irrevocabilmente l'animo del Primo Console a voler nominare molti degli intrusi; e ciò anche adonta dell' essersi essi ricusati al pochissimo che Nostro Signore, essendosi fino agli estremi confini, aveva da essi esatto con un breve diretto a Mgor Spina, e pienamente approvato dal governo francese. Anzi non solo vi si sono essi ricusati, ma nelle formole delle loro dimissioni dirette al Papa hanno confermato il loro errore, sostenendo che niuna canonica opposizione aveva avuto luogo intorno alla loro istituzione ² e parlando colle frasi le più giansenistiche, riconosciute per tali da tutte le bolle dei Sommi Pontefici. Il governo francese però, non conoscendo o non valutando tali cose, e sostenendo che il fatto del dimettersi e ricever poi dal Papa l'istituzione canonica (che essi però dichiaravano di ricevere per aderire al patto del con-

¹ Le reste de la minute de cette dépêche fait défaut. On peut en compléter le sens, par la lecture de la pièce suivante.

² Voir la lettre adressée au Pape par Grégoire et Moïse (p. 154).

cordato, con il che non riconoscono la cosa per principio) supera ogni espressione di parole, decisamente vuole nominarli, e vuole la sicurezza che Nostro Signore non si ricuserà a tali nomine, dicendo espressamente, che finchè ciò non segue, non si pubblicherà il concordato, nè pubblicamente si riceverà il cardinal legato, e facendo presagire in seguito i più dolorosi effetti di tale condotta. Le più impegnate rimostranze del cardinal legato, così al Primo Console che ai ministri, non hanno nulla prodotto.

Un' altra pretensione si è pure affacciata invincibilmente dal governo francese, contro l'espresso tenore del concordato. Si vuole subito la bolla della nuova circoscrizione delle diocesi, senza che si attenda la risposta dei vescovi interpellati a dimettersi, e dei vescovi interpellati per il consenso delle dismembrazioni; e si vuole pubblicare, tutto in un giorno cioè nel giorno di Natale (giacchè per colpa nostra dicea essersi lasciata passare la occasione del 18 brumaire), la bolla del concordato, quella della nuova circoscrizione, le nomine dei nuovi vescovi (fra i quali, come ho detto, vari degl' intrusi), e le bolle della canonica istituzione da darsi ad essi dal Papa, da cui si vogliono tali bolle (come suol dirsi) in bianco. E tutto ciò contro lo stesso concordato; mentre circa le erezioni dei nuovi vescovadi, e le dimissioni dei vescovi attuali, è convenuto che ciò debba farsi per colpo di autorità apostolica, se essi si ricusano alla domanda fatta loro dal Papa: il che porta il dovere aspettar le risposte o almeno il termine, poichè così il loro ricusarsi al bene della Chiesa li costituisce nel torto, e dà luogo all'autorità da esercitarsi dal Papa. E quanto alle nomine, è convenuto che debbano farsi nei tre mesi dopo la pubblicazione della nuova bolla; e quanto alla istituzione canonica, è convenuto che debba farsi « nelle forme medesime di prima », cioè con precedere i processi la proposizione in consistoro, e con potere rigettare gli indegni. Dice il Primo Console, che le circostanze della Francia e il carattere nazionale esigono che si faccia tutto ciò in un giorno, e che si passi sopra a tutto ciò che è solito. Ha egli spedito un corriere (ed uno ne ha spedito il cardinal legato) ai 4 di novembre, che giunse qui tre giorni fa, attesi i pessimi tempi e le acque, e vuole in un batter di occhio pei primi di dicembre una risposta, in tutto analoga al suo volere.

Egli si querela del ritardo messo da noi nel mandare i brevi pei vescovi di Germania e di Spagna, dicendo che potevamo mandarli a Mgor Spina, come quei per Francia e Londra ; e che così sarebbero giunti più presto, e che dovevano mandarsi con corrieri straordinari. Si mandarono quei di Francia e Spagna a Mgor Spina, perchè con la sua strada, e perchè, appunto per far presto, si volle profittare della circostanza che egli era dove succeder doveva la ratifica, e così, appena accaduta, poteva dargli corso, così in Francia, che per l'Inghilterra per la più corta via di Calais. E quanto a quei di Spagna, Mgor Spina pensò da sè a mandarli all' Emo Casoni, che sicuramente, anche senza aver ancor avuto la lettera da Roma, subito li distribui ; onde niun danno n'è derivato. Quanto poi a quelli per la Germania, è chiaro che nè la Francia era la via più breve, nè si potevano mandar da qui prima della ratifica del Primo Console, giacchè sarebbe stato un eseguire il concordato prima che fosse ratificato ; tanto più che ciò era assai dubbioso, mentre il Primo Console spedì a Roma, esigendo alcune variazioni in suo favore nella bolla del concordato, sotto minaccia di non ratificarlo ; le quali variazioni non furono qui ammesse, se non con alcune modificazioni, come allora informai l' E. V. Appena giunse in Roma la di lui ratifica, subito si spedirono ai nunzi i brevi dei vescovi, profittando del corriere ordinario, che si combinò a partire in quell' epoca, anche perchè si ignoravano con precisione i luoghi della rispettiva dimora dei vescovi, e si commise ai nunzi di appurarla, e di far loro avere i brevi anche con spedizioni, bisognando. Questo è tutto il fatto.

Ora immagini V. E. in quale imbarazzo e terribile angoscia si trovi il Santo Padre, e tutti noi, per la risposta da darsi alle pretese del governo francese. Quanto agli intrusi, trattandosi di fede, ben vede V. E. che se pur sarebbe possibile (benchè dolorosissimo e dannosissimo) il piegarsi ad ammetterli ai vescovadi, se facessero ciò che esige il breve di Nostro Signore per riammetterli alla sola sua comunione, è affatto impossibile se a ciò si ricusano (e vi si ricusano fermissimamente, confermandosi anzi nel loro errore), specialmente dopo ciò che hanno detto e fatto nel loro preteso sinodo. Ma il governo li sostiene ; e si è detto al cardinal legato, che essendosi essi dimessi col fatto, l'esiger di più

« è superbia in chi lo pretende, e viltà in chi lo facesse. » Il governo si fonda molto sull'accedere di essi al concordato, nè vuol capire, che in esso nè sono fissati tutti i principi canonici ai loro errori (perchè non si trattava di ciò), nè quelli che vi son fissati lo sono come principi, ma come patto; onde l'accedere in tal caso è cosa ben diversa. Quanto poi alla nuova bolla sulla circoscrizione delle diocesi, benchè il passo sia contro tutte le regole e i canoni, pure è una di quelle cose che non si può dire impossibile: onde nella urgenza della cosa Nostro Signore, benchè amarissimamente, sentiamo che vi si presterà, sì per non rovinar tutto, sì per ammolire il furore per l'altra negativa sugli intrusi. E finalmente quanto al far fare tutto in un giorno, dando anche l'istituzione canonica, per così dire alla cieca, senza nemmeno sapersi chi sarà il nominato, sembra che forse possa a ciò autorizzarsi il cardinal legato, esclusi sempre gl'intrusi, se almeno non si prestano al breve di Nostro Signore già approvato dal governo, e a cui ora non si fa più attenzione. Sua Santità prende consiglio dagli Emi cardinali, e implora aiuti da Dio; ma certo la tempesta è orribilissima, e senza un miracolo non si può non naufragare, perchè il disegno di sostenere le nomine degli intrusi è troppo *inébranlablement* annunziato dal Primo Console, a cui tutti i membri del governo ne hanno imposto su questo oggetto.

Il corriere va a rispedirsi fra cinque o sei giorni. Dio ci aiuti! V. E. tenga queste cose sotto il più profondo segreto, e solo ne sia prevenuta per i casi che si possono dare.

(Arch. du Vatican).

989. — Consalvi à la Congrégation des XII.

Dalla segreteria di stato, 24 novembre 1801.

Il cardinal segretario di stato ha l'onore di trasmettere all' Em. V., per comando di Sua Santità, gli annessi fogli ¹; supplicandola di volerli rimandare diretti allo scrivente, o a Mgor patriarca di Gerusalemme col suo parere in iscritto, essendosi giudicato dalla Santità Sua, per prudenziali motivi, di non radunare palesemente la sacra congregazione deputata dei XII Em. sig.

¹ Les pièces apportées par les deux courriers arrivés de Paris, et probablement aussi la minute de la réponse préparée par Consalvi (pièce n° 998).

cardinali componenti la medesima, ma bensì di consultarli nel qui indicato modo. È anche mente espressa di Sua Santità, che sotto il segreto del S. Uffizio non sia data comunicazione di tal ricerca di parere a chicchesia, niuno eccettuato, avendo osservato Sua Santità, che nella sola ultima generale congregazione, in cui si fece la comunicazione anche a de' teologi e consultori, venne a traspirare qualche cosa nel pubblico¹; ciò che mai accadè nelle congregazioni precedenti e susseguenti, quando il segreto è stato affidato alle sole persone degli Em. sig. cardinali. La delicatezza della materia, e i rischi che possono sovrastare, esigono, a giudizio di Sua Beatitudine, questa indeclinabile misura, come la somma urgenza, che si fa per parte del governo francese, esige che si supplichino le EE. LL. a rimandare le carte col loro parere entro martedì prossimo, 24 del corrente, onde possa subito prepararsi l'occorrente secondo la risoluzione che si sarà presa, e rispedirvisi il corriere che il Primo Console anziosissimamente attende.

(Arch. du Vatican).

990. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 3 frimaire an X (24 novembre 1801).

Le cardinal Maury a écrit à S. Em. le cardinal secrétaire d'État, de son évêché de Montefiascone, en date du 15 novembre dernier, qu'il aurait vivement désiré d'assister à Rome à la cérémonie du *Possesso* de Sa Sainteté; que dans sa solitude il a pensé que, malgré le silence absolu qu'il garderait sur les affaires ecclésiastiques de France, les uns le feraient parler, les autres le soupçonneraient de parler; qu'en conséquence il fait violence à ses désirs, et prie le secrétaire d'État de faire agréer à Sa Sainteté son sacrifice, ses regrets, et sa circonspection¹.

¹ Voir p. 42, note 1.

² Voici l'extrait de la lettre de Maury, qui est du 13 (et non du 15). « ... Le devoir et l'inclination me feraient désirer également d'assister à cette cérémonie, d'autant plus intéressante pour moi, qu'elle est la suite et le complément de l'heureuse élection à laquelle V. Em. sait combien mon cœur a pris de part. Mais je ne dois pas me dissimuler dans les circonstances, que, malgré ma sévère attention à m'imposer le silence le plus absolu sur certaines affaires en se souvenant simplement de ce que je suis et de ce que j'ai été, les uns me soupçonne-

Sa résolution a été approuvée, dans la réponse qu'il lui a été faite ; et le cardinal Maury a été exhorté à continuer de mener la vie retirée qu'il mène aujourd'hui, tant que les circonstances l'exigeront.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

991. — Maury à Louis XVIII.

Montefiascone, 25 novembre 1801.

...Je me félicite d'avoir deviné les ordres de Votre Majesté, en m'abstenant de faire ou d'appuyer à Rome aucune demande en son nom¹. Il faut laisser à la grande affaire du refus des démissions son caractère purement spirituel, pour ne pas affaiblir davantage le Pape, qui est bien assez à la merci des Français, et surtout pour ne pas lui fournir maladroitement un prétexte et un moyen politique de se tirer d'embarras. Je dis et je fais dire, parce que je dois avoir l'air de le croire, que cette affaire ne regarde en rien Votre Majesté ; car la meilleure manière de la servir, c'est d'avoir l'air de l'oublier. La résistance des évêques est assez forte par elle-même pour n'avoir pas besoin d'appui. Elle doit produire de terribles effets en France, s'il y reste encore quelque énergie dans les âmes catholiques...

raient d'en parler, les autres me feraient parler, et d'autres me feraient peut-être un tort de ne pas parler. En conséquence, il me paraît plus sage de rester dans ma solitude. La discrétion est de ma part l'hommage le plus convenable, et le plus prudent... » (Arch. du Vatican. Cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 209).

¹ Maury n'avait pas encore entre les mains la protestation de Louis XVIII (pièce n° 892) ; il avait seulement reçu de Varsovie une note postérieure, du 20 octobre, où il était dit : « ... Le Roi ignore si, dans l'état de servitude et d'oppression où le Pape est réduit, la voix du card. Maury peut encore se faire entendre de S. S. Si cela est, le card. Maury lui représentera que la demande des quatorze évêques [réfugiés à Londres] que la totalité des prélats de France soit entendue avant que le Souverain Pontife prononce ultérieurement, est trop juste et trop conforme au droit canonique, pour que le S. Père puisse la refuser. Mais, en faisant cette démarche (si encore une fois elle est possible), le card. Maury aura soin d'éviter d'y mêler le nom du Roi. Ses droits sont trop lésés dans le fond par la démarche [la demande de démission] que le Pape a faite sans sa participation, pour que le Roi puisse intervenir à la faire modifier dans sa forme : ce serait la sanctionner, et S. M. ne veut pas avoir un pareil reproche à se faire... » (*Corr. de Maury*, t. II, p. 175).

Depuis plus de trois mois, j'avais écrit à l'évêque d'Uzès à Londres, à l'évêque de Chalon-sur-Saône à Augsbourg¹, aux évêques qui se trouvent en Espagne et à Münster que, dans le cas où le Pape leur ferait quelque proposition, surtout celle de se démettre de leurs sièges, mon avis était qu'au lieu de répondre individuellement et clairement, ils devaient demander simplement d'être tous rassemblés pour délibérer en commun. Cette marche me paraissait dès lors la plus canonique, la plus imposante, et en même temps la plus embarrassante pour le Pape, puisqu'il ne peut ni s'en offenser ni aller en avant, et qu'il lui est également difficile d'accorder ou de refuser. Je me félicite de voir mon opinion adoptée²; mais je regrette qu'avant de discuter le fond et de se prononcer, les évêques de Londres n'aient pas fait proposer d'abord par quelque bonhomme obscur et insignifiant, comme l'évêque d'Angoulême, que la majorité des deux tiers des voix ferait loi pour tous les autres. Un expédient si raisonnable aurait prévenu toutes les défections, qui mettent une apparence de division dans le clergé, quoique celles de Londres ne soient pas regrettables : car, à l'exception de l'évêque de Cominges qui a peu de tête, les trois autres³ sont notés dans l'opinion publique et propres à décréditer tous les partis qu'ils prennent.

La terrible ressource des dépositions est un cap que les théologiens romains auront de la peine à doubler, et le refus des démissions les réduit à des expédients qui ne peuvent contenter personne... Je sais que le Pape accepte toutes les démissions par un bref, à mesure qu'il les reçoit, pour constater ainsi irrévocablement la vacance des sièges. Cette précaution prouve qu'on sent à Rome le besoin de compter avec les évêques de France. Le refus éclatant des évêques de Londres doit arrêter tous les prélats faibles, qui ont encore la pudeur de ne pas oser se séparer de leur corps.

(Pap. du card. Maury).⁴

¹ Mgr du Chilleau, év. de Chalon, se trouvait alors à Munich.

² Voir la pièce n° 899.

³ Le card. Maury paraît avoir ignoré à ce moment, ou simplement oublié, qu'aux quatre évêques démissionnaires, dont il parle, s'était ajouté l'évêque de Troyes (Cf. p. 98, note 1).

⁴ Cette lettre de Maury est publiée en entier dans sa *Corr.*, t. II, p. 207 à 214.

992. — Cacault à Talleyrand.

Rome, 4 frimaire an X (25 novembre 1801).

La fête du *Possesso* a eu lieu hier, et tout s'est passé à merveille, conformément à la description ci-jointe de la marche et cérémonie¹.

Le peuple romain a montré beaucoup d'affection pour le Pape. La foule était telle, que le Pape et les cardinaux ont eu bien de la peine, pendant une demi-heure, à la percer pour entrer dans l'église. Ils se trouvaient mêlés parmi les Romains. Ils n'ont reçu de tout le monde que des marques de respect.

J'ai donné, à l'occasion de cette fête, un dîner à trente personnes de la cour du Pape.

Le ministre d'Espagne, et moi, sommes les seuls qu'on reconnaisse ici en qualité de ministres plénipotentiaires ; mais il y a une ancienne dispute de rang, que nous n'avons pas eu envie de renouveler, non entre nous mais vis-à-vis de la cour de Rome, qui nous a empêchés l'un et l'autre de nous rendre à l'é-

¹ Il en a paru à Rome un « *Distinto Ragguaglio* » (8 p. in-4°). — Le 27 brumaire (18 novembre), Cacault avait déjà annoncé cette cérémonie « considérée, disait-il, par le peuple comme la prise de possession de la Papauté. Pie VII a différé et retardé il *Possesso* longtemps après son élection, parce que, bien qu'il fût rentré dans Rome, son État était occupé par des troupes étrangères, et parce que l'État ecclésiastique s'est trouvé appauvri au point qu'on n'aurait pu alors faire la dépense extraordinaire et indispensable que la fête exige, et que d'ailleurs les cardinaux, princes et prélats, obligés de faire cortège à S. S., n'avaient plus d'équipages pour figurer à une pareille occasion. » Cacault explique ensuite que d'ordinaire « dans la fête du *Possesso*, le Pape à cheval, entouré du S. Collège sur des mules, des princes romains, de la prélature, marchait jusqu'à S. Jean de Latran par les principales rues de Rome. Cette cavalcade singulière, extraordinaire, de tous les ecclésiastiques et princes de Rome en grand costume, formait un coup d'œil nouveau et très curieux. » Pie VII veut supprimer en grande partie cette pompe extérieure, et ne conserver intact que le cérémonial dans l'église.

Plus loin, Cacault ajoute : « Le nombre des troupes du Pape s'élève aujourd'hui à 2,400 hommes, dont 130 de cavalerie. On travaille à porter l'armée à 4,000 hommes, mais on manque d'argent pour effectuer ce projet... S. S. est obligée à faire beaucoup d'aumônes, en sorte que, malgré l'extrême économie de sa vie privée, qui est la même que celle d'un religieux dans son cloître, le S. Père manque toujours d'argent... C'est un homme d'une complexion délicate, sensible, qui n'est ni ferme ni robuste. S'il lui arrive quelque peine ou contradiction, l'impression en est marquée pendant plusieurs jours sur son visage, et sa santé en est visiblement altérée. »

glise pour assister à la cérémonie¹. Nous avons illuminé nos maisons pendant deux jours, à l'occasion de cette fête.

Je compte vous renvoyer votre courrier d'ici au 9 de ce mois (30 novembre).

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

993. — Ghislieri à Cobenzl.

Rome, 28 novembre 1801.

... La joie générale que les bonnes nouvelles de Paris avaient produite ici ne paraît pas se soutenir, surtout depuis l'arrivée d'un courrier qui a apporté à la secrétairerie d'État des lettres du cardinal légat Caprara, dont le contenu, quoique communiqué sous le plus grand secret seulement aux principaux membres de la congrégation ecclésiastique, se dévoile pourtant assez pour le juger pas entièrement favorable aux vues du Saint-Siège.² Le Premier Consul, ou embarrassé de faire réussir en France contre les efforts du parti jacobin ses projets religieux, bien fatigué de jouer le rôle de catholique (si tant est que dans tout ce qu'il a fait pour la religion, il n'ait eu pour premier mobile que son propre intérêt et point de sentiment), met toujours des entraves à l'exécution de la convention signée avec le Saint-Siège, et fait à cette heure un crime au Pape de l'opiniâtreté des évêques français réfugiés en Angleterre à garder leurs places, dans l'idée que si le Pape, sans trop se presser à faire remettre aux dits évêques en Angleterre son bref pour les exciter à se démettre de leurs évêchés, eût attendu que tous les évêques qui sont actuellement en France eussent donné l'exemple par leur démission, les évêques français réfugiés alors en Angleterre n'auraient pas affiché tant de fermeté, et on aurait par là

¹ M. de Vargas ne dit rien de cet incident, dans la dépêche (du 23 novembre) où il parle du *Possesso*.

² M. Jackson écrivait de Naples, où il se trouvait auprès du roi de Sardaigne : « The accounts which have been received at Rome from the cardinal legate Caprara at Paris, are very far from satisfactory. The french government has made some fresh demands with which the court of Rome cannot comply, and, contrary to the former arrangements, has given some of the vacant bishoprics to the évêques intrus. These matters have caused much uneasiness at Rome, and disturbed the satisfaction occasioned by the hope of general peace... » (Dép. du 10 décembre).

évité le schisme qui va avoir lieu dans les diocèses des évêques qui n'ont pas donné leur démission, où la plus grande partie du clergé se croira en devoir d'obéir aux anciens évêques, tandis que l'autre partie du clergé et le peuple les reconnaîtront comme déchus. C'est pour éviter autant que possible la propagation d'une pareille division de sentiments, qui pourrait même troubler la tranquillité publique, que Bonaparte presse, à ce que l'on dit, le Saint-Père pour qu'il déclare formellement déchus de leurs chaires tous les évêques français qui, malgré le bref apostolique dernièrement adressé à tous les anciens évêques de France, ont refusé de donner leur démission. Et, quoique une pareille démarche de la part du Saint-Père coûte extrêmement à son cœur paternel, et [que] le Saint-Père voie lui-même d'avance quelles funestes suites elle peut entraîner, une fois que les évêques réfugiés en Angleterre et les autres qui se sont également refusés aux insinuations de Sa Sainteté persistent dans leur désobéissance, le Saint-Siège s'est pourtant trop positivement engagé pour cela avec la France, pour qu'on puisse espérer d'éviter la déposition formelle des dits évêques.

Quelle que soit l'importance d'une pareille affaire, ce qui pique pourtant dans le moment actuel bien davantage la curiosité des Italiens, est le départ pour Lyon de cinq cents députés cisalpins, qui y ont été appelés par Bonaparte, apparemment pour y apprendre la décision de leur sort. Le choix des dits députés, parmi lesquels on compte, outre tous les évêques, le C^{te} Borromeo, le M^{is} Litta l'ainé, le C^{te} de la Somaglia, M. Lambertenghi, fait espérer que, si tant est que la République cisalpine doive exister, du moins la constitution que Bonaparte dictera à de pareils députés, ne sera pas marquée au coin du jacobinisme et de l'esprit révolutionnaire. Il est très probable que ce congrès bien singulier soit aussi honoré par la présence d'un cardinal, c'est-à-dire de Bellisomi qui, dans sa qualité d'évêque de Césène, y a été aussi invité et qui attend, à ce qu'on dit, sur cela les ordres du Pape...

(Arch. de Vienne).

994. — Consalvi aux Nonces

Roma, 28 novembre 1801.

Si è ormai sul punto di rispedire il corriere a Parigi con la risposta alle tre istanze del governo francese.

Si risponderà affermativamente alla prima, mandando la bolla della nuova circoscrizione delle diocesi, benchè non si siano ancora avute le risposte dei vescovi ai quali si è chiesta la dimissione, e di quelli ai quali si è chiesto il consenso delle dismembrazioni. Essendosi fissata la massima di far tutto il possibile per evitar gli incalcolabili mali, dei quali la religione è minacciata¹ resistendo alla irresistibile volontà del Primo Console, Nostro Signore ha veduto, che specialmente dopo le interpellazioni già fatte ai suddetti vescovi, e scorso il termine dei dieci giorni, la sostanza della cosa è salva, e se, o non hanno risposto, o se le loro risposte qualunque siano per istrade, si è verificato il prescritto nel breve « Tam multa. » Onde trattandosi di passar sopra, in questa anticipata dichiarazione di Sua Santità, non alla sostanza della religione, ma alle regole ordinarie dei canoni, l'urgenza estrema del caso è un titolo sufficientissimo per farlo, chechè se ne potrà dire.

Per le stesse ragioni si risponde affermativamente alla seconda, con autorizzare cioè il cardinal legato a dare in nome del Papa, con una lettera patendale, la istituzione canonica ai nuovi vescovi appena nominati, facendo egli un processo sommario, e obbligandolo solamente a spedire qui in Roma le bolle benchè siansi installati nelle nuove sedi, come vuole il Primo Console, il quale dice che in questa prima circostanza del ristabilimento della religione, ha bisogno di nominare, far consagrar, ed inviare in venti quattro ore i nuovi vescovi alle nuove diocesi, senza dar tempo a opposizioni e contrasti.

Ma si risponde negativamente alla terza, ricusando decisamente di ammettere le nomine degli intrusi, se non adempiono *ad unguem* ciò che è prescritto nel breve « Post multos labores »

¹ « ... Il pericolo è tale, che salvo il dogma, è stato voto unanime di tutto il S. Collegio, e del Papa stesso, che bisognava prestarsi a tutto, e con questo stesso procurare di far conoscere la intrinseca impossibilità di quella sola cosa che si ricusava... » (Dép. de Consalvi au nonce d'Espagne, 10 décembre : Arch. du Vatican).

diretto a Mgor Spina, in cui si esige che dichiarino in scritto di aderire con sincero ed obbediente animo ai giudizi emanati dalla Santa Sede sopra gli affari ecclesiastici di Francia, che sebbene espresso in brevi parole e le meno urtanti possibile il loro amor proprio, vuol dire però apertamente il sottomettersi alle condanne fatte nei brevi di Pio VI della costituzione civile del clero, e riconoscere la illegittimità della loro elezione e consacrazione. Ed anche con tutto questo, Nostro Signore fa sentire la sua somma repugnanza a dare ad essi la istituzione, benchè in tale sola ipotesi non vi si ricusi decisamente; ma essendo la cosa impossibile a farsi, anzi essendocene nella Chiesa vari esempi e ultimamente quello di Giulio III per l'Inghilterra, Sua Santità è decisa nel non risguardare come sufficienti (come il governo francese pretende) le lettere con le quali gli intrusi si sono dimessi, giacchè in esse non solo non traluce alcuna ritrattazione del loro errore, ma anzi vi si conferma, sostenendo la loro legittimità, e giungendo perfino a dire, che in questi dieci anni niuna opposizione canonica ha avuto luogo contro di essi. Nè crede Nostro Signore sufficiente l'accedere che essi fanno al recente concordato, giacchè in esso non vi sono stabiliti tutti i principi contrari ai loro diversi errori; mentre in esso non si trattava di questo, ed alcune cose vi sono come patti, il che forma una gran differenza.

Siccome però il Primo Console si è tanto sbilanciato in volerli nominare, e la cabala presso di lui in loro favore è sì forte, così senza un massimo miracolo è da prevedersi una sicurissima e fatalissima rottura, la quale però bisogna incontrare necessariamente, trattandosi del deposito della fede. Così si verificherà ciò che disse nell' eccesso dello sdegno e del dolore un celeberrimo capo fra gli intrusi¹, nel giorno in cui fu sottoscritto il concordato in Parigi, cioè che se era contro ogni aspettazione riuscito di farlo a chi vi aveva travagliato, si sarebbe però accorta Roma in appresso, che ci era chi aveva bastante forza per romperlo.

V. E. conservi tutto il qui esposto sotto il più alto segreto, e solo ne sia informata per sua regola nelle occasioni, e per raccomandarmi al Signore. La guerra che si fa in Parigi agli autori del concordato è sopra ogni credere.

(Arch. du Vatican).

¹ Sans doute Grégoire.

995. — Bulle pour la nouvelle Circonscription des diocèses.[29 novembre 1804]¹.

Pius episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

Qui Christi Domini vices in terris gerere atque Ecclesiam Dei regere constitutus est, omnes occasiones arripere, omnique opportunitate quæ ei offeratur uti debet, qua possit et fideles ad Ecclesiæ sinum adducere, et omnia quæcumque timentur pericula evitare, ne, occasione amissa, spes amittatur etiam ea bona amplius assequendi, quibus catholica religio juvari possit. Hæ fuerunt causæ quæ nos, superioribus mensibus, ad conventionem inter hanc Apostolicam Sedem et Primum Consulem reipublicæ gallicanæ ineundam impulerunt, et eædem cogunt nunc ad cætera illa progredi, quæ si differrentur, et gravissimis damnis catholicam religionem affectam videre, et dilapsam spem illam omnem, in quam haud temere ingressi sumus, catholicam unitatem in Gallia retinendi, dolere deberemus.

In tanto hoc bono Ecclesiæ comparando cum statuissemus, et novam circumscriptionem diœcesium in Gallia faciendam, et in totis quam late eæ patent regionibus, quæ nunc temporali dominationi reipublicæ gallicanæ subjacent, decem ecclesias metropolitanas et quinquaginta episcopales esse erigendas, quarum singulis possent a Primo ejusdem reipublicæ Consule tribus mensibus, qui proximi promulgationem litterarum nostrarum consequerentur, idonei viri ecclesiastici nominari ac digni, quos, consuetis ut antea formis, nos canonice archiepiscopos sive episcopos earum ecclesiarum institueremus ; minime putabamus futurum, ut nos cogi deberemus derogare assensibus legitimorum pastorum, qui pridem ecclesias illas ac diœceses obtine-

¹ Comme il a été jusqu'à présent impossible de retrouver le texte de la bulle, tel qu'il a été envoyé de Rome le 2 décembre, il a fallu se contenter de reproduire ici le texte, tel qu'il a été publié en vertu de l'arrêté du 29 germinal an X (19 avril 1802). On verra plus loin que la première version (envoyée le 2 décembre) a subi des modifications importantes à Paris ; qu'on y a corrigé plusieurs passages, et surtout qu'on y a remanié la division diocésaine, pour porter le nombre des sièges de 50 à 60.

bant, quæ nunc omnes juxta novam circumscriptionem immutatae, novis pastoribus a nobis donandæ sunt. Quinimo sperabamus veteres omnes legitimos antistites, tanto præsertim a nobis studio atque amore, ad vetera ipsorum merita magna atque præclara novo hoc sacrificio augenda, excitatos litteris amantissimis nostris, quod maxime flagitabamus statim responsuros, et sponte ac libere ecclesias suas in manibus nostris resignaturos.

Sed quoniam nunc magna cum animi nostri ægritudine in eo sumus, ut ex una parte etsi liberæ dimissiones multorum episcoporum ad nos venerint, multorum tamen aut nondum allatae sint, aut litteræ allatae quæ rationes quærunt quibus differri hoc sacrificium possit; ex alia vero cum maximum periculum sit, ne, si tanta res longius differatur, spoliata diutius suis pastoribus Gallia, non solum religionis restitutio differatur, sed omnia, quod maxime timendum est, in deterius convertantur, atque spes omnes nostræ ad nihilum recidant; postulat apostolici ministerii nostri ratio, ut nos, in tanto rei christianæ discrimine, cæteris rationibus omnibus quamvis gravibus, unitatis ac religionis causa quæ omnium potissima est judicanda, postpositis, ad ea deveniamus, quæ ad opus tam laudabile tamque Ecclesiæ salutare conficiendum omnino necessaria sunt. Nos itaque, audito consilio plurium venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium, derogamus expresse cuicumque assensui legitimorum archiepiscoporum, episcoporum et capitulorum respectivarum ecclesiarum, ac aliorum quorumlibet ordinariorum, et perpetuo interdicimus iisdem quodcumque exercitium cujusvis ecclesiasticæ jurisdictionis; nullius roboris declarantes quicquid quispiam eorum sit attentaturus, ita ut eæ ecclesiæ, et respectivæ earum diœceses, sive integræ sive ex parte, juxta novam peragendam circumscriptionem, et haberi debeant et sint revera prorsus liberæ, ut de iis nos constituere ac disponere ea forma possimus quæ infra a nobis indicabitur. Habentes igitur prorsus pro expressis et integre insertis omnia et singula quæ præsentibus litteris necessario exprimenda et inserenda forent, supprimimus, annullamus et perpetuo extinguimus titulum, denominationem, totumque statum præsentem infrascriptarum ecclesiarum archiepiscopaliū et episcopaliū, una cum respectivis earum capitulis,

juribus, privilegiis et prærogativis cujuscumque generis, nimirum¹...

Ita ut (deleto etiam omni jure metropolitico cujuscumque metropolitani ubicumque existentis) omnes supradicti archiepiscopatus et episcopatus, cum abbatiis, etiam si eæ vere essent nullius, cum separato territorio et jurisdictione, haberi debeant in posterum tamquam non amplius in primo ipsorum statu existentes, quia aut omnimodo extincti, aut in novam formam erigendi.

Derogamus item cuicumque assensui illorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum ac quorumcumque ordinario-
rium, quorum ecclesiæ ac diœceses, cum contineantur ex parte in supradicta extensione domini gallicani, ex hoc tempore haberi debebunt perpetuo exemptæ ac separatæ a quacumque jurisdictione, jure ac prerogativa prædictorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum, aliorumque ordinario-
rium, ad hoc ut respective earum partes applicari, uniri atque corporari possint cum ecclesiis ac diœcesibus nova circumscriptione (ut infra) erigendis, firmis tamen remanentibus juribus, privilegiis, ac jurisdictione ipsorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum et ordinario-
rium in ea parte territoriorum quæ dominationi gallicanæ non subjacet (quod idem decernimus relate ad eas metropolitanas et cathedrales ecclesias, quas supra nominatim suppressimus et extinximus, si eæ forte partem aliquam suarum diœcesium habent extra fines actualis territorii gallicanæ reipublicæ) reservata nobis cura prospiciendi in posterum tum partibus illarum diœcesium, quæ pridem ab episcopis gallicanis regebantur atque in aliorum principum ditone nunc constitutæ sunt, tum etiam cathedralibus ecclesiis, quæ extra limites dicti gallicani territorii existentes antea suffraganæ essent antiquorum Galliæ archiepiscoporum, quæque in novo hoc rerum ordine suo metropolitano carere inveniantur.

Volentes nunc necessariam constitutionem ecclesiastici regiminis catholicorum subditorum reipublicæ gallicanæ exequi, prout etiam nobis Primus Consul ejusdem gallicanæ reipublicæ sedesiderare significavit, apostolicis hisce nostris litteris de novo cons-

¹ Suit la nomenclature des anciens diocèses, y compris ceux des contrées annexées à la France. Ils sont rangés par métropoles.

tituimus et erigimus decem ecclesias metropolitanas, itemque quinquaginta ecclesias episcopales pro totidem archiepiscopis et episcopis, nimirum¹ : ...

Mandamus igitur dilecto filio nostro Joanni Baptistæ S. R. E. presbytero cardinali Caprara, ad carissimum in Christo filium nostrum Naupoleonem Bonaparte, Primum Galliarum reipublicæ Consulem, gallicanamque nationem, nostro et Apostolicæ Sedis de latere legato, ut is juxta has nostras prædictarum ecclesiarum tam archiepiscopalium quam episcopalium erectiones, procedens ad eas constituendas cum congrua unicuique archiepiscopo et episcopo præstanda assignatione, decernat tum Sanctos titulares patronos, sub quorum invocatione in unaquaque ecclesia metropolitana ac cathedrali templum majus erit appellandum, tum dignitates, et canonicos cujuscumque capituli juxta præscriptum sacrorum conciliorum efformandi, tum singularum diœcesium circuitum novosque fines, clare atque distincte omnia explicans, atque constituens singulis decretis quæ ab eo emitti debebunt in actis omnibus conficiendis quæ ad singulas, quas diximus ecclesias, tam decem archiepiscopales, quam quinquaginta episcopales peculiariter pertinebunt, ad quod præstandum amplissimas quasque ei facultates, etiam subdelegandas, impertimur necessarias atque opportunas ad probanda statuta respectivorum capitulorum, ad concedendum iisdem choralia insignia quæ iis convenire arbitrabitur, ad veteres paræcias sive supprimendas, sive arctioribus limitibus circumscribendas, sive latioribus amplificandas, et ad novas novis finibus erigendas, itemque ad omnes controversias dijudicandas, quæ suboriri unquam possent in exequendis iis quæ per has litteras nostras apostolicas declarata sunt, ac generatim ad ea omnia efficienda, quæ per nos ipsos effici possent, ut per erectionem prædictarum ecclesiarum archiepiscopalium atque episcopalium, itemque per erectionem, ut primum commode fieri poterit, seminariorum, ac per constitutionem necessariarum paræciarum cum assignatione congruæ cuilibet parocho, spiritualibus necessitatibus omnium illorum catholico-

¹ Suivent les noms des 60 nouveaux sièges, divisés par métropoles. Le texte de la bulle envoyé de Rome le 2 décembre, ne comprenait (comme on vient de le dire) que les 50 sièges dont la liste avait été expédiée de Paris le 12 septembre (pièce n° 794. Cf. p. 32, note).

rum quam citius atque opportunius provideatur. Ut vero in potestate facienda præfato Joanni Baptistæ cardinali legato procedendi per se ad omnia quæ ad constitutionem prædictorum ecclesiarum archiepiscopalium atque episcopalium necessaria erunt, quin prius ea definita, ut moris est, a Sede Apostolica constituentur, nihil aliud optamus, nisi ut tanti momenti res ea celeritate, quæ maxime necessaria est, omnino conficiatur, ita eidem cardinali mandamus, ut mittere ad nos curet exemplaria singula authentica actorum omnium hujus constitutionis, quæ ab eo deinde conficiantur.

Confidimus autem pro ea doctrinæ, prudentiæ, consilii laude, qua præstat, supradictum Joannem Baptistam cardinalem legatum rectissimis nostris studiis obsecuturum, omnemque operam adhibiturum ut meliori qua fieri ratione possit re tota ad exitum quem optamus producta, hoc tantum bonum, quod nos catholica religioni parare omni studio contendimus, auxiliante Deo, tandem aliquando consequi possimus ¹...

(Public. contemp.).

996. — **Bref donnant au Légat la faculté d'instituer les nouveaux évêques.**

(Rome, 29 novembre 1801) ².

Quoniam, favente Deo, spes nobis affulget assequendi ut in omnibus locis, dominio gallicanæ reipublicæ ad præsens subjectis, unitas sanctæ matris Ecclesiæ redintegretur, et catholica religio reflorescat, in quem finem, per nostras apostolicas sub plumbo hac ipsa die datas litteras, de novo ereximus atque statuimus decem metropolitanas et quinquaginta episcopales ecclesias, videlicet ³...

¹ Les dernières clauses, que nous omettons, sont relatives à la validité de la bulle. — On trouvera le texte complet de cette pièce au Bulletin des lois, au Moniteur, dans le Bullaire romain, etc., etc.

² Il en est de ce bref comme de la bulle de circonscription. Le texte que nous publions ici est celui qui a été inséré au Bulletin des lois le 29 germinal (19 avril) : il diffère du texte envoyé de Rome le 2 décembre, au moins dans le passage où sont énumérés les archevêchés et les évêchés.

³ Nous omettons ici la nomenclature des nouveaux diocèses. Sur le nombre de ces diocèses, voir la note précédente.

Ad quas digni et idonei ecclesiastici viri erunt a Primo ipsius reipublicæ Consule nominandi, et a nobis ac pro tempore existentibus romanis pontificibus successoribus nostris approbandi, et servatis formis jampridem constitutis, canonice instituendi juxta conventionem per similes apostolicas sub plumbo litteras nuper confirmatam ; et quoniam temporis ac circumstantiarum ratio omnino postulat ut supradictæ omnes ecclesiæ tam metropolitanæ quam episcopales, de utili atque idoneo pastore, absque ulla vel minima mora, respective provideantur, et idcirco spatium minime suppetit nec habendi notitiam de nominationibus a dicto Primo Consule faciendis, nec alia hic in urbe gerendi quæ in similibus peragi solent :

Nos, attentis gravissimis causis, animum nostrum digne moventibus ut omnia arceantur pericula, et impedimenta tollantur quæ conceptam tanti boni spem irritam fortasse et fructu prorsus vacuum redderent, salva tamen in posterum remanente debita præfatæ conventionis observantia, motu proprio et ex certa scientia, deque matura deliberatione ac apostolicæ potestatis plenitudine, dilecto filio nostro Joanni Baptistæ S. R. E. presbytero cardinali Caprara, ad carissimum in Christo filium nostrum Naupoleonem Bonaparte, Primum Galliarum reipublicæ Consulem gallicanamque nationem nostro et Apostolicæ Sedis de latere legato, potestatem et auctoritatem in hoc tantummodo peculiari casu impertimur, ut ipse nominationes ad præfatas archiepiscopales et episcopales ecclesias, a primæva earum erectione nunc vacantes, a supradicto Primo Consule faciendas excipere, et constituto sibi prius per diligens examen, et per assuetum, ea summaria forma qua fieri possit, informativum processum de fidei doctrinæ et morum integritate, de religionis zelo, de judiciis Apostolicæ Sedis subjectione, deque vera idoneitate, juxta nostram instructionem, cujuslibet ecclesiastici viri sic nominati, unumquemque eorum, etiamsi doctoratus gradu non insignitum, memoratis archiepiscopalibus et episcopalibus ecclesiis nostro nomine respective præficere et ad illas instituere possit ac valeat.

Plurimum autem in ipsius Joannis Baptistæ cardinalis legati prudentia, doctrina et integritate confisi, pro certo habemus, neminem ad archiepiscopalem vel episcopalem dignitatem ullo unquam modo ipsum fore admissurum, qui requisitis ad id

necessariis juxta canonicas leges non sit apprime suffultus. Eidem insuper cardinali legato omnem facultatem et auctoritatem tribuimus ut per se, vel per quemcumque alium antistitem ab eo specialiter deputandum et gratiam ac communionem Sedis Apostolicæ habentem, accitis et ad hoc assistentibus vel aliis duobus episcopis, vel duobus abbatibus, seu dignitatibus aut canonicis, sive in horum defectu etiam duobus simplicibus presbyteris, cuicumque ex archiepiscopis et episcopis sic, ut præferatur, canonicè instituendis, emissis prius a quolibet fidei professione et fidelitatis debito juramento, consecrationis munus impendere libere ac licite similiter possit ac valeat. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, aliisque omnibus et singulis etiam expressa et individua mentione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 29 novembris 1801, Pontificatus nostri anno secundo.
(Public. contemp.)¹

997. — Di Pietro à Consalvi

Di casa, 30 novembre 1801.

Tutti i dispaçci e i progetti quà trasmessi successivamente da Mgor Spina, sono rimasti nella segreteria di stato, cosicchè lo scrivente patriarca di Gerusalemme non ha avuto comodo di riscontrarli. Dopo avere bensì esaminate tutte le carte, ha rinvenuto unicamente che nel secondo progetto, esibito nei primi mesi del corrente anno dal sig. abbate Bernier al predetto Mgor Spina, si conteneva il seguente articolo: « Titre III, art. 1. Les titulaires actuels, tant de l'ancienne circonscription que ceux du clergé dit constitutionnel, qui ne seront pas portés dans la liste de nomination aux diocèses de la circonscription nouvelle, seront exhortés par S. S. à se démettre de leurs sièges, pour le bien de la paix et l'intérêt bien entendu de la religion ². »

Dall' esatta nota qui inchiusa, rileverà l'Em. V. che gli arcie-

¹ Ce bref a été imprimé aussi souvent que la bulle de circonscription des diocèses (Voir p. 311, note 1).

² Voir pièce n° 838, et t. III, p. 401, nota.

vescovi e vescovi, i quali hanno fatta fino ad ora la libera loro dimissione, non eccedono il numero di venti sei. Non sa certamente chi scrive in quel momento preciso fossero mandati fuori i noti brevi pei vescovi della Germania ; e unicamente sa di certo di averli con suo biglietto fatti tenere autentici all' Em. V. nel giorno 3 dello scorso ottobre, affinchè senza menomo ritardo si fossero potuti inoltrare a Mgor Della Genga.

Aveva già pensato lo scrivente, ed aveva già incominciato il lavoro dell' analisi delle due formole di lettere di dimissioni dei costituzionali ¹ ; e qualora possa quietamente continuarlo, si lusinga di darlo compito per domattina.

Starà frattanto in attenzione dei cenni di V. Em. sul proposto obbligo di prendere le bolle, e sull' altro insieme di ritirare l'adesione ai sinodi.

(Arch. du Vatican).

998. — Note de Consalvi à Cacault.

Dalle stanze del Quirinale, 30 novembre 1801.

² Il sottoscritto cardinal segretario di stato, incaricato da Sua

¹ Pièces n° 924.

² Cette note, rédigée par Consalvi lui-même, a été d'abord destinée à Caprara. C'est sous cette forme que, à partir du 21 novembre, elle avait été soumise, avec d'autres documents, à plusieurs cardinaux (voir la pièce n° 989). On conserve au Vatican la réponse que le card. Antonelli a faite à ce sujet à Consalvi, le 22 novembre : « Ho letta la minuta egregiamente stesa da V. Em., che ho l'onore di qui ritornarle. In sostanza sta bene. Sarei un poco più breve nella risposta su i due primi punti, e lascerei che il sig. cardinal legato dichiarasse in voce al P. Console quanto è grande e inusitata la compiacenza che per lui usa il S. Padre, passando sopra a tutte le forme canoniche. Intorno al terzo punto, non direi niente sull' irregolarità che hanno contratta i vescovi intrusi, perchè resta compresa in tutta la massa di censure che hanno contratte. Finalmente, arderei di suggerirle di far copiare questa sua minuta, perchè il carattere è alquanto difficile a intendersi ; indi aspetterei di ridurla alla sua total perfezione, dopo che si saranno veduti tutti i voti de' sig. cardinali che si sono consultati. Può essere che da taluno si suggerisca qualche cosa, di cui sia bene far uso nella lettera di Sua Santità al P. Console. Questa lettera è l'ultima cosa da farsi ; e quando se ne sono fissate le massime, è facile di farne presto l'estensione. Il suo lavoro ne sarà sicuramente il fondamento ; ma il più o il meno, una frase piuttosto che un' altra, esige una conferenza a voce, in cui si schiariscono più le idee. » — Après réflexion, Consalvi s'est décidé à adresser la note à Cacault. Il la lui a

Santità di far conoscere le sue intenzioni relativamente agli oggetti contenuti nella nota comunicata dal sig. consigliere di stato Portalis, ha l'onore di esporre in nome di Sua Santità quanto siegue, affinchè sia da voi portato, citt. ministro, alla cognizione dell'anzidetto rispettabile soggetto.

Niente è più a cuore del Santo Padre, che la pronta ed intera esecuzione della convenzione, sottoscritta in Parigi il 15 luglio 1801.

Nell'articolo secondo di tal convenzione, Sua Santità si è impegnata a fare di concerto col governo francese una nuova circoscrizione delle diocesi della Francia. Si reclama dal governo, che la bolla di questa circoscrizione non arrivi ancora, e si fa osservare che l'articolo 3 della convenzione porta, che non vi è bisogno del consenso dei vescovi titolari per sopprimere gli antichi vescovadi, ed erigerne dei nuovi. La soppressione degli antichi vescovadi, e la erezione dei nuovi porta con sè intrinsecamente la destituzione dei titolari, che li hanno posseduti; giacchè una tal variazione fa disappear le diocesi, delle quali essi sono vescovi.

Sua Santità fa riflettere, che l'articolo 3 porta che si verrà a tale destituzione, ancorchè i titolari si ricusino al sacrificio richiestosi ad essi dal Santo Padre. Questo colpo di autorità della Santa Sede è riserbato nell'articolo 3 al caso « s'ils se refusent », perchè l'opporsi, che con un tal rifiuto essi farebbero al ristabilimento della religione, li costituirebbe rei di averlo impedito, e darebbe luogo all'esercizio della suprema autorità apostolica. Per questa ragione si riconobbe necessario, nel fare il concordato, che l'articolo 3 contenesse le parole « s'ils se refusaient », e la bolla concertata col governo contenesse le parole « eorumque responsione accepta. » Il desiderio del Santo Padre per la più pronta esecuzione possibile del concordato gli fece prescrivere, nel suo breve di esortazione ai vescovi, il breve termine di dieci giorni a dar la risposta, e significò loro che il darla dilatoriamente o il non darla sarebbero considerati come il

fait parvenir le 30 novembre. « Sua Santità, lui disait-il, si lusinga che voi informerete vostro governo della viva premura, che avete potuto verificare da voi medesimo, per prestarsi sempre nella più ampia misura, che le si rende possibile, alle sue brame... »

darla negativa ; il che avrebbe posto il Santo Padre in grado di far da sè ciò, che era necessario per conseguir il gran bene del ristabilimento della religione in Francia, come appunto si convenne nell' articolo 3 del concordato.

Si duole il governo, che questo breve inviato prontamente da Sua Santità per mezzo di Mgor arcivescovo di Corinto agli arcivescovi e vescovi residenti in Francia, ed in Inghilterra, non fosse stato ancora ricevuto dai vescovi rifugiati in Germania, ed in Spagna, e che non ne sia stata fatta la trasmissione per mezzo di corrieri straordinari.

La trasmissione fatta così prontamente ai vescovi residenti in Francia ed in Londra, può servire di una prova al governo dell' impegno che ebbe il Santo Padre di accelerarla, giacchè non potendo il Santo Padre inviare il breve, che era una esecuzione del concordato, prima della ratifica del Primo Console (la quale a quella epoca si fece intendere al Santo Padre che sarebbe stata riusata, se non accedeva ad alcuni cambiamenti che con corriere straordinario si richiesero nella bolla), volle Sua Santità profittare almeno per i vescovi residenti in Francia ed in Londra (i quali luoghi erano sul cammino) della circostanza che Mgor arcivescovo di Corinto era sulla faccia del luogo, dove dovea seguire la ratifica del Primo Console, e perciò a lui inviò i brevi per i suddetti vescovi, acciocchè, appena seguita la ratifica, si guadagnasse tempo, e si desse da lui il corso alla spedizione di essi.

Mgor arcivescovo di Corinto usò la diligenza di mandarne alcuni esemplari che gli sopravanzavano, al nunzio di Spagna, pregandolo a trasmetterli ai vescovi rifugiati in quei regni; ed esso lo fece anche prima che gli giungesse l' ordine direttamente da Roma, come ha significato egli stesso al cardinal segretario di stato in risposta alla lettera con cui, due giorni dopo giunta a Roma la ratifica del Primo Console, gli furono da qui trasmessi nuovamente i brevi. Sicchè per la diligenza usata da Mgor arcivescovo di Corinto, la trasmissione de' brevi in Spagna ebbe luogo contemporaneamente a quella per la Francia e per l'Inghilterra, e niuna dilazione in ciò ha avuto luogo.

Rapporto alla Germania, nella trasmissione delle pezze delle tante e sì gravi materie in brevissimo tempo, che si inviarono in quell' epoca a Parigi, cioè: ratifica di Sua Santità, bolla del con-

cordato, breve per i vescovi titolari, breve a Mgor arcivescovo di Corinto circa i costituzionali, breve per gli ecclesiastici ammolgiati o che aveano rinunziato al loro stato, e tante altre pezze, che allora furono spedite con piena soddisfazione del governo francese, non venne in pensiero nè al cardinal segretario di stato, nè a voi stesso, citt. ministro, di trasmettere a Parigi anche i brevi per i vescovi rifugiati in Germania, essendo fuor di strada, a differenza di quei di Francia, e di Londra per la breve via di Calais. Se la cosa fosse venuta in pensiero, egli è chiaro che si sarebbe per la stessa ragione che l'altra sicuramente eseguita.

Giunse a Roma la ratifica del Primo Console il [21] di settembre; e in quella settimana, combinandosi il corriere di Germania, si fece subito (voi ben lo sapete) la pronta spedizione di tutti i brevi ai due nunzi, come consta dagli autentici registri della segreteria di stato. Se non si spedì un corriere straordinario, ne fu causa la combinazione della partenza in quel tempo medesimo del corriere ordinario, il che faceva una piccolissima differenza. Si commise però ai due nunzi di spedire anche per corrieri straordinari ai rispettivi vescovi, dispersi in vari paesi della Germania. Ignorandosi in Roma i luoghi della loro dimora, era impossibile di spedire da quì dei corrieri ai medesimi direttamente.

Una altra ragione trattenne Sua Santità dal trasmettere i brevi finchè giungesse la risposta da Parigi, ed era di sapere se avessero incontrato il piacere del Primo Console, di cui volle assicurarsi prima di pubblicarli.

Se delle combinazioni, che non erano da presumersi, hanno fatto ritardare l'arrivo di detti brevi, egli è chiaro che non può ascriversi a colpa di chi li trasmise. La lealtà e la celerità con cui si è proceduto da Sua Santità, e da suoi ministri (che hanno avuto la soddisfazione sommamente lusinghiera per essi, di essere stati assicurati di avere in ciò incontrato anche il contentamento del governo francese) sarebbero più che sufficienti a dimostrare che niuna negligenza, nè cattiva volontà può essere intervenuta in questa trasmissione, ancorchè non si potessero citare le luminose prove di fatto, che si sono accennate. Oltre di ciò, qual interesse poteva mai esserci di ritardare la esecuzione di una convenzione, che portando il gran vantaggio del ristabilimento della religione in Francia, si era procurata con tanto impegno da Sua

Santità, la quale soddisfaceva nell' attivarla egualmente ai sacri doveri del suo ministero che all' inclinazione del suo cuore ?

Sua Santità ha ricevuto finora da venti sette vescovi le risposte a tenore de' suoi desideri ¹. Essi hanno rassegnate le loro diocesi liberamente nelle sue mani. Sua Santità è prevenuta che ne riceverà altre ancora. I vescovi residenti in Londra (alla riserva di cinque) si sono recusati. Le risposte degli altri non sono giunte; e non si sa nemmeno se a tutti, nell' attuale loro dispersione, sia pervenuto il breve, benchè si sappia che la trasmissione è seguita. Mancano ancora le risposte degli altri vescovi, ai quali con altro breve ² (trasmesso contemporaneamente a quello per le dimissioni) si sono chiesti i consensi per le smembrazioni delle loro chiese e diocesi, che restano incorporate nella nuova circoscrizione delle diocesi di Francia.

Le regole della Chiesa e la pratica costante della Santa Sede Apostolica in siffatti casi esigerebbero, che Sua Santità aspettasse le risposte ai trasmessi brevi; lo esigerebbero i riguardi dovuti al corpo numeroso e rispettabile dei titolari francesi; e lo esigerebbe pur anche il togliere a gran parte di essi, nella grande amarezza che loro arreca l' inaspettato colpo della richiesta dimissione, un gran pretesto di querela (che certamente non giova alla pacifica esecuzione del concordato) per non essere stati nemmeno sentiti, dappoichè tanta ne fanno per non essere stati sentiti preventivamente, e per la brevità del termine assegnato di dieci giorni, che essi chiamano indiscreta e eccessiva.

Ma in un affare di tanta importanza quale è il presente, e nell'attuale straordinario stato delle cose, e in sì imperiose circostanze, Sua Santità altro non vuol vedere che la religione stessa, e vuol prestarsi a passar sopra ad ogni regola canonica, salvo il dogma. Sua Santità vuol fare in questo straordinario caso tutto

¹ Aux 22 évêques démissionnaires, qui sont comptés dans la dépêche de Consalvi du 11 novembre (voir p. 248, note) s'étaient ajoutés : 1 évêque en Autriche (Fréjus) et 4 évêques en Espagne (Acqs, Auch, Blois, La Rochelle). Consalvi les nomme dans sa dépêche du 1^{er} décembre à Caprara (pièce n° 1000); mais, comme on le verra, il se hâtait trop de faire état de la réponse toute conditionnelle des évêques de Blois et de la Rochelle, qui allaient bientôt se prononcer pour la résistance.

² Nous n'avons retrouvé aucun exemplaire de ce bref, qui était probablement une simple variante du bref « Tam multa. »

quello che non gli è impossibile. Pertanto sebbene il procedere alle destituzione di ogni giurisdizione dei titolari (che è compresa necessariamente nella soppressione delle antiche sedi, e creazione delle nuove) e il procedere alla smembrazione delle diocesi, che appartenendo ora ad altri vescovi resteranno comprese nella nuova circoscrizione, siano passi così forti (facendoli senza il consenso o l'interpellazione dei vescovi che si dimettono, o che si privano di tali porzioni) che non si trova un esempio simile a questo in diciotto secoli della Chiesa; pure Sua Santità si è determinata, per ottenere il bene del ristabilimento della religione in Francia, e dimostrare al Primo Console la sua condiscendenza in tutto quello che non gli è impossibile, ad inviare (siccome fa) la bolla della nuova circoscrizione delle diocesi francesi, come gli si richiede.

A questa istanza del governo francese se ne aggiunge una seconda, che si rileva non meno dalla nota del sig. consigliere Portalis, che dalla relazione fatta dal sig. cardinal legato, delle intenzioni manifestategli nella udienza avuta dal Primo Console. Esso, nominando alle nuove diocesi appena giunta la bolla della circoscrizione, vuole che i nominati siano immediatamente istituiti dalla Santa Sede, ed assumano il governo delle loro chiese. Per questo si è dimandato a S. Em., nel quarto articolo della memoria presentata per ordine del Primo Console dall' abate Bernier, se S. Em. è autorizzata a conferire nel momento la giurisdizione ai nuovi vescovi nominati, di maniera che possano esser consagrati nel più breve spazio dopo la loro nomina ¹.

Spettando privativamente al Papa, secondo la disciplina introdotta da tanti secoli, il dare ai vescovi la istituzione canonica, e non volendosi dal Papa commettere ad altri l' esercizio di un tanto diritto, si è ordinariamente ciò fatto direttamente dalla Santa Sede, e si sono praticate le prescritte necessarie forme, onde provare la idoneità dei soggetti, compilare per mezzo dei nunzi o dei legati i soliti processi, trasmetterli a Sua Santità, e quindi procedere alla nomina con un concistoro, e colla successiva spedizione delle bolle. L' articolo 4 della convenzione ha espressamente ciò confermato, dicendo che la Santità Sua conferirà

¹ Voir p. 263, note 2.

l'istituzione canonica secondo le forme usate per la Francia innanzi al cambiamento del governo, che erano appunto le accennate di sopra, e che si trovavano fissate nel concordato fra Leone X e Francesco I.

Tuttociò nonostante, ferma Sua Santità nel proposito di fare in questo straordinario caso per il vantaggio della religione, e per compiacere al Primo Console, tutto quello che non gli è impossibile, si è pur anche determinata a passar sopra alle regole così universalmente prescritte ed alla costante pratica della Chiesa, non che alla stessa convenzione fatta col governo francese, ed invia un breve al cardinal legato con cui l' autorizza, fatta che sia la nomina dal Primo Console, e fatti i soliti processi (anche in una forma sommaria per maggior disbrigo), ed assicurato ch' egli sia della idoneità dei nominati, subito istituirli in nome di Sua Santità, conferendo ad essi per mezzo di lettere patenti la canonica giurisdizione coll' autorità della Sua Santità, di maniera che possano subito consagrarsi, ed andare al governo delle loro chiese, per prender poi, dentro lo spazio di sei mesi, le solite bolle dalla Santa Sede, in seguito del concistoro in cui Sua Santità annunzierà secondo lo stile la loro nomina, e la loro istituzione, conferita in questo straordinario caso dal cardinal legato in nome di Sua Santità.

Avrebbe voluto Sua Santità poter egualmente compiacere al Primo Console, come nelle due sopradette istanze, così pure nella terza, relativa al nominare quindici dei vescovi costituzionali, ai quali debba il Santo Padre conferire in seguito la canonica istituzione. Ha il sottoscritto l' ordine da Sua Santità di dichiarare, che nei termini in cui si esprime la nota del sig. consigliere Portalis, e il dispaccio di S. Em., la cosa è intrinsecamente impossibile, perchè vulnera la sostanza del deposito della fede, e perciò vi si oppongono insuperabilmente gli obblighi del suo apostolato, e la sua coscienza. Sua Santità dice, che essendole stato trasmesso puro ed intatto questo sacro deposito dalle mani de' suoi antecessori, puro ed intatto vuol rimetterlo ai successori, come porta il dovere del primato della Chiesa universale, che Iddio gli ha confidato.

La causa dei vescovi costituzionali si trova già decisa dalla Sede Apostolica nel breve dogmatico della Sa : Me : di Pio VI,

che incomincia « Charitas. » Questa dogmatica definizione è irreformabile. Sua Santità può mitigare le pene in essa imposte ai detti vescovi ; ma il giudizio del suo antecessore in materia di fede è irrefragabile. Tutto il mondo cattolico, e tutto il corpo episcopale ha ricevuto e rispettato questo giudizio della Santa Sede, come è noto fino all'evidenza. La costituzione civile del clero fu condannata con lo stesso dogmatico giudizio dalla Sua Santità di Pio VI, come contenente errori contro il deposito della fede. Ad essa hanno aderito con giuramento i vescovi costituzionali, e in virtù della medesima sono stati eletti, ed illegittimamente occuparono le sedi vescovili. Finchè i vescovi costituzionali non riconoscano la loro illegittimità, espressamente dichiarata col pregiudizio dogmatico, dice il Santo Padre, che lo mettono essi medesimi nella impossibilità d'ammetterli alla sua comunione, e molto più di darli per pastori al gregge, che da essi ha ricevuto scandolo, conseguentemente alla pronunziatione di un tale giudizio definitivo della Chiesa.

Lontani i vescovi costituzionali dal riconoscere la loro illegittimità, si sono apertamente considerati nelle formole delle loro dimissioni come legittimi, ed alcuni di essi sono perfino giunti a dire di esser saliti nelle loro sedi senza alcuna opposizione canonica, che è lo stesso che urtare di fronte il contrario giudizio dogmatico, pronunziato su di ciò dalla Santa Sede, ed accettato da tutto il cattolicesimo. Per tal modo osserva Sua Santità, che essi contraddicono apertamente a ciò che dicono nelle dette formole, quando asseriscono di riconoscere il Sommo Pontefice per centro della unità nella cattolica Chiesa ; ma effettivamente se ne separano, ricusandosi a ciò che da esso è stato definito, e prescritto. Sua Santità osserva, che come il suo antecessore si trovò all'impossibilità di aderire alle domande (da cui desistè in seguito lo stesso governo francese) di revocare gli accennati brevi di condanna ; così si trova essa egualmente nella impossibilità di ammettere alla sua comunione, e molto più nella impossibilità di accordare la istituzione canonica ai costituzionali, che contro la decisione dogmatica contenuta nei suddetti brevi persistano nell' errore in essi condannato, e ricusino di riconoscere la loro illegittimità, e di aderire e sottomettersi al giudizio

che in essi brevi ha dato la Santa Sede. È chiaro, dice il Santo Padre, che se ciò facesse, verrebbe egli col fatto a revocare il contenuto in quei brevi, che si riconobbe impossibilitato a revocare il suo antecessore ¹, conforme pure si riconosce impossibilitato egli stesso.

La dichiarazione da essi fatta in dette lettere, che la loro fede è quella degli Apostoli, non, è riconosciuta sufficiente da Sua Santità, giacchè la fede degli Apostoli fu e dovette esser la fede di San Pietro, che gli Apostoli stessi riconobbero capo della Chiesa; e non uniformandosi, anzi opponendosi i vescovi costituzionali ai giudizi del Romano Pontefice, successor di San Pietro, il quale ha la stessa fede di San Pietro e lo stesso magistero della dottrina, non si verifica in sostanza che la loro fede sia la fede degli Apostoli. Molti scismatici ed eretici, persistendo nei loro errori, hanno detto di tener la fede degli Apostoli, nè la Chiesa lo ha creduto sufficiente.

Sua Santità, nel suo breve diretto a Mgor arcivescovo di Corinto, ha mitigato, fin dove ha potuto giungere con la sua autorità, ciò che la Santa Sede Apostolica ha giudicato doversi da essi esigere. Il detto breve non parla di pene; non impone ad essi alcun peso da soddisfare. Esige solo una generica espressione di aderire e sottomettersi ai giudizi emanati dalla Santa Sede sopra gli affari ecclesiastici di Francia, che comprendendo, nella maniera la più dolce e mite che fosse possibile, la ricognizione della loro illegittimità e degli errori della costituzione civile del clero, a cui hanno giurato di aderire (le quali cose sono cadute sotto la condanna del giudizio dogmatico della Santa Sede), è tutto quel meno, che Sua Santità possa fare per salvare almeno la sostanza di questo giudizio, che non ha l'autorità di cambiare. Così facendo, Sua Santità si è prestata fino all' estremo grado possibile alle viste del governo, non esigendo da essi vescovi una solenne ritrattazione, come si era ricercata dal breve « *Charitas* » del suo antecessore. Sua Santità ha avuto la soddisfazione che il governo, a cui fu esibito il breve diretto a Mgor arcivescovo di Corinto, contenente queste misure, se ne dichiarasse pienamente soddisfatto.

I vescovi costituzionali però vi si sono recusati, e lontani

¹ Voir t. III, p. 291.

dall' adottare la formola loro proposta dal Santo Padre, hanno fatto uso di altre, che, come si è detto, confermano e sostengono il loro errore.

In questo stato di cose, è il dovere dell' apostolato e la sostanza della fede, e non già alcun sentimento di superbia (sentimento ben lontano dal cuore di Sua Santità) che non la fa esser contenta delle formole anzidette.

Sua Santità ha dato una luminosa riprova di non nutrire un tal sentimento, con andare egli stesso incontro ai vescovi costituzionali, invitandoli egli il primo alla riunione da deporre l'errore, col breve diretto a Mgor Spina e fatto da lui comunicare ai medesimi. Sua Santità lo ha fatto in una epoca, in cui la condotta tenuta da essi nel preteso concilio nazionale contro la Santa Sede, poteva più che mai indurla ad astenersene. Sua Santità è pronta a darne una nuova riprova con abbracciarli al suo seno, riammettendoli alla sua comunione, ed anche istituirne alcuni, se saranno nominati alle nuove chiese, qualora adempiano a ciò che ha loro prescritto nel detto breve, e nella istruzione che contemporaneamente invia al cardinal legato, necessitata dal fatto della loro nuova persistenza nell' errore dopo il breve rifiutante dalle anzidette formole di dimissione, conosciute ora da tutto il cattolicesimo per la impressione fattane in tutti i fogli pubblici.

Trattandosi di materie di fede, Sua Santità osserva, che il giudizio se sia sufficiente ciò che si è fatto dai vescovi costituzionali con le dette formole, e con prestarsi a fare la professione di fede e il giuramento, e prendere l'istituzione dal Papa nel caso che siano nominati, è di sua pertinenza, e non di altrui, secondo le regole della fede; ed è assicurata dalla religione del Primo Console, che essendosi dichiarata questa insufficienza dalla Santità Sua, si atterrà al suo giudizio. La regola inconcussa e la costante pratica della Chiesa è stata sempre, che non si ricevessero nel seno della medesima (e molto meno si dassero per pastori) quelli che tornavano da qualunque eresia o scisma, se non professavano espressamente di condannare particolarmente gli errori da essi sostenuti. Sua Santità è andata fino all' ultimo grado possibile, proponendo ai costituzionali una formola che condanna l'errore implicitamente, aderendo e sottomettendosi ai giudizi

della Santa Sede, che lo ha condannato. Essi al contrario hanno nuovamente professato il loro errore nelle loro formole, come si è detto di sopra. Sua Santità osserva, che la professione di fede di Pio IV e il giuramento, sono sufficienti solamente per quelli, che non hanno dato un fondato sospetto di aderire a qualche errore nella fede, essendo che la presunzione è a loro favore. Ma da chi ha professato l'errore, la Chiesa ha esatto una particolare esplicita professione del contrario. Sua Santità non può alterare la sostanza di questa regola, che ha ridotta alla più mite forma possibile con esigere genericamente l'accennata sommissione.

Si aggiunge un fatto significantissimo, ed è che i vescovi costituzionali hanno fatto la stessa professione di fede di Pio IV anche nella occasione che tennero i pretesi concili nazionali, nei quali contemporaneamente professavano i loro errori, e che seguitano a professare ancora, sostenendo la loro legittimità, e la non canonicità della opposizione della Santa Sede, nelle spese volte mentovate formole della loro dimissione. La dichiarazione di aderire e sottomettersi ai giudizi della Santa Sede emanati sulle cose ecclesiastiche di Francia non si riconosce da Sua Santità per essi umiliante, sì perchè riconoscendo essi la Santa Sede per capo e centro della unità, non è umiliante pei vescovi il sottoporsi ai di lei giudizi, sì perchè quelle parole sono state proposte da Sua Santità come appunto non contenenti alcuna umiliazione; e per tali le riconobbe anche il governo francese. Riflette inoltre il Santo Padre, che la confessione del proprio errore avendo origine dalla umiltà, ed essendo per questa necessario l'avere un animo grande e virtuoso, ben lungi dall'esser ciò umiliante, specialmente per dei vescovi, sarà loro innanzi a Dio ed agli uomini d'immortale e somma gloria. I cattolici, che sono la massima maggioranza della Francia, avvezzi a riguardare i costituzionali come scismatici, accorderanno ad essi la loro stima solo quando li vedranno rinunziare all'errore, a cui hanno aderito. È troppo noto qual stima conciliò al celebre Fénelon un simil atto.

Il dimettersi che essi fanno dalle sedi che hanno occupate, e il chiedere le bolle per la loro istituzione, osserva il Santo Padre che avrebbe forza, se si dimettessero con riconoscere che hanno illegittimamente occupate tali sedi, e se chiedessero l'istituzione con riconoscere per principio che ciò deve farsi. Ma essi nel dimet-

tersi si riconoscono per legittimi, e nel chiedere l'istituzione dichiarano di aderire alla convenzione « pattuita » fra la Santa Sede e il governo francese. Questa convenzione non rinchiude tutti i principi contrari ai loro errori (giacchè in essa non si trattava di questo), e ciò che rinchiude può intendersi come cosa convenuta per patto.

Quantunque la costituzione civile del clero non fosse opera degli ecclesiastici, Sua Santità osserva, che subito che essa era contraria alla religione cattolica, come ha dogmaticamente definito la Santa Sede, non potevano i vescovi costituzionali aderirvi, e molto meno persistere nell' errore dopo un tal giudizio emanato. È vero che essi da una parte ubbidirono alla legge; ma disgraziatamente questa legge (che il governo stesso non volle che facesse parte della costituzione) si trovò in opposizione con la religione cattolica, onde essi non sono scusati dall' obbligo di aderire e sottomettersi al giudizio della Santa Sede, che senza entrare nel civile ha condannato soltanto l'errore in rapporto alla fede, da cui si allontanava. Il timore che l'esigere tal sommissione dai costituzionali potrebbe risvegliare le dissensioni tra il Sacerdozio e l'Impero, ed anche che potrebbe compromettere la dignità della nazione, è tolto di mezzo, se si rifletta, che nel presente caso il governo è stato pienamente soddisfatto del breve di Sua Santità, e senza ricorrere a ciò che in tali congiunture scrisse un celebre autore francese, qual' è il Bossuet (*Sent. de cogit. priv.*, edit. Lieg. p. 143), dicendo che niuna ragione poteva indurre la Chiesa romana, contro le istituzioni dei maggiori, a ricevere nel suo seno un' altra chiesa, se non prima data cauzione della sua fede.

Sua Santità brama anch' essa ardentissimamente la pace. Riconosce però (come con tanta lode lo ha riconosciuto il governo francese nella sua saviezza), che questa non può esser vera e stabile, se non poggia sopra il fondamento della religione. Ora non si conseguirebbe il fine del ristabilimento di questa (da cui la pace e la tranquillità deve assicurarsi), se nel ristabilirla si facesse ciò che fosse in opposizione diretta con le sue leggi; nel qual caso, le dissensioni e discordie religiose allontanerebbero anzi la pace bramata. Per questo appunto, Sua Santità propone i mezzi coi quali, volendosi nominare i vescovi costituzionali, la

cosa si faccia nei modi conformi alle regole della religione, e così non si manchi il fine che si crede di conseguirne.

Si è rilevato nella nota del sig. consigliere Portalis, che il Papa è collatore forzato. Per intendere il peso di questa espressione, basta fare due brevi osservazioni.

Il concordato di Leone X e Francesco I (a cui con la espressione « secondo le antiche forme stabilite avanti il cambiamento del governo », si è riportato l'articolo 4 della convenzione) ammette evidentissimamente la libertà nel Papa di ricusare l'istituzione in alcuni casi: basta leggere il titolo III. Gli esempi sotto Innocenzo XI, Alessandro VIII, e Innocenzo XII provano lo stesso. A vari ecclesiastici che ebbero parte nella dichiarazione della assemblea del clero del 1682, tanto Innocenzo XI che Alessandro VIII negarono le bolle d'istituzione. Le concesse Innocenzo XII solamente dopo che essi ecclesiastici dichiararono, nelle loro lettere scritte al Papa, che tenevano per non decretato ciò che si era potuto stimar decretato da quei comizi contro la potestà ecclesiastica, e l'autorità pontificia; la quale speciale dichiarazione si può osservare quanto superi quella generale, mitissima, che richiede ora dai costituzionali Sua Santità. Anche in tutti gli altri stati, dove il governo fa le nomine, il Papa è in pieno diritto e possesso di non dare l'istituzione a quei nominati che fossero indegni.

La seconda riflessione è, che la qualità di collatore forzato s'intende così, cioè che Sua Santità non può ricusare la istituzione ai nominati, quando non sono indegni dell'episcopato. La cosa è evidente per sè medesima, e basta osservare come, rapporto alla elezione di tutti i vescovi, siano pur anche di nomina, dirigendo al Sommo Pontefice il suo discorso si esprime il generale concilio di Trento (alla sess. 6 *de Ref.*, cap. I, e alla sess. 24, cap. 1). Se il Papa deve, secondo anche il decreto del concilio generale, giudicare della idoneità dei proponendi, non è dunque in questo rapporto un collatore forzato. Trattandosi della salute delle anime, non può mai il Papa essere forzato alla collazione quando vi è il loro danno, dicendo perfino il concilio, che Iddio richiederà dalle sue mani il sangue delle pecore, che avesse date in governo a indegni pastori. Egli è vero, che egli non è ciò che sarebbe un casista nel tribunale della penitenza, e che non

è giudice che della capacità esteriore del nominato : ma appunto per questo non può indursi ad istituire quelli, i quali anche dall' esteriore si riconoscono indegni dell' episcopato per la loro esteriore condotta, come accade nel caso presente.

Egli è vero, come dice il sig. consigliere Portalis, che ora non si tratta di far nuove convenzioni, o di negoziare, ma di eseguire francamente una convenzione confermata. Ma è pur anche vero, che nella convenzione non si è punto parlato dei costituzionali ; anzi si fissò fin dal principio, che in essa non si sarebbe di essi avuta ragione. Ciò è tanto vero, che posto un articolo che li riguardava in uno dei progetti presentati sul principio a M^{gr} arcivescovo di Corinto (che fu il secondo progetto), a di lui istanza fu tolto, e non si produsse più nei progetti successivi.

Questi sono i decisi sentimenti, che Sua Santità ha ordinato al sottoscritto di manifestarvi, citt. ministro, in risposta alla nota del sig. consigliere Portalis. Sua Santità è piena di fiducia nella religione, giustizia, e ragionevolezza del Primo Console, e in quella del sig. consigliere, non meno che nei loro lumi, per assicurarsi, che nel gradire la sua pronta deferenza alle due istanze sulla immediata istituzione dei nominati e sulla bolla di circoscrizione (sopra di cui Sua Santità passa sopra tutte le regole, con un atto che non ha un esempio simile a questo in tutta la storia della Chiesa), rapporto al nominare alcuni dei costituzionali si convinceranno della assoluta intrinseca impossibilità in cui si trova il Santo Padre di istituirli, stando le cose come ora stanno, riportandosi su di ciò anche al foglio di istruzione, che invia contemporaneamente al cardinal legato.

Il sottoscritto cardinal segretario di stato vi prega, citt. ministro, di gradire i sentimenti della sua più distinta considerazione.

(Arch. du Vatican)¹.

¹ La traduction de cette note est conservée aux Aff. étr. (Rome, vol. 932), en deux versions, offrant entre elles quelques différences. Une de ces versions a été publiée par Artaud (*Hist. de Pie VII*, t. I, p. 205) et par Theiner (t. II, pièce LXXIV).

999. — Instructions pour Caprara relatives aux Constitutionnels.

(n° 14)

Roma, 1^o decembre 1801.**I. Istruzione.**

La istruzione di cui si fa menzione nel breve, col quale Nostro Signore concede a V. Em. la facoltà di dare l' istituzione canonica a quei soggetti, che saranno nominati dal Primo Console alle chiese arcivescovili e vescovili di Francia, a norma della circoscrizione già approvata dalla Santità Sua, è la seguente:

Le nomine del Primo Console, come si legge nella nota del sig. consigliere Portalis, alcune cadranno sopra gli antichi vescovi di Francia, altre sopra ecclesiastici non promossi al vescovato; altre finalmente sopra i vescovi costituzionali.

Intorno ai primi, non può esservi difficoltà, che siano immediatamente istituiti nella nuova sede arcivescovile o vescovile, perchè essendo stati promossi alle antiche chiese con autorità apostolica della Santa Sede, è stato già sopra le loro qualità formato un' altra volta il processo dal nunzio di Francia; altronde essendo notissimo il loro merito, non vi può esser dubbio che sieno degni di esser trasferiti ad un' altra chiesa.

Per i secondi, cioè per gli ecclesiastici che non sono stati promossi al vescovato, dopo che avranno essi riportata la nomina del Primo Console, dovrà V. Em. attenersi alle parole espresse nell' articolo 4 del concordato: « Sa Sainteté conférera l' institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement du gouvernement. » Le antiche forme erano il processo che si faceva dai nunzi apostolici, e l'obbligo ai nuovi prelati di far la professione di fede secondo la formola di Pio IV, e il giuramento di ubbidienza al Romano Pontefice. Se i testimoni dunque, che debbono scegliersi da V. Em., attesteranno in un processo i meriti e le degne qualità dei promovendi, potrà pure V. Em. con le lettere patenti, di cui le si manda una modula, dare ad essi l'istituzione. Anzi volendo Sua Santità concorrere quanto più può al desiderio del Primo Console, di affrettare il più presto che sia possibile l'installazione de' nuovi prelati, nonostante il precitato patto della convenzione di ritenere le

antiche forme usate prima del cambiamento del governo ; tuttavia Sua Santità accorda a V. Em. ancora, che, se questo processo non potrà compiliarsi secondo quelle rigorose forme che si tenevano per lo passato, per questa volta e nel caso presente soltanto, lo faccia sommariamente, e in quella miglior maniera che può, purchè restino assicurate le prove della idoneità de' soggetti nella pietà, nella scienza, nella integrità della loro fede, e nella purità della loro dottrina. Sopra di chè il Santo Padre se ne riporta alla saviezza e coscienza di V. Em. Oltre il processo, è pur di mestieri che facciano la professione della fede, e prestino il giuramento di ubbidienza al Romano Pontefice, come si è di sopra accennato. Per la professione della fede non vi può nascer contrasto, essendo la formola di Pio IV quella usata in Francia prima del cambiamento del governo, e adottata parimente da tutta la Chiesa universale. Deve dirsi l'istesso della formola del giuramento, che è trascritta nel Pontificale Romano, e che parimente si usava in Francia senza contradizione. Ma il Santo Padre è così indulgente e liberale, che vuol prevenire qualunque dubbio e contradizione che potesse insorgere. Alcune parole di quella formola di giuramento, sebbene usitata senza esitazione alcuna per quattro o cinque secoli, hanno in questi ultimi tempi offeso le orecchie di alcuni censori di regni e principati, bensì che non sono in comunione colla Romana Chiesa, come è la Russia, la Prussia, l'Irlanda. Non dovrebbe accadere l'istesso in Francia, ove gli attuali Consoli professano la cattolica religione ; ma ciò nonostante, a scanso di dilazioni, di conteste e di impedimenti, Sua Santità permette, che, trovando V. Em. delle insuperabili repugnanze in seguire la formola del Pontificale Romano, possa sostituirvi quella che è stata combinata per gli anzidetti tre principati, e di cui fu già trasmessa copia ¹.

Finalmente potrà cader la nomina del Primo Console sopra « un certain nombre d'évêques constitutionnels », come se n'è dichiarato il sig. consigliere Portalis, in una lettera ufficiale scritta a questo M. Cacault. Quali siano i sentimenti di Nostro Signore rapporto alla installazione di questi vescovi, lo rileverà l'Em. V. dalla lettera che la Santità Sua scrive al Primo Console,

¹ Voir p. 77 et s.

a cui protesta la sua repugnanza di accordare le bolle di canonica istituzione a veruno di detti vescovi, i quali al già professato scisma hanno ora anche aggiunto la persistenza nel loro errore, continuando a riconoscersi nelle loro formole per legittimi, contro il giudizio dogmatico della Santa Sede, ed hanno disubbidito all' amoroso invito di ritornare alla unità della Chiesa colla sola condizione di professare ubbidienza e sommissione al Romano Pontefice, e di dichiararsi di aderire con animo sincero ed ossequioso, e di esser pienamente soggetti ai giudizi dalla Sede Apostolica emanati sopra gli affari ecclesiastici di Francia. Non dubita punto il Santo Padre, che si piegherà il Primo Console alla sue ragioni e preghiere, e si persuaderà che quello a cui repugna il dovere e la coscienza di Sua Santità, non possa neppur da lui per sua giustizia e rettitudine domandarsi.

Può esser nondimeno, che in questo intervallo di tempo taluno dei vescovi costituzionali si induca a tornare al seno della Chiesa. Bramerebbe certamente il Santo Padre, che nettampoco alcuno di questi fosse promosso ad una sede vescovile. Sarebbe prontissimo di riconciliarlo alla cattolica unità, di riceverlo nella sua comunione, e gli darebbe anche tutti gli attestati della paterna sua dilezione; ma per promoverlo al vescovato, che secondo il concilio di Trento, è un peso formidabile ancora agli Angeli, sente una gravissima repugnanza, avendo alla mente tutte le grandi qualità che richiede San Paolo nelle sue lettere a Timoteo, in quelli che debbono esser promossi a sì sublime dignità. Pur nondimeno se la necessità, ed il pronto e sollecito ritorno del pubblico esercizio della religione in Francia lo esigesse indispensabilmente, e altronde questo vescovo, riconciliato alla Chiesa, fosse fornito di tutte le altre qualità di buon costume, di scienza, di zelo, e delle altre doti necessarie all' episcopato, acconsentirebbe il Santo Padre ad accettare, dopo riconosciute da V. Em. le suddette qualità, anche la di lui nomina, e dà la facoltà a V. Em. di dargli l'istituzione, purchè impreteribilmente si abbiano tutti i seguenti atti, che provino il suo ravvedimento, cioè:

1° Che faccia la professione di fede secondo la formola di Pio IV.

2° Che presti il giuramento di fedeltà al Romano Pontefice secondo o l' una, o l' altra delle due formole già di sopra menzionate.

3° Che si presti senza equivoco o tergiversazione a scrivere un' altra lettera al Santo Padre, a norma dell' invito fattogliene col breve de' 15 agosto prossimo passato, e a tenore della formola che fu a lui comunicata da Mgor arcivescovo di Corinto. E siccome in ambedue le lettere scritte a Sua Santità da tutti i vescovi costituzionali, sì in quella de' 12 ottobre, ma molto più nell' altra de' 10 dello stesso mese ¹ (ad una delle quali si sarà egli sottoscritto), è stata fatta la dimissione del vescovato con tali espressioni, quasichè lo avessero legittimamente posseduto; perciò in questa nuova lettera da scriversi a Sua Santità, si dovrà dichiarare di abbandonare le sedi che hanno occupate, ed astenersi totalmente dalle formole ed espressioni, usate nelle divise due lettere.

4° Che inoltre rinunzi e receda dall' adesione al concilio nazionale di Parigi, e da altri sinodi provinciali e diocesani, convocati illegittimamente da qualunque metropolitano o vescovo costituzionale, qualora esso li avesse approvati col suo voto, o colla sua sottoscrizione. Sarà poi di lei cura il combinare il modo, con cui questo atto si faccia in quella più dolce maniera possibile, che ne salvi la sostanza.

5° Che non siano dei capi, non essendovi esempio nella Chiesa, che nel riconciliare gli scismatici, siansi ammessi al grado di vescovi i capi, i quali anzi sono sempre stati esclusi *per modum regulæ*, anche allorchè ha la Chiesa usata della più straordinaria indulgenza. Ed è ben facile il comprendere la ragione di tal condotta. Ciò si dice per una abbondante cautela, dicendosi nel dispaccio di V. Em., che il sig. Portalis l'ha assicurata che questi non saranno nominati.

Senza la concorrenza di queste cinque condizioni, Sua Santità non permette che l'Em. V. dia l'istituzione al vescovato a veruno dei vescovi costituzionali, quantunque affettasse con altre studiate parole, o con sofistiche interpretazioni di dar segno di ravvedimento. Hanno essi troppo chiaramente confermato, nelle due poc' anzi citate lettere, di non riconoscersi disuniti dalla Sede Apostolica, e di volerne estorcere non solo la comunione, ma anche l'istituzione canonica ad una chiesa, considerandosi sempre

¹ Pièces n° 924.

come legittimi, contro il giudizio emanato dalla Santa Sede, e non ammettendo di avere indebitamente occupate le altrui sedi. Si riconosce quindi obbligato Nostro Signore dai doveri del suo ministero, di esiger da essi una dichiarazione pura e semplice, a tenore delle cinque condizioni di sopra indicate. Questi sono i precisi sentimenti di Sua Santità, che ha comandato che si comunicassero con questa istruzione all' Em. V. ¹.

(en chiffres)

II. Avviso di privato regolamento al cardinal legato circa i Vescovi costituzionali.

Poichè la Santità Sua, in vista della straordinaria circostanza degli affari ecclesiastici in Francia, si è indotta a contentarsi che

¹ A cette instruction étaient jointes trois pièces annexes :

1° « Promemoria privato sul dottrinale per il sig. cardinal legato. » Ce mémoire commence par affirmer (ce qui est peu exact) que « in tutta la lunga negoziazione fatta a Parigi... non si è mai parlato d'istallare in qualche chiesa un vescovo costituzionale... » ; il rappelle la lettre de Martiniana où « uno de' punti ch' egli medesimo [Bonaparte] avea proposti, era stato quello di metter a parte e non curar punto i vescovi costituzionali. » Après la signature du concordat, le Pape, sur les instances du P. Consul, a consenti à rédiger le bref « Post multos », où « si trattava di semplice e mera ritrattazione », et auquel les évêques constitutionnels ont répondu de manière à prouver leur persévérance dans le schisme. Cependant, les circonstances sont telles, que si le P. Consul veut absolument nommer quelques constitutionnels à des évêchés, le Pape « quantunque con estremo dolore, pur non dimeno si piegherà a compiacerlo. » Son devoir l'oblige à ne pas se contenter des conditions exprimées dans le bref « Post multos » ; mais « non per ciò intende mai di gravarli di un insupportabile giogo, e d'imporre loro durissime condizioni. » Les cinq conditions prescrites dans les Instructions envoyées au Légat sont alors examinées, surtout celle qui exige le désaveu de toute participation au concile national.

2° Une analyse des lettres de Reymond et de Grégoire, des 12 et 10 octobre : elle est accompagnée de réflexions.

3° Une note pour établir que « non si può dal S. Padre aver per sufficiente, riguardo ai costituzionali, la professione di fede prescritta da Pio IV. » Car, d'une part, les constitutionnels ont fait d'eux-mêmes cette profession dans leurs deux conciles nationaux ; d'autre part, l'Église a, de tout temps, exigé des formules spéciales quand il s'élevait une hérésie ; par exemple elle a imposé aux Jansénistes le formulaire « alexandrin. »

i vescovi costituzionali possano essere riammessi nel seno della cattolica Chiesa, col prestarsi soltanto a ciò che dalla Santità Sua è stato loro prescritto, e che diffusamente rilevasi dagli altri molti fogli che si trasmettono contemporaneamente al sig. cardinal legato, per dare all' Em. V. una qualche norma della condotta da tenersi da V. Em., nel caso che alcuno dei vescovi costituzionali fosse disposto a sinceramente ravvedersi, condiscende insieme a permettere che si trasmetta al mentovato sig. cardinale una modula di lettera, contenente i precisi sentimenti, i quali debbono esprimere tali ecclesiastici, se vogliono essere riammessi alla comunicazione con il capo della Chiesa. Qualora poi alcuno dei suddetti costituzionali esibisce realmente a V. Em. una lettera diretta a Nostro Signore, concepita in termini contenenti espressamente tutte e singole cose inserite nella acchiusa modula, ed in vista di ciò volesse il Primo Console nominarlo assolutamente a qualche vescovato, dovrà V. Em. indagare e decidere se anco d' altronde il soggetto sia degno ed idoneo ad esser promosso alla dignità vescovile. Se risulterà che il mentovato costituzionale non meno abbia eseguiti gli ordini del Romano Pontefice, ma pur anco sia riconosciuto degno ed adottato al governo di una chiesa, nè il Primo Console voglia dare tempo che s'interPELLI Nostro Signore, ed anzi insista per il pronto disbrigo, accorda la Santità Sua, in questa sola circostanza di necessità indispensabile, al sig. cardinale legato di dargli la canonica istituzione.

Modula di lettera per i Vescovi costituzionali.

« Beatissime Padre, volendo, come esige il mio preciso dovere, contribuire alla cessazione di quello scisma, in cui ebbi gran parte, così che venga ristabilita la religione cattolica in Francia con opportuna sistemazione delle cose ecclesiastiche, e con la necessaria comunione col Romano Pontefice, capo della Chiesa e centro della unità, ravveduto dei passati errori, mi credo in obbligo di prendere per norma le paterne esortazioni della Santità Vostra, le quali servono di sicura guida alla mia buona condotta, secondo che mi sono state manifestate dal sig. cardinal legato. In conformità quindi di esse, col presente rispettoso foglio, professo piena ubbidienza e sommissione a Vostra Santità, e ai Ro-

mani Pontefici suoi legittimi successori; dichiaro inoltre di aderire e di assoggettarmi con animo sincero e ossequioso ai giudizi della Sede Apostolica, emanati sopra gli affari ecclesiastici della Francia, e in conseguenza ancora, riconoscendo come illegittima e scismatica la convocazione e celebrazione dei così detti concili diocesani, provinciali e nazionali, tenuti dai costituzionali, detesto qualunque cooperazione da me avuta nei medesimi. Finalmente cesso da questo momento dall'ingerirmi nel regimine della chiesa N..., da me occupata senza la istituzione della Santa Sede Apostolica. Confido per tanto che la Santità Vostra, degnandosi accettare queste mie leali dichiarazioni, si degnerà insieme accordarmi, come umilmente imploro, l'apostolica sua grazia e benedizione. »

**Avvertenze per privata regola del sig. cardinal legato circa
i Parrochi intrusi.**

Potrebbe forse darsi il caso, che ad alcuna delle nuove chiese vescovili di Francia venisse nominato qualche ecclesiastico, il quale precedentemente sia stato intruso illegittimamente ad una parrocchia; ed abbia anco d'altronde aderito allo scisma, così che debba riputarsi come notoriamente scandaloso.

In questo caso perciò dovrà il sig. cardinale usare le medesime cautele, ed esigere le medesime condizioni, che secondo la mente del Papa ed analoghe istruzioni che gli si trasmettono, vengono stabilite e prescritte pel caso di una simile nomina di qualcuno dei vescovi costituzionali. Poichè conforme questi sono obbligati a detestare il male che hanno fatto nell'usurpazione delle chiese vescovili, e nella loro cooperazione ai sedicenti concili, così quelli debbono egualmente detestare la loro usurpazione delle parrocchie, e la parte che avessero mai avuto nei suddetti pretesi concili. La ubbidienza poi al Romano Pontefice, capo della Chiesa e centro della unità, e la sincera adesione e sommissione ai decreti della Santa Sede Apostolica, è dovuta indistintamente da tutti. Ed oltre a ciò, dovrebbero ancora questi tali ecclesiastici essere d'altronde riconosciuti, e giudicati veramente

idonei dal sig. cardinal legato di esser promossi al governo di una chiesa ¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

1000. — Consalvi à Caprara.

Roma, 1° decembre 1801.

Dall' Emo Casoni si sono ricevute le risposte dirette a Nostro Signore da quattro vescovi francesi residenti nella Spagna. Il vescovo di Acqs e l'arcivescovo di Auch hanno data prontamente la loro dimissione; quelli della Roccella e di Blois hanno risposto, che faranno ciò che farà la maggioranza dei vescovi francesi. L'arcivescovo di Auch scrive all' Emo Casoni, che sa sicuramente che avrà la risposta affermativa dall'arcivescovo di Tolosa, che risiede in Maiorca. La risposta del vescovo di Rieux si aspettava a giorni. Questo è il riscontro dei sei vescovi residenti in Spagna ¹.

Il vescovo di Lavour da Firenze ², e quello di Fréjus da Vienna

¹ Le P. Consul n'ayant voulu nommer à de nouveaux évêchés que des membres de l'épiscopat constitutionnel, cette dernière partie des Instructions pontificales est restée sans application. Il ne faut pas la confondre avec les mesures générales de réconciliation du clergé du second ordre, qui ont été essayées par le Légat au mois de juin 1802.

² Sur l'attitude des évêques réfugiés en Espagne, voir la Partie XX.

³ Après avoir reçu la réponse pleine d'aigreur de l'év. de Lavour (Voir p. 228 note 3), Consalvi avait écrit, le 13 novembre, à Mgor De Gregorio: « Veramente... le espressioni con le quali ha accompagnata a S. S. la propria dimissione sono tali, che in altri tempi, in luogo di una risposta di lode, meriterebbero un risentimento. Ma S. S. si vuol passare sopra in queste circostanze; onde ella gli dia pure il nuovo breve [p. 245, annexe I]; ma per un certo decoro, ella dopo averglielo dato, con dolcezza e prudenza può andarsi dicendo in voce, che veramente il S. Padre, quanto ha avuto di soddisfazione nel ricevere l'atto di dimissione della di lui sede, altrettanto non ha potuto non provare della amarezza nel vedere questo sacrificio accompagnato da espressioni, che S. S. ama di donare a quel dolore, che un sacrificio sì grande dee aver dato a Mgor vescovo. » En même temps Consalvi indiquait les arguments à opposer aux griefs, que le prélat pourrait reproduire dans la conversation. — Mgor De Gregorio essaya, mais sans succès, de s'acquitter de cette commission auprès de l'év. de Lavour, qu'il trouva seul avec l'abbé Saussol. « I punti principali di sua lagnanza, che faceva per sé e per gli altri, sono: 1° Che atteso il breve a Mgor Spina, riportato nelle gazzette, per stimolare gli intrusi a dimettersi, erano i legittimi e gli intrusi del pari...

2° Che in un affare di tanta importanza, meritavano i vescovi di essere consultati,

hanno mandata la loro risposta. Quello di Béziers in Firenze ha detto chiaramente ch' egli è coi vescovi renuenti ¹.

Il punto fortissimo su cui tutti i renuenti si fondano, è che si facciano succedere i costituzionali, e che questi si trattino del pari. Non è credibile quali siano le frasi che si usano i vescovi nelle loro lettere al Papa, non che nei pubblici fogli. Si corre per questa sola causa un gran rischio di avere trenta o quaranta vescovi renuenti, e forse anche la maggioranza. Se non si nominasse dal Primo Console alcuno vescovo costituzionale (non nominando nemmeno alcuno dei legittimi, quando giudichi necessario di trattarli in ciò del pari), dice il Santo Padre, che si vedrebbe cessare in un istante tutta la opposizione dei vescovi titolari suddetti (alla riserva tutto al più di cinque, o sei, o sette, che si lasciassero dominare da spirito di partito) e si farebbe con ciò un gran guadagno, risparmiando uno scisma, che può esser fatale alla Chiesa e alla tranquillità interna della Francia, se si avrà una opposizione di trenta o quaranta vescovi legittimi, e che

e che ogni uno avrebbe subito data la dimissione quando avesse creduto l'utile della Chiesa, e che avendo motivo di temere la distruzione della chiesa gallicana e con essa la rovina di Roma, perchè il nominante avrebbe nominati apostati ed intrusi, perciò i più facevano bene a non rinunciare, finchè fossero situati di non contribuire alla rovina delle loro spose e della Chiesa universale. 3º Che gli intrusi hanno solennemente risoluto, nel conciliabolo, di sostenere il loro giuramento, la legittimità dei loro, ed una terza cosa di cui non mi ricordo. 4º Che secondo i canoni della Chiesa per la riconciliazione degli intrusi, e secondo un breve di Pio VI, non si potevano prescindere dalle solenni ritrattazioni ed assoluzioni. 5º Che sapeva da buon luogo, che uno degli articoli del concordato era l'approvazione delle alienazioni di tutti i beni nazionali, e che ciò spogliava tutti i particolari, e che N. S. non può farlo senza ledere la proprietà, e che perciò disgusterà tutti i buoni emigrati secolari, al tempo che si disgusteranno i preti alla cui sussistenza non si provvede, se pure non se ne darà pensiero il P. Console... » (Dép. de Gregorio, du 24 nov. Arch. du Vatican).

¹ Lorsque, sur l'invitation de Consalvi (voir p. 242, note 2), Mgr De Gregorio avait essayé de ramener l'év. de Béziers, ce prélat avait, depuis le 4 novembre, envoyé son adhésion aux évêques opposants de Londres. « Ogni discorso è inutile, mandait Mgr De Gregorio, perchè dice che non può dare indietro, dopo aver mandato l'atto di sua adesione al partito dei vescovi esistenti in Inghilterra, perchè è persuaso che quelli agiscono con l'intelligenza del Re... » — L'év. de Béziers a également adhéré au mémoire du 23 décembre, rédigé par les évêques non-démissionnaires de Londres (*Rec. de pièces*, etc., p. 162).

hanno l'opinione dei popoli. V. Em. rifletterà ancora, che in niun paese come in Francia, dove si sa non ammettersi la infallibilità del Papa, può essere tanto necessario che questo [non] ne faccia un uso così fuori di regola, mentre altrove forse si potrebbe dire che sarebbe l'argomento « mentre il Papa l'ha fatto è segno che si può fare »; ma in Francia non sarebbe così. Dovrebbe persuadersi il governo (come dice il Santo Padre), che posto egli fra il dispiacere al governo con la negativa, e il non far piacere con essa a nessuno, è egli mai verisimile, che senza una intrinseca assoluta impossibilità vorrebbe ricusarsi a ciò che gli si richiede? Quale interesse ha in ciò il Papa? Non ha egli anzi tutto l'interesse in [contentare] il governo, e così concorrere alla esecuzione della convenzione diretta al grande oggetto di ristabilire la religione cattolica? Se il governo osserverà come Sua Santità si è prestata, e si presta a compiacerlo in tutto ciò che gli è mai possibile, non potrà non conchiudere che dove non si presta, nasce dalla positiva impossibilità di poterlo fare.

Sua Santità spera che V. Em. farà conoscere anche queste ragioni, che non potranno aver luogo nella nota, ma che pur sono fortissime. Tale è l'ordine che io ricevo da Nostro Signore, etc.¹.

(Arch. du Vatican).

¹ Dans une dépêche du même jour, Consalvi rend compte de la réponse dilatoire d'Acton à la note pontificale sur Bénévent. S. M. Sicilienne, dit-il, se borne à assurer S. S. « del suo costante e determinato animo di occuparsi di questo affare, tostochè una perfetta e generale tranquillità avea posto la Maestà Sua nella circostanza di passarsi di quelle misure di precauzione, che la qualità dei tempi ha imperiosamente esatto... » (Arch. du Vatican).

En outre, le courrier parti de Rome le 2 décembre a emporté pour Caprara d'autres pièces, notamment : 1^o une dépêche de Consalvi sur la négociation commencée par le gouvernement français à Florence, pour échanger le palais de l'académie de France contre la villa Médicis; le Légat est chargé d'exposer au P. Consul les inconvénients que présenterait cette mesure, même pour la tranquillité publique à Rome; 2^o un « breve facoltativo per unire, in caso che si possa che piacesse al governo, alle nuove chiese i titoli al meno più insigni delle chiese antiche »; 3^o « la formola delle patenti per istituire i nuovi arcivescovi e vescovi »; 4^o « un rescritto pontificio di ampliazione di alcune facoltà »; 5^o des instructions pour rédiger le décret exécutorial de la bulle de circonscription; etc.

1001. — Consalvi à Joseph Bonaparte.

Rome, 1^{er} décembre 1801.

Je serais désolé si la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire ne vous trouvait pas à Paris. Je veux espérer que vous ne serez pas encore parti pour Amiens. Votre puissant appui n'aura jamais été plus nécessaire qu'à l'arrivée de ces dépêches. Sa Sainteté met en V. E. sa plus grande confiance. A travers des plus grandes difficultés, son désir extrême d'accélérer le rétablissement de la religion et satisfaire le Premier Consul autant qu'il est possible, l'a fait accéder aux deux premières demandes qu'on lui a faites ; et il envoie la bulle de la nouvelle circonscription, et le bref pour autoriser le cardinal légat à donner, en son nom, l'institution canonique aux nouveaux nommés qui n'en seront pas indignes. Mais, par rapport aux constitutionnels, les règles de la foi empêchent insupérablement Sa Sainteté d'accéder à la demande, dans les termes qu'elle est faite. Le cardinal légat instruira V. E. du détail. J'ai l'ordre exprès du Saint-Père de recommander cette affaire au crédit et à la protection de V. E. Elle sera intéressée sans doute que l'ouvrage de la convention, auquel elle a si travaillé, ait l'heureuse issue qui a été l'objet des désirs mutuels. Si V. E. n'est pas à Paris, elle peut au moins faire la besogne par ses lettres : sa religion, son amour pour le bien, et son excellent cœur, l'engageront à le faire avec tout l'empressement possible.

Je ne dirai pas à V. E. combien il a été sensible à mon cœur d'avoir pu être soupçonné de négligence, ou de peu de bonne volonté, dans l'accomplissement de l'affaire. J'espérais que ce que j'avais fait me mettrait à jamais à l'abri de soupçons pareils. Je vois que ceux qui n'auraient pas voulu la conclusion du concordat, en veulent à outrance à ceux qui ont eu le bonheur d'y réussir. Je n'ai d'autre ressource, dans l'amertume de mon cœur, que mon innocence et mon honneur. On ne pourra pas m'ôter cette égide, et on ne parviendra pas non plus à diminuer d'un seul degré l'intérêt et l'empressement, que je mettrai toujours de mon côté, dans quelque position où je me trouve, à conserver et augmenter s'il était possible les heureux rapports qui nous lient...

(Pap. de Joseph Bonaparte).

1002. — Le Pape au P. Consul

Roma, 2 decembre 1801.

Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

Non sappiamo esprimervi abbastanza quanto rimanesse penetrato il nostro cuore, all' arrivo del corriere speditoci da Parigi dal nostro cardinal legato, e al leggere le di lui lettere, non meno che la nota presentataci da questo vostro ministro.

Le tre domande, che ci avete fatte, sono di tale rilevanza, che non poteva l'animo nostro non esserne altamente commosso. Nella nota responsiva, fatta da noi giungere alle mani del suddetto vostro ministro, ne abbiamo sviluppata la natura e le conseguenze. Pure la costante nostra premura di vedere al più presto possibile rifiorire in Francia la religione, e il nostro desiderio di compiacervi in tutto quello che non ci è impossibile, ci ha fatto passar sopra, circa le due prime istanze, ad ogni benchè gravissima difficoltà, ed usare di tutta l'apostolica condiscendenza, inviandovi, come facciamo, la bolla della nuova circoscrizione, e il breve che autorizza il cardinal legato a dare ai nominati, che saranno riconosciuti idonei, senza ritardo alcuno, la canonica istituzione in nostro nome. Ma rapporto alla terza, riguardante i vescovi costituzionali, ci troviamo con nostro rammarico nella assoluta impossibilità di compiacervi, nei termini che ci viene proposta. Le regole della fede non consentono, che si dia l'istituzione ai vescovi dichiarati illegittimi e scismatici con giudizio dogmatico di questa Santa Sede (e che tuttora persistono nello scisma); giudizio che ha applaudito e venerato tutta la Chiesa. Le lettere da essi a noi scritte, riportate nei pubblici fogli, li dimostrano chiaramente perseveranti ne' loro errori, e refrattari al giudizio già pronunziato contro di loro, e al nostro breve, che voi stesso avete letto e gradito, continuando essi ancora a riconoscersi per legittimi, ed usando espressioni che hanno accresciuto lo scandalo, e che noi non possiamo in alcun conto ammettere. Il giudizio sulla sufficienza di ciò che si richiede per la loro riconciliazione alla unità della Chiesa, e molto più per darli per pastori alla greggia di Gesù Cristo, voi ben sapete che per ordinazione divina è di nostra pertinenza; e

noi non possiamo dubitare, che la vostra religione vi farà uniformare a quello che sopra di ciò abbiamo noi pronunziato. Noi abbiamo ricevuto dai nostri predecessori puro ed intatto il deposito della fede, ed è nostro preciso dovere di conservarlo e tramandarlo puro ed intatto ai nostri successori, anche a costo della nostra vita ; e noi spargeressimo prima tutto il nostro sangue, che commettere una prevaricazione, che ci renderebbe rei del più nero tradimento al tribunale di Gesù Cristo, a cui dovremo rendere strettissimo conto delle anime alla nostra cura commesse. Voi non volete sicuramente questo da noi ; e ciò che abbiamo fatto, e che anche oggi facciamo, non procede da mancanza di volontà, ma dalla natura della cosa domandata, che non è in nostro potere di concedere. Noi ci siamo più diffusamente spiegati col cardinal legato, e confidiamo che riceverete di buon grado quanto egli vi esporrà in nostro nome e che ascolterete le nostre voci, o per meglio dire la voce di Gesù Cristo, che vi parla per la bocca di chi sostiene benchè indegnamente le sue veci in terra. Con tal fiducia restiamo dandovi, con la più grande effusione del nostro cuore, la paterna apostolica benedizione.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, die secundo decembris 1801, Pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. du Vatican).

1003. — *Cacault à Portalis.*

Rome, 11 frimaire an X (2 décembre 1801).

J'ai reçu, cit. conseiller d'État, votre dépêche du 12 brumaire (3 novembre). Le courrier extraordinaire qui me l'a apportée, et qui est un de nos meilleurs courriers, a été tellement arrêté par le débordement des rivières, qu'il n'est arrivé à Rome que le 27 brumaire (18 novembre).

Votre dépêche et la copie de la note remise à Paris à S. Em. le cardinal Caprara m'ont parfaitement fait connaître le vœu du gouvernement. C'est l'instruction que j'attendais : elle m'était absolument nécessaire. Nous étions ici dans la confiance que la bulle du Pape avait été publiée à Paris le 18 brumaire, et qu'une partie des évêques avait été nommée ; et je croyais que vous étiez d'accord avec le cardinal Caprara au sujet des actes ultérieurs. Le Pape et le secrétaire d'État étaient dans la même per-

suasion. L'arrivée de deux courriers à la fois, l'un expédié par le cardinal Caprara à sa cour, et l'autre adressé à moi par le ministre des relations extérieures, nous a fait connaître que l'affaire n'était pas aussi avancée, et qu'on n'était pas éloigné de croire à Paris que Rome se complaisait à prolonger ces retards : c'est une erreur.

Le Pape et le secrétaire d'État ont été d'abord agités, et très affligés de l'apparence de mécontentement du Premier Consul. Ils sentent l'extrême péril qu'il y a à lui déplaire. Ce danger ne peut être balancé aujourd'hui par l'avantage de plaire à personne ; et, d'ailleurs, aucune puissance ennemie ne travaille ici contre l'accomplissement de ce qui a été fait pour le rétablissement du culte en France.

Le lendemain de l'arrivée du courrier, j'ai proposé vos demandes, ainsi qu'elles sont annoncées dans votre dépêche et dans la note y jointe. Le Pape et le secrétaire d'État s'en sont occupés de suite, et n'ont pas cessé de travailler sur cette affaire avec intérêt et application.

Le Pape a jugé que, s'il assemblait la congrégation des cardinaux, on ne pourrait finir assez vite, et que d'ailleurs les nouvelles difficultés proposées pourraient jeter l'alarme. Il a résolu de consulter séparément les cardinaux, et de faire lui-même, avec le secrétaire d'État et ses coopérateurs intimes, les brefs et décisions. Le travail a duré treize jours, pendant lesquels j'ai eu deux audiences du Pape, et des entretiens continuels avec le secrétaire d'État. Il est résulté de ce travail continu, dans lequel le vrai talent et l'activité infatigable du cardinal Consalvi nous ont servis supérieurement : 1° la bulle de la nouvelle circonscription des diocèses de France ; 2° le bref d'autorisation au cardinal légat pour conférer, au nom du Pape, l'institution canonique aux évêques des nouveaux diocèses ; 3° un bref d'autorisation au légat pour l'érection des nouveaux évêchés en Amérique, dans les pays soumis à la République française, d'après ce que le cardinal légat a mandé que le gouvernement désirait¹ ;

¹ Ce bref n'a pas été retrouvé. Il était daté du 29 novembre, et était ainsi désigné : « Breve facoltativo al sig. cardinal legato per l'erezione di un arcivescovato, e due o tre vescovati nelle Indie Occidentali francesi. » Il est mentionné dans le décret exécutoire de la bulle de circonscription (voir la Partie XX). — Le gouvernement français, après avoir demandé ce bref en vue de l'expédition de S. Do-

4^e une lettre de Sa Sainteté au Premier Consul ; 5^e les lettres, instructions et facultés nécessaires au cardinal légat.

On a tout accordé, tout accompli, hors ce qui concerne les évêques constitutionnels. Il m'a été impossible (et je crois qu'aucune puissance humaine ne l'obtiendra) d'amener Sa Sainteté à la promesse de reconnaître aucun de ces évêques, sans qu'auparavant il ait satisfait au bref. Mais aussi, pourquoi ces citoyens n'ont-ils pas obéi ponctuellement à ce bref, reçu et approuvé par le gouvernement ? Ils ont, au contraire, donné la plus grande publicité aux actes de leur démission, ainsi qu'à d'autres écrits, qui sont remplis de ce que le Pape appelle des erreurs. Proclamer en consistoire de tels évêques, c'est sanctionner leur doctrine. Le Saint-Père se croirait perdu, comme Honorius, s'il nous accordait ce point.

J'ai combattu par tous les motifs imaginables cette opposition dogmatique, de nature insurmontable parce qu'elle est dogmatique, et qui se trouvera la même en France dans un autre sens. C'est un point de conscience sur lequel le Saint-Père est inébranlable. J'ai représenté qu'on éteindrait, en suivant vos vues, la cause et le prétexte des disputes interminables. On m'a répondu que ce que nous demandions produirait un effet tout contraire.

Les difficultés des évêques qui ont refusé leur démission, et l'opposition du parti ennemi de la République, cesseraient partout, à ce que croit le Pape, si ce qui concerne les évêques constitutionnels cessait d'alimenter et de nourrir les querelles théologiques. Sa Sainteté imagine que le concordat, la bulle, les brefs auraient en France et dans toute l'Europe un succès et un applaudissement général, s'il ne naissait pas des cris et des plaintes au sujet de la doctrine des évêques constitutionnels, et de la confiance que le gouvernement français veut mettre en eux. C'est surtout à l'égard de la France, où l'on ne croit pas à l'infailibilité du Pape, que le Saint-Père craindrait de s'écarter, dans la moindre chose, d'un point de dogme. C'est de la part des Français, qu'il redouterait une espèce de soulèvement contre sa décision favorable aux constitutionnels.

Le Pape me paraît croire qu'il vaudrait mieux que le Premier ministre (Cf. p. 183), n'y a donné alors aucune suite effective. Il n'a commencé à s'occuper réellement de l'organisation religieuse dans les Antilles, qu'au mois de juillet 1802.

Consul, dans sa première nomination, ne choisit aucun des anciens évêques ni aucun des constitutionnels, que d'en placer de l'un et de l'autre parti.

On croit à Rome que ce qui a été fait en France par rapport aux préfets, ne peut pas directement s'appliquer aux évêques. Le Premier Consul a réuni tous les partis, a choisi dans toutes les opinions, et il a placé à la tête des départements beaucoup de personnes qui n'avaient pas marqué dans la Révolution aux mêmes époques, et qui peut-être même s'étaient réciproquement persécutées. On soutient ici que la même chose ne pourrait réussir à l'égard des évêques, parce qu'en matière de religion, on ne connaît que l'unité et l'homogénéité. Tous les jours on peut renoncer à une opinion politique. Un préfet est l'organe d'une loi écrite et précise; il peut subordonner sa pensée particulière à l'ordre qui lui est transmis. Un évêque est et doit être partout le même. Il doit avoir la considération et l'estime de son troupeau, et toute la confiance en matière de foi. Pourquoi un département aurait-il un évêque d'un parti religieux, et le département voisin en aurait-il un autre d'un parti opposé? Comment parvenir ainsi à la tranquillité sur le dogme? Si un évêque agissait mal, il n'existe pas, comme pour un préfet, cette facilité immédiate de le remplacer par un autre.

Ces observations m'ont été faites; mais elles ne sont pas le motif déterminant de la résistance du Pape, disposé à admettre les évêques constitutionnels qui auront accompli ce qui est prescrit dans le bref, et dans sa dernière instruction au légat.

Les réponses des anciens évêques de France réfugiés en Espagne sont arrivées. Il n'y a maintenant en retard que celles des évêques réfugiés en Allemagne, et des évêques souverains des bords du Rhin. Le cardinal Caprara est instruit, par le cardinal secrétaire d'État du Pape, de tout ce qui concerne les démissions. Ainsi vous en serez informé à mesure par le légat *a latere*.

J'ai l'honneur de vous envoyer l'original et la traduction de la réponse officielle, qui m'a été faite par le cardinal secrétaire d'État à tous les articles de votre lettre et de la note y jointe. Cette pièce vous informera, mieux que tout ce que je puis vous dire, des sentiments du Pape et de ses décisions.

Quoique nous n'ayons pas tout obtenu, et que ce que le Pape refuse soit peut-être dans le cas de faire manquer l'affaire, au

moment de l'exécution, et après avoir surmonté tant d'obstacles (ce qui me donne du chagrin et du mécontentement), je dois à la justice et à la vérité de vous certifier que le Saint-Père et le secrétaire d'État agissent de la meilleure foi, et avec le plus sincère désir de contenter le Premier Consul. Ils ont le même intérêt que nous à l'accomplissement de la pacification et de la réconciliation, et agissent en conséquence.

Le cardinal Caprara est homme d'esprit ; c'est le cardinal qui convient le mieux à Paris. Nous avons, pour terminer le grand ouvrage que le génie de Bonaparte a conçu à l'égard du rétablissement du culte, les meilleures circonstances, et les hommes qu'il fallait. Mais le cardinal Caprara, tout élevé qu'il est par ses dignités, par sa vie passée et par ses talents, sera timide, et n'aura toute sa valeur et sa sincérité avec vous, qu'après que vous l'aurez enhardi et accoutumé à être à son aise.

La déesse de la politique, si redoutable, a depuis longtemps quitté le Vatican. La cour de Rome d'autrefois n'est pas celle d'aujourd'hui, et le Pape surtout est le meilleur des ecclésiastiques. Cette cour, partout fugitive pendant deux ans, a été si malheureuse, que les vieillards qui la composent ne songent plus qu'à vivre tranquilles, et à mourir en paix. Quand la cour de Rome, insensée alors, était toute dévouée à nos ennemis, le Premier Consul peut se rappeler que je l'en avertissais sans cesse. Ce n'est plus cela aujourd'hui : c'est même tout le contraire, surtout à l'égard du Pape, du cardinal Consalvi et du cardinal Caprara. Je dois dire et répéter maintenant, avec le même courage qui m'a fait soutenir autrefois le contraire, qu'on peut traiter d'ami à ami avec le Pape.

Le Pape a déclaré constamment au Sacré Collège, qu'il était résolu d'accorder au gouvernement français tout ce qu'il demanderait, pourvu que la demande ne blessât ni les principes ni le dogme. Mais le Pape a été élevé et nourri dans un cloître, et s'est appliqué toute sa vie à l'étude de la théologie, en ecclésiastique dont la foi est sincère et la vie toute chrétienne. Quand il lui paraît décidé par l'Église, comme dans le cas présent, que la doctrine qu'il faudrait qu'il ratifiât en proclamant évêque un constitutionnel, est erronée, il descendrait plutôt du trône pontifical pour aller au martyre, que d'accorder un tel point.

Je ne saurais saisir en quoi consiste l'hérésie des Jansénistes, et les différences d'opinions entre mon ancien collègue au Corps législatif, Grégoire, et le Saint-Père. Je ne connais que les règles qui enfin doivent gouverner le monde. L'abbé Grégoire n'est pas pape ; et c'est le Pape dont l'autorité est reconnue et établie pour décider ces questions subtiles. Qui ne sent pas qu'après des secousses et des convulsions comme les nôtres, le rétablissement de l'ordre ne peut naître que de l'obéissance ? A qui faut-il qu'elle soit rendue en matière de religion ? Est-ce à Pie VII, ou à l'abbé Grégoire ?

Je sais qu'on ne doit pas livrer la France à la cour de Rome ; mais nous sommes si loin du siècle d'Hildebrand ! mais les idées des abus d'autrefois sont si étrangères à toute possibilité d'en voir renaitre aujourd'hui de semblables ! Il s'agit de contenter en France les bonnes âmes catholiques, de faire renaitre une hiérarchie bienfaisante dans la main du gouvernement.

Bonaparte a marché une fois sur Rome, bien malgré lui : il ne fera jamais la guerre aux chasubles. Il est arrivé à un accord avec le Pape. Vos grandes lumières lui suggéreront les expédients, qu'il préférera toujours aux moyens de force ; et ce qui reste en litige s'arrangera. Je le souhaite ardemment. Il s'agit d'un point où la gloire du gouvernement est intéressée à accomplir ce qui est annoncé, sans bruit ni violence, d'autant plus que *tout a été fait par les moyens et les motifs les plus purs.*

Je vous prie, cit. conseiller d'État, d'agréer les assurances particulières de mon inviolable attachement.

P. S. — Je dois ajouter que le Pape m'a dit, qu'après la consécration des évêques que le cardinal légat est autorisé à consacrer en France, il serait envoyé de Rome des bulles suivant l'ancien usage ; mais que les nouveaux évêques n'auraient rien à payer pour ces bulles, qui seront expédiées *gratis*.¹

(Cultes).

¹ La dépêche de Cacault a été publiée en grande partie par Artaud (*Hist. de Pie VII*, t. I, p. 222), et d'après lui par le C^{te} d'Haussonville (t. I, pièce XIX).

Le même jour Cacault a informé Talleyrand qu'il faisait repartir, avec tout le paquet des réponses demandées au S. Siège, le courrier extraordinaire envoyé de Paris le 4 novembre.



PARTIE XX

LA BULLE DE CIRCONSCRIPTION.

Suite de la démission de l'épiscopat émigré. — Elle paraît devoir être générale en Espagne. — Efforts pour l'obtenir en Allemagne, où l'on compte près de la moitié des évêques de l'ancienne France, et la presque totalité de ceux des pays annexés.

Spina est autorisé à porter de Valence à Rome les restes de Pie VI.

La fête du 18 brumaire se passe sans allusions à la paix avec l'Eglise.

La session ordinaire s'ouvre le 22 novembre. — Exposé de la situation de la République. — Discours de Portalis sur le code civil. — Vote des traités conclus avec les Puissances.

Premières manifestations d'opposition dans le Tribunat et le Corps législatif. — Elle s'annonce nettement sur le terrain religieux. — Elle se fortifie de l'attitude frondeuse de quelques généraux. — Malaise répandu dans le peuple par la cherté du pain.

La convocation d'une Consulte de Cisalpins à Lyon rappelle l'attention sur les affaires italiennes. — Le P. Consul ne dissimule plus son dessein de garder le Piémont.

Arrivée, le 13 décembre, du courrier de Rome apportant la bulle de circonscription diocésaine. — Caprara se croit autorisé à faire à ce texte quelques corrections. Il se consulte avec Bernier et Portalis pour rédiger aussitôt le décret exécutif de cette bulle.

Circulaires du Légat sur l'administration des diocèses devenus vacants par démission.

Les Protestants résument leurs demandes dans des plans d'organisation pour leurs églises.

Les anciens titulaires dispersés en Allemagne ont enfin reçu le bref « Tam multa. » — Les réponses du plus grand nombre sont négatives : quelques-uns cependant consentiront ensuite à se raviser. — Au contraire la démission des évêques des pays annexés sera unanime : elle commence à arriver à Paris et à Rome.

1004. — Portalis au P. Consul

Paris, 12 brumaire an X (3 novembre 1804).

Le comte d'Artois et le prétendant intriguent et font intriguer auprès des évêques réfugiés en Allemagne pour empêcher leurs démissions¹. C'est l'évêque d'Arras qui est leur missionnaire. J'en ai eu l'avis ; mais on m'annonce en même temps que toutes ces misérables intrigues n'auront aucun succès.

Je reçois journellement de tous les départements des lettres dans lesquelles vous êtes béni. Ce qui me rend infiniment précieuse la mission dont vous m'avez honoré, c'est l'occasion sans cesse renaissante qu'elle me donne de parler au cœur des Français sur tout ce qui peut intéresser votre gloire, et de leur exposer tout ce qui peut augmenter leur reconnaissance.

(Arch. nat. AF IV 1044).

1005. — Portalis au P. Consul

Paris, 14 brumaire an X (5 novembre 1804).

J'ai l'honneur de vous faire passer la note des démissions données par les anciens évêques de France réfugiés en Italie.

On a la nouvelle que les brefs pour les évêques d'Espagne sont dans ce moment parvenus à leur destination.

Comme les évêques d'Allemagne se plaignaient de n'avoir rien reçu, on leur fait de nouveau l'expédition du bref aujourd'hui même². Le préfet d'Anvers se charge, sans pourtant avoir l'air d'y concourir personnellement, de faire remettre le bref par voie sûre aux trois évêques survivants de la Belgique³. Les expéditions

¹ «... Les princes à Londres et à Mitau ont fait témoigner aux évêques démissionnaires, au moins à celui d'Aix, leur mécontentement. On voit facilement qu'ils auront prévenu ceux d'Allemagne, et je tremble que la plupart, circonvenus encore par de fausses nouvelles, ne refusent... » (Emery à Bausset, 31 octob.). — Sur l'év. d'Arras, voir p. 99, note 2.

² Caprara, comme il s'y était engagé (cf. p. 276), a en effet expédié en Allemagne le bref « Tam multa », avec la lettre d'envoi qui devait l'accompagner (voir p. 92, note 2 : on trouvera le texte de cette lettre, telle qu'elle a été signée par Caprara, dans la *Vie de d'Osmond*, pièce n° 4). — Ces pièces ont été transmises à nos agents diplomatiques par Talleyrand, à qui Caprara les a confiées le 5 novembre (voir Aff. étr., *Rome*, vol. 932, n° 89).

³ L'archev. de Malines et les év. de Ruremonde et d'Ypres. A ce moment les

refugiés dans les principales villes d'Allemagne, par voie sûre et prompte. Je m'en suis assuré. Aut-être convenable, cit. Premier Consul, que l'ordonnance des évêques d'Italie soit insérée dans le Bulletin, pour que les évêques d'Allemagne aient un point d'appui et ne pas tergiverser.

Autorisé à faire connaître à M. l'archevêque de Cologne que vous donniez à sa lettre, et ce que vous lui en direz de me dire sur son retour en France : je vous envoie des lignes de consolation¹.

« Rome est parti », et j'espère que l'on n'hésitera pas à ce que votre sagesse exige pour le bien même de la

4).

3. — Bernier à Talleyrand

Paris, 15 brumaire an X (6 novembre 1801)

les évêques seront rendues à leur destination : je vous le garantis. Il verra l'archevêque de

Belgique, suffragants de Malines, étaient vacants, soit par Gand, Namur), soit par translation (Tournai, dont le titulaire est mort en 1793). — Portalis ne compte pas ici parmi les évêques de Liège, qui était vivant et réfugié comme

les évêques de Metz, de Toul, de Verdun, de Cambrai, de Laon, de Reims, de Langres, de Châlons, de Troyes, de Sens, de Auxerre, de Autun, de Mâcon, de Lyon, de Vienne, de Grenoble, de Gap, de Nice, de Gênes, de Modène, de Parme, de Bologne, de Ferrare, de Ravenne, de Comacine, de Trieste, de Gorizia, de Trieste, de Trieste, etc.

avait transmis à Londres, à Otto, la lettre suivante pour qu'il lui en fût remis à Paris. M. l'archev. d'Aix [Cf. p. 400, note 1]; présenter moi-même un exemplaire au P. Consul, qui, autorisé à lui en témoigner tout son contentement. Le P. Consul, M. l'archev. d'Aix, et ses autres collègues dans l'épiscopat, les évêques de France, et qu'il les y avait fait autoriser. M. l'archev. de Cologne, qui m'attachent à lui, et qui depuis longtemps m'ont

Paris la veille (Cf. p. 291, note 2).

Reims¹. J'en ai sa parole; et cette voie sera la plus courte et la plus sûre que l'on puisse désirer. Je vous adresse la lettre par laquelle il m'accuse la réception, et me promet la transmission très sûre de toutes celles que vous m'avez confiées pour lui. Il part demain, et voyagera jour et nuit. Son voyage est secret : il passe pour aller dans sa famille². Je suis certain qu'il y mettra tout le zèle possible, tant pour le gouvernement, que pour la chose en elle-même, et pour moi.

Il prendra demain chez moi des brefs et lettres pour dix autres évêques, dont je vous donnerai la liste avec sa reconnaissance de réception. Je n'ai déclaré son voyage ni au Légat, ni à M. Spina.

L'abbé de Pancemont à Bernier

Paris, 6 novembre 1801.

J'ai reçu, M. et respectable ami, les lettres que vous m'avez adressées pour MM. du Plessis évêque de Séz à Münster, de Mouchet évêque de Digne à Münster, du Plessis évêque de Limoges à Münster, Asseline évêque de Boulogne à Hildesheim, Bourdailles évêque de Soissons à l'abbaye de Grauhof, près Goslar, Talleyrand de Périgord à Wolfenbuttel, Roger évêque d'Aire à Paderborn³, M. l'archevêque de Bourges à Wolfenbuttel, Du Chilleau évêque de Chalon-sur-Saône à Augsbourg⁴, Mercy évêque de Luçon à Lilienfeld, des Montiers évêque de Dijon à Carlsruhe. Je vous promets de les remettre exactement à leur adresse, soit en personne, soit d'une manière sûre, et de vous accuser la certitude de leur réception.

(Aff. étr., Rome, vol. 932).

¹ On a déjà vu (t. II, p. 123, note 1), que Bernier se faisait, ou peut-être affectait de se faire illusion sur les sentiments de l'archev. de Reims, sans doute en raison de la parenté de ce prélat avec le ministre des rel. extérieures.

² «... Le curé de S. Sulpice est parti samedi (7 novembre). On croit qu'il est allé dans sa famille : une personne instruite en secret m'a dit qu'il était allé en Allemagne. Peut-être l'envoie-t-on à M. l'archev. de Paris.. » (Emery à Bausset, 11 novembre). — L'abbé Mayneaud de Pancemont, curé de S. Sulpice, avait exercé le culte à Paris pendant une partie du Directoire; puis il avait fui la persécution et était allé à Augsbourg près de Mgr de Juigné. Revenu en février 1800, il avait d'abord été placé en surveillance à quelques lieues de Paris, il officiait alors dans l'église des Carmes.

³ Roger de Cahusac de Caux.

⁴ Ce prélat devait être en ce moment à Munich.

1007. — Portalis au P. Consul.

Paris, 15 brumaire an X (6 novembre 1801).

M. le cardinal Caprara vient de me faire passer la démission de M. le cardinal de Rohan pour la partie de son diocèse qui est située sur le territoire français ¹. Cette démission a été rédigée en latin. J'ai l'honneur de vous l'adresser ; et je joins une traduction, qui pourra être utile si vous jugez convenable de faire insérer cet acte dans le journal officiel. La démission du cardinal de Rohan est d'autant plus importante, que les opinions religieuses ont plus d'influence dans la partie qui formait son diocèse, que dans beaucoup d'autres départements. D'ailleurs, cette démission fera impression dans la Belgique.

(Cultes).

1008. — Le P. Consul à Portalis.

Paris, 17 brumaire an X (8 novembre 1801).

J'ai reçu les différentes démissions des anciens évêques. Je ne sais pas bien celles qui ont été mises dans le Moniteur ou qui n'y ont pas été mises. Vous pouvez le vérifier, et attendre, pour les y faire insérer, que vous ayez dix démissions d'anciens évêques. Alors vous pourriez en faire un article pour ce journal, en mettant la principale phrase de la lettre dans laquelle ils donnent leur démission.

(Cultes).

¹ Le card. de Rohan disait au Pape : « In manibus Sanctitatis Vestrae libere resigno episcopatum Argentinensem, quoad hanc scilicet partem dumtaxat quæ ad sinistram Rheni ripam sita est. Eamdem hanc diœcesis partem, longe majorem, paternæ vestrae benignitati enixe commendo... » (voir la traduction dans les *Ann. phil.*, t. IV, p. 268). Cette pièce, datée d'Ettenheim le 27 octobre, était accompagnée d'une lettre à Caprara, en réponse à celle du Légat du 12 octobre (voir p. 175, note 1). «... Illam autem diœcesis partem, disait-il, dum sic libere resigno in manus S. Patris, Em. V. officii plenam sponsonem pro alterius partis stabiliiori provisione gratissimo animo suscipio, rogans insuper eam ut indicare mihi ipsa dignetur (quis enim melius id posset ?) an, et qua ratione, in parte diœcesis dimissæ jurisdictionem episcopalem exerceam, donec de pastore provisum sit... » A cette question il fut répondu par Caprara le 10 novembre : «... Dirò che l'Em. V. prosiegua pure liberamente ad esercitare la giurisdizione nel modo stesso che ha fatto fino al giorno di oggi, essendo questa la mente del S. Padre, da cui ogni vescovo, sebbene dimessosi, è autorizzato a tale esercizio, finchè non

1009. — Portalis au P. Consul.

Paris, 28 brumaire an X (14 novembre 1801).

J'ai eu l'honneur de vous faire passer successivement les diverses démissions, qui me parvenaient des anciens évêques réfugiés en pays étranger. Vous avez pensé qu'il ne fallait les rendre publiques que quand il y en avait un certain nombre. Vous avez fixé ce nombre à huit ou dix. Je me suis conformé à vos intentions. J'ai vérifié les démissions qui avaient déjà été annoncées, et j'ai attendu que les démissions nouvellement reçues fussent en nombre suffisant, pour pouvoir fixer l'attention du public.

Parmi celles que j'ai l'honneur de mettre aujourd'hui sous vos yeux, il en est, dont la publicité pourra ébranler les évêques qui hésitent encore, et qui contribueront à prouver aux esprits méfiants, que la cour de Rome veut sincèrement que les anciens évêques se démettent de leurs sièges. Cette cour a mis de la maladresse dans l'envoi de ses brefs : elle commence à le comprendre. Mais elle s'est prêtée à toutes les mesures qui lui ont été indiquées pour obtenir, plus sûrement et avec moins de lenteur, la réponse des évêques dispersés.

On a fait un nouvel envoi des brefs aux évêques d'Allemagne. On a mis en mouvement quelques affidés qui avaient de l'influence sur les prélats les plus marquants¹. Les grands vicaires de Paris ont écrit fortement à leur archevêque. J'ai fait passer en Allemagne les écrits de Barruel, de l'archevêque d'Aix, et de Lally Tollendal contre les évêques de Londres qui se sont montrés disposés à refuser leurs démissions².

siasi dalla lodata S. S. provveduto stabilmente e canonicamente ai bisogni di ciascheduna diocesi della Francia, e che il vescovo designato sia in grado di esercitare giurisdizione egli stesso. » Cette réponse du Légat était imitée de celle qu'il avait envoyée précédemment sur le même sujet à l'archev. de Bordeaux (Dép. de Caprara, n° 18, du 7 novembre. — Cf. p. 175 et 176, notes).

¹ Outre la mission de M. de Pancemont, Portalis avait eu recours à l'entremise de parents ou d'amis des évêques émigrés ; par exemple, il avait accepté pour plusieurs de ces prélats les offices de l'abbé Emery ; il avait fait écrire à l'archev. de Bourges par le général Mathieu Dumas, etc.

² Portalis parle ici des trois premières « Lettres au rédacteur du Courrier de Londres » par Lally Tollendal (la 4^e lettre n'avait pas encore été publiée) ; — de la « Lettre de M. l'archev. d'Aix en réponse au bref de S. S. » ; — et proba-

Les nouveaux démissionnaires sont :

le cardinal de Rohan ;

Louis-Apollinaire Latour du Pin Montauban, arch. d'Auch ;

Jean-Antoine de Castellane, év. de Lavaur ;

Charles-François-Joseph de Pisani de la Gaude, év. de Vence ;

Charles-Auguste Lequien de la Neuville, év. d'Acqs ;

Jean-Charles de Coucy, év. de La Rochelle ;

Alexandre-Amédée-Adonis-François-Louis-Joseph de Lauzières Thémines, év. de Blois¹.

Il m'est impossible de rapporter les termes dans lesquels les

blement de « Deux pages relatives au concordat de 1801 » par Barruel (l'ouvrage très connu de cet abbé « Du Pape et de ses droits religieux à propos du concordat » n'a paru qu'en 1803). — Ces divers écrits avaient été remis le 9 novembre à Portalis par Bernier, qui les tenait de Mgor Spina.

¹ L'év. de La Rochelle, après s'être plaint de son isolement, au milieu des doutes qui troublaient sa conscience, écrivait au Pape : « Me transportant par la pensée à l'époque où V. S. pourra juger du vœu du corps épiscopal de France en communion avec le S. Siège, je m'y réunis de cœur et d'affection, et si ce corps vénérable, parfaitement instruit des circonstances où se trouve la France, a cru nécessaire la démission demandée par V. S. et qu'elle nous dit arrachée par la violence à son cœur paternel, afin de n'entraîner aucun des inconvénients que V. S. paraît redouter, dès ce moment-là je la remets entre ses mains... » (Lettre datée de Guadalajara, le 18 octobre. Voir Drochon, *La Petite église*, p. 41).

— Dans une autre partie de l'Espagne, à Pontevedra, l'év. de Blois avait adressé à S. S., le 21 octobre, une lettre semblable et qui concluait ainsi : « Instat hora... oh quam filio pietate devincto tremenda! Summo dolore cruciato id tantum occurrit, ut simul cum omnibus Galliarum episcopis communionem et gratiam Sedis Apostolicæ habentibus ad pedes V. S. properet. Ab eorum majori parte sedibus episcopalibus dimissis, meam sedem episcopalem dimittentem et eo ipso absolute dimissum me habere velit V. S... » (*Rec. de pièces sur la démission*, p. 36). — Le nonce de Madrid avait accepté comme valables ces démissions, entourées cependant de tant de réticences et de conditions, et qui devaient bientôt se transformer en refus déclarés. Il en est résulté que le *Moniteur* du 15 novembre a mentionné ces deux évêques comme démissionnaires, et que Portalis a même envoyé des ordres pour leur permettre de rentrer en France. On a vu qu'à Rome, Consalvi avait, dans une certaine mesure, commencé par partager cette illusion (pièce n° 1000) : mais déjà le 7 décembre, Di Pietro, mieux avisé, lui écrivait : « Agli... due vescovi di Blois et della Rochelle, i quali si mostrano renitenti alla dimissione, dichiarando voler seguitare l'esempio di ciò che sarà fatto dalla maggior parte dei vescovi di Francia, non dovrà darsi risposta alcuna di quà, non convenendo ora per nessun patto lo entrare in discussione di simile materia. » (Cf. *Corr. de Maury*, t. II, p. 203 et 205).

démissions dont il s'agit ont été données. J'ai eu connaissance officielle de ces démissions ; mais elles avaient été dévotement envoyées à Rome, d'où l'on ne nous a fait passer que les noms des démissionnaires ¹. J'ai seulement remarqué la phrase suivante, que l'on lit dans une lettre écrite par l'évêque d'Acqs à l'archevêque de Corinthe : « J'ai l'honneur d'adresser à V. E. une copie de la démission de mon siège, que je n'ai pas différé d'un seul courrier d'envoyer à Mgr le cardinal Casoni, dès qu'il m'a communiqué le bref de Sa Sainteté... Je n'ai pas balancé un moment à m'immoler, dès que j'ai appris que ce douloureux sacrifice était nécessaire à la paix de la patrie, et au triomphe de la religion... Qu'elle sorte glorieuse de ses ruines !... Qu'elle s'élève, je ne dirai pas seulement sur les débris de tous mes intérêts les plus chers, de tous mes avantages temporels, mais sur mes propres cendres même ! Si je pouvais lui servir de victime ! Que mes concitoyens reviennent à la concorde, à la foi, et aux saintes mœurs ! Jamais je ne formerai d'autres vœux pendant ma vie ; et ma mort sera trop heureuse si je les vois s'accomplir ². »

M. le cardinal Caprara m'a adressé hier une note ³ par laquelle il m'instruit que, après une lettre du cardinal Casoni, nonce du Pape en Espagne, M. l'archevêque de Toulouse a, depuis plusieurs mois, envoyé sa démission au Pape. La même note m'apprend que l'évêque de Rieux n'avait point encore reçu le bref, mais qu'il est déposé à donner sa démission.

L'évêque de Luçon écrit, du fond de l'Autriche où il est réfu-

¹ Ceci n'est vrai que des év. de Lavour et de Vence.

² Cette lettre était datée de Haro de Ebro, le 26 octobre. A la fin, le prélat sollicitait l'autorisation de rentrer en France, pour aller à Bordeaux donner des soins urgents à son patrimoine.

³ Caprara à Portalis, 13 novembre : « Par des lettres de S. Em. Mgr le card. Casoni, qui réside à Madrid, le card. Caprara vient de recevoir l'avis que, parmi les év. français qui résident en Espagne, avaient donné leur démission : l'archev. d'Auch, l'év. de La Rochelle, l'év. de Blois, l'év. d'Acqs. Le card. Casoni ajoute que les deux autres, c'est-à-dire l'archev. de Toulouse et l'év. de Rieux, ne l'avaient pas encore donnée, car ils étaient trop éloignés de Madrid ; qu'il n'avait rien à douter de leur démission ; et que en particulier l'archev. de Toulouse avait déjà envoyé, plusieurs mois avant, sa démission au T. S. Père. Le card. Caprara s'empresse de donner à M. le cons. d'Etat Portalis l'avis, qu'il a reçu ce matin... »

gié, que l'on peut annoncer, s'il est nécessaire, au cardinal légat, qu'il faut regarder sa démission comme donnée. L'évêque de Pamiers écrit aussi qu'il est prêt à se démettre ¹. Il paraît que l'on a cherché, au nom des princes français, à circonvenir les évêques d'Allemagne; qu'il y a eu plusieurs assemblées dans lesquelles la matière des démissions a été sérieusement discutée; et que le parti des démissionnaires l'emportera.

M. l'archevêque de Bordeaux vient de publier un mandement, dans lequel il a exposé, avec beaucoup de force, les motifs qui l'ont engagé à donner sa démission. Dans ce mandement ², il réfute avec beaucoup d'avantage les raisons de ceux qui refusent de se démettre.

Je joins au présent rapport la note des démissions qui n'ont point encore été rendues publiques, et dont il importe de ne pas retarder la publicité ³.

(Suites).

1010. — Emery à l'archev. de Toulouse.

Paris, 19 novembre 1801.

Le 21 octobre, M. votre grand ami ⁴ a reçu le bref du Pape. Vous l'aurez reçu quelques jours après ⁵; ainsi votre démission

¹ « ... Je reçois une lettre de M. l'év. de Luçon, qui est en Autriche, datée du 24 octobre. Il n'avait pas reçu la lettre du Pape; mais il me charge d'annoncer, s'il est nécessaire, au card. légat qu'on doit regarder sa démission comme donnée. On me montre aussi une lettre de M. l'év. de Pamiers, qui réside près de Hambourg, datée du 30 octobre, et qui n'avait pas non plus reçu encore la lettre du Pape. Ce prélat est déterminé à se démettre. Je vous prie de communiquer ces détails à M. Portalis... » (Emery à l'abbé d'Astros, 9 novembre). — La démission de l'évêque de Luçon a été envoyée au Pape, de Lillienfeld le 28 octobre (voir le texte dans les *Ann. phil.*, t. IV, p. 204). Déjà le *Moniteur* du 8 octobre avait reproduit l'extrait d'une lettre particulière, datée de St-Pölten le 23 sept., où ce prélat annonçait par avance l'intention de faire le sacrifice de son siège.

² « Lettre de Mgr. l'arch. de Bordeaux à ses diocésains », datée du 8 octobre, qui venait d'être publiée à Londres et allait être réimprimée à Paris. L'auteur en avait remis à M. Otto plusieurs exemplaires pour les Consuls, (dép. d'Otto du 5 nov.) ; il en avait envoyé d'autres à Caprara (voir la pièce n^o 1015).

³ Suit la note, qui a été insérée dans le *Moniteur* du 24 brumaire (15 nov.).

⁴ L'archev. d'Auch.

⁵ Mgr de Fontanges, archev. de Toulouse, se trouvait à Palma, dans l'île de Majorque.

est faite et envoyée. J'ai toujours supposé et déclaré que vous étiez disposé à la faire, et on n'a eu sur ce point aucun doute. J'aurais désiré que vous eussiez donné aussitôt une connaissance directe à Paris, parce que la voie du nonce de Madrid est un peu longue. Je ne sais si on a reçu des nouvelles de MM. les évêques de Castres et de Tarbes. Ce sont les deux seuls évêques en Espagne¹ dont les sentiments sont ignorés. Mais, puisque MM. de Blois et de La Rochelle ont acquiescé à la demande du Saint-Père, on ne peut guère former de doutes sur les sentiments de ces prélats.

Vous savez que treize évêques en Angleterre ont refusé...

Vous serez étonné que nous n'ayons aucunes nouvelles d'Allemagne, du moins de bien positives, excepté de M. l'évêque de Luçon, qui a reçu seulement le 25 octobre la lettre du Pape, quoiqu'il soit assez près de Vienne. Le 30 octobre, l'évêque de Pamiers, qui est auprès de Hambourg, n'avait pas reçu la sienne, et M. l'archevêque de Paris le 5 novembre. Vous voyez que l'on a pris de très fausses mesures dans l'envoi de ces lettres. C'est en Angleterre qu'on les a fait parvenir plus tôt qu'ailleurs, et c'est là qu'elles devaient être envoyées plus tard. Il y avait là un rassemblement qui devait être fortement influencé : les deux tiers de ceux qui ont refusé, placés ailleurs, auraient acquiescé sans difficulté.

Il y aura certainement des opposants en Allemagne, et dans ce nombre il y en aura qui auraient encore infailliblement donné leur démission, qui avaient même déjà fait connaître leur disposition à cet égard, s'ils n'avaient pas été influencés par les évêques d'Angleterre, qui sûrement n'auront rien négligé pour amener à leur parti le plus qu'ils auront pu de leurs collègues. Vous pouvez compter parmi les opposants en Allemagne les évêques qui sont à Münster. Cette ville a toujours été un foyer, à cause de quelques ecclésiastiques intrigants qui s'y trouvent, et qui ont toujours conduit feu M. le cardinal de La Rochefoucauld, les évêques de Séez et de Limoges, et celui de Digne. Je suis aussi presque assuré de l'opposition de l'archevêque de Reims, de l'évêque de Soissons, de celui d'Auxerre, et de celui de Boulogne. C'est celui-ci qui conduit tous les autres, excepté

¹ Les év. de Castres et de Tarbes habitaient le Portugal.

celui d'Auxerre qui a sa façon particulière. Il sera bien difficile qu'ils n'aient pas entraîné l'archevêque de Bourges, qui inclinait cependant fortement à la démission. Je ne sais rien de particulier des évêques du Puy et de Sisteron ; mais ils sont par eux-mêmes très disposés à l'opposition. M. de Luçon m'écrivait qu'il ne doutait guère que les évêques de Laon, de Nancy, et de Carcassonne ne refusassent. Ainsi, il me paraît que le plus grand nombre en Allemagne serait des refusants. On peut compter parmi les acceptants le cardinal de Rohan et l'évêque de Luçon qui se sont déjà expliqués, les évêques de Langres, d'Amiens et de Pamiers. Nous avons encore dans ces quartiers les évêques de Meaux, de Valence ; plus loin ceux de Rennes, de Dijon. Je me rappelle encore l'archevêque de Cambrai. J'ignore leurs dispositions : je les croirais favorables. Mais M. l'archevêque de Paris ? Il est, je crois, tiraillé des deux côtés, tantôt veut et tantôt ne veut pas. Le curé de Saint-Sulpice, qui a disparu depuis une quinzaine, est réputé dans le public avoir été envoyé à ce prélat.

Les évêques qui sont en Italie se sont déclarés pour la soumission. Je ne sais si les évêques de Toulon et de Fréjus, deux adversaires très violents de la soumission, sont en Italie, ou se sont déclarés.

Il résulte de cet exposé que beaucoup d'évêques refuseront ou ont déjà refusé ; mais que la grande majorité sera les acceptants.

Il y a trois évêques dans les Pays-Bas, qui sont réunis à Emrich : l'archevêque de Malines, les évêques d'Ypres et de Rubemonde, qui sont bien échauffés.

De là il a résulté que le concordat n'est pas publié ; que toutes nos affaires, qui devaient être terminées avant l'assemblée du Corps législatif, sont dans le même état ; que les évêques constitutionnels, qui ont cependant fait leur renonciation, lèvent la tête, etc., parce que le Consul veut tout faire à la fois, et qu'il n'a pu nommer aux évêchés avant que les lettres du Pape n'aient été reçues, et qu'on ait pu recevoir les réponses. D'ailleurs comment disposer de tant d'évêchés dont les titulaires vivent encore et ne se sont point démis ?

..Je crois que vous ferez sagement de passer la mer et de vous disposer au retour. On a permis aux évêques qui sont en Angleterre, on les exhorte même à rentrer. Ils en font difficulté, parce qu'ils craignent que leurs adversaires, qui ne gardent plus

de mesure, ne prétendent qu'ils ne rentrent pour solliciter des places¹. On s'occupe dans le moment d'une mesure générale pour le retour des prêtres et des évêques : j'entends les démissionnaires.

Les résistants font beaucoup de tort à eux-mêmes, et encore plus à la religion. Ils ont contre eux tous les gens de bien. Leur conduite actuelle décrédite totalement le zèle qu'ils ont montré jusqu'à présent, en faisant soupçonner qu'il ne servait que de masque à des petites passions et à des intérêts humains.

(Pap. de l'abbé Emery).

1011. — Note de Spina pour le P. Consul.

Paris, 6 novembre 1801.

Honoré de la confiance du Souverain Pontife, et chargé par lui de venir auprès de vous traiter des affaires les plus importantes, je compterai parmi les plus beaux jours de ma vie ceux que j'ai employés à cette honorable mission, et le souvenir des bontés dont vous m'avez honoré ne s'effacera jamais de mon cœur. Mais, en concourant autant qu'il était en moi à la conclusion de la convention faite entre Sa Sainteté et le gouvernement français, je n'ai pas rempli toute la tâche qui m'était imposée. Il est encore un devoir sacré pour moi : la reconnaissance et la fidélité me l'imposent, et je viens solliciter en ce moment de votre générosité le pouvoir de le remplir.

Dépositaire des dernières volontés de Pie VI, je ne dois rien négliger pour qu'elles soient remplies. Celle qu'il m'a surtout manifestée dans ses derniers moments, c'est d'être enterré, à côté de ses prédécesseurs, dans l'église de Saint-Pierre de Rome². Je réclame donc avec confiance les ordres nécessaires pour que les dépouilles de Pie VI, qui sont encore dans le ci-

¹ Voir, par exemple, Peltier, *Paris*, t. XXXIII, p. 493, 512; t. XXXIV, p. 33, etc.

² Dans un codicille, écrit à Valence l'avant-veille de sa mort, Pie VI avait renouvelé à Spina la recommandation « di fare tutte le sue parti perchè il nostro corpo, fatto cadavere, sia trasferito nuovamente in Roma, e sepolto nella basilica di S. Pietro, a tenore di quanto nel nostro testamento già abbiamo disposto... » (Poncet, *Pie VI à Valence*, p. 139).

metière de Valence, me soient rendues, et qu'il me soit permis de les transporter à Rome.

A tant de motifs, il s'en joint encore de bien pressants pour moi. Ce sont les ordres de Sa Sainteté pour réclamer ce précieux dépôt, le désir ardent qu'elle a de voir accomplir en cela la volonté de son prédécesseur, et, j'ose ajouter, la douce satisfaction que j'éprouverai moi-même de donner à Pie VI cette dernière marque de respect et de fidélité. Votre grande âme et votre religion, général Consul, ne se refuseront pas à ce nouvel acte de générosité. Sa Sainteté y sera sensible. Il mettra le comble à mon bonheur; et plein de reconnaissance, je ne cesserai de faire des vœux pour votre prospérité et le bonheur des Français, que je ne saurais jamais oublier¹.

(Aff. étr., Rome, vol. 934).

1012. — Caprara à Consalvi.

(n^o 19 en chiffres)

Parigi, 7 novembre 1801.

Nel riflettere a quanto V. Em. si degna insinuarmi con suo foglio a colonna dei 17¹, che prima in duplicato per il corriere straordinario, quindi colla posta ordinaria di Genova mi è giunto in originale, mi si rappresenta quanto dolcemente, e in modo da muovere e persuadere, trattato siasi dal Santo Padre nella sua lettera al Primo Console l'oggetto in questione². Quindi,

¹ Le 7 novembre, Caprara a transmis en l'appuyant cette supplique à Talleyrand, qui a adressé au cardinal deux réponses successives. Le 8, il lui a écrit : « Je me fais un devoir de vous témoigner, au nom du P. Consul, combien ce ministre plénipotentiaire [Spina] s'est montré digne de la mission qui lui avait été confiée, par ses talents, son esprit conciliant et ses vertus, et combien il a de droits aux sentiments et à l'estime du gouvernement français. » Puis, le 14 novembre, revenant à l'objet principal de la démarche de Spina, qui était d'obtenir les restes de Pie VI, le ministre ajoutait : « ... Il a suffi au P. Consul de connaître le vœu exprimé à cet égard par S. S., pour qu'il se fit un plaisir d'y répondre. Je viens, M. le cardinal, de prévenir le ministre de l'intérieur du départ prochain de M. l'archev. de Corinthe, auquel le corps du Pontife défunt doit être remis. Mon collègue prendra des mesures pour que cette remise se fasse avec la décence convenable, et de la manière la plus conforme aux rapports d'union établis avec S. S., et aux sentiments que le P. Consul lui a constamment exprimés. » (Cf. Theiner, *Doc. inéd.*, t. II, préface).

² Voir p. 214, note 2.

³ Une note marginale indique qu'il s'agit ici des Légations. Dans un billet

oltre al parermi inopportuno di dare sul proposito una memoria, crederei forse potesse essere assolutamente male interpretato, ed accusato io stesso anche di presunzione. Se nei decreti divini è stato prescritto, che ora sia giunto il tempo della restituzione del temporale, ella tenga per fermo, che quanto il Santo Padre ha esposto a Bonaparte colla citata lettera, è più che bastante all' uopo. In caso contrario però, ogni memoria ora è per il meno infruttuosa, se pure non dovesse temersi pericolosa. V. Em. si sovvenga di quanto scrissi con mia di n° 6, in ordine alla Dieta da tenersi in Lione, e senza che io altro aggiunga, ne faccia da sè medesimo le dovute illazioni.

Ho comunicato a Mgor Spina tutti i dispacci a me diretti, ed unitamente abbiamo scandagliato ciò che lo riguarda direttamente, in ordine alla gita in Amiens. Egli nè lo crede utile, nè necessario. Io poi aggiungo, che facendosene scoperta, ci sarebbe naturalmente risposto *quo jure et cui bono*. Mi costa che altrettanto è stato risposto all' ambasciatore di Russia; nè finora conosco che oltre i ministri delle potenze contraenti, e direttamente interessate, vi possano con qualche probabilità intervenire che i deputati delle repubbliche Batava e Cisalpina. Ma sebbene apparentemente abbiano queste degl' interessi alla conclusione della pace definitiva, e d'altronde i contraenti per politici riflessi possano credere di non ricusare un simile intervento, tutta volta io non vorrei farmi garante che i loro deputati vi intervengano. Non ostante questo però, se verrà il caso che si permetta l'andata colà di Mgor Spina, gli darò le autorizzazioni che V. Em. propone. E qualora occorrà di trattare affari particolarmente temporali, avrò le avvertenze che ella m'insinua, tanto in ordine ai beni nazionali, quanto rispetto ai crediti. Starò pure in attenzione, se mai la Cisalpina facesse nuove istanze per la confiscazione, per potere opportunamente declinare che se ne parli.

Sul punto Benevento e Ponte Corvo, V. Em. ha già veduto dal-

particulier du même jour, Caprara, ajoutait sur cette affaire: « Se io non spingo, come suol dirsi, la cosa, è chiaro che non vi vedo per ora nè possibilità, nè utilità. Gli do la mia parola di onore, che non perdo di vista ciò che sul proposito ella mi ha detto in voce, e susseguentemente insinuato nei fogli d'istruzione; e l'assicuro altresì, che se Iddio vorrà che giunga il momento propizio, io certamente mi farò un dovere il più scrupoloso di coglierlo... »

la mia confidenziale dei 2 corrente, come si pensa qui, e cosa si desidera che si faccia.

Circa il dare i dovuti risalti alla condotta di Roma colla Francia, V. E. tema della mia capacità, ma non della volontà, la quale è disposta a prevalersi, come fa ognuno, delle occasioni che si presentano.

Rispetto alla missione di un nunzio in Russia, ella saviamente avverte che le attuali circostanze debbono contribuire a non trovarsi male; ed io sono persuaso che neppure se ne parlerà.

Del breve fatto stampare costì V. Em. sia tranquilla, e lo sia pure per la maniera di condurmi, avendo sempre presente qualunque fortuito caso possibile di cambiamento di cose, di che V. Em. mi parla nel § circa gli avvenimenti possibili, nel suo foglio in cifra dei 24 ottobre.

Mi farò un dovere di porre nel suo chiaro aspetto l'indifferenza del Santo Padre per la persona del B^{no} di Hompesch; oggetto che già fu passato in rivista nell'ultimo abboccamento col Primo Console.

La corte di Spagna ha nominato qui per suo ambasciatore quello di Vienna¹. Dunque sostanzialmente Azara, al quale questa destinazione non si è partecipata, è fuori affatto di sella. Neppure al congresso di Amiens, secondo le idee d'oggi, dovrà andare. Il generale Saint-Cyr, in luogo di Luciano Bonaparte, è nominato ambasciatore in Spagna. La convulsione tra la Francia e la Spagna continua ad essere somma. Il risultato ingenuamente non so pronosticarlo.

Circa i regali, saranno i comandi di V. Em., o in un modo, o nell'altro eseguiti esattamente; e già si tentano le scoperte necessarie sopra tutto per il primo attore².

V. Em. si degni di non spedire più lettere, e molto più pieghi, per la via di Genova, coll'indirizzo della Brignole. Come questo qui si conosce, dà ombra, e sono aperti i plichi.

Presentata una nuova istanza del Duveyrier, il Primo Con-

¹ M. Campo de Alange. Voir *Lettres de Talleyrand à Napoléon*, (pièce XIV, du 3 novembre), et Du Casse, *negoc.*, t. III, p. 31, etc.

² C'est Joseph Bonaparte qui est désigné ainsi, et les présents dont il est question sont ceux pour le concordat.

sole rispose : « I compratori de' beni nazionali si possono ben contentare, se il Papa gli rende il quarto. » Rese poi il Primo Console la memoria, scrivendo sopra : « Trattino direttamente col Papa, e trattino con lui, come tratterebbero con una potenza rispettabile, amica della Francia. »

Sugli oggetti di arte nulla di più posso dirle oggi, oltre quello le ho riferito in altri miei dispacci, riportandomi nel di più a quanto mi assicura di avere scritto a V. Em. sul proposito Mgor Spina.

(Cultes, Arch. de Caprara)¹.

1013. — Ph. Cobenzl à Colloredo,

Paris, 10 novembre 1801.

..C'est hier qu'on a célébré ici la fête du 18 brumaire, dont je joins ici le prospectus pour l'information de V. E. Comme c'était une fête purement pour le peuple, sans nulle distinction pour les autorités constituées ni pour le corps diplomatique ; qu'il fallait aller partout à pied dans les rues très fangeuses, vu qu'il avait plu les jours précédents et même dans la matinée d'hier ; qu'enfin ce qu'il y avait à voir devant se passer dans un espace de terrain assez petit, en proportion de la nombreuse population de Paris, pour qu'on pût aisément se trouver dans la presse ; par toutes ces raisons je me suis contenté de voir de ma fenêtre l'illumination, qui était ce qu'il y avait de plus beau dans la fête, et réellement un spectacle superbe sur les deux rives de la Seine, depuis le pont de Louis XVI, jusqu'au pont Neuf, y compris le Louvre, les Tuileries et la place de Louis XV. Comme j'écris dans la matinée avant d'avoir vu personne, je ne sais pas encore tout ce qui est arrivé dans la journée d'hier ; mais probablement la fête ne se sera pas passée sans quelque accident, que j'apprendrai plus tard.

Il n'y a eu au reste ni entrée publique du cardinal, ni aucune des autres solennités et proclamations auxquelles bien du monde

¹ La dépêche de Caprara n° 18, datée également du 7 novembre, n'est guère qu'un accusé de réception, un peu développé, des diverses dépêches de Consalvi du 21 octobre (voir p. 230, note), et de celle du 24 (pièce n° 950). A la fin, le Légat parle de la démission du card. de Rohan (voir p. 351, note 1).

s'attendait¹. Il paraît même que les affaires de religion rencontrent des accroc's. Le cardinal a eu dernièrement une longue conférence avec le nouveau ministre des cultes, en présence du Premier Consul, sur laquelle on a expédié un courrier à Rome : mais je n'en ai pu rien apprendre, le cardinal légat étant extrêmement réservé sur tout ce qu'il traite, et beaucoup moins communicatif que ne l'était ci-devant envers nous le prélat Spina²...

(Annexe) ³

..La ratification du Pape du concordat conclu entre la France et le Saint-Siège, a été remise au ministre des relations extérieures par le cardinal légat ; la bulle adressée à cet effet, par le Saint-Père au Premier Consul, doit l'être le jour de l'audience solennelle qu'il lui accordera : il n'y a donc plus à douter de l'exécution de ces sages mesures, pour mettre enfin un terme au scandale des dissensions religieuses. Et cependant nobles et bourgeois, tout le monde enfin improuve le rappel des prêtres : la voix des émigrés rentrés se joint même à celle du public. Voilà comme on pense dans les villes. Mais dans les campagnes, tous les vœux sont en leur faveur. A ce sujet on prétend, pour justifier le Premier Consul, qu'il n'a pu avoir la paix qu'en rappelant le clergé ; et on lui prête le propos suivant : « Si je n'avais pas cru en Dieu, qui aurait voulu traiter avec moi ? »..

(Arch. de Vienne).

¹ Des décors et des scènes allégoriques, disposés par l'architecte Chalgrin, semblaient être le commentaire de la première phrase de la proclamation de Bonaparte : « Français, vous l'avez enfin tout entière cette Paix, que vous avez méritée par de si longs et si généreux efforts. » Mais rien dans cette fête n'évoquait en particulier le souvenir du concordat.

² Dans le n° du 15 novembre des *Ann. de la relig.*, les constitutionnels ont inséré l'avis suivant : « Le gouvernement continue de couvrir du plus profond secret ses opérations. Nous pouvons seulement entrevoir avec probabilité que cette grande affaire sera terminée avant Noël... Que penser de ces bruits, de ces nouvelles qui inondent les départements, tandis que près de quarante évêques qui sont à Paris, peuvent protester qu'ils ne sont instruits de rien ?.. Ce que nous pouvons certifier, c'est que nos adversaires ne sont pas plus instruits que nous ; c'est que la circonspection est égale à l'égard de tous ; c'est que le Légat, qui reçoit les uns et les autres avec la même affabilité, ne s'explique définitivement devant aucun. »

³ Ecrit un peu avant la fête du 18 brumaire, ce passage est extrait d'une de ces correspondances sur l'esprit public, que M. de Cobenzl allait envoyer assez fréquemment à sa cour, et qui paraissent avoir été rédigées par un Français.

1014. — Nouvelles envoyées par Caprara.

Parigi, 18 novembre 1801¹.

La festa della Pace è stata qui celebrata con straordinaria magnificenza. Se ne può leggere il dettaglio nell' annessa stampa. L'illuminazione è riuscita delle più sorprendenti, e i preparativi di essa, e di tutto il resto della festa si fanno ascendere alla spesa di più milioni di lire...

Il clero costituzionale ha voluto ancor esso prender parte alla festa della Pace. Con inviti stampati fu invitato il popolo ad assistere alla funzione, che si farebbe nella chiesa di Notre-Dame, dove il vescovo costituzionale di Parigi coll' assistenza di altri vescovi intrusi cantò la messa, fece un sermone, e intonò il *Te Deum*. Si era sparsa la voce che a simile cerimonia avrebbe assistito anche il cardinal legato, e si è detto probabilmente non senza fondamento, che i costituzionali misero in campo simile invenzione per avere maggior concorso di gente, onde rappresentar poi al governo che le loro chiese sono molto frequentate; lo che è del tutto falso.

È qui giunto il M^{re} de Cornwallis, ministro plenipotenziario di S. M. Britannica al congresso di Amiens, ed ha avuto un' udienza particolare dal Primo Console.

Questi pubblici fogli non hanno lasciato di rimarcare più volte, che il breve pontificio relativo alla dimissione de' vescovi francesi non era stato per anco comunicato a quelli tra gli stessi vescovi, che trovansi in Germania. Ora però detti fogli annunziano, che il breve era giunto al nunzio di Vienna², ma che s'ignorava qual partito prenderebbero i prelati francesi dimoranti colà, ai quali si era stata fatta la comunicazione.

Si sente colle lettere della Svizzera essersi eccitata una nuova rivoluzione a Berna, per cui la Dieta generale si disciolse li 28

¹ Ces nouvelles étaient annexées à une dép. de Caprara du 21 novembre. Elles ont été reçues, au milieu de décembre, par Consalvi, qui en les communiquant à Di Pietro, lui disait : « Si unisce qui dentro quel piccolo foglietto del card. legato, venuto coll' ultima posta, sulla funzione fatta dagli intrusi per la festa della Pace, malgrado il breve comunicatogli da Mgor Spina. » (Cf. Theiner, t. I, p. 332).

² Voir, par exemple, le *J. des Débats* du 19 brumaire (10 novembre).

ottobre ¹, e alcuni de' membri che la componevano, e di quelli del potere esecutivo furono messi in arresto.

(Arch. du Vatican).

1015. — Caprara à Consalvi.

(n° 20)

Parigi, 15 novembre 1801.

...² Ho comunicato come sempre il vmo suo foglio a colonna a Mgor Spina, il quale mi dice, che dopo essersi, sì essò che il P. R. Caselli, congedati fino dallo scorso venerdì 6 corrente dal Primo Console (cosa che io ignoravo, quando spedii l'ultimo mio dispaccio dei 7 di questo), nè potrebbesi decentemente far rimanere qui il P. Caselli, nè il farcelo restare potrebbe esser grato al governo, che secondo esso lo riguarda una cosa stessa con lui; e quindi, a imitazione di esso Monsignore, è sicuro che si è detto dai ministri: « Cosa ha che fare qui il P. Caselli, particolarmente se il legato in qualche circostanza è costretto a non prestarsi a quanto se gli chiedesse. » Io sento un vero dispiacere nel non potere profittare dei lumi e cognizioni che ha il P. Caselli; ma sento ad un tempo, che il far passi per privarmi di tale rincredimento, potrebbe per lo meno dar ombra, e forse pregiudicare.

Non faccio, in ordine alle Legazioni e compenso su Avignone, che riportarmi a quanto sul proposito le ho scritto cogli antecedenti dispacci; assicurandola che tali oggetti mi stanno a cuore quanto a chicchessia. Succede lo stesso anche circa i vescovi da nominarsi; ed è qui su tale articolo tanto conosciuta la mia mas-

¹ C'était une nouvelle phase dans la lutte des factions qui troublaient la Suisse. Une Diète, élue pendant l'été précédent et composée en majorité d'opinions avancées, s'était déclarée constituante pour refaire une constitution selon ses vues. La partie modérée de ses membres s'était alors retirée, et s'appuyant sur le Corps législatif, venait de dissoudre la Diète, le 28 octobre. A la suite de ce coup d'État, un Sénat allait être nommé par le Corps législatif, et à son tour élire Alois Reding, comme premier landammann. — A Paris, M. Stapfer s'efforçait de représenter cet événement comme une sorte de 18 brumaire de l'Helvétie; mais dans l'exposé de la situation de la République (du 22 novembre), le P. Consul devait juger sévèrement l'attitude des partis qui, malgré ses conseils, ne cessaient de déchirer ce malheureux pays.

² Au commencement de cette dépêche, il est surtout parlé de la volonté du P. Consul de faire respecter l'édit de S. S. sur les biens nationaux romains.

sima, che pubblicamente dicesi che io assolutamente faccio di tutto per evitare la nomina di vescovi costituzionali. So che da questi si fanno contro di me delle lagnanze le più amare: ma questo nè mi sgomenta, nè mi farà astenere dal persistere a dar passi, e far rappresentanze, perchè possa almeno dirsi che si è fatto quanto si doveva, e si è potuto.

Tralascio d'interloquire sulla nostra situazione colla Spagna, per aver già altre volte riferito a V. Em. l'impossibilità di agire per ora coll' appoggio di qui; è starò attendendo con ansietà che l'esito della memoria, che V. Em. ha per dare su Benevento e Ponte Corvo, corrisponda alle di lei premure, e che con sollecitudine si restituisca a Nostro Signore ciò che gli è dovuto.

Disgustato a ragione Mgor arcivescovo di Bordeaux di quanto hanno stampato dai vescovi renitenti all' esortazione pontificia nel dimettersi, ha pubblicato colle stampe una lettera, di cui (come l'Em. V. rileverà dalla qui annessa copia della lettera del prelado a me diretta ¹) me ne ha trasmesse quattro copie, una delle quali mi chiede che io l'umili alla Santità di Nostro Signore... Quando si pubblichino in Francia le stampe, che Mgor arcivescovo di Bordeaux annunzia nella lettera che mi scrive, io farò di tutto per averle, e immediatamente spedirle a V. Em., cui intanto non voglio tralasciare di far conoscere quel che, in proposito di dimissioni, mi ha scritto Mgor vescovo di Dijon, e ciò che io gli ho senza dilazione replicato. Copia della proposta e della risposta V. Em. la trova qui unita ².

Il C^o di Cobenzl fa qui premura, che l'Impero, e la sua corte possa mandare ad Amiens un ministro. Ho eccitato questo ambasciatore di Russia a fare gli stessi uffici. Ne vedremo il risultato.

Lord Cornwallis dice, che nella trattativa l'Inghilterra non ha creduto di occuparsi del continente, fuori che del regno di Napoli, del Portogallo, e della Repubblica batava; tutti i tre, dico io, perchè interessano troppo il loro commercio.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Cette lettre, datée de Londres le 2 novembre, a été publiée par Theiner (t. I, p. 355).

² Ces deux pièces, qui du reste sont sans importance, n'ont pas été retrouvées.

1016. — Caprara à Consalvi

(n° 22) ¹

Parigi, 15 novembre 1801.

Con mia precedente di n° 14, trasmessi a V. Em. copia della lettera a me scritta dall' Emo di Montmorency, responsiva alla da me inviatagli col consaputo breve pontificio. Oggi pure sono in dovere di comunicargliene altra, che ho ricevuta per parte del porporato, colla qui annessa per la Santità di N. S. Come l'Em. V. rileverà dalla risposta da me datagli, e che immediatamente gli è stata spedita, dichiaro che avrei sospeso di far giungere la lettera al Santo Padre, e ciò per le ragioni che V. Em. vedrà dalla mia risposta medesima ². Quindi stimo superfluo di pregarla che degnisi, e Nostro Signore e V. Em., di far sembante di non aver conosciuta la lettera del porporato (ciò s'intende col porpo-

¹ Nous omettons trois des dépêches du 15 novembre: 1° Celle n° 21, qui est insignifiante. — 2° Celle n° 23: le Légat transmet une note, qu'il a adressée le 12 novembre directement au P. Consul, sur la question des fournitures à la garnison française d'Ancone (Aff. étr., *Rome*, vol. 932, n° 113); il a invoqué la détresse du S. Siège, et a exprimé le vœu d'une prompte retraite des Français. — 3° Celle n° 25: le Légat fait connaître que Talleyrand a répondu favorablement à la demande de Spina relative aux restes de Pie VI (Cf. p. 359, note 1).

² La lettre du card. de Montmorency, adressée au Pape le 28 octobre, était rédigée dans le même sens que celle des évêques non démissionnaires de Londres (pièce n° 899). Elle demandait un délai, en faisant valoir le péril qu'allait courir l'église gallicane par la vacance simultanée de tous les sièges, l'ignorance où les évêques français étaient laissés sur les motifs d'une telle mesure, enfin leur droit incontestable à être entendus » (*Rec. sur la démission*, p. 81). La lettre adressée au Légat portait la même date: elle contenait simplement la prière de transmettre à Rome cette réponse dilatoire, et l'avis que le bref avait été remis aux év. de Aire, Digne, Limoges, Séz, habitant Münster, et à l'év. d'Amiens résidant à Paderborn (Theiner, t. II, pièce XXXV). — Le Légat venait de préparer, le 10 novembre, une lettre assez habile pour le card. de Montmorency. Après l'avoir informé que les évêques démissionnaires étaient autorisés à conserver la juridiction jusqu'à leur remplacement, ce qui devait exclure toute inquiétude sur la vacance des sièges, il terminait ainsi: « Son persuaso che l'Em. V. non si sarebbe intimorato nella guisa che mostra, se avesse conosciuto quel che oggi le paleso, come sono convinto insieme ch' ella mi saprà buon grado che io sospenda di far giungere la di lei lettera al S. Padre, e che di più l'Em. V. stessa, per prevenire qualunque dubbio e timore che potesse insorgere nei vescovi suoi colleghi..., vorrà compiacersi di avvertirli di quanto ho avuto l'onore di esporre a V. Em. in ordine alla continuazione del governo delle proprie diocesi... »

rato medesimo), la di cui ulteriore replica io mi farò un dovere di spedire a V. Em. senza dilazione.

Tutto ciò che io ho scritto all' Emo di Montmorency, e che come V. Em. si sovrerà, è consentaneo a quanto scrissi, di concerto con Mgor Spina, a Mgor arcivescovo di Bordeaux, in ordine all' esercizio di giurisdizione, l'ho pure annunziato all' Emo di Rohan, il quale mi dimandava per quanto tempo e con qual metodo doveva governare quella parte di diocesi, di cui si è già dimesso in virtù della lettera al Santo Padre, che io spedii a V. Em. con l'antecedente mia di n° 18. Contegno di tal natura in questo proposito si rende per parte mia indispensabile nelle attuali circostanze, come più dettagliatamente ella rileverà dal qui compiegato foglio, segnato lettera A.

Accludo altri cinque fogli, segnati dal B fino al F inclusivo, coi quali do pieno sfogo ai vari oggetti, su de' quali V. Em. degnassi trasmettermi diversi fogli d'istruzione ¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

Promemoria (A) sul Governo spirituale delle diocesi di Francia.

Riesce altresì molto opportuna al cardinal legato l' istruzione che gli è stata rimessa su tal proposito, e avrebbe egli eseguito a quest' ora esattamente i pontifici comandi scrivendo ai rispettivi vicari generali, se alcuni plausibili riflessi, che sottomette umilissimamente all' irrefragabile giudizio di Sua Santità, non lo avessero persuaso esser meglio il sospendere un tal passo, per evitare ulteriori amarezze, e per non far nascere nuovi ostacoli, nell' atto appunto che si cerca di appianare tutte le difficoltà, che infelicamente sono insorte per ritardare il tanto bramato ristabilimento della cattolica religione in Francia ².

¹ Les instructions complémentaires envoyées de Rome le 3 octobre (pièces n° 888).

² D'après l'instruction du 3 octobre (p. 71) le Pape retirait complètement aux évêques démissionnaires l'administration de leurs diocèses, et la déléguait ouvertement, par les mains de Caprara, à des vicaires généraux, en conservant les anciens quand cela était possible, ou sinon, en en désignant de nouveaux. Au contraire, Caprara ne voulait rien changer, en apparence, au gouvernement des diocèses pourvus, tel qu'il existait alors; il entendait par conséquent laisser les évêques démissionnaires continuer à administrer, soit directement et par eux-mêmes, soit quand ils

In primo luogo, se il cardinal legato, a norma degli ordini ricevuti, avesse scritto a tutti i vicari generali di quelle diocesi, i di cui vescovi sono viventi¹, si sarebbero eccitati i più alti reclami per parte di quei prelati che si ricusarono al sacrificio delle loro sedi, quasi chè il Sommo Pontefice volesse loro malgrado privarli fin da ora dell' esercizio di ogni giurisdizione, trasfondendo tutta l' autorità ne' vicari generali; e ciò avrebbe forse prodotto una più ostinata resistenza alle amorevoli e pressanti esortazioni del Santo Padre...

Inoltre, prima che l'istruzione giungesse alle mani del cardinal legato, richiesto egli da qualche vescovo che si era dimesso, qual contegno tener dovesse rapporto alla sua diocesi, aveva giudicato conveniente di rispondere, che non ostante la dimissione poteva continuare nel governo spirituale de' suoi diocesani, finchè non vi fosse stabilmente provveduto col destinarvisi un nuovo vescovo, o non venisse in altra guisa disposto dalla Santa Sede. Il cardinal legato determinosi a simile risposta tanto sul riflesso, che secondo la pratica e le canoniche disposizioni, le rinunzie de' vescovi non hanno il loro effetto, se non dopo essere state accettate dal Sommo Pontefice, quanto, e molto più, perchè prevedeva che un tal compenso non avrebbe incontrato ostacolo per parte del governo francese, e sarebbe riuscito di pieno gradimento de' vescovi.

Si poteva forse adottare il partito di comunicare di mano in mano le facoltà ai vicari generali di quelle diocesi, i di cui vescovi si dimettessero liberamente a norma del breve del Santo Padre. Ma oltrecchè sarebbe stato assai difficile l'essere informati a tempo delle rispettive dimissioni, molte delle quali dovevano trasmettersi non già a Parigi, ma a Roma, era a temersi il malcontento de' vescovi dimettenti, i quali sarebbero divenuti d' inferior condizione dei vescovi renitenti, mentre sarebbe stato

étaient absents, par l'intermédiaire de leurs propres vicaires généraux. De cette manière il usait de ménagements envers ces évêques, et il rendait beaucoup moins sensible l'intervention du S. Sièges dans l'administration de leurs diocèses.

¹ Caprara examine ici les conséquences d'une circulaire aux vicaires généraux, qu'il leur adresserait immédiatement et avant de savoir exactement quels évêques donneront leur démission, et quels la refuseront.

ai primi interdetto l' esercizio della loro giurisdizione, nell' atto che i secondi avrebbero continuato a governare le loro diocesi.

Nè deve sfuggirè su tal proposito un altro riflesso, qual' è quello, che esclusi affatto i vescovi dimettenti da qualsivoglia ingerenza nelle loro diocesi, e sapendosi che i vicari riconoscono tutta la loro autorità dal cardinal legato, si aprirebbe un campo vastissimo ai reclami contro molti di detti vicari, e si farebbero istanze per la loro deposizione, interessandovi forse anco il governo.¹ Chi conosce a qual punto siansi esaltate le teste in alcune diocesi a motivo della promessa di fedeltà, si persuade agevolmente quanto rumore menerebbero i partiti fra loro opposti, e quindi il legato troverebbesi nel massimo imbarazzo, tanto più, che gli si renderebbe molto arduo l' avere una piena cognizione de' soggetti, quando all' opposto, lasciando le cose come si trovano, ciascheduno starebbe aspettando da un giorno all' altro la pubblicazione del concordato, e la destinazione de' nuovi vescovi.

Volendo poi il Santo Padre per giustissimi riflessi, che non abbia luogo l' elezione de' vicari capitolari, il mezzo più facile d' impedirla era appunto quello di lasciare agli antichi vescovi, quantunque si fossero dimessi dalle loro chiese, l' amministrazione delle medesime fino all' epoca, in cui i nuovi fossero istallati nelle diocesi della novella circoscrizione.

Ma senza valutare il fin qui detto, basta ricordarsi, che il cardinal legato, non avendo ancora potuto eseguire la cerimonia della formale presentazione al governo, e non avendo quindi spiegato carattere, non può neppure esercitare le sue facoltà a meno di esporre sè stesso, e la sua rappresentanza a gravi disturbi. Bisognava perciò, ch' egli facesse sentire agli antichi vescovi, che l' esercizio della loro giurisdizione continuerebbe fino all' epoca, in cui i pastori della nuova circoscrizione prenderebbero possesso delle rispettive chiese, o che rispondendo il contrario permettesse che molte diocesi rimanessero senza superiori ecclesiastici, aspettando che la Santa Sede informata di questo disordine vi ponesse da per sè stessa riparo, ed esponendosi al pericolo che frattanto i capitoli si adunassero per la nomina de' vicari capitolari ².

¹ Parce que ces vic. généraux seraient de véritables « vicaires apostoliques. »

² Voir la lettre d'Emery au Légat, du 11 décembre (Theiner, t. II, pièce XXXVIII).

Per tutti gli addotti riflessi è paruto al cardinal legato di non aversi ad allontanare dalla regola, ch' egli fissò in principio quando ignorava la pontificia determinazione; e spera che la sua condotta, come la più analoga alle circostanze, non sia per essere riprovata, e che anzi N. S. voglia degnarsi di confermarla, autorizzando il cardinal legato a continuare lo stesso sistema anche per tutti quei casi che sopravverranno ¹.

E poichè si parla del governo delle diocesi, ardisce il cardinal medesimo far riflettere, che l' istruzione trasmessagli si limita a quelle sole i di cui vescovi legittimi sono tuttora viventi, e che potrebbe talvolta accadere, che o per morte degli amministratori delle diocesi vacanti, o per i contrasti che sono nati in alcune di esse, o per istanza del governo, o per altro ragionevole motivo, si dovesse procedere a qualche cambiamento; ed è perciò, ch' egli si fa coraggio d' implorare dalla pontificia clemenza le necessarie facoltà, onde a norma de' bisogni e delle circostanze gli sia lecito di provvedere all' amministrazione di ciascheduna diocesi.

Promemoria (B) circa gli Intrusi

Ha letto il cardinal legato con indicibile piacere la dotta istruzione circa gli intrusi...

Non ha ommesso il cardinal medesimo di rendere esatto conto al sig. cardinal segretario di stato di quanto avvenne fin qui rapporto agli intrusi, e della inutilità di tutti gli sforzi insino ad ora adoperati, per far desistere il governo francese dall' idea di nominare alcuni di tali vescovi alle diocesi della nuova circoscrizione. Lo stesso cardinal legato mise a tortura il suo ingegno per accozzare gli argomenti atti a far breccia nell' animo del Primo Console, e sebbene per le proprie limitate cognizioni non potesse egli far tanto sfoggio di dottrina, quanto se ne trova nell' istruzione trasmessagli, pure non mancò d' appoggiar sempre il discorso suo a quelle massime, dalle quali non è permesso ad alcun cattolico e molto meno al capo della Chiesa lo allontanarsi, e vi aggiunse ancora un raziocinio ben forte, per dimostrare che l' interesse del governo esigeva appunto di escludere tutti i ve-

¹ A Rome, la conduite de Caprara a été en effet jugée prudente, et approuvée (Di Pietro à Consalvi, 12 janvier).

scovi intrusi, e di dare ai popoli pastori degni ed accetti, senza di chè non si otterrebbe la pubblica quiete, e la subordinazione dovuta al governo.

Se per somma disavventura niun frutto ha colto il cardinal legato dalle sue industrie, ha però la consolazione di non avere ecceduto neppure un apice le sue facoltà, mentre senza farsi giudice della causa degli intrusi, ha preso il compenso di tutto dedurre fedelmente a notizia del Santo Padre, per attenderne il sovrano suo oracolo; e non solo non si è sbilanciato giammai col governo, ma in tutte le occasioni ha fatto sentire la più decisa contrarietà per parte propria, e la giusta amarezza che ne proverebbe la Santità Sua. È certo che il cardinal legato si terrà fermo a non prendere su di ciò alcun arbitrio, quantunque la di lui fermezza poco piaccia al governo, il quale si lusinga di trovare nel Santo Padre una maggior condiscendenza.

Le lettere de' vescovi intrusi si trovano tutte a quest' ora sotto gli occhi di Sua Santità. Quanto fu pubblicato colle stampe degli atti del loro sinodo, e segnatamente di quello tenuto in Parigi, fu trasmesso a Roma, e si è pur reso conto della posteriore condotta degli intrusi medesimi, i quali continuano pacificamente nell' esercizio delle funzioni pontificali, e della pretesa loro giurisdizione.

Preso tutto in esame, e bilanciate le circostanze, deciderà il Santo Padre coi molti suoi lumi, e coll' assistenza del Divino Spirito, quello che giudichi più conducente al vero bene della Chiesa, e il cardinal legato sarà fedele esecutore de' suoi sovrani comandi.

Rapporto ai parrochi intrusi, si osserveranno esattamente tutte le avvertenze inserite nell' istruzione.

Promemoria (C) in risposta alle avvertenze rapporto ai Vescovi costituzionali.

Avrebbe molto gradito il cardinal legato, che fossero giunti con maggior sollecitudine alle di lui mani i fogli di avvertenze rapporto ai vescovi costituzionali, poichè le forti ragioni ed autorità riunite dal dotto estensore di detti fogli, forniscono quanto mai può desiderarsi per approfondar la materia, e per chiudere i cavilli de' quali si servono i vescovi intrusi a difesa della loro

causa. Ad ogni modo però riesce sempre utilissimo questo lavoro, essendo facile che si presentino le occasioni di servirsene.

Poco dopo l'arrivo del cardinal legato in Parigi, si presentano a lui, l'uno dopo l'altro, i molti vescovi che tutt'ora dimorano in questa città, ed egli gli accolse umanissimamente, e trattoli colla massima dolcezza e convenienza. Non solo per altro evitò sempre di entrare con essi in questioni particolari, tenendosi forte a quanto la Santa Sede aveva già deciso sul loro conto, ma si guardò bene altresì dal trattarli come vescovi legittimi. A darne una dimostrazione anco estrinseca, si è astenuto il cardinal legato dal rendere ad essi la visita, quantunque non abbia ommesso quest'atto di urbanità con alcuni vescovi legittimi esistenti in Parigi, e con altri ecclesiastici di qualche distinzione.

Convien dire che i costituzionali, accortisi che nulla profittavano presso il cardinal legato, e consapevoli che egli ha fatto tutto il possibile per impedire che siano nominati alle diocesi della nuova circoscrizione, siano rimasti poco contenti di lui, mentre non si lasciano più vedere, sebbene taluno di essi moltiplicasse in principio le visite sino all'importunità.

Questa breve narrativa basta a dimostrare che il cardinal legato tenne, e terrà sempre, rapporto ai costituzionali, quel contegno che ci conviene, e che è pienamente analogo alle avvertenze comunicategli su tal proposito.

Promemoria (D) in risposta alle avvertenze circa il Giuramento.

Aspettava il cardinal legato con grandissima ansietà le opportune istruzioni circa il giuramento, che la corte di Francia era stata solita di esigere in addietro dai cardinali legati prima di riconoscerli come tali, che vi era luogo a credere venisse richiesto ancora dall'attuale governo, secondo la formola riferita dall'Hélicourt.

Non può dissimulare il cardinal medesimo, che detta formola gli recava molta amarezza, e che non si sarebbe indotto giammai a sottoscriverla, senza la previa intelligenza, e l'espressa autorizzazione del Santo Padre. I voluminosi fogli, che gli sono stati recentemente trasmessi, e ne quali l'eruditissimo estensore ha raccolto con tanta fatica tutte quelle notizie che riguardano questo

delicato oggetto, hanno messo in piena tranquillità il cardinal legato, segnandogli la sicura traccia ch' egli dovrà tenere, e fornendogli i materiali da rispondere alle obbiezioni che gli venissero fatte.

Egli frattanto aveva scandagliato le acque, e aveva con destrezza tirate delle linee per dispensarsi dall' atto di un formale giuramento. Ha lusinga di cogliere qualche frutto delle sue industrie, e di conciliare la faccenda coll' invenire qualche cosa analoga nel complimento che dovrà fare al Primo Console, allorchè il cardinale verrà ammesso alla pubblica udienza, contenendosi in termini, che soddisfacendo il governo, in nulla compromettano ed offendano nè la dignità e i diritti della Santa Sede, nè la coscienza e il carattere del cardinal legato. E quante volte il colpo andasse a vuoto, e fosse costretto a sottoscrivere egli una formola di giuramento, si terrà scrupolosamente alla comunicagli istruzione.

Promemoria (E) in risposta alle avvertenze sulle Facoltà comunicate al cardinal legato.

Ignorando il cardinal legato che fossero per giungergli da Roma particolari istruzioni sulle facoltà, che il Santo Padre si era degnato benignamente accordargli, aveva preso da sè stesso in considerazione quest' oggetto, per evitar il pericolo di esser colto all' improvviso, e aveva adottata la massima di evitare per quanto fosse possibile la comunicazione degli elenchi delle facoltà medesime.

Ciò sembrava tanto più difficile ad ottenersi, quanto chè tutti gli autori francesi riferiscono essere di stile costante, che i legati della Santa Sede [non] possano esercitare le loro facoltà se prima non vengano registrate ed ammesse dal Parlamento, il quale era solito di escludere quelle che fossero di pregiudizio ai diritti e consuetudini del regno, ai privilegi ed alle libertà della chiesa gallicana.

Se questo stile fu osservato in passato, molto più era a temersi al presente che volesse conservarsi, non mancando molti, e segnatamente gli intrusi, che mettono sempre in campo le libertà gallicane, e che cercano di farsi belli col governo, frapponendo

degli ostacoli alla buona riuscita della legazione. Fortunatamente però non è stata fatta in fino ad ora alcuna istanza al cardinal legato per l'esibita delle sue facoltà, e vi è lusinga che possa egli esimersi dall' assoggettarle alla solita revisione.

Per meglio riuscire nell' intento, ha il cardinal legato fatto sentire a qualche persona, la quale avvicina il Primo Console, che essendo le attuali circostanze della Francia affatto diverse da quelle di altri tempi, non si tratta di eriger tribunali per la giudicatura delle cause o per la collazione de' benefici, e che perciò l'oggetto della presente legazione si restringe a tranquillizzare le coscienze, e a dispensare grazie spirituali ; onde il Santo Padre, senza discendere a particolari dettagli, si è degnato concedere genericamente al cardinale le facoltà corrispondenti agli oggetti suddetti, e solite esercitarsi dai legati della Santa Sede. Si spera dunque che sarà sufficiente l' esibizione della bolla e del breve generico, e in qualunque ipotesi, non si perderanno di vista le savie avvertenze manifestate per ordine pontificio al cardinal legato, il quale a qualunque costo non s' indurrebbe giammai ad eccedere i limiti de' suoi poteri.

Promemoria (F) in risposta all' istruzione sulla formola di
Giuramento da prestarsi dai nuovi vescovi.

Non potea giungere più opportuna l' istruzione sulla formola del giuramento da prestarsi dai nuovi vescovi della Francia dopo ottenute le bolle apostoliche, poichè il Primo Console tenne su quest' oggetto serio proposito col cardinal legato. Lo stesso Primo Console, non solo dichiarosi poco contento della formola antica, ma inoltre mostrosi pienamente istruito ¹ dei cambiamenti fattivi rapporto ai vescovi d' Irlanda, di Prussia, di Russia, e degli Stati austriaci; e siccome il cardinale avea ricevuto poco prima l' istruzione, così poté rispondere in maniera del tutto soddisfacente.

In vista dunque della pontificia condiscendenza, è sperabile che non vi sarà per questa parte alcun contrasto, e che i vescovi da nominarsi per le diocesi della nuova circoscrizione, prestando il giuramento di fedeltà al Romano Pontefice colle adottate mo-

¹ Voir p. 258, note 2 if.

dificazioni, soddisfacciano a questo loro essenzialissimo dovere col pieno contentamento del governo.

(Arch. du Vatican).

1017. — Caprara à Consalvi.

(n° 24)

Parigi, 15 novembre 1801.

È ben noto all' Em. V., che fra i vescovi legittimi della Francia debbono annoverarsi ancor quelli di Orléans, di Viviers, e di Autun; ma non ignora ad un tempo, che per la parte che essi presero nello scisma, e per la giusta disapprovazione della loro condotta marcata dalla Sa: Me: di Pio VI in molti de' suoi brevi, non conveniva dirigere ai tre accennati soggetti copia dell' onorifico breve, col quale N. S. invita i prelati della chiesa gallicana a dimettere le loro sedi per il bene della pace e dell' unità, e per il ristabilimento della religione cattolica. Su questo riflesso, Mgor arcivescovo di Corinto si era astenuto prudentemente dall' inviare agli anzidetti vescovi copia del breve pontificio¹. Ad ogni modo però, sembrava indispensabile il prendere ancor rapporto ad essi qualche misura, sicchè non rimanesse alcun ostacolo o dubbio a poter disporre di quelle diocesi nell' atto della nuova circoscrizione.

Mentre io mi occupavo di questo affare, mi è giunta una lettera del vescovo di Orléans, contenente la conferma della sua dimissione, che suppone aver già dato altra volta, come V. Em. potrà rilevare dalla copia qui annessa². Eccoci dunque per questa parte fuori d'imbarazzo. Quanto al vescovo di Autun, il quale da molto tempo abbandonò il governo della sua diocesi³, è inutile che io mi trattenga ad interloquire, poichè Mgor Spiua

¹ Voir t. III, p. 320, 603.

² Lettre de Jarente à Caprara, datée de Valence, le 29 octobre (Theiner, t. I, p. 380). Cet évêque était regardé comme frappé de déchéance, même parmi les constitutionnels, parce qu'il s'était marié. S'il s'efforçait alors, par des lettres de démission, de se rattacher au siège d'Orléans, c'était afin d'appuyer des démarches, qu'il faisait au même moment auprès de Fouché et de Portalis, pour rentrer dans l'épiscopat.

³ Aux yeux des constitutionnels eux-mêmes le siège d'Autun était si bien vacant, qu'il avait été occupé d'abord par Gouttes, et récemment par Poulard, le dernier sacré des évêques constitutionnels.

mi assicura averne scritto in altra occasione l'occorrente all' Em. V., e mi aggiunge non esservi bisogno l'esigere da lui un nuovo atto, per considerarlo come effettivamente dimesso dalla propria sede, attese le dichiarazioni fatte su di ciò allo stesso Mgor Spina. La maggior difficoltà può incontrarsi rapporto al vescovo di Viviers, essendo egli un uomo di umore sì strano, che viene considerato quasi per pazzo, e vivendo tutt' ora nascosto, rendesi molto arduo il fargli pervenire una lettera, che io meditavo di scrivergli sull' oggetto della sua dimissione ¹. Non lascerò per altro di praticare le maggiori diligenze per combinar quest' affare nel miglior modo possibile.

(Arch. du Vatican).

1018. — Caprara à Consalvi.

(n° 26)

Parigi, 21 novembre 1801.

Finalmente ho dovuto ricevere Cavagnari di Piacenza, che si è trattenuto meco lunghissimamente sul punto delle forniture della sua compagnia. Verun risultato ha avuto la nostra conversazione. Credo che a noi convenga, che V. Em. si mantenga nei termini con detta compagnia come si è tenuta sempre...

Nell' accusare a V. Em. il di lei vmo foglio a colonna segnato di n° 6, e datato dei 29 dello scorso ²..., lascio d'interloquire su quegli oggetti, ai quali trovomi di aver dato pieno sfogo colla citata [mia dei 15 corrente]... Parmi però, che V. Em. stessa convenga non essere a proposito ora d'intavolare una simile trattativa. Ripeto però, che assolutamente avrò presente la cosa, e che

¹ Ce prélat, d'humeur très bizarre, résista aussi aux instances de Portalis et fut le seul des évêques ayant embrassé le schisme qui, invité à se démettre en 1801, s'y refusa. On lui prête ce propos : « Ils ont tant crié contre les intrus : je veux voir quel sera l'intrus qui, malgré moi, me déplacera » (note ms. de Grégoire). Il oubliait qu'ayant renoncé à ses fonctions en 1793, il avait, de l'avis même des constitutionnels, rendu son siège vacant ; et qu'à Paris comme à Rome on se passerait aisément d'une démission, qui au fond était inutile et lui était demandée par pure bienveillance. Son frère le fit interdire et enfermer à l'hospice de Charenton. Là il se décida, le 28 septembre 1803 à signer une démission ; puis, deux ans après, il fut réconcilié avec l'Eglise par un bref du 26 sept. 1807.

² Probablement la pièce n° 939 (datée du 31 octobre). Dans tout cet alinéa, Caprara parle, à mots couverts, de la question des Légations, etc.

in ordine ad essa impiegherò tutta quella diligenza ed industria, che è adattabile alla mia insufficienza.

Dal contenuto della prima lettera dell' Emo di Montmorency, che io ebbi l'onore di accluderle in copia con una delle mie precedenti, V. Em. avrà rilevato, che egli prometteva di caricarsi di far giungere il breve ai vescovi francesi che trovavansi nelle vicinanze di Münster. Ha ciò eseguito in effetto ; e V. Em. in seguito dell' operato del porporato riceve qui unita la lettera al Santo Padre del vescovo di Amiens, che l'Emo suddetto mi ha trasmessa acclusa, rimettendomi ad un tempo quattro altre lettere, a lui dirette, dei vescovi di Limoges, di Séz, di Aire, e di Digne ; tre delle quali in sostanza non fanno che accusare la ricevuta del breve..., e la quarta, che è quella del vescovo di Aire, dà a conoscere, che nel termine prescritto dal breve si uniformerà agli ordini del Santo Padre col dare la risposta ch' egli esige ¹.

Moltissimi, come è noto a V. Em., sono gli ecclesiastici, i quali da vari anni rimangono nelle carceri, o più vicini, o più lontani alla capitale, per non aver voluto prestare il giuramento, che da loro esigevasi per parte del governo. Vari di questi infelici, avendo saputo[mi] esser giunto in Parigi, sonosi a me rivolti perchè io impetrasse loro la liberazione. Prima di far conoscere a chicchessia le istanze di tali ecclesiastici, ho procurato di risapere qual difficoltà poteva avere il governo di farli ritornare nel seno delle loro famiglie. Essendo venuto in cognizione che per rientrare bastava che giurassero fedeltà alla costituzione, mi sono fatto coraggio, parlando col consigliere Portalis, di proporre che in quella vece, si contentasse il governo che gli ecclesiastici promettessero fedeltà al governo, a norma del concordato stabilito dalla Santa Sede colla Francia. Il consigliere nè ammesse, nè ricusò la mia proposizione ; ma in qualche modo mi fece sentire, che si sarebbe fatto in maniera che i detenuti nelle car-

¹ La lettre de l'év. d'Amiens, datée de Paderborn le 6 novembre, contenait seule une démission véritable (voir la trad. dans les *Ann. philos.*, t. VI, p. 244). — Les quatre autres évêques, sans en excepter celui d'Aire, ont suivi l'exemple du card. de Montmorency, et dans leurs lettres datées de Münster le 15 novembre, ont refusé au fond de se démettre (*Rec. sur la démission*, p. 86).

ceri fossero rilasciati ¹. Precorso un certo tempo, e perchè io non vedevo che si prendesse sull' oggetto alcuna risoluzione, e perchè altresì mi giungevano nuove istanze sì di ecclesiastici detenuti, che di altri i quali erano impediti di rientrare in Francia dopo l'emigrazione, o non avevano il coraggio perchè incerti della loro sorte, ho profitto negli scorsi giorni di un abboccamento che io ebbi col ministro della polizia, Fouché, per ripetergli ciò che avevo proposto al consigliere Portalis. La cosa nel principio incontrò qualche difficoltà; ma finalmente mi assicurò che se i preti, dei quali io gli avrei mandato la nota estratta dalle memorie a me dirette, non avessero altre mancanze, avrebbe dato ordine che fossero posti in libertà e fatti rientrare, a sola condizione che facessero una semplice promessa di esser fedeli al governo, e di vivere a norma di quanto erasi stabilito nel concordato fra la Santa Sede e il governo francese. Io dunque senza dilazione, ho fatto estrarre la nota in questione, e l'ho rimessa al ministro Fouché, nella dolce lusinga che in breve possano rivedersi tanti buoni ecclesiastici, che realmente non hanno altro delitto, che quello di non aver voluto fare un giuramento cui repugnava la loro coscienza ².

Di concerto con Mgor [Spina], si è finalmente portato al suo

¹ Le 12 novembre le Légat transmit les pétitions à Portalis, qui lui répondit le même jour que: « il a reçu les demandes de divers prêtres, qui lui ont été adressées par S. Em. Il n'oubliera rien pour concourir aux vues d'humanité dont S. Em. est animée. » Portalis ne pouvait prendre un engagement qui fût moins vague, puisque la police du clergé appartenait encore à Fouché (Cf. p. 163, note 1).

² La liste de Caprara, du 17 novembre, comprenait environ 30 noms. On y remarquait 8 ecclésiastiques déportés au-delà du Rhin, 9 détenus à Oléron et 3 au fort du Ha, une femme emprisonnée à Besançon « pour avoir donné l'hospitalité à un prêtre », etc. On y remarquait surtout l'abbé Linsolas, de Lyon, et l'abbé A. Guillon (Cf. t. III, p. 655, note 3), enfermés tous deux à Ste-Pélagie. — La réponse de Fouché ne devait pas être aussi satisfaisante que l'espérait alors Caprara. Il allait lui écrire, le 10 décembre: «... J'avais déjà donné des ordres pour la liberté de plusieurs, avant que vous m'eussiez fait l'honneur de m'écrire. Les autres vont jouir de la même faveur, à l'exception de quelques-uns dont je ne peux me dispenser de prolonger la détention, soit parce qu'elle importe au maintien de la tranquillité du département qu'ils habitaient, soit parce qu'ils refusent opiniâtement de donner au gouvernement la garantie qu'il demande. Je m'empresserai d'accueillir la demande de ceux qui attendent à la frontière l'autorisation nécessaire pour pénétrer, dès qu'ils m'auront fait parvenir la

termine l'acquisto dei preziosi per passarsi in regalo, a norma degli ordini di V. Em., al consigliere Giuseppe Bonaparte, all' abate Bernier, ed al consigliere Cretet...

Secondo le ultime notizie di Pietroburgo, si è fatto in quella corte il cambiamento del ministro di stato, ed in luogo di Panine è stato surrogato un tal sig. Kotchubey, molto accetto all' Austria ed all' Inghilterra ¹.

Immensa è la folla dei ricorrenti, che dimandano di essere dispensati dagli impedimenti di matrimoni, o già contratti, o da contraersi, ed in egual proporzione giungono per ogni parte le istanze relative ai matrimoni dei preti e dei suddiaconi, che cercano di essere sciolti dal vincolo. Io senza ricusare le istanze, mi sono sempre tenuto indietro, con dire che non avendo per anche spiegato pubblico carattere, non credevo di dovere esercitare le facoltà che vanno annesse al carattere medesimo. La mia risposta, sebbene trovata plausibile, non ha messo in calma gli animi di vari dei ricorrenti, i quali, come credo, si sono rivolti al consigliere Portalis, dimandando che mettesse in stato il cardinal legato di provvedere agli sconcerti, o passati o presenti. Convien giudicare che ciò abbia fatto breccia nell' animo del governo, poichè il consigliere Portalis mi ha espressamente autorizzato a provvedere ai ricorrenti, che io ho qui sopra nominati.

Per ciò che spetta agli impedimenti di matrimonio, ho già incominciato a dar fuori dei decreti di dispensa; ma nei casi toccanti i suddiaconi, diaconi, e preti maritati, farò di tutto per non mescolarmici ora; a meno che il governo stesso non ne facesse formale istanza per qualcuno, poichè ho ben presente, che simili provviste debbono essere una conseguenza del concordato, e non un' anticipazione della pubblicazione del medesimo, che a qualunque costo vuolsi tenere segreto ².

promesse de fidélité à la constitution, avec offre de renouveler cette promesse devant les autorités compétentes. » — On voit par là (et par une lettre semblable de Fouché à Portalis du 9 décembre), que pour les prêtres déportés qui sollicitaient de rentrer en France, il n'y avait aucun adoucissement, et que les formalités restaient les mêmes qu'avant la signature du concordat.

¹ Voir Tatistchev, *Alexandre I et Napoléon*, p. 4 et 5.

² La pensée exprimée ici par Caprara est que le bref relatif aux ecclésiastiques mariés (pièce n° 734), ne pouvait être appliqué, et par conséquent divulgué, avant la publication du concordat, dont il était un accessoire.

Non sono che ore, che io ho ricevuto colla posta di Londra, una lettera per parte degli ecclesiastici del secondo ordine colà deportati. Parendomi che la cosa in sè meritasse sollecitudine, io me ne sono occupato senza dilazione, ed ho avanzato sul proposito una nota sì al ministro della polizia che al consigliere Portalis, a fine di non lasciare cosa intentata per cooperare alle giuste domande degli ecclesiastici menzionati. V. Em. avrà qui e la copia della lettera a me venuta, e quella della che ho scritta, nei due compiegati fogli A e B¹.

(Cultes, Arch. de Caprara)².

1019. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 21 novembre 1801.

Après l'arrivée du courrier, porteur des ordres de V. E. du 17 octobre, dès que je pus obtenir une conférence avec le ministre des relations extérieures, je me rendis à son bureau.....

¹ La pétition était venue de Londres par Mgr Erskine ; elle était datée du 22 octobre et signée par 8 prêtres de Rouen. Ils écrivaient, tant en leur nom qu'en celui des ecclésiastiques du second ordre réfugiés en Angleterre, et demandaient à rentrer en France en se soumettant à tout ce qui serait réglé entre le Pape et le gouvernement français. Caprara de concert avec Bernier, avait aussitôt rédigé (le 18 novembre) une lettre adressée à la fois à Portalis et à Fouché, pour solliciter le retour des prêtres de Rouen. « . Rien, disait-il, n'étonnera davantage et n'amènera plus facilement à la soumission les évêques refusants. . » — La réponse peu favorable de Fouché, qui vient d'être citée, s'étendait aussi à ces pétitionnaires.

² Dans une dépêche n° 27, qui est également du 21 novembre, le Légat a transmis à Rome un « Promemoria su diversi oggetti relativi ad affari ecclesiastici di Francia. » Ce mémoire réclame de nouveau des facultés, à la fois nécessaires et urgentes, pour résoudre principalement les questions si variées du mariage, et aussi pour pacifier quelques diocèses troublés. « Incominciando dall' amministrazione delle diocesi vacanti, in conferma di quello che il cardinale rilevò in altro Promemoria [Cf. p. 374], ha l'onore di aggiungere che sono insorte delle questioni anche nelle diocesi di Evreux e di Coutances, e che per quelle suscitate nella diocesi di Clermont dovrà egli mischiarsene, non avendo creduto opportuno Mgor arcivescovo di Corinto di fare uso dei poteri accordatigli per tale oggetto con lettera di Mgor patriarca di Gerusalemme in data de' 10 dello scorso ottobre [cette pièce manque]. Può darsi che tutto rimanga sospeso fino all'istabilimento de' nuovi vescovi ; ma quando pure vi fosse luogo ad agire innanzi a quell' epoca, si asterrebbe il card. legato dal procedere, poichè rapporto alle diocesi vacanti non ebbe generiche facoltà, se si eccettuino quelle accordategli specificatamente per la diocesi di Rouen » (Arch. du Vatican).

(Conversation sur les sécularisations projetées en Allemagne. Cobenzl a dit) : « ... Engagez-vous envers l'Empereur à le seconder à ce que les trois électeurs ecclésiastiques soient conservés et convenablement dotés, et l'Empereur s'engagera avec vous à faire en sorte que l'archiduc [Antoine] renonce aux élections faites en sa faveur, et que les deux chapitres [de Cologne et de Münster] passent à une nouvelle élection. Vous ne pouvez plus douter après cela du désintéressement de l'Empereur, et ce procédé fermera la bouche à tous ceux qui imaginent qu'un prince de la maison impériale, en possession d'un électorat, donnerait je ne sais quelle prépondérance à la maison d'Autriche dans l'Empire, quoiqu'on ait tous les jours des preuves, que la parenté entre les souverains a rarement une grande influence dans leur conduite politique. » — Cette proposition de ma part causa visiblement de la surprise à Talleyrand, qui, après y avoir un peu réfléchi, me répondit : « Monsieur, ce que vous me dites-là prouve certainement un grand désintéressement de la part de l'Empereur ; mais ce n'est pas la circonstance que l'élection est tombée sur un archiduc, qui nous fait pencher en faveur de la sécularisation de ces deux évêchés, mais parce que ce sont les premiers qui soient devenus vacants, et qui auraient pu être employés à l'indemnisation sans qu'on ait besoin de déplacer personne. Pour tout évêché qui doit subsister, nous n'avons rien à opposer à ce qu'un archiduc en soit investi comme tout autre ; mais nous ne pouvons nous engager au maintien de tel ou tel autre électorat ecclésiastique ou autre évêché, parce que nous ne croyons pas qu'il soit possible de pourvoir aux indemnisations, qui doivent être faites, sans qu'on en sécularise un grand nombre. » — « Et nous tout au contraire, lui dis-je, nous sommes très persuadés que cela est très possible, si on se borne aux stipulations du traité de Lunéville, les seules qui obligent l'Empereur et l'Empire. D'ailleurs c'est ce qui sera constaté par le travail de la Députation. En attendant, dans la persuasion qu'on n'aura pas besoin d'en venir à l'extrémité de supprimer un des trois électorats, je vous réitère ma proposition d'un engagement réciproque et vous prie d'en rendre compte au Premier Consul. »

J'en étais là, lorsqu'on annonça le cardinal légat. Pour ne point

le faire attendre dans l'antichambre, et ma conférence ayant déjà été assez longue, je pris alors congé du ministre...

(P. S., n° II).

...Me trouvant seul avec [Lord Cornwallis] près d'une heure, j'ai eu tout le temps de l'entretenir sur les affaires du temps, et sur ce qui ferait l'objet des conférences d'Amiens. Je lui dis que j'avais été surpris de voir, que dans les préliminaires il n'était question que de l'évacuation de l'État du Pape et du roi de Naples, et qu'il n'y avait pas le mot touchant le reste de l'Italie, le roi de Sardaigne, la Suisse, la Hollande ; qu'il y avait sans doute des articles secrets sur tous ces objets, qui ne seront rendus publics qu'à la paix définitive, vu que les affaires du continent étaient d'un trop grand intérêt pour l'Angleterre pour qu'elle ne s'en occupe point, quoique l'empire des mers fasse toujours le principal objet de ses soins. — Lord Cornwallis me répondit que malheureusement la situation de l'Angleterre se trouvait telle, à ne pouvoir s'occuper des affaires du continent, quoiqu'elle y eût sans doute un très grand intérêt ; qu'on ne pouvait plus différer de faire la paix, l'Angleterre se trouvant seule en guerre avec la France ; qu'il aurait été trop dangereux de s'exposer à prolonger la guerre pour vouloir se mêler des affaires du continent ; qu'il était inutile de plaider la cause du roi de Sardaigne, la France ayant résolu irrévocablement de conserver le Piémont ; que l'évacuation du Napolitain était tout au monde ce qu'on a pu obtenir, et qu'on n'a insisté sur l'évacuation des États du Pape que pour éloigner les troupes françaises des limites du royaume de Naples. — Je lui observai que par là l'Angleterre n'avait rien gagné, puisque les Français, restant maîtres du Piémont¹ et conservant une armée dans la Cisalpine, n'en seront pas moins maîtres du royaume de Naples et de toute l'Italie, quand bon leur semblera. — « Je le sens fort bien, dit

¹ Voir une conversation de M. de Morkov avec Lord Cornwallis sur le même sujet (*Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 283). Quelques jours auparavant, le P. Consul n'avait pas hésité à avouer, devant l'ambassadeur russe, qu'il avait toujours eu l'intention de garder le Piémont (Cf. Greppi, *Révolutions diplom.*, p. 207 ; et *Arch. de Vorontsov*, t. X, p. 303).

Lord Cornwallis, mais comment l'empêcher ? nous n'avons aucun moyen pour cela ; nous ne pouvons rien sur le continent »... Il serait trop long et trop peu important de rapporter de point en point tout ce qui s'est dit encore dans cette conversation... ; mais le dernier résultat en est, que le traité entre la France et l'Angleterre ne contient rien d'important au-delà de ce qui se trouve réglé dans les préliminaires... ; qu'enfin on se hâte de faire la paix, et qu'on croit devoir mettre dans les mains de la Providence le salut de l'Europe.

(Arch. de Vienne).

1020. — Merry à Hawkesbury.

Paris, novembre 19th 1801.

..¹ With respect to the interior of this country, I have not of late had an opportunity of acquiring any interesting or accurate information. I have however to observe that no publication has hitherto taken place of the *Concordat* with the Pope for the re-establishment of the church, notwithstanding that the cardinal legate has yet been in Paris some weeks, and that no other arrangement for carrying it into execution, especially the most essential part, that of providing funds to maintain the clergy and repair the churches, has as yet been made ; a delay which, considering the First Consul's known wish to accelerate this object, proves that the great opposition which it met with at first, must still subsist in a degree which it is not easy to overcome.

(Record office, *France*, vol. 618).

1021. — Metzger à Portalis

Paris, 22 brumaire an X (13 novembre 1801).

C'est pour répondre à vos intentions² que j'ai l'honneur de vous

¹ Voir t. III, p. 448, note 3.

² Portalis avait écrit à M. Metzger le 7 novemb. « J'ai reçu en effet la Déclaration que m'ont adressée les commissaires de l'église de la confession d'Augsbourg de la ville de Colmar [cf. p. 194, note], et j'aurai grand plaisir de recevoir de vous-même, en entrevue particulière, des renseignements relatifs au culte protestant des ci-devant Alsace et évêché de Bâle. Je désirerais qu'il vous fût possible de la fixer au 2 de la prochaine décade (13 novemb.), dans la matinée, ou, dans le cas contraire, que vous me prévinssiez du jour qui vous conviendrait davantage. »

soumettre quelques idées relatives au culte des protestants de la confession d'Augsbourg, et à leur organisation future.

J'eus l'honneur de vous annoncer que les protestants n'aiment pas d'être présidés par le clergé, et que les souverains ne leur donnent pas ce prérogatif. Les villes libres se sont même réservé ce droit.

Voici la composition des deux départements ecclésiastiques à Berlin¹ :

Le directoire ecclésiastique Réformé est composé : du ministre d'État, M. Schulenmeyer, président ; et de MM. les assesseurs, Sack, prédicateur de la cour ; Conrad, prédicateur de la grande église ; Friedel, cons. au tribunal suprême ; Berguis, idem ; Rappart, cons. au tribunal français ; Könen, inspecteur des domaines.

Le directoire du département Luthérien est composé d'un premier président, le ministre de Massow ; deuxième président, le Bon de Schawe, cons. au tribunal suprême ; des assesseurs : le président du Juring, chef du département des écoles ; Spaldnig, prévot ecclésiastique à Berlin ; de Lambert, cons. d'État au dép. des justices ; Nagel, cons. d'État au dép. des finances ; Teller, Sack, Zöllnen, ecclésiastiques ; Gedike, Recker, directeurs des écoles ; Rudolff, cons. au grand tribunal ; Uden, cons. de justice et procureur général.

Il y a dans chaque province au moins un consistoire inférieur ; dans les grandes provinces, comme en Silésie, il y en a jusqu'à trois, et partout le clergé ne forme pas au-delà du tiers.

Quant à l'organisation de la hiérarchie et de la subordination du culte des protestants de la confession d'Augsbourg dans les départements du Rhin et dans ceux réunis, je crois qu'un consistoire général suffirait, en n'y comprenant pas le pays du département de la Roer, qui a déjà une organisation.

¹ A ce moment, quand on parlait de Luthériens, on ne pensait pas à ceux, en très petit nombre, qui pouvaient être dispersés dans le reste de la France ; on n'avait en vue que ceux de l'Alsace et des nouveaux départements du Rhin. Comme ces territoires avaient été détachés de l'Empire, il était naturel de se reporter à l'organisation religieuse dans le principal centre du protestantisme allemand ; et d'autant plus, que c'était de Berlin que relevaient les protestants dans les contrées prussiennes cédées à la France et faisant partie du département de la Roer.

Les fonctions du consistoire général seront, à ce qu'il paraît, fixées à la correspondance avec le gouvernement et la transmission de ses volontés, à l'administration des fonds, la fixation des salaires, la surveillance sur les consistoires, la nomination ou présentation des ministres, l'examen des candidats et l'autorisation nécessaire pour aider dans l'exercice du culte. Il formera enfin la dernière instance dans les difficultés qui se présenteront entre les ministres et les consistoires, ou entre les membres ecclésiastiques, soit à l'égard de leur suspension ou destitution¹.

Le culte protestant étant encore partout organisé, il paraît que le cit. conseiller d'État pourrait en proposer la conservation provisoire, telle qu'elle se trouve².

¹ Voir Cunitz, p. 414.

² On sait qu'en Alsace il n'y avait point eu de mesure équivalente à la révocation de l'édit de Nantes; que les traités en assurant à la France la possession de cette contrée, avaient stipulé le maintien de l'ancien régime ecclésiastique pour tous les habitants protestants, à quelque confession qu'ils appartenissent. Ce régime s'était conservé à peu près intact, au début de la Révolution; mais pour la classe la plus nombreuse des protestants, pour celle des Luthériens, il n'avait jamais été très uniforme. C'est que les règlements ecclésiastiques avaient été édictés par les différentes souverainetés territoriales, qui en Alsace et dans le reste de l'Empire, s'étaient attribué l'exercice des pouvoirs épiscopaux. Ainsi, dans les principautés alsaciennes, comme dans le comté de Hanau-Lichtenberg, dans les seigneuries de Riquewihr et d'Oberbronn, etc., le législateur de l'église était le seigneur du lieu; dans les villes libres, comme à Strasbourg, c'était le magistrat suprême de la cité. Cette diversité dans le droit ecclésiastique portait le plus souvent sur des formes secondaires ou de simples dénominations, quelquefois elle touchait aux institutions elles-mêmes; cependant elle n'était jamais telle qu'on ne reconnût des traits communs, dont le principal était la subordination des églises à des consistoires, et surtout celle des pasteurs à un supérieur permanent qui les inspectait.

Lorsque l'Assemblée constituante eût décrété la constitution civile du clergé, l'idée vint de modifier et d'unifier la législation des protestants d'Alsace. Sur une invitation officieuse, venue de Paris, il se forma à Strasbourg un comité de Luthériens, dont les membres les plus éminents étaient Koch et Blessig. Un projet d'établissement religieux fut rédigé par eux, puis soumis à des délégués du Haut et du Bas-Rhin qui en approuvèrent la substance le 18 janvier 1791 (Cunitz, p. 423; etc.). Bientôt tout sombra dans les orages de la Terreur. Depuis cette crise violente, les Luthériens s'étaient habitués à une sorte d'anarchie. Les communes élisaient presque partout les pasteurs et les dominaient; elles avaient rompu tout lien entre elles (Fritz. *Leben Dr. J. L. Blessig's*, t. I, p. 478. Cf. Gieseler, *Die protestantische Kirche Frankreichs*, t. I, p. 58). « Chaque église, quelque petite qu'elle soit,

Si le cit. conseiller d'État chargé de la partie du culte voulait proposer une commission provisoire, chargée *ad interim* de la présentation des ministres et de la proposition d'une organisation définitive, je croirais que l'indication des sujets et des localités serait assurée; et, pour que les protestants des deux départements du Rhin puissent être consultés, je pense que le gouvernement pourrait en désigner parmi les citoyens qui jouissent de l'estime et de la considération générale.

On ne pourra guère se borner à des citoyens de Strasbourg, ni en charger le consistoire de cette ville. Je prends sur moi de nommer des citoyens qui paraissent réunir toutes les qualités. Aucun d'eux ne déplaira. Ce sont, pour le Bas-Rhin :

Les cit. Koch et Oberlin, professeurs et membres de l'institut; Braun, ancien professeur, juge du tribunal; Türkheim, banquier, ex-maire; Herrmann, maire actuel; Spielmann, commissaire près le tribunal civil; Brakenhoffer, membre du conseil de préfecture du Bas-Rhin, de Strasbourg; Coulmann, de Brumath près Strasbourg, ancien membre du département; Rehfeld, ancien membre du consistoire à Bouxviller, juge suppléant du tribunal de Saverne; Boell, président du tribunal civil à Wissembourg;

s'est isolée. Chacune s'est choisie dans son sein un nombre suffisant de préposés laïques qui, le pasteur à leur tête, se sont emparés de l'administration des biens qu'ils ont pu retrouver; et, non contents du temporel, se sont érigés successivement en autant de consistoires, tranchant avec une morgue insolente sur toutes les matières spirituelles » (Mém. de Brakenhoffer, du 30 octobre 1802).

On a dit (p. 194, note) que le bruit des négociations du P. Consul avec le S. Siège avait suscité dans les anciens consistoires d'Alsace un mouvement spontané de réorganisation. Le comité de Strasbourg, reconstitué le 13 septembre 1801, avait d'abord rédigé et fait adopter autour de lui une Déclaration de principes (pièce n° 940) : c'était le préliminaire d'un Plan d'administration religieuse, à peu près comme dix ans plus tôt, la déclaration des droits de l'homme avait précédé notre première constitution écrite. — En attendant que le Plan de Strasbourg (pièce n° 1024) fût connu à Paris, M. Metzger, qui était de Colmar, exposait des idées assez différentes. On voit qu'il les adaptait aux nouvelles circonscriptions politiques : dans la commune il laissait évidemment l'église (bien qu'il ait omis de la mentionner expressément); dans l'arrondissement il plaçait l'inspection; dans le département, le consistoire; dans une réunion de départements, le consistoire général. Pour les nominations, il paraissait exclure le suffrage populaire, et il faisait une part assez large à l'action du gouvernement. Le système de M. Metzger, simplifié par la suppression du consistoire départemental, allait prévaloir en grande partie auprès de Portalis.

Pour le Haut-Rhin: Pfeffel, père, président du consistoire de Colmar, membre de la commission de l'instruction; Buob, l'aîné, de Colmar, ex-administrateur du département, membre du conseil général; Beurnier, ancien président du consistoire à Montbéliard et cons. de la Régence. Du clergé: les cit. Haffner et Blessig, docteurs en théologie et professeurs, et le cit. Eisen, ministre à Strasbourg; Engel, ministre à Colmar.

Cette commission réunie, désignerait les localités et développerait les bases de l'organisation future. Elle serait la suivante :

Chaque arrondissement ou plusieurs arrondissements formeraient une inspection, composée d'un président laïque, d'un inspecteur ecclésiastique et de deux membres laïques. Les membres, ainsi que le président, seraient nommés par le consistoire et confirmés par le consistoire général.

Chaque département aurait un consistoire, composé de membres domiciliés, et de députés des inspections. Le clergé y députerait des membres choisis parmi les inspecteurs. Le consistoire sera toujours présidé par un laïque, qui sera présenté pour remplir les fonctions de surintendant : il ne pourra être choisi que parmi les inspecteurs ou les ministres qui auraient marqué par leur savoir et leur conduite exemplaire.

Ce consistoire réglera tout ce qui concerne le culte et la liturgie ; il proposera les candidats pour les placés, et exercera les fonctions attribuées aux consistoires, en tant qu'elles sont autorisées par nos lois.

Les consistoires des départements des Haut et Bas Rhin, de la Sarre, du Mont-Tonnerre, et celui du Rhin et Moselle, seront subordonnés à un consistoire général, composé d'un président laïque, d'un surintendant général qui sera toujours un docteur en théologie, de trois ecclésiastiques ayant la qualité de docteur en théologie, de professeur ou de surintendant, et de douze membres laïques. Le gouvernement nommera le président et six membres laïques. Chaque consistoire députera un ou plusieurs membres au grand consistoire, d'après la proportion de la population. Le consistoire général s'assemblera une fois par an, au mois de fructidor : les vacations seront payées aux membres.

Il y aura un directoire du consistoire, qui sera composé du président, du surintendant général, de deux membres de Stras-

bourg et d'un député par chaque consistoire. Ces députés seront rétribués et salariés.

Je pense qu'en suivant ces bases, l'on se conformera à l'organisation du culte luthérien, et l'on donnera au gouvernement cette influence qu'il doit avoir dans toutes les sociétés¹.

(Cultes).

1022. — Lettres de Rabaut le jeune

Paris, 2 frimaire an X (23 novembre 1801).

A mon arrivée ici², j'ai trouvé le travail sur les cultes bien avancé, et Chabaud murmurant de ce que je n'ai pas apporté le mémoire annoncé et le tableau des églises et des pasteurs³. J'ai annoncé que Bertezène apporterait le tout; et voilà Bertezène malade, qui sans doute ne viendra pas encore. Il serait bien urgent que cela m'arrivât promptement : faites-y ce que vous pourrez.

J'ai trouvé, en arrivant, qu'on avait remis au cit. Portalis un mémoire très bien fait, rédigé par le cit. Frossard⁴, dans lequel

¹ Le t. V, fo 183 des pap. Rabaut (Bibl. protestante) contient un mémoire sur les Luthériens des Haut et Bas Rhin et des départements réunis, qui est suivi d'un plan d'organisation pour leurs églises. On y retrouve le développement des idées exposées ici par M. Metzger. Il est vraisemblable que la pièce est de lui, et même qu'on doit y reconnaître le mémoire sur les Luthériens, dont M. Frossard parle dans le mémoire remis à Portalis par les Réformés réunis à Paris (p. 390, note). La première moitié de cet intéressant document a été publiée par Rabaut le jeune dans son Annuaire de 1807 (p. 297 à 302). — Voir aussi une note signée de M. Metzger, dans les pap. Rabaut, t. I, fo 125.

² Rabaut-Dupui, plus connu sous le nom de Rabaut le jeune, était revenu à Paris vers le 15 novembre, pour la session qui s'ouvrait le 22. De même que Bertezène, il était membre du Corps législatif pour le Gard. — Chabaud-Latour était tribun pour le même département; il venait d'être élu président du Tribunal pour la durée de frimaire.

³ Le mémoire de Nîmes avec ses annexes (voir la note suivante).

⁴ Ce mémoire est intitulé « Observations sur les protestants de France, leur population, leur culte et leur discipline ecclésiastique, présentées au cit. Portalis. » Il n'existe plus aux archives des Cultes, mais se retrouve en copie au Consistoire réformé de Paris, et à la Bibl. protestante (pap. Rabaut, t. I, fo 7). En 1879 M. Doumergue en a donné un extrait (*La veille de la loi de l'an X*, p. 102); et en 1887, M. le pasteur Frossard, petit-fils de l'auteur, a publié en entier la minute, restée dans ses papiers de famille (*Revue de droit, etc., à l'usage des églises protestantes*; 3^e année, p. 296, avec tirage à part). — Après une

on retrouve les mêmes idées et les mêmes demandes que dans le mémoire de Nîmes. Il me tarde que ce dernier vienne à l'appui de l'autre. On a joint au mémoire un tableau des diverses églises et des pasteurs qui doivent y être attachés : on porte le nombre de ces derniers à plus de 350.

déclaration de « soumission absolue à la puissance temporelle », l'éloge du P. Consul, et celui de Portalis qui « jadis [en 1770] a plaidé si éloquemment la cause de la tolérance à l'égard des Protestants », le mémoire parle de la population protestante, qu'il « est impossible d'établir avec quelque exactitude », qui paraît être inférieure à trois millions, mais est destinée à s'accroître rapidement sous un régime de sage liberté. On renvoie à un tableau des églises Réformées à rétablir dans l'ancienne France. Cette annexe (qui n'a pas été retrouvée) ne comprenait pas les départements formés avec Genève, la Belgique et les pays de la rive gauche du Rhin ; elle demandait néanmoins plus de 350 pasteurs, dont le traitement serait de 8,000 fr. à Paris, de 5,000 fr. dans les grandes villes, et de 4,500 fr. dans les campagnes. La discipline ancienne était à peu près maintenue, sauf que les colloques étaient supprimés. Il devait donc y avoir : 1^o Dans chaque église, des pasteurs, tous égaux entre eux, et un consistoire composé à la fois des pasteurs, et de membres laïques élus par les fidèles. On insistait pour qu'une présentation par le consistoire précédât toujours le renouvellement des pasteurs, dont la nomination venait d'être attribuée au gouvernement par l'arrêté du 7 octobre (pièce n^o 912). 2^o Des synodes d'arrondissement, « qui parmi les Protestants forment le second degré de la juridiction ecclésiastique, et qui chez eux représentent l'autorité des évêques », devaient être formés avec le pasteur et deux délégués de chacun des consistoires de la circonscription, et se réunir une fois l'an, pendant « très peu de jours, et sous l'inspection immédiate du préfet ou du s. préfet. » 3^o « Il a été d'un usage constant parmi les Protestants de France, de convoquer à des époques éloignées des synodes nationaux, auxquels sont référées les grandes questions relatives à la discipline générale, au maintien de la doctrine et à l'instruction des ministres du culte. Ces assemblées ne se forment qu'en vertu d'une permission spéciale du gouvernement, qui en règle la durée et la police. » 4^o Des séminaires devaient donner aux ministres une instruction solide. Deux de ces établissements seraient entretenus à Genève et à Nîmes, et deux autres à Strasbourg et à Duisbourg pour les Français qui parlent la langue allemande. Enfin on réclamait pour le culte protestant l'usage de quelques édifices religieux.

Malgré la généralité de son titre, l'exposé fait par M. Frossard au nom du comité de Paris, ne parlait guère que des Réformés : « quant aux protestants de la communion Luthérienne, ajoutait-il, leur constitution actuelle et leur discipline sont l'objet d'un mémoire particulier, soumis avec celui-ci » à Portalis (voir p. 389, note 1). — C'était aussi des Réformés que s'occupait exclusivement le mémoire de Nîmes, intitulé « Mémoire sur les Protestants de l'ancienne France en général, et particulièrement sur ceux du Gard. »

Ce second écrit commençait par demander le maintien de l'ancienne disci-

Chabaud avait déjà reçu le mémoire du cit. Bétrine, qui lui avait été adressé par le consistoire de Nîmes... Ce mémoire du cit. Bétrine fut lu, deux jours après mon arrivée, dans un comité tenu chez le cit. Marron, où se trouvaient avec moi MM. Frossard, Reybaz, Marron, Lachaux, Sabonadière et Chabaud. Le résultat de la conférence fut qu'on ne remettrait pas le mémoire, parce qu'il diminuait le nombre des protestants, qu'on a porté ici à plus de deux millions ; qu'on demande moins de pasteurs ; et que les renseignements, vagues et incertains sur plusieurs points, se rapprochent beaucoup de ceux qui ont été déjà donnés. Le cit. Portalis a su cependant, je ne sais par qui, que ce mé-

plaine, avec l'organisation en églises, colloques, synodes d'arrondissement, synode national. « On pourrait considérer les synodes provinciaux comme remplissant les fonctions des évêques dans l'église romaine, et les synodes nationaux comme remplaçant, en quelque manière, la cour de Rome. » Tout en consentant sans difficulté « à soumettre à la sanction du gouvernement les décisions des synodes sur le placement des ministres », le mémoire disait : « Il importe sans doute au gouvernement d'établir une surveillance suffisante sur toutes les assemblées religieuses, et, bien loin de la craindre, les Protestants la désirent : mais, cette surveillance établie, des règlements particuliers de simple police ne peuvent être pour lui d'aucun intérêt. Il doit donc laisser à l'église protestante le soin de faire à sa discipline les changements que le temps et les circonstances peuvent avoir rendus nécessaires. » Les pasteurs en exercice devaient être soumis à un nouvel examen, quelques-uns d'entre eux ayant faibli pendant la Révolution : pour l'avenir, ils devaient se préparer dans des académies spéciales, placées à Nîmes et à Montauban. On proposait pour l'ancienne France une division en 12 synodes. Pour le département du Gard, dont la population protestante était évaluée à plus de 126,000 âmes, on demandait 51 églises et 59 pasteurs. Le nombre total des pasteurs était de 200, recevant un traitement variant entre 6,000 fr. à Paris et 1,500 fr. dans les campagnes. La dépense annuelle pour leur traitement, pour l'entretien de quelques auxiliaires et pour celui des deux académies, était estimée à 661,000 fr.

Le mémoire de Nîmes a été composé d'après les réponses à un questionnaire privé, qu'il ne faut pas confondre avec le questionnaire officiel de Chaptal (pièce n° 759). On conserve dans les pap. Rabaut, plusieurs de ces réponses, dont la plus ancienne, est du 6 octobre, et qui sont venues des hautes et basses Cévennes, de la Lozère, de l'Aveyron, de Lot-et-Garonne, de la Gironde. — Le mémoire lui-même est conservé à la fois aux Cultes, au Consistoire de Paris, et dans les papiers Rabaut (t. I, f^{os} 172 et 177) : il n'a cependant été publié encore que par extrait (Doumergue, p. 97). — Comme il est arrivé assez tard à Paris, il a dû être moins utile que celui du comité parisien, remis à Portalis probablement dans les premiers jours de novembre. (Cf. pièce, n° 941).

moire existait, et l'a demandé¹. On en fait un extrait, où l'on supprime la population. Je ne sais non plus qui a donné à penser au Premier Consul qu'il n'y avait qu'un million de protestants².

Enfin, hier soir, nous eûmes une conférence avec le cit. Portalis, chez lui. Il demanda qu'on réduisît autant que possible le nombre des pasteurs. Il fit connaître que le gouvernement ne pouvait pas consacrer dans ce moment une somme bien considérable pour le salaire des cultes, mais qu'on autoriserait les oblations et fondations, non en immeubles, mais en rentes sur l'État. Il proposa de faire autoriser le mode adopté jusqu'à ce jour pour le salaire des pasteurs. Je m'opposai à ce mode de paiement, qui mettrait une si grande différence entre les pasteurs et les curés, et qui ferait que le culte protestant ne serait pas salarié par la nation³. Cette idée sera de nouveau combattue, et abandonnée, je l'espère. Je me suis opposé aussi à l'établissement des inspecteurs, qu'on voulait introduire dans la discipline des Réformés, comme ils le sont chez les Luthériens. Il m'a paru que le principe d'égalité, qui fait la base de notre organisation religieuse, serait blessé ; car celui qui inspecte est supérieur à celui qui est inspecté, et il n'y a pas chez nous de hiérar-

¹ Outre le mémoire qui vient d'être analysé, Portalis avait reçu de Nîmes deux autres notes, de bien moindre importance, dont une rédigée par le pasteur Bétrine. Il était surtout entré en correspondance avec Rabaut-Pomier, frère du législateur et sous-préfet du Vigan (Gard), qui, après avoir concouru à la préparation du mémoire de Nîmes, allait à son tour envoyer d'autres renseignements. — Il est à remarquer que tous les écrits traitant de questions générales d'organisation, qui ont été adressés de province à Portalis par des Réformés, sont venus du Gard, c'est-à-dire du département qui à lui seul renfermait presque le quart des calvinistes de la vieille France. Il n'y avait que des informations purement locales dans les lettres (peu nombreuses du reste) qui sont venues à Portalis d'autres côtés, notamment de deux pasteurs de l'Ariège et de Lot-et-Garonne, du consistoire de Castres, d'un pasteur de Niort, etc.

² Nous parlerons plus loin du chiffre de la population protestante.

³ Les pasteurs réformés dans l'ancienne France n'étaient alors soutenus que par des collectes volontaires. — Portalis a simplement proposé d'étendre à ces collectes l'autorisation gouvernementale, promise pour les oblations et les fondations, afin de soulager d'autant le trésor public. Il n'a pas pu chercher à dispenser le trésor de toute obligation légale envers les pasteurs, puisque, le jour même, l'Exposé lu au Corps législatif avait annoncé que « des mesures égales pourvoient à l'entretien de tous les cultes » (pièce n° 1026).

chie ecclésiastique¹. Nous n'aurons pas non plus de consistoires généraux, comme en ont les Luthériens. L'uniformité qu'on voulait mettre entre les Réformés et les Luthériens ne pourra pas avoir lieu. Il paraît qu'on mettra la main sur les fonds possédés par les Luthériens et les Gênois², qui voulaient en les gardant salarier eux-mêmes leurs pasteurs ; ce qui serait inconvenant, et ferait un privilège.

La discipline sera conservée³, avec les modifications utiles et jugées telles par nous. Par conséquent, les consistoires et les synodes d'arrondissement toutes les années, les nationaux lorsqu'ils seront demandés et il y aura un commissaire du gouvernement. Les églises adresseront les vocations, et elles seront admises par le gouvernement, qui fera la nomination. On accordera à chaque église un local pour les oraisons, et je crois aussi un logement aux pasteurs comme on accorde un presbytère aux curés. Il paraît que les centimes additionnels, et les biens nationaux des quatre derniers départements réunis, soulageront le gouvernement dans les dépenses qu'il fera pour les cultes⁴. Nous insistons sur la nécessité de salarier convenablement les pasteurs : ils sont époux et pères, ont à soutenir un rang honorable et à donner une bonne éducation à leurs enfants. Il est apparent qu'il y aura trois pasteurs à Paris et autant à Nîmes. Il y aura l'université de Genève, de Strasbourg, de Nîmes et je crois de Duisbourg⁵. On ne pourra, je crois, y mettre que trois pro-

¹ En effet, chez les Réformés de l'ancienne France, les synodes d'arrondissement et le synode général sont des institutions temporaires, qui ne sont pas considérées comme les parties d'une hiérarchie proprement dite, mais comme les degrés successifs d'un système représentatif.

² Voir le tome suivant.

³ La discipline des Réformés dans la vieille France était toujours celle de 1539 ; mais à côté de ce texte, resté longtemps manuscrit, il s'était formé une sorte d'interprétation coutumière, dont le dernier état était constaté par l'édition de La Haye en 1760 (voir Frossard, (*Etude hist. et bibliog. sur la Discipline*).

⁴ Voir p. 205, note 3, et p. 428, note 4.

⁵ Duisbourg, au nord de Düsseldorf, possédait alors une université. Cette ville confinait au dép. de la Roer, mais n'en faisait pas partie. Comme elle était en territoire étranger, c'était par erreur qu'elle était désignée pour devenir le siège d'un séminaire pour les protestants français. (Voir p. 400, où Clèves, qui était dans la Roer, est substituée à Duisbourg).

fesseurs : pour la théologie, la philosophie et la morale. Ce qui concerne les universités n'a pas été encore bien discuté. Enfin, jugez si le cit. Portalis est dans de bonnes dispositions. Il nous a chargés de rédiger un projet d'arrêté, de faire même à la discipline les changements exigés par le laps du temps et les circonstances, et il demande cela promptement.

Je crains de n'être pas à temps de recevoir du pays les renseignements nécessaires. En attendant, envoyez-moi sans retard ce que vous pourrez. J'ai regret à ce tableau des églises et des pasteurs : je crains qu'ici on n'oublie quelqu'un. Le cit. Portalis m'a paru étonné de ne rien recevoir du Midi. Je pense qu'il serait convenable, puisque le gouvernement veut accueillir les vocations adressées par les églises aux pasteurs, qu'elles formassent la demande de celles qu'elles désirent, et qu'elles [les] adressassent au cit. Portalis, comme aussi qu'elles lui donnassent connaissance des vocations nouvelles qu'elles auraient adressées.

Mon collègue Metzger, de Colmar, qui a assisté à nos conférences pour les Luthériens, m'a fait part d'une conversation que le Premier Consul avait eue avec quelques législateurs au sujet du concordat et qui m'a fait plaisir. « On a parlé, disait-il, du concordat comme si on l'avait lu ; et cependant personne n'en connaît le contenu... Le peuple veut une religion : peut-on la lui refuser ? Il y a cinq cent mille philosophes qui n'en veulent pas, contre vingt-neuf millions cinq cent mille qui la veulent. N'a-t-on pas accordé au peuple tout ce qu'il a voulu. Il n'a voulu ni noblesse, ni clergé, ni dîmes, ni rentes ; et on lui a obéi... Ce n'est pas à moi à réclamer les libertés de l'église gallicane. Je vais nommer des évêques : ce sera à eux, s'ils ont le cœur français, à les réclamer... Qu'on ne redoute pas les évêques dissidents ou émigrés ; je m'en charge... Je suis plus sûr d'un Pape que d'un préfet... Quant à moi, je voudrais qu'il y eût vingt religions en France. On a manqué l'occasion d'établir en France la religion protestante : ce n'est pas ma faute... On sera bien étonné, dans quelques années, de voir le roi d'Espagne et l'Empereur être les premiers à réclamer le mariage des prêtres ; etc., etc. » C'est tout ce que ma mémoire me rappelle, dans ce moment, de cette conversation. Vous voyez par tout ce que je vous raconte (et qui est

¹ Cf. *Encyclop. des Sciences relig.*, t. V, p. 496 (art. de M. F. Piaux).

très vrai) qu'on avait bien méchamment défiguré la façon de penser du P. Consul...

Paris, 12 frimaire an X (3 décembre 1801).

... Depuis ma dernière lettre relative aux affaires du culte, j'ai eu occasion de parler au Premier Consul, qui m'a répété les mêmes propos qu'il avait tenus précédemment, et dont je vous avais fait part. « Nous savons, m'a-t-il dit, que nous sommes au XIX^e siècle, et nous ne ferons pas rétrograder les Français jusqu'au IV^e ou au V^e. Nous voudrions que tout le monde fût protestant. » Je lui demandai si le culte extérieur serait autorisé : il me dit qu'il le serait partout où il n'y aurait pas de culte protestant¹.

Nous avons fait le travail demandé par le cit. Portalis, et il a fallu encore nous passer des documents que nous attendions du Midi. Nous différons de le remettre, dans l'espérance que le mémoire, mais surtout le tableau des églises, arriveront. Beyerzène qui, je crois, en est chargé, n'est pas arrivé.

Nous avons cru devoir faire sanctionner par le gouvernement l'organisation intérieure des églises. Nous aurions bien voulu éviter d'entrer dans des détails qui ne devraient pas faire partie d'une loi ou d'un arrêté ; mais on croit que Portalis le veut ainsi. Néanmoins on lui soumettra mon idée, qui éviterait l'inconvénient dont je parle. Je pense qu'on devrait se borner à dire : Les églises du culte protestant Réformé continueront à être régies et administrées d'après les formes et règlements de la discipline ecclésiastique, à laquelle elles étaient soumises avant et depuis la révocation de l'édit de Nantes. Néanmoins, comme il peut être utile de faire à cette discipline des changements, que le laps du temps, les circonstances, ou la nouvelle forme du gouvernement peuvent rendre nécessaires, les premières assemblées synodales s'occuperont de cet objet. Chaque synode d'arrondissement nommera un pasteur et un ancien, pour travailler à ces changements et améliorations. Les divers commissaires se réuniront et présenteront leur travail au synode national, qui l'approuvera ou le rectifiera. Voilà à peu près mon idée. Par ce moyen nous ne serions pas obligés de détailler les diverses fonctions et attributions

¹ Voir dans la pièce n° 942, l'art. 7 du Titre II.

des consistoires, des synodes, des pasteurs et des anciens, etc.; mais surtout, et c'est ici mon principal motif, nous, qui présentons ce travail, nous n'assumerions [pas] sur nous la responsabilité et le blâme d'avoir, sans mission légale, fait passer un travail qui devrait être l'ouvrage présumé de toutes les églises.

Nous verrons bientôt Portalis, et je vous tiendrai au courant de ce qui sera fait.

(Arch. du consistoire de Nîmes; ¹).

1023. — Plan d'organisation présenté par les Réformés.

Paris, (vers le 10 décembre 1801).

Organisation des églises réformées de France ¹.

TITRE I. — Organisation générale.

L'organisation des églises réformées de France est composée de consistoires locaux, de synodes d'arrondissement, et du synode national. Leur formation et leurs attributions respectives sont détaillées dans les titres suivants.

TITRE II. — Des consistoires.

1. Il y a un consistoire dans chaque église.
- ² 2. Le consistoire est composé du pasteur ou des pasteurs, et d'un nombre déterminé d'anciens ou de notables laïques, adjoints aux pasteurs pour le maintien de la discipline et pour l'administration des deniers de la charité. Le nombre de ces derniers ne peut être moindre de six, ni plus fort que douze, selon la population.
3. Si l'église est formée de plusieurs communes ou annexes, chacune fournit au consistoire un égal nombre d'anciens.
4. Les assemblées du consistoire sont ordinaires et fixes, ou extraordinaires et déterminées par le besoin des circonstances.

¹ Les deux lettres de Rabaut sont adressées à Olivier Desmont, à Nîmes. Elles m'ont été obligeamment communiquées par M. Lods. — Je dois aussi des remerciements à MM. Ch. Read et Weiss, et à MM. les pasteurs Erichson et Frossard, qui m'ont prêté leur aide bienveillante.

² Ce plan est l'œuvre du comité des Réformés réunis à Paris. On en trouve une copie dans les pap. Rabaut (t. I, f. 95). La minute, avec corrections et variantes, est conservée au Consistoire de Paris.

Elles sont présidées par le pasteur, ou par l'un des pasteurs. Un des anciens remplit les fonctions de secrétaire.

5. Le consistoire s'occupe de tout ce qui est relatif au maintien de l'ordre dans l'église, et à l'emploi le plus convenable des aumônes.

6. Dans les églises désignées au tableau ci-joint, où il n'y aura point d'assemblée de fidèles actuellement organisée, vingt-cinq chefs de famille protestants au plus, douze au moins, pris parmi les plus imposés au rôle des contributions directes, se réuniront sous le plus bref délai, pour nommer un consistoire ; et celui-ci nommé, aura pour son premier soin de faire choix d'un pasteur qu'il estimera digne de la confiance du troupeau, et de soumettre son choix à la ratification du gouvernement. -

7. Tous les deux ans, le consistoire est renouvelé par moitié dans la partie des anciens.

La nomination de ceux-ci se fait par un doublement du consistoire, qui s'adjoint dans cette circonstance un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et des plus imposés au rôle des contributions directes. Les anciens sortants peuvent être réélus.

8. La place de pasteur ne devient vacante que par décès, ou par démission volontaire, ou par destitution légale. En cas de vacance, le consistoire se double de la même manière qu'il a été dit dans l'article précédent ; il nomme à la pluralité des voix un nouveau pasteur ; et, après s'être assuré de sa disposition à accepter la vocation, il la soumet à la sanction du gouvernement¹.

¹ En rapprochant les articles 2 à 8 de ce titre, et les articles 1 à 10 du titre II dans la pièce n° 943, on reconnaît une ressemblance très grande, et qui peut même servir d'argument pour soutenir que le plan des Réformés est antérieur au premier projet du gouvernement. Si nous avons proposé (et non sans hésitation) un ordre inverse pour la date de ces deux pièces, c'est que nous avons tenu compte d'un ensemble de remarques sur le texte, et surtout de l'urgence des circonstances. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre que les Réformés réunis à Paris ont eu communication du projet du gouvernement, puisque ils n'ont reproduit aucune des dispositions du premier titre. Nous supposons simplement que, dans les conférences commencées dès la fin d'octobre (cf. pièce n° 941), on s'est entendu sur la première question qui était à étudier, c'est-à-dire sur l'organisation des consistoires, et que les notes prises alors en commun ont servi à la fois à la rédaction du projet du gouvernement et à celle du plan des Réformés.

9. Chaque église, par l'organe de son consistoire, députe annuellement son pasteur, ou l'un de ses pasteurs à tour de rôle, et un ancien, au synode d'arrondissement. Ces députés reçoivent leurs instructions du consistoire.

TITRE. III. — Des synodes.

1. Il y a des synodes d'arrondissement, et le synode national.

2. Les synodes d'arrondissement sont au nombre de neuf, conformément au tableau qui se trouve à la suite de cet arrêté (ce tableau ne présente que les églises de l'ancienne France).

3. Le synode d'arrondissement s'assemble tous les ans dans les communes qui y sont respectivement désignées.

4. Il est formé de la réunion du pasteur, ou de l'un des pasteurs, ou d'un ancien de chaque église.

5. Il s'occupe de toutes les affaires qui intéressent le bien général des églises de son ressort, sous le rapport de l'ordre, de la doctrine et des mœurs. Les synodes s'interdisent avec soin toutes discussions politiques.

6. Les synodes d'arrondissement jugent spécialement des plaintes élevées, soit par les consistaires, soit par des membres individuels du troupeau, contre les pasteurs de leur arrondissement respectif. Si le synode, après avoir pris à cet égard toutes les informations convenables, juge ces plaintes d'une nature assez grave pour entraîner la suspension ou la destitution du pasteur dénoncé, il prononce l'une ou l'autre, selon la gravité du cas, et il en donne incessamment connaissance au gouvernement, en lui soumettant sa décision.

7. Dans des cas d'une urgence telle que la plainte ne puisse pas attendre la réunion du prochain synode, elle est portée au consistoire de l'église synodale de l'arrondissement, qui peut prononcer la suspension provisoire.

8. La durée d'un synode d'arrondissement est de six jours au plus.

9. Des circonstances majeures, et le vœu authentiquement émis par la pluralité des synodes d'arrondissement, déterminent la tenue d'un synode national.

10. Le synode national n'a lieu que sous l'autorisation du gouvernement, à qui la demande en doit être faite et qui, en l'accordant, détermine le lieu où il sera tenu, et sa durée.

11. Chaque synode d'arrondissement députe au synode national quatre ministres et quatre anciens.

12. Le gouvernement délègue au synode national un commissaire civil, chargé de la surveillance.

TITRE IV. — Des ministres et des pasteurs.

1. Le ministre est celui qui, après avoir rempli les conditions requises, a reçu de l'autorité synodale le pouvoir d'exercer les fonctions du ministère sacré. Le pasteur est celui qui les exerce actuellement.

2. A compter de l'an XV de la République, on ne pourra être reçu ministre qu'après avoir passé au moins trois années dans une des écoles spéciales, consacrées à l'achèvement de l'instruction et en particulier aux études ecclésiastiques de la religion protestante.

3. L'étudiant qui aspire à devenir ministre, soumet au synode de l'arrondissement dans lequel il réside, outre un témoignage ecclésiastique en bonne et due forme, les preuves authentiques de ses études régulièrement faites. Le synode prononce d'après ces pièces si l'étudiant peut être admis à l'examen.

4. L'aspirant étant admis à l'examen, le synode nomme dans son sein des commissaires pour le lui faire subir.

5. Dans le cas d'un rapport favorable et revêtu de l'adhésion du synode, le candidat est reçu ministre. Dans le cas contraire, sa demande est ajournée.

6. Les fonctions pastorales sont le résultat d'une vocation régulièrement reçue et acceptée.

7. Une vocation est régulière, quand, émanée du sein d'une église par l'organe de son consistoire, elle a de plus reçu l'agrément du Premier Consul, sur la présentation à lui faite par le conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

8. Le pasteur dont la vocation a été ainsi sanctionnée, est installé dans son église, conformément aux usages reçus.

TITRE V. — Des séminaires.

1. Il existe pour ceux qui se vouent au ministère sacré des églises protestantes, quatre séminaires spéciaux, destinés à l'achèvement de leurs études sous le rapport ecclésiastique.

2. Les séminaires sont placés à Nîmes et à Genève pour les

Français parlant la langue nationale, à Strasbourg et à Clèves pour ceux plus familiarisés avec la langue allemande.

3. Cinq professeurs sont attachés à chacun de ces séminaires, savoir : un pour les langues hébraïque et grecque et pour l'herméneutique sacrée; un pour la théologie; un pour la morale; un pour l'histoire ecclésiastique; et un pour l'éloquence de la chaire.

4. On n'est reçu étudiant à ces séminaires qu'en faisant preuve, par un examen à subir, d'un degré suffisant d'instruction préalable en humanités et en philosophie.

5. Les études y sont au moins de trois années.

6. Les professeurs de chaque séminaire rendent annuellement compte au synode de leur arrondissement respectif, de l'état des études, des progrès et de la moralité des élèves.

7. Les professeurs sont nommés par le gouvernement. Leurs fonctions sont permanentes, hors le cas de désistement volontaire, ou celui de destitution.

Tableau des synodes d'arrondissement.

(Voyez titre III, art. 2).

| | | | |
|--|------------------------|----|-----|
| Synode du 1 ^{er} arrondissement chef-lieu Paris. | Aisne | 3 | 33. |
| | Ardennes. | 1 | |
| | Calvados | 2 | |
| | Cher. | 2 | |
| | Eure-et-Loire | 2 | |
| | Loir-et-Cher. | 1 | |
| | Loiret | 3 | |
| | Manche | 1 | |
| | Marne | 0 | |
| | Nord. | 2 | |
| | Orne. | 1 | |
| | Seine. | 4 | |
| | Seine-et-Marne . . . | 4 | |
| | Seine-Inférieure. . . | 4 | |
| | Somme. | 2 | |
| Synode du 2 ^e arrondissement chef-lieu La Rochelle. | Aube. | 1 | 34 |
| | Loire-Inférieure . . . | 1 | |
| | Vendée. | 3 | |
| | Deux-Sèvres | 10 | |
| | Charente-Inférieure. . | 17 | |
| | Côtes-du-Nord. . . . | 1 | |
| | Morbihan | 1 | |
| | Vienne. | 1 | |

| | | | | |
|--|---|----------------------|----|-----|
| Synode du 3 ^e arrondissement chef-lieu Bordeaux. | { | Charente. | 4 | 18. |
| | | Gironde | 6 | |
| | | Dordogne. | 4 | |
| | | Basses-Pyrénées. . . | 4 | |
| Synode du 4 ^e arrondissement chef-lieu Montauban. | { | Lot | 6 | 40. |
| | | Lot-et-Garonne . . . | 13 | |
| | | Tarn. | 12 | |
| | | Haute-Garonne . . . | 3 | |
| | | Ariège | 5 | |
| Synode du 5 ^e arrondissement chef-lieu Nîmes. | { | Gers. | 1 | 39. |
| | | Gard. | 33 | |
| | | Vaucluse | 3 | |
| | | Bouches-du-Rhône. . | 3 | |
| Synode du 6 ^e arrondissement chef-lieu Valence. | { | Drome. | 24 | 28. |
| | | Hautes-Alpes | 4 | |
| Synode du 7 ^e arrondissement chef-lieu Montpellier. | { | Hérault. | 9 | 20. |
| | | Aveyron | 5 | |
| | | Lozère. | 6 | |
| Synode du 8 ^e arrondissement chef-lieu Lyon. | { | Rhône | 2 | 19. |
| | | Isère. | 3 | |
| | | Ardèche | 13 | |
| | | Puy-de-Dôme | 1 | |
| Synode du 9 ^e arrondissement chef-lieu Genève. | { | Leman | 0 | 1. |
| | | Doubs | 1 | |

Total : 232.

(Cultes).

1024. — Plan d'organisation présenté par les Luthériens

Strasbourg, 2 frimaire an X (23 novembre 1801).

Projet de règlement pour une nouvelle organisation des églises de la confession d'Augsbourg¹.

¹ Le comité qui a préparé ce plan était celui qui avait rédigé la Déclaration (pièce n^o 940). Présidé par Oberlin, il était composé d'au moins trente membres, dont Koch et Blessig. Le plan a d'abord été présenté au général Sainte-Suzanne, cons. d'État, qui, envoyé en mission dans la 5^e divis. militaire par arrêté du 9 vendém. (1^{er} octobre), se trouvait alors à Strasbourg. Il a été transmis par Koch à Portalis ; et celui-ci en a accusé réception le 2 décembre.

TITRE I. — De l'organisation.

Art. 1^{er}. — Le culte des protestants de la confession d'Augsbourg exigeant des emplacements spacieux, vu que les membres de chaque association religieuse fréquentent le service simultanément, et ce service ne consistant que dans l'instruction et l'exhortation, et assujétissant les ministres du culte à une application d'esprit continuelle, ni le nombre de leurs bâtiments d'église ni celui de leurs ministres ne seront susceptibles d'aucune réduction.

Art. 2. — Chaque église a ses préposés, qui sont les anciens avec le ministre du culte, et un certain nombre d'adjoints qui en forment le conseil.

Art. 3. — Les préposés ont leur président, et un secrétaire pour tenir les registres. Le président des anciens présidera aussi les adjoints réunis.

Art. 4. — Trois anciens forment avec le ministre du culte le comité ou le bureau ecclésiastique, qui soignera les affaires courantes.

Art. 5. — Des adjoints au nombre de huit, font partie des préposés de chaque association religieuse.

Dans les grandes églises, où il y a plusieurs ministres à la fois, le premier d'entre eux sera le comité des anciens, et les autres seront compris parmi les adjoints de l'église.

Art 6. — L'inspection sur les ministres et instituteurs religieux, la police intérieure de l'église, l'entretien de la décence du culte et en général tout ce qui concerne le bien-être de l'église appartient aux préposés. Ils ont l'administration des revenus de leur communauté, ainsi que celle des contributions volontaires. Le soin des pauvres de leur église, l'exécution des règlements de l'autorité ecclésiastique leur est attribuée. Ils choisissent pareillement les instituteurs religieux sur la liste des candidats éligibles.

Art. 7. — Toutes les fois qu'il s'agit d'ouir les comptes, d'arrêter une dépense extraordinaire, d'augmenter le nombre des ministres, de faire une proposition aux membres réunis de l'église, et généralement dans tous les cas de quelque importance, les adjoints doivent être convoqués.

Art. 8. — Dans les lieux où il y a plusieurs églises de la con-

fession d'Augsbourg, leurs préposés peuvent se réunir pour délibérer sur des intérêts communs.

Art. 9. — Les églises ou communautés ecclésiastiques de plusieurs endroits seront subordonnées à un conseil ou consistoire.

Art. 10. — Les limites d'arrondissement de ces consistaires seront déterminées, ou d'après les arrondissements communaux, ou de la manière que le gouvernement jugera la plus convenable.

Art. 11. — Ce sera suivant le nombre plus ou moins grand des églises particulières qui formeront l'arrondissement d'un consistoire, qu'il sera composé de neuf ou de douze membres.

Art. 12. — Chaque consistoire aura un président, un vice-président, un syndic et un secrétaire.

Ces deux derniers seront pris hors du consistoire.

Art. 13. — Le syndic, qui a le droit de requérir, d'ouvrir des avis, de donner ses conclusions, n'aura dans toutes les délibérations qu'une voix consultative.

Art. 14. — Chaque consistoire désignera un comité, composé de trois de ses membres, lequel sera toujours en activité, et soignera avec le syndic et le secrétaire les affaires courantes.

Art. 15. — Outre les assemblées ordinaires du consistoire, qui se tiendront deux fois par an, le comité pourra en convoquer des extraordinaires toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, ou que l'importance des matières l'exigera.

Art. 16. — Le consistoire a l'inspection sur les églises et leurs fonctionnaires, sur les biens des fabriques, les legs et les bourses consacrés à l'instruction religieuse, à l'entretien des veuves et des pauvres de son arrondissement. Tout ce qui concerne la décence du culte, le perfectionnement de l'enseignement religieux et de la discipline ecclésiastique est confié à ses soins.

Art. 17. — Il nomme des commissaires et inspecteurs, pour faire tous les deux ans la visite des églises et des écoles de son arrondissement.

Art. 18. — L'inspection sur tous les candidats du ministère ecclésiastique appartient au consistoire. Il nomme chaque fois des examinateurs pour l'examen de ceux qui se vouent au ministère ecclésiastique. Cet examen se fait en présence du consistoire, qui juge de leur capacité à être admis aux fonctions ecclésiastiques.

Art. 19. — Le consistoire rédige des listes particulières de

tous les sujets, propres, soit aux places de ministres du culte, soit à celle d'instituteurs religieux.

Art. 20. — Aucun ne peut être mis sur la liste des candidats du ministère, qu'il n'ait été dûment examiné, et fait preuve de son talent pour la prédication et pour l'enseignement religieux.

Art. 21. — Les préposés des églises particulières s'adressent au consistoire dans tous les cas difficiles et contentieux. Ils lui envoient leurs comptes annuels pour la révision, et lui font rapport de l'état des églises et écoles.

Les plaintes qu'il s'agira de former contre des ministres ou instituteurs religieux seront portées au consistoire.

Art. 22. — Le consistoire donne des décisions sur tout ce qui concerne l'ordre et la discipline des églises.

Art. 23. — Les changements que le consistoire jugera à propos de faire en matière de liturgie, de catéchisme et de livres de cantiques, ne seront obligatoires pour chaque église particulière que de son libre consentement.

Art. 24. — Les préposés d'une église particulière ne pourront non plus introduire de nouveaux livres de prières, de doctrine ou de cantiques, sans en avoir obtenu l'agrément du consistoire.

Art. 25. — Le consistoire ne donnera point de définition dans le dogme. Il protégera plutôt, de la manière la plus efficace, la parfaite liberté de l'opinion religieuse.

Art. 26. — Un ministre des cultes ou un instituteur religieux peut être suspendu ou même destitué par le consistoire, pour cause d'inconduite ou de négligence dans ses devoirs. Mais quand il s'agira de déviation dans le dogme, la destitution ne pourra avoir lieu que du consentement de la communauté ecclésiastique à laquelle le ministre appartient.

Art. 27. — Tous les ministres d'un arrondissement ou d'une ville peuvent se former en une assemblée ou convent ecclésiastique¹, et se choisir un président. Ils confèrent entre eux sur ce qui regarde les fonctions de leur ministère, et arrêtent des projets de réforme à soumettre au consistoire.

Le consistoire prendra leur avis dans les matières ecclésiastiques, toutes les fois qu'il le jugera avantageux.

Art. 28. — Il y aura auprès de chaque consistoire un com-

¹ Sur le *Kirchenconvent* qui existait à Strasbourg, voir Cunitz, p. 119, etc.

missaire du gouvernement, chargé de veiller à ce que rien ne s'y passe de contraire aux lois et aux intérêts de la République.

Art. 29. — Le gouvernement délègue aux consistoires le droit de faire mettre leurs arrêtés à exécution.

En cas de refus de la part d'un huissier, le syndic du consistoire ou le commissaire du gouvernement est autorisé à lui faire les injonctions nécessaires, et à le dénoncer même s'il y a lieu.

Art. 30. — Un institut propre à y former des ministres et instituteurs religieux étant indispensable afin que les églises de la confession d'Augsbourg ne soient point dans le cas de les appeler du dehors, celui qui depuis plusieurs siècles a eu lieu à Strasbourg y sera maintenu, et continuera à être entretenu par les fonds qui y ont été consacrés jusqu'à présent, ou qui pourront l'être par la suite.

C'est dans cet institut que le consistoire qui sera établi à Strasbourg, prendra chaque fois les examinateurs pour l'examen des candidats de ministre ecclésiastique de son arrondissement.

TITRE II. — Mode des élections.

Art. 1^{er}. — Chaque église ou société religieuse de la confession d'Augsbourg a le droit naturel de se choisir elle-même les ministres et préposés, auxquels elle voudra donner sa confiance¹.

¹ On a dit (p. 386, note 2) que dans l'Empire et en Alsace le souverain temporel était nanti presque partout des pouvoirs épiscopaux sur les Protestants. Mais depuis longtemps on discutait sur ce fait. Les uns soutenaient qu'ici le fait se confondait avec le droit : c'étaient les théoriciens du « droit territorial. » D'autres affirmaient que le droit d'administrer l'église appartenait à l'église seule, et n'était exercé par le souverain du lieu qu'en vertu d'une délégation tacite de la société ou collège des fidèles : c'étaient les partisans du « droit collégial ou social. » La Révolution ayant supprimé tous les souverains territoriaux en Alsace et exalté les idées républicaines, le système du droit collégial s'était développé naturellement, et surtout à Strasbourg. Il venait d'être énoncé dans la Déclaration (art. 3, 4, etc.) ; il était appliqué dans le Plan d'organisation, notamment dans l'article qui réservait à toute église luthérienne l'élection de ses ministres et préposés. Il était évident que cette prétention pouvait être contrariée par l'arrêté du 7 octobre (pièce n° 912), qui attribuait au P. Consul « la nomination » des ministres des différents cultes : aussi le principal souci du comité de Strasbourg était-il alors dirigé de ce côté. Déjà le 15 octobre, en envoyant à Portalis une copie de la Déclaration, Koch lui écrivait : « J'ose vous observer... que depuis le commencement du XVI^e siècle jusqu'à ce jour, nos

Art. 2. — Il est du but de toute association religieuse et de son vrai intérêt que, dans le choix de ses ministres, il y ait une sage direction.

Art. 3. — Les fonctions des membres des différents consistoires ne doivent pas être permanentes. Ce n'est que par ce moyen qu'on peut prévenir efficacement et pour toujours, tout abus du pouvoir ecclésiastique.

Art. 4. — Les ministres du culte sont élus au scrutin, et à la pluralité absolue des citoyens votants de chaque association religieuse.

églises de Strasbourg ont toujours été en possession de se choisir librement leurs ministres et pasteurs, et que c'est un de ces droits religieux dans l'exercice collectif duquel elles désireraient préférablement être maintenues. » Un peu plus tard, Blessig écrivait à Grégoire : « Le cit. Portalis a reçu notre plan d'organisation, signé par la généralité des Protestants de nos départements. Une chose qui nous tient essentiellement à cœur, c'est que le gouvernement ne nomme que sur la présentation de nos consistoires ou de nos anciens. L'intrigue doit être absolument bannie, surtout de notre état. La confiance est impossible sans ce mode. Le gouvernement même y gagne ; il sera moins obsédé et moins circonvenu... » (Lettre du 6 janvier.)

A Paris, les tendances démocratiques et indépendantes du comité de Strasbourg allaient être peu en faveur. En Alsace, même, elles n'ont pas obtenu une approbation unanime. Ainsi, elles ont été critiquées auprès de Portalis par un ancien inspecteur de la Petite-Pierre, qui cependant plus tard, par esprit de concorde, s'est résigné à les admettre. Elles ont été surtout vivement attaquées par un ministre de Lohr. « Le plan d'organisation écrivait-il à Portalis, que la commission *ad hoc* de Strasbourg vous aura adressé, ne me plait en aucune manière. La base en est la démocratie, et la liberté effrénée de penser et de parler. Cette commission veut bien de la protection du gouvernement ; mais, en outre, il la doit laisser faire à son gré. Cette délicatesse est le fait de la méfiance envers le bon et paternel gouvernement, par cette seule raison qu'il est catholique. Eh ! que doit-on penser de l'article abominable qu'aucun ministre ne soit molesté ou congédié à cause de sa doctrine, sans la volonté des communes ? Qu'il est facile à un intrigant de gagner la majorité !... » — Nous croyons que dans les Haut et Bas Rhin le Plan a recueilli moins d'adhésions que la Déclaration (Cf. Geigel, *Protestantisches Bekenntnis*, p. 197).

Comme indice de l'état des esprits en Alsace à ce moment, on peut citer un pacte conclu le 23 septembre précédent par les habitants luthériens de Wissembourg à la suite de la démission de leur consistoire. Ces habitants, selon les maximes du « Contrat social », convenaient entre eux d'une organisation ayant pour base l'élection populaire et les subventions des fidèles. La pièce se terminait ainsi : « Les soussignés consentent et accèdent au pacte ci-dessus et l'agrément. Chacun d'eux ajoute à sa signature la cote volontaire qu'il s'oblige à payer. »

Art. 5. — Nul ne sera admis à voter dans une église, qu'il n'ait été inscrit auparavant et reconnu par les préposés comme membre de cette église.

Art. 6. — Aucun ne pourra être élu ministre d'une église, qu'il ne soit compris dans la liste des candidats éligibles rédigée par le consistoire.

Art. 7. — L'élection des ministres du culte aura lieu dans la quinzaine après les vacances, ou au plus tard dans l'espace d'un mois.

Art. 8. — L'élection se fera en présence d'un commissaire du consistoire, qui fera l'ouverture de l'assemblée électorale.

Art. 9. — Un procès-verbal de l'élection doit être envoyé au consistoire.

Art. 10. — Le ministre élu sera installé par un commissaire ecclésiastique du consistoire, conformément au rit des églises de la confession d'Augsbourg. Le secrétaire du consistoire, qui accompagnera le commissaire, dressera un acte de cette installation.

Art. 11. — Le nouveau ministre ne pourra entrer en fonctions qu'il n'ait fait auparavant, auprès de la municipalité du lieu, la promesse que les lois exigent.

Art. 12. — Il est tenu de se présenter dans la quinzaine devant le consistoire, pour lui faire sa soumission.

Art. 13. — Aucun ministre ne pourra accepter une charge qui serait incompatible avec les fonctions de son ministère, ou qui l'éloignerait de son église.

Art. 14. — Tout ministre qui voudra s'absenter de son église au delà d'une ou de plusieurs décades, est tenu d'en prévenir les préposés de son église et d'en obtenir l'agrément.

Art. 15. — Les anciens et les adjoints non ecclésiastiques des églises sont élus par le scrutin, à la pluralité relative des citoyens votants de chaque association religieuse.

Art. 16. — Les préposés qui auraient déjà été élus par leurs communautés dans la forme requise, resteront en place et ne sortiront qu'en cas de démission ou de mort.

Art. 17. — Pour être élu membre des anciens, il faut avoir au moins l'âge de trente ans.

Art. 18. — Le président du comité ou bureau de chaque

église sera élu librement parmi tous les membres qui le composent.

Art. 19. — Les membres d'un consistoire sont élus par des députés de toutes les églises qui forment l'arrondissement de chaque consistoire.

Art. 20. — Les préposés de chaque église envoient trois de leurs membres à cette élection. Elle se fera, à la pluralité absolue des voix, dans le lieu où siégera le consistoire.

Art. 21. — On choisira deux tiers de séculiers et un tiers d'ecclésiastiques pour le consistoire. Parmi les séculiers, il y aura trois ou au moins deux jurisconsultes.

Art. 22. — Les membres d'un consistoire seront en fonction pendant six ans. Ils sortiront par moitié tous les trois ans, la première fois au sort, proportion gardée entre les séculiers et les ecclésiastiques.

Les membres sortants pourront chaque fois être réélus.

Art. 23. — Si le consistoire est composé d'un nombre impair de séculiers ou d'ecclésiastiques, ce sera chaque fois le moindre nombre qui sortira le premier.

Art. 24. — Les membres réunis d'un consistoire s'élisent leur président et vice-président au scrutin et la pluralité absolue des voix. L'un et l'autre seront en fonction pendant un an ; après quoi ils pourront être réélus.

Art. 25. — Chaque consistoire choisit son comité, qui doit être renouvelé tous les trois ans.

La nomination du syndic et du secrétaire appartient aussi à tout le consistoire.

Art. 26. — Pour former le comité du consistoire, on élira chaque fois deux membres séculiers et un ecclésiastique, avec trois suppléants qui remplaceront, en cas de besoin, les membres ordinaires.

Art. 27. — Pour congédier ou destituer un syndic ou un secrétaire, il faudra la réunion de voix des deux tiers des membres de tout le consistoire.

Art. 28. — Les membres des consistaires ne tirent aucuns appointements. Il n'y a que le syndic et le secrétaire du consistoire qui seront salariés, par des contributions volontaires des églises de l'arrondissement.

Art. 29. — Toutes les élections seront chaque fois notifiées au maire du lieu, au sous-préfet et au préfet du département.

(Cultes).

1025. — **Projet de message des Consuls**

Paris, brumaire an X (novembre 1801)¹.

Les rapports politiques entre la République française et la cour de Rome avaient été fixés au traité de Tolentino. La guerre qui l'a suivi a forcé cette puissance de réclamer la justice et la générosité du gouvernement de la République : il a été convenu² que le traité de Tolentino serait rétabli, et la cour de Rome a repris sa place parmi les gouvernements de l'Europe.

Mais il existe entre le Saint-Siège considéré comme autorité spirituelle, et la France considérée comme nation chrétienne, des rapports sur lesquels on s'est longtemps mépris. On a cru qu'ils étaient essentiellement vicieux, parce qu'on les avait mis en contradiction avec les institutions politiques : on a cru qu'ils étaient rompus, parce qu'on s'était fait un principe de les méconnaître. Le gouvernement de la République a senti que cette double méprise entraînait de graves dangers, et une plus grave injustice, et il a cru devoir accueillir les propositions qui lui ont été faites par le chef de la religion catholique.

En conséquence, il a été conclu entre les plénipotentiaires des deux puissances, une convention qui a été signée le 26 messidor par les cit. Bonaparte, Cretet et Bernier, ministres de la République, et MM. le cardinal Consalvi, Spina archevêque de Corinthe, et Caselli. Cette convention a été ratifiée par le Saint-

¹ Ce projet, dont la minute (Aff. étr.) porte la date du 23 brumaire : (14 novembre), avait été évidemment préparé dans la pensée que le concordat serait présenté au Corps législatif, en même temps que les autres traités.

² On a vu, au contraire, que la cour de Rome ne reconnaissait pas la validité du traité de Tolentino. C'était en réalité par le concordat que les relations politiques de la France avec le S. Siège se trouvaient implicitement rétablies. — Du reste cette pièce, où se reconnaissent les idées et le style de d'Hauterive (Cf. t. I, p. 130, etc.), contient d'autres inexactitudes volontaires. Ainsi elle semble attribuer au Pape, et non au P. Consul, l'initiative des négociations ; elle étend et fausse le sens de l'art. 16 du concordat, en disant que la Rep. « rentre dans tous les droits de l'ancien gouvernement relativement à l'Eglise » ; etc.

Père le 15 août 1801, et par le gouvernement de la République le 21 fructidor an IX (8 septembre 1801).

En partant de cette base de fait que le catholicisme est le culte de la majorité des citoyens français, il est statué par la convention que ses ministres doivent être nommés par le gouvernement de la République ; que leur soumission doit être garantie par un serment solennel d'obéissance à son autorité constitutionnelle ; qu'une nouvelle circonscription de diocèses et de paroisses doit être tracée ; que les anciens ministres du premier et du second ordre doivent donner leurs démissions ; que leurs successeurs n'ont rien à prétendre aux biens de l'ancien clergé, dont l'aliénation est inviolablement consacrée ; enfin, que le gouvernement de la République rentre dans tous les droits de l'ancien gouvernement relativement à l'Eglise, et que le culte catholique jouira de toute la liberté et de toute la publicité qui pourront s'accorder avec le maintien des lois.

Le gouvernement de la République, en stipulant ces clauses, n'a fait que reconnaître des rapports existants ; et, du moment qu'il les a reconnus, il a dû croire que son devoir était de les autoriser, pour les accorder avec les principes de la liberté, qui ne peuvent pas plus s'accommoder de l'injuste contrainte qu'on exerce en leur nom, que de celle qu'on leur fait subir.

Du reste, il a été pris des mesures pour prévenir les divisions, que des différences d'opinion avaient fait naître parmi les ministres du culte, et pour conserver les droits de ceux d'entr'eux qui avaient préféré de se séculariser, soit en contractant des liens que les lois consacrent, soit en renonçant publiquement à leur état.

Les Consuls de la République, conformément à l'article 50 de la constitution, envoient au Corps législatif la convention conclue entre la République française et la cour de Rome, et en vertu de l'article 44 de la même constitution, ils proposent la loi suivante :

« La convention entre la République française et la cour de Rome, signée à Paris le 26 messidor an IX, et dont les ratifications ont été échangées le 23 fructidor suivant, est décrétée¹ et sera promulguée comme loi de la République. »

(Arch. nat., AF iv 1694).

¹ Cette formule « est décrétée » ne se trouve pas dans les projets de loi des cinq traités qui ont été présentés au Corps législatif, du 25 au 30 novembre.

1026. — Exposé de la situation de la RépubliqueParis, 1^{er} frimaire an X (22 novembre 1801).

...Le gouvernement, dès les premiers jours de son institution, proclama la liberté des consciences. Cet acte solennel porta le calme dans des âmes, que des rigueurs imprudentes avaient effarouchées ; il a depuis annoncé la fin des dissensions religieuses ; et, en effet, des mesures ont été concertées avec le Souverain pontife de l'Église catholique, pour réunir dans les mêmes sentiments ceux qui professent une commune croyance. En même temps, un magistrat chargé de tout ce qui concerne les cultes, s'est occupé des droits de tous. Il a recueilli, dans des conférences avec des ministres luthériens et calvinistes, les lumières nécessaires pour préparer les règlements qui assureront à tous la liberté qui leur appartient, et la publicité que l'intérêt de l'ordre social autorise à leur accorder.

Des mesures égales pourvoiront à l'entretien de tous les cultes ; rien ne sera laissé à la disposition arbitraire de leurs ministres ¹, et le trésor public n'en sentira point de surcharge ².

¹ Il est fait allusion aux fondations qui, pour les catholiques et pour les protestants, devaient consister en rentes sur l'Etat et être soumises à l'autorisation du gouvernement (voir p. 202 et 203).

² Le P. Consul indique ici dans quel esprit il entendait, à ce moment, pourvoir aux frais des cultes, qu'il limitait alors au traitement des évêques et des curés pour le clergé catholique, et des ministres pour les clergés protestants. 1^o Il faisait consister le salaire des curés, soit en totalité soit en partie, dans les arrérages des pensions ecclésiastiques créées en 1790 et dans le produit éventuel des oblations. Il comptait, de même, que les ministres protestants continueraient à vivre de leurs anciennes dotations, là où elles n'étaient pas supprimées. 2^o L'Etat devait subvenir seulement au surplus. Mais s'il acquittait en entier le traitement des évêques, et probablement aussi celui des ministres protestants non dotés, au lieu de prendre sur le produit de l'impôt, il faisait emploi de ressources extraordinaires (Cf. p. 206, note). S'il complétait, lorsqu'il y avait lieu, le traitement des curés, il reportait cette dépense sur les communes. — Il était difficile, d'une part, de réduire davantage les frais des cultes, et, de l'autre, d'imaginer plus d'expédients pour alléger les charges du Trésor public.

Un peu plus loin l'Exposé ne dissimulait point les difficultés, encore très grandes, de l'état financier. « Nous jouirons de la paix ; mais la guerre nous laissera un fardeau qui pèsera longtemps sur nos finances. Acquitter des dépenses qui n'ont pu être prévues ni calculées ; récompenser les services de nos défenseurs ; ranimer les travaux dans nos arsenaux et dans nos ports ; rendre une marine à la

Si quelques citoyens avaient été alarmés par de vaines rumeurs, qu'ils se rassurent : le gouvernement a tout fait pour rapprocher les esprits, mais il n'a rien fait qui pût blesser les principes et l'indépendance des opinions ¹.

France ; recréer tout ce que la guerre a détruit, tout ce que le temps a consumé ; porter enfin tous nos établissements au point où le demandent la grandeur et la sûreté de la République : tout cela ne peut se faire qu'avec un accroissement de revenus. Les revenus s'accroîtront d'eux-mêmes avec la paix. Le gouvernement les ménagera avec la plus sévère économie ; mais, si l'accroissement naturel des revenus, si l'économie la plus sévère ne peuvent suffire, la nation jugera les besoins, et le gouvernement proposera les ressources que les circonstances rendront nécessaires. »

¹ Comme on le voit, l'Exposé parlait du concordat, sans en faire connaître même les principales dispositions. Le P. Consul les tenait encore secrètes, tandis qu'il entrait dans de nombreux détails sur le projet relatif à l'instruction publique. Il passait, il est vrai, pour avoir inspiré un article, paru le 13 novembre dans le J. de Paris, reproduit dans les autres gazettes et publié même en brochure, sous le titre : « La seconde année du consulat de Bonaparte. » Mais cet article, rédigé par Rœderer, ne sortait pas des généralités. Après avoir exposé la nécessité de la religion « pour rappeler les préceptes de la morale à la mémoire et au cœur des hommes », l'auteur continuait ainsi : « L'ancien culte de la grande majorité des Français a donc été rendu à leurs vœux par un concordat du gouvernement avec le chef de la chrétienté. Mais ce culte n'est point exclusif ; il n'est point dominant ; il n'est point privilégié. Le clergé ne forme plus un ordre distinct dans l'Etat, ni un corps politique. Le pontife suprême n'est plus entouré de puissances mal disposées pour la France. A l'extrémité inférieure du clergé seront les pasteurs : plus de milice mendiante entre eux et le peuple. L'assurance des traitements assignés aux ministres du culte sera liée à la sécurité et à la prospérité de l'Etat. Enfin l'autorité publique, solennellement reconnue par le pontife romain, reprendra son ancienne surveillance sur l'exercice même de ce culte, dont la persécution avait en quelque sorte légitimé la dangereuse clandestinité. »

Deux jours après l'ouverture de la session, dans un discours de Portalis sur l'ensemble du code civil, dont la première loi était présentée au Corps législatif, on remarquait ce passage, qui était encore moins précis : « Des magistrats célèbres avaient demandé que les institutions civiles ne fussent plus mêlées avec les institutions religieuses, et que l'état des hommes fût indépendant du culte qu'ils professaient. Mais comment un si grand changement pouvait-il s'opérer, tant que l'on reconnaissait une religion dominante, tant que cette religion était une loi fondamentale de l'Etat ? Depuis, la tolérance des cultes a été proclamée. Il a été possible de séculariser la législation. On a organisé cette grande idée, qu'il faut souffrir ce que la Providence souffre, et que la loi, sans s'enquérir des opinions religieuses des citoyens, ne doit voir que des Français, comme la nature ne voit que des hommes. . . . »

On sait que le Corps législatif a aussitôt manifesté ses tendances contraires au

...La Cisalpine, la Ligurie ont enfin arrêté leur organisation. L'une et l'autre craignent, dans les mouvements des premières nominations, le réveil des rivalités et des haines ; elles ont paru désirer que le Premier Consul se chargeât de ces nominations. Il tâchera de concilier ce vœu de deux républiques qui sont chères à la France, avec les fonctions plus sacrées que sa place lui impose.

Lucques a expié dans les angoisses d'un régime provisoire les erreurs qui lui méritèrent l'indignation du peuple français. Elle s'occupe aujourd'hui à se donner une organisation définitive.

Le roi de Toscane, tranquille sur son trône, est reconnu par de grandes puissances, et le sera bientôt par toutes. Quatre mille Français lui gardent Livourne et attendent, pour l'évacuer, qu'il ait organisé une armée nationale.

Le Piémont forme notre 27^e division militaire, et, sous un régime plus doux, oublie les malheurs d'une longue anarchie.

Le Saint-Père, souverain de Rome, possède ses états dans leur intégrité. Les places de Pesaro, de Fano, de Castel-San-Leone, qui avaient été occupées par les troupes cisalpines, lui ont été restituées. Quinze cents Français sont encore dans la citadelle d'Ancône, pour en assurer les communications avec l'armée du midi.

Après la paix de Lunéville, la France pouvait tomber de tout son poids sur le royaume de Naples, punir le souverain d'avoir le premier rompu les traités, et le faire repentir des affronts que les Français avaient reçus dans le port même de Naples ; mais le gouvernement se crut vengé dès qu'il fut maître de l'être ; il ne sentit plus que le désir et la nécessité de la paix. Pour la donner,

concordat, en élisant comme son président Dupuis, l'auteur de « L'origine de tous les cultes », un des chefs les plus avancés du parti des philosophes. En outre, le lendemain 23 novembre, Grégoire s'étant trouvé dans la députation désignée par le sort pour féliciter le P. Consul, a été choisi pour porter la parole, et sans faire allusion au concordat, s'est borné à parler très incidemment de « l'époque où les haines nationales et religieuses, amorties, font place à la tolérance. » Le P. Consul, dans sa réponse, a affecté de garder un silence semblable sur le rétablissement du culte. Le 30 novembre, le Corps législatif allait donner une nouvelle preuve de ses dispositions, en choisissant comme son candidat pour une place vacante au Sénat le même Grégoire, qui passait désormais pour l'adversaire déclaré de la convention religieuse.

il ne demanda que les ports d'Otrante, nécessaires à ses desseins sur l'Orient, depuis que Malte était occupée par les Anglais...

(Moniteur du 2 frimaire an X).

1027. — Lucchesini au roi de Prusse.

Paris, 26 novembre 1801.

..Je n'ai pas osé dernièrement confier au chiffre, dans toute son énergique apteté, la réponse que le sieur Talleyrand fit au nom du Premier Consul aux pressantes instances du C^{te} de Morkov pour hâter l'époque du rétablissement du roi de Sardaigne dans ses États. Le ministre dit au plénipotentiaire russe, que ni le traité de paix avec son souverain, ni les préliminaires avec l'Angleterre n'ayant imposé à cet égard aucune obligation à la France, il paraissait que le C^{te} de Morkov avait oublié qu'avant d'aborder la question *quando*, il fallait résoudre la question *an* ; et que celle-ci, le Premier Consul venait de la décider *négativement*. D'ailleurs d'autres puissances ayant déjà montré de l'intérêt à ce prince, l'intervention de la Russie n'aurait jamais pu être prise plus particulièrement en considération que celle des autres. En attendant, l'almanach national a supprimé le nom du roi de Sardaigne de la liste des souverains, et a mis le Piémont sous la rubrique de la « 27^e division militaire. » Déjà la veille du départ du C^{te} Louis de Cobenzl pour Vienne, le Premier Consul avait répondu aux craintes que ce ministre autrichien lui avait témoignées sur le mauvais effet que ferait en Europe cette nouvelle acquisition : « Que l'Europe vienne me l'arracher des mains, si elle en a envie ! »

Il y a quinze jours que, causant avec le cardinal Caprara du même objet, le général Bonaparte lui dit que ce pays lui rapportait par an douze millions de francs dont il avait besoin, et que d'ailleurs il fallait bien s'attendre que, dans quatre ou cinq ans, ou l'Autriche l'enlèverait à la France, ou la France chasserait les Autrichiens de Venise et de l'Italie. Ce mot, Sire, explique tout ce qu'on lui voit faire en Italie.

Il s'est fait attribuer par les républiques Cisalpine et Ligurienne le droit de faire les premières élections de tous les individus qui, d'après les nouvelles constitutions arrêtées par lui-même,

formeront le gouvernement des deux États. A cet effet, cinq cents députés cisalpins doivent être le 20 frimaire (11 décembre), rendus à Lyon, pour se former en diète extraordinaire et fixer, en présence du Premier Consul qui compte y être rendu le 25 (16 décembre) avec le sieur Talleyrand, le mode et les personnes de leur gouvernement. La place de président de la république, qui, par l'autorité qu'elle aura et par les avantages dont on la décorera, ne pourrait manquer de tenter beaucoup de monde, paraissait un instant destinée à Lucien Bonaparte. Si le quatrième frère, Louis, qui va épouser M^{lle} de Beauharnais, fille de l'épouse du Premier Consul, avait pu acquérir un peu plus de gloire militaire, je croirais qu'on la lui réserverait : son caractère en a probablement dégoûté le frère. J'ai de la peine à supposer qu'on la donne au C^{te} de Melzi, italien, sujet plein d'honneur et d'ambition, qui a plus d'instruction que d'habitude des affaires, mais qui pourrait bien obtenir et remplirait à merveille une seconde place. Les Liguriens recevront probablement par écrit les nominations qui les concernent. Dans l'un et l'autre État l'on vient d'introduire la conscription militaire, et tant que ces pays n'auront pas des troupes bien disciplinées, les soldats français ne les quitteront pas.

Jusqu'à la république de Lucques sera incessamment organisée d'après les mêmes principes ; et une constitution, arrêtée ici, lui a été apportée par le cit. Saliceti. Il est même question de l'agrandir par quelques débris de la Cisalpine et de quelques enclaves de la Toscane.

Ces trois républiques sont préparées pour faire partie d'une grande république italique qui, d'après un ancien projet, devrait aller jusqu'à la mer Adriatique, aux Alpes de la Carniole, et à Trieste...

(Arch. de Berlin).

1028. — Portalis au P. Consul.

Paris, 7 frimaire an X (28 novembre 1801).

J'ai l'honneur de vous faire passer la note de dix nouvelles démissions d'anciens évêques réfugiés en pays étrangers. On m'en annonce d'autres, qui arriveront sous quelques jours et qui nous assureront la majorité.

Rien de plus consolant que ce qui m'est écrit journellement par les divers préfets sur le bien qu'opère, dans tous les départements, la seule attente des mesures que votre sagesse a prises sur les affaires religieuses. Au moment décisif, où tous les arrangements seront prêts, je pourrai vous en présenter le rapport le plus saisissant, que vous jugerez peut-être convenable de publier, quand on publiera le résultat de toutes les autres opérations.

Je ne puis me refuser, cit. Premier Consul, à la satisfaction de transcrire ici la phrase d'une lettre que je reçois aujourd'hui, du prince héréditaire de Hesse-Cassel, qui est actuellement gouverneur du Holstein : « Je ne puis vous exprimer la joie que la paix m'a causée. Elle a mis le comble à mon admiration, à l'intérêt que doit inspirer le grandissime homme. Je m'estimerai heureux si je pouvais le voir. » Cette phrase, rédigée en français allemand, est l'expression de tout ce que vous inspirez à tous ceux qui se connaissent en choses qui ne peuvent appartenir qu'au vrai génie, qui subjugué tout.

(Arch. nat., AF IV 1044).

Note du Moniteur.

Marie-Charles-Isidore de Mercy, évêque de Luçon, vient de donner sa démission. Dans la lettre qu'il écrit au Pape il s'exprime en ces termes : « Je rends d'immortelles actions de grâces à l'Auteur de tout bien, qui nous traite avec tant de miséricorde en exauçant le plus ardent de nos vœux, le triomphe de la religion catholique dans notre patrie. Ce ne sera pas quand nous devons remercier Dieu de l'avoir obtenue par vos soins, ou qu'il nous le montre de si près, que nous regretterons les sacrifices qu'il a pu nous coûter, et que nous nous inquiéterons du sort qui peut nous être réservé. Satisfait d'avoir rempli un devoir que je tiens pour essentiel, je suis parfaitement tranquille sur l'avenir. Je sais que je n'ai été consacré évêque que pour l'utilité de l'Église, et que, par ma consécration, je reste à sa disposition ¹. »

¹ La lettre, dont ce passage est extrait, était écrite de Lilienfeld le 28 octobre (Cf. p. 335, note 1).

C'est dans le même esprit que les évêques suivants ont donné aussi leur démission, savoir :

François de Fontanges, archev. de Toulouse ¹ ;

Etienne-André-François-de-Paule Fallot de Beaumont, év. de Vaison ;

Pierre-Joseph de Lastic, év. de Rieux ;

Claude-Marie Ruffo, év. de Saint-Flour ² ;

Emmanuel-François de Beausset de Roquefort, év. de Fréjus ;

Louis-Charles de Machault, év. d'Amiens ;

Dominique-Marie de Santini, év. de Nebbio en Corse ³ ;

Antoine-Éléonor-Léon Le Clerc de Juigné, archev. de Paris ;

Gabriel-Melchior de Massey, év. de Valence ⁴.

(Moniteur du 8 frimaire : 29 novembre).

¹ L'archev. de Toulouse, habitant Palma dans l'île de Majorque (Cf. p. 353, note 5), n'avait reçu le bref « Tam multa » que le 5 novembre, et, le jour même, il avait envoyé sa démission au nonce à Madrid. (Cette pièce, rédigée en latin, se trouve en traduction dans les *Ann. philos.*, t. IV, p. 269, et dans le *J. des Débats* du 23 frim. : 14 décembre). Pour expliquer sa conduite il allait adresser de Palma, le 20 décembre, à ses vic. généraux, une lettre qui devait être imprimée à Toulouse. — Comme la démission de l'év. de Rieux, écrite de Montserrat le 26 octobre, était également arrivée, on se trouvait connaître en ce moment, à Paris, la réponse des six évêques réfugiés en Espagne.

² Cf. p. 236, note et p. 242. — Mgr Ruffo avait reçu le 19 octobre, le bref « Tam multa », des mains de Mgr Gravina. Il avait aussitôt promis de donner sa démission ; mais il avait été attendu jusqu'au 24 pour la remettre.

³ L'év. de Nebbio habitait la chartreuse de la « Valle di Calci » près de Pise. Dès qu'il avait reçu le bref, il avait signé le 8 octobre sa démission, qui avait été transmise le 11 par Mgr Caleppi. — En annonçant, le 27 novembre, cette démission à Portalis, Bernier avait ajouté que Mgr Santini était « le seul des évêques de Corse encore existant. » Il ne savait point que l'év. de Sagone, Mathieu Guasco, vivait alors ; qu'il devait se démettre le 1^{er} décembre par l'entremise de Mgr de Gregorio (Cf. p. 107, note 1), puis mourir obscurément à Bastia au mois de juillet 1802. — Ce qui est plus étrange, c'est que l'ignorance relative à Mathieu Guasco, s'est étendue à François-Ignace Guasco, sacré en 1791 évêque constitutionnel pour le siège de Bastia, et mort dans cette ville à la fin de décembre 1794. Il s'est même établi entre ces deux Guasco une confusion, qui n'est pas encore dissipée et qui a conduit aux plus singulières conséquences. Ainsi l'arrêté du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), en établissant une pension pour les évêques démissionnaires, l'accorde à « l'évêque de Bastia, François-Mathieu » : or, non seulement les deux Guasco étaient morts à cette date, mais l'évêque constitutionnel de Bastia, que Portalis a voulu désigner ici, s'appelait François-Ignace, et non Mathieu.

⁴ Ce nom figurait à tort sur la liste. L'év. de Valence n'avait pas encore fait

1029. — Talleyrand à Cacault.

Paris, 8 frimaire an X (29 novembre 1801).

J'ai reçu, cit., les différentes dépêches que vous m'avez adressées jusqu'au 16 brumaire (7 novembre) inclusivement. Celles qui sont relatives à Bénévent, à Malte, aux édits publiés sur la vente des biens nationaux, ont été mises sous les yeux du Premier Consul. Jusqu'à ce qu'il ait pris une décision, vous vous en tiendrez à la réserve avec laquelle vous avez traité jusqu'ici ces différentes affaires ¹.

Le ministre de la guerre m'annonce, qu'il avait invité celui du trésor public à faire les dispositions de fonds nécessaires pour pourvoir, pendant le mois de brumaire, au paiement des dépenses de la garnison d'Ancône.

J'ai lu avec plaisir l'invitation que vous a faite le gouvernement cisalpin de vous charger provisoirement du maintien des rapports politiques, qui vont subsister entre cette république et Rome. Il n'est pas nécessaire que l'on vous adresse de Milan des lettres de créance, pour exercer ces nouvelles fonctions ; d'autant plus que le gouvernement cisalpin, après son organisation définitive, pourra se faire directement représenter près du Saint-Siège.

M. Spina a obtenu du Premier Consul qu'à son retour à Rome, le corps de Pie VI, déposé à Valence, lui serait remis. Le gouvernement romain sera sans doute sensible à cette marque de déférence pour le vœu que le Pape lui a fait exprimer.

Vous avez appris dans le temps l'échange des ratifications de

connaître sa réponse, qui, datée d'Augsbourg le 29 novembre, devait être négative (*Rec. sur la démission*, p. 57). — On verra plus loin les doutes que soulevait la réponse de l'archev. de Paris.

¹ Sur la minute on lit ici : « Je me borne à vous faire observer, pour le moment, que j'ai remarqué avec surprise que l'on n'eût assuré aucune indemnité à ceux qui, sans avoir acquis des domaines nationaux, étaient cependant devenus créanciers du gouvernement romain à raison des services dont ils avaient été chargés dans le cours de l'an VI et de l'an VII. Quoique les effets qu'ils avaient obtenus en paiement n'aient pas été réalisés en domaines nationaux, leurs titres sont cependant les mêmes ; ils reposent sur la même base, et il ne paraît pas que leur traitement actuel doive différer. » Ce passage a été supprimé, sans doute parce que Talleyrand a voulu faire sur la question un rapport spécial, qu'il a en effet adressé le 4 décembre au P. Consul.

nos traités avec l'Angleterre et avec le Portugal, et vous avez pu en donner officiellement connaissance au Saint-Siège.

Je vous transmets ci-joint un exposé de la situation de la République.

(Aff. étr., *Rome*, vol. 932).

1030. — Caprara à Consalvi.

(n° 29)

Parigi, 29 novembre 1801.

Prendo coll' odierna mia a replicare ai due vmi suoi fogli a colonna in data dei 31 ottobre e 4 corrente¹, giuntimi ambedue nel corso della cadente settimana.

Per ciò che riguarda all' oggetto dei beni nazionali, per i quali tanto male a proposito V. Em. è costì molestata, mi lusingo che chi la molesta cambierà tuono, subito che conosca la massima esternata dal Primo Console, ed il partito di fare il rescritto che io riferii all' Em. V. con mia di n° 19; massima e partito che a me non costa che sia per variarsi, non ostanti le istanze che si trasmettano quà da costì per parte degli acquirenti, poichè niuno meglio del Primo Console conosce quale sia lo stato di miseria della camera apostolica. Io ho un riscontro di ciò recentissimo dalla bocca del consigliere di stato Giuseppe Bonaparte. Mi portai da esso, martedì decorso, per presentargli in nome pontificio il solitario di cui parlai a V. Em. con mia dei 21 andante; ed egli nell' accettarlo come un contrassegno dell' attaccamento per parte di N. S. alla sua persona, e di riconoscenza insieme alla parte che esso aveva avuto nella conclusione del concordato, ed all' impegno che si era dato perchè non si portassero via da Roma le note statue (pretesto da me addotto nel presentarmigli), mi disse senza mistero: « La condotta vostra, e mia, sarà altamente disapprovata in questo particolare da mio fratello, il quale conoscendo la somma ristrettezza delle finanze pontificie, nè gradisce, nè vuole che il Papa faccia simili spese. » — Io risposi, come ella può supporre, a questa sua sincerazione, dicendo, che il Primo Console ci avrebbe scusato entrambi; e siccome non fu piccolo il tempo che io mi trattenni, passai seco in rivista tutti

¹ Pièces et nos 939 960.

gli oggetti che ci riguardano, e lo pregai a cooperare a nostro vantaggio con tutto l'influsso di cui è capace. Non mi faccio carico di riferire a V. Em. le obbliganti sue risposte, e mi limiterò a dire, che mostrossi sensibilissimo ai tratti di clemenza di S. S. « cui, disse, pregate l' Emo Consalvi ad essere interprete della mia riconoscenza. »

Niente dissimili ai riferiti sono stati i sentimenti sì dell' abbate Bernier, che del consigliere Cretet, ai quali ho passato pure una tabacchiera per ciascheduno...

Rispetto alle tre Legazioni e compenso di Avignone, non posso che riportarmi a quanto mi son fatto un dovere di dire colle antecedenti, e ripetere che tale oggetto mi sta a cuore quanto a chiunque. Credo però della mia delicatezza di non dovere omettere di significare a V. Em., che la corte di Pietroburgo, nel suo trattato di pace fatto con questo governo, ha due articoli segreti: in uno dei quali si conviene tra le parti di prestarsi ad un perfetto stabilimento di cose in Italia, colla espressione « salve le condizioni e gli articoli stabiliti nei trattati di Lunéville, Tolentino, e Napoli. » Nell' altro articolo, si conviene tra le parti di volere assolutamente prendere in considerazione lo stabilimento nel Piemonte in favore della corte di Sardegna ¹.

L' espediente cui si è applicato il Santo Padre coerentemente alla nota stata costì trasmessa da Pietroburgo, di stare in attenzione per vedere quali misure si saranno concertate fra le potenze, non può essere nè più savio, nè più adattato alle circostanze. Intanto io dirò, che lo stato attuale delle cose che riguardano Malta, è quello che io intraprendo a descrivere. Nella pace ultimamente conclusa, avevano le potenze contraenti convenuto che Malta si restituisse all' Ordine, ma che vi fosse posta da una potenza neutra la guarnigione per difesa dell' isola. Per potenza neutra si è disegnata Napoli. Calcolato però Napoli come potenza attaccata all' Inghilterra, e che d' altronde pretende di aver nell' isola un alto dominio, ne è stata abbandonata onninamente l' idea. E quindi, dopo la pace definitiva di Amiens, ove discuterasi un tale articolo, si stabilirà in Malta l' Ordine col suo rispettivo gran maestro, il quale, se le potenze vengono d' accordo,

¹ Voir le *Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 271 et 705.

sarà probabilmente Hompesch, da cui, come in passato, si avrà cura di difendere l'isola. Il disegno della Spagna di separare le Lingue, e conseguentemente godersi i beni di quelle, sarà certamente contrastato ; ma non so predire se il contrasto impedirà alla Spagna di giungere al suo fine. Quel che pare, o credesi su tal particolare il più probabile, si è che insensibilmente la Lingua di Russia rimarrà, ma staccata dal gran maestro residente in Malta.

In ordine agli intrusi, sia contenta l'Em. V. che io dica, che non conosco affare nè più premuroso, nè di cui io mi occupi al pari di questo, poichè son convinto, che se Iddio ci dà grazia di potere sistemare come conviene la nomina dei nuovi vescovi, immortale sarà la memoria del Santo Padre, e di V. Em., che ha tanto cooperato alla conclusione del concordato.

Non pareva che i vescovi invitati a dimettersi, dovessero malamente corrispondere ai paterni inviti di N. S., e meno anche dovevasi immaginare che osassero di pubblicare colle stampe degli scritti, pieni di massime e principi senza fondamento e senza raziocinio almeno sensato. Non altro mostrano che un manifesto spirito di partito. L' esempio dei vescovi residenti in Inghilterra, tanto in ordine alla renuenza, quanto in rapporto agli scritti (sebbene non mi costa ancora che gli abbiano stampati), è stato imitato da alcuni vescovi che trovansi in Germania. Una riprova dei primi, cioè renuenti, V. Em. l' ha qui dalle quattro compiegate lettere dei vescovi di Limoges, Séez, Digne e Aire, dirette al Santo Padre, statemi tali quali rimesse dal sig. cardinal di Montmorency, da cui nello scrivere han preso in prestito i sentimenti e le espressioni, che in gran parte, come l' Em. V. osserverà, sono analoghi a quelli prodotti dai vescovi d' Inghilterra.

Rapporto agli scritti poi, V. Em. trova nei tre fogli annessi un estratto di lettera venuta qui da Wolfenbittel, la quale conteneva le proposizioni che avrà campo di leggere ¹, e non senza,

¹ Cette lettre, du 4 novembre, commençait par un énoncé de maximes gallicanes : « 1° Le Pape n'est point infallible en matière de foi... ; 2° Les évêques de France ont toujours eu le droit d'examiner les jugements du S. Siège, avant d'y souscrire et de les publier... ; 3° Le Pape n'est point évêque universel... ; 4° La démission d'un évêque n'est pas dûe à la demande du Pape ; il n'existe aucune qualité dans ses prérogatives qui justifie, dans tous les cas, un aveugle acquiescement de la part d'un évêque à ce qu'il propose... » Puis l'auteur, qui était l'év. de Boulogne, critiquait le bref « Tam multa » et émettait l'avis suivant :

come credo, alterarsi, nell' osservare fino a qual punto può giungere la singolarità degli uomini. Essendomi stato un tale estratto comunicato, io mi sono adoprato per farci rispondere opportunamente; ed affinchè si conosca da tutto il mondo il vero ed il falso, la ragione ed il torto, si è creduto bene di pubblicare colle stampe le osservazioni da una parte e le risposte dall' altra, come appunto sono copiati gli anzidetti tre fogli qui uniti. La lettera che conteneva le osservazioni è venuta qui per parte del vescovo di Boulogne. Gli interlocutori sono quelli che si nominano nelle note a pie delle risposte, cioè gli arcivescovi di Reims e di Bourges.

L'Emo di Rohan, prima di aver ricevuto la mia dei 10 corrente, con cui le annunziavo essermi giunta la di lui lettera di dimissione diretta a N. S., mi scrive in data dei 18 esser sorpreso come a lui solo, e non agli altri vescovi che come esso hanno porzione di diocesi sulla parte sinistra del Reno, quali sono Spira Basilea, Worms, e i tre elettori ecclesiastici, sia stato insinuato a dare la dimissione. Io ho risposto al porporato ¹, che ciò che è stato dimandato a lui, è stato pure ricercato a tutti quelli che egli ha nominato, e che se i brevi non sono giunti alle loro mani, a tutt' altra causa deve attribuirsi il ritardo, che a chi si era dato premura di spedirli. E concludo che, certo che da Roma la spedizione di tali brevi era stata fatta, ed incerto del loro arrivo, io stesso mi faccio carico di scrivere ai vescovi ed elettori menzionati, ed invitarli alla dimissione. Ciò che effettivamente farò, tutto al più tardi dentro domani, dirigendomi, coll' intelligenza

« Le remède aux fâcheux effets qui résultent etc., pourrait être un bref explicatif de S. S., ou au moins (ce qui n'aurait pas un effet aussi général) une lettre du Légat de la part du S. P., qui rassurât les évêques sur le droit qu'ils ont d'être consultés; droit d'où résultent la force et l'infailibilité de l'Eglise, et qu'ils ne peuvent abandonner pour l'épiscopat, qu'ils doivent transmettre intact à leurs successeurs. S'il est impossible de les consulter sur tous les points, dans le moment présent, il faut le leur déclarer avec regret, et que le S. P. leur demande de l'investir de leur confiance dans ces circonstances extraordinaires: confiance dont il a besoin pour opérer le rétablissement de la religion en France. Il serait possible, peut être, de communiquer quelques objets rassurants sur le sort futur des églises, afin que la sollicitude des évêques soit satisfaite autant que possible, et qu'ils puissent abdiquer l'épiscopat avec honneur. »

¹ La réponse du Légat est du 26 novembre.

del C^o di Cobenzl, al gran capitolo di Colonia, per ciò che riguarda la porzione di quella diocesi.

Come in questi ultimissimi momenti prevale la massima, qui sostenuta grandemente dalla Prussia, dell' assoluta soppressione o sia secolarizzazione degli stati di tutti gli tre elettori ecclesiastici, il C^o di Cobenzl ha offerto qui in nome dell' Imperatore la rinunzia, per parte di suo fratello l'arciduca Antonio, dell' elettorato di Colonia e del vescovato di Münster, e conseguentemente la libertà della successiva elezione di altro o altri soggetti alle mentovate due chiese per parte dei capitoli, purchè si prometta qui con questo sacrificio, di mantenere in piedi detti tre elettori ecclesiastici. Da qui non è stata data per anche risposta.

L'oggetto della bolla di circoscrizione delle nuove diocesi, è quello che occupa qui attualmente ogni ceto di persone ; ed io, senza esagerare, sono interrogato ad ogni momento se da Romane venuta la finale decisione. V. Em. sarà persuasa che mi è facile il dimostrare, che in sì breve spazio di tempo non possasi da me risapere il risultato di tale affare. Appaga in parte la mia risposta, ma non tranquillizza le persone che se ne interessano, fra le quali tengono il primario luogo le genti da bene, che ad ogni costo vorrebbero sentire pubblicato il concordato, e disposte le cose in modo da ristabilirsi la religione in Francia. La dilazione di simile pubblicazione e rispettivo ristabilimento della religione produce diversi effetti negli animi delle persone, che diversamente opinano. I buoni dicono, che se la Provvidenza togliesse alla Francia il Primo Console prima di questo atto, non solo vi sarebbe da temere che i popoli rimanessero, in ordine alla religione, come sono stati dal principio della Rivoluzione, ma che di più la nazione stessa caderebbe in una nuova anarchia. Opinano poi al contrario, che se una tal mancanza avvenisse posteriormente, le conseguenze sarebbero infallibilmente meno funeste. Passano più oltre ancora, e provano che per questa lunga dilazione, in parte divengono tepidi quelli che ardentemente desideravano il ristabilimento della religione (ciò che infelicitamente è pur troppo vero), e che all' opposto, dai costituzionali e giacobini si fa un lavoro infernale presso il pubblico, e moltò più anche per istancare il Primo Console. Presso i giacobini è diventata moda l'andare alla messa ; ma non in

altre chiese che dei costituzionali, per così imporre al popolo, ed al Primo Console, e fargli travedere che le chiese dei costituzionali sono le più frequentate.

Dopo aver esposto a V. Em. ciò che si dice dalle persone savie, di sana dottrina, e pie, stimo superfluo di fare aggiunte sul proposito, perchè sicuramente nulla sfugge alla di lei perspicacia in un affare di tanta importanza. Mi permetterò solo di aggiungere, che qui è sentimento comune, e senza mistero si va dicendo che N. S., secondo il concordato, dieci giorni dopo che gli antichi vescovi han ricevuto il breve esortatorio a dimettersi, non può a meno di non procedere a dichiarare vacanti le loro rispettive chiese, o i vescovi si siano dimessi, o abbiano dichiarato di non dimettersi, o se vero [abbiano] dimandata sotto mendicati pretesti una dilazione.

Il Santo Padre prenderà quell' espediente che crederà e conveniente ed adattato alle circostanze, nè io, per le cognizioni che ho in seguito di quanto propalasi, e per parte del governo che assolutamente vuole essere in grado di nominare, e per parte dei censori e fautori medesimi dei vescovi ricusanti, altro oserò dire, se non parermi che N. S., rispondendo ai vescovi ricusanti con un breve, faccia di tutto, colla dolcezza che è naturale al suo carattere, per fare loro sentire che la necessità di cui il Santo Padre fece parola nel suo breve esortatorio, non riguardava se non se il preciso bisogno di richiedere ai vescovi un sacrificio, senza del quale non si sarebbe potuto, in vista delle circostanze, eseguire il piano del ristabilimento della cattolica religione in Francia; che sarebbe troppo ingiurioso il sospettare che S. S. avesse agito per una positiva coazione, o si fosse indotto a chiedere cosa illecita, o contraria al bene della religione; che non potendo il Santo Padre dimenticare gli obblighi che porta seco la sollecitudine di tutte le chiese, debbono i vescovi essere persuasi avere egli avuto in vista, per quanto lo permetteva l' infelice condizione de' tempi, i vantaggi della chiesa gallicana; e che rimanendo per tal guisa dileguati tutti i timori che i vescovi renuenti avevano concepito, tiene per fermo S. S. che essi siano per dare senza ulterior ritardo le loro dimissioni, e in tal fiducia, riguardandole fin dal momento come già date, non si astiene dal procedere a dichiarare vacanti le loro rispettive sedi.

Scritto fin qui, mi giunge il vmo suo dispaccio in data dei 7¹. Sarò brevissimo nel replicare al medesimo per ciò che spetta al contenuto del foglio a colonna, sì per la strettezza del tempo, sì perchè agli oggetti nel medesimo contemplati, prescindendo dall' affare ben disgustoso dell' arcivescovato di Napoli, mi trovo già di avere completamente replicato, in parte con questa stessa, ed in parte colle precedenti ; il cui ritardo credo debba attribuirsi alle eccessive piogge. Di fatto il primo dei dispacci che ho avuto l' onore di annunziare colle lettere di oggi, non giunse a mie mani che nel giorno 22 corrente, quando avrebbe dovuto arrivare molto prima, perchè portante la data dei 31 ottobre.

L' arcivescovo di Parigi risponde al breve di N. S. con lettera che io qui compiego ; ed alla medesima unisco copia della lettera di esso prelato a Mgor Spina².

¹ Pièce n° 962.

² Le caractère faible et irrésolu de Mgr de Juigné, qui ne s'était que trop montré dans la question de la promesse de fidélité (Cf. t. I, p. 100, note 1), se trouvait mis à une épreuve beaucoup plus embarrassante par la demande de démission ; car le gouvernement consulaire et le parti royaliste devaient également rechercher l'adhésion du prélat qui, de fait, était placé à la tête de l'ancien évêché français. Déjà, à la fin de septembre, le bref « Tam multa » lui avait été envoyé officieusement par Mgr Spina (Cf. p. 107), par l'intermédiaire de l'abbé de Dampierre, l'un des vic. généraux de Paris. Comme sa réponse tardait à arriver et qu'on craignait de le voir circonvenu par les évêques non-démissionnaires, on avait fait partir secrètement le 7 novembre, pour Augsbourg, le curé de S. Sulpice (pièce n° 1006). Depuis cette mission, les nouvelles arrivées à Paris sur les dispositions de Mgr de Juigné semblaient satisfaisantes. « Je vois en ce moment, écrivait le 25 novembre M. Emery, un abbé de La Myre Mory, qui a vu le 7 novembre M. l'archev. de Paris. Ce prélat n'avait pas reçu la lettre du Pape (nous savons qu'il l'a reçue le 8). Il a témoigné à l'abbé de La Myre qu'il était déterminé à donner sa démission, et en grande connaissance de cause, car on lui avait envoyé tous les mémoires et observations des opposants. » Enfin le 28 novembre on avait reçu à Paris la lettre que l'archevêque adressait au Pape sous la date du 11 novembre. Cette pièce n'était pas très concluante, et elle était accompagnée d'une lettre écrite le 13 novembre à Spina, où Mgr de Juigné trahissait une hésitation semblable « ... Que de motifs, disait-il, pour me conformer aux désirs et à la volonté du Souverain Pontife ! ... Cependant, comme je suis informé qu'un nombre de mes collègues se proposent de mettre sous les yeux de S. S. des observations, qu'on dit être de la plus grande importance..., il me semble que la prudence chrétienne m'impose l'obligation de me procurer la connaissance de leurs réflexions, avant que d'adresser au Pape la lettre que vous me

P.-S. — Si riceve da Augusta sotto la data dei 18, una lettera di persona savia, colà mandata per persuadere l'arcivescovo di Parigi ¹. La medesima dice, che mgor arcivescovo si è determinato a dimettersi, e che con lettera a me diretta, lo dichiarerà, pregandomi a non spedire la sua lettera a N. S. Onde col prossimo corriere ho lusinga di poter dar conto a V. Em. legalmente del risultato.

(Cultes, Arch. de Caprara).

1031. — Caprara à Consalvi.

(n° 30)

Parigi, 29 novembre 1801.

Molto prima del momento, in cui io intraprendo a rispondere alla vma sua in piano dei 4 corrente, giuntami solo la sera dei 23, l'Em. V. avrà ricevuta varie mie lettere, niuna delle quali, dopo quelle di n° 1 e 2, poteva esser giunta a sue mani, poichè la mia di n° 3 era datata dei 17 ottobre.

In seguito della notizia che V. Em. mi porge, che tanto il vescovo di Saint-Flour, come di Fréjus erano determinati a trasmettere la loro dimissione, io mi son fatto un pensiero di farlo conoscere a chi, fra i membri del governo, prende parte a simili rinunzie ², come mi faccio un impegno di partecipargliele, tutte le volte che legalmente io so che qualche vescovo siasi dimesso.

In questa circostanza non ho omesso, anche dando a leggere lo stesso di lei citato dispaccio in piano, di fare rilevare, e quanto il Santo Padre confidi nella saviezza e rettitudine del Primo Console rispetto alla scelta dei vescovi da nominarsi alle nuove

proposer de lui écrire, et que je ne manquerai de vous envoyer, Mgr. Je mets beaucoup de prix à ce qu'elle passe par les mains de V. E. J'ose croire, Mgr, que S. S. la recevra avec bonté, cette lettre, et avec indulgence; et je suis persuadé que ce grand pontife, aussi judicieux et aussi juste, ne regardera pas comme résistant à sa volonté un évêque, qui a le plus ardent désir de lui prouver son respectueux dévouement et sa confiance filiale, et qui a besoin de quelques jours au-delà du court terme qu'il a fixé, pour se décider absolument sur une démarche qui intéresse sa conscience... » — Malgré ces réticences, on a vu que le Moniteur du 29 annonçait la démission de l'archev. de Paris.

¹ C'était évidemment une lettre de l'abbé de Pancemont, qui était arrivé la veille à Augsbourg.

² Voir p. 417.

chiese, ed insieme il diritto che egli ha, che in tal guisa siano smentite le calunnie inventate a danno tanto del Santo Padre, quanto dello stesso Primo Console, quasi ch'è fosse capace di usare una violenza.

Mi sono esteso di più, ed ho detto che nè religiosamente, nè politicamente si può prescindere il governo francese dal nominare ai vescovati soggetti che abbiano delle taccie, e molto più taccie rimarcate e pubbliche. Non religiosamente, perchè questo sarebbe un mancare ai primi fondamenti della fabbrica, la quale si vuole ristabilire, e che assolutamente non può uno dispensarsi nella di lei erezione dalle tracce medesime, che ci ha date la divina Scrittura. Non politicamente, poichè se nell'atto, che si pubblica a tutto il mondo, di volere restituire alla Francia la religione cattolica, non si adottano che principi, o contrari alle disposizioni ecclesiastiche, o proscritti dalle medesime, il malcontento e lo scisma, anzi ch'è cessare, verrebbe di nuovo a sollevarsi. E sollevandosi di nuovo, tutta la gioia ed esultanza, che han dimostrata i popoli nell'intendere la conclusione di un concordato religioso fra la Santa Sede e la Francia, andrebbe a convertirsi per lo meno in un profondo pianto, per non dire in una tragedia funesta.

Per impedire tutto questo, mi sono permesso di dire chiaramente il mezzo sicuro essere di abbandonare ogni idea di costituire nelle nuove sedi gli intrusi; che il farlo non può essere nè della dignità, nè della saviezza del Primo Console, il quale se si è guadagnato un serto di vera gloria nell'intraprendere a ristabilire la religione cattolica in Francia, la oscurerebbe affatto col nominare gli intrusi, i quali, anche nel momento in cui i popoli riguardavano come oracoli le determinazioni di chi in passato comandava, mai ne hanno esatto rispetto nè stima presso i popoli; prerogative e qualità necessarie in un pastore, che, particolarmente in tempi di tal natura, non solo deve pascolare il gregge colle parole, ma edificarlo coll'esempio. Ho detto anche di più, che siccome i nemici della religione si sono serviti dei vescovi costituzionali, per rovinare dai fondamenti la religione medesima (e tale realmente è la persuasione in cui sono le persone di solo buon senso), così ognuno direbbe, nel sentire nominati vescovi intrusi, o che il Primo Console non vuole ristabilita la

religione, o che tuttora trionfano i nemici della religione medesima ; onde finalmente, finchè dura il loro trionfo, non è sperabile di godere quella tranquillità, cui ognuno da tanto tempo aspira.

Ciò che io ho tracciato, non è che un abbozzo del discorso, che ho tenuto, e che, alla prima congiuntura che mi procurerò all' opportunità di una privata udienza, ripeterò coraggiosamente allo stesso Primo Console, non senza fargli ancora riflettere in quale stato ha trovato la Francia prima dell' epoca del 18 fruttidoro ¹, ed osservare insiemi da chi, e per la cui opera o cooperazione, era la Francia tutta ridotta a non più conoscersi ².

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

1032. — Bulletin de Paris.

(arrivé à Londres le 28 novembre 1801).³

Le concordat va lentement. On n'est point encore d'accord sur le salaire à fixer pour le clergé. Le prendra-t-on sur les sols additionnels, où rétablira-t-on la dîme ? Telles sont les questions qui ont été agitées dix fois au Conseil d'État, et sur lesquelles on n'a encore rien décidé ⁴. Les autorités constituées mettent beau-

¹ Sic. Il faut sans doute lire « 18 brumaire. »

² Theiner a traduit en partie cette pièce (t. I, p. 375).

³ Cette correspondance est une de celles qui étaient communiquées au gouvernement anglais par les agents du comte d'Artois. De pareils bulletins, où le faux est trop souvent mêlé au vrai, viennent de la même inspiration, et probablement de la même main, que ceux insérés par Peltier dans son « Paris » (Voir dans le t. XXXIII, le n° du 31 octobre, p. 427, et le n° du 16 novembre, p. 563 ; dans le t. XXXIV, le n° du 30 novembre, p. 403 ; le n° du 31 décembre, p. 333, etc.).

⁴ Dans une correspondance antérieure, arrivée à Londres le 29 octobre, on lisait : « Dans la dernière séance du Conseil d'État, Bonaparte a exprimé plus fortement que jamais son projet de faire dominer le culte catholique en France. Il s'est écrié, dans un moment d'enthousiasme vrai ou faux : Je suis né catholique, apostolique et romain ! Il a fini par dire à l'opposition, qu'il consulterait le peuple, pour savoir s'il aimait mieux salarier le clergé, que de salarier des assemblées délibérantes qui ne servaient à rien... » (Cf. Peltier, Paris, t. XXXIII, p. 427). — Quelle que soit la réserve avec laquelle on doit accueillir ces anecdotes, il est certain que la question du salaire du clergé avait été agitée au Conseil d'État, au moins à propos du projet sur la suppression des établissements religieux dans les quatre départements de la rive gauche du Rhin (Cf. p. 205). Il est vraisemblable en outre, que dans cette occasion, comme dans les discussions incidentes qui avaient dû s'élever sur ce même salaire, notamment quand il avait été question des centimes additionnels pour l'an X, le P. Consul n'avait guère trouvé d'approbateurs parmi ses conseillers.

coup de froideur dans les opérations relatives au rétablissement du culte. Les philosophes font tous leurs efforts pour que les baïonnettes ne deviennent point catholiques, et l'esprit de l'armée n'est pas en général favorable au projet de Bonaparte. On a demandé aux préfets des listes de candidats pour les cures, mais ils n'ont presque tous envoyé que des noms de prêtres constitutionnels ; on ne sait pas même où prendre des évêques. les listes étant peu nombreuses. C'est une première victoire que les philosophes ont remportée sur Bonaparte. Portalis espère que les règlements préliminaires pour l'administration du culte seront achevés pour le 1^{er} janvier...

Les évêques constitutionnels qui ont donné leur démission continuent d'officier à Notre-Dame, avec tout l'appareil qui est en leur pouvoir. Portalis en est toujours à la nomination de ses bureaux , et l'augmentation de son traitement est encore la seule chose réelle de son ministère.

Le cardinal Caprara déploie ici un appareil très mesquin, et fait une très petite figure. Les généraux qui le voient, le traitent fort lestement et lui donnent quelquefois le titre de « citoyen Légat »... On a fait tout ce qu'on a pu dans le faubourg Saint-Germain pour lui former une cour de dévotes : mais elle est encore peu nombreuse...

Les membres de l'Institut sont plus que jamais enragés contre Dieu. Ils ont voulu chasser de leur corps le pauvre Bernardin de Saint-Pierre, qui a établi tant bien que mal l'existence de la divinité, dans un discours qu'il a lu dans une de leurs dernières séances.

Il n'est plus question aujourd'hui de déclarer la religion catholique religion nationale, mais seulement la religion de la majorité du peuple français. On a proposé aux protestants de salarier leurs ministres ; on l'a proposé aussi aux juifs, qui l'ont refusé.

Plusieurs assemblées ont été tenues par les philosophes par rapport au plan d'organisation du nouveau clergé. Le résultat de ces assemblées est qu'il fallait laisser aller le Consul, dans la ferme persuasion, où sont ces messieurs, qu'il échouera dans son entreprise ; et que, dans le cas de succès, il ne pourra jamais réta-

blir qu'un corps de pasteurs avilis, qui entraîneront la religion elle-même dans le mépris général dont ils seront couverts¹.

..Les évêques démissionnaires sont hautement blâmés. L'esprit très révolutionnaire des archevêques d'Aix et de Bordeaux est très malignement exagéré, jusque dans la société des nombreux parents du premier...

Bonaparte s'exprime tous les jours sur la religion avec une sorte de mépris, et il persiste à vouloir la rétablir. Il est dans un étrange embarras : il craint de passer pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire pour un athée aux yeux du peuple, et de passer pour un capucin dans son gouvernement. Il a plus besoin que jamais d'avoir deux visages.

(Record Office ; *Domestic papers*).

1033. — Ph. Cobenzl à Colloredo

(P. S. n° 14.)

Paris, 30 novembre 1804

M'étant trouvé dernièrement en particulier avec Caprara, je voulais voir si l'espoir, dont le cardinal Consalvi se berce², a

¹ « ... Il circule que Bonaparte a pris avec le Pape l'engagement de professer publiquement la religion catholique. Les philosophes s'apprentent beaucoup à rire de le voir aller à la messe... Depuis qu'on a répandu dans le public que le zélé sectateur des principes de l'Institut et le prince orateur du Grand Prophète s'était engagé d'aller à la messe, le peuple dit hautement partout que lorsqu'il verra cette ridicule momerie, il ne fréquentera plus les églises. Dans son gros bon sens, aussi juste que droit, il conclut de ce que l'on débite à cet égard, que les agents du Pape et les prêtres ne croient sans doute pas à leur religion, puisqu'ils se contentent si facilement des grimaces d'un homme qu'ils savent bien évidemment ne croire pas en Dieu... Ce sera bien autre chose dans les campagnes, où tout bon observateur a dû remarquer que ce n'a jamais été qu'au grand détriment de la religion, que des administrateurs trop faciles ont replacé dans le sein de l'Eglise ces prêtres prévaricateurs, qu'on a vus se rétracter par douzaines dans des circonstances où leur intérêt purement temporel les guidait visiblement... On a vu des philosophes de grand sens, qui se promettent avec raison des jongleries futures de Bonaparte et de toute sa cour, beaucoup plus de succès que du renversement des temples, de la profanation des choses saintes, etc. » (Extrait d'une corresp. envoyée de Paris à Londres le 10 août par M. Merry).

² M. de Cobenzl venait probablement de recevoir de Vienne quelques avis, sur la dépêche où Consalvi avait fait confidence aux nonces des espérances du S. Siège sur les Légations (pièce n° 947).

quelque fondement. Je lui dis en conséquence, que quelqu'un de nos amis communs m'avait confié une chose qui me ferait grand plaisir, et pour la chose même, et parce que lui, Caprara, en aurait tout le mérite. — « Et quoi ? » me dit-il. — « Que l'étendue de la Cisalpine sera un peu diminuée en faveur des restitutions trop justes à faire au Saint-Père. » — « Ah ! me répliqua-t-il, ces choses-là, je ne les crois que quand elles sont faites. » — Je continuai à raisonner sur cette matière ; sur ce qu'un tel arrangement nous conviendrait beaucoup ; sur ce que cela lui ferait grand honneur, à lui Caprara, de réussir dans une telle négociation : mais je ne pus jamais en tirer autre chose, sinon qu'il savait bien qu'on s'en flatte, mais que lui n'y croyait pas. Il ne m'avoua pas d'être chargé de quelque commission à ce sujet, quoique je croie bien qu'il l'est ; mais je ne puis me persuader que Spina se rende pour cela à Amiens, vu qu'étant venu prendre congé de moi pour partir en peu de jours, il me dit bien positivement qu'il allait en droiture à Rome, en prenant d'ici sur Nice, où il compte s'embarquer pour éviter le Mont-Cenis ; ce qui me fut aussi confirmé par Caprara.

Dans cette conversation avec le cardinal légat, je lui dis entr'autres, que s'il était assez heureux pour réussir à récupérer quelque chose pour le Pape, je me flattais qu'il ne le serait pas moins, en secondant mes réclamations pour la conservation des électeurs ecclésiastiques. Je lui fis, à cette occasion, confidence du sacrifice que l'archiduc était prêt à faire. Caprara, en applaudissant beaucoup à ce procédé de S. A. Royale et de Sa Majesté, me dit qu'il croyait qu'on n'insisterait pas ici sur la suppression des électors, quand on prouverait qu'elle n'est pas nécessaire pour effectuer les indemnités stipulées.

(P. S. n° xxviii).

Il n'est plus douteux à présent, que Bonaparte partira vers la mi-décembre pour Lyon, où on attend jusqu'à cinq cents notables cisalpins, supposé qu'ils puissent y arriver dans cette saison rigide. Marescalchi et Melzi y vont également ; et bien des gens croient encore qu'il n'est pas impossible que la première magistrature de la Cisalpine tombe en partage au dernier, dont le

choix serait plus agréable à la nation que celui de Lucien, que Napoléon veut cependant éloigner d'ici¹, de même que plusieurs généraux, ses anciens compagnons d'armes, dont il n'a pas lieu d'être content. Ainsi on dit à présent que Masséna va comme ambassadeur à Constantinople, Saint-Cyr à Madrid, Lannes à Lisbonne²...

(Annexe au P. S. n° xx).

Le Corps législatif vient d'ouvrir ses séances. Les feuilles publiques ont déjà annoncé plusieurs objets sur lesquels le gouvernement présentera des projets de loi. Les affaires ecclésiasti-

¹ Cf. t. III, p. 480. — Lucien était revenu à Paris le 14 novembre, très irrité des reproches qu'il avait essayés pour sa diplomatie indépendante et maladroite en Espagne. Rœderer nous a conservé le curieux récit d'une conversation, du 13 décembre, où Lucien, qui se rangeait dès lors parmi les insoumis, parla d'une scène qu'il venait d'avoir avec le P. Consul, du refus qu'il avait fait de la présidence de la Cisalpine, etc. (*Mém.*, t. III, p. 330. Cf. Peltier, *Paris*, t. XXXIV, p. 337).

² « L'envoi du gén. Lannes en Portugal... est une disgrâce qu'il s'est attirée en tenant contre le général Leclerc, beau-frère du P. Consul, les propos les plus forts. C'est avec Bonaparte lui-même qu'il a eu une prise très chaude à ce sujet, prétendant qu'il était honteux au gouvernement d'avoir donné à Leclerc la mission importante de S. Domingue. Le lendemain de cette scène, le Consul a ôté à Lannes le commandement de la garde, et l'a confié à quatre officiers généraux, ainsi que vous le verrez par un arrêté inséré dans les papiers d'aujourd'hui » (dép. de Stapfer, du 19 novembre). — Lannes avait été nommé, le 14 novembre, ministre en Portugal. Il parut d'abord se résigner ; mais le 27 il venait de renvoyer les instructions qu'il avait déjà reçues, en déclarant à Talleyrand que par raison de santé il ne pouvait se rendre à Lisbonne. Il a fallu l'intervention de Cambacérès, le 12 décembre, pour le ramener à des idées de conciliation : il ne devait, toutefois, quitter Paris que le 8 février suivant. Au fond cette brouillerie, dont Augereau s'était mêlé, était passagère et sans gravité ; mais elle s'était ébruitée, et en défrayant la malveillance (voir *Corr. de Talleyrand*, p. 13 ; et Thiers, t. III, p. 326) elle rappelait l'attention sur le mécontentement avoué ou présumé de plusieurs autres généraux. Dans ce nombre, Cobenzl place St-Cyr, qui était nommé, depuis le 30 octobre, ambassadeur à Madrid en remplacement de Lucien (Monit. du 2 novemb.) ; et Masséna, qui ne pouvait oublier comment il avait été destitué du commandement de l'armée d'Italie (Cf. t. I, p. 67, note 1). Il fallait surtout citer Macdonald, éloigné intentionnellement de France sous prétexte de missions diplomatiques, et plus encore Moreau, qui devenant par degrés le rival de Bonaparte (Cf. Jackson, *Diaries* t. I, p. 36, 46, etc. ; Miot de Melito, *Mém.* t. II, p. 61), faisait déjà les premiers pas sur la pente qui devait l'entraîner en 1804 dans le complot de Georges Cadoudal.

ques seront du nombre ; et comme on n'en a plus parlé depuis quelque temps, et que tous les rapports concernant les cultes sont renvoyés par Portalis au ministre Fouché, on a conclu de là que le Premier Consul semble avoir abandonné la cause des religions, et que dans le courant de frimaire il ne devra plus en être question.

Le Conseil d'Etat a voulu que le Corps législatif, au commencement de sa session, trouvât les choses dans le même état qu'avant tous les projets de loi ; et c'est la raison pour laquelle Portalis, prêt à remplir ses fonctions, ne les a point encore saisies, ou que plutôt il les a abandonnées pour quelques jours ¹.

Les théophilantropes ont présenté au Premier Consul une pétition dans laquelle, en vertu de la liberté de conscience, ils prouvent le droit qu'ils ont d'exercer leur culte en payant un local, où, sous l'inspection de la police, il leur doit être loisible de se réunir. Portalis les a renvoyés au ministre Fouché, qui leur a répondu qu'on allait s'occuper d'eux, et que si on leur avait interdit les temples catholiques, c'est que cette espèce d'asile devait être consacrée aux cérémonies d'un seul et même culte. Cette réponse, au moins évasive², a rassuré la secte, dont les membres ne s'assemblent que pour se tâter, se connaître, et se pénétrer des serments et de la persévérance dûe aux résolutions énergiques, qui caractérisent le grand courage des vrais frères et amis...

(Arch. de Vienne.)

1034. — Portalis au P. Consul

Paris, 13 frimaire an X (4 décembre 1801).

Nous ne pouvons plus nous étonner de n'avoir pas encore

¹ Pour rester dans la vérité, il faudrait se borner à dire que Portalis avait dû consacrer une partie de son temps à la première loi du Code civil, dont il était le rapporteur.

² Le 20 ventôse (12 mars 1802), les théophilantropes ont publié une brochure « Sur l'interdiction du culte de la religion naturelle, etc. », où ils constatent (p. 2) qu'ils « n'ont pu obtenir acte d'une déclaration, qu'ils ont faite, de l'intention où ils étaient de continuer l'exercice de leur culte dans un local qu'ils se proposaient de louer. Toutes leurs réclamations à cet égard, qu'ils ont faites avec la modération que leur commandent leurs principes, ont été inutiles. » — Cf. Thibaudau, *Mém. sur le Consulat*, p. 161.

reçu réponse de la cour de Rome. Je vois par une lettre du cardinal Consalvi au cit. Bernier¹, que le 14 novembre notre courrier n'était point encore arrivé. Les terribles inondations qui ont affligé l'Italie sont cause de ce retard. Le ministre de France à Rome n'avait également rien reçu. Il m'est évident, par les notions qui me parviennent, que l'envoi du bref de circonscription sera la réponse à notre note.

J'ai l'honneur de vous faire passer, cit. Premier Consul, la copie d'un bref du Pape aux évêques qui ont donné leurs démissions, et la copie d'une lettre écrite de la propre main de Sa Sainteté aux évêques qui la refusent². Le Pape témoigne aux uns sa satisfaction, et aux autres son mécontentement. Il annonce à ces derniers que leur refus est inutile, et ne peut arrêter les mesures que le bien de la religion rend nécessaires.

P. S. — Les deux pièces jointes auront, j'espère, l'effet de ramener les évêques qui résistent encore. Je ne crois pas qu'il faille les rendre publiques avant que le gouvernement puisse publier le corps entier des opérations.

(Cultes.)

1035. — Caprara à Consalvi

(n° 32)

Parigi, 5 decembre 1801.

Così avessi io avuto la fortuna o di riuscire, o di guadagnare qualche cosa sull' articolo intrusi, come ho avuto quella di prevenire le santissime intenzioni del Santo Padre, e i savissimi riflessi che V. Em. mi affaccia con sua vma a colonna degli 11 dello scorso novembre³. V. Em. non ignora quanto io dissi sul proposito al Primo Console nella mia prima udienza. Sa pure che nella seconda, dimandata da me medesimo, toccai tutti i tasti possibill; e dalle lettere che io spedii per il corriere Felice Poma-

¹ Cette pièce, qui n'a pas été retrouvée, a été écrite par Consalvi avant l'arrivée à Rome des lettres de Bernier des 3 et 4 novembre (pièces n° 984).

² Portalis venait de recevoir, avec la lettre de Cacault du 14 novembre (pièce n° 967), le bref « Novum ac luculentum » et le bref adressé le 11 novembre à l'archev. de Narbonne (p. 243 et 246). Ce sont ces mêmes brefs que Portalis désigne de nouveau dans son P. S.

³ Voir la pièce n° 966.

roli in data dei 4 novembre, deve aver rilevato il risultato delle inutili mie premure. I susseguenti miei dispacci poi han fatto conoscere (e precisamente la lettera di n° 30 in data dei 29 novembre), che l'unico mio affanno e rispettivo pensiero si aggirava nel persuadere chiunque ci è contrario, della necessità positiva che ha il governo francese di preterire affatto gli intrusi, all' occasione delle nomine ai nuovi vescovati. Dichiarai in essa lettera a V. Em., che ero disposto di tenere col Primo Console (in una privata udienza, che mi sarei espressamente procurata) il medesimo linguaggio; e lo avrei assolutamente fatto, se prudenti riflessioni che anderò a narrargli, non mi consigliassero diversamente.

Io ricevei il citato vmo suo dispaccio con le annesse lettere in piano, una delle quali riguardante l'articolo intrusi, il 1° dicembre corrente, a due ore della notte. Vedutone il contenuto, che non poteva essere più convincente, e risovvenutomi che persona d'intera probità doveva nell' indomani avere udienza dal Primo Console, mi studiai ottenere dalla medesima¹, che si caricasse di dare in mio nome a leggere al Console medesimo la lettera originale, nella ferma risoluzione di far dimandare una privata udienza, dopo che io avessi risaputo quali fossero i sentimenti del Primo Console, in rapporto al contenuto della lettera. Ecco dunque l'istoria genuina di tale affare. La persona da me incaricata, diede la mattina di mercoledì la lettera al Primo Console. Egli la lesse con somma attenzione, e con non leggiera sorpresa; ed anche prima che egli terminasse la lettura, disse: « Io non dichiaro nè di includere nè di escludere intrusi. Tranquillizzate il cardinal legato, ed assicuratelo che si fidi pure di me, che certamente anderò di pieno concerto con lui su questo affare, che tanto gli sta a cuore. »

Senza mancare certamente ai doveri di coscienza per parte mia, sono obbligato a regolare la mia condotta secondo lo stato attuale interno di qui. Se V. Em. si fa presente tutto ciò che in tal proposito le ho riferito come dettomi dal Primo Console, non troverà mai che il medesimo abbia ad un gran pezzo usato espressioni che si accostino a queste. Dalla maniera di esprimersi, egli dà chiaro a conoscere, che ora non vuole palesare la sua

¹ Il doit s'agir de Bernier, en qui le Légat avait déjà une grande confiance.

volontà e decisione. Io torno a ripetere, nè voglio, nè son solito veder color di rosa ; ma dopo queste promesse, e dopo altresì che da qualche tempo gli stessi fautori degli intrusi non mostransi tanto impegnati come in passato, o si limitano a dire che alcuni pochi per altro non sono di cattiva tempra, io non crederei prudente l'attaccare così presto di fronte il Primo Console, il quale, o s'indispettirebbe, quasi chè io diffidassi di ciò che egli mi ha fatto dire, o tutto al più a parole tronche mi ripeterebbe le stesse espressioni, che adoprerò colla persona che portogli a leggere la lettera. A norma pertanto di quanto io vedo oggi, sosponderò di dimandare udienza, ed unicamente la rechercherò se, o sopravverrà qualche nuovo di lei comando, o se vero si sapessi di certo che il Primo Console partisse per la Dieta cisalpina di Lione ; lo che a tutt'oggi è ancora indeciso, quantunque già da gran tempo, come V. Em. conosce, esso avesse dichiarato di volervi assolutamente intervenire. Può darsi anche che io mi determini a ricercare l'udienza, per eseguire gli altri diversi comandi somministratimi da V. Em.; nè ingenuamente ne sono alieno ; ma nel caso farò sentire prudentemente al Primo Console, che rapporto agli intrusi riposo sulle speranze, che in suo nome mi sono state date, e che lo scopo d'incomodarlo ha tutt'altra sorgente che questa.

Prima di procedere con V. Em. ad altro oggetto, debbo prevenirla che il Primo Console, nell'atto di dire quanto sopra ho riferito, si esprime che assolutamente attendeva con impazienza la bolla in forma commessaria al cardinal legato per la nuova circoscrizione delle diocesi. Aggiungo di più, che colla lettera mentovata ha veduto la copia della lettera che scrivesse da N. S. all'arcivescovo di Narbonne. La medesima gli ha fatto particolare impressione, poichè ha chiesto di averne copia, che gli è stata data.

Rispetto alle tre Legazioni, e compensi su Avignone e Carpentrasso, troppo altre volte ho dovuto annoiare V. Em.; quindi non farò che rimettermi a quanto nelle diverse mie precedenti ho avuto l'onore di significarle. Altrettanto sarà contenta che io faccia in ordine alla missione in Amiens di Mgor Spina ¹, ove

¹ Sur une demande de Caprara, du 24 novemb., Talleyrand avait envoyé un passeport à Spina et à Caselli; et, le 5 décemb., il avait annoncé leur voyage

sicuramente non si avrà questione alcuna del continente, e precisamente di una parte almeno dell' Italia, come antecedentemente le ho riferito, per averlo inteso dalla bocca stessa di Lord Cornwallis. Il sistema nuovo da darsi al Piemonte e ad una parte dell' Italia V. Em. conosce già fra chi e da chi sarà trattato, dalla mia a colonna di n° [19].

L'affare, su di cui dalla corte di Firenze sono stati richiesti uffizi alla Santità di N. S. presso il Primo Console, come l'Em. V. saviamente avverte, è della ultimissima delicatezza. Io mi farò un dovere di eseguire i sovrani comandi, in modo che non possa essersi compromesso in conto alcuno. Anzi sul proposito dirò, che io stesso (senza però che mi si manifestasse la cosa se non *in nube*) ero stato richiesto dal ministro Mozzi di cooperare ai vantaggi di suo sovrano; al che io ho risposto obbligantemente sì; ma in maniera da far sentire che non era per me così facile l'interloquire direttamente sull' affare, e che anche avendone l'intenzione, poteva darsi il caso che non avessi agio da intavolare un analogo discorso. Dirò anche di più coerentemente a ciò, vale a dire, che il più probabile è che Lucca rimanga repubblica; che credo alquanto esagerato che la Liguria faccia istanza perchè al re di Etruria sia dato Massa e Carrara. Queste due provincie qui almeno si giudica che le chieda per sè medesima, e che tutto al più sarebbe contenta che si unissero all' Etruria, qualora quella cedesse a lei la Lunigiana con i monti Apuani.

Vorrei potere prevenire, com' ella riflette, i desideri del Santo Padre rispetto alla villa Medici, se questo anzi, unito all' altro affare della memoria sulle forniture, che io passai al Primo Console li 12 novembre, che in copia trasmessi a V. Em. li 13, è l'oggetto che mi fa non essere alieno dal dimandare un' udienza. Ma non saprei pronosticarne l'esito nel senso di acquisto per parte nostra. O riesce di persuadere il Console, che non piacendo la località dell' accademia potesse glisi dal Santo Padre trovare un sito più adattato, e la proposizione può anzi accettarsi con contrassegni di gratitudine, tanto più che può farsi rilevare che

aux préfets de la Drôme, du Var, des Bouches-du-Rhône et des Alpes Maritimes. De son côté, Portalis préparait pour Spina plusieurs lettres de recommandation. Les deux prélats allaient partir pour Valence le 9 décembre (Diarium le ationis).

la vicinanza dell' immunità spagnola potrebbe esser gradita; o realmente questa è cosa già concertata, ed è impossibile di frastornarla. Comunque sia però, io mi proverò, e procurerò di impiegarmici quanto posso, riservandomi a dargliene riscontro a tempo opportuno...

È stata qui pubblicata colle stampe la lettera con cui il vescovo di Troyes annunzia alla sua diocesi la dimissione, che ha data della sua chiesa nelle mani del Santo Padre. La lettera è degna di quel vescovo; ed io, siccome l'ho ricevuta di commissione del medesimo per mano del di lui fratello, mi sono creduto un dovere di scrivere al prelato dimorante in Londra una lettera di ringraziamento, nella quale altresì ho procurato di dare quel risalto, che merita l'obbedienza prestata alla voce del capo della Chiesa ¹.

Era scritto fin qui, quando è giunto il vmo di lei dispaccio dei 14 corrente, ed in seguela di questo mi asterrò anche dal pensar più all'ufficio richiesto dalla corte di Toscana.

Qualunque sia per essere la risposta che possa darsi dalla corte di Napoli, V. Em. ha agito da suo pari nel dare corso alla indicatami nota ministeriale. Su tal proposito ebbi già l'onore d'informare V. Em. come pensi il Primo Console. Sussiste quanto il generale Acton dice rispetto alla fattagli offerta, ma prima che Bonaparte fosse alla testa del governo.

Rispetto agli intrusi, non interloquirò ulteriormente per oggi, assicurando unicamente l'Em. V., che io studio sempre di mettere insieme nuovi materiali (una gran porzione dei quali V. Em. mi somministra colla susseguente vma sua in piano dei 14 novembre) per colmare, come suol dirsi, la misura; e che vedo e sento bene che per liberarci da ogni taccia, ed imbarazzi e presenti e futuri, non altro dobbiamo desiderare se non che si dimentichi, se è possibile, l'esistenza dei medesimi.

La vera attuale situazione degli affari di Malta, già da me è stata descritta con mia dei 29 novembre; come altresì è stata ragguagliata l'Em. V. del modo, in cui il Primo Console ha parlato sul decreto pubblicato da N. S. in ordine ai beni nazionali.

¹ Voir p. 103, note 1. — La lettre de Caprara à l'év. de Troyes, est du 1^{er} décembre.

Il noto Cavagnari, Piacentino, dopo avermi annoiato del tenore che io referii a V. Em. con mia dei 22 dello scorso, mi ha scritto [una] lunga lettera...

In poscritto dell' ultimo mio dispaccio, cui era annessa la lettera per N. S. dell' arcivescovo di Parigi, insieme colla copia di altra scritta a Mgor Spina, annunziai a V. Em., che col corso odierno, dopo le notizie ricevute posteriormente alla data della lettera dell' arcivescovo, speravo di darle il risultato di questo affare. V. Em. lo trova qui, benchè in modo singolare, nella lettera originale del prelado nominato¹, cui io ho risposto nei termini che osserverà dal foglio annesso, trasmettendogli copia della lettera che N. S. ha diretta a Mgor arcivescovo di Narbonne; affinché la faccia conoscere ai vescovi, che o si trovano seco, o che stanno nelle vicinanze di Augusta².

L'ambasciatore di Spagna per il congresso di Amiens non è

¹ Le billet adressé [le 18 novemb.] au Légat par l'archevêque était en effet assez singulier. « Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire, il y a trois jours, à M. l'archev. de Corinthe, qu'il a sûrement communiquée ou qu'il communiquera à V. Em., ainsi que celle que j'ai pris la liberté d'écrire et qui y est jointe, je viens de voir M. le curé de S. Sulpice, arrivé hier dans cette ville, et, d'après la conversation que j'ai eue avec lui, je crois devoir mander à V. Em. que, s'il est sûr que le Pape persistera à demander ma démission, quelles que soient les représentations et observations que lui feront ou que lui ont faites mes collègues, elle est la maîtresse de regarder ma lettre au Pape comme une démission. » — C'est à ce billet que l'abbé Emery a fait allusion, quand il a mandé le 3 décemb. à M. de Bausset : « La démission réelle de M. l'archev. de Paris a été un problème... Mais M. Bernier, à qui j'ai écrit, m'a assuré qu'il avait la démission entre les mains au moment où il me répondait. Cette démission a été apportée par M. le curé de S. Sulpice, qu'on avait envoyé à Augsbourg. »

² Cette pièce, datée du 3 décemb., paraît avoir été rédigée par Bernier. Elle est ainsi conçue : « J'ai reçu avec la plus vive satisfaction votre lettre, des mains de M. le curé de S. Sulpice. Je la ferai parvenir sur le champ au Souv. Pontife. Elle me prouve, Mgr, combien vous étiez digne de l'épiscopat, puisque vous ne balancez pas à en faire le sacrifice au bien de la religion. C'est en son nom que je vous demande, Mgr, d'employer tous vos moyens de zèle et de persuasion auprès de MM. vos confrères, pour les déterminer à suivre l'exemple de foi et de générosité que vous venez de leur donner, en leur communiquant la lettre ci-jointe que S. S. vient d'écrire à Mgr l'archev. de Narbonne. Ils ont tous si bien mérité de l'Eglise pendant les orages de la Révolution, qu'ils ne refuseront pas de se couvrir de gloire, par le sacrifice qu'ils feront de leurs sièges au rétablissement de la religion et à la conservation de l'unité catholique en France. »

giunto. Benchè la ratifica della pace paia così dovere essere senza concorso di detta potenza, conseguentemente che dovrebbe riguardarsi, tra l'Inghilterra e la già detta, una continuazione di guerra, nondimeno in verun senso non accaderà.

Si è tornato, come suol dirsi, ai ferri, per dare uno stabilimento al gran duca Ferdinando di Toscana. Questo sarà in Italia, cioè Venezia, Padova, Verona, Vicenza, e secondo qui sino al Tagliamento. Si offre un compenso alla corte di Vienna nell'Impero, e come credo Salisburgo. Questo nel momento significa un desiderio di maggiore consistenza alla Repubblica cisalpina.

Quantunque io da qui abbia trasmessi a 35 vescovi, compreso quello di Nizza che trovasi in Torino, i rispettivi brevi, e ciò a richiesta del governo medesimo ¹, tutta volta, dopo quelle che io coi miei precedenti dispacci ho mandato all' Em. V., non ho ricevuto che la risposta dell' Emo di Malines coll'atto di sua rispettiva dimissione, che qui compiego in originale, ed altra del vescovo di Ruremonde, il quale dice che ben volentieri si presta alla fattagli richiesta di dimissione, che mi farà pervenire in breve, e che unicamente differisce, credendo suo dovere, prima di far fuori la dimissione, di renderne inteso il suo capitolo ². Gli altri in genere, o non hanno risposto, o se lo hanno, come sono quelli di Gap e di Chalon-sur-Saone, nulla dicono di

¹ Les 35 évêques dont parle Caprara étaient, outre celui de Nice, ceux de l'ancienne France et des pays annexés qui étaient réfugiés en Allemagne et en Russie, et dont la résidence était connue à Paris. Les exemplaires du bref « Tam multa » qui leur ont été ainsi adressés par Caprara, ont été transmis par Talleyrand (cf. p. 348, note 2) à nos agents diplomatiques en Allemagne (Champagny à Vienne, Bacher à Ratisbonne, Massias à Carlsruhe, Rivals à Cassel, Beurnonville à Berlin: ce dernier a été chargé des brefs pour les deux év. réfugiés en Russie).

² L'archev. de Malines avait reçu la demande de démission, à la fois par le card. Caprara et par un conseiller de la préfecture d'Anvers (cf. pièce n° 1005). Il habitait alors Borken, où il avait dû se retirer au printemps précédent, parce qu'il avait été expulsé d'Emmerich par le gouvernement prussien, sur la plainte du P. Consul. Sa lettre de démission est datée du 20 novembre (Verhaegen, *Le card. de Franckenberg*, p. 398). Elle est mentionnée au Moniteur du 26 décembre avec celle de son suffragant, l'év. de Ruremonde, resté à Emmerich, qui s'était démis le 24 novembre.

concludente, e finiscono con dichiarare che le risposte a N. S. le daranno per mezzo dei rispettivi nunzi ¹.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

1036. — Caprara à Consalvi.

(n° 33)

Parigi, 5 décembre 1801.

Nel modo riportato negli odierni contemporanei miei fogli a colonna, ho fatto palese il contenuto della vma sua in piano in data degli 11 novembre. Trovandomi pertanto di avere in simil guisa compito al mio debito, soddisfarò all' altro con dirle, che ai brevi di N. S. speditimi nello stesso piego, sì per i vescovi dimoranti in Francia, come per quei d'Inghilterra, è stato dato corso nel modo e termini che l'Em. V. rileverà dalla qui annessa memoria, segnata B. A questa dunque mi riporto, nell' atto di supplicarla a volersi occupare delle altre tre memorie a questa compiegate, distinte di C, D, E, e farsi, che quando debbano essere passate alle rispettive congregazioni, si possa dalle medesime riportarne il più presto il conveniente riscontro, per potere almeno in parte soddisfare alle giornalieri ed insistenti premure che si fanno dai postulanti, a da quelli che prendono interesse per essi ².

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

Promemoria (B) sull' amministrazione delle diocesi francesi.

.. Sarebbe superfluo il ripetere qui le ragioni, per cui il cardinal medesimo rispose fin dal principio a qualche vescovo dal quale venne interrogato, che non ostante la dimissione, poteva continuare nello spirituale governo della propria diocesi, finchè subentrasse al possesso di essa un nuovo vescovo cano-

¹ Ces deux prélats et l'év. d'Agen, réfugiés ensemble à Munich, ont signé le 23 novemb. une lettre collective au Pape, en déguisant leur refus sous la demande habituelle de délai (*Rec. sur la démission*, p. 31).

² Dans un billet particulier du même jour, Caprara disait : « ...non si accorda un momento di tranquillità, nè a me, nè ad alcuno del seguito, che per soddisfare alle innumerabili altrui ricerche e premure sono obbligati a stare a tavolino a tutte le ore, sì di giorno che di notte. Io mi raccomando a Dio, perchè li mantenga sani, ma ingenuamente la fatica che durano è improba... »

nicamente istituito, o venisse altrimenti disposto dalla Santa Sede. Ha dovuto in seguito il cardinal legato rimanere sempre più convinto non potersi prescindere da questo sistema, anche per non opporsi apertamente ai principi del clero gallicano; e non esservi luogo a dare ai vicari generali le facoltà per l'amministrazione di quelle diocesi, i di cui vescovi si fossero dimessi.

Osservando quindi che il breve, col quale è piaciuto a N. S. di onorare i vescovi dimettenti¹, nell' ammettere formalmente la loro rinunzia, li dichiara presciolti da ogni vincolo che li univa alle rispettive chiese, e temendo fondatamente il cardinal legato, che trovandosi detti vescovi nella necessità di abbandonare al momento il governo spirituale delle diocesi dimesse, proverebbero per lo meno una grande amarezza, in mezzo al giubilo che loro arrecherebbe la pontificia risposta, ha creduto indispensabile di autorizzarli ad amministrare le antiche loro diocesi, sotto le condizioni espresse di sopra. La traccia tenuta dal cardinale a tale oggetto risulta dalla lettera, in seno della quale ha egli trasmesso a ciaschedun vescovo il breve pontificio, della qual lettera si esibisce qui annessa una copia².

E piochè le ragioni, che militano per i vescovi dimoranti attualmente in Francia, sono comuni anche a quei prelati francesi,

¹ Le bref « Novum ac luculentum » (p. 245), où on lit en effet cette phrase incidente : « ... dum tu ab omni nexu, quo ecclesiæ tuæ obstringebare, solutus remansisti... »

² Voir dans Theiner, t. II, la pièce XXXVII, du 3 décembre. — Comme les évêques étaient pour la plupart hors de France et avaient dû remettre à des vic. généraux l'administration de leurs diocèses, on pouvait se demander si la démission d'un évêque emportait la révocation effective des pouvoirs confiés ainsi par lui à ses vic. généraux. Caprara, conséquent avec son système (voir p. 368, note 2) allait donc adresser à ces ecclésiastiques, le 13 décembre, la circulaire suivante : « Messieurs, je dois prévenir les difficultés qui pourront s'élever dans le gouvernement des diocèses français dont les évêques ont donné ou vont donner leur démission. L'intention de S. S. est qu'il ne se fasse aucun changement, aucune innovation dans l'administration actuelle de ces mêmes diocèses, et qu'ils continuent d'être gouvernés, soit directement par les évêques démissionnaires eux mêmes, soit par le moyen de leurs vic. généraux, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Je vous fais part, pour le bien de la paix, de ces dispositions, et vous prie de vous y conformer, afin d'assurer de plus en plus la tranquillité des diocèses, dont vous partagez l'administration en vertu des pouvoirs que votre évêque vous a conférés » (*Ann. philos.*, t. IV, p. 259; *Arch. nat. AF iv*, 1891; *Theiner*, t. I, p. 363, sous la date erronée du 3 décemb.).

i quali trovansi in Inghilterra, perciò il cardinale, nello spingere a Mgor Erskine il piego coi brevi da ricapitarsi ai medesimi, gli ha acchiuso un esemplare di detta lettera, onde sia noto a quei vescovi il regolamento da tenersi per le diocesi da loro dimesse. Si lusinga il cardinal legato, che questo sistema sia per incontrare la benigna approvazione di N. S., e in tale ipotesi giudica necessario, che se mai da Roma fossero stati spediti, o in Ispagna o altrove, de' brevi agli altri vescovi dimettenti, venga con ogni sollecitudine comunicata ad essi la facoltà di ritenere in amministrazione le chiese dimesse, e che ne' brevi da spedirsi in appresso, di mano in mano che arriveranno a Roma le successive dimissioni, si aggiunga l'enunziata facoltà, ovvero si comunichi con atto separato in quella forma, che N. S. giudichi la più opportuna.

P. S. — Riflettendo il cardinal legato esser più conveniente l'autorizzare direttamente con sua lettera all' amministrazione delle diocesi dimesse i cinque vescovi francesi, dimoranti in Londra, anzichè darne loro un semplice avviso per mezzo di Mgor Erskine, ha scritto a ciascheduno di essi del tenore espresso nella qui annessa copia¹, ed ha pregato il suddetto Mgor Erskine a ricapitare le lettere contemporaneamente alla consegna de' brevi pontifici².

(Arch. du Vatican).

¹ Cette lettre, datée du 4 décembre, est adressée individuellement à chacun des cinq évêques. C'est surtout par cette particularité, qui équivaut simplement à une forme plus courtoise, qu'elle se distingue de la circulaire du 3 décembre, mentionnée dans la note précédente.

² Voici quels étaient les objets des trois autres mémoires :

Mém. C. — L'ancien intrus Rovère a pleinement satisfait au bref « Post multos », qu'il n'avait cependant pas reçu, car il n'occupait plus le siège d'Avignon, occupé par un autre constitutionnel. Bien que dans ce cas le Légat ait des pouvoirs suffisants d'absolution [cf. p. 24], dont il a déjà fait usage en faveur de l'abbé Charrier, les pièces relatives à Rovère sont envoyées à Rome. Le Pape pourrait imiter ce que Pie VI a fait autrefois pour l'intrus Panisset, et féliciter Rovère par un bref, qui prouverait l'indulgence pontificale aux constitutionnels, ou du moins serait un démenti à « l'impudenza colla quale, in un giornale periodico da essi pubblicato, negano l'autenticità del suddetto breve diretto a Mgor Spina, sostengono nuovamente la canonicità della loro istituzione, e asseriscono di non aver essi bisogno di assoluzioni, non essere nè eretici, nè scismatici, e sognano perfino de' discorsi avuti col cardinal legato, cercando in tal guisa di sostenere *per fas et nefas* la loro causa » [cf. pièce n° 931].

Mém. D. — L'év. de Troyes, dans la lettre imprimée qui est adressée à ses

1037. — Rapport de la Préfecture de police

Paris, 16 frimaire au X (7 décembre 1801).

Les subsistances présentent toujours le même état. On croit apercevoir cependant une tendance légère à la baisse... Les agitateurs ne parviendront point à leurs fins : les murmures sont un peu moins fréquents ; la classe ouvrière est tranquille et toujours occupée...

Le public paraît fort mécontent et se plaint de la légèreté avec laquelle le tribun, rapporteur de la commission chargée de l'examen du code civil, a demandé le rejet de la loi sur la promulgation des lois ; et l'on tient à ce sujet beaucoup de propos.

On dit assez publiquement qu'il existe dans le Corps législatif et le Tribunat un parti assez fort, auquel tiennent plusieurs généraux, et dont les efforts tendent à restreindre le pouvoir du gouvernement et à s'opposer à tous ses actes ; que, depuis la rentrée du Corps législatif, les membres de ce parti se montrent ouvertement et ne dissimulent pas leur façon [de penser]. On ajoute que ce qui les indispose davantage, c'est qu'ils croient que par le concordat les prêtres insermentés sont particulièrement favorisés aux dépens des constitutionnels ; qu'ils disent même que si le concordat n'a point encore été soumis à la discussion et rendu public, c'est par la crainte qu'éprouve le gouvernement de rencontrer une opposition trop forte, et que ce traité avec la cour de Rome ne devienne une pomme de dis-

vic. généraux, leur a prescrit de cesser leurs fonctions, dès que sa démission sera notoirement acceptée. Aussi Caprara lui a fait connaître le système différent, adopté par la Légation pour l'administration des diocèses.

Mém. E. — Il est d'abord question des ecclésiastiques mariés ou ayant renoncé à leur état. Le bref « *Etsi apostolici* » [pièce n° 734], au § « *Volumus etiam* », leur interdit le ministère, sans distinguer entre ceux qui ont été délibérément coupables, et ceux qui ont uniquement voulu sauver leur vie, soiten déposant leurs lettres de prêtrise, soit en contractant un mariage, ou simulé, ou promptement abandonné. Le Légat souhaite que S. S. use d'indulgence à l'égard de ces derniers, et autorise l'ordinaire à les réhabiliter par degrés à l'exercice du sacerdoce. — Il est ensuite question des ordinations faites par les intrus, surtout au début du schisme. « *Generalmente in Francia si giudicano valide le consacrazioni de' vescovi intrusi, e valide insieme le successive ordinazioni da essi fatte.* » Le Légat sollicite des instructions sur cette matière importante.

corde. On ajoute que des conseillers d'Etat partagent leur opinion sur ce dernier point.

On fait circuler le bruit que le général Lannes est arrêté. Cette nouvelle occupe beaucoup les esprits, et fait recommencer tous les propos dont on a déjà rendu compte...

Le Tribunat s'est formé en comité secret. On a dit dans les tribunes que c'était pour une explication sur le mot « sujets », au lieu de « citoyens », inséré dans le traité [avec la Russie] ; on a ajouté que Chénier se proposait de parler fortement contre le projet de loi, mais qu'on devait, dans le comité secret, l'engager à se ranger du parti de la commission...

(Arch. nat., F⁷ 3830).

1038. — Entretien du P. Consul avec Girardin

(Paris, 8 décembre 1801)¹.

B. — Le concordat, par exemple, serait-il adopté par le Tribunat ?

G. — Je le crois ; mais si vous l'y présentiez, il faudrait le faire discuter en séances secrètes : sur les subsistances et la religion, les discussions ne doivent jamais être publiques.

B. — Passerait-il au Corps législatif ?

G. — Je le crois encore. La même assemblée qui nomme Dupuis et Grégoire, est prête à sanctionner les systèmes les plus opposés.

B. — Je n'ai pas été mécontent de Dupuis pendant sa présidence² : il est convenu du bien qui pourrait résulter du concordat.

¹ Le P. Consul avait appelé Stan. de Girardin, l'un des tribuns en qui il avait confiance, pour l'interroger sur le comité secret où le Tribunat venait de discuter le traité avec la Russie. On sait que le mot « sujets », appliqué dans l'article 3 aux Français comme aux Russes, avait soulevé un orage et paru même compromettre le vote. Le P. Consul était indigné de voir que cette suite glorieuse de traités avec les Etats Unis, les Deux-Siciles, la Bavière, la Russie, le Portugal, qu'il avait fait présenter chaque jour au Corps législatif, du 25 au 30 novembre, n'avait pas fait taire les passions, et que l'opposition menaçait de se renouveler plus vive qu'à la session précédente, et beaucoup plus nuisible, parce qu'elle porterait sur des projets de loi bien plus importants.

² Le bureau était renouvelé tous les mois. Dupuis allait être remplacé le 1^{er} nivôse (22 décemb.), par Lefebvre-Laroche.

G. — Si vous pouviez le décider à faire imprimer son opinion à ce sujet, et qu'elle fût favorable au concordat, elle serait extrêmement utile à vos vues.

B. — Les enragés ¹ croient que j'ai peur d'eux parce que je ne publie point le concordat : ils se trompent bien. Il n'est point publié, parce que j'attends la réponse des évêques qui sont en Allemagne. Vous ne pouvez concevoir combien en diplomatie tout est long et difficile. Un résultat quelconque est toujours l'ouvrage de plusieurs mois, et quelquefois de plusieurs années; car il y a près de deux ans que je suis occupé du concordat...

(Stan. Girardin, *Journal et Souv.*, t. III, p. 238).

1039. — Caprara à Consalvi.

(n° 35)

Parigi, 13 decembre 1801.

Mi ha sinceramente trafitto il contenuto del vmo suo dispaccio dei 18 novembre ¹. Dalla pena che provai io misuro la sua, e confesso ingenuamente che l'amarezza che V. Em. me ne manifesta, accresce quella dell' animo mio.

I lamenti sul ritardo delle spedizioni dei brevi furono così allora, come si tornano a fare qui ogni volta che si è in battaglia sul punto degli intrusi e della bolla di circoscrizione. Ho dovuto soffrire sopra questo titolo più di qualunque altro. Non-dimeno se l'affare su questo potrà comporsi, come spero in Dio, ognuno riacquisterà la propria opinione qui, e V. Em. in specie, al cui zelo, capacità e candore ognuno rende giustizia, inclusivamente al Primo Console, di che sono assicurato anche dopo la spedizione che le feci per il corriere.

Il Primo Console è necessario di non urtarlo di fronte, e dargli tempo che la sua saviezza lo convinca. Il medesimo in questo

¹ Cesobriquet était alors très employé, notamment dans les bulletins de police. Au cours de la conversation avec Girardin, le P. Consul s'est servi aussi du mot « les chiens » ; ce qui signifiait « les chiens enragés. » (Girardin, t. III, p. 234, 236.)

² Pièce n° 987. — Le 8 décembre Portalis mandait au P. Consul : « Le cit. Cacault m'instruit que le courrier expédié pour porter les dépêches relatives à la bulle de circonscription, n'est arrivé à Rome que le 18 novembre ; qu'il va présenter notre note, et qu'il nous expédiera par le retour du courrier la réponse qui y sera faite. Ainsi l'affaire tend à sa conclusion. »

momento è contrariato da varie circostanze, tra le altre quella di soffrire egli pena, per l'aumento che ha dovuto permettere sul prezzo del pane¹. Il popolo, e soprattutto la truppa, mostra di essergli particolarmente attaccata, giacchè il primo non fa quei clamori che faceva sotto l'antico governo; ma pure il Console sa che detto rincarimento fa sensazione. In somma gli uomini, finchè vivono, sono destinati dalla Provvidenza a non essere costantemente contenti. In questo momento il Primo Console decide della sorte di tutta la terra; e questo corpo diplomatico non solo ne è convinto, ma dice apertamente che niuna potenza ha forza di ottenere qui, se non quello che gli si vuole accordare, e con la solita facile maniera di trattare o rispondere negli affari, veruna corte avanza nei medesimi.

(Culte, Arch. de Caprara).

1040. — Caprara à Consalvi.

(n° 36)

Parigi, 13 decembre 1801.

.. Sull' offerta fatta qui da Cobenzl che l'arciduca Antonio si sarebbe dimesso dell' elettorato di Colonia e vescovato di Münster, è stato risposto, che per quanto si sentisse il peso di detto sacrificio per parte dell' Imperatore, il Primo Console non si vedeva in grado di ritirarsi dal partito preso dagli principi interessati dell' Impero, e specialmente dal re di Prussia per i compensi da darsi. In somma, si vuole che dalla massa del chiericato, così chiamano essi tutti i principati ecclesiastici, devono cavarli i noti compensi; che se, stabiliti questi, rimarrà di più, non si ha difficoltà di lasciare sussistere i tre elettorati ecclesiastici. Per dir tutto in uno, si risponde negli affari ad ogni diplomatico senza impegnarsi, e si aspetta dal tempo e combinazioni, che ognuno si trovi nel caso di preferir quel progetto, che qui non si vuole nel momento esternare.

Quanto alla corte di Vienna, l'opinione comune degli uomini

¹ Le prix du pain s'était élevé à Paris pendant l'automne, surtout dans la première semaine de novembre, où il avait atteint 18 sols les quatre livres. Il a commencé à baisser un peu au mois de janvier. Le gouvernement a dû craindre que cette cherté servit de prétexte aux agitateurs; mais, malgré les murmures des premiers jours, la tranquillité n'a jamais été troublée.

è che questa abbia avuto sempre, ed abbia viste di ingrandimento in Italia. Qui all' incontro si vuole assolutamente mettercele freni, per negoziazioni se è possibile, se non naturalmente colla forza delle armi.

La corte di Vienna crede, che qui si voglia un maggiore ingrandimento del re di Prussia. Non sono di questo sentimento ¹: giudico piuttosto, che la Francia in questo momento pensi a stabilire a sè stessa un nuovo antemurale contro l'Austria coll' ingrandimento locale della Baviera, cioè dando a questa i grandiosi compensi, dei quali ha diritto come elettore Palatino, in una parte considerabile della Soevia, che si unisce alla Baviera.

Secondo l'idea di oggi, anche con connivenza del re di Prussia, rimarrà in piedi l'elettore di Magonza, non con questo titolo, e con qualche paese o sia stato che lo allontani, di più di quello che è oggi, da Magonza.

Il duca di Modena continua a ricusare la Brisgovia ². Dice che questa non gli renderebbe l'anno più di 80 000 fiorini, e che per un oggetto simile non vuole formalmente rinunciare ai suoi stati, che il tempo può restituirgli.

La setta dei così detti Filantropi, le cui funzioni, come ebbero l'onore di riferire a V. Em., furono proibite dal Primo Console, ha fatto istanza al medesimo per potere, ad imitazione di ogni altro, esercitare liberamente il culto della religione che essa professava. Il Primo Console ha risposto, che venendo in Francia ha trovato due sole classi di persone, che col permesso del governo avevano libero l'esercizio del suo culto, e che questi erano i Protestanti ed i Cattolici. Ha aggiunto, che i primi sarebbero tolle-

¹ «... Caprara soutient, je ne sais sur quel fondement, que Bonaparte n'est pas disposé à favoriser la cour de Berlin autant qu'elle s'en flatte, et qu'il y aura moyen de sauver les électeurs ecclésiastiques, s'il y a possibilité de pourvoir aux indemnités, sans les séculariser. Morkov, à ce qu'il me dit au moins, n'obtient pas plus que moi des explications sur les objets que sa cour veut mettre en discussion... » (dép. de Ph. Cobenzl, du 14 décemb.)

² Les territoires autrichiens du Brisgau ont été rendus à la maison d'Autriche par le traité de Lunéville et la convention du 26 décembre 1802. Ils étaient destinés à indemniser le vieux duc de Modène, qui n'a consenti à les accepter qu'au commencement de mars 1803.

rati, ed i secondi autorizzati dal governo all' esercizio del culto, ma niun altro dopo questi avrebbe potuto fare ciò che quei Filantropi dimandavano, e che per farlo vi occorreva una legge espressa.

Il lodato Primo Console ha ordinato che sia sospesa assolutamente la vendita o ipoteca qualunque dei beni, sì stabili che mobili, siano urbani siano rustici, i quali appartenevano a qualunque parrocchia, o ne formavano tutta o parte della dote delle medesime ¹.

Due sono gli atti di dimissione, che io trasmetto qui compiegati all' Em. V., l'uno di Mgor vescovo di Ruremonde, altro di Mgor vescovo di Dijon... Il buon vescovo di Ruremonde, nell'atto di accompagnare a me l'atto di sua dimissione, mi descrive le circostanze miserabili nelle quali anderà a ridursi senza il vescovato, e mi richiede a fare dei buoni uffizi a suo favore. Io nel rispondergli, lo assicuro che mi farò un vero carico di raccomandarlo, ciò che di già ho incominciato a fare, e procurerò di continuare. Al vescovo di Dijon ² poi, che chiede un pas-

¹ Voir t. III, p. 251, note 1. — Voici dans le même sens une lettre de Maret au ministre des Finances, du 1^{er} décembre «... Par deux projets d'arrêtés, le Conseil d'État ayant proposé de consommer la vente de deux presbytères..., les Consuls ont jugé à propos de suspendre l'adoption de ces décisions. Vous savez combien dans les circonstances actuelles, il serait à désirer que le gouvernement eût à sa disposition un grand nombre de ces sortes de propriétés. Il n'en pourrait résulter qu'un grand avantage sous beaucoup de rapports. Ces affaires n'arrivant dans vos bureaux que lorsqu'il s'élève des difficultés, vous jugerez peut-être convenable de proposer ou de prendre des mesures pour assurer la suspension générale de toutes les ventes qui ne sont pas encore consommées, quand bien même elles ne présenteraient aucune question contentieuse à décider.»

² L'év. de Dijon avait annoncé, le 18 octobre de Carlsruhe, à un de ses amis à Paris, qu'il était décidé à obéir à l'appel du Pape. Puis, le 2 décembre, il avait écrit à Louis XVIII : « En me croyant obligé par la force impérieuse des circonstances de donner au Pape la démission de mon évêché, je ne me crois pas dispensé de la faire également entre les mains de V. M. Si, par l'encombrement des plus grands malheurs, l'exercice de ses droits les plus légitimes peut être suspendu, ils n'en conservent pas moins toute leur force auprès de ses fidèles sujets... Je me suis attaché à examiner avec le plus grand soin la question des démissions. Pour me rendre compte encore mieux de mon opinion, j'ai rédigé en forme de mémoire les raisons pour et contre... L'acte de ma démission envoyé au Pape, qui est de même date que celle adressée à V. M., contient toutes les réserves que j'ai crues possibles; aussi n'aura-t-elle pas les honneurs de la gazette, au moins dans

saporto per rientrare in Francia, rispondo, che di già lo ho dimandato, e che qualora, come ho mostrato desiderio, voglia il governo farlo passare per le mie mani, io mi farò un piacere di trasmetterglielo.

L'esempio dei due nominati vescovi non è stato imitato dal vescovo di Valenza, il quale al breve da me mandatogli ha risposto nei termini, che V. Em. vedrà dalla lettera diretta al Santo Padre ¹, che qui compiego, ed alla quale unisco copia di altra lettera ricevuta da Londra per parte di Mgr arcivescovo di Bordeaux, sulla quale parmi che vaglia la pena che l'Em. V. si degni gettare un colpo d'occhio ². La prego pure di fare altrettanto sulla copia di lettera del vescovo di Alais ³, il quale ri-

son entier. » Cette démarche ne paraît avoir été qu'un moyen de se dégager convenablement de toute attache royaliste, car Mgr des Montiers de Méryville, en transmettant sa démission à Caprara, insistait pour être autorisé à rentrer aussitôt en France. (Cf. le Moniteur du 26 décemb.).

¹ Cf. p. 417, note 4.

² Le sens de cette lettre ne nous est connu que par la réponse de Caprara, du 10 décembre. « J'ai reçu avec la satisfaction la plus vive votre dernière du 3 décembre, par laquelle vous donnez de nouvelles preuves de votre zèle pour la religion. De pareils sentiments ne laissent rien à désirer, si ce n'est de les voir partager par vos collègues. Vous m'en faites entrevoir l'espérance consolante : puissent-ils bientôt, à votre exemple, se prêter à obéir, et cesser d'affliger plus longtemps le cœur paternel de S. S. Elle s'attend bien à ne plus rencontrer de résistance, après la lettre qu'elle vient d'écrire à Mgr l'archev. de Narbonne. Serait-il possible que son espoir fût encore déçu ? Non, Mgr, je me plais à penser que leur zèle sera aussi éclairé que leurs vertus sont grandes. Nouvel Elie, vous leur communiquerez vos idées, vous les environnerez de vos lumières, vous leur persuaderez vos maximes. On ne peut, en effet, trouver rien de plus sage ni de mieux pensé que les réflexions que vous me communiquez. »

³ On a vu (p. 368, note 1, et p. 442 note 2) que Caprara, plus réservé que sa cour, ne changeait rien en apparence au mode actuel du gouvernement des diocèses. Néanmoins, il n'avait pas évité des observations que l'év. d'Alais et surtout l'abbé Emery lui faisaient, au nom des anciens usages de l'église de France. Le savant sulpicien, partant de la doctrine que, cette fois comme toujours, la démission d'un évêque ne peut devenir définitive qu'après une acceptation formelle par le Pape (cf. p. 71, note), aurait voulu que le Pape suspendit cette acceptation jusqu'au moment du remplacement effectif des évêques. Par là, la continuité de l'administration aurait été assurée dans le diocèse, de la manière la plus simple et la plus prudente. L'abbé Emery trouvait qu'il y avait danger à déclarer dès à présent les sièges vacants, surtout parce que les pouvoirs d'administration, en réalité apostoliques, que le Légat confiait aux évêques démissionnaires et à leurs vic. généraux,

sponde a quella con cui io accompagnai il breve in cui N. S. dichiarava di accettare la dimissione fatta da esso vescovo della propria chiesa.

Scritto fino a questo punto, mi giunge la qui unita lettera, diretta al Santo Padre dai due vescovi di Puys e di Sisteron ¹, i quali pure, ad imitazione di tanti altri, mendicano pretesti a differire l'atto dimandatogli della dimissione della loro chiesa per mezzo del breve pontificio, che loro inviai.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).

1041. — Ph. Cobenzl à Colloredo.

Paris, 15 décembre 1801.

.. Ici, en attendant, la fermentation augmente de jour en jour. Quelques généraux qui se croient négligés, quelques pillards dont on croise les spéculations, des jacobins contraires au rétablissement de la religion, des démocrates outrés qui crient contre la rentrée des émigrés, des Tribuns qui rejettent les

étaient par conséquent retirés aux Chapitres, à qui ils appartenaient et qui seraient en droit de les revendiquer. On reconnaissait, dans ce raisonnement de l'abbé Emery, la vigilance avec laquelle il ne cessait de lutter, depuis plusieurs années, pour les droits des Chapitres contre le système des administrateurs apostoliques. Aussi, lorsque sa lettre du 11 décembre (publiée par Theiner, t. II, pièce XXXVIII, a été envoyée à Rome, Di Pietro disait que cette pièce « pur troppo contiene non plausibili principi, adottati comunemente dal clero francese » (lettre du 13 janvier 1802).

¹ La lettre collective de ces deux prélats est datée de Ratisbonne, le 30 novembre (*Rec. sur la démission*, p. 64). — En répondant à l'év. de Sisteron, le 11 décembre, le Légat lui disait : « . . . Vous pouvez vous convaincre de toute l'amertume de S. S., en réfléchissant aux sentiments qu'elle exprime dans sa lettre à Mgr l'archev. de Narbonne. Mais les motifs de crainte que vous annoncez n'existent pas. Je me plais à penser que, plein d'une confiance sans bornes dans le Père commun des fidèles. . . , vous vous empresserez d'éviter tout délai ultérieur dans l'envoi de votre démission. . . » (id. p. 71). Cette même réponse a été adressée successivement aux év. de Valence, de Chartres. etc. — A l'égard de ce dernier, Caprara écrivait dans sa dépêche n° 37 [du 13 décembre] : « Aggiungo pure copia di altra lettera di Mgor vescovo di Chartres, il quale, come V. Em. osserverà nel rispondere al breve che io spedii, si esprime più singolarmente che qualunque altro. . . » La lettre de l'év. de Chartres, datée de Hanau le 4 décembre, ne nous est point parvenue. On verra du reste que ce prélat s'est décidé plus tard à se démettre.

premiers projets des lois du code civil, tout cela se réunit sourdement et fait parti contre Bonaparte. La cherté du pain, qui indispose la populace, vient à leur appui pour exciter le mécontentement, qui se manifeste hautement. En différents endroits on a mis le feu à des moulins de grains pour renchérir la farine. Les mouches de la police ne peuvent suffire à arracher des murs les pamphlets qu'on y colle, et force bustes de Bonaparte sont jetés dans la rivière.

Tous ces mouvements font augmenter les précautions du gouvernement. On a multiplié les patrouilles qui croisent la nuit par les rues de Paris ; et Bonaparte, qui devait partir le 21 frimaire (12 décembre) pour Lyon, n'y ira pas de si tôt et probablement point du tout. Il a fait partir cependant Marescalchi, qui doit l'informer du nombre des députés qui y seront arrivés de la Cisalpine. Ce nombre, a-t il dit, le déterminera à s'y rendre en personne, ou à y envoyer quelqu'un à sa place, ou à faire venir les plus notables parmi les députés, soit à Paris, soit dans une ville voisine, pour conférer avec eux. Bonaparte reste maître par là de faire ce que bon lui semblera, sans avoir l'air de se contredire. C'est principalement dans sa propre famille qu'on a fait près de Bonaparte les plus fortes instances, pour qu'il ne parte pas de Paris, de crainte de quelque événement pendant son absence qui lui fût fatal. C'est d'ailleurs le vœu de tous les gens tranquilles parmi les habitants de Paris, qui redoutent de nouveaux troubles pour peu qu'il s'éloignât.

Melzi, qui avec l'air de ne vouloir rien, ne vise pas moins, ou je me trompe fort, à la première magistrature dans la Cisalpine, ne part pas de Paris tant que le Consul y reste. Il continue d'être le conseil du gouvernement français pour toutes les affaires d'Italie, et je le vois plus que jamais occupé avec Talleyrand...

(Arch. de Vienne).

Lucchesini au roi de Prusse

Paris, 18 décembre 1801.

..Les inquiétudes que le gouvernement eut pour les subsistances ne cessent point, mais elles changent de nature. Un grand nombre d'officiers réformés se plaignent et s'agitent. Les retards

dans les paiements des traitements et des pensions, dans le civil aussi bien que dans le militaire, augmentent les mécontents. Le général Masséna a refusé l'ambassade de Constantinople ; Moreau est tranquille, mais sa tranquillité même semble quelquefois exciter des craintes. Les émigrés murmurent, et ne montrent pas la moindre reconnaissance pour un gouvernement, dont le changement entraînerait sans faute leur expulsion sans retour. Quoique plusieurs personnes s'alarment de ces dispositions générales, je ne saurais en appréhender un danger imminent. Le seul ennemi redoutable qu'ait Bonaparte, c'est le dérangement des finances, et sa tendance à y chercher des remèdes, moins dans une économie sévère, que dans l'injuste ressource d'exclure tous les engagements pris avec les créanciers de l'État. En attendant, il paraît résolu à partir pour Lyon, quoique ceux qui ont de l'intérêt à le retenir ici, n'aient pas encore entièrement renoncé à l'espoir d'y réussir...

(Arch. de Berlin).

1042. — Caprara à Portalis

Paris, 13 décembre 1801.

Le cardinal Caprara s'empresse d'annoncer à M. le conseiller d'Etat Portalis, qu'il a reçu hier, par le courrier du cit. Cacault, plusieurs dépêches de sa cour, en réponse à celles qu'il lui avait adressées par son courrier extraordinaire¹. Elles l'instruisent que la réponse de Sa Sainteté la note de M. le conseiller d'Etat, a été remise au cit. Cacault. La plupart de ces dépêches étant en chiffres, le cardinal Caprara ne met aucun retard à leur traduction, et il aura l'honneur d'en faire part à M. le conseiller d'Etat aussitôt que son travail sera terminé.

(Arch. nat. AF IV, 1891).

¹ Le courrier parti de Paris le 4 novembre (p. 291, note 2), et reparti de Rome le 2 décembre (p. 343, note). Il était revenu dans la nuit du 12 au 13. — De son côté Talleyrand se hâta de remettre à Portalis la dépêche de Cacault (pièce n^o 1003). En accusant réception à Cacault, le 20 décembre, il se contentait de lui dire : « J'ai vu avec plaisir par cette dépêche les efforts que vous faites pour accélérer l'ouvrage dont vous avez été chargé, ainsi que ceux que la cour de Rome fait de son côté pour lever les difficultés qui en ralentissent l'accomplissement ; mais la discussion de ces objets étant aujourd'hui confiée à une administration spéciale, je me bornerai à vous transmettre les dépêches qui me seront adressées pour vous... »

1043. — Préparation du projet de Décret exécutorial de la bulle de circonscription.

I. Questions de Caprara

[Paris, vers le 14 décembre 1801]

Notizie che si rendono necessarie al cardinal legato, per stendere il decreto esecutoriale della bolla della circoscrizione delle nuove diocesi, secondo la legge del Santo Padre ingiunta in detta bolla :

1° Saper con precisione quali rendite verranno assegnate ai nuovi vescovi, individuando ancora su di chè siano fondate.

2° Se esistono gli episcopati, ed in qual stato, e se mancando, o essendo inabilitabili, si assegni al vescovo altra abitazione.

3° Se possa andarsi sicuramente, nominando nelle erezioni delle chiese metropolitane e cattedrali gli antichi padroni delle medesime, sul riflesso che qualunque possa esser stata o demolita o venduta, o che si trovi in uno stato da non poter più servire. Le precise notizie su di questo sono essenzialissime, e quante volte per le accennate ragioni dovesse surrogarsi una nuova chiesa, bisogna sapere quale sia, sotto qual titolo, e se debba in essa trasportarsi il titolo dell'antico padrone.

4° Convieni avvertire, che le stesse chiese secondo il rito cattolico debbono avere i campanili e le campane; e sarebbe necessaria perora una notizia almeno confusa sulle suppellettili sagre per il divin culto e per i pontificali, e sul modo di provvedere alle spese del culto in dette chiese. Gli altri dettagli circa le reliquie insigni che in esse si conservano, gli organi, ecc., si riserberanno all' epoca della compilazione dei processi.

5° Secondo le disposizioni canoniche, è indispensabile lo erigere nelle metropolitane e cattedrali i capitoli, che sono il consiglio dei vescovi, e lo stabilire in ciascun capitolo le prebende teologali e penitenziali. Si vorrebbe sapere qualche cosa su di ciò, perchè il Santo Padre ingiunge simile erezione da esprimersi nel decreto esecutoriale. Gioverebbe ancora il sapere in quali forme si provvederà alla sussistenza di detti capitoli.

6° Nella bolla si parla anche dei seminari, e si potrà nel decreto esecutoriale nominarli semplicemente, ingiungendo ai vescovi l'obbligo di erigerli.

7° In ciascuna città metropolitana o vescovile vi dovrebbe essere il « monte della pietà. »

8° Secondo l'ordine del Santo Padre, per stabilire senza equivoco i confini delle nuove diocesi, deve aversi la delineazione di ciascuna di esse, e le 50 carte geografiche debbono inserirsi negli atti, che farà per questo oggetto il cardinal legato.

II. Réponses de Bernier

Paris, 15 décembre 1801.

L'intention du gouvernement serait : Sur la 1^{re} question, qu'on se contentât de dire que les revenus de l'évêque sont jugés suffisants, vu l'engagement qu'a pris le Premier Consul dans la convention, faite sans spécifier la somme annuelle, pour des raisons politiques qui ne permettent pas de s'expliquer là-dessus d'une manière publique, actuellement.

Sur la 2^e, que, par la même raison, les évêques seront logés décemment soit parce que le gouvernement comprendra dans leur traitement de quoi les loger, soit parce qu'il leur procurera d'une autre manière ce logement décent.

Sur la 3^e, les noms des patrons ont été fournis. Il ne reste que Trèves : on le connaîtra bientôt. Si quelque église cathédrale est ruinée ou aliénée, le patron de cette église deviendra celui de la nouvelle cathédrale, pour ne pas changer les patrons des diocèses, ce qui choquerait la dévotion des diocésains.

Sur la 4^e, qu'on dise que le gouvernement permettra que les offices soient annoncés en la manière accoutumée par le son des cloches, hors le cas où il jugerait que cela pourrait être dangereux pour la tranquillité publique. On peut affirmer qu'il y a dans chaque église ce qu'il faut pour le culte : le gouvernement, si cela n'était pas, aiderait à y pourvoir. Le reste sera l'objet des procès-verbaux relatifs aux nouveaux élus, à leur examen, et à celui de l'église.

Sur la 5^e, Sa Sainteté recommandera aux évêques l'érection des chapitres cathédraux. Les évêques seuls les organiseront : ils seront sous leur dépendance, et ils préviendront S. Em. de ce qu'ils feront à cet égard. Ils établiront deux des membres, l'un théologal et l'autre pénitencier. Mais l'on désire que tout cela

soit l'objet d'une recommandation, plutôt que d'une injonction, afin que les membres des anciennes cathédrales ne forcent pas l'évêque à faire plus qu'il ne pourra. La subsistance des chapitres est libre de la part du gouvernement. Il aura des égards pour eux, mais il ne veut s'engager à rien authentiquement, et faire tout librement.

Sur la 6^e, même recommandation que pour les chapitres, et même réponse. Cet objet est également libre, quant à l'établissement et à la subsistance.

L'établissement des monts de piété étant sous la main de l'autorité civile en France, ne peut pas être spécifié dans la bulle comme condition d'érection. Il vaut mieux n'en pas parler. Ce sera un objet de la sollicitude des évêques, de le demander au gouvernement.

Il sera fourni à S. Em. des cartes exactes des départements français qui composent chaque évêché.

Telles sont les réponses que l'on m'a invité à faire aux demandes; d'autre part, j'y unis, pour S. Em., l'hommage de mon respect¹.

(Arch. du Vatican).

1044. — **Projet de décret exécutoire.**

(Vers le 18 décembre 1801)².

Nos Joannes Baptista, tituli sancti Honuphrii, sanctæ romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara, archiepiscopus episcopus

¹ Dans un mémoire, envoyé à Rome le 2 février, le Légat explique que les réponses de Bernier ne lui ayant point paru très satisfaisantes, « prese quindi il compenso di minutare il decreto in questa forma, che più si accostasse alle regole. » Il a remis alors une nouvelle note, pour se justifier de n'avoir pas suivi complètement l'avis de Bernier, et c'est seulement quand il a su que ces nouvelles observations étaient admises par Bernier et Portalis, qu'il a achevé la rédaction du décret exécutoire. (Arch. du Vatican).

² Ce projet, rédigé par Caprara vers le 18 décembre, a reçu presque aussitôt une première modification à l'article des Taxes (voir pièce n° 1045). Plus tard, à la fin de janvier, il a subi d'autres corrections (voir la Partie XXI). Pour rendre plus sensibles ces divers remaniements, nous publions ici en note le texte définitif du décret.

« Nos Joannes Baptista, tituli sancti Honuphrii, sanctæ romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara, archiepiscopus episcopus Aësinus, sanctissimi domini nostri Pii Papæ VII, et Sanctæ Sedis Apostolicæ ad Primum Galliarum reipu-

Æsinus, sanctissimi domini nostri Pii Papæ VII, et Sanctæ Sedis Apostolicæ ad Primum Galliarum reipublicæ Consulem, a latere legatus, universis Galliarum populis salutem in Domino.

Cum sanctissimus dominus noster Pius divina Providentia PP. VII, ad restituendum in Galliis publicum catholicæ religionis cultum et Ecclesiæ unitatem servandam, conventionem a plenipotentariis Sanctitatis Suæ et gubernii Gallicanæ reipublicæ Parisiis initam, per apostolicas sub plumbo litteras incipientes « Ecclesia Christi », sub datum Romæ apud S. Mariam Majorem anno incarnationis dominicæ 1801, 18^o calendas septembris, anno pontificatus ejus secundo, solemniter confirmaverit, in iisque apostolicis litteris inter cætera illud quoque decretum sit, novam esse faciendam circumscriptionem gallicanarum diœcesium, hinc Sanctitas Sua ad eandem circumscriptionem peragendam devenit per apostolicas sub plumbo litteras, tenoris sequentis videlicet :

(Suit le texte de la bulle)

Hinc est quod nos, obtemperantes mandatis sanctissimi domini nostri, ac utentes facultatibus a Sanctitate Sua nobis specialiter delegatis, prævia suppressione, extinctione ac respective dismembratione a Sanctitate Sua ut supra factis, et salvis omnibus et singulis dispositionibus et ordinationibus in præfatis litteris apostolicis contentis, præsertim quod ad eas metropolitanas et cathedrales ecclesias, quarum diœcesium partes extra

blicæ Consulem, a latere legatus, universis Galliarum populis salutem in Domino.

Cum sanctissimus dominus noster Pius divina Providentia PP. VII, ad restituendum in Galliis publicum catholicæ religionis cultum et Ecclesiæ unitatem servandam, conventionem a plenipotentariis Sanctitatis Suæ et gubernii Gallicanæ reipublicæ Parisiis initam, per apostolicas sub plumbo litteras incipientes « Ecclesia Christi », sub datum Romæ apud S. Mariam Majorem, anno incarnationis dominicæ 1801, 18^o calendas septembris, anno pontificatus ejus secundo, solemniter confirmaverit, in iisque apostolicis litteris inter cætera illud quoque decretum sit, novam esse faciendam circumscriptionem gallicanarum diœcesium, hinc Sanctitas Sua ad eandem circumscriptionem peragendam devenit per apostolicas sub plumbo litteras, tenoris sequentis videlicet :

(Suit le texte de la bulle).

Hinc est quod nos, obtemperantes mandatis sanctissimi domini nostri, ac utentes facultatibus a Sanctitate Sua nobis specialiter delegatis, prævia suppressione, extinctione et respective dismembratione a Sanctitate Sua, ut supra, factis, et salvis omnibus et singulis dispositionibus et ordinationibus in præfatis litteris apostolicis contentis, præsertim quod ad eas metropolitanas et cathedrales ecclesias, quarum diœcesium partes extra fines actualis

fines actualis territorii Gallicanæ reipublicæ existunt, necnon earum ecclesiarum suorumque capitulorum jura, privilegia et jurisdictionem, itemque quod ad episcopos qui extra ejusdem territorii limites reperiuntur, quique antea veteribus gallicanis archiepiscopis tanquam eorum suffraganei subdebantur, de quibus omnibus deinde Sanctitas Sua apostolica auctoritate statuet et providebit quidquid magis opportunum judicabit, præsentis decreti nostri tenore ad ea omnia procedimus, quæ a Sanctitate Sua in iisdem apostolicis litteris nobis commissa atque mandata sunt, ut nova decem archiepiscopalium et quinquaginta episcopalium ecclesiarum, in regionibus quæ nunc temporali Reipublicæ gallicanæ dominationi subjacent, erectio a Sanctitate Sua ut supra facta plenum sortiatur effectum, cæteraque omnia ad hoc gravissimum opus perficiendum necessaria et injuncta, juxta sanctissimi domini mentem et voluntatem a nobis suppleantur.

Ac primum, quoniam a Sanctitate Sua omne onus in nos transfusum est, circuitum novosque fines singularum diœcesium decernendi, et clare atque distincte ea omnia quæ ad eosdem pertinent explicandi, illud juxta receptam et constantissime servatam ab Apostolica Sede praxim et consuetudinem in hanc rem esset a nobis perficiendum, ut singulorum locorum ac parœcia-

territorii Gallicanæ reipublicæ existunt, necnon earum ecclesiarum suorumque capitulorum jura, privilegia et jurisdictionem, itemque quod ad episcopos, qui extra ejusdem territorii limites reperiuntur, quique antea veteribus gallicanis archiepiscopis tanquam eorum suffraganei subdebantur, de quibus omnibus deinde Sanctitas Sua apostolica auctoritate statuet atque decernet quidquid magis opportunum judicabit, præsentis decreti nostri tenore ad ea omnia procedimus, quæ a Sanctitate Sua in iisdem apostolicis litteris supplenda perficiendaque nobis committuntur, ut nova decem archiepiscopalium et quinquaginta episcopalium ecclesiarum in regionibus, quæ nunc temporali dominationi Reipublicæ gallicanæ subjacent, erectio a Sanctitate Sua ut supra facta numeris omnibus absolvatur, justis gubernii votis, cum quo collatis consiliis omnia quæ ad restituendam in Galliis catholicam religionem pertinent acta sunt, respondeatur, conventio denique inter eandem Sanctitatem Suam guberniumque ipsum inita suum sortiatur effectum.

Ac primum, quoniam a Sanctitate Sua omne onus in nos transfusum est, circuitum novosque fines singularum diœcesium decernendi, et clare atque distincte ea omnia quæ ad eosdem pertinent explicandi, illud juxta receptam et constantissime servatam ab Apostolica Sede praxim et consuetudinem in hanc rem esset a nobis præstandum, ut singulorum locorum ac parœciarum ex quibus unaquæ-

rum, ex quibus unaquæque coalescere debet diœcesis, diligens hoc loco enumeratio perficeretur, ne ullo unquam tempore de ipsis limitibus et super exercitio apostolicæ jurisdictionis a singulis antistitibus exercendæ exoriri dubium possit, utque propterea omnis inter conterminos episcopos controversiæ præcideretur occasio ; nunc tamen neque parœciarum mentio fieri potest, cum nova earum erectio et divisio peragi debeat ab archiepiscopis et episcopis in sua respective diœcesi, postquam canonice fuerint instituti juxta facultatem a sanctissimo domino nostro iisdem tributam in supradictis apostolicis litteris incipientibus « Ecclesia Christi », neque temporis angustię patiuntur ut loca singillatim enumeremus omnia, ex quibus singularum diœcesium territorium constare debeat. Ne igitur tantis gallicanarum ecclesiarum necessitatibus diutius opem et auxilium differamus, utque celerius et ejusdem Sanctitatis Suae votis, et repetitis Gallicani gubernii postulationibus, et catholicorum omnium precibus ac desideriiis satisfaciamus, eam, tot utilitatibus propositis, inire cogimur rationem, qua rem omnem explicare, retentis aliquo pacto Sedis Apostolicæ regulis et consuetudinibus, expeditissime possimus.

Ratio autem, quam in circuitu novisque diœcesium finibus decernendis sequimur, hæc est : quoniam scilicet singularum diœcesium novæ circumscriptionis territorium complecti debeat unam aut plures ex provinciis sive regionibus gallicanis, idcirco

que coalescere debet diœcesis, diligens hoc loco enumeratio perficeretur, ne ullo unquam tempore de ipsis limitibus, et super exercitio spiritualis jurisdictionis a singulis antistitibus exercendæ, exoriri dubium possit, utque propterea omnis inter conterminos episcopos controversiæ præcideretur occasio ; nunc tamen neque parœciarum mentio fieri potest, cum nova earum erectio et divisio peragi debeat ab archiepiscopis et episcopis in sua respective diœcesi, postquam canonice fuerint instituti juxta facultatem a sanctissimo domino nostro iisdem tributam in supradictis apostolicis litteris incipientibus : « Ecclesia Christi », neque temporis angustię patiuntur ut loca singillatim enumeremus omnia, ex quibus singularum diœcesium territorium constare debeat. Ne igitur tantis gallicanarum ecclesiarum necessitatibus diutius opem et auxilium differamus, utque celerius et ejusdem Sanctitatis Suae votis, et repetitis gallicani gubernii postulationibus, et catholicorum omnium precibus ac desideriiis satisfaciamus, eam, tot utilitatibus propositis, inire cogimur rationem, qua rem omnem explicare, retentis aliquo pacto Sedis Apostolicæ regulis et consuetudinibus, expeditissime possimus.

Ratio autem, quam in circuitu novisque diœcesium finibus decernendis sequimur, hæc est : quoniam scilicet singularum diœcesium novæ circumscriptionis territorium complecti debeat unam aut plures ex provinciis sive regionibus

earum provinciarum seu regionum appellationem interea sequemur, in designandis locorum spatiis intra quæ cujuslibet metropolitane et cathedralis ecclesiæ eorumque antistitem jurisdictione sese continere debeat. Hunc vero actum, novorum antistitem auxilio, et adjuncta paræciarum omnium et locorum in unaquaque diœcesi contentorum descriptione, tunc plenius exactiusque perficiemus, cum ii, secundum ea quæ ab iisdem diligenter postulabimus, quidquid ad idem opus numeris omnibus absolvendum necessarium erit, nobis suppeditabunt.

Ut autem una et brevitate et perspicuitate inserviamus singulis metropolitanis et cathedralibus ut supra erectis, propriam metropolitanam et cathedralem respective ecclesiam, titulosque sanctorum patronorum sub quorum invocatione appellandæ erunt præfigemus, nominaque provinciarum seu regionum adjungemus, quarum integram extensionem, præter ipsam civitatem in qua metropolitana vel cathedralis erecta est, pro diœcesi singulis supradictis ecclesiis intendimus assignare.

Itaque ad majorem O. Dei gloriam, Bmæ Virginis Mariæ quam inclyta Gallicana natio ut patronam præcipue veneratur, Sanctorumque quos singulæ diœceses in patronos pariter habebunt, honorem, itemque ad catholicæ religionis conservationem et

gallicanis, idcirco earum provinciarum seu regionum appellationem interea sequemur, in designandis locorum spatiis intra quæ cujuslibet metropolitane et cathedralis ecclesiæ eorumque antistitem jurisdictione sese continere debeat. Hunc vero actum, novorum antistitem auxilio, et adjuncta paræciarum omnium et locorum in unaquaque diœcesi contentorum descriptione, tunc plenius exactiusque perficiemus, cum ii, secundum ea quæ ab iisdem diligenter postulabimus, quidquid ad idem opus numeris omnibus absolvendum necessarium erit, nobis suppeditabunt.

Ut autem una et brevitate et perspicuitate inserviamus, singulis metropolitanis et cathedralibus ut supra erectis, propriam metropolitanam et cathedralem respective ecclesiam, titulosque sanctorum patronorum sub quorum invocatione appellandæ erunt præfigemus, nominaque provinciarum seu regionum adjungemus, quarum integram extensionem, præter ipsam civitatem in qua metropolitana vel cathedralis erecta est, pro diœcesi singulis supradictis ecclesiis intendimus assignare.

Itaque ad majorem Omnipotentis Dei gloriam, Beatissimæ Virginis Mariæ, quam inclyta gallicana natio ut patronam præcipue veneratur, Sanctorumque quos singulæ diœceses in patronos pariter habebunt, honorem, itemque ad catholicæ religionis conservationem et incrementum, utentes facultatibus nobis ut supra

incrementum. utentes facultatibus nobis ut supra tributis, metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum titulos, novarumque gallicanarum diœcesium limites in subjecto elencho describimus atque assignamus, eundem tenentes ordinem quem Sanctitas Sua in designandis novis metropolitanis cum suis suffraganeis ecclesiis secuta est.

(Sequitur elenchus).

Quoniam vero temporum difficultates et circumstantiæ locorum minime passæ sunt, archiepiscopalis et episcopalis cathedræ honorem conservari pluribus ecclesiis, quæ, cum propter antiquitatem originis quam a primis christianæ religionis exordiis repetunt venerabiles, tum propter earum prærogativas suorumque antistitum gloriam celeberrimæ, optimeque de catholica religione sunt meritæ, ut honorabilis aliquarum saltem ex illustrioribus, quod catholicorum desideriis respondet, memoria retineatur, quæ novis antistitibus ipsa per se ad omnem virtutem præbeat incitamenta; de præfata apostolica auctoritate, tum generatim in præfatis apostolicis sub plumbo litteris, tum in specialibus sub

tributis, metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum titulos, novarumque gallicanarum diœcesium limites in subjecto elencho describimus atque assignamus, eundem tenentes ordinem quem Sanctitas Sua in designandis novis metropolitanis cum suis suffraganeis ecclesiis secuta est :

(Vide elenchum adjunctum).

Optabat quidem Sanctitas Sua, ut archiepiscopalis seu episcopalis cathedræ honor conservaretur pluribus aliis ecclesiis, quæ, cum propter antiquitatem originis quam a primis christianæ religionis exordiis repetunt venerabiles, tum propter earum prærogativas suorumque antistitum gloriam celeberrimæ, optimeque de catholica religione sunt meritæ. Quoniam vero temporum difficultates et circumstantiæ locorum id minime passæ sunt, maxime expediens videtur ut aliquarum saltem ex illustrioribus, quod catholicorum desideriis respondet, memoria retineatur, quæ novis antistitibus ipsa per se ad omnem virtutem præbeat incitamenta. Propterea nos de præfata apostolica auctoritate, tum generatim in præinsertis apostolicis sub plumbo litteris, tum in specialibus sub annulo Piscatoris, die 29 novembris anni 1801 a S. S. datis, nobis tributa, aliquibus ecclesiis noviter erectis, intra quarum diœcesium (si de cathedralibus, si vero de metropolitanis agitur intra quarum metropoleon) fines, antiquæ supradictarum insignium ecclesiarum, quæ ut præfertur suppressæ et extinctæ sunt, diœceses, vel earum pars aliqua consistit, denominationem et titulum earumdem antiquarum ecclesiarum adjungimus et applicamus, juxta hanc nostram quam hic addimus enumerationem.

Elenchus ecclesiarum metropolitanarum et cathedralium novæ erectionis,

annulo Piscatoris die 29 novembris anni 1801 a Sanctitate Sua datis, nobis tributa, aliquibus ecclesiis noviter erectis, intra quarum diœcesium (si de cathedralibus, si vero de metropolitans agitur intra quarum metropoleon) fines, antiquæ supradictarum insignium ecclesiarum, quæ ut præfertur suppressæ et extinctæ sunt, diœceses vel earum pars aliqua consistit, denominationem et titulum earumdem antiquarum ecclesiarum adjungimus et applicamus, juxta hanc nostram quam hic addimus enumerationem.

(Sequitur elenchus.)

Assignatis sanctis titularibus Patronis, sub quorum invocatione in unaquaque ex quinquaginta erectis metropolitans et cathedralibus respective ecclesiis templum majus erit appellandum, præfinitisque singularum diœcesium limitibus, oneri nobis

quibus denominationes et tituli suppressarum ecclesiarum sive archiepiscopatum, sive episcopatum, applicati sunt.

| <i>Metropolitanz novæ erectionis.</i> | <i>Tituli archiepiscopatum suppressarum.</i> |
|---------------------------------------|--|
| Parisiensis | Rhemensis, et Senonensis. |
| Lugdunensis..... | Viennensis, et Ebredunensis. |
| Tolosana..... | Auxitanensis, Albiensis, et Narbonensis. |
| Aquensis..... | Arelatensis. |
| <i>Cathedrales novæ erectionis.</i> | <i>Tituli episcopatum suppressarum.</i> |
| Ambianensis | Bellovacensis, et Noviomensis. |
| Suessionensis..... | Laudunensis. |
| Trecensis..... | Catalaunensis, et Autissiodorensis. |
| Divionensis | Lingonensis. |
| Camberiensis..... | Gebennensis. |

Archiepiscopis ergo et episcopis canonice instituendis quorum ecclesiarum nomina in superiori elencho descripta sunt, apostolica nobis delegata auctoritate mandamus, et respective potestatem facimus, ut eorum quilibet titulo ecclesiæ ad quam promoti fuerint, alios quoque suppressarum ecclesiarum titulos adjungant, quos nos in supradicto elencho adnotavimus; ita tamen ut ex hac titularum unione et applicatione, propter ecclesiarum quarundam insignium memoriam et honorem unice facta, nullo unquam tempore deduci possit, aut easdem ecclesias adhuc superesse nec realiter fuisse suppressas, aut antistitibus, quibus suarum ecclesiarum titulo eorumdem titularum adjungendorum potestatem fecimus, ullam aliam, præter eam quam singulis hujus decreti nostri tenore expresse tribuimus, jurisdictionem adscriptam fuisse.

Assignatis sanctis titularibus Patronis, sub quorum invocatione in unaquaque ex sexaginta erectis metropolitans et cathedralibus respective ecclesiis templum majus erit appellandum, præfinitisque singularum diœcesium limitibus, postu-

injuncto in præinsertis apostolicis litteris. in quibus omnium antiquorum gallicani territorii capitulorum suppressio et extinctio continetur, dignitatum et canonicorum qui cujuslibet ecclesiæ capitulum constituent efformandorum, satisfaciendum est. Sed quoniam nunc exploratum esse non potest, quum potissimum expediat in singulis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis dignitatum et canonicorum numerum constituere, quod quidem respective archiepiscopi et episcopi, postquam canonice instituti fuerint, judicare tutius et facilius poterunt, utentes facultate subdelegandi a sanctissimo domino nostro per supramemoratas apostolicas litteras nobis concessa, singulis archiepiscopis et episcopis nominandis et instituendis de præfata apostolica auctoritate præcipimus facultatemque concedimus, ut postquam canonice instituti suarum ecclesiarum regimen actu erunt consecuti, eum dignitatum et canonicorum numerum, quem eis ad suarum ecclesiarum necessitatem, utilitatem atque decorem magis expedire videbitur, ad Tridentini Concilii præscriptum erigant, instituunt et efforment pro totidem ecclesiasticis viris futuris dictarum metropolitanarum vel cathedralium dignitatibus et canonicis, qui illarum capitulum constituent, et apud eas personaliter resideant; certisque a futuris archiepiscopis et episcopis, in statutis ut infra vel condendis vel moderandis, præfiniendis diebus et temporibus horas canonicas tam diurnas quam nocturnas cæteraque divina officia, servata ecclesiæ disciplina, ad instar aliarum metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum, recitare, decantare et psallere, iisdem metropolitanis et cathedralibus ecclesiis laudabiliter deservire debeant et teneantur; archiepiscopo et episcopo in pontificalibus peragendis juxta receptam consuetudinem ministrent et inserviant; eundemque in diœcesis suæ, prout in jure constitutum est, adjuvent administratione. Potissimum vero duos ex canonicatibus consti-

lat rerum ordo ut ad reliqua procedentes, ab earumdem ecclesiarum capitulis ducamus exordium. Inter cætera enim, quæ nobis a sanctissimo domino nostro in sæpe laudatis litteris apostolicis mandata sunt, alterum illud est, ut suppressis jam a Sanctitate Sua antiquis omnibus gallicani territorii capitulis, nova in singulis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis, qua ratione fieri poterit, constituentur. Quod cum ita nobis commissum sit, ut facultas quoque has partes subdelegandi per memoratas litteras apostolicas nobis ipsis tributa fuerit; ideo hujus facultatis vigore archiepiscopis et episcopis Galliarum primofuturis facultatem

tuant, quibus juxta ejusdem Tridentini Concilii leges adnexum sit theologi ac pœnitentiarii munus, a canonicis qui ad eos promoti fuerint, secundum canonicas sanctiones, fideliter adimplendum. Præfatis vero dignitatibus et canonicis, ut archiepiscopi et episcopi ecclesiarum novæ circumscriptionis ea insignia et choralia indumenta concedere valeant, quæ antiquarum gallicanarum ecclesiarum usui magis respondeant, de specialissima gratia pari apostolica auctoritate facultatem indulgemus. Volumus tamen ut archiepiscopi et episcopi præfati, postquam capitula suarum ecclesiarum constituerint, erectionis actum authentica forma exaratum nobis reddendum curent, ut hujusmodi erectionibus apostolicæ nobis delegatæ auctoritatis robur adjungamus, earumque actus huic nostro decreto inserere possimus. Ut autem, erectione capitulorum peracta, singulæ ecclesiæ tam salutaris institutionis utilitatem et ornamentum celerius valeant percipere, primofuturis metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum archiepiscopis et episcopis de specialissima gratia pari apostolica auctoritate indulgemus, et dignitates omnes etiam principales et canonicatus dictarum ecclesiarum a primæva earum erectione vacantes, pro prima hac vice, idoneis ecclesiasticis viris libere ac licite conferre possint.

Cæterum, ut in præfatis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis, ut supra erectis, in iis quæ illarum capitula concernunt

concedimus, ut posteaquam canonice instituti ecclesiarum suarum regimen actu consecuti erunt, capitulum in metropolitanis et cathedralibus respective ecclesiis suis erigere ipsi possint, juxta formam a sacris canonibus conciliisque præscriptam, et ab Ecclesia huc usque servatam, cum eo dignitatum et canonicorum numero, quem ad earundem metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum utilitatem et honorem, attentis rerum circumstantiis, expedire judicabunt.

Eosdem autem archiepiscopos et episcopos enixe adhortamur ut, quanto citius fieri poterit, supradicta facultate, ad suarum diocesium utilitatem, ecclesiarum tam metropolitanarum quam cathedralium honorem, religionis decus ac administrationis suæ levamen, utantur, memores eorum quæ ab Ecclesia circa capitulorum erectionem et utilitatem sancita sunt; quod quidem eo facilius ab ipsis peragi posse confidimus, quod in ipsamet supra memorata conventionem inter Sanctitatem Suam et gallicanum gubernium Parisiis feliciter inita statutum sit, singulos archiepiscopos et episcopos gallicani territorii unum in ecclesia metropolitana et cathedrali capitulum habere posse.

Ut vero in iisdem metropolitanis et cathedralibus ecclesiis in iis, quæ ad capitula ut supra erigenda spectant, ecclesiastica disciplina servetur, iisdem archie-

ecclesiastica disciplina servetur, iisdem dictarum ecclesiarum prælatis canonice instituendis curæ erit, ut antiqua earum ecclesiarum, auctoritate apostolica suppressarum, statuta, ordinationes, capitula, decreta in quibus, pro metropolitane et cathedralis ecclesiæ earumque respective rerum et honorum prospero ac felici statu, regimine, gubernio ac directione, nec non divinorum officiorum, aliarumque ecclesiasticarum functionum, anniversariorum et suffragiorum celebratione, servitio chori præstando, cæremoniis ac ritibus in prædictis ecclesiis, illarumque choro, capitulo, functionibus et aliis actibus capitularibus hujusmodi servandis, officialibus et ministris ipsarum ecclesiarum necessariis deputandis et amovendis, ac ministeriis per ipsos subeundis, ac quibuscumque aliis rebus in præmissis et circa præmissa quomodolibet necessariis et opportunis decreta fuerant, ea omnia, uti dicebamus, antiqua statuta, ordinationes, capitula, decreta, quantum singularum ecclesiarum nunc de novo erectarum et capitulorum in iis erigendorum rationes patientur, et in iis in quibus locum habere poterunt, pro eorum arbitrio et prudentia, collatisque cum eorum respective capitulis consiliis, restituant, sequantur et revocent ad observantiam ; ita tamen ut iisdem archiepiscopis et episcopis, præviis capitulorum suffragiis, non solum liceat eadem statuta, ordinationes, capitula, decreta reformare, interpretari, in meliorem formam redigere ; sed etiam alia de novo et ex integro, licita tamen et honesta, ac sacris canonibus et constitutionibus apostolicis decretisque prædictis minime adversantia, per eos ad quos pertinet ac pro tempore spectabit, observanda, sub pœnis in contravenientes infligendis condere ac præscribere, quemadmodum nos de præfata aposto-

piscopis et episcopis primofuturis curæ erit, ut quæ pertinent ad eorundem capitulorum sic erigendorum prosperum et felicem statum, regimen, gubernium, directionem, divinorum officiorum celebrationem, cæremonias ac ritus in iisdem ecclesiis earumque choro servandos, ac alia quælibet per eorundem capitulorum dignitates et canonicos obeunda munia, pro eorundem archiepiscoporum et episcoporum arbitrio et prudentia definiantur et constituentur, relicta tamen eorum successoribus statutorum illorum immutandorum facultate, requisito prius capitulorum respectivorum consilio, si, attentis temporum circumstantiis, id utile et opportunum judicaverint : in ipsis autem statutis vel condendis vel immutandis religiosa sacrorum canonum observantia retineatur, usuque ac consuetudinum laudabilium antea vigentium, præsentibusque circumstan-

lica auctoritate, plenam iisdem, liberam et omnimodam facultatem, potestatem et auctoritatem concedimus et impertimur : quod quidem præcipue dictum sit de Aquisgranensi ecclesia, quæ cum antea episcopalis cathedræ honore non gauderet, nunc primum a sanctissimo domino nostro ad eandem evecta est.

Porro antiquis Galliæ ecclesiis veteri patrimonio spoliatis, juxta Suæ Sanctitatis mandata, providere volentes, omnium gallicanarum ecclesiarum, cum archiepiscopalium tum episcopalium, dotationi, quam gallicanum gubernium memoratæ conventionis vigore in se suscepit, eamque congruæ ac decenti præsulum, pro cujusque statu, sustentationi respondentem, ut ii, eorumque successores pontificalem dignitatem decenter tenere et onera iis imposita sustinere valeant, eos redditus obventionesque perpetuas ecclesiis novæ circumscriptionis, eorumque primofuturis et pro tempore existentibus antistitibus adscribimus et assignamus, qui ad præfatæ conventionis adimplementum quamprimum decernendi et constituendi erunt.

Cum autem taxæ, in libris Cameræ apostolicæ pro antiquis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis descriptæ, ob earundem ecclesiarum factam suppressionem subsistere amplius nequeant, et pro iis ecclesiis, in minori numero nunc erectis, etiamsi earum tituli veteribus respondeant, taxæ noviter efformandæ et in præfatis libris describendæ propter reddituum differentiam antiquis respondere non possint, postulat æquitatis ratio easdem ecclesias in supradictis libris de more ita describi, ut singulis ea præfiniatur taxa, quam post decretos et constitutos redditus, atque eorum notitiam ad sanctissimum dominum nostrum perla-

tiis accommodatarum ratio habeatur. Quam quidem capitulorum erectionem, cæteraque omnia ad ipsa capitula pertinentia singuli archiepiscopi et episcopi cum primum perfecerint, erectionis hujusmodi omniumque hanc in rem constitutorum acta authentica forma exarata nobis reddenda curent, ut ad perfectam apostolicarum litterarum executionem huic nostro decreto inserere possimus.

Porro metropolitanis et cathedralibus ecclesiis sic constitutis, illud supereset, ut juxta receptam Apostolicæ Sedis consuetudinem de earundem dotatione et redditibus statueremus. Sed cum hanc ipsam dotationem gallicanum gubernium, memoratæ conventionis vigore, in se suscepit, ut quantum in nobis est præfatæ consuetudini satisfaciamus, declaramus earundem ecclesiarum dotationem ex iis redditibus conflata fore, qui ab ipso gubernio juxta præfatæ

tam, habita ratione uniuscujusque dotis, Sanctitas Sua statuere atque decernet.

Omnibus præterea archiepiscopis et episcopis ædes, archiepiscopia et episcopia dicta, pro decenti et commoda eorum habitatione sufficientes, singulis effective assignandas, in quibus iidem residentiam suam facere debebunt, de præfata auctoritate apostolica perpetuo concedimus et addicimus.

Et quoniam inter ea quæ a futuris archiepiscopis et episcopis peragenda sunt, nova etiam parœciarum circumscriptione juxta sæpe memoratam conventionem reperitur, proptereaque necessarium sit eo modo, quo de diœcesibus factum est, hujusmodi novæ parœciarum circumscriptioni viam sterni, hinc est quod nos, de præfata apostolica auctoritate, omnes et singulas parochiales ecclesias, quæ in territoriis diœcesium novæ circumscriptionis continentur, et in quibus animarum cura per quemcumque presbyterum exercetur, qui parochi, rectoris, vicarii, aut alio quocumque titulo et appellatione gaudet, cum suis titulis, animarum cura et jurisdictione quacumque supprimimus et extinguimus, ita ut nullus earum ecclesiarum parochus, rector, vicarius aut quolibet alio titulo et appellatione gaudens, neque animarum curam exercere amplius, neque earum ecclesiarum

conventionis tenorem, singulis archiepiscopis et episcopis quamprimum assignandi erunt, quosque sufficientes fore juste confidimus, ut iidem archiepiscopi et episcopi dignitatis suæ decenter onera ferre, et munia digne valeant implere.

Et quoniam, ut in sæpe memorata conventionem Parisiis peracta, atque a Sanctitate Sua per apostolicas supracitatas litteras adprobata constitutum est, nova a futuris archiepiscopis et episcopis parœciarum circumscriptione in singulorum diœcesibus facienda est, quam minime dubitamus talem futuram, quæ fidelium in unaquaque diœcesi existentium tum copię, tum necessitati respondeat, ne illis doctrinæ pabula, sacramentorum subsidia, atque ad æternam salutem assequendam adjumenta possint deesse, ut impedimenta omnia quæ expeditam ac plenam ipsius conventionis, hac in parte, executionem a singulis antistitibus peragenda retardare possent, penitus removeantur, necessarium propterea ducimus, ut eo modo quo de diœcesibus factum est, hujusmodi novæ parœciarum circumscriptioni viam sternamus. Hinc ergo est, quod nos de præfata apostolica auctoritate, nobiscum ut supra communicata, omnes et singulas parochiales ecclesias, quæ in territoriis diœcesium novæ circumscriptionis continentur, et in quibus animarum cura per quemcumque presbyterum exercetur, qui parochi, rectoris, vicarii perpetui, aut alio quocumque titulo et appellatione gaudet, cum suis titulis, animarum cura et jurisdictione quacumque, nunc pro

rector, parochus, vicarius, aut alio quo huc usque gavisus est titulo, in posterum nuncupari possit.

Hac suppressione parœciarum peracta, iis, qui in archiepiscopos et episcopos gallicanis ecclesiis omnibus præficiendi erunt, de præfata apostolica auctoritate tenore præsentium injungimus et respective potestatem facimus, ut secundum ea quæ supra statuta sunt, tot in sua quisque diœcesi ecclesias seligat, easque in parochiales quam citissime erigat, diligentissima, quantum circumstantiæ temporum pati possunt, ratione habita tum copię, tum necessitatis fidelium curę suę subjectorum, ne illis doctrinæ pabula, sacramentorum subsidia atque ad æternam salutem adjumenta ullo pacto possint deesse; curetque præterea, ut singulis parochialibus ecclesiis sic erigendis, pro congrua rectorum sustentatione, redditus, ut in supradicta conventionem statutum est, assignentur.

Iisdem ecclesiis ita in parochiales erectis archiepiscopi et episcopi præfati rectores dabunt, iis dotibus et prærogativis instructos quas sancti Ecclesię canones requirunt, atque, ut tranquillitas eo magis in tuto sit, gubernio acceptos, qui in certo territorio, ab iisdem archiepiscopis et episcopis certis limitibus præfiniendo, curam animarum exerceant. Id ubi primum archiepiscopi et episcopi perfecerint, eorum quilibet nobis reddendum curet decretum, authentica forma exaratum, erectionis ecclesia-

tunc, suppressas perpetuo fore declaramus: ita ut, cum singulis ecclesiis, in unaquaque diœcesi in parochiales erectis, singuli parochi seu rectores novorum antistitum auctoritate præfecti fuerint, omnis antiquorum parochorum jurisdictio in territorio novis parœciis assignato cessare prorsus debeat, neque ullus, præter novos parochos seu rectores a novis antistitibus institutos, illarum ecclesiarum aut in eo territorio parochus, rector, aut alio quolibet titulo et appellatione gaudens, censi et haberi, neque animarum in eo territorio contentarum curam exercere amplius possit.

Singulis vero parochialibus ecclesiis sic erigendis pro congrua rectorum sustentatione eos redditus, qui, ut in supradicta conventionem statutum est, assignandi erunt, iisdem archiepiscopis et episcopis dotationis locum habituros fore declarabunt.

Hęc omnia cum singuli antistites perfecerint, quod, quam citissime ut præstetur ab ipsis vehementer cupimus et hortamur, eorum quilibet nobis reddendum curet exemplar decreti authentica forma exaratum erectionis omnium ecclesiarum parochialium totius diœcesis suę, adjuncto singularum titulo, invocatione, extensione, terminatione, limitibus, congrua, adnotatisque nominibus

rum omnium parochialium totius diœcesis suæ, adjuncto singulorum titulo, invocatione, qualitate, extensione, terminatione, limitibus, congrua, adnotatisque nominibus civitatum, pagorum et locorum in quibus singulas parœcias erexerint. Quæ quidem descriptio eo majori cura diligentiaque perficienda erit ab ipsis, quod ea, ad perpetuam rei memoriam, apostolicis sub plumbo litteris in quibus nova diœcesium erectio continetur, una cum hoc decreto nostro erit adjungenda.

Futuris etiam et pro tempore existentibus archiepiscopis et episcopis ad supradictas parochiales ecclesias, dum illas in posterum vacare contigerit, idoneas pariter personas ecclesiasticas, juxta ea de quibus in sæpe relata conventionem statutum est, promovendi et instituendi de præfata apostolica auctoritate facultatem impertimur.

Seminarium quoque, ut in supra memorata conventionem similiter firmatum est, ad erudiendam in pietate, litteris, omnique ecclesiastica disciplina juventutem, quæ clericalis militiæ est viam ingressura, quibus poterunt modis et temporalibus adjumentis ad sanctorum canonum et Tridenti Concilii sanctiones, archiepiscopi et episcopi omnes ecclesiis novæ circumscriptionis præficiendi, quam citissime fieri poterit, curent instituendum; eique sic erecto et constituto eas leges præscribant, tum quod ad scientiarum studia, tum quod ad omnem pietatis et disciplinæ rationem, quæ magis accommodatæ suarum ecclesiarum utilitatibus, temporumque circumstantiis, ipsis in Domino videbuntur.

Illud etiam ad archiepiscopales et episcopales ecclesias prælati omnes promoti pro viribus sibi curandum proponant, ut montes pietatis in iis diœcesibus in quibus actu non existunt, pro paupe-

civitatum, pagorum et locorum in quibus singulas parœcias erexerint, ut exemplar ipsum nostro pariter huic decreto inserere possimus, ad supplendam enumerationem parœciarum et locorum ex quibus unaquæque diœcesis extare debet, quæ juxta receptam consuetudinem a nobis peragi debuisset.

Seminarium quoque, ut in supra memorata conventionem similiter firmatum est, ad erudiendam in pietate, litteris, omnique ecclesiastica disciplina juventutem, quæ clericalis militiæ est viam ingressura, quibus poterunt modis ac temporalibus adjumentis ad SS. canonum et conciliorum sanctiones, archiepiscopi et episcopi omnes ecclesiis novæ circumscriptionis præficiendi, quam citissime fieri poterit, curent instituendum; eique sic erecto et instituto eas leges præscribant, tum quod ad scientiarum studia, tum quod ad omnem pietatis et disciplinæ ra-

rum, quorum specialis et diligentissima debet esse cura pastorum, levamine et subsidio, quo citius fieri possit, erigantur.

In id præterea archiepiscopi et episcopi ipsi sedulo incumbant, ut metropolitanæ et cathedrales ecclesiæ, si quæ vel reparatione aliqua indigeant, vel sacris suppelletilibus, cæterisque pro decenti pontificalium usu divinique cultus exercitio, vel omnino carent, vel non satis instructæ sunt, ad utramque rem ipsis necessaria comparentur.

Metropolitanis et cathedralibus ecclesiis, ut supra erectis, finibus singularum diocesium novæ circumscriptionis designatis, cæterisque statutis quæ capitulorum, parœciarum et seminariorum erectiones, totamque gallicanarum ecclesiarum ordinationem respiciunt, nos de speciali et expressa apostolica auctoritate, civitates in archiepiscopales et episcopales ut præfertur erectas, itemque memoratas, et singulis ecclesiis pro diœcesi adscriptas atque attributas provincias seu regiones, et in eis contentos utriusque sexus habitatores et incolas, tam laicos quam clericos ac presbyteros, novis prædictis ecclesiis illarumque futuris præsulibus, pro suis civitate, territorio, diœcesi, clero et populo perpetuo assignamus et respective in spiritualibus et in ordine ad religionis officia supponimus atque subijcimus. Quocirca

tionem, quæ magis accommodatæ suarum ecclesiarum utilitatibus temporumque circumstantiis, ipsis in Domino videbuntur.

In id præterea archiepiscopi et episcopi ipsi sedulo incumbant, ut metropolitanæ et cathedrales ecclesiæ, si quæ vel reparatione aliqua indigeant, vel sacris suppelletilibus, cæterisque pro decenti pontificalium usu divinique cultus exercitio, vel omnino carent, vel non satis instructæ sunt, ad utramque rem ipsis necessaria comparentur.

Metropolitanis et cathedralibus ecclesiis ut supra erectis, finibus singularum diocesium novæ circumscriptionis designatis, cæterisque statutis quæ capitulorum, parœciarum et seminariorum erectiones, totamque gallicanarum ecclesiarum ordinationem respiciunt, nos, de speciali et expressa apostolica auctoritate civitates in archiepiscopales et episcopales ut præfertur erectas, itemque memoratas, et singulis ecclesiis pro diœcesi adscriptas atque attributas provincias seu regiones, et in iis contentos utriusque sexus habitatores et incolas, tam laicos quam clericos et presbyteros, novis prædictis ecclesiis illarumque futuris præsulibus, pro suis civitate, territorio, diœcesi, clero et populo, perpetuo assignamus et respective in spiritualibus et in ordine ad religionis officia supponimus atque subijcimus. Quocirca personis, archiepiscopalibus et episcopalibus ecclesiis sic erectis et institutis, in archiepiscopos et episcopos, tam pro hac prima vice

personis, archiepiscopalibus et episcopalibus ecclesiis sic erectis et institutis, in archiepiscopos et episcopos, tam pro prima hac vice, quam aliis futuris vacationibus, apostolica auctoritate præficiendis licebit (quemadmodum iisdem de simili auctoritate præcipimus et mandamus) per se ipsos, vel per alios eorum nomine, veram, realem, actualement et corporalem possessionem ; seu quasi, regiminis, administrationis et omnimodi juris diœcesani in respectivis prædictis civitatibus, et earum ecclesiis et diœcesibus, ac mensis archiepiscopalibus et episcopalibus assignatis vel assignandis, vigore litterarum apostolicarum provisionis de eorum personis libere apprehendere, apprehensamque perpetuo retinere.

Iisdem pariter futuris et pro tempore existentibus archiepiscopis et episcopis, præter collationem parochiarum eo modo qui in sæpe memorata conventionione ac in præsentis decreto statutus est, quæcumque alia cum cura et sine cura ecclesiastica beneficia quomodolibet nuncupata, juxta formas relate ad Gallias ante regiminis commutationem statutas, ac salvis reservationibus et limitationibus tunc temporis vigentibus, personis idoneis pleno jure conferendi et de illis providendi, de eadem speciali apostolica auctoritate potestatem omnem concedimus et impertimur.

Quoniam vero a sanctissimo domino nostro, ad sternendam viam erectioni novarum diœcesium ab eadem Sanctitate Sua in iisdem apostolicis litteris peractæ, universæ diœceses illæ, vel earum partes quæ intra limites actualis gallicani territorii comprehendebantur, aut suppressæ aut respective dismembratæ fuerint, prævia derogatione cuicumque assensui legitimorum archiepiscoporum, episcoporum et capitulorum respectivarum ecclesiarum, et interdicto iisdem quocumque exercitio cujusvis ecclesiasticæ jurisdictionis, ita ut eæ ecclesiæ et respective earum diœceses, sive integre, sive ex parte juxta novam pera-

quam aliis futuris vacationibus, apostolica auctoritate præficiendis licebit (quemadmodum iisdem de simili auctoritate præcipimus et mandamus) per se ipsos, vel per alios eorum nomine, veram, realem, actualement et corporalem possessionem, seu quasi, regiminis, administrationis et omnimodi juris diœcesani in respectivis prædictis civitatibus, et earum ecclesiis et diœcesibus, ac mensis archiepiscopalibus et episcopalibus assignatis vel assignandis, vigore litterarum apostolicarum provisionis de eorum personis libere apprehendere, apprehensamque perpetuo retinere.

Propterea que statim ac novi archiepiscopi et episcopi, canonice usupt ra ins

gendam circumscriptionem haberi deberent et essent revera prorsus liberæ, suppressæ, annullatæ et extinctæ quoad titulum, denominationem totumque statum, una cum respectivis earum capitulis, juribus, privilegiis et prærogativis cujuscumque generis, ita ut per hanc suppressionem et jurisdictionis privationem amplius non liceat iisdem ordinariis in diœcesium suppressarum, vel earum portionibus respective dismembratarum regimine sese amplius ingerere; hinc nos, ne spirituali pastorum legitimorum gubernio diœceses hujusmodi earumve partes interea destituantur, de speciali mandato, facultatibusque a Sanctitate Sua nobis communicatis, ita disponimus et ordinamus: nempe omnibus antea canonice institutis seu deputatis, et communionem et gratiam Sedis Apostolicæ habentibus archiepiscopis, episcopis, locorum ordinariis et administratoribus potestatem facimus et mandamus, ut suppressas diœceses earumque portiones dismembratas plane ut antea solebant cum administratoris titulo et facultatibus, sive de jure eis competentibus, sive ab Apostolica Sede iisdem specialiter concessis, regere ac gubernare prosequantur, quousque novi canonice præfigendi iisdem antistites illarum regimen actu suscepturi sint. Non obstante abdicatione in manibus sanctissimi domini nostri a pluribus ex præfatis antiquis legitimis ordinariis vel jam facta, vel deinde facienda de suis respective ecclesiis, vel suarum diœcesium partibus intra Gallicanæ reipublicæ territorium existentibus, etiamsi hujusmodi abdicatio a Sanctitate Sua acceptata fuerit vel in posterum sit acceptanda, iidemque ordinarii ab omni vinculo et obligatione quo antea suis ecclesiis vel diœcesium partibus adstricti erant apostolica auctoritate soluti fuerint, vel respective solvendi sint; itemque non obstante derogatione a laudata Sanctitate Sua sæpe memoratis apostolicis litteris apposita cuicumque assensui legitimorum episcoporum, capitulorum et quorumcumque ordinariorum respectivarum ecclesiarum, et prohibitione iisdem facta exercendi quemcumque actum ecclesiasticæ jurisdictionis. Volumus tamen et intendimus, ut quo primum tempore novi archiepiscopi et episcopi canonice instituti suarum ecclesiarum

tituendi, suarum ecclesiarum regimen actu consecuti erunt, omnis antiquorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum, administratorum, ac sub alio quo-

regimen suscipient, dispositio a nobis ut supra facta, et facultates administrandi ut præfertur tributæ cessent omnino, nulliusque sint amplius roboris et momenti.

Pari quoque ratione parochialium ecclesiarum gubierno providentes, statuimus et decernimus, non obstante suppressione et extinctione antiquarum parochialium ecclesiarum a nobis apostolica autoritate peracta, parochos omnes legitime institutos in exercitio curæ animarum perseverare debere, donec, nova parochiarum circumscriptione a primofuturis archiepiscopis et episcopis peracta, iidem archiepiscopi et episcopi pastores iidem præficiendos curaverint.

Putamus tandem per apostolicas hic præinsertas litteras nostrumque decretum ita provisum cuicumque rei, quæ ad gallicanarum ecclesiarum statum in omne reliquum tempus componendum conducat, ut omnibus dubiis quæstionibusque aditus sit occlusus. Quod si forte acciderit ut aliquæ excitentur controversiæ, aut super intelligentia, sensu, executione tum prædictarum litterarum, tum decreti nostri dubium aliquod exoriat, quoniam sanctissimo domino nostro visum est in iisdem litteris, ad controversias hujusmodi dijudicandas, et ad ea generatim perficienda omnia quæ per se ipsam Sanctitas Sua efficere posset, amplissimis nos facultatibus instruere, declaramus ea dubia

cumque titulo ordinariorum jurisdictio cessare prorsus debet, facultatesque omnes ipsorum ordinariorum nullius amplius erunt roboris vel momenti.

Demum, quoniam Primi Galliarum reipublicæ Consulis vota et postulata in id etiam intenderint, ut in magnis illis insulis amplisque Indiarum Occidentalium regionibus, quæ præsentī Gallicanæ reipublicæ dominationi subjacent, res ecclesiasticæ componantur, et necessitati fidelium, qui magno numero eas incolunt regiones consulatur, cumque a sanctissimo domino nostro per suas apostolicas sub plumbo litteras, sub datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno incarnationis dominicæ 1801, 3^o cal. decembris, quarum initium « Apostolicum universæ », hujusmodi negotio provisum sit; huic propterea operi manum jam apposuius ut ipsæ apostolicæ litteræ debitæ executioni mandentur.

Putamus tandem per apostolicas hic præinsertas litteras nostrumque decretum ita provisum cuicumque rei, quæ ad gallicanarum ecclesiarum statum in omne reliquum tempus componendum conducat, ut omnibus dubiis quæstionibusque aditus sit occlusus. Quod si forte acciderit ut aliquæ excitentur controversiæ, aut super intelligentia, sensu, executione tum prædictarum litterarum, tum decreti nostri dubium aliquod exoriat, quoniam sanctissimo domino nos-

quæstionesque, nullis excitatis contentionibus, quæ Ecclesiæ non minus quam Reipublicæ tranquillitatem perturbare possent, confestim ad nos deferri debere, ut eas explicare, dissolvere, componere et respective interpretari de præfata apostolica auctoritate possimus.

Hæc autem omnia, tam in præfatis apostolicis litteris quam in præsentī decreto contenta, ab iis ad quos spectat inviolabiliter observari volumus : non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus, etiam speciali et individua mentione dignis, cæterisque quæ Sanctitas Sua in dictis litteris voluit non obstare.

(Arch. du Vatican).

1045. — Modifications au projet de Décret exécutorial

[Vers le 20 décembre 1801].

Promemoria sulle Tasse delle chiese arcivescovili e vescovili della Francia, e sulla Collazione de' benefizi, inviato al sig. cardinal segretario di stato sotto li 2 febbraio 1802 ¹.

Fra i diversi oggetti, dei quali il cardinal legato credeva suo dovere di occuparsi, nello stendere il decreto esecutoriale sulla bolla della nuova circoscrizione delle diocesi francesi, non perdè di vista l' articolo delle tasse solite registrarsi nei libri della Camera apostolica, da cui si desume la norma per i rispettivi pa-

tro visum est in iisdem litteris ad controversias hujusmodi dijudicandas, et ad ea generatim perficienda omnia, quæ per se ipsam S. S. efficere posset, amplissimis nos facultatibus instruere, declaramus ea dubia quæstionesque, nullis excitatis contentionibus, quæ Ecclesiæ non minus quam Reipublicæ tranquillitatem perturbare possent, confestim ad nos deferri debere, ut eas explicare, dissolvere, componere et respective interpretari de præfata apostolica auctoritate possimus.

Hæc autem omnia, tam in præfatis apostolicis litteris quam in præsentī decreto contenta, ab iis ad quos spectat inviolabiliter observari volumus : non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus, etiam speciali et individua mentione dignis, cæterisque quæ Sanctitas Sua in dictis litteris voluit non obstare.

In quorum fidem præsentēs manu nostra signatas, secretarii nostræ legationis apostolicæ subscriptione, nostroque sigillo muniri mandavimus.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, die 9 aprilis 1802.

¹ Ce mémoire, celui qui suit (pièce n° 1046) et celui qui a été analysé précédemment (p. 456, note 1), portent tous la date du 2 février, parce qu'ils ont été envoyés à Rome seulement à ce moment : mais ils ont dû être rédigés à la fin de décembre.

gamenti, nell'atto della spedizione delle bolle di provvista a favore de' nuovi vescovi¹. Oltre la giustizia della cosa riguardata in sè stessa, e l'uso antico ed universalmente ricevuto, giudicò il cardinale, che tanto maggiore esser doveva il suo impegno di conservar questo sistema, quantocchè i pagamenti dovuti per le spedizioni delle chiese vescovili abbracciano un ceto assai esteso di persone, e riguardano i diritti non solo de' vacabilisti², e di alcuni ceti della prelatura, ma quelli ancora del S. Collegio, e dello stesso Sommo Pontefice.

Come però non vi è cautela, che basti in tempi cotanto difficili, e framezzo al numeroso stuolo de' nemici della cattolica religione, esacerbati oltre ogni misura nel veder prossimo il ristabilimento della religione medesima in Francia, così andava pensando il cardinal legato al modo di conseguire l'intento senza eccitare pregiudicevoli disgusti, e senza dare ansa alle antiche calunnie, tante volte smentite, e pur tuttavia sempre ripetute dagli avversari della Santa Sede, i quali tacciandola d'interessata, si sforzano di dare ad intendere ai popoli, che Roma attiri a sè per le grazie spirituali il danaro di tutta la cristianità. Facendo pertanto il cardinale le opportune scoperte, si avvede ben presto che il nome di tasse sonava assai male in Francia, e che parlandone in questa circostanza avrebbe prodotto un pessimo effetto. Tuttavolta, per nulla omettere dal canto suo, erasi proposto d'inserire nel decreto esecutoriale un paragrafo, che toccando il punto con somma delicatezza, rappresentasse la cosa piuttosto come una narrativa della facilità che si userebbe nello stabilire

¹ Dans les instructions reçues de Rome pour la rédaction du décret exécutorial (Cf. p. 337, note), le Légat trouvait la recommandation suivante: « Quest'articolo delle Tasse merita la conveniente riflessione del sig. cardinal legato, poichè il S. Collegio non lo vedrebbe di buon occhio trascurato per il tempo avvenire, e già lo ha fatto sentire. La convenzione dice, che i vescovi si abbiano da istituire come in tempo del passato governo. In un tal tempo tutte le chiese erano tassate nei libri della Camera, e secondo le tasse pagavano la rispettiva spedizione delle bolle, conforme pagano tutte le altre chiese. Nel momento non ci è assolutamente pensato; ma sarebbe cosa molto espediente che il sig. cardinal legato potesse, con intelligenza del governo, inserire nel decreto di erezione di ciascuna chiesa la riserva, che sarà poi tassata conforme allo stile, e conforme praticavasi innanzi il cambiamento del governo » (Arch. du Vatican).

² Les porteurs de « Vacabili ». Cf. t. II, p. 332, note 1.

le nuove tasse, che come una espressa riserva del diritto della Santa Sede. Il paragrafo era concepito ne' seguenti termini: «Cum autem taxæ, etc.»¹. Non dissimula peraltro il cardinale, che gli rimaneva sempre un fondato dubbio, che l' articolo incontrasse la più forte opposizione per parte del governo, onde rimaneva tuttavia irresoluto, se avesse a produrlo nella copia del decreto da comunicarsi al sig. consigliere di stato Portalis, ministro de' culti.

In tale perplessità, ne fece amichevole apertura al sig. abbate Bernier, il quale disse, che meglio era sopprimere l' articolo, che esporsi ad una decisa negativa, e dare ansa a nuovi lamenti, e alla pretensione che le tasse avessero a rimanere perpetuamente soppresses; quando per lo contrario, passandosi ora la cosa in silenzio, vi sarebbe lusinga, che nel tratto successivo andassero a ristabilirsi le tasse secondo l' antico sistema.

Poco però soddisfatto il cardinale di una semplice speranza, e temendo di recar pregiudizio ai diritti della Santa Sede, determinossi a lasciar correre l' articolo; e nel trasmettere la minuta del decreto al sig. abbate Bernier, che doveva prepararne la traduzione in francese, vi aggiunse i fogli, de' quali si annette copia, tendenti a far conoscere la giustizia delle tasse, e l' obbligo in cui era il cardinal legato di preservarne espressamente il diritto. Non tardò il sig. abbate Bernier a dare le sue risposte². Avendole il cardinale ben ponderate, sebbene conoscesse

¹ Voir p. 466.

² Le Légat justifiait, dans son mémoire, le maintien de l'article sur les taxes; mais dans une note remise à Bernier le même jour, 20 décembre, il ajoutait: « Se per disgrazia s'incontrasse un' opposizione insormontabile, non si saprebbe in tal caso usare altro arbitrio, da chi per discarico del proprio dovere ha l'obbligo di render salvi i diritti della Santa Sede, se non quello di passar sotto silenzio nel decreto l'articolo delle tasse, quando gli venga fornita in iscritto un documento autentico, dal quale apparisca che questo silenzio non deve produrre alcun pregiudizio, e che il S. Padre sarà in pieno diritto di stabilire per mezzo di un decreto concistoriale, a proporzione della rispettive rendite, le tasse delle nuove chiese arcivescovili e vescovili della Francia, tostocchè si sappia il quantitativo delle doti da assegnarsi alla chiese medesime. » — Bernier, sans prendre l'engagement écrit réclamé par Caprara, a toutefois inséré, dans ses réponses marginales au mémoire, le conseil que la demande des taxes fût ajournée à un temps où elle pourrait avoir chance d'être écoutée. Il disait: « ...In conficiendo primo concordato de taxationibus facta mentio, in secundo vero silentium servatum est super easdem... Nunquam putavimus antiquas taxationes servandas esse; dixi-

che alcune non erano di molto peso, si avvede però che alcune altre non amettevano replica ; e venne in cognizione di quanto erasi detto su questo punto nel tempo della trattativa, e riseppe inoltre, che a quell' epoca il console Lebrun proposè d' inserire nel concordato la formale soppressione di tutte le tasse, solite pagarsi in addietro a Roma per le spedizioni de' vescovati della Francia, e che lo studio di Mgor Spina, e del sig. abbate Bernier dovè restringersi a scansare qualunque discorso su questo articolo¹. Vedendo dunque il cardinal legato, che niun vantaggio ricaverebbe col parlare delle tasse, e che all' opposto si esporrebbe ad evidente pericolo di suscitare un' altra volta l' istanza per la soppressione delle medesime, gli è parso dell' interesse della Santa Sede l' omettere lo accennato articolo nel decreto esecutoriale.

Pensava il cardinale ad un altro compenso, a quello cioè di nominare le tasse ne' decreti per le erezioni delle rispettive chiese arcivescovili e vescovili, da consegnarsi ai nuovi vescovi. Ma siccome, fra i novelli prelati, potrebbe esserne qualcuno poco ben disposto sul punto delle tasse, e verrebbe il governo ad essere informato di questa misura, così, per non restare nel medesimo scoglio, è parso più prudente consiglio lo abbandonarne affatto l' idea, e lo aspettare tempi migliori, in cui la Santa Sede faccia uso de' suoi diritti, i quali con tanto maggior ragione debbono

mus tantum et dicimus ex animo novas taxationes loco veterum esse proponendas. Nondum tempus est de his sermonem habendi, quia, quamvis Summi Pontificis moderatio dignoscatur, nec res, nec leges, nec circumstantiæ patiuntur ut de taxationibus, huc usque invisitis, mentio fiat hic et nunc. Id... non sine extremo periculo fieri posset. Antiquum sistema non fuit expresse abrogatum. Superest ergo quidquid ab ipso in hac parte stabilitum est; et hoc sufficiat. Nam juri stabilitum plus nocebit imprudens loquela, quam silentii opportunitas. Non sufficit semper ad felicem exitum æquitas rei petita; requiritur insuper opportunitas petitionis, quæ in hoc casu nec existit, nec præsumi potest, cum in toto negotiationis decursu speciale mandatum habuerim de taxationibus non admittendis. Quidquid lucrari potui, hoc unum fuit, ut de ipsis non fieret sermo; et id consulto admisit cardinalis Consalvi. Non est de taxationibus verbalis promissio: hanc promissionem emittere non debui... Jubet ergo prudentia ut tempus magis opportunum expectemus ad taxationes in medium proferendas, quæ certo certius, si proponantur hodie, absolute regiciantur... » (Arch. du Vatican).

¹ Voir t. III, p. 661, 667, etc.

rimanere intatti, quantocchè il silenzio non può prendersi come una deroga ai medesimi, ma deve all'opposto servire di argomento, che non vi era di bisogno di parlare di un diritto, il quale di natura sua rimane salvo, quando non vi sia stato derogato nelle debite forme.

Una prova ulteriore di ciò, potranno fornirla le stesse bolle da spedirsi per la conferma de' nuovi arcivescovi e vescovi, quando si abbia l'avvertenza di far uso in esse, ai rispettivi luoghi nei quali sogliono notarsi le tasse, della clausola : « *Gratis pro hac prima vice, de specialissima gratia* ¹. » Sarebbe pur espediente per una maggior cautela il procurare, che gli agenti de' suddetti arcivescovi e vescovi presentassero, in nome de' loro principali, le suppliche per domandare la condonazione delle tasse, e aggiungessero agli altri motivi, quello di non essere stata per anco fissata la dote di ciascheduna chiesa. Ognuno vede che queste suppliche fornirebbero un nuovo documento, per autenticare il diritto delle tasse, a confessione di quei medesimi soggetti, che per esserne dispensati implorano la liberalità pontificia. Nelle stampe poi delle proposizioni delle rispettive chiese da distribuirsi al S. Collegio prima del concistoro, il solito paragrafo relativo alle tasse potrebbe esser concepito all'incirca ne' seguenti termini : « *Fructus in libris Camerae nondum taxati reperiuntur, ex eo quod ignoretur quantitas reddituum pro dote ejusdem ecclesiae quamprimum assignandorum.* »

Ecco quanto può suggerire il cardinal legato, nel rammarico di vedersi preclusa qualunque altra via, conducente meglio a salvare i diritti della Santa Sede rapporto alle tasse ². Passando

¹ Cf. p. 345 if.

² Pendant le séjour de Pie VII à Paris pour le sacre, Napoléon a rétabli comme droits de bulles, une taxe analogue aux anciennes annates, qui étaient interdites par l'art. 12 du décret du 4 août 1789. Il y eut d'abord une décision impériale, rendue le 6 février 1805 sur un rapport de Portalis présenté le 21 novembre précédent. Cette décision portait simplement : « Fixer au quart du revenu, et laisser le siège vacant pendant trois mois. » Puis, le Pape ayant manifesté le vœu d'obtenir un droit un peu plus élevé, un décret du 23 ventôse an XIII (4 mars 1805) a statué : art. 1, que le nouveau droit serait de 5000 francs pour les archev., et de 3.333 fr. pour les évêques (ce qui représentait quatre mois de traitement) ; — art. 2, que ces droits seraient imputés sur « le montant des traitements échus pendant la vacance des sièges » ; — et, art. 3 et 4, que ces traitements échus pendant la

ora all' articolo della collazione de' benefici, i fogli accennati di sopra somministrano un' idea delle tracce tenute dal cardinale. Risultando dal concordato, che la collazione delle parrocchie è riservata ai vescovi, non poteva prescindere dall' enunciare questo privilegio, concesso loro dalla Santa Sede.

Relativamente alle provviste delle dignità e de' canonici delle cattedrali, entrandovi la riserva come vacanti « a primæva erectione », avrebbe potuto il cardinale spedire egli stesso le patenti per i rispettivi soggetti; ma oltrecchè avrebbe ciò prodotto un grandissimo imbarazzo, ne ha abbandonato il pensiero per i seguenti riflessi :

1° Non conoscendo il cardinale i soggetti, bisognava che si riportasse necessariamente al giudizio de' vescovi; ed essendo spediente che si acceleri la formazione de' capitoli, era pur necessario di tenere una strada più breve per riuscirvi. 2° In varie bolle di erezioni di nuove chiese vescovili, trovasi accordata la facoltà ai vescovi, o ai capitoli, di conferire le dignità e i canonici di nuova fondazione; e in vista delle circostanze non poteva non usarsi un' eguale indulgenza rapporto alla Francia. 3° Siccome i capitoli sono del tutto privi di rendite (e chi sa quanto tempo dovranno aspettare prima di averne), così bisogna risparmiare ai soggetti destinati a comporli, qualsivoglia spesa, inclusivamente a quella della posta, alla quale dovrebbero soggiacere per ritirare le patenti, se le spedisse il cardinal legato. 4° Senza adottare il sistema di rimettere ai vescovi la prima collazione, si sarebbe esposto il cardinale a molte lagnanze ed odiosità, poichè pretendendo i membri de' vecchi capitoli soppressi di aver posto ne' nuovi, e dovendo molti di essi rimanerne fuori, o per il numero più ristretto, o per i loro demeriti, ciascheduno avrebbe attribuito a colpa del cardinal legato la propria esclusiva. 5° Essendo quì varie le opinioni sul diritto di conferire le accennate dignità e canonici, se il cardinale ne avesse fatto una privativa per sè, si sarebbero subito suscitati de' con-

vacance seraient versés par le Trésor à un agent à Rome, « chargé de faire le nécessaire pour l'expédition des bulles. » — Depuis les lois de finances des 29 décemb. 1883 et 21 mars 1885, les droits de bulles ne sont plus acquittés par l'Etat; ils sont supportés par les évêques, qui en fait les font passer à Rome par l'intermédiaire du ministre des aff. étrangères.

trasti, quando all' opposto autorizzando i vescovi è presumibile che essi, contenti di ottenere l' intento, non istiano a mettere in campo questioni; e la stessa autorità del legato, in virtù della quale detti vescovi avranno a procedere, servirà a preservare i diritti della Santa Sede rapporto a simili collazioni.

Aveva posto il cardinale nel decreto la clausola « pro prima hac vice. » Gli è stato fatto riflettere che essa dispiacerebbe; e perciò si è indotto a sopprimerla¹, conoscendo essere indifferente l' usarla, o il non usarla, mentre parlandosi tassativamente di dignità e canonici vacanti « a primœvæ erectione », non può nascere alcun dubbio sulla ristrettiva della concessione.

Quanto poi alle successive vacanze di benefici di qualunque sorta, senza entrare in dettagli, si è messo un limite al potere de' vescovi, lasciando salve le riserve apostoliche, e le forme antiche stabilite per la Francia, coi quali termini si è voluto accennare il concordato fra Leone X e Francesco I, il quale non poteva nominarsi espressamente, perchè qui non si vuol sentire, e che deve per altro continuare ad avere il suo vigore in tutte quelle cose, che non si oppongono al concordato nuovo.

(Arch. du Vatican).

1046. — Mémoire de Caprara sur le projet de Décret exécutorial.

(Vers le 21 décembre 1801).

Proemio. — Volendo il cardinale legato procedere in virtù della bolla, che incomincia « Qui Christi Domini vices », a tutti gli atti concernenti la circoscrizione delle nuove diocesi della Francia, si accinse a compilare un decreto, che riempisse questo importantissimo oggetto, e v' impiegò tanto maggior diligenza, quantocchè non essendosi potuto in detta bolla, per la mancanza di notizie e per le angustie del tempo, discendere a tutti i dettagli, veniva il cardinale incaricato di supplirvi nel modo conveniente. Si sarebbe potuto adottare il temperamento di stendere tanti decreti particolari, quante erano le nuove chiese da erigersi; ma si dovè conoscere esser molto migliore il compenso d'incominciare da un decreto generale.

¹ Cette clause a été abandonnée par Caprara, avant qu'il eût achevé de rédiger le projet de décret exécutorial, puisqu'elle ne s'y trouve pas.

Oltrecchè in tal guisa seguivansi più davvicino le traccie tenute in Roma, dove in luogo di spedire le bolle separate per ciascheduna erezione, tutto era stato compreso in una sola bolla, varie ragioni persuadevano la necessità di un solo decreto. Primieramente, ignorandosi il momento in cui verrebbero nominati i nuovi vescovi, e sapendosi che in seguito della nomina converrebbe dar loro con ogni sollecitudine l'istituzione canonica, era indispensabile il far precedere ad un tal atto quello della circoscrizione di ciascheduna diocesi, e temendosi che non vi fosse spazio sufficiente per stendere i cinquanta decreti particolari, bisognava supplirvi con un decreto generale. In secondo luogo, desiderando il governo che nel pubblicarsi la bolla del concordato, si pubblicasse ancor quella della circoscrizione, e che rendessero noti i limiti precisi, costituenti il circondario delle nuove diocesi, non poteva altrimenti riempirsi questo desiderio, che col produrre il decreto esecutoriale in supplemento de' dettagli mancanti nella bolla. In terzo luogo, affinchè le misure adottate dal cardinal legato coerentemente agli ordini pontifici avessero il loro effetto, riusciva utilissimo che il governo le conoscesse preventivamente, e ne gustasse la giustizia e la ragionevolezza, per evitare così qualsivoglia contrasto, e per impedire che qualche vescovo suscitasse delle questioni, o si opponesse a qualche articolo del decreto, massime col pretesto delle libertà della chiesa gallicana.

Bolla. — Essendo la bolla diretta al cardinal legato, in vece di pubblicarla separatamente, è stata inserita nel decreto, acciò si abbia riunito insieme l'intero lavoro concernente la circoscrizione delle diocesi.

Diritti delle diocesi dismembrate, e de' loro capitoli. — Entrando nelle saggie viste di N. S., si è voluta ripetere qui espressamente la riserva de' diritti di quelle chiese metropolitane o cattedrali, che perdendo una parte delle loro diocesi perchè compresa nell'attuale territorio della Francia, conservano il resto fuori dello stesso territorio, onde liberamente e senza contrasto possa il Santo Padre prendere in seguito quelle determinazioni, le quali giudicherà più utili rapporto a dette chiese e loro capitoli, e rapporto ancora a quei vescovi, i quali essendo suffraganei degli antichi metropolitani della Francia, rimarranno sciolti da simile

soggezione, e dovranno quindi, o riconoscere un nuovo metropolitano, o essere immediatamente soggetti alla Santa Sede, secondo chè piacerà a N. S.

Limiti delle diocesi. — Rimarcata la necessità di enumerare colla più scrupolosa diligenza i luoghi e le parrocchie componenti ciascheduna diocesi, si sono accennate ad un tempo le ragioni, per le quali era impossibile di discendere nel momento a così minuti dettagli, e si è posta la riserva di effettuarlo in appresso coll'aiuto di quei lumi e documenti, che avranno a somministrare i rispettivi vescovi. Una delle prime domande, che il cardinal legato fece al governo dopo l'arrivo della bolla, fu di avere tante carte geografiche, quante corrispondessero esattamente alle nuove cinquanta diocesi. Gli fu promesso che le verrebbero somministrate simili carte; ma frattanto incominciarono a farglisi delle istanze per sollecitare il decreto, e per comunicarlo al sig. consigliere di stato Portalis, da cui doveva esser dedotta notizia al Primo Console.

Gli si fece inoltre avvertire, che dallo stesso decreto dovevano apparire i confini delle diocesi, onde si rendesse a tutti nota l'estensione delle medesime. L'operazione non era difficile, poichè ciascheduna diocesi abbraccia interamente uno, o più dipartimenti. Avrebbe voluto però il cardinale risparmiarsi di nominarli; ma questo era del tutto impossibile, mentre il promuovere su di ciò difficoltà, sarebbe stato lo stesso che il far nascere dei pregiudicevoli sospetti. D'altronde una tale cautela riusciva affatto inutile, dacchè il governo non conosce più le antiche denominazioni delle provincie, sia de' vecchi domini francesi, sia de' paesi di nuova conquista, e tutte le carte geografiche, comprese ancor quelle che si stanno preparando per marcare i limiti delle diocesi, portano i nomi de' dipartimenti.

In vista adunque della necessità di conformarsi al nuovo sistema civile, non altro ha potuto fare il cardinale, se non se esprimere i dipartimenti col titolo di « provinciae seu regiones », e servirsi delle loro denominazioni latine. Quantunque si volessero inseriti nel decreto anco i nomi francesi, rispose egli a tal domanda, esser stile costante della Santa Sede di far uso del solo frasario latino, e rimanere bastantemente provveduto alla comune intelligenza colla traduzione francese, che il governo erasi proposto di fare eseguire.

Non dissimula il cardinale aver egli sperimentato della pena nell' adottarsi a questo temperamento, in riflesso di Avignone e Contado Venaïsino. Peraltro le ragioni addotte, e quel di più che non è ignoto al Santo Padre, persuaderanno facilmente, che non rimaneva luogo a prendere diverse misure. Nè sembra che debbano con ciò rimanere pregiudicati i diritti della Santa Sede, poichè gli atti fatti in addietro per garantirli sussistono tuttora, nè hanno a dirsi revocati dall' enunciare dimostrativamente e coi nomi che ora sono in uso, i confini delle nuove diocesi. Dipiù si è avuta sempre l'avvertenza di usare nel decreto le parole « in actuali territorio Gallicanæ reipublicæ. » Questa è una cosa di fatto, esercitando attualmente la Francia il diritto di sovranità in tanti paesi, che in addietro non le appartenevano; e come non deve dirsi, che la Santa Sede, colle misure prese nel circoscrivere le diocesi al solo oggetto di provvedere agli spirituali bisogni de' fedeli, abbia voluto autenticare la perdita, che molte chiese dell' Impero germanico vanno a soffrire di una parte de' loro beni e della loro temporale giurisdizione, così non dovrà nemmeno inferirsene, che il Sommo Pontefice abbia rinunciato ai suoi diritti sullo stato di Avignone e del Contado Venaïsino.

Specchio delle nuove diocesi. — A render più chiara e più semplice l'erezione delle nuove chiese, si sono riuniti in un solo quadro i nomi delle medesime, le invocazioni de' Santi titolari padroni, o i dipartimenti che mostrano i confini di ciascheduna diocesi, e si è eseguito l'ordine della bolla, soggiungendo a ciascheduna metropolitana le sue suffraganee.

Titoli antichi. — Fermo il governo nel suo disegno che venissero stabilite sole cinquanta chiese, non ha potuto aver luogo l'idea di erigerne delle altre, quantunque si trattasse soltanto di dichiararle « invicem canonice unitæ », sicchè il numero dei vescovi non venisse per questo ad aumentarsi. Una tale riunione annunziava la necessità di moltiplicare i capitoli delle metropolitane e delle cattedrali; lo che non può effettuarsi nelle attuali circostanze. È bisognato quindi contentarsi di conservare semplicemente alcuni titoli delle chiese le più celebri, confidando che ristabilita la religione e aumentata la pietà de' fedeli, potrà appianarsi la strada allo stabilimento di un maggior numero di vescovadi, e potrà in allora la Santa Sede prendere quelle misure, le quali adesso debbono restringersi alla sfera de' pii desideri.

Sembrava conveniente, che fra i titoli i più insigni avessero luogo quelli di varie chiese dell' Impero, le di cui antiche metropolitane o cattedrali vengono comprese entro i limiti dell' attuale territorio francese. Ma poichè di esse non si fece espressa menzione nella bolla, fra le altre chiese soppresse, si è astenuto il cardinal dall' unirne i titoli, affinchè non rimanga frapposto alcun impedimento a quelle posteriori determinazioni, che il Santo Padre giudicherà opportuno di prendere, pel caso che i titoli stessi abbiano a conservarsi col trasferire le suddette metropolitane o cattedrali, e i loro capitoli, nel recinto di quelle parti di diocesi, che rimangono alla riva destra del Reno.

Esitò il cardinale alcun poco sul partito che dovesse abbracciare rapporto al titolo della chiesa di Avignone ; ma in fine gli parve spedito il conservarlo, conoscendo che per una parte era giusto il far vivere almeno il nome di quella illustre chiesa, e che per l'altra parte, avendola il Santo Padre soppresa, senza temere di offendere con quest' atto i suoi diritti, niun pregiudizio derivar potrebbe ai medesimi dall' assegnarne il titolo all' arcivescovo di Aix. Una prova convincentissima di ciò si deduce da quello vedesi praticato rapporto alla chiesa di Ponte Corvo. Essendo essa unita all' altra di Aquino, entrò in possesso della prima quello stesso vescovo, che dal re di Napoli fu nominato alla seconda ; e siccome da questo fatto non può in nessun modo inferirsene che il Papa abbia rinunciato ai suoi diritti temporali sulla città di Ponte Corvo, così nemmeno può dirsi, che abbia ceduto i diritti della Santa Sede sullo stato di Avignone, coll' unire il titolo di quell' antica chiesa ad una delle metropolitane francesi.

Capitoli. — Sebbene sia indispensabile, che coll' erezione di nuove chiese arcivescovili o vescovili si faccia ancor quella dei capitoli, pure ciò riusciva impossibile nelle attuali circostanze, giacchè quantunque nel concordato si permetta ad ogni vescovo di avere un capitolo, pure s'ignora qual numero di dignità e di canonici possa e voglia destinarsi in ciascheduna chiesa. Non amava il cardinal legato di omettere quest' atto, anco perchè si sarebbe corso il pericolo di veder troppo prolungati simili stabilimenti, sia per negligenza di qualche vescovo, sia per l'opinione che non fossero di assoluta necessità, e che bastasse il

raccomandarne semplicemente lo stabilimento ai nuovi prelati. Ha voluto quindi erigere almeno in genere i capitoli, nominare espressamente gli uffici di teologo, e di penitenziario, accennare i principali doveri de' canonici, rimettendo al prudente arbitrio de' vescovi il precisarne il numero.

Insegne. — Rapporto alle insegne corali, riuscendo troppo arduo il discendere ad assegnarle a ciaschedun capitolo, anco per la diversità degli usi vigenti in addietro nelle diverse chiese, si è stati costretti a lasciar tutta la cura ai vescovi, e solo si è procurato di disporre la cosa in guisa, che per quanto è possibile, si tenga dietro al sistema delle antiche chiese di Francia.

Per impegnar poi i vescovi ad affrettare l'erezione de' capitoli, e per viemmeglio sostenere il diritto della Santa Sede quanto allo stabilimento de' medesimi, ha ingiunto il cardinale la riserva della trasmissione degli atti di erezione, e della conferma da farsene con autorità apostolica.

Collazione delle dignità canonicali. — Era da qualcuno revocato in dubbio il diritto della Santa Sede sulla collazione de' benefizi residenziali vacanti « a primæva erectione », ed aveva perciò il cardinal legato tanto maggior premura di garantire lo stesso diritto. Per altro riusciva impossibile il riservarsi dette collazioni, sì perchè, formando tutte insieme un gran numero, avrebbero richiesto un lungo travaglio, da non potersi per verun modo sostenere in un tempo in cui si affollerebbero da ogni parte le istanze di ogni sorta di affari, massime di coscienza; sì perchè gli impegni de' concorrenti e de' loro protettori recherebbero non piccola molestia; e sì perchè pretendendo i membri degli antichi capitoli soppressi di avere un certo diritto di preferenza, nell'impossibilità di contentar tutti, si esporrebbe il cardinale ad infiniti lamenti; sì finalmente perchè in questo nuovo stato di cose è necessario l'obbligare i vescovi ad evitare la taccia di troppa durezza, anco in vista di essere i capitoli spogliati di ogni rendita. Ha preso dunque il cardinale il partito di autorizzare gli stessi vescovi alle prime collazioni, alle quali procedendosi da loro con autorità apostolica, resta illeso il diritto della Santa Sede.

Statuti. — Per gli statuti de' capitoli, è sembrato il miglior compenso quello di raccomandare, che per quanto è possibile, si richiamino in osservanza gli antichi, facilitandone con ciò ed

accelerandone la compilazione. Ma si è lasciato nel tempo stesso un certo largo ai vescovi, prevedendosi che non tutte le vecchie costumanze sarebbero ora praticabili, e riflettendo che converrà forse in principio contentarsi di esigere dai canonici un servizio discreto, non essendovi il modo di assegnare alcuna rendita per il loro sostentamento.

Mense vescovili. — Si è voluto qui rammentare l'obbligo assunto dal governo per la dotazione delle chiese arcivescovili e vescovili, e si è usata l'avvertenza di esprimere tali dotazioni colle parole « *Redditus obventionesque perpetuas* », per comprendervi con termini generali le rendite risultanti da beni stabili. Si è aggiunto « *adscribimus et assignamus* », per trasferire la vera proprietà ai vescovi, e per sostenere in quel miglior modo che si può il diritto della Chiesa di possedere beni temporali.

Era a desiderarsi, che si precisassero in dettaglio le doti delle rispettive chiese. Due forti ragioni però lo hanno impedito. In questi principi del risorgimento della cattolica religione in Francia, sono necessarie delle misure prudenziali, per non urtare di fronte il partito opponente; ed è quindi meglio il toccare con estrema delicatezza tutto quello che può aver vista d'interesse, e che può dare un appoggio a contradizioni sul pretesto, che per le spese del culto cattolico non è giusto il gravare il tesoro pubblico. Essendovi dippiù qualche buona disposizione, per applicare al sostentamento de' vescovi parte de' beni stabili appartenenti alle antiche chiese e tuttora invenduti¹, non era facile di prendere su di ciò un sistema in breve spazio di tempo; e come torna meglio che gli stessi vescovi abbiano de' fondi, anzicchè delle pensioni per cui sarebbero ridotti in certa guisa alla classe di salariati dal governo, così era più proficuo lo attendere, che non il rovinare l'affare per la troppa fretta.

Pare che l'assegnamento delle rendite per ciaschedun vescovo non abbia ad esser in principio molto considerabile, appunto perchè il Primo Console conosce che le circostanze domandano in ciò una grande riserva; ma vi è lusinga, che in progresso di tempo vadano le mense vescovili a divenire più pingui, massime se i fedeli otterranno la libertà di fare delle pie fondazioni. Oltre

¹ Cf. p. 205, note 3.

a ciò, si spera che lo stesso Primo Console, seguitando gli impulsi di sua munificenza, darà ai nuovi vescovi *brevi manu* una somma di danaro, e non sarebbe fuor di proposito, che rinnovasse in appresso questi atti di liberalità¹, infino a tantocchè possa stabilire una sufficiente dote ad ogni mensa vescovile.

Episcopi. — Si è provveduto ad assegnare ai vescovi la proprietà degli episcopi, e se n'è fatta parola, affinchè il governo non dimentichi di fornire loro una decente abitazione. Ha preso di fatto il Primo Console su di ciò le convenienti misure, e mercede il suo plausibile impegno, non solo verranno ceduti ai novelli prelati quegli fra gli antichi palazzi vescovili che non sono stati alienati, e che trovansi in buono stato; ma si procurerà ancora di ricuperare dalle mani degli attuali possessori quegli episcopi, che furono in addietro distratti, dandone un compenso agli acquirenti, e se in qualche luogo non possa ciò effettuarsi, penserà il governo a supplirvi con altre comode abitazioni.

Parrocchie. — Dovendosi a norma del concordato eseguire una nuova circoscrizione di parrocchie, era necessario il premettere la soppressione delle antiche, e il privare d'ogni diritto i parrochi attuali, molti de' quali o dovranno essere trasferiti ad altre cure, o non converrà che continuino nel loro uffizio, sia per essersi mal condotti ed aver perduta la fiducia de' loro parrocchiani, sia perchè alcuni di essi o non verranno riputati idonei dai vescovi, o non saranno accettati al governo. La facoltà di erigere le nuove parrocchie trovasi attribuita agli ordinari in forza del concordato, e ripetendola nel decreto, vi si sono aggiunte tutte quelle condizioni, che possano impedirne l'abuso, e che servano a render proporzionato il numero delle cure ai bisogni de' fedeli, ad accelerare la fissazione delle congrue, e a metterne perpetuamente in possesso i parrochi.

Collazione delle parrocchie. — Risulta chiaramente dal concordato, che la collazione delle parrocchie debba appartenere ai vescovi; onde non poteva omettersi di far qui espressa menzione di questo loro diritto, non solo per la prima provvista, ma ben anco per le successive vacanze.

¹ On verra plus loin les ordres du P. Consul pour fournir aux nouveaux évêques des frais d'installation, un logement, etc. (*Corr. de Nap.*, nos 6031, 6032, 6033.)

Atti della circoscrizione delle parrocchie. — Si è ingiunto l'obbligo agli ordinari, di esibire al cardinal legato una copia autentica degli atti della circoscrizione delle nuove parrocchie, affinchè per tal modo si abbia un documento irrefragabile de' precisi limiti di ciascheduna diocesi, e rimanga facile il sciogliere qualsivoglia questione, che su di ciò potesse insorgere in appresso.

Seminari. — L'importanza dell' erezione de' seminari ha fatto comprendere al cardinal legato essere necessario d'insistere, affinchè i vescovi si affrettino ad eseguirla, e la rendano utile con quelle leggi, che meglio contribuiscono al vantaggio delle rispettive chiese, e che nel tempo stesso siano adattate alle circostanze.

Monti di pietà. — Siccome i monti di pietà dipendono in Francia dalla potestà civile, così non potendosi ingiungere ai vescovi l'obbligo di erigerli in quei luoghi, ne' quali non esistono, è bisognato contentarsi di raccomandare semplicemente l'erezione alla loro pastorale sollecitudine. Questo impulso darà loro maggior coraggio per insistere presso il governo, onde non manchino nelle rispettive diocesi simili stabilimenti, che sono tantopiù necessari al sollievo de' poveri, quantocchè la dimenticanza de' principi di giustizia e di religione ha fatto crescere le usure all' eccesso.

Si è pur ingiunto ai vescovi di pensare ai risarcimenti delle metropolitane e delle cattedrali, e a fornirle del bisognevole pel divin culto, sapendosi che le passate vicende contribuirono alla devastazione de' sagri tempi. E già il governo ha dato degli ordini per il restauro di dette chiese; e se in qualche luogo l'antica cattedrale non potrà ristabilirsi, o perchè interamente demolita, o perchè ridotta ad usi profani, vi si supplirà con assegnare altra chiesa, la più comoda e la più decente.

Possesso. — Nel parlarsi del possesso, che i vescovi dovranno prendere delle loro chiese, si sono seguitate le traccie, che la Santa Sede suol tenere nelle bolle delle erezioni de' vescovadi; ma non si è potuto far parola nè di monache, nè di religiosi, perchè, com'è notissimo, non esiste più in Francia alcun ordine regolare, ed essendo incerto il loro ristabilimento, non conveniva per nessun modo l'eccitare su di ciò delle pretensioni, le quali riusci-

rebbero pregiudicevoli, in luogo di produrre qualche vantaggio¹.

Collazione di benefici. — Nel darsi ai vescovi, secondo il costume, la facoltà di conferire i benefici, senza entrare in troppo minuti dettagli che conveniva onninamente di evitare, massime per prescindere dalla sempre spinosa questione de' diritti e libertà della chiesa gallicana, è parso al cardinal legato di guadagnare molto col far ammettere quelle riserve, ch' erano in vigore sotto l'antico governo, dal ch'è ne nasce che rimanga salvo in questa parte il concordato fra Leone X e Francesco I.

Amministrazione delle diocesi. — Ad evitare ulteriori dubbi e contrasti sull' amministrazione delle diocesi, si sono rinnovate le facoltà agli antichi ordinari, per continuare nel governo spirituale delle medesime fino all' epoca del possesso de' nuovi vescovi; ma si è ben rimarcato ad un tempo, che qualunque diritto de' primi deve cessare tostochè i secondi potranno assumere l'esercizio della loro giurisdizione.

Amministrazione delle parrocchie. — Si è preso un egual compenso rapporto alle parrocchie; mentre in caso diverso non vi sarebbe più stato alcun parroco in tutta la Francia, dal momento della pubblicazione del concordato, fino alla nomina dei curati, che deve aver luogo dopo la nuova circoscrizione delle parrocchie.

Riserva per le questioni. — Quantunque giovi lusingarsi, che il decreto esecutoriale sia chiaro abbastanza, e che con esso rimanga provveduto a tutti gli oggetti concernenti la nuova circoscrizione delle diocesi, pure per maggior cautela si è aggiunto questo paragrafo, per evitare quelle pregiudicevoli questioni, che potessero insorgere, e che produrrebbero cattive conseguenze, quante volte si lasciasse l'arbitrio di giudicarle a tutti altri fuori che al cardinal legato, il quale conoscendo la mente del Santo Padre, ed essendo munito di ampie facoltà, è in grado di tosto sopirle, e d'impedire qualsivoglia disordine.

Ha reso conto brevemente il cardinal legato delle misure, da lui prese per eseguire la bolla pontificia della nuova circoscrizione delle diocesi francesi. Conosce bene egli che questo lavoro

¹ Voir, dans la Partie XXI, une note du ministère de l'Intérieur sur l'autorisation donnée à plusieurs congrégations de femmes de reprendre leurs services charitables.

non sarà così perfetto, quale esser dovrebbe perchè nulla rimanesse a desiderarsi in affare di tanta importanza. La stessa necessità di adattarsi al tempo e alle circostanze, e la scarsezza de' mezzi e de' materiali che molto avrebbero agevolato il lavoro, contribuiranno a scusare ogni involontario difetto, e renderanno degna di benigno compatimento quest' opera, per la quale non si è certamente omissa tutta quella industria e diligenza, di cui si era capace.

(Arch. du Vatican).

1047. — Caprara à Consalvi.

(n° 42)

Parigi, 19 dicembre 1804.

Ricevuti i dispacci dei 2 corrente per mezzo del corriere spedito da M. Cacaault a questo governo, feci passare la lettera di pugno di N. S. al Primo Console (in caso di altra lettera V. Em. si degni farmene tenere la copia), e chiesi di poterlo vedere. Avendomi fatto rispondere che mi avrebbe veduto la mattina di mercoledì [16 dicembre], io mi portai all' ora indicatami al palazzo di sua residenza.

Appena vedutomi, mi manifestò di già conoscere che io avevo ricevuto la bolla di circoscrizione, colla facoltà singolarissima e senza quasi esempio di potere dare la canonica istituzione ai vescovi, e mostrone un vivissimo gradimento. Al che io risposi rendendo giustizia agli specialissimi tratti della clemenza pontificia, e conclusi, che non ostante la canonica istituzione che io avessi data ai vescovi in nome pontificio, dovevano i medesimi dentro lo spazio di sei mesi prendere le bolle da Roma : su di che non disconvenne.

Ho detto che N. S. contava sulla sua tenerezza per lui, e sul suo cuore generoso e grande, che si sarebbe occupato di farlo sortire dalle ristrettezze in cui si trovava. Pensando un momento, ridendo, e veramente di buona grazia ha detto : « Vorreste le Legazioni. » — Gli ho risposto come dovevo. — Ed ha concluso : « Vedremo. » — Mi sono raccomandato perchè non faccia passare le truppe del regno di Napoli per lo stato della Chiesa, per quanto si può ; ed esso ne è convenuto. Prevengo però V. Em. che i Toscani si aiutano, come facciamo noi. Avendogli io rammentata la memoria, di cui trasmessi copia a V.

Em. con la mia dei 15 novembre, segnata di n° 23, mi ha soggiunto : « Per le forniture, non credo che molestino più il Papa. » — Allora ho nominato Ancona ; e da sè ha risposto : « Sottoscritta la pace, la medesima resterà libera » ; e per interrogazione : « Il Papa avrà modo di guarnirla ? » — Gli ho soggiunto di sì.

Gli ho parlato del giubileo all' occasione della restituzione della religione in Francia ; gli ho detto in che consisteva. È venuto d'accordo che si faccia, aggiungendo solo l'intendermela col consigliere Portalis. Gli ho proposto di fare la pubblicazione il giorno di Natale. Non ci aveva difficoltà ; ma studiato l'almanacco che gli ho prestato, ha veduto che non ci erano che otto giorni, e gli è parso il tempo troppo ristretto. Come però assolutamente non vuol far conoscere nè se andrà, nè se non andrà a Lione, può essere che questo gli abbia fatto decidere così¹.

Gli ho parlato, in nome di N. S., delle abbadiie della Svezia, degli Svizzeri, e specialmente di S. Gallo ; è mi ha risposto ridendo, che tutti altri vorrebbero mangiarle (V. Em. però già saprà che i beni invenduti delle abbadiie negli Svizzeri sono stati restituiti : di S. Gallo nullo so di particolare). Ma ingenuamente non si è concluso nulla, perchè rapidamente è passato a discutere la questione sugli elettorati ecclesiastici, facendosi presente che glieli aveva raccomandati N. S. Se l'affare dasse tempo, non sarei sorpreso di qualche cambiamento, anche sulla totale distruzione o sia spoglio del così detto chiericato, che, a prenderlo nel suo vero lume, non è certamente utile per il tempo avvenire a questa gran potenza.

Ho nominato Malta ; ed esso mi ha detto che il Papa non dovrebbe fare per gran maestro un Tedesco. Ho risposto che non conoscevo lo stato di questo affare nel momento ; ma che giudicavo, che il Papa avrebbe prescelto naturalmente il soggetto

¹ La veille, après une discussion qui avait duré deux séances et à laquelle Portalis avait pris une part importante, le Corps législatif avait rejeté par 142 voix contre 139 la première loi du code civil sur « la publication, les effets et l'application des lois en général. » Quelques jours auparavant, ce même projet avait été repoussé au Tribunat par 63 voix contre 13. Il y avait lieu de craindre une opposition encore plus forte contre les mesures religieuses. C'était évidemment cette raison, et non le prétexte allégué devant le cardinal, qui obligeait le P. Consul à renoncer à la publication du concordat pour la fête de Noël.

che avesse avuto più voti nelle Lingue. Successivamente ha mostrato premure per Hompesch. Gli ho soggiunto che quando egli gli avesse portata l'adesione della Russia, desiderandolo assolutamente, giudicavo che il Papa, non trovando opposizioni, ci si sarebbe prestato. Sul punto della difesa dell' isola, ripeté : « Mi pare possa finire che la Religione la difenda, come prima, senza guarnigione di nessuna potenza ¹. »

Non ho parlato nè sulle statue, nè su i beni nazionali, perchè qui non è possibile di ottenere una garanzia che quello di cui si conviene oggi, ricevendosi qui impulsi vivi, non si cambi successivamente. Bisogna dunque essere disposto a difendersi quante volte si è attaccato.

Avendo il Primo Console nominato per incidente il generale Acton : « A proposito, soggiunse, come vanno le cose vostre con Napoli ? » — Io gli diedi conto in poche parole della memoria di V. Em. su Benevento e Ponte Corvo, e della risposta rispettiva, secondo che mi conveniva, aggiungendo che contavo sul suo cuore. — Rispose : « Certamente. Quando si tratterà con Napoli dell' evacuazione delle truppe e degli altri oggetti, chiederò formalmente che si restituisca al Papa Benevento, e il rimanente che gli appartiene. » — Al mio modo, con una piegatura di testa e colla ilarità di volto, potè conoscere la mia tenerezza e riconoscenza. V. Em. immagina che a tutto ciò terrò dietro seriamente.

Sugli intrusi egli non ha fatto parola, neppure da lontano. Io ero disposto a trattare la materia solamente eccitato ; e per darne al medesimo un incentivo, gli ho fatto parola della lettera di N. S., e di quella scritta a me, che pure avevo fatta leggere al medesimo per mezzo della persona che presentogli la lettera stessa. Ma egli non ha fatto che unicamente mostrare gradimento di averla ricevuta, ed assicurarmi che ci avrebbe risposto. Sapendo come vanno le cose, e conoscendo ciò che V. Em. stessa conosce sul proposito (come la ragguagliai con mia dei 5 corrente, segnata di n° 32), ho stimato bene di non promuoverne questione,

¹ L'Angleterre ayant demandé qu'une puissance tierce fût chargée de la garantie de Malte, le P. Consul avait proposé les Deux-Siciles ; mais il commençait à soutenir ouvertement que l'Ordre pouvait et devait suffire seul à la défense de l'île (Cf. Du Casse. *négoc.*, t. III. p. 28, 99, 139, etc.)

e sto aspettando che mi si dia la nota dei vescovi. Nella quale se si saranno intrusi, può esser certa V. Em. che farò di tutto per persuadere del contrario; e se mai disgraziatamente non vi riuscissi, saranno da me esattamente poste in pratica le istruzioni che l'Em. V. si è degnata trasmettermi. Si aggiunge poi, come V. Em. conosce, che il sì di un giorno su di un affare può riguardarsi indifferente, come il nò; onde bisogna riservarsi ad esercitare l'intera forza allo stringere del nodo, vale a dire quando, come replicatamente mi è stato promesso, avrà meco ragione dei soggetti da nominarsi ai vescovati.

Dopo scritto fin qui, ho veduto il sig. di Morkov... Relativamente agli affari di Malta, mi ha detto che il duca di Berry, in qualità di gran priore della Lingua di Francia, gli aveva scritto che la sua Lingua avrebbe dato, come le altre, il suo voto per il nuovo gran maestro. Morkov non conosce troppo che cosa possa dare, o almeno come essere ascoltato. Sul punto di Hompesch per nuovo gran maestro, mi ha fatto sentire, che benchè parli di proprio giudizio, non crede che detta scelta potrebbe far piacere alla sua corte... Vi è un progetto singolare sull' isola di Malta, cioè di distruggere il porto ¹, e lasciarvi semplicemente qualche batteria per assicurare l'isola dai insulti de' Barbareschi. Questo progetto sino ad ora non è troppo gustato; ma potrebbe esserlo, perchè così ogni potenza rispettivamente crederebbe di non avere più soggetto di gelosia sull' importanza di detto porto, e perchè potrebbero venire d'accordo le potenze per far proprie le proprietà di detta Religione nei loro stati. Oltre ad aver gettato sull' idea qualche proposizione, per far vedere che non vi era bisogno di venire a tale estremo, ho di più fatto rilevare essere cosa ingiusta e irreligiosa; ma nel caso di esame tra le potenze di detto progetto, vi è luogo da temere.

Subito che saranno nominati i nuovi arcivescovi, non mancherò, a norma dei comandi di V. Em., di loro insinuare che si rivolghino al Santo Padre per dimandare il pallio, assicurandoli che l'otterranno immediatamente.

Rispetto all' uffizio a favore del re di Etruria, su del quale più

¹ Cette idée était mise en avant par la France, probablement comme un artifice de discussion.

volte ho avuto l'onore di parlare con V. Em., qualora la circostanza si presenti, avrò cura di regolarmi nel modo ch' ella mi prescrive con sua cifra dei 2 corrente in foglio separato.

Malgrado tutte le apparenze in contrario, parmi di dovere tenere per certo che il cav. Azara sarà rimosso da qui, e che gli succederà il padre di Mgor Negretti. La di lui partenza mi fa del rincrescimento, perchè ingenuamente nelle occasioni si prestava a secondare le nostre premure.

Dal landamanno Reding, primo deputato della Repubblica elvetica, mi è stata passata la nota, che qui compiego in originale¹. Io le ho risposto che l'ho ricevuta, e che mi facevo un piacere di rimetterla alle mani di V. Em. In semplice aria di confidenza l'ho fatta conoscere al ministro Talleyrand, che mi ha risposto : « Va bene ; non vi è difficoltà. »

Sebbene Mgor arcivescovo di Cambrai, nel darmi conto di essersi dimesso dalla sua chiesa, mi dica che ha trasmesso direttamente a Roma l'atto della sua dimissione², tuttavolta avendomene mandata una copia, io mi faccio una premura, per qualunque eventualità, di trasmetterla a V. Em. compiegata colla presente, insieme colla lettera che il lodato prelato scrive a me medesimo.

Per quanto nella conversazione col Primo Console siasi trattato delle persone intervenute alla Dieta in Lione, e fra le altre di Mgor arcivescovo di Milano, di cui lo stesso Console ha ammirato il coraggio ed il zelo, tuttavolta niun motto ha proferito relativamente al vicario di N. S. in Imola ; ed io ho stimato me-

¹ Le landammann Reding était arrivé spontanément à Paris dans la soirée du 7 décembre, pour solliciter la reconnaissance du régime nouveau (Cf., p. 365, note 1), la retraite des troupes françaises, le rétablissement de la neutralité pour l'Helvétie, avec des restitutions de territoire, etc., et surtout pour la conservation du Valais. (Cf. *Corr. de Nap.* n° 5937). — La note qu'il venait de remettre à Caprara proposait le rétablissement de la nonciature de Lucerne. Un mois plus tôt, Stapfer avait été chargé de voir le Légat, « de lui témoigner la considération que le gouvernement helvétique avait pour S. S., et de lui manifester son vœu de maintenir de son mieux le culte catholique dans les parties de la Suisse qui l'ont conservé » (dép. de Stapfer, du 3 novembre).

² Cette démission, envoyée de Ratisbonne le 23 novembre, est mentionnée au *Moniteur* du 26 décembre. — En écrivant au Légat, l'archev. de Cambrai sollicitait de rentrer en France.

glio di non parlarne, ed aspetterò che altri ne promuovano discorso. Nel qual caso mi farò un dovere di esporre la cosa nel suo vero aspetto.

Con mia dei 29 novembre, nell'atto di trasmettergli alcuni fogli di osservazioni a varie proposizioni avanzate dai vescovi renuenti, le dissi che le medesime sarebbero stampate¹. L'impressione è stata fatta, e incominciata a spargersi da ieri. L'autore dell'opuscolo è il sig. abbate Bernier, il quale nel passarmene alcuni esemplari mi ha richiesto di trasmetterne due all'Em. V., come faccio, e di supplicarla a volerne umiliare uno al Santo Padre in di lui nome.

Nel momento ricevo due lettere, una di Mgor vescovo di Toul, l'altra del capitolo di Tournay². Mi dice il primo, che per mezzo di Mgor Della Genga ha trasmesso al Santo Padre il richiestogli atto di dimissione della propria chiesa; e colla seconda pure vengo avvertito che per lo stesso canale il capitolo in tempo di sede vacante, ha prestato il consenso perchè la cattedrale di Tournay venga soppressa...

(en chiffres)

Si sono passati qui alcuni giorni, nei quali si è potuto giudicare che il governo era estremamente occupato, senza che si sia potuto portare giudizio assoluto, se questo riguardava oggetti dell'interno, o dell'esterno. Mi pare si possa tener per certo che in detti giorni, si sono stati qui estremamente occupati sugli affari dell'Impero; almeno questo è il giudizio che si porta dai primari diplomatici...

(Cultes, Arch. de Caprara)³.

¹ Voir p. 421, note. — Il nous a été impossible de retrouver aucun exemplaire de l'imprimé.

² L'év. de Toul, réfugié à Offenbourg, dans le margraviat de Bade, avait donné, le 1^{er} décembre, sa démission: elle est annoncée au Moniteur du 26 décembre. — Le consentement souscrit par le chapitre de Tournay est du 11 décembre.

³ Plusieurs autres dépêches de Caprara ont été envoyées le 19 décembre: — n° 38: Arrivée du courrier de Rome. En ce qui concerne les lettres apostoliques pour l'érection d'évêchés aux Indes Occidentales, le Légat suivra les instructions lui prescrivant d'attendre que la question de S. Domingue soit réglée entre la France et l'Espagne. — n° 39: Accusé de réception de la dépêche de Consalvi sur Bénévent (Cf., p. 337, note 1). — n° 40: « P. S. Mi viene riferito nell'istante che sia smontato all'hotel de Rome Mgor Erskine, quale già l'aveva preceduto il sig. Walsh, canonico di S. Pietro, che trovai qui da alcuni giorni. » —

1048. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 19 decembre 1801.

Dal contenuto della di lei confidenziale, ben mi accorgo che chi le ha scritto da qui, o non sapeva cosa diceva, o realmente ha studiato di procurargli delle interne amarezze. Io sul proposito di cui V. Em. mi parla, e nella sua vma a colonna dei 2 andante, e più lungamente anche nella citata confidenziale, le dissi schiettamente quel che sapevo con certezza, per mezzo della mia di n° 35 spedita la posta antecedente ; ed oggi ho tutta la ragione di ripeterle, che ella viva pure sicura che il governo non ha la minima sinistra idea della di lei persona, e condotta. Lo stesso Primo Console, cui lo scorso mercoledì mi feci un dovere di far presenti le angustie del di lei animo, mi disse : « Certamente lo stimo, e lo riguardo amico della Francia, e ne sono sinceramente convinto dopo che esso venne a Parigi, giacchè precedentemente lo credevo attaccato alla corte di Napoli, e legato con Acton¹. » Io, com' ella può supporre, non lasciai di coltivare in esso i sentimenti manifestatimi : ed egli terminò il discorso con assicurarmi che valutava assai la di lei onestà ; al che ridendo io dissi : « Aggiunga anche saviezza. » Se dopo ciò vuole qualcuno divertirsi alle di lei spalle, ingenuamente in vece di affliggersi, la consiglierai di ridere.

Vorrei ridere io pure ; ma per quanto spero nel divino aiuto, non so indurmi ad essere pienamente tranquillo. Questa piccola dilazione alla pubblicazione del concordato e bolla di circoscrizione mi dà pena, perchè vorrei vedere finito tutto, e bene. Perchè dal canto mio nulla si ritardi, tutti del seguito sono occupati, chi in una cosa, chi nell' altra. Perchè nulla manchi a qualunque evento, ho ordinato le stampe degl' interrogatori per i processi ; ho fatto approntare i titoli colle armi rispettive da usarsi per le patenti ai nuovi vescovi. In somma tutto quel che potrà dipendere da me, non ritarderà un momento la tanto sospirata funzione.

n° 41 : Le nouveau directeur de l'académie de France à Rome est parti, avec le projet de s'établir dans la villa Medicis. « Non ho creduto, lo scorso mercoledì, di parlare di ciò col P. Console, conoscendo di non avere agio di farlo, per la ristrettezza del tempo, troppo prezioso per gli oggetti che V. Em. conosce. »

¹ Voir t. III, p. 155, etc.

Appena pubblicato il concordato, si pubblicherà un giubileo da durar quindici giorni, e contemporaneamente, come credo, si pubblicherà pure la riduzione delle feste, eguale in tutta la Francia, ove, a mia richiesta, mi è stato promesso che si porrà fra le feste da solennizzarsi il giorno di S. Pietro e S. Paolo..

(Cultes, Arch. de Caprara).

1049. — Caprara à Consalvi.

(n° 44)

Parigi, 27 décembre 1801¹.

Il degnissimo Mgor patriarca di Gerusalemme con sua lettera dei 29 scorso novembre² partecipomi, che siccome Mgor Spina aveva fatto conoscere all' Em. V. il bisogno che io fossi munito di alcune ulteriori facoltà, così Nostro Signore non solo era condisceso ad accordarmele individualmente per gli oggetti esposti dallo stesso Mgor Spina, ma intendeva inoltre di autorizzarmi a far uso di una presunta delegata facoltà, per provvedere in circostanze straordinarie a qualche improvviso ulteriore bisogno, che fosse per accadere. Il caso di profittare di questa nuova pontificia condiscendenza si è presentato ben presto, essendomi io trovato nella necessità di eseguire alcuni cambiamenti nella bolla spedita per la nuova circoscrizione delle diocesi francesi. Senza che io mi diffonda nel parlare a V. Em. su questo emergente, mi ristringerò a pregarla che voglia compiacersi di leggere le annesse carte³ per conoscere le ragioni, che mi deter-

¹ Bien que cette dépêche soit datée du 27 décembre, nous la publions ici, parce que les faits qu'elle rapporte sont antérieurs d'environ dix jours.

² Voir p. 337, note.

³ Il y a deux annexes : nous publions seulement la seconde. La première est un mémoire, dont on trouvera le commencement dans Theiner (t. II, pièces, p. 163, à la suite de la dépêche du 27 décembre). Le Légat expose qu'avant de remettre au gouvernement la bulle si impatiemment attendue, il s'est aperçu que la liste des nouveaux diocèses contenait en trop le siège de Genève, ce qui portait le nombre des sièges à 51 au lieu de 50; et qu'en outre elle substituait Florac à Mende (Cf. p. 32, note). Après avoir hésité, le Légat s'est décidé à rectifier cette double erreur. Il a cru, en même temps, ne pas sortir de l'esprit de ses nouvelles facultés, en changeant à la fin du premier paragraphe le mot « compulerunt » en « impulerunt » ; au milieu du paragraphe suivant, les mots « minime sperabamus futurum » en « minime putabamus futurum » (Cf., p. 307); etc. Bernier, consulté sur ces dernières corrections, en a conseillé d'autres, que le Légat n'a pas admises. (Arch. du Vatican.)

minarono ad un passo, pel quale sentivo la più viva repugnanza. Supplifico inoltre V. Em., che nel render conto a Nostro Signore di questa mia condotta, voglia implorare dalla sovrana di lui clemenza l'approvazione e conferma del mio operato.

(Annexe)

[Paris, 18 décembre 1804].

Osservazioni del sig. abbate Bernier, e risposte del cardinal legato.

D. — Supprimer la désignation des trois mois pour nommer¹.

R. — I tre mesi assegnati per la nomina nascono da convenzione stabilita in uno degli articoli del concordato, e già se ne fa espressa menzione nella bolla di conferma del concordato medesimo: onde non può tacersi simile condizione senza incontrare i giusti rimproveri del Santo Padre; e quando anche si omettesse di parlarne nella bolla della circoscrizione, questo silenzio sarebbe inutile, pubblicandosi contemporaneamente la suddetta bolla di conferma del concordato. Di più bisogna ricordarsi, che l'articolo delle nomine coll' espressa riserva di effettuarle nello spazio di tre mesi, fu esibito tal quale dal governo francese, e fu accettato dal Santo Padre senza alcun cambiamento; onde non può temersi alcun reclamo per parte di chi è stato il primo autore di simile disposizione.

D. — Les mots « *cujuscumque dignitatis etiam mundanæ*². » — « *Cujuscumque dignitatis* » suffit.

R. — L'espressione « *cujuscumque dignitatis etiam mundanæ* » potrà cambiarsi quando così piaccia: ma si prega riflettere, che detta espressione è messa molto a proposito nella bolla, e anzi ch'è urtare, dovrebbe esser gradita al governo. Nel territorio incorporato alla Francia vengono comprese, o in tutto o in parte, alcune diocesi dei principi dell' Impero; rimangono ancora aggiunte allo stesso territorio le chiese del Brabante, alle quali nominava l'Imperatore; vi è dunque bisogno di derogare

¹ Voir le commencement du paragraphe 2 de la bulle (p. 307).

² Cette phrase, ainsi que celle contenant les mots « *motu proprio* » signalés plus loin par Bernier, se trouvent dans les clauses que nous avons cru pouvoir omettre (Cf., p. 311, note 1). — Déjà, à propos de la bulle de ratification, des objections avaient été faites contre la formule « *motu proprio* » (voir t. III, p. 312).

nel miglior modo che si possa ai diritti degli stessi principi, e di S. M. Cesarea, e a ciò tende la parola « etiam mundanæ. » Senza di questo potrebbero in seguito suscitarsi delle pretensioni, le quali siccome inquieterebbero, venissero ad impugnare la stabilità degli stabilimenti fatti per le nuove diocesi francesi.

D. — Supprimer aussi le mot « motu proprio », qui n'est pas dans la dernière bulle.

R. — La clausola « motu proprio » si adopra generalmente in tutte le bolle che trattano di oggetti gravi, massime quando vi sia bisogno di derogare ai consensi delle persone, le quali avrebbero il diritto di essere interpellate. Essa clausola è una prova dell' assoluta volontà del Papa ; e nel caso nostro sembra tanto più opportuna, quantochè mostrando il Santo Padre di procedere di « motu proprio », che è quanto dire liberamente, viene con ciò ad escludere la pretesa coazione, messa in campo dai vescovi dissidenti per ricusarsi a dimettere le loro chiese. Non vi è dunque ragionevole motivo per sopprimere la clausola ; e quando non si trovasse già nella bolla, sarebbe anzi proficuo l'aggiungerla.

(Arch. du Vatican).

1050. — Della Genga & Consalvi

Dresda, 12 novembre 1801.

Ho ricevuti in questa settimana insieme i vmi pieghi di V. Em. R. dei 3 e 10 ottobre. Non è certamente piacevole la commissione adossatami di trasmettere ai vescovi il breve unitomi ; ma qualora il bene della religione lo esige, convien bere questo calice. Mi rincresce, che trovandomi non bene di salute, ed obbligato a fare tutto il travaglio necessario da me stesso, poichè tutte la mia corte non è composta che di un servitore di piazza, la cosa non potrà avere quel corso sollecito, che V. Em. desidera. Io per non mettere piede in fallo, non farò che copiare fedelmente le minute trasmesse, segnarle, unirvi i brevi corrispondenti ed inviarle. Ho pensato un momento di tradurle in latino ; ma una più matura riflessione mi ha convinto, che intenzione di V. Em. è che sieno mandate nella nostra lingua, poichè

se fosse altrimenti, V. Em. mi avrebbe mandate le stesse minute in latino¹.

Quanto all' aggiungervi la inculcazione del segreto, sarebbe una cosa del tutto inopportuna e stravagante, poichè è da cinque settimane a questa parte, che tutti i fogli pubblici d'Inghilterra e di Germania hanno riportato *per extensum* il breve di N. S., e varie lettere di Mgor Erskine, di Mgor Spina, e di vari vescovi francesi relative ad esso. Io ho avuto domande da tutte le parti sulla autenticità di esse, facendo maraviglia ai vescovi francesi che sono in Germania, che quei d'Inghilterra più lontani e minori in numero, fossero istruiti ed interpellati prima di loro. Ho stimato il miglior partito di lasciare tutte le domande senza risposta, nella ignoranza pienissima nella quale ero del tutto, non volendo dire autentico quello che poteva non esserlo, nè apocrifo ciò che poteva essere autentico. Ora veggo che il breve è realmente tale quale lo hanno dato i detti fogli pubblici.

Sarà ben difficile di ritirare la ricevuta di tutti i rispettivi pieghi; non ostante io farò tutto ciò che sarà possibile: le invierò per via di banchieri. L'elettore di Magonza per esempio, sono certo che non mi darà nessuna risposta, perchè mai risponde a me su ciò che gli dirigo di officio. Non essendo ciò ignoto a codesta segreteria di stato, parmi che avrebbe potuto prendere altra via per farglielo giungere, ed assicurarsi una risposta...

Riapro la lettera per dire a V.Em., che avendo incominciato a leggere i fogli rimessimi, a fine di farne le copie necessarie, parmi vedere, che veruna delle tre minute unitemi possa convenire per i due elettori di Magonza e Treviri, e per gli altri vescovi principi, che debbono soltanto dimettersi da una porzione delle loro diocesi. La lettera non sarebbe analoga al breve; ed inoltre temerei, che questi grandi Signori non trovassero di loro gusto le promesse, che il Santo Padre fa loro di fare, di raccomandarli al Primo Console per la rielezione a un vescovato, o perchè provveda ai loro personali bisogni². Immagino per conseguenza, che

¹ Cependant le texte de la lettre envoyée par Mgr Della Genga aux évêques (Cf. p. 92, note 2), qui est publié dans le *Recueil sur la démission*, p. 43, est précisément en latin. Il est daté de Dresde, le 9 novembre.

² Di Pietro, à qui la dépêche de Della Genga a été renvoyée, disait à ce propos, le 4 décembre: « Per gli altri vescovi, le cui chiese avevano soltanto a dismem-

l'Em. V. abbia fatto pervenire ad essi il breve per altra via. Io procurerò d'informarmene ; e qualora non fosse così, per non aspettare la minuta necessaria, che converrebbe che V. Em. mi rimandasse a tale effetto, procurerò di addattarvi una delle trasmesse, nel miglior modo che mi sarà possibile.

(Arch. du Vatican).

1051. — Albani à Consalvi

Vienna, 21 novembre 1801.

..La rinuncia dei vescovi rispettivi, domandata da Sua Santità ai vescovi di Francia, ha fatto l'oggetto di molti discorsi ancora qui. Tutte le persone che pensano bene trovano, che la provvidenza presa da Sua Santità è necessaria, attese le circostanze in vista del grand' oggetto di ristabilire la religione in Francia. Qualunque poi sia la resistenza di alcuni vescovi, io suppongo che Sua Santità potrà liberamente eseguire ciò che si è proposto, e che, le sue disposizioni non solo non essendo traversate, ma anzi secondate dall'attuale governo di Francia, non troverà opposizione alcuna ad operare questo gran bene.

Il sig. cardinal Flangini, nominato patriarca di Venezia, mi ha detto, che essendo stato a ringraziare S. M. ^{I.} di questa nomina, l'Imperatore gli ha detto, che si era determinato a nominarlo al patriarcato di Venezia, perchè questo era senza controversie di sua collazione ; che non ha pensato al vescovato di Padova perchè credeva, che fosse premura di Sua Santità di farvi passare Mgor Pergen, attuale vescovo di Mantova. In proposito poi degli altri vescovati dello Stato Veneto, gli disse S. M. che l'affare quanto alle nomine non era ancora deciso ¹, ma che

brarsi, e similmente per l'arcivescovo elettore di Treveri, al quale rimangono le chiese di Augusta e di Ellwangen, fu sin dapprima combinato, che l'Em. V. avrebbe ingiunto a Mgor Della Genga d'accompagnare i brevi con una lettera in termini più ristretti, la quale domandasse la ricevuta e la risposta nel tempo prefisso, ed accennasse unicamente che S. S. provava il rammarico di essere state insufficienti le sue pratiche a risparmiare loro un simile sacrificio ; senza poi dilungarsi ad altri oggetti... » (Arch. du Vatican. »

¹ La nomination aux évêchés dans les pays vénitiens était réclamée par le Pape, qui était en possession de ce droit avant la chute de la république de Venise. L'Empereur prétendait au contraire, que ces pays, annexés par le

credeva, che si sarebbe potuto terminare con una terza, come in Toscana. Il sig. cardinal Flangini ¹ non essendo in corrispondenza seguita con V. Em., ha desiderato che io dassi a V. Em. questo cenno della maniera di pensare di S. M. rapporto ai vescovati dello Stato Veneto, pensando che ciò potrà servirle di lume, se venisse fatta a Sua Santità qualche istanza in nome di S. M. per ottenere la nomina ai vescovati dello Stato Veneto.

(Arch. du Vatican).

1052. — Petrus à Talleyrand

(n° 86)

Hambourg, 23 novembre 1804.

L'évêque de Pamiers est arrivé, il y a deux jours, de Wolfenbuttel, où il était allé essayer de ramener à son avis les prélats qui y résident. Ceux-ci s'en tiennent au *mezzo termine* dont je vous ai parlé dans ma lettre du 26 octobre, n° 80. Ayant même envoyé aux autres évêques de France qui sont en Allemagne leur projet de réponse au Pape, ils l'ont fait adopter par la plupart d'entr'eux. Je me suis procuré une copie de ce projet... Il a été rédigé par l'évêque de Boulogne. Les prélats décidés à adresser cette réponse au Pape sont : le cardinal de Montmorency évêque de Metz, les archevêques de Paris, de Reims et de Bourges, et les évêques d'Auxerre, d'Aire, de Limoges, de Gap, de Boulogne, de Séez et de Valence.

L'évêque de Dijon donne sa démission. On croit que les évêques d'Amiens, de Châlons, de Chartres et de Saint-Dié, l'ont déjà donnée ou la donneront.

Les évêques de Laon, de Nancy et de Sisteron refusent nettement leur démission. Le dernier n'a rien épargné pour entraîner dans son parti tous les autres évêques. Il a été grand-vicaire de l'évêque d'Arras ; il est en quelque sorte de son école, et sûrement dirigé par son influence.

Le traité de Campo-Formio, ne devaient pas être soumis à un autre régime ecclésiastique que le reste de l'Autriche (Dép. de Ghislieri, des 22 nov. 1800, 18 avril 1804, etc.)

¹ Le card. Flangini passait pour dévoué à la cour de Vienne, qui, à la fin du dernier conclave, aurait voulu le faire accepter par Pie VII comme secrétaire d'État.

L'évêque de Langres était décidé à donner sa démission : il l'avait déjà rédigée, et elle l'était sur un ton très apostolique. Les lettres des évêques refusants de Londres, et celles des évêques résidant en Allemagne, qui, sans refuser la démission, font des représentations au Pape, ont suspendu sa démarche et modifié son avis, sans changer le fond de ses dispositions. Il offrira formellement sa démission, mais en suppliant le Pape de donner à la majorité du clergé de France les éclaircissements qu'elle désire. Il pense qu'en unissant ses sollicitations à celles des autres évêques, il contribuera à obtenir du Saint-Père une réponse qui les décidera à donner leur démission ¹.

¹ Une lettre de l'évêque de Luçon, adressée le 24 octobre à l'abbé Emery (Cf. p. 355, note 1), avait déjà annoncé que l'évêque de Langres « avait écrit aux évêques sur la convenance de faire les démissions ; que les uns avaient répondu qu'ils ne la feraient pas ; les autres qu'ils la feraient ; d'autres qu'ils se joindraient au plus grand nombre » (Emery à Bausset, 11 novembre). L'invitation du prélat avait donc eu, auprès de ses collègues, aussi peu de succès qu'un plaidoyer répandu par lui, en 1800, en faveur de la promesse de fidélité. Mais le clergé en général, français ou même étranger, qui s'était habitué à estimer la science et le talent de Mgr de La Luzerne, s'intéressait à savoir ce qu'il pensait ; il ne pouvait rester indifférent en apprenant que ce docteur se mettait à hésiter. Voici, en effet, la lettre indécise et dilatoire, que Mgr de La Luzerne écrivait au Pape, de Wels le 31 octobre :

« Avant de recevoir le bref de V. S. en date du 15 août dernier, et prévoyant la demande qu'elle pourrait me faire de ma démission, j'étais pleinement déterminé à acquiescer à son désir, et j'avais déjà communiqué à plusieurs de mes collègues dans l'épiscopat mes dispositions à cet égard. Mais, dans le moment où le bref me parvient, je reçois une copie de la lettre qu'ont adressée à V. S. la plus grande partie des évêques français réfugiés en Angleterre, pour la supplier de daigner leur faire part des motifs qui doivent les décider à cette grande et importante résolution. Cette lettre, T. S. Père, n'a point ébranlé ma détermination. Pleinement convaincu, même avant que V. S. ne nous en assurât, qu'elle avait tout tenté pour prévenir cette extrémité ; qu'elle n'a sacrifié que ce que les circonstances douloureuses et impérieuses dans lesquelles elle s'est trouvée ne lui ont pas permis de conserver ; et qu'elle n'a rien sacrifié de ce qui est essentiel au maintien de la religion, je suis toujours aussi résolu que je l'étais à lui adresser la démission de l'évêché de Langres.

« Mais daignez permettre que je suspende quelques moments cet envoi, que je suis décidé à faire aussitôt que vous l'ordonnerez, pour joindre mes supplications à celles de mes respectables confrères, auxquels, j'en suis assuré, beaucoup d'autres sont disposés à s'unir. Non, T. S. Père, je le proteste dans toute la sincérité de mon cœur aux pieds de V. S., ce n'est point pour mettre un obstacle à vos désirs, c'est, au contraire, pour en procurer l'effet, que je vous adresse mon humble prière. V. S. désire réunir les démissions de tous les évêques catholi-

L'évêque de Pamiers, toujours disposé à donner la sienne, l'accompagnera de la même prière, et, s'il changeait d'avis, ce serait pour adhérer entièrement à celui de l'évêque de Langres.

Au point où en sont les choses, et d'après les dispositions connues des prélats dont je viens de vous parler, il n'est pas imprudent d'assurer que, sauf l'évêque de Sisteron, il n'y en aura pas un seul qui ne donne sa démission, si le Pape, après avoir reçu leur demande, leur fait une réponse où il déclare : 1° qu'il n'a jamais entendu méconnaître ni blesser les droits des évêques ; 2° que leurs démissions ont été la condition *sine qua non* mise au rétablissement du culte catholique en France. Il serait heureux aussi que, dans la réponse du Pape, il se trouvât une phrase

ques de France. Le moyen, et j'ose l'assurer, le seul moyen de les obtenir, est de condescendre à leurs vœux, en leur accordant la communication qu'ils désirent des motifs qui doivent les déterminer. Leur demande ne fût-elle pas aussi raisonnable, aussi juste qu'elle se montre du premier coup d'œil, n'ont-ils pas bien mérité que V. S. daigne y déférer ? De tout ce qu'elle veut bien louer dans eux, des combats qu'ils ont livrés, des sacrifices qu'ils ont faits, des traverses qu'ils ont supportées, des écrits qu'ils ont composés, du courage qu'ils ont déployé, des vertus qu'ils ont pratiquées, ils ne demandent d'autre prix que d'être éclairés sur la démarche exigée d'eux. Ils demandent uniquement qu'établis par l'Esprit Saint évêques pour régir l'Eglise de Dieu, on leur montre en quoi le bien de l'Eglise exige un si grand sacrifice. Ils demandent de conserver, dans la dernière et dans la plus importante fonction de leur épiscopat, le caractère de juge qui y est attaché, en prononçant sur leur propre démission, non d'après la confiance même la mieux fondée, mais par les raisons qui leur seront produites.

« Pardonnez, T. S. Père, l'audace de mes représentations. C'est l'amour de ce même bien que vous travaillez avec tant de zèle à opérer, c'est le désir de voir se rétablir vos vues, qui me les inspire. Autrefois un évêque de l'église gallicane, auquel je n'ai certainement pas la présomption de me comparer, arrêta le pape Victor prêt à se séparer des Asiatiques. Arrêtez, T. S. Père, je vous en conjure avec respect et avec instances, arrêtez les démarches, que j'ai lues avec douleur annoncées vers la fin de votre bref, qui coûteraient infiniment à votre cœur, et dont, nous en sommes persuadés, votre main paternelle n'a tracé la menace que conduite et forcée par une main étrangère. Achevez ce grand ouvrage de la restauration de l'édifice de France, que vous conduisez depuis plus d'un an avec tant de patience et de sagesse, par un dernier trait de votre bienfaisante condescendance, et, après avoir été contraint à tant de déférence envers ceux qui avaient détruit notre église, accordez en volontairement une à ceux qui jusqu'ici l'ont soutenue. »

propre à détruire le mauvais effet qu'a produit celle où M^{gr} Erskine, en écrivant aux évêques résidant à Londres, leur faisait entrevoir des secours alimentaires comme devant être le prix de leur démission. On sait, à n'en pouvoir douter, que ce motif d'intérêt, présenté à des hommes qui tous prétendent avoir fait preuve d'un grand désintéressement, en a mécontenté plusieurs, et a contribué à les éloigner d'un parti, auquel ils voulaient n'être et surtout ne paraître portés que par des vues pures et généreuses. On peut se promettre que la réponse du Pape, faite dans le sens dont je vous parle, décidera de la démission au moins des évêques qui ont adopté le projet de lettre ci-joint. On peut prédire même que, réunis aux évêques de Langres et de Pamiers et à tous les évêques démissionnaires, ils emploieront tous leurs moyens auprès des évêques refusants, pour les décider à la démission. Ils regardent comme extrêmement probable, dans ce cas, le succès de leurs efforts.

Les évêques bien intentionnés ne voient pas sans peine les inconvénients du retard que leur demande apporte à l'arrangement définitif des affaires ecclésiastiques, et au rétablissement du culte. Mais, frappés de l'importance que le gouvernement français doit mettre à prévenir la possibilité d'une espèce de schisme dans plusieurs diocèses, ils prennent la seule mesure qui leur paraisse capable d'amener le clergé de France à la presque unanimité. Ils se flattent que la sagesse du Premier Consul goûtera de pareils motifs, et que, dans une affaire de cette importance, sa patience ne se lassera pas d'un délai qui doit produire de si heureux effets.

(Cultes).

1053. — Maury à Louis XVIII

Montefiascone, 13 décembre 1801.

Je viens de recevoir, avec la dépêche dont V. M. a daigné m'honorer le 6 octobre dernier, l'acte important et supérieurement bien rédigé qui y était joint¹. Personne au monde n'en connaîtra ni le contenu, ni l'existence, ni le dépositaire, sans l'or-

¹ La protestation de Louis XVIII (pièce n^o 892). Cf. p. 300, note.

dre suprême de son auguste auteur... Il est évident que si le Pape où les Français savaient que cette pièce est dans mon portefeuille, je serais aussitôt en butte à leurs persécutions. Ils ne me pardonnent mes principes qu'à condition que je fais le mort ; ce qui n'empêche pourtant pas d'agir secrètement de tous les côtés, pour leur rendre tous les petits services dont je peux m'aviser pour croiser leurs desseins...

On dit que Bonaparte veut maintenant introduire vingt-quatre intrus dans son nouveau clergé ; ce qui irrite fort le public de Rome, et doit révolter étrangement les catholiques en France. Des intrus universellement méprisés, et qui seraient institués par le Pape sans aucune absolution ni rétractation, ne peuvent jamais obtenir la confiance des fidèles. La faveur indécente que Bonaparte leur accorde, est une preuve de plus qu'il se moque de la religion, et qu'il veut se servir d'eux pour la décréditer dans l'opinion publique.

On croit que le Pape, humilié des maladresses qu'on a si bien relevées de tous les côtés dans son premier bref, va en adresser un second à notre clergé ; mais, quand une affaire est mal entamée, il est presque impossible de la faire réussir. L'adresse collective du bref autorise manifestement les évêques à n'y point obtempérer individuellement, et à ne vouloir y répondre qu'après en avoir délibéré tous ensemble.

Je transmets à V. M. la réponse de l'évêque de Blois au Pape. Sa latinité est mauvaise ; mais il est toujours très bon français, et je regrette qu'il ne se soit pas servi de sa langue avec l'originalité très heurtante qui lui est propre. Cette pièce m'a été envoyée de Madrid. J'y joins la lettre curieuse de l'abbé Bernier à l'évêque de la Rochelle, avec la réponse de ce prélat¹.

..Les quatorze braves évêques de Londres, craignant que leur lettre au Pape ne fût pas remise fidèlement, ou exactement divulguée, m'en ont adressé un double original pour le présenter moi-même à Sa Sainteté. Je n'en ai rien fait, voyant que leur crainte n'avait aucun fondement. J'espère qu'ils seront contents de ma réponse.

L'évêque de Rieux, qui est à Montserrat avec l'archevêque

¹ Voir t. II, p. 264, note 1. — Cf. t. I, p. 125, note.

d'Auch, a donné sa démission. Je ne sais encore rien de sûr d'ailleurs du clergé de l'Espagne, que le refus très prononcé des évêques de Blois et de la Rochelle.

La honte de se voir associé aux intrus doit empêcher beaucoup de lâchetés, et même rallier les faibles à la majorité par des rétractions. L'évêque de Langres a révoqué sa démission ; ce qui lui fait peut-être plus d'honneur, quand on connaît son esprit naturellement paradoxal, que s'il ne l'avait pas donnée.

En Italie, Vence, Apt et Senez se sont démis. Je me défie des évêques de Lavour et de Saint-Flour. Béziers s'est déclaré pour le refus suspensif des évêques de Londres...

La résistance de la majorité de nos évêques, qui devrait exciter de grandes inquiétudes à Rome, non seulement ne paraît pas troubler le gouvernement, mais encore elle est hautement approuvée par le public romain. Je ne sais si ce calme extraordinaire ne donne pas lieu de présumer que le Pape a promis de demander les démissions, mais qu'il ne s'est nullement chargé de les obtenir...

P.S. — On sait à Rome que tout le monde se moque à Paris du cardinal légat comme d'un pantalon. Les gazettes sont pleines des réclamations de l'archevêque d'Aix pour justifier sa démission. Depuis douze ans, il était bien résolu de ne retourner jamais à Aix.

(Pap. du card. Maury)¹.

1054 — L'abbé de La Sépouze à Maury

Münster, 16 décembre 1801.

V. Em. m'a plusieurs fois marqué qu'elle ne pouvait et ne voulait point me parler de ce qui se passe à Rome relativement à nos affaires ecclésiastiques ; et j'ai sincèrement applaudi à sa très prudente détermination.

Les mêmes motifs m'empêchent de lui faire connaître la réponse que M. le cardinal de Montmorency et MM. les évêques de Limoges, Séez, Aire et Digne, réunis en cette ville, ont faite, il y a un mois, au bref du 15 août, par la voie de M. le cardinal Caprara qui le leur avait adressé. Ces prélats m'ont prescrit et gardent eux-mêmes un secret impénétrable. Notre saint et savant

¹ Cette lettre a été publiée en entier par Mgr Ricard (*Corr. de Maury*, t. II, p. 214).

évêque de Boulogne, disait, il y a quelque temps : « C'est une affaire sur laquelle il faut beaucoup parler à Dieu, et fort peu aux hommes. » Mais, en observant ce sage conseil, je crois devoir rendre compte à V. Em. de deux faits postérieurement arrivés dans Münster, et dont un, par sa publicité, fournit aux ennemis de l'Église une matière abondante de plaisanteries et de déclamations. Le voici :

Mgor Della Genga, nonce de Cologne, actuellement à Dresde, ayant reçu l'ordre de notifier le bref du 15 août aux évêques français réfugiés dans son arrondissement, ignorait sans doute que ceux qui habitent Münster l'avaient reçu depuis longtemps. Il a donc cru devoir le leur adresser : rien de plus légitime. Mais il n'en est pas de même de la voie qu'il a choisie pour le leur faire parvenir. Cet envoyé du Saint Siège savait très bien que M. Ciamberlani, préfet des missions de Hollande, réside ici, puisqu'ils sont continuellement en relation de lettres... V. Em. n'imaginerait jamais le personnage qu'il a préféré. C'est un banquier, et le seul banquier protestant que nous ayons, quoiqu'on en compte plusieurs dans cette ville.

Cet étrange subdélégué s'est conduit comme on devait s'y attendre. M. le cardinal et MM. les évêques de Limoges et de Séez logent à côté de lui et sur la même place ; M. l'évêque de Digne, dans une rue adjacente. Aucun habitant de Münster n'ignore leurs domiciles : mais un luthérien a trouvé plaisant d'informer tout le public qu'il était chargé, pour tous nos prélats, des dépêches par lesquelles le chef de l'Église catholique demande la démission de ces vénérables confesseurs de la foi. Il a donc fait insérer, dans la gazette allemande de Münster, un article français, conçu en ces termes : « Mgrs les archevêques et évêques français, qui font actuellement leur séjour dans la capitale ou dans l'évêché de Münster, sont priés de faire parvenir leurs adresses au soussigné, qui a des dépêches de grande importance à leur remettre. — Münster, ce 7 décembre 1801. — J.G. Schönstedt. » Nos évêques, toujours semblables à eux-mêmes, ont retiré les paquets, en ont donné leur reçu, se sont abstenus de toute plainte et n'ont, au contraire, rien négligé pour excuser soit le nonce, soit le banquier. Mais le public n'a pas eu la même modération ; et si l'on s'était proposé de les avilir (ce que je suis très

éloigné de croire), on se serait bien trompé. Jamais ils ne furent plus grands et plus respectés.

Le second fait, dont il me paraît convenable que V. Em. soit informée, n'est pas moins extraordinaire. M. le cardinal légat vient d'envoyer à Augsbourg M. de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, pour engager M. l'archevêque de Paris à se démettre. Mais la mission de cet ecclésiastique s'étendait plus loin. Malgré la grande distance où nous sommes d'Augsbourg, il a fait passer aux évêques résidant ici une lettre de S. Em., et dans celle qu'il leur a écrite, il s'est permis de leur faire un prône sur la détermination qu'ils devaient prendre. Il est impossible que M. le Légat méconnaisse les règles et les convenances, au point d'autoriser un curé à donner ainsi des leçons à des évêques, avec lesquels il n'eut jamais aucune liaison. Mais on est justement étonné que le représentant du Saint-Siège ait investi de sa confiance un homme qui se compromet aussi visiblement, un homme qui, d'ailleurs, a perdu toute considération aux yeux du clergé fidèle, en faisant successivement le serment d'égalité et de liberté, l'acte de soumission aux lois de la République, et la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII. Des délégués apostoliques, qui se proposeraient, ainsi que le gouvernement français, de rendre odieux le plus tendre des pères et le plus vertueux des pontifes, ne se conduiraient pas avec plus d'inconséquence et moins de dignité. Je pourrais en donner à V. Em. beaucoup d'autres preuves ; mais je veux me renfermer dans celles dont je suis témoin oculaire. Personne ne peut trouver mauvais que je l'en instruisse : elle ne me répondra sûrement pas sur tous ces objets ; elle fera très bien, et je n'aurai pas moins acquitté ma conscience.

J'ignore à quoi tout ce qui se passe aboutira : mais je sais avec certitude que, quoi qu'il arrive, nos évêques et tous les vrais catholiques de France ne se départiront jamais de la plus sincère vénération pour N. S. P. le Pape, et du plus inviolable attachement au centre de l'unité catholique¹.

(Arch. du Vatican).

¹ Cette lettre a été communiquée, le 20 janvier, par Maury à Consalvi : « J'ai reçu, lui disait-il, de plusieurs endroits et de plusieurs personnes, les plaintes les plus fortes contre Mgr Della Genga. On me charge expressément de les trans-

1055. — Della Genga & Consalvi

Augusta, 20 decembre 1804.

Ho l'onore di unire a questa mia e trasmettere a V. Em. R. altre nove risposte dei vescovi, a' quali ho io rimesso il breve di N. S. Quando volevo scrivere, che sapevo che l'elettore di Magonza avea fatto dei passi alla dieta di Ratisbona, ed avea dimostrate delle disposizioni per dare la sua dimissione parziale, richiestagli, ho ricevuto le risposte di lui, che unisco, e che sono pienamente soddisfacenti ¹, come è oltre modo gentile la lettera a me, colla quale le ha accompagnate.

I vescovi francesi che sono in Vestfalia, per quanto io so, debbono aver mandate le loro risposte all' Emo Caprara; ed in tal caso V. Em. vedrà dal ripetuto elenco che compiego, che si avrebbe quasi il pieno.

L'arcivescovo di Parigi e il vescovo di Valenza, che sono qui, malcontenti che il *Monitore* avesse inserito nel foglio che avevano data la loro dimissione², la hanno fatto contradire nella gazzetta di qui. Non ho potuto fare a meno di mostrar loro il mio malcontento; ma quantunque il gazzettiere dica di essere autorizzato a farlo, eglini mi hanno negato di averne data la commissione.

Le notizie, che l'arcivescovo suddetto ha di Parigi e col più minuto dettaglio, tutto quello che l'abbate Bernier scrive ad un

mettre au Pape. Un pareil acte d'hostilité ne s'accorderait point avec la détermination, où je suis depuis longtemps, de m'abstenir de toute intervention active dans cette grande affaire. Je crois cependant remplir un devoir ... » — Sur le conseil de Di Pietro, Consalvi n'a fait à Maury d'autre réponse qu'un court accusé de réception.

¹ Mgr d'Erthal était à la fois électeur archevêque de Mayence, et prince évêque de Worms. Le 13 décembre, il a envoyé d'Aschaffembourg sa démission pour la partie de ses deux diocèses située sur la rive française du Rhin. Il demandait en même temps à S. S. de s'occuper du sort de ses deux chapitres, ou tout au moins de leur subsistance. La double démission de Mgr d'Erthal, annoncée par Bernier à Portalis le 27 décembre, a été mentionnée dans le *Moniteur* du 3 janvier.

² Voir p. 417. L'év. de Valence aurait été seul en droit de donner un démenti au *Moniteur*, parce qu'en effet il ne s'était pas démis. Quant à Mgr de Juigné, on a vu qu'après bien des détours et des réticences, il avait remis le 18 novembre, à l'abbé de Pancemont, un billet qui pouvait passer pour une démission. Ce billet n'était pas encore connu de Mgr Della Genga, ni de la cour de Rome.

ecclesiastico attaccato a questo Serenissimo elettore ¹, mi getterebbero nella più grande costernazione, se non amesti di credere il tutto esagerato. Quantunque il tempo non fornisca degli esempi luminosi relativamente alla buona fede, che si mette nell' osservare i trattati del giorno, tuttavia voglio lusingarmi, che il Signore Dio permetterà, che si faccia una eccezione per quello che è stato concluso in una causa tutta sua.

La povera Germania va a subire la sorte delle secolarizzazioni senza riparo. La casa di Austria pare che faccia tutti i suoi sforzi per conservare i tre elettorati ecclesiastici ; ma la probabilità che vi riesca non è grande. Pare che si debba pensare allo stato della religione prima che si apra questa dolorosissima piaga, e tradirei V. Em. se le nasconderei che la Germania cattolica esige questo da N. S., e dalle amorosissime sue paterne cure.

P. S. — Unisco anche tutte le ricevute, che mi sono pervenute dei pieghi inviati, giacchè l'Em. V. me le chiedeva nel dispaccio del 3 ottobre, nel quale m'incaricava di spedirli. Molte ne mancano ancora, come vedrà dall' elenco ². È straordinario che tutti i vescovi, benchè pregati da me di dirigermi qui le risposte, perchè andava io a partire da Dresda ; o per imbecillità, o per malizia a fine forse che sieno più ritardate, tutte me le hanno dirette e me le dirigono a Dresda.

(Arch. du Vatican).

1056. — Bacher à Talleyrand.

Ratisbonne, 3 nivose an X (24 décembre 1801).

J'ai fait parvenir à leurs destinations respectives les différents brefs du Pape, que vous avez bien voulu m'adresser pour quelques anciens évêques français qui s'étaient retirés en Allemagne.

Vous aurez appris que l'ancien archevêque de Cambrai avait déjà donné sa démission, nonobstant les instances qui lui ont été faites de l'intérieur de la France pour la refuser, ou du moins la différer.

¹ Le prince évêque d'Augsbourg, Mgr Wenceslas de Saxe, était en même temps électeur archevêque de Trèves. — L'ecclésiastique indiqué ici comme correspondant de Bernier, était très probablement Mgr de Pidoll.

² Cette liste manque.

Il pourrait être utile que le gouvernement fit connaître indirectement qu'il est instruit des démarches que des malveillants de l'intérieur, ennemis du rétablissement de l'ordre, continuent de faire dans les pays étrangers pour engager les anciens évêques à ne pas donner leur démission. Cet avertissement suffirait peut-être pour mettre fin aux derniers efforts du royalisme et de l'anarchie.

P. S. — J'apprends dans ce moment par M. Genga, nonce du Saint-Siège, qui est venu passer les fêtes de Noël à Ratisbonne, que douze des anciens évêques français qui se trouvent dans l'Empire germanique ont envoyé leurs démissions à Rome ; mais que l'ancien archevêque de Paris perséverait dans son refus, notwithstanding les nouvelles instances qui lui avaient été faites au nom du Pape.

(Aff. étr., *Allemagne*, vol. 703).

1057. — Portalis au P. Consul.

Paris, 1^{er} nivose an X (22 décembre 1801).

J'ai l'honneur de vous adresser la note de huit nouvelles démissions d'anciens évêques. Je fais passer la même note au secrétaire d'Etat pour qu'il puisse les faire annoncer dans le *Moniteur*. Toutes ces nouvelles démissions sont extrêmement marquantes.

P. S. — Nous avons actuellement la majorité des démissions.

(Arch. nat., AF IV 1044).

Note du Moniteur.

René des Montiers de Mérimville, évêque de Dijon, vient de donner sa démission, dans une lettre adressée au Pape où il s'exprime en ces termes : « T. S. Père, j'ai reçu le bref de Votre Sainteté du 15 août dernier, par lequel elle me demande la démission de mon évêché. En la lui offrant, je m'estime heureux d'avoir encore un sacrifice à faire pour la gloire de Dieu et le salut des fidèles. De si grands intérêts ne peuvent même rencontrer d'obstacles dans les sentiments de tendresse, et dans la nature des liens qui m'attachent à mon troupeau... Si cet acte de déférence de ma part peut contribuer aux vues qui

enflamment le zèle de Sa Sainteté pour la conservation de l'unité et le rétablissement de la religion, que pourrai-je avoir à regretter? Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis: quel sacrifice peut donc lui coûter, lorsqu'il est question de préserver une grande nation des dangers imminents de l'irréligion? Et si ma démission en est un, comment ne pas l'offrir, pour voir encore la religion catholique refleurir en France, son culte et ses ministres protégés, le Sacerdoce et l'Empire réconciliés, toutes les divisions éteintes, l'église gallicane poser les fondements de son ancienne splendeur, mon troupeau enfin confié à un pasteur selon le cœur de Dieu et toujours uni au Saint-Siège. Soutenu par cet espoir, T. S. Père, fondé sur vos promesses; pénétré d'une confiance religieuse dans cette conduite pleine de sagesse, qui a signalé toutes vos démarches depuis votre avènement au trône pontical; partageant, autant qu'il est en moi, le zèle qui vous anime pour le premier et le principal bonheur des Français, je regarde comme un devoir pressant d'y concourir, en me conformant aux désirs exprimés dans votre bref du 15 août dernier. C'est pourquoi je remets entre vos mains la démission de l'évêché de Dijon¹. »

On a reçu encore les démissions de sept autres évêques, savoir :

François-Marie Paget, év. de Genève²;

Jean-Henri Frankenberg, cardinal archev. de Malines;

Barthélemy-Louis-Martin de Chaumont, év. de Saint-Dié³;

¹ Cf. p. 499, note 2.

² Mgr Paget venait de quitter Padoue et de se rendre en Piémont, pour se rapprocher de la France où il désirait rentrer. En arrivant à Turin, le 21 novembre, il avait reçu le bref « Tam multa » qui lui était transmis par l'év. de Caorle, et le jour même il avait envoyé à Rome sa démission. Elle a été annoncée à Portalis par Caprara, le 22 décembre.

³ Mgr Chaumont de la Galaisière habitait Anspach, sur territoire prussien. Le bref « Tam multa » lui étant parvenu le 25 novembre par Mgr Della Genga, il adressa le 28 au Pape sa démission, sous la condition que le concordat serait exécuté, et en se réservant la juridiction épiscopale jusqu'à l'installation de son successeur. Cette démission avait été annoncée prématurément par le Moniteur du 1^{er} octobre, sans doute d'après une lettre particulière du prélat, qui se disait dès lors « franchement disposé à tous les sacrifices pour contribuer, autant qu'il pourra dépendre de moi, à ramener la tranquillité dans l'Eglise et à assurer le bonheur de mon pays. »

Etienne-François-Xavier des Michels de Champorcin, év. de Toul ;

Ferdinand-Maximilien Mériadec, prince de Rohan-Guéméné, archev. de Cambrai ;

Clément-Wenceslas de Saxe, prince royal de Pologne, archev. électeur de Trèves, év. et prince d'Augsbourg ¹ ;

et enfin l'év. de Ruremonde.

(Moniteur du 5 nivose an X : 26 décembre 1801).

1058. — Portalis au P. Consul

Paris, 1^{er} nivose an X (22 décembre 1801).

Le cardinal Caprara vient de me faire passer la volumineuse bulle de circonscription. Je vais en faire l'examen pour me mettre à portée de vous en rendre compte. Je vais aussi en faire une traduction, ainsi que des lettres et pièces jointes à la bulle.

Dans ce moment nous avons tout ce qu'il faut pour achever le grand œuvre. Je mets en ordre tous les renseignements relatifs aux divers ministres des cultes, qui pourront figurer dans la nouvelle organisation. J'userai de toutes mes forces, cit. Premier Consul, pour coopérer à vos vues. Votre génie anime tout.

(Arch. nat., AF iv 1044).

¹ La démission de l'archev. de Trèves est datée d'Augsbourg, le 6 décembre. Le prélat se démet de la partie de son diocèse qui est située sur la rive gauche du Rhin, et qui est de beaucoup la plus grande. Il promet de recueillir l'adhésion de son chapitre, dont les membres sont dispersés. Il les recommande à la sollicitude du Pape, ainsi que son suffragant, Mgr de Pidoll, év. *in partibus* de Dioeletianopolis. — « Cette démission, écrivait Bernier à Portalis, est d'autant plus marquante, que ce prince fut maître de Coblenz et oncle de Louis XVIII. Il l'a fait de la manière la plus édifiante. Quel exemple pour les évêques français ! » (lettre du 21 décembre).

PARTIE XXI

L'OPPOSITION DANS LES CORPS POLITIQUES

L'opposition s'accroît dans le Tribunat et le Corps Législatif, qui ont rejeté en commun la première loi du code civil. — Discussion au Conseil d'Etat sur la conduite à tenir par le gouvernement.

Le P. Consul envoie Talleyrand à la consulte de Lyon : il laisse incertain son propre départ.

La présentation du concordat aux assemblées reste nécessairement ajournée.

Le Sénat se prononce à son tour contre le concordat, en élisant Grégoire comme sénateur. — Double candidature de Daunou pour un autre siège au Sénat. Le P. Consul la regarde comme offensante : il le fait sentir aux sénateurs, qui imaginent un subterfuge pour éluder l'élection de Daunou.

Le Tribunat, après un vote favorable à la troisième loi du code civil, repousse la deuxième. — Bonaparte se décide alors à retirer tous les projets de loi, et à laisser le Tribunat et le Corps Législatif oisifs, en face de l'opinion publique. — Il demande au Sénat de faire dès à présent le renouvellement, prévu par la constitution, de la cinquième partie de ces deux corps.

Il fait célébrer en particulier par Caprara le mariage de son frère Louis, et part enfin pour Lyon.

Paris demeure tranquille pendant l'absence du P. Consul.

Arrestation du pamphlétaire Foulhioux.

Le Sénat décide, le 15 janvier, que le renouvellement du cinquième sera opéré par son propre choix, et non par le tirage au sort. — Travail du gouvernement auprès des sénateurs pour faire éliminer les opposants les plus connus.

Décision de Caprara pour apaiser les querelles religieuses en Belgique.

Portalès fait modifier de nouveau le décret exécutoire de la bulle de circonscription.

1059. — Talleyrand à Otto

Paris, 1^{er} nivôse an X (22 décembre 1801).

Rien n'avance à Amiens ; les plus petites difficultés acquièrent de l'importance, et, après quinze jours, une négociation qui, à la rigueur, aurait pu être terminée dans cet espace de temps, n'est pas même entamée. Lord Cornwallis¹, au lieu d'ouvrir un protocole, au lieu de remettre des notes officielles, demande qu'on échange de part et d'autre des conversations écrites et sans signature. Quelle marche ! et de combien de lenteurs elle menace encore ! Comme on est étonné de retrouver dans la négociation présente, et de la part des Anglais, les mêmes procédés, les mêmes indécisions qui firent avorter celle de Lille² ! La surprise augmente quand, d'une autre part, on est informé qu'on répand à Londres les bruits les plus ridicules sur l'état intérieur de la France ; qu'on y parle de troubles prêts à éclore, de mécontentements parmi les généraux, d'inquiétudes à leur sujet, d'autres inquiétudes par rapport aux grains ; qu'on annonce le voyage de Lyon comme étant manqué par suite de cet état de choses ; et que de ces conjectures on passe rapidement à des combinaisons sur l'avenir, qui seraient de nature à retarder le rétablissement définitif de la paix.

La vérité est que jamais la France n'a présenté plus d'union, plus de calme intérieur ; que le prix des grains est diminué ; que les approvisionnements de Paris, en particulier, sont assurés jusqu'à la prochaine récolte ; que le voyage de Lyon n'a été retardé de quelques jours que par la nécessité d'attendre la complète réunion de la Consulta cisalpine ; que je pars demain ; que le Premier Consul partira du 7 au 8 (28 au 29 décembre), laissant Paris livré aux dispositions qui résultent de la plus entière confiance dans le gouvernement³.

¹ L. Cornwallis avait quitté Paris au commencement de décembre, emmenant avec lui M. Merry.

² En septembre 1797.

³ Ce n'est pas seulement en Angleterre, que le gouvernement jugeait utile de démentir les bruits qui couraient sur l'état intérieur de la France. — Le 23 décembre, Talleyrand écrivait lui-même en Autriche à M. de Champagny : «... Si à Vienne, comme dans beaucoup d'autres parties de l'Europe, on fait au cabinet des Tuileries la petite guerre des fausses nouvelles, il faut la détourner d'abord

S'il était possible que d'aussi fausses notions eussent été accréditées en Angleterre par les rapports de ceux-mêmes qui, placés au centre de la République, devaient mieux juger de sa situation, on regretterait que M. Jackson ne parût vivre ici que dans un petit nombre de sociétés, où les préventions et les regrets entretiennent des opinions si éloignées de la vérité ¹.

en riant, et toujours dire que, s'il y avait quelque chose qui pût intéresser le gouvernement, vous seriez le premier instruit. Tout est à merveille : grande réunion autour du gouvernement ; grand respect et attachement pour le Premier Consul dans Paris ; peu de cherté, comme on l'avait craint, dans les denrées de première nécessité. L'affaire d'Amiens marche et sera à sa fin dans un mois à peu près... Je pars aujourd'hui pour Lyon, où je serai quinze jours. Personne n'a le portefeuille pendant cette courte absence. Le Premier Consul vient à Lyon dans sept ou huit jours pour arranger les affaires de la Cisalpine. » — Le 28, le ministre, arrivé à Lyon, mandait à Beurnonville en Prusse : «... Je ne puis pas croire qu'il y ait nécessité de vous fournir aucun argument, pour réfuter les bruits ridicules qui paraissent avoir circulé à Berlin, et qui n'auront sans doute trouvé aucune croyance auprès d'une cour éclairée et amie. Le voyage de Lyon n'a été retardé de quelques jours que pour attendre l'entière réunion des membres de la Consulte : il se rendra à Lyon le 15 nivose (5 janvier). Il laissera Paris dans l'état le plus satisfaisant, sans inquiétude pour ses subsistances, qu'une administration prévoyante vient d'assurer jusqu'à la prochaine récolte, et rempli d'ailleurs de la plus entière confiance dans les volontés et la force du génie. Tous les bruits de mésintelligence et de mécontentement sont absurdes ; et c'est avec quelque hauteur que vous devez les repousser, si on se permettait de les répéter devant vous. Je veux vous ajouter que j'ai été dans le cas de recueillir sur toute ma route l'expression des sentiments qui sont voués au Premier Consul. Ayant voyagé de nuit, et aux approches de Lyon ayant été escorté de la gendarmerie, j'ai joui de la méprise publique, qui m'a poursuivi des cris de : Vive Bonaparte. »

¹ M. Fr. Jackson était à Paris depuis le 16 novembre. Il devait représenter l'Angleterre pendant que L. Cornwallis négociait à Amiens, et jusqu'à ce que le rétablissement définitif de la paix permit d'envoyer L. Withworth comme ambassadeur auprès du Premier Consul (G. Jackson, *Diaries*, t. I. p. 5). Après quelques pourparlers entre L. Cornwallis et Talleyrand, il avait été convenu que M. Jackson serait reçu comme ministre plénipotentiaire, et que, par réciprocité, M. Otto prendrait le même titre à Londres. M. Jackson allait en effet présenter des lettres de créance le 5 janvier. — Il s'apercevait en ce moment qu'il était l'objet d'une surveillance étroite de la police (*Diaries*, t. I, p. 28).

Tandis que Talleyrand concentrait sur M. Jackson la responsabilité complète des bruits malveillants (Cf *Corr.* n° 5943), M. Otto la divisait, et sans doute plus équitablement. « La nouvelle, disait-il le 10 janvier, de l'arrestation de plusieurs généraux français célèbres a été répandue ici avec tant d'adresse, que M. Addington lui-même, qui l'avait reçue par un courrier extraordinaire, en a

En résultat, il est difficile de ne pas rapprocher cette affectation à répandre de pareilles inquiétudes, des difficultés dont on cherche à entraver aussi la négociation, et de ne pas y reconnaître quelque profonde intrigue, qui, embrassant à la fois la France et l'Angleterre, aurait pour objet de décréditer à Londres ceux qui ont commencé le rétablissement de la paix, afin d'empêcher que leur ouvrage ne soit consommé à Amiens. Oui il nous paraît démontré que c'est contre M. Addington principalement, et contre Lord Hawkesbury, que toute cette intrigue est dirigée...¹. (Aff. étr.; Angleterre, vol. 597).

1060. — Nouvelles envoyées par Ph. Cobenzl.

Paris, 23 décembre 1801.

Les traités de paix conclus par le gouvernement, présentés à la sanction du Corps législatif et renvoyés à la discussion du Tribunal, ont fourni à celui-ci l'occasion de lancer des sarcasmes au Premier Consul en relevant quelques expressions employées dans lesdits traités, auxquelles, à dessein, on voulait attacher plus d'importance que la chose ne méritait. Ce ton d'aigreur, qui dès les premières séances s'est manifesté dans les discussions du Tribunal, a redoublé, lorsque la loi sur la promulgation et l'époque obligatoire des lois y a été examinée. Chazal, membre du Comité de salut public en 1795 et ardent jacobin, s'est distingué par des traits dirigés avec adresse contre les coups d'autorité de Bonaparte. Le rejet du projet de loi en question, par une très

été ému. Il a bien voulu m'en prévenir sur le champ, avec l'expression de la plus vive sollicitude. Je n'ai pas eu de peine à le calmer, en rapprochant de cette nouvelle calomnie celles qui l'ont précédée. Une partie de ces impostures appartient évidemment à quelques émigrés rentrés, qui veulent convaincre leurs anciens amis à Londres qu'ils n'ont pas tout à fait abandonné leur cause. D'autres historiettes du même genre nous viennent de temps en temps de Hambourg, repaire des détracteurs de la République et de son gouvernement. Quelques unes sont entièrement fabriquées à Londres.» Et M. Otto ajoutait : « Je pense toujours que le silence du mépris ne suffit pas pour mettre un terme à ces impostures, et qu'il serait très utile que nos écrivains politiques en prissent connaissance de temps en temps. »

¹ Cette dépêche a été publiée par Du Casse (*négociat*, t. III, p. 59). — Le même jour, Talleyrand a envoyé copie de cette pièce à Joseph Bonaparte, à Amiens.

grande majorité, prouve combien le Tribunat est peu disposé à seconder les opérations du gouvernement. Celui-ci espérant triompher au Corps législatif, y a également échoué; et la différence n'ayant été que de deux voix, le public veut en conclure que les législateurs s'étaient voués au gouvernement; et que celui-ci, au lieu d'en avoir gagné 152, n'avait pu en acheter que 148 : mais on s'est aperçu que les trois absents, pouvant être malades, ce sont eux qui ont fait manquer la loi ¹. A l'occasion de ce calcul, que la malignité s'est empressée de répandre, on débite que la corruption sera à son comble en l'an XIII, époque où tous les législateurs seront dans la main du gouvernement, qui déteste le Tribunat, tandis que le peuple confie encore à celui-ci le reste de ses espérances. Il circule que si le Tribunat prend à tâche de contrarier les opérations du gouvernement, il sera pris des mesures acerbes contre quelques-uns de ses membres, parmi lesquels on compte Daunou, Chénier, Ginguené, Chazal, etc...

Plusieurs tribuns assurent dans les sociétés que le travail sur les cultes ne passerait ni au Tribunat ni au Corps législatif, quoiqu'on leur avait déjà insinué que la paix générale reposait sur cette loi, moins due à la raison qu'à la nécessité. En partant de là, on prétend que Lord Cornwallis ne se soucie guère d'activer ses conférences à Amiens avant d'avoir appris le sort du concordat, de la bulle, de la lettre papale, appuyés sur une loi qui en autoriserait la publication. Les novellistes ajoutent que l'Angleterre n'oublie pas que la servitude des peuples s'affermirait au sein des préjugés; mais en même temps qu'elle sait qu'une nation irréligieuse ne peut offrir, dans ses transactions privées, ni garantie ni bonne foi.

¹ Voir p. 491, note. — La première loi du code civil ayant été ainsi repoussée, le Conseil d'Etat avait délibéré sur ce qu'il convenait de faire. Les uns étaient d'avis de changer de tactique, par exemple en présentant le code dans son entier; d'autres soutenaient qu'il valait mieux continuer comme on avait commencé. « Il y a un moyen terme, avait dit alors le P. Consul. Il y a deux projets de loi à la discussion : il faut encore risquer une bataille, et nous verrons. Si on les rejette, nous prendrons nos quartiers d'hiver; nous continuerons à discuter au Conseil pour l'année prochaine. Nous pouvons supporter encore ces deux batailles. Nous aurons ensuite l'instruction publique et le budget » (Thibaudeau, *mém. sur le Consulat*, p. 222). Le gouvernement s'était donc décidé à laisser les projets de la seconde et de la troisième loi du code suivre leur cours devant les assemblées, qui en avaient été saisies avant le réjet de la première loi.

L'abbé Salamon, connu par les persécutions auxquelles il fut en butte à cause de ses relations avec la cour de Rome, vient de partir pour Rouen pour organiser la nouvelle hiérarchie dans cet ancien archevêché¹. Il est probable que, pour prix de son zèle, le

¹ Après la mort des évêques d'Evreux (nov. 1792), de Coutances (mars 1798), et de Lisieux (mai 1799), le card. de La Rochefoucauld, comme métropolitain, avait pris successivement en main le gouvernement de ces diocèses, et l'avait confié à des ecclésiastiques de son choix. D'autre part, les chanoines encore présents s'étaient réunis pour exercer le droit des Chapitres et élire des vic. capitulaires. Il s'était donc élevé, dans chacun de ces évêchés, deux autorités rivales, qui se disputaient la juridiction, et qui en outre se trouvaient en lutte sur la question encore plus irritante de la soumission au gouvernement, puis de la promesse de fidélité. En 1800, lorsque le card. mourut à Münster, son administration tout entière, à Rouen et dans les autres diocèses, fut revendiquée par Mgr d'Argentré, év. de Séez, en qualité de plus ancien suffragant (cf. t. III, p. 444, note 2). Mais tandis que Mgr d'Argentré désignait l'abbé Clément pour son mandataire à Rouen, des vic. capitulaires étaient nommés dans cette ville; et ainsi le diocèse de Rouen devenait à son tour la proie des mêmes querelles sur la hiérarchie. Il était déjà divisé par la promesse de fidélité. On a vu (p. 381, note), que pour pacifier les évêchés vacants de Normandie, Rome avait envoyé exceptionnellement des pouvoirs spéciaux. Caprara crut nécessaire d'en faire usage, sauf pour l'évêché de Lisieux; et, avec l'assentiment verbal ou tacite du gouvernement (Jauffret, t. I, p. 172), résolut vers le 15 décembre de mettre les diocèses de Coutances, d'Evreux et de Rouen sous l'autorité d'un vic. apostolique. Son choix se porta sur l'abbé de Salamon (cf. t. II, p. 331, note 1), qui ne cessait de solliciter et de se faire valoir, et qui d'ailleurs s'était autrefois introduit dans les affaires du diocèse d'Evreux.

L'abbé de Salamon venait de partir pour la Normandie. Il y obtint assez promptement la démission des divers vic. capitulaires, à qui du reste il eut soin de rendre leurs fonctions, à titre de ses délégués. Mais des résistances se produisirent. Sans parler de celle de l'év. constitutionnel Leblanc de Beaulieu, qui, au nom des maximes gallicanes, protesta contre l'existence même d'un vic. apostolique (*Ann. de la relig.*, t. XIV, p. 186 et 239), le fougueux abbé Clément, un des chefs futurs de la Petite église, publia le 14 décembre, un « acte d'opposition » contre Salamon. Qu'allait faire l'év. de Séez ? Averti par des lettres de Caprara des 16 et 22 décembre, il n'hésita pas à faire appel à Rome contre la décision du Légat qui nommait Salamon, et, sans révoquer ses propres mandataires, se contenta de leur écrire le 27 janvier de suspendre provisoirement l'exercice de leur juridiction. L'acte d'appel de Mgr d'Argentré fut transmis à Rome par le card. Maury (lettre du 30 mars) : il fut d'autant moins écouté, que Mgr d'Argentré s'était rangé parmi les prélats non-démissionnaires.

Les dissensions dans les trois diocèses ne furent apaisées que par la promulgation du concordat, précédée de l'arrestation de l'abbé Clément. Salamon, qui à la vérité n'était pas étranger à la pacification, s'en attribua complaisamment tout

Premier Consul le nommera à ce siège, étant fermement décidé à faire recevoir et exécuter le concordat, même par des coups d'autorité, s'il ne peut vaincre autrement la résistance qu'on lui oppose...

La nouvelle organisation de la garde consulaire, dont le Premier Consul s'est déclaré le chef, en la faisant commander, d'après son ordre pris chaque jour, par quatre officiers généraux¹, a écarté de ce poste important le général Lannes qui, dans le cours de la dernière guerre, surtout pendant les campagnes d'Italie et d'Egypte, fut le fidèle frère d'armes et quelquefois le sauveur de Bonaparte. Ce général, exigeant trop de l'amitié et de la reconnaissance du Premier Consul, se permit souvent des procédés incompatibles avec la dignité du premier magistrat de la République; et il en combla la mesure, en croyant pouvoir puiser à volonté dans la caisse de la garde consulaire, pour pourvoir à ses besoins ou à ses fantaisies. Il en résulta un déficit de plus de 400.000 francs, lequel, porté à la connaissance du Premier Consul, motiva l'arrestation au Temple du caissier Moreau, et valut à Lannes les plus justes reproches, qu'il reçut impatiemment d'un ancien compagnon d'armes, et qu'il repoussa avec l'emportement qui le caractérise. On prétend même qu'il a osé dire au Premier Consul, qu'il tutoie : « Tu ne serais rien sans moi, et tu n'es qu'un ingrat. »

Après cette brouillerie, dit-on, Bonaparte n'a pas été sans in-

le mérite. Il écrivit le 9 avril 1802 au consul Cambacérès : « Ma mission, je l'avoue, n'était point autorisée ; mais elle était connue : sans cela je n'aurais pas voulu partir. Elle était toute en faveur du gouvernement. Devant agir de la manière la plus circonspecte, on ne s'est aperçu de ma présence dans ces départements, que par les heureux effets qu'elle a produits. Les préfets, celui de la Seine-Inférieure, où j'ai résidé plus longtemps, attesteront la loyauté de ma conduite. J'ai saisi l'autorité sans secousse ; j'ai abattu les rebelles ; j'ai favorisé et mis en place les prêtres qui avaient fait la promesse de fidélité à la constitution.. J'ai fait taire les intolérants, et les dévotes surtout, en leur mettant devant les yeux les grands bienfaits du gouvernement... Tous ces trois grands diocèses attesteront la vérité de ce que j'annonce. J'ai encore reçu des comptes de Coutances ; on n'y connaît que 2 prêtres récalcitrants : il y a 830 paroisses. A Rouen, on n'en connaît que 5 ou 6 : on compte 1460 paroisses. On ne m'en signale aucun d'Evreux : ce diocèse contient 360 cures. J'ai rempli ma mission avec zèle, avec calme, et à mes frais. » (cf. *Mém. de Salamon*, p. 324).

¹ Arrêté du 23 brumaire (14 nov.), inséré au Moniteur du 18 novembre.

quiétude sur ce qui se passait autour de lui. Masséna, Augereau, Bernadotte et Lannes avaient tout-à-fait rompu avec lui. On prétend même qu'en recevant l'offre de l'ambassade à Constantinople, Bernadotte a répondu avec une politesse froide : « Vous savez que j'ai rempli une ambassade à Vienne, et que j'y ai eu mille désagréments : pourquoi m'en proposer une seconde, à laquelle je ne suis pas plus propre ? Il semble, général, que vous preniez à tâche d'éloigner de vous tous ceux qui ont le plus contribué au succès de vos armes. Je ne vous demande pas une mission diplomatique ; je suis prêt à quitter les étoiles de général de division pour me borner à la simple épaulette de chef de brigade. » La police était en conséquence aux aguets de ces quatre généraux, que l'on suppose voués à tous les mécontents, et particulièrement les chefs de soixante-onze mille officiers supprimés, qui désirent un nouvel ordre de choses...

Furieux contre les membres du Tribunat, Cambacérès, dit-on, continue de les regarder, du moins ceux qu'il nomme, comme des perturbateurs et des désorganiseurs de l'ordre public. Mais les opposants ont l'air de le persifler ; ils prétendent vouloir être républicains, et ne jamais souscrire à des lois copiées dans des codes monarchiques. Ces dispositions réciproques n'empêchent pourtant pas ce consul, ni son collègue Lebrun, les ministres de l'intérieur, de la police, de la justice, des finances, quelques conseillers d'Etat, les sénateurs Perregaux et Le Couteux-Canteleu, de donner des dîners délicats et somptueux aux législateurs et aux tribuns, dont on craint le refus obstiné à donner au travail sur les cultes le caractère de loi. On ne leur dissimule pas que, s'ils ne sanctionnent point, c'est le sûr moyen de faire échouer tous les efforts du gouvernement en faveur de la paix avec l'Angleterre. Daunou et Chazal, qui connaissent les dispositions de leurs collègues, sont persuadés que tout le travail sera rejeté, et regardé comme un monument de la monarchie, sorti de la fabrique du Conseil d'Etat. Daunou observait que l'homme et le trône ne sont rien ; mais que, dès que le gouvernement a pu reprendre des formes royales, les motifs de guerre cessent, et que ce sont là les raisons qui ont déterminé Pitt à souscrire une paix, au moins douteuse, puisqu'elle n'a pas l'assentiment unanime du peuple anglais. La perspicacité qui observe avec quelque in-

telligence, s'aperçoit que beaucoup de sénateurs, de législateurs, de tribuns, de généraux, sont coalisés contre l'ordre actuel...¹

(Arch. de Vienne).

1061. — Discours de Grégoire sur son élection au Sénat.

Séance du Corps législatif, du 5 nivose an X (26 décembre 1801).

Après la lecture du message que vous venez d'entendre², je n'ai plus le droit de siéger dans cette enceinte ; mais avant de la quitter, ne me refusez pas la satisfaction d'y faire entendre l'accent de la reconnaissance... Jamais, non jamais personne n'obtint du Corps législatif des témoignages de bienveillance aussi multipliés, aussi étendus que ceux dont vous m'avez com-

¹ « Le départ du P. Consul est différé de dix à douze jours encore, et l'on croit que la cause de ce retard est l'opposition très réelle qui commence à se former dans le Tribunal et le Corps législatif... Bonaparte ne partira, dit-on, que lorsqu'il aura ramené les esprits... » (Dép. de Stapfer, du 23 déc.).

² Le message du Sénat, du 4 nivose (25 déc.), annonçant que dans sa séance de ce jour il avait élu Grégoire comme sénateur. — Pour comprendre ce qui s'est passé dans cette élection, et dans celles dont il sera parlé plus loin, il faut se reporter à l'art. 16 de la constitution qui portait : « La nomination à une place de sénateur se fait par le Sénat, qui choisit entre trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le Tribunal, et le troisième par le P. Consul. Il ne choisit qu'entre deux candidats, si l'un d'eux est présenté par deux des trois autorités présentes. Il est tenu d'admettre celui qui serait proposé à la fois par les trois autorités. » — Après plusieurs scrutins, le Corps législatif avait donné, le 30 novembre, 138 suffrages à Grégoire, contre 72 à Bigot de Préameneu, un des principaux auteurs du projet de code civil. La veille, le Tribunal avait élu Desmeuniers pour son candidat. Si le P. Consul avait désigné à son tour Desmeuniers, il pouvait presque lui assurer le succès ; mais bien qu'il le regardât comme un ami du gouvernement, il lui reprochait d'avoir manqué d'énergie en défendant récemment devant le Tribunal la première loi du code. (Stan. de Girardin, *journal*, t. III, p. 244). Peut-être aussi ne voulait-il pas avoir l'air de se dérober à une lutte déjà engagée. Quoi qu'il en soit, il avait, par message du 16 décembre, présenté le général Lamartillière.

« Le choix de Grégoire, écrivait Girardin (*ibid.*), totalement opposé aux vues du P. Consul, prouve qu'il n'a pas une influence positive dans le Sénat. » En effet, il y avait là un échec pour l'autorité du P. Consul. Il y avait aussi une manifestation de la majorité des sénateurs contre sa politique religieuse, que Grégoire critiquait chaque jour davantage sous prétexte que les vieilles libertés gallicanes, consacrées, disait-il, par la constitution civile du clergé, allaient désormais être sacrifiées.

blé '... Placé sur le théâtre politique depuis l'aurore de la Révolution, après en avoir traversé les orages, après avoir, avec vous, concouru à rétablir la liberté, à sauver la République, la récompense la plus douce, la plus flatteuse, c'est d'avoir obtenu l'estime de ceux qui ont conquis l'estime publique, c'est d'avoir réuni les suffrages de deux autorités qui, par leur rang dans l'ordre politique, ont droit à la confiance et au respect ; qui, par leur conduite, commandent le respect et la confiance.

Cit. législateurs, vous m'avez conduit à l'entrée d'une carrière nouvelle : le Sénat m'y introduit. J'y porterai les sentiments de droiture et de patriotisme qui ont invariablement présidé à ma vie privée et politique. Attachement à la République, à la constitution qu'elle a adoptée, au gouvernement qu'elle a établi ; telles sont vos résolutions, telles sont les miennes. Voués respectivement à d'augustes fonctions et toujours unis, nous continuerons à travailler pour la gloire et le bonheur du peuple français...² »

(Moniteur du 6 nivose an X : 27 décembre 1801).

1062. — Caprara à Consalvi

(n° 43)

Parigi, 27 decembre 1801.

Fino dalla scorsa domenica sonosi incamminati alla volta di

¹ Pendant la session précédente, lorsque la négociation du concordat se poursuivait à Paris, Grégoire avait reçu du Corps législatif deux candidatures au Sénat, une première fois le 28 février 1801, une seconde fois le 15 mars suivant. Mais il avait été écarté par le Sénat, qui avait d'abord élu le gén. Harville, proposé en même temps par le P. Consul et le Tribunat, puis le gén. Pérignon, présenté seulement par le P. Consul. — Déjà pour discréditer Grégoire parmi les sénateurs, on avait tourné en ridicule sa qualité d'évêque (*Ann. de la relig.*, t. XII, p. 563). C'était une manœuvre peu scrupuleuse pour semer la division parmi ceux qui, tout en se montrant ennemis du clergé, auraient voulu néanmoins chercher dans l'élection de Grégoire l'occasion de contrarier le concordat projeté. La même tactique avait, paraît-il, été renouvelée dernièrement ; et Grégoire avait écrit à ce sujet une lettre ostensible, où il désavouait avec indignation toute pensée de se concilier des suffrages en renonçant à son caractère sacerdotal. (Cette lettre se trouve par extraits dans les *Ann. de la relig.*, t. XIV, p. 282. Elle a été publiée en entier par M. De Gubernatis, *Eustachio Degola*, p. 296).

² Le lendemain, 27 décembre, une lettre a été adressée au président du Corps législatif par Grégoire, pour se démettre officiellement de la place de législateur (*Arch. nat.*, C 1x B 3).

Lione dugento soldati di cavalleria, e i corrispondenti equipaggi. È pur partito per colà M. Talleyrand. Il Primo Console però è tuttora qui¹.

Giuseppe Bonaparte da Amiens ha dato una scorsa qui, senza però che il congresso sia ancora finito...

Il viaggio [di Mgor Spina], sebbene senza disgrazie, non è stato dei più prosperi nel suo principio, giacchè per cagione delle cattive strade ha dovuto impiegare giorni sei per arrivare a Chalon sur Saône, ove era costretto ad arrestarsi, attesa l'eccessiva neve che cadeva.

Fu poi vero l'arrivo qui di Mgor Erskine, che gode perfetta salute. Mi lusingo che avrò il piacere di vederlo qui per qualche tempo².

¹ Le P. Consul, attentif au progrès de l'opposition dans les assemblées, affectait de ne rien dire sur son départ. M. d'Hauterive, qui travaillait avec lui chaque jour, en l'absence de Talleyrand, était lui-même tenu dans l'incertitude. « Ce ne serait pas miracle, écrivait-il à son ministre le 26 décembre, si [le P. Consul] ne partait pas le 7 (28 déc.). Il ne veut pas être positif sur cet objet. Je penche au reste à croire qu'il ne peut l'être, et qu'il n'a pas arrêté sa détermination. Il souffre les questions avec beaucoup de bonté, mais il ne veut pas répondre; il échappe par une plaisanterie. Il m'a dit de vous dire que Talma et Mlle Petit partaient ce soir. Je l'ai assuré que vous seriez indifférent sur cette nouvelle. Il a ri, mais ne m'en a pas dit d'autre. » D'Hauterive ajoutait: « Vous faut-il des nouvelles? En voici une. On m'a dit ce soir que le Sénat allait ajourner le Corps législatif et le Tribunal jusqu'au 15 pluviôse (4 février). Je suis fort aise que ces deux assemblées n'aient rien à faire dans l'absence du P. Consul, et que le Sénat se mêle de leurs affaires. C'est un précédent d'un très bon exemple. »

² Mgor Erskine, arrivé à Paris dans la soirée du 18 décembre (cf. p. 495, note 3), a écrit le 21 à Consalvi: « ... In Calais, il *maire* ed i primi ufficiali della municipalità, per dare un contrassegno del loro rispetto verso S. S., vennero alla locanda dove ero, a farmi visita, avendomene fatto prevenire... Qui giunto, fui la mattina seguente ad ossequiare S. Em... Non saprei ancor dire quanto qui mi tratterò. Tutti mi sconsigliano di proseguire il viaggio, durante queste corte giornate, o questa severità di stagione... Se qualche cosa però potesse trattenermi, sarebbe principalmente l'oggetto di trovarmi alla pubblicazione della bolla, e prestare così una persona di più al corteggio dell'Emo legato in quella solennità straordinaria. Anche fin tantochè continua il carteggio coi vescovi in Inghilterra, potrei non essere inutile... » (Arch. du Vatican). — La venue du prélat anglais a été aussitôt annoncée par Bernier au P. Consul. « M. Erskine, écrivait-il le 19, envoyé du pape à Londres, vient d'arriver à Paris. Comme il n'a aucun caractère public, et que les pouvoirs du cardinal ne sont pas notifiés, S. Em. m'a prié de vous demander quand il pourrait vous offrir ses hommages. Il a le plus vif désir de vous voir. Il attend vos ordres. Je l'en préviendrai, si vous le trouvez bon. »

Nel giorno quattro del corrente, per mezzo del corriere che si spedisce settimanalmente a Londra da questo governo, fu inviato il pacchetto, con entro i brevi di N. Signore responsivi ai vescovi dimissionari e la lettera di N. Signore per l'arcivescovo di Narbonne, a Mgor Erskine. Essendosi combinato che il prelado era partito da Londra nel tempo che arrivò colà il pacchetto, quel ministro francese lo ha respinto quà, ed il ministro degli affari esteri me lo ha rimesso. Io ho consegnato il pacchetto al medesimo, ed abbiamo concordemente convenuto di tutto rispedire a Londra a Mgor Douglass, vicario apostolico¹, cui per l'effetto Mgor Erskine ha scritto; ed io prevalendomi del corriere del governo, ho spedito il pacchetto, il quale naturalmente non tarderà a giungere, e quindi saranno sollecitamente dispensati tanto i brevi che la lettera di N. Signore.

Con mia di n° 22, in data dei 15 novembre, resi conto a V. Em. di quanto avevo scritto all' Emo di Montmorency, e le acclusi copia della proposta e risposta. Il porporato, sebbene mi abbia scritto altre due volte, come già a suo tempo ne ho ragguagliato l'Em. V., mai si è dato per inteso di quanto io risposi alla sua dei 28 ottobre. Finalmente, in data dei 9 corrente, mi scrive una lettera, sottoscritta da esso e dai vescovi residenti in quei contorni, e che avendo giudicato a proposito di fare una risposta in comune, dicono (eccone le precise parole): « Nous tenons plus fortement que jamais au parti que nous avons pris », e concludono desiderare che le lettere antecedentemente scritte siano conosciute dal Santo Padre. Fra i vescovi che hanno sottoscritto coll' Emo di Montmorency manca quello di Aire, il quale ha scritto separatamente, ma nei termini medesimi degli anzidetti².

In ordine ai vescovi, ai quali avevo spediti i brevi di N. S.

¹ Mgor J. Douglass, ancien missionnaire à York, avait succédé en 1790 à J. Talbot comme vic. apostolique du « London district. » La même année il avait été nommé év. *in partibus* de Centuria. Il est mort à Londres en 1812.

² Après sa lettre du 10 novembre (p. 367, note 2), Caprara avait mandé au card. de Montmorency, le 18 puis le 26 novembre, qu'il avait reçu et fait passer à Rome la démission de l'év. d'Amiens, et les réponses moins satisfaisantes des év. d'Aire, Digne, Limoges et Séez. Néanmoins ces quatre derniers prélats et le cardinal venaient de récrire le 9 décembre, comme s'ils ignoraient que leurs lettres précédentes eussent déjà été envoyées à Rome.

esortativi alla dimissione, non ho cosa particolare da riferirgli, giacchè se rispondono, o dicono di aver mandato la risposta per mezzo dei nunzi, ovvero, come succede del vescovo di Boulogne, accusano la ricevuta del breve, e dicono che risponderanno dentro il termine prescritto dal breve medesimo¹.

Ricevo nel momento tre lettere, l'una del vescovo di Ginevra, ché mi annunzia aver già spedita costì la sua dimissione, l'altra del vescovo di Nancy², che dice di aver per mezzo del nunzio risposto al breve pontificio, la terza del vescovo di Langres, che pure dice di aver risposto, ma chiaro mostra di essere del numero di quei vescovi che han dimandato dilazione a dimettersi.

È stato da me il generale Murat³. L'ho ringraziato del bene, che sapevo aveva detto qui del Papa e suo governo, e dell' interesse che aveva dimostrato generalmente in favore delle cose nostre. Dice che debbono essere già partiti da Ancona all'incirca mille uomini, e che il rimanente evacuerà sollecitamente

¹ La lettre de l'év. de Boulogne était datée d'Hildesheim, le 13 décembre. — On remarquera que la réponse adressée au Pape par le card. de Montmorency (p. 367, note 2) a été reproduite textuellement, non seulement le 15 novembre par les év. d'Aire, de Digne, de Limoges et de Séez (p. 378, note), mais encore le 12 décembre par les archev. de Bourges et de Reims, et le 13 par les év. d'Auxerre et de Boulogne (cf. *Rec. sur la démission*, p. 86). « Le lettere che questi nove vescovi scrivono da Münster e da altri luoghi circonvicini... sono interamente uniformi e verbalmente trascritte l'una dall' altra » (Arch. du Vatican). — En répondant le 29 décembre à l'év. de Boulogne, le Légat lui disait : « ... De telles dispositions, n'en doutez pas, seront un nouveau surcroît de douleur pour le cœur de S. S ; et il vous est facile de vous convaincre de toute son amertume, si vous daignez réfléchir aux sentiments de sa tendresse paternelle, exprimés dans sa réponse à Mgr l'archev. de Narbonne. Cette réponse sans doute vous est connue. Cependant, comme vos craintes sur l'extinction simultanée de l'église gallicane doivent s'évanouir, et ne portent plus sur aucun fondement depuis ma circulaire aux vic. généraux de tous les diocèses de France... je me plais à penser que, plein d'une confiance sans bornes dans le père commun des fidèles, dont la tendre sollicitude pour toutes les églises et surtout celle de France ne peut être révoquée en doute, vous vous empresserez d'écarter tout délai ultérieur dans l'envoi de votre démission... » Cette même lettre a été adressée par Caprara, le 31 décembre, aux archev. de Bourges et de Reims.

² L'év. de Nancy habitait Vienne, où il continuait à jouer le rôle officieux de représentant de Louis XVIII. Dans sa lettre au Pape, datée du 2 novembre, il disait avoir reçu le bref « Tam multa » le 23 octobre, et déclarait adhérer aux sentiments des év. non-démissionnaires de Londres (*Rec. sur la démission*, p. 39).

³ Murat, parti de Milan le 9 décembre, était arrivé le 14 à Paris.

detta città, seguita la ratifica ¹. Mi sono cordialmente raccomandato al medesimo, perchè, se è possibile, per lo stato di N. Signore non passino le truppe francesi all' occasione dell' evacuazione di Napoli. Egli suppone di avere già per tale oggetto fatti imbarcare due mila uomini. Vuole che io tenga per certo, che lo stesso accaderà del rimanente delle truppe che sono in detto regno. Dice che vi è l'interesse del re, e che il piano avrà pieno effetto. Mi assicura poi, che dentro lo spazio di un mese e mezzo al più, egli sarà nuovamente a Roma, per passare, come giudice, a Napoli.

Riapro il piego per aggiungervi la lettera del vescovo di Macon e dell' arcivescovo di Vienna a N. Signore, e per riferirgli che pure il vescovo di Ipri ha dato la sua dimissione ².

(Cultes, Arch. de Caprara).

1063. — Caprara a Consalvi

(n° 45)

Parigi, 2 gennaio 1802.

Quando sentii l'oggetto della chiamata dei Cisalpini in Lione, di cui le diedi conto nel mio dispaccio de' 24 ottobre, mi avvidi che avendo luogo lo stabilimento che meditavasi fare nella Dieta, non potevo lusingarmi di ottenere subito la restituzione delle Legazioni, benchè ingenuamente il Primo Console su ciò abbia esternata molta facilità di eseguirla. V. Em., con il quadro di cui parla con sua vma a colonna dei 9 dello scorso, ha potuto formare un giudizio uguale, ed anche più fondato perchè pubblicato dal governo, il quale certamente desidera ora che i Cisalpini non immaginino disposto il Console alla nota smembrazione. Oltre che dopo Dio, il tempo può darla, le cose non possono rimanere nello stato in cui vanno a regolarsi; e nella miseria dei tempi bisogna contentarsi di questa disposizione di Bonaparte verso di noi, benchè manifestamente contraddetta con un atto di strepito. Una cosa bisogna evitare essenzial-

¹ Les ratifications de la paix entre la France et l'Angleterre.

² La lettre de l'év. de Macon, datée de Macon le 16 décembre, répondait au bref « Novum ac luculentum » (p. 245); celle de l'archev. de Vienne avait probablement le même objet. — Quant à la démission de l'év. d'Ypres, elle était envoyée de Düsseldorf le 7 décembre. Elle est mentionnée au Moniteur du 3 janvier.

mente con esso, in qualunque passo che si possa dare da noi per l'oggetto che desideriamo, cioè di far menzione in favor nostro della nullità del trattato di Tolentino. Al Console fa pena questo argomento, come per accidente so essere accaduto di fresco, perchè crede che con una nuova invasione lo avrebbe potuto fare confermare, benchè però non siasi permesso di dirlo, giudico per tenerezza verso del Papa, e per la massima di non volersi imbrogliare con Roma. L'idea che manifesta il Console sul punto delle Legazioni, si è di volerle restituire per magnanimità di animo, e così eseguire gli esempi dei dominanti francesi. Indirettamente me lo ha fatto sentire anche ultimamente.

Quanto alla questione dei costituzionali, potrei dimostrare a V. Em., che ho diritto di credere che non ne saranno nominati. Ma non intendo di dare sicurezza, soprattutto rispetto a tre soggetti. Dico bene di tener per certo di non ammetterli senza le condizioni prescrittemi.

Non credo che qui si possa trovar male, che N. S. accordi la conferma dell' elezione dell' arciduca Antonio al vescovato di Münster, e la dilazione a pigliare gli ordini. Le ragioni che V. Em. adduce sono eccellenti, e nel caso ne farei uso; non oso però preventivamente darmi inteso qui dell' istanza, giacchè potrebbe essere che la corte di Vienna non gradisse ora che qui si sapesse.

Una seconda lettera in data di Lione ho ricevuto da Mgor Spina, nel decorso di questa settimana, con cui mi annunzia che per prudenziali ragioni partiva immediatamente per Valenza, ove temeva di doversi trattenere più del dovere, atteso che il prefetto di quella città trovavasi in Lione al congresso.

Nel tempo stesso che io ricevo per parte dei vescovi di Auxerre e Boulogne le due qui unite lettere per la Santità di N. S., dalle quali V. Em. rileverà, che questi due prelati tengono lo stesso linguaggio di vari altri che con mendicati pretesti hanno dimandato dilazione a dimettersi, vengo informato che a V. Em. direttamente sono stati trasmessi gli atti autentici di dimissione per parti dei due vescovi di Meaux, e di Châlons-sur-Marne. Io ne pongo all' Em. V. un tale avviso per qualunque eventualità, stante che la notizia che ricevo di ciò, è la più autentica e sicura. Quale a tale effetto ho partecipata a questo governo, nell' atto

stesso che le ho dato conto di avere ricevuto la dimissione del vescovo di Nizza, che qui ho l'onore di compiegare, non senza aggiungere che il prelato, non prima di ora aveva data la dimissione, perchè non prima aveva ricevuto il breve ¹.

Fino dalla sera dei 27 dello scorso dicembre, incominciai a godere della franchigia delle lettere, statami accordata per ordine del Primo Console ²... Le ne contestai la viva mia riconoscenza nella mattina dello scorso mercoledì, giorno in cui andai privatamente dal Primo Console per presentare Mgor Erskine ³.

Prima di fare entrare Mgor Erskine, fece passare me, per dirmi che bramava avessi congiunto in matrimonio suo fratello Luigi Bonaparte, di anni 27, del quale sento parlare con vantaggio, con la zittella chiamata Ortensia, di anni all'incirca 17, figlia del primo letto di Madama Bonaparte, moglie del Console. Mi ha chiesto conto della salute di N. S. Si è parlato dei vescovi che sono in Lione, e mi ha nominato il vicario d'Imola. Io risposi che non avendo questo potuto, attesa l'età sua, intervenirevi, e prevenuto di ciò N. S. troppo tardi, giacchè agli 11 di dicembre era destinata l'apertura della Dieta, non potè il Papa prendere verun partito. Il Console non mi rispose; ma dopo partito da lui, mi è sembrato di poter giudicare di non essermene tirato felicemente. Gli ho fatto conoscere il mio rincrescimento, e chiestogli il permesso di poter rimediare col no-

¹ Pour l'év. de Boulogne, et pour celui d'Auxerre réfugié à Halberstadt, voir p. 527, note 1. — L'év. de Châlons-sur-Marne, fixé à Anspach en Franconie, avait dès le 21 sept. témoigné à Consalvi son esprit de soumission (Theiner, *Doc. inéd.*, t. II, p. 86). Il reçut le 13 décembre le bref « Tam multa » par Mgr Della Genga. En adressant, le 15, à Rome sa démission, il suppliait le S. Père d'user de ménagements envers les évêques qui ne s'étaient point démis. — L'év. de Meaux, sur l'invitation du card. Ruffo-Scilla, a envoyé sa démission, de Presbourg en Hongrie, le 2 novembre. Tout en obéissant au S. Siège, il ne dissimulait pas combien il lui était pénible de voir la vacance simultanée de toutes les églises de France, sans savoir comment il pourrait en sortir un bien pour la religion. — La démission de l'év. de Nice est datée de Turin, le 13 décembre. Elle est mentionnée au Moniteur du 3 janvier, avec celles des év. de Châlons et de Meaux.

² Le P. Consul au ministre des finances; Paris, 5 nivose an X (26 décembre 1801): « Je désire que vous donniez des ordres pour que le card. Légat ait la franchise de ses lettres. » — Cette franchise était justifiée par le nombre toujours croissant des suppliques et des questions auxquelles la Légation avait à répondre,

³ Le 30 décembre. Cf. p. 525, note 2.

minare l'Emo Bellisomi a fare le veci del vicario generale d'Imola, e così supplire al vòto che faceva nel congresso il deputato del vescovato anzidetto ; in vista anche che il Primo Console aveva creduto che N. S. avesse deputato in luogo del vicario l'Emo Dugnani, come da Lione era stato scritto, ed in Parigi universalmente creduto. Il Primo Console mi ha fatto contestare il sincero suo gradimento per simile espediente, ed io immediatamente ho scritto al porporato la lettera, di cui ho l'onore annettore copia, supplicando V. Em. di farla conoscere alla Santità di N. S., ed implorarmene la pontificia approvazione.

Il Primo Console mi ha detto, che gli Inglesi hanno chiesto che all' Ordine di Malta si unisca una Lingua d'Inghilterra, composta di cavalieri Inglesi che il re avrebbe nominati, e che esso ha risposto : « Volentieri, purchè sianò cattolici ; giacchè si tratta di un ordine religioso, soggetto al Papa », e che gli Inglesi a questa condizione non vogliono prestarsi. Non so come la cosa andrà, giacchè non l'ho intesa da veruno. Al consigliere Portalis, che col titolo di stabilire il luogo e il modo dove si sarebbe potuta fare la cerimonia del matrimonio, ha soggiunto esservi l'esempio della Lingua russa, ho risposto semplicemente, che nella istituzione di detta Lingua mi pareva essere stato stabilito, che la medesima dovesse essere composta di soggetti cattolici. La conversazione non è andata oltre.

Essendo esso entrato a discorrere in che stato si trovavano gli affari per la pubblicazione della bolla, gli ho risposto quello che era necessario essere tutto in pronto, e l'ho pregato a dar presto la consolazione alla nazione di vedere pubblicata la bolla, per cui tanto tutti smaniano. Egli mi ha interrotto, ed intrando in dettaglio degli oggetti, sempre coll' idea di far tutto un insieme, ha detto che non poteva essere ; e Portalis ampiamente è entrato nel suo sentimento. In somma, secondo esso si differirà ancora all' incirca alla pubblicazione della pace, che egli soggiunse potersi facilmente protrarsi a due mesi.

In seguito ha fatto parlare Mgor Erskine, che io gli ho presentato, con cui ha avuto qualche discorso sulle cose di Londra. Lo ha licenziato e mi ha ritenuto.

Il pubblico qui dice, che proponendosi il concordato al Corpo legislativo, troverebbe nel medesimo una forte contradizione.

Conseguentemente parmi di poter giudicare che la pubblicazione della bolla non avrà luogo, che sciolto che siasi detto corpo, lo che avverrà li 22 del venturo marzo, o sia il 1° germinale. In fatti persone secolari mi dicono che il Console ha ragione, e giustificano la sua saviezza di non esporre al giudizio ed esame del Corpo legislativo la bolla.

Nel momento ricevo due lettere, dirette al Santo Padre, dei due arcivescovi di Reims e Bourges¹, quali unisco alla presente, non trattenendomi su di esse, e perchè V. Em. vedrà per sé stessa quali sono i sentimenti dei due prelati, e perchè imminente è la partenza del corriere.

(Cultes, Arch. de Caprara).

1064. — Note du Ministère de l'Intérieur

Paris, 12 nivôse an X (2 janvier 1802).

Les lois des 14 octobre 1790 et 18 août 1792 permettaient aux membres des corporations vouées au service des pauvres et des malades, de continuer leurs actes de bienfaisance ; mais les services qu'elles rendaient à l'humanité n'avaient pu les préserver des orages de la Révolution, et il n'existait déjà plus de ces précieuses associations que quelques individus qui vieillissaient, et faisaient craindre l'anéantissement total d'une institution dont s'honora l'humanité.

Par une décision du 1^{er} nivôse dernier (22 décembre 1801)², le Ministre de l'intérieur a autorisé la ci-devant supérieure des Filles de charité à reprendre ses fonctions, et à continuer de former des élèves pour le service des établissements d'humanité.

¹ Voir p. 527, note 1. — Ces deux prélats se trouvaient à Wolfenbüttel. On verra plus loin que l'archev. de Bourges a fini par se démettre.

² Voir t. II, p. 74, note 2. Cf. *Corr. de Nap.* nos 5610 et 6274. — Les biens qui faisaient vivre les Filles de la charité existaient encore en partie : mais ils ne pouvaient évidemment être rendus directement à ces religieuses, dont l'institut n'avait pas alors la capacité de posséder. Il avait donc été décidé, par un arrêté du 27 prairial an IX (16 juin 1801), qu'ils seraient revendiqués par les commissions administratives des hospices, qui de fait en emploieraient le produit pour les « besoins de l'institution » (art. 6 de l'arrêté du 1^{er} nivôse). L'exécution de ces mesures, suspendue d'abord par le P. Consul, avait commencé à s'appliquer au mois d'octobre dernier.

Soixante-quatre élèves ont été admises dans cet institut depuis l'époque de son rétablissement. Sur ce nombre, douze ont été placées dans différents hospices des départements. Il en reste cinquante à l'institut : vingt sont à la charge de leurs familles.

Un des grands avantages du rétablissement de cet institut, résulte de ce que toutes les anciennes Filles de charité qui en dépendaient, et qui étaient encore en état de servir les pauvres et les malades, ont été presque partout rendues à leurs fonctions. A Paris, environ quarante de ces filles respectables, se trouvent maintenant attachées à différents comités de bienfaisance. Il en existe vingt autres, toutes disposées à reprendre les fonctions qu'elles remplissaient dans les arrondissements où elles n'ont point encore été rappelées. Une somme 14.790 fr. a été mise à la disposition de cet établissement.

Les dames hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve, dont l'institution seule a été préservée de la destruction qui a pesé sur les autres institutions de charité, ont été autorisées à former des élèves¹. Une somme de 6000 fr. a été mise à leur disposition.

Les services qu'elles rendent à l'humanité consistent dans le traitement de la teigne. La maison qu'elles occupent à Paris en contient encore vingt-sept ; mais elles sont avancées en âge, en sorte que cette association ne présente pas les mêmes ressources que l'institut des Filles de charité. Cependant le nombre des autres membres retirés dans les départements, a permis de réorganiser à Saint-Germain un hospice d'orphelins, qui sert à la fois d'école de charité, et de pensionnat pour les enfants des familles qui ne sont pas dans l'indigence.

Le préfet de la Nièvre et le préfet de la Meurthe ont été pareillement autorisés à réorganiser des associations semblables, qui existaient dans leur arrondissement, sous la dénomination de Filles de Saint-Charles et des Dames de la charité de Nevers².

¹ L'autorisation résultait d'une simple lettre du ministre de l'Intérieur, en date du 18 pluviôse an IX (7 février 1801). Cf. t. II, p. 75. — Ces hospitalières habitaient au n° 102 de la rue de Sèvres.

² Arrêté du ministre de l'Intérieur du 18 germinal an IX (8 avril 1801). Il porte : « art. 1^{er}. L'institution de bienfaisance qui existait à Nevers sous le titre de congrégation de charité de Nevers, et celle qui avait été formée dans la ville de Nancy sous le titre de congrégation de Saint-Charles, seront réorganisées suivant et conformément aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} nivôse dernier, relatif à l'institution des Filles de la charité. »

Partout on commence à ressentir les heureux effets du rétablissement de ces précieuses institutions¹. L'ordre, la morale, l'économie, les soins, l'humanité sont rentrés dans les hospices avec ces respectables filles, qui n'ont d'autre désir que de soulager les misères humaines.

(Moniteur du 13 nivôse an X : 3 janvier 1802).

1065. — Circulaire de Portalis aux Préfets

Paris, 17 nivôse an X (7 janvier 1802).

Il est indispensable que le gouvernement connaisse avec le plus d'exactitude possible le nombre des édifices non-aliénés servant à l'exercice des cultes dans chaque département, ainsi que l'état² dans lequel se trouvent ces édifices. Je vous prie de vous en faire rendre compte et de m'en instruire le plus tôt possible.

¹ Le 17 avril 1801, Fouché avait prescrit au préfet de Police de « rechercher toutes les maisons où sont réunies d'anciennes religieuses pour y vivre en communauté. » Des informations recueillies par les commissaires de police, il résulta qu'il y avait alors à Paris 404 religieuses, vivant par petits groupes dans 62 maisons différentes. C'étaient les débris des congrégations, que la Révolution avait supprimées ou dispersées. Environ 42 religieuses réparties en 8 maisons s'occupaient d'œuvres charitables, et 54 divisées en 10 maisons se livraient à l'enseignement. On citait aussi des Carmélites (Cf. t. III, p. 653). Le plus grand nombre vivait de travaux à l'aiguille ; quelques-unes y ajoutaient la mince ressource de la pension ecclésiastique.

² Depuis que les églises non aliénées avaient été rendues au culte, elles n'avaient point cessé de se dégrader. Les habitants des communes, autorisés après la Terreur à en reprendre la jouissance, refusaient presque partout de faire les réparations. Dès le mois de janvier 1800, ce mal croissant était signalé par le ministre des finances. « On ne peut, disait-il, d'après la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795) exiger de contribution forcée pour le paiement de cet entretien, et les habitants se refusent à toute contribution volontaire : les sectaires des cultes, sous le prétexte que ces édifices sont employés à d'autres usages ; ceux qui s'y réunissent pour les institutions républicaines, parce qu'ils regardent cette dépense comme devant être à la charge de la République, attendu qu'il ne leur est accordé qu'une jouissance provisoire. » Le remède proposé était un abandon définitif des églises aux communes, qui leur imposerait par conséquent l'obligation indiscutable de pourvoir à l'entretien. Mais un avis du Conseil d'État, du 8 pluviôse (28 janv.) avait ajourné la question. L'année suivante, une église dans le département de Vaucluse s'étant écroulée en faisant plusieurs victimes, une circulaire du ministre de la police, du 8 prairial an IX (28 mai 1801) avait prescrit de fermer les églises lorsqu'un danger y était à craindre, et jusqu'à ce qu'il fût

Le tableau que vous voudrez bien m'envoyer doit spécifier les arrondissements dans lesquels chaque édifice est placé ; et, pour compléter les renseignements nécessaires, il serait bien que l'indication du nombre d'individus qui peuvent s'y rassembler fit partie de ce tableau.

Si, dans votre département, il se trouve des communes où deux cultes différents s'exercent dans les mêmes édifices, aux termes de la loi du 11 prairial an III, il conviendra que vous en fassiez mention dans une colonne d'observations¹.

(Cultes).

1066. — Lucchesini au roi de Prusse

Paris, 4 janvier 1802.

.. Les dernières lettres de Lyon y ont annoncé l'arrivée du sieur Talleyrand et la mort subite de l'archevêque de Milan, vieillard âgé de 82 ans, que le désir extrême de revoir le Premier Consul avait engagé à ce pénible voyage.....

Le Premier Consul, indigné contre l'opposition chicaneuse qu'une petite majorité dans le Tribunat et dans le Corps législatif faisait à tous les projets de lois du code civil, s'est déterminé hier à ce qui suit. Le Moniteur d'aujourd'hui contient un message que le gouvernement a envoyé hier au Corps législatif, pour lui

écarté par les travaux nécessaires. Mais cette mesure de prudence n'avait pas fait multiplier les réparations ; elle avait même, dans quelques grandes villes, servi de prétexte détourné à la compétition entre prêtres constitutionnels et insermentés (Cf. *Ann. de la relig.*, t. XIII, p. 186). Comme dernièrement à Versailles, le préfet, en exigeant la restauration de l'église St-Louis, avait rencontré chez les fidèles la mauvaise volonté ordinaire, le ministre de l'intérieur venait de consulter Portalis, qui lui répondit le 7 janvier : « ... Ainsi que vous, je ne doute pas que les réparations des édifices consacrés aux cultes doivent se faire au compte des citoyens qui en jouissent, et que c'est par une fausse interprétation des lois des 11 prairial an III et 7 vendémiaire an IV qu'ils pensent ne pouvoir y être contraints. C'est dans cette opinion que je me suis déjà occupé de cet objet, et qu'il fera partie des règlements généraux que le gouvernement prépare pour l'organisation des cultes. Il est indispensable d'attendre cette époque, et, quelque urgentes que soient les réparations qu'exigent la plupart des églises, on ne peut adopter des mesures particulières, parce qu'elles pourraient contrarier les mesures générales. » — C'est aussi l'affaire de Versailles qui avait été l'occasion de la circulaire de Portalis que nous publions ici.

¹ Les réponses des préfets sont arrivées successivement, jusqu'à la fin d l'an X.

annoncer que, d'après l'autorité que l'article 26 de la constitution lui donne, il retire tous les projets de lois relatifs au code civil qu'il lui avait présentés, voyant avec peine le peu de calme et d'unité qui paraît exister dans ce moment, tant au Tribunal qu'au Corps législatif¹. Toute la France impartiale partagera cette opinion du gouvernement², et attendra probablement que le changement d'un tiers des membres de ces deux corps y introduise un plus grand nombre d'amis éclairés du présent ordre des choses, ennemis naturels des principes exaltés ou révolutionnaires, au pouvoir funeste desquels le général Bonaparte sut arracher, il y a deux ans, la chose publique et la tranquillité de tous les voisins de la France...

(Arch. de Berlin).

1067. — Rœderer à Joseph Bonaparte

Paris, 14 nivôse an X (4 janvier 1802).

Je suis loin de penser que la portion malveillante du Tribunal puisse jamais avoir une grande autorité sur l'opinion publique³.

¹ On a vu (p. 519, note 1) que la seconde et la troisième loi du code civil étaient restées soumises aux assemblées. Le gouvernement avait d'abord fait délibérer sur la troisième, qui paraissait moins exposée à l'opposition, et qui en effet avait été adoptée le 28 décembre au Tribunal, par 64 voix contre 26. Mais le 1^{er} janvier, la seconde loi venait d'être rejetée par 61 membres du Tribunal contre 31, et il ne semblait pas douteux qu'elle ne subit le même sort devant le Corps législatif. Ce fut alors que le P. Consul résolut de frapper un grand coup. Le 2 janvier il adressa au Corps législatif le message suivant : « Législateurs, le gouvernement a arrêté de retirer les projets de loi du code civil, et celui sur le rétablissement de la marque pour les condamnés. C'est avec peine qu'il se trouve obligé de remettre à une autre époque les lois, attendues avec tant d'intérêt par la nation ; mais il est convaincu que le temps n'était pas venu où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intention qu'elles demandent. » — Le projet sur la marque, qui était d'un intérêt secondaire, n'était retiré, que pour bien marquer la volonté de ne plus laisser aucune loi en discussion.

² « Le message... a produit un grand effet dans le public. L'opinion s'est prononcée contre le Tribunal et le Corps législatif, et l'on n'a pas vu de bon œil l'opposition constante de certains membres à tout ce que le gouvernement a proposé » (Rapport de la préfecture de police, du 4 janv.).

³ Rœderer répondait à une lettre que Joseph Bonaparte lui avait adressée d'Amiens, le 27 décembre (Rœderer, *Mém.*, t. IV, p. 2). « J'ai vu avec peine, écrivait Joseph, l'opposition de quelques hommes dont les principes politiques

Mais tel qui ne peut rien pour sa propre considération, peut beaucoup pour nuire à celle des autres. Au fait, les déclamations du Tribunal altèrent la confiance, nuisent au respect dû au gouvernement ; de proche en proche elles gagnent quelques esprits, en subjuguent d'autres, et jettent le reste dans des incertitudes et des hésitations très fâcheuses. Le Tribunal, après avoir rejeté une loi sage à la suite d'une discussion injurieuse, a vu le Corps législatif la rejeter de même ; et après ces avanies des deux corps, vient le Sénat, qui nomme Grégoire sénateur, à la barbe du concordat, lui qui en est l'antipode. Tout cela fait dire par la multitude : « Voilà toutes les autorités qui font justement le contraire de ce que veut le Premier Consul ; on ne craint donc pas de le blesser ? Il a donc bien tort, ou il est donc bien faible !... »

J'insiste près de vous sur ces choses-là, non seulement à cause de l'importance qu'elles ont par elles mêmes, mais encore parce qu'elles en tirent beaucoup de deux circonstances : La première est l'inévitable mécontentement de plusieurs généraux, la seconde est la tendance plus marquée des royalistes vers les Bourbons...

Il faut donc bien savoir qu'ici, je dis à Paris, l'opinion chemine en un sens contraire à l'intérêt du gouvernement. Le parti jacobin va dans le sens du Tribunal ; les esprits inquiets du parti des propriétaires vont dans le sens royaliste ; et la foule ne voit qu'une chose, mais capitale, c'est que les premières autorités heurtent le Premier Consul, balancent son pouvoir, et rejettent des lois qui sont immédiatement son ouvrage ; je parle des lois civiles auxquelles il a eu une part si étonnante¹, des lois civiles qui devaient lui former un nouveau titre aux hommages de la postérité et des nations étrangères, et à la gratitude nationale. Mon sang

sont tels, qu'ils courraient volontiers les chances d'une nouvelle révolution pour assouvir leur animosité personnelle... Je ne crois pas cette coalition fort redoutable : elle est composée de bien des intérêts discordants ; et la masse est trompée ; elle ne tardera pas à revenir... »

¹ Les procès-verbaux du Conseil d'État relatifs à la discussion du code civil avaient commencé à paraître au Moniteur, dans un long supplément au n° du 16 frimaire (7 déc.). Ils étaient imprimés en même temps par livraisons dans une édition in-4 (cf. Moniteur des 6 et 22 frimaire : 27 nov, et 13 déc.). Ces diverses publications mettaient en évidence le rôle important et inattendu du P. Consul dans la préparation du code.

bout dans mes veines, quand je vois une poignée d'ignorants, sans respect pour de tels travaux, sans égard pour le zèle qui les a entrepris, travailler avec un soin méchant à les dénigrer, à les présenter tantôt comme odieux, tantôt comme ridicules...

Je finis en vous disant, de toute la sincérité de mon âme, qu'il importe d'aviser aux vrais moyens d'affermir le gouvernement et qu'il est tout-à-fait temps d'y venir. Si vous autorisez mon bavardage, je vous dirai franchement mon opinion sur ce que je crois bon à faire. Le voyage de Lyon ¹ pourrait préparer et effectuer même une bonne partie des choses que je croirais sages et nécessaires. Je suis convaincu que les acclamations des départements méridionaux retentiront fortement à Paris, malgré le tocsin du Tribunat, dont le bruit sera étouffé. Mais l'effet d'un pareil avantage ne peut être durable, qu'autant qu'on prendra des mesures pour qu'il le soit. Le gouvernement ne peut pas se reposer à Paris sur l'enthousiasme des pays au delà de la Loire. Il faut que la plus grande force du gouvernement réside dans le lieu qu'il habite.

(Rœderer, *Mém.*, t. III, p. 491).

1068. — Séance du Conseil d'État

Paris, 17 nivôse an X (7 janvier 1802).

Le Premier Consul a tenu une séance extraordinaire du Conseil d'État. Il a mis en délibération les questions suivantes :

Le Sénat peut-il nommer, dès ce moment, le cinquième des Tribuns et des membres du Corps législatif, qui doivent être nommés cette année ? Comment doivent sortir le cinquième du Tribunat et le cinquième du Corps législatif ² ?

¹ Le voyage du P. Consul.

² On sait que d'après la constitution de l'an VIII, le Tribunat et le Corps législatif étaient élus par le Sénat, sur des listes préparées dans les départements. Ces deux corps devaient être renouvelés par le Sénat et par cinquième tous les ans. Comme le Tribunat était composé de cent membres et le Corps législatif de trois cents, le premier renouvellement, qui devait se faire en l'an X, devait porter sur vingt tribuns et sur soixante législateurs. — Mais à quel moment de l'année le renouvellement devait-il être ordonné ? et surtout, se ferait-il par le choix du Sénat ou par le tirage au sort ? La constitution était muette sur ces deux questions.

Ne peut-on pas mettre en principe dans la constitution que, quand le gouvernement déclare qu'il ne veut plus envoyer de loi à une session, c'est comme s'il la dissolvait, et que dès lors elle doit être remplacée par une autre ?

Il a offert la parole : personne ne l'a demandée. Il a invité Regnaud à parler : Regnaud a approuvé.

Boulay a fait une objection. Le Premier Consul y a répondu, et dans sa réponse a fait une digression sur le droit d'opposition. Il a dit qu'il n'en fallait point avant vingt ans d'ici. Il l'a ensuite condamnée pour toujours. Il a dit qu'elle n'était bonne que pour faire face à la féodalité, à l'hérédité ; mais que le gouvernement français représentait le peuple souverain, et qu'il ne pouvait y avoir d'opposition contre le souverain. Il a fini par dire qu'il était bien aise que ces principes fussent connus, et répandus par les membres du Conseil qui voudraient en entretenir le public. Il a fait appeler le cit. Regnaud, et je crois qu'il lui a demandé un écrit sur ce sujet.

Portalès a longuement appuyé la dernière thèse avancée par le Premier Consul¹.

Comme c'était une réfutation de la mienne, de celle que j'ai consignée il y a deux jours dans le Journal de Paris², je n'ai rien

¹ L'avis de Portalès a été résumé par Thibaudeau, qui rapporte aussi les propos du P. Consul sur l'opposition (*Mém. sur le Consulat*, p. 226). — Lorsque la question si importante du mode de renouvellement avait été discutée, le P. Consul avait combattu le système du tirage au sort, qui avait été soutenu par plusieurs conseillers. « On finit, dit Thibaudeau, par laisser cette question indécise, sur le motif que c'était au Sénat lui-même à déterminer le mode qui lui paraîtrait le meilleur. On savait bien qu'on y ferait passer celui de la désignation » (*ibid.*, p. 232).

² L'article « De l'opposition » est un des écrits polémiques les plus connus de Rœderer. Publié dans le J. de Paris du 15 nivôse (5 janv.), il a été reproduit dans les divers journaux français, et a même été remarqué à l'étranger. « Oui, tout ami de la liberté, disait l'auteur, tout bon citoyen, tout honnête homme aime à voir une opposition dans les corps qui participent à la législation. Mais tout ami de la liberté, bon citoyen, honnête homme, la veut décente, raisonnable, éclairée, bien intentionnée, bien placée. Toute opposition ignorante, intempestive, injurieuse, violente, est un outrage à la nation et un péril pour la chose publique. » Le développement donné à ces idées contenait une critique sévère du Tribunat. — On trouve dans le Publiciste des 24 et 27 nivôse (14 et 17 janv.) une réponse intéressante, adressée à Rœderer.

eu à répondre. Mais j'ai attaqué l'idée de s'attribuer le droit de « dissoudre » (que le Consul avait appelé « proroger »). Je l'ai attaqué comme dangereux et comme inutile : inutile, puisqu'il suffit qu'il puisse convoquer le corps recomposé, à la fin de la session ; dangereux, parce que la constitution n'autorise pas à scinder une session. et que certainement, à la suite, quand il n'y aura plus à éliminer, c'est-à-dire dans quatre ans, la session commencera et finira avec les mêmes personnes.

Il a proposé un message au Sénat. Après quelques amendements, adopté. Il sera dans les papiers publics ¹.

En levant la séance, même la séance levée, le Premier Consul a dit : « Je vais à Lyon. Le peuple cisalpin m'a sollicité de prévenir les débats et l'agitation qu'il avait à craindre, s'il se donnait à lui-même une constitution. J'ai cru devoir me rendre à ses vœux, et aider à la formation d'un Etat, dont l'indépendance a été le prix du sang français. Suivant la constitution, le consul Cambacérès me remplace. Il fera ce qui sera nécessaire pour la sûreté de Paris. »

(Rœderer, *Mém.*, t. III, p. 427).

1069. — Lucchèsini au roi de Prusse

(en chiffres)

Paris, 8 janvier 1802.

..Un écrit très bien fait par le conseiller d'Etat Rœderer et publié par les gazettes, sur l'opposition, semble indiquer, dans un endroit, que celle qui s'était manifestée dans le Corps législatif et dans le Tribunat contre le gouvernement français aurait pu ralentir la marche des négociations d'Amiens. Mais si le parti de l'ancien ministère [anglais] pouvait séduire un instant le nou-

¹ Ce message, du 7 janvier, est ainsi conçu : « Sénateurs, l'art. 38 de la constitution veut que le renouvellement du premier cinquième du Corps législatif et du Tribunat ait lieu dans l'an X, et nous touchons au quatrième mois de cette année. Les Consuls ont cru devoir rappeler votre attention sur cette circonstance. Votre sagesse y trouvera la nécessité de vous occuper sans délai des opérations qui doivent précéder ce renouvellement. » — En même temps le P. Consul commençait, devant ses conseillers, à parler de changements dans le mode de discussion des lois, et d'une division du Tribunat en sections correspondant à celles du Conseil d'Etat ; réformes qu'il a fait adopter dans le sénatus-consulte du 16 thermidor an X (Thibaudeau, *Mém. sur le Consulat*, p. 225 et 228).

veau par l'espérance, si souvent trompée, de troubles internes, l'énergie du Premier Consul et la défaveur que jette sur l'opposition le caractère des conventionnels qui la forment, les en désabuseront bientôt, pour le bonheur de l'Europe, qui a besoin de la paix, et qui ne pourrait que perdre au renouvellement de la guerre.

J'apprends dans ce moment que le Premier Consul a décidé hier d'adresser aujourd'hui au Sénat conservateur un message, destiné à lui expliquer les motifs qui ont engagé les Consuls à retirer tous les projets de lois du code civil, qu'une opposition organisée contre le gouvernement faisait rejeter au Tribunat et au Corps législatif. Je suppose que ce message signalera aux sénateurs les chefs du parti conventionnel qui dirigent cette opposition, d'autant plus que ceux du Tribunat seraient peut-être capables, si les électeurs ne les avaient pas prévenus, de déférer au Sénat comme inconstitutionnel le dernier acte du gouvernement, qui leur ôte les moyens de le chicaner si injustement. L'effet probable de cette démarche sera d'engager le Sénat conservateur à hâter le moment du renouvellement d'un tiers des membres du Corps législatif et du Tribunat, prescrit par la constitution, et de provoquer des choix propres à consolider le présent ordre de choses¹...

Paris, 11 janvier 1802.

..Avant que de partir, le Premier Consul fut informé que le

¹ Dans sa correspondance familière avec Talleyrand, d'Hauterive écrivait le 7 janvier : « On parle beaucoup aujourd'hui du message au Sénat pour le renouvellement. Ce message dira trop peu aux yeux de beaucoup de gens, et beaucoup trop aux yeux du petit nombre d'autres. » — Il ajoutait, le 9 : « Vous me demandez des nouvelles du Sénat, du Tribunat, et du bal du consul Cambacérès. Eh ! mais, mon Dieu, à qui donc croyez-vous parler ? Est-ce qu'il y a de ces choses là pour moi depuis quinze jours ? Je vous assure que c'est bien à mon insu que les fols dansent, que les tribuns braillent, et que le Sénat préfère un prêtre [Grégoire] aux généraux qui ont aidé le P. Consul à nous donner la paix. Voilà Dumas qui entre, et à qui j'ai demandé des nouvelles... Quelque pressé que je sois, j'ai eu du plaisir à l'entendre parler sur la dernière opération du P. Consul. Jamais, m'a-t-il dit, il ne s'est montré plus homme d'État. Il a vu ce qu'il devait faire et ce qu'il voulait faire, tout à la fois sous un point de vue grand, beau et constitutionnel... »

Sénat conservateur, empressé de répondre à la confiance que le gouvernement place dans ce corps, étranger aux agitations de l'esprit de parti et aux mouvements des passions, avait décidé de faire actuellement ¹ le renouvellement de la cinquième partie des membres du Corps législatif et du Tribunat, que la constitution prescrit dans le courant de l'an X de l'ère républicaine. Dans sa prochaine séance, il déterminera le mode du choix des membres sortants du Corps législatif et du Tribunat dans les cinq années de leur durée. Nul doute que cette fonction ne compète, dans le silence de la constitution, au Sénat, qui ne saurait en être le conservateur s'il n'en était l'interprète et le suppléant. Le vœu et l'attente du public impartial sont que le Sénat fasse disparaître, surtout du Tribunat, les auteurs et les apôtres de cette opposition perturbatrice qui, sous le faux prétexte du bien public, voudrait ramener le gouvernement français aux principes qui dirigeaient la Convention nationale...

(Arch. de Berlin).

1070. — Ph. Cobenzl à Colloredo

Paris, 9 janvier 1802.

Le départ du Premier Consul pour Lyon me fournit un motif pour l'expédition du courrier, que j'ai retenu jusqu'à ce jour pour m'en servir à cette époque. C'est ce matin que ce départ a eu lieu, après avoir été différé d'un jour à l'autre¹. Bonaparte se propose d'être à Lyon le troisième jour, de n'y rester que deux ou trois fois vingt-quatre heures, et de revenir avec la même célérité, pour que son absence de Paris ne soit que de huit à neuf jours, tout au plus.

Ce voyage fournit aux spéculateurs toutes sortes de conjectures. On sait bien qu'on doit y arrêter plusieurs points encore indécis de la nouvelle constitution cisalpine, et procéder à la no-

¹ Le Sénat, en recevant le 8 janvier le message du P. Consul, avait aussitôt arrêté : « 1° qu'il sera formé une commission spéciale, chargée de présenter ses vues sur la manière de procéder au renouvellement du premier cinquième du Corps législatif et du Tribunat ; 2° que cette commission sera composée de sept membres, y compris le bureau du Sénat. »

² Le 7, d'Hauterive ignorait encore la décision du P. Consul : « Partira-t-il ce soir, ou ne partira-t-il pas ? Lui seul le sait... »

mination aux principales magistratures de la nouvelle république : mais, comme il ne dépendait que de la volonté de Bonaparte d'effectuer tout cela sans bouger de Paris, et sans faire passer les Alpes à cinq cents députés dans une pareille saison, on cherche d'autres motifs à ce rassemblement ; d'autant plus qu'on prétend que tous les préfets des provinces méridionales ont eu ordre pareillement de se rendre à Lyon : ce qui peut-être n'a d'autre but, que de profiter de l'occasion et du voisinage, pour parler au Consul d'objets d'administration de leurs départements respectifs. Les uns croient que Bonaparte va se faire proclamer lui-même premier magistrat de la République cisalpine, et qu'il y nommera un lieutenant, muni de pouvoirs limités et dépendant de ses ordres ; d'autres avancent que cette première magistrature est destinée à son frère Louis, auquel il a fait épouser, avant peu de jours, la demoiselle de Beauharnais. Dans un cas comme dans l'autre, la Cisalpine continuera à être une province française, comme elle l'a été jusqu'ici. Enfin, dans une quinzaine de jours, nous saurons à quoi ce grand et très frayeux appareil aura abouti, et je ne tarderai pas d'en rendre compte à V. E.

En attendant, le parti de l'opposition, si on peut nommer ainsi le Tribunat et quelques membres du Corps législatif et du Sénat, contrarie le gouvernement dans ses mesures. Trois généraux, proposés par Bonaparte aux places vacantes dans le Sénat, n'ont obtenu la majorité dans aucun des trois corps¹ ; et les trois

¹ Depuis l'élection de Grégoire, les candidatures au Sénat avaient donné lieu à un incident, moins connu du public, plus grave et très compliqué. Il restait à pourvoir à deux places de sénateur. Les candidats du P. Consul, les généraux Jourdan et Berruyer, avaient été désignés à l'avance, le 16 décembre, en même temps que le général Lamartillière, qui, ayant échoué depuis contre Grégoire, demeurait par conséquent, en tête de la liste consulaire. On s'occupa d'abord de remplir la première des deux places, et Daunou fut choisi le 30 décembre par le Corps législatif, puis le 1^{er} janvier par le Tribunat. Or nul dans les assemblées ne passait alors pour plus opposé à la politique du consulat. « Les suffrages pour Daunou, écrivait Girardin dans son journal, ont été brigüés avec hardiesse. Les députés disaient hautement à leurs collègues : Nommez Daunou, il est à la fois l'ennemi du gouvernement et l'ennemi personnel du Consul. » (t. III, p. 246). Cette double candidature d'un adversaire blessa profondément Bonaparte, qui, le 2 janvier, s'en expliqua vertement devant quelques sénateurs. « Citoyens, leur

premières lois du nouveau code civil, proposées par le Conseil d'Etat sous la présidence du Premier Consul, ont été rejetées toutes les trois. Bonaparte en a pris de l'humeur, au point de retirer tout d'un coup la partie du code qui devait être examinée successivement, en accusant les assemblées de turbulence et de mauvaises intentions. Ce reproche, quoique les termes en soient adoucis, cause beaucoup de murmures et d'agitation parmi les mécontents, qui croient que le Corps législatif et le Tribunal n'ont pas été institués pour donner aveuglement leur assentiment à tout ce que le gouvernement propose. Mais Bonaparte s'en moque et va son train. Maître absolu de l'armée et du trésor public, il ne manque pas de se faire un nombre de créatures suffisant, pour paralyser tout mouvement qui pourrait s'élever contre lui. La multitude, fatiguée des longues et cruelles convulsions qui ont agité la France, ne respire que la paix, n'importe à quel prix ; et la populace, qui a servi d'instrument à tant de factions successives, reste inactive, parce qu'il ne se trouve

dit-il, je vous préviens que je regarderais la nomination de Daunou au Sénat comme une insulte personnelle. Vous savez que jamais je n'en ai souffert aucune.»

Les sénateurs se retirèrent assez effrayés, et au fond décidés à sacrifier Daunou. Mais désireux de sauver les apparences, ils se laissèrent entraîner dans les détours les plus étranges. Ils profitèrent d'abord de la circonstance que les scrutins étaient commencés pour la seconde place ; que le 3 janvier Lamartillière était porté à cette place par le Corps législatif ; et, sous le vain prétexte que seule cette désignation du 3 janvier leur était encore connue officiellement, ils feignirent de croire que le gén. Lamartillière était le candidat du Corps législatif pour la première place, tandis qu'il l'était réellement pour la seconde. C'était déjà un subterfuge : il y en eut un autre, presque aussi singulier. Les sénateurs, en examinant la liste du P. Consul, supposèrent que le nom de Lamartillière se trouvait implicitement effacé par son échec contre Grégoire, et que le gén. Jourdan était le vrai candidat de Bonaparte pour la première des deux places à remplir. Grâce à toutes ces subtilités, Lamartillière cessait d'être le candidat de Bonaparte, il devenait celui du Corps législatif, et c'est à ce titre que le 4 janvier il fut élu sénateur (Voir le message du Sénat, au Moniteur du 13 nivôse : 5 janv.).

Pour la dernière élection la situation se trouvait simplifiée. Le Sénat ayant à choisir entre le gén. Berruyer, Daunou transformé en candidat du Corps législatif pour la seconde place, et Desmeuniers désigné par le Tribunal le 6 janvier, eut toute facilité d'écarter de nouveau Daunou. Il ne voulut pas élire le candidat du P. Consul, mais ne fut pas désagréable au maître en élisant Desmeuniers le 18 janvier.

personne qui la paie pour la mettre en mouvement, personne qui veuille employer des sommes à corrompre la troupe...

Dans les affaires ecclésiastiques, il n'y a rien de nouveau. On se flatte que la plus grande partie des évêques qui n'ont pas encore donné leur démission, s'y prêteront incessamment, et que, s'il reste des rénitents, ils ne passeraient pas le nombre de dix ou douze, auxquels on ne s'arrêtera pas ; si bien, qu'après le retour de Bonaparte de Lyon, le cardinal légat ne tardera pas à faire son entrée publique. En attendant, sa grande souplesse continue à rendre Caprara agréable au Premier Consul, qui le voit souvent en particulier.

C'est lui aussi qui a donné la bénédiction nuptiale au mariage de Louis Bonaparte, dans la maison des jeunes mariés, avant qu'ils ne se rendissent au palais des Tuileries pour sceller le contrat par devant la magistrature. Ce mariage s'est célébré à dix heures du soir dans le plus grand *incognito*, sans qu'il y eût personne de présent que la famille ; si bien que, le lendemain encore, même les officiers du palais ignoraient qu'il fût fait, ou du moins ne voulurent pas en convenir.

(Arch. de Vienne).

1071. — Caprara à Consalvi

(n° 46)

Parigi, 10 gennaio 1802.

Lunedì 4 corrente, alle sette ore di Francia del dopo pranzo, il sig. consigliere Portalis mi fece dire aver bisogno di parlarmi. Un'ora dopo, ricevetti un biglietto del generale Murat, con cui mi dava parte di spedire ordine perchè mille uomini della truppa d'Ancona lasciassero quella piazza ; e nel tempo stesso aggiungeva, che se volevo, potevo profittare del corriere che a mezza notte partiva per l'Italia. Lo stesso corriere mi portò il biglietto; al quale diedi una lettera per V. Em., colla notizia di ciò, annettendo il biglietto originale, ed alcuni fogli che per inavvertenza erano rimasti sul tavolino, e che dovevano [mandarsi] col dispaccio dei 13 dicembre.

Successivamente giunse il consigliere Portalis, che mi disse avere ordine di condurmi, non al palazzo delle Tuileries (come credevo, tanto più che il Primo Console, l'ultima volta che seco

mi trattenni, m'introdusse in una stanza decentissima, lontana del grand'abitato, in cui mi disse che dopo la pubblicazione del concordato sarebbesi celebrata tutti i giorni di festa la messa), ma alla casa propria del Primo Console ¹, che rimane non molto distante da quella del cav. Azara, per ivi ministrare il sagramento del matrimonio agli sposi Luigi Bonaparte, fratello cadetto del Primo Console; e alla zittella Beauharnais, figlia della moglie di esso Primo Console, giovani ambidue de' quali il pubblico parla assai vantaggiosamente, arrivandosi perfino a dire che « Mademoiselle Beauharnais est l'exemple du monde qui va à l'église de Saint-Roch. »

Andato colà, feci stabilire, entro una camera appartata, una specie di altare nel modo che si doveva. Il consigliere Portalis partì per assistere nel palazzo delle Tuileries all'atto del contratto civile. Verso le ore undici, giunse tutta la comitiva, consistente nei due sposi, la madre della sposa, la madre e il zio del Primo Console, egli stesso con gli altri due consoli, Luciano Bonaparte con la sorella e marito Bacciochi, il generale Murat con la Carolina, l'uffiziale di comando delle Tuileries, ed il consigliere Portalis. Io mi trovavo già in abito cardinalizio, onde non feci che vestirmi degli abiti pontificali; ed immediatamente si procedette all'amministrazione del sagramento del matrimonio, di cui furono testimoni i due consoli Cambacérès e Lebrun, ed il consigliere Portalis. Terminata detta funzione, che fu fatta secondo il rito romano, il generale Murat mi disse essersi egli solo civilmente sposata colla Carolina, e che quindi desiderava di contrarre colla medesima il matrimonio *in facie Ecclesiae*, ciò che si fece immediatamente alla presenza dei nominati testimoni.

Finita la funzione, vi fu cena nell'appartamento superiore, che durò pochissimo, alla quale non intervenne veruno dei consoli; ed io nel frattempo rimasi con essi. Rientrato nella camera dove fu fatta la funzione il Primo Console meco, lo ringraziai della franchigia delle lettere, dell'ordine dato della partenza delle truppe da Ancona; e come l'evacuazione di Napoli pare possa seguire con qualche sollecitudine, gli rammentai la promessa

¹ Cette maison était située rue de la Victoire. — Hortense l'habita aussitôt après son mariage.

che mi aveva fatta su Benevento e Ponte Corvo. Al che mi rispose obbligantemente: « Non me ne dimentico certo. » Si rimase colà sino a mezz'ora dopo mezza notte, e trovandomi estremamente molestato da un importuno raffreddore, mi raccomandò colla maggiore premura di avermi cura, soggiungendo: « Abbiamo bisogno per un paio di anni, che stiate con noi. » — Io risposi che ci sarei rimasto sino a quel giorno che gli fosse piaciuto.

Il generale Murat, che come le ho scritto, ha parlato sempre in favore di noi, disse in tal circostanza, alla presenza del Primo Console, le cose le più rispettose della persona di N. Signore, e di stima per V. Em. In un altro momento poi mi disse rimanere in Ancona sette in ottocento uomini, che partiranno anch'essi fra non molto...

Il Primo Console mi riparlò della pretensione dell' Inghilterra, di cui le ho dato conto con mia dei 2 corrente, che si avrei una Lingua di cavalieri Inglesi, calvinisti, come disse. Osservai solo, che per la Russia non si era creata nuova una Lingua, ma un solo gran priorato, composto di quelle commende che erano, se non sbaglio, nella Ukrania Polacca.

Il ministro Fravega, della Repubblica ligure, è stato espressamente per manifestarmi l'ordine dato dalla Repubblica, che tutto ciò che potesse passare rapporto alle ceneri di Pio VI ne' suoi stati, avesse il transito libero e tutta l'assistenza...

Con la citata mia dei 4, spedita per corriere straordinario, le annunziavo la morte subitanea seguita in Lione di Mgor arcivescovo di Milano, in tempo ch'egli sedeva a tavola accanto di M. Talleyrand, ministro degli affari esteri. Erano ad essa tavola cinquanta convitati, ed uno di questi scrive che la morte del prelato accadette subito servita la zuppa; che la medesima spaventò tutti in modo che si alzarono da tavola, e lasciato solo M. Talleyrand, ciascuno ritirossi alle proprie case. Un cotanto infausto, quanto inaspettato avvenimento, oltre ad avere riempite di amarezza le persone di bene, ha fatto generalmente in tutti la più gran sensazione in Lione ed in Parigi.

Avevo dettato fin qui, quando è giunto il vmo di lei dispaccio dei 16 dello scorso. La lettura di esso ha trafitto l'animo mio,

nel sentire replicatamente amareggiato l'animo di N. S. per ragione degli affari nostri colla Spagna, che mi fanno pena perchè non trovo mezzo di assisterli. Il Primo Console, per le ragioni che V. Em. stessa conosce, non può nè sperarsi nè chiedersi mediatore. Non conviene al candore di N. S. di chiederlo per protettore. Generalmente i progetti contro di noi derivano dal modo proprio di pensare su dette questioni del ministro Cevallos.

Ho in animo di fare su detto affare un tentativo, ma che ingenuamente è un lavoro di filograna, vale a dire di poca entità. Luciano Bonaparte è stato in Spagna con credito grande: conto dunque di pregarlo a vedere procurare che il principe della Pace, che in una occasione non dissimile fu il protettore nostro, voglia esserlo di nuovo. Vorrei almeno ottenere che l'affare si sospendesse. Sino ad ora non ho potuto eseguire il progetto, perchè Luciano sta in campagna e non viene che a tempi; ed io d'altronde non posso senza pericolo di mia salute cimentarmi alla grand'aria, per non incrudelire il mio raffreddore, che mi obbliga a dei riguardi ed a passare in camera la maggior parte del tempo.

Rispetto all'affare degli intrusi, le osservazioni di V. Em. sono giustissime. Posso dire con verità che le ho presenti, e ne faccio uso ad ogni occasione. Se la pubblicazione della bolla non riceversi un ritardo così considerabile, le avrei avanzato colla maggiore sicurezza che non avremmo intrusi, perchè il Primo Console, senza dichiararlo, mostra di pensare così. Ma come esso si trova nel centro dei dissidenti, non ho ardito e non ardisco dirlo, forse per effetto di carattere in me, che non so caricarmi di una responsabilità su di un avvenire. Il tempo negli affari, come V. Em. conosce, qualche volta giova, e qualche volta nuoce. Ma ingenuamente per la bontà e saviezza del Console non abbiamo scapitato.

Sugli affari di Malta, le rendo grazie della degnazione che ha di tenermi al giorno di ciò che è a sua notizia costì. Non vorrei però che dalle molte contestazioni che vanno accadendo su di ciò, sortisse un fungo totalmente nocivo a detto Ordine.

Il ritratto di N. S. da V. Em. trasmessomi, l'ho passato all'abate Bernier, il quale realmente lo ha ricevuto con quel trasporto che può riceversi la cosa la più preziosa. Ma meglio di me le spiegherà egli i propri sentimenti colla lettera che a questa compiego¹.

¹ Pièce n° 1073.

Unisco a questa, per qualunque eventualità, il duplicato dell'atto di dimissione trasmessomi da Mgor vescovo di Saint-Dié, che mi ha inviato il prelado, dicendomi di aver già soddisfatto al suo dovere per mezzo di Mgor nunzio, da cui prima che da me aveva ricevuto il breve pontificio, ed insieme con questo le trasmetto due lettere dei vescovi di Pamiers e di Soissons, simili in tutto alle molte altre che hanno spedito i vescovi non dimettenti ¹.

Con un corriere giunto da Lione ieri mattina, partito di colà li 5, si è saputo l'arrivo in Lione, come scrivono, in gran diligenza del M^{re} Del Gallo colla sposa, in qualità di ambasciatore di Napoli a questo governo. Venerdì a mezza notte, venendo il sabato, partì il Primo Console da qui con la consorte ². Suppongono possa essere di ritorno fra dieci giorni.

(Cultes, Arch. de Caprara).

1072. — Caprara à Consalvi.

(particulière).

Parigi, 10 gennaio 1802.

Vorrei in vece di stille, com' ella si esprime con sua confidenziale dei 16 decembre, potere versare a caraffe il balsamo, e Dio sa quanto lo desidero. Se in vece del tardi, avessi potuto pubblicarsi il concordato sollecitamente, ero sicuro che ognuno di noi sarebbe stato contento ³. Ma su di ciò non voglio annoiare l'Em. V., cui sul proposito ho manifestato lo stato della cosa colla contemporanea a colonna.

E Nostro Signore per sua clemenza, e V. Em. per bontà di cuore si degnano compatire le qualunque mie fatiche; ed io non ho termini da porgerne i dovuti rendimenti di grazie. Confesso

¹ Sur l'év. de Saint-Dié, voir p. 518, note 3. — L'év. de Pamiers, d'abord disposé à se démettre (p. 259 et 353, note 1), puis devenu hésitant (p. 504 pr.), avait écrit le 19 décembre, de Billwärder, qu'il redoutait une machination des ennemis de l'Église dans la vacance simultanée de tous les sièges de France; que néanmoins il se soumettrait, si le Pape persévérât à l'exiger. Les mêmes raisons, mais sans la protestation d'obéissance au St-Siège, étaient alléguées par l'év. de Soissons, dans une lettre datée le 17 décembre de Grauhof, près Goslar en Basse-Saxe. Ces deux prélats devaient plus tard se décider à la démission.

² Dans la nuit du 8 au 9 janvier. — La nouvelle relative au marquis De Gallo était erronée (voir p. 555).

³ Cette phrase paraît avoir été supprimée sur la minute.

però che un tale compatimento rende più lieve il peso, che soffre e il fisico, ed il morale, del quale niuno meglio di V. Em., può giudicarne lo stato. Il fisico realmente da alcuni giorni è un poco abbattuto, mediante il raffreddore di cui ho parlato. Ma siccome ho preso il partito (anche perchè la stagione è estremamente fredda, al punto di vedersi scorrere nella Senna delle montagne di ghiaccio) di rimanere in casa per qualche giorni, e di usare il metodo prescrittomi dal medico Portal, così spero che in breve tutto svanirà... Io non ometterò nè parole nè opere per procurare di secondare le rettilissime sue brame, dalle quali certamente non sono dissimili le mie, ed oso dire che a questo unico scopo ha teso e tende la giornaliera mia condotta. V. Em. poi disponga di me come di cosa sua, e mi comandi senza riserva..

Il Primo Console va a prendere un provvedimento sul Corpo legislativo, che dal medesimo verisimilmente non è stato previsto, che fa onore alla sua saviezza. Se mi tiene parola, V. Em., troverà il piano annesso¹. Questo approssimerà la pubblicazione del concordato.

(Cultes, *Arch. de Caprara*)².

1073. — Bernier à Consalvi.

Paris, 10 janvier 1802.

Soyez parfaitement tranquille sur les dispositions du Premier Consul à votre égard. Il vous a vu de près ; il vous a connu et apprécié ; il sait qu'il est de votre intérêt et qu'il y va de notre gloire que la chose réussisse. Comment après cela pourrait-il croire que vous voudriez opposer des obstacles au succès ? Il a été vivement peiné du retard des brefs en Allemagne ; mais ce malheur est désormais sans remède. Peut-être Dieu en tirera-t-il sa gloire ? Nous en jugerons par les événements.

Ne vous alarmez pas du retard de la publication de la bulle : il ne tient à aucune difficulté survenue. Tout est aplani ; mais po-

¹ Il ne s'agit probablement pas ici du renouvellement du cinquième, mais des réformes que le P. Consul avait parlé d'introduire dans le mode de préparation des lois (cf. p. 540, note).

² Nous avons supprimé, comme inutiles, les dépêches de Caprara, n° 47 à 50, du 10 janvier. Nous avons également omis la dépêche n° 52, du 16 de ce mois.

litiquement ce retard est utile. L'opinion gagne et se fortifie : le désir est plus vif, l'impatience plus grande, et le succès plus assuré. Les hommes que l'on redoutait se font connaître, et perdent chaque jour de ce qu'ils avaient d'effrayant. J'ai gémi comme vous de ce retard : l'événement m'a convaincu qu'il avait été salutaire. Il ne se prolongera néanmoins pas, et j'espère qu'au retour du Consul, de Lyon, nous aurons des événements joyeux à vous annoncer.

Comptez sur tous mes efforts pour ce que vous demandez dans votre lettre. Tout va au mieux sur cet objet, et beaucoup mieux qu'on ne l'espérait. Vous serez content ; vous aurez de bons choix. Tout y est disposé : le bien l'exige ; il ne peut se faire sans cela. Il faut que les critiques des ennemis de la religion ne puissent tomber sur les nouveaux élus. Assurez Sa Sainteté que tels sont les désirs du gouvernement. Elle peut être assurée que je ferai tout ce qui est en moi, pour les fortifier dans le sens qu'elle se propose pour le bien de l'Eglise.

Daignez aussi faire agréer à Sa Sainteté mes remerciements aussi vifs que respectueux, pour le cadeau de son portrait, que S. Em. le cardinal légat vient de me faire de sa part. Il fera l'ornement de la belle boîte que j'ai reçue ; il rappellera chaque jour à mon cœur le tribut de reconnaissance que je dois au chef de l'Eglise, et mes devoirs envers lui. Il peut compter que, dans toutes les situations, je les remplirai avec une inviolable fidélité.

Recevez aussi, Eminence, l'hommage d'un cœur qui vous est tout dévoué. Je n'oublierai jamais les témoignages de confiance et de bonté que vous m'avez donnés. Leur souvenir fera dans tout le temps mon plaisir et ma consolation. Je suis, de tout mon cœur, tout à vous.

(Arch. du Vatican).

1074. — Jackson à Hawkesbury.

Paris, january 15th 1802.

...It is likely too that the Tribunes whom he may cause to be chosen, however they may afterwards fall off, will adhere to him for the remainder of the session, and ensure the adoption of his principal measures. Of these the one which, in the pre-

sent state of things, would meet with the greatest difficulties, is the *concordatum* with the court of Rome. This is a matter upon which Bonaparte will probably not think it safe to abide by his own power of legislation : yet he is anxious to complete it, as he considers that his government is pledged to do so. The refusal of so many of the bishops to resign, is alledged to cardinal Caprara as the reason of the delay : the real reasons are the opposition which is expected in the legislative bodies, as they are at present constituted, and the difficulty of procuring the sums which will be necessary to provide for the church establishment, even upon the reduced scale upon which it is intended to be placed. The cardinal, and Mgor Erskine who arrived here sometime ago, inform me that the sees which are to exist will, without exception, be filled by those of the archbishops and bishops who shall have given in their resignations, and that even the stations of the inferior clergy will, as far as possible, be given to those who formerly occupied them...

(Record office, *France*, vol. 617).

1075. — Cambacérés au P. Consul.

Paris, 23 nivôse an X (13 janvier 1802).

...Le Sénat a adopté la proposition faite par le cit. Tronchet dans son rapport¹. Il désignera ceux qui doivent composer les

¹ La commission formée par le Sénat le 8 janvier (cf. p. 542, note 1), comprenait quatre membres élus, Fargues, Laplace, Porcher, Tronchet, et les trois membres du bureau, c'est-à-dire le président Lacépède, et les secrétaires Jacqueminot et général Lefebvre. Elle désigna aussitôt le juriconsulte Tronchet comme rapporteur. Le 14, elle eut une conférence avec Cambacérés et Lebrun. « Tous [les commissaires] sont unanimes, écrivaient-ils au P. Consul, sur la nécessité de la mesure de l'élimination ; ils le sont aussi sur le remplacement... Nous sommes entrés dans des détails ultérieurs sur les individus de l'un et l'autre corps, et il paraît que sur cet objet encore il y aura unité de sentiment. » — « Un assez grand nombre de sénateurs, mandaient-ils le 12, s'est rendu aujourd'hui au palais du gouvernement. Il résulte de l'entretien que chacun de nous a eu avec plusieurs d'entre eux, que le rapporteur de la commission éprouvera peu de difficultés, et que si quelqu'un propose, sous des prétextes spécieux, l'ajournement, il y aura pour lui répondre, des membres étrangers à la commission. »

Le rapport de Tronchet a été lu à la séance du 14. Il déclarait d'abord que le renouvellement, prévu par la constitution pour l'an X, sans désignation de

quatre cinquièmes du Corps législatif et du Tribunat. Cet avis a passé à la majorité de 44 voix contre 15. Plusieurs orateurs ont parlé contre. Garat a fait un très long discours, dans lequel il a employé toutes les ressources de son éloquence : beaucoup de choses sur Daunou ; beaucoup de choses sur son neveu Garat-Mailla¹ ; mais rien qui puisse blesser le gouvernement. Lenoir-Laroche a été plus aigre ; il a prétendu que les lois présentées au Corps législatif avaient une tendance à la royauté. Praslin avait annoncé qu'il parlerait contre, et s'est tu. On a observé un homme dont le visage s'obscurcissait ou s'éclaircissait à mesure

mois et de jour, pouvait s'opérer à ce moment aussi bien qu'à tout autre. Le rapporteur étudiait ensuite la manière de procéder. « La commission a pensé que c'était au Sénat à déterminer ce mode, sur lequel ne s'est point expliquée la constitution. En examinant les divers modes qui peuvent être employés à renouveler partiellement une autorité quelconque, elle a vu que le plus naturel, celui où l'ordre d'entrée détermine l'ordre de sortie, ne pouvait être appliqué au cas présent, où toutes les nominations sont de la même date. Celui où le sort désigne les membres qui doivent être remplacés, a sans doute ses avantages : mais ces avantages sont-ils de nature à balancer les considérations puissantes qui doivent guider le Sénat dans une opération aussi essentielle ? Reste le moyen de désigner, par un scrutin de préférence, les membres du Corps législatif et du Tribunat qui doivent conserver leurs fonctions. Le rapporteur s'attache à développer les avantages de ce moyen, le seul que la commission ait jugé convenir à la dignité du Sénat. » (Arch. nat., reg. CC¹). — La discussion a eu lieu le 15. A en juger par le procès-verbal, elle a été longue et par moments confuse. On a décidé que le renouvellement se ferait immédiatement, mais n'aurait d'effet que le 30 ventôse (21 mars), jour où finissait légalement la session ordinaire (art. 33 de la constitution). On a décidé surtout qu'il y aurait choix, et non tirage au sort. — Dans la séance suivante, le 18 janvier, le Sénat a arrêté que son choix, au lieu de s'exercer directement par un vote d'exclusion du cinquième à sortir, s'opérerait, d'une manière détournée et plus courtoise, par un scrutin de désignation des quatre cinquièmes qui devaient rester. Le résultat était le même, et, au prix de quelques lenteurs, était obtenu avec d'utiles ménagements (Cf. Rœderer *Mém.*, t. V, p. 73). — Il est évident qu'en repoussant le tirage au sort, les sénateurs ont surtout cédé à une pensée de complaisance envers le P. Consul. Toutefois, ils tenaient de la constitution des pouvoirs électifs si étendus, que le simple sentiment de leur prérogative aurait peut-être suffi à les porter à procéder par le choix. Même de nos jours, on a pu soutenir que ce dernier moyen était le plus conforme à l'esprit de la constitution de l'an VIII (Cf. Thiers, t. III, p. 360).

¹ Garat-Mailla était un des tribuns dont l'exclusion était le plus désirée par le gouvernement (Cf. p. 565, note 1).

qu'on parlait pour ou contre¹. Le Sénat se rassemblera le 28 (18 janvier) pour commencer la désignation. Parmi ceux qui ont parlé pour, il faut distinguer Porcher, Fargues, Cornudet et le général Colaud...

(Collect. partic.).

Le P. Consul à Cambacérès.

Lyon, 28 nivôse an X (18 janvier 1802).

...Votre lettre du 25 (15 janvier) m'a instruit des délibérations du Sénat. Je vous prie de tenir la main à ce qu'on nous débarrasse exactement des vingt et des soixante mauvais membres que nous avons dans les autorités constituées². La volonté de la nation est que l'on n'empêche point le gouvernement de faire le bien, et que la tête de Méduse ne se montre plus dans nos tribunes ni dans nos assemblées. La conduite de Sieyès dans cette circonstance prouve parfaitement qu'après avoir concouru à la destruction de toutes les constitutions depuis 1791, il veut encore s'essayer contre celle-ci. Il est bien extraordinaire qu'il n'en sente pas la folie. Il devrait faire brûler un cierge à Notre-Dame pour s'être tiré de là si heureusement et d'une manière si inespérée : mais plus je vieillis, et plus je m'aperçois que chacun doit remplir son destin...

(*Corr. de Nap.*, n° 5922).

1076. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 16 gennaio 1802.

Con il corriere straordinario di Napoli ho ricevuto l'amorosa di V. Em. di pugno, in data dei 27 decembre. Convengo sinceramente che il ritardo dei miei pieghi è insopportabile, giacchè sento che il mio in data dei 21 novembre non era per anche giunto, laddove poteva essere arrivato anche il susseguente dei 29, al momento che V. Em. scrisse.

¹ La réponse du P. Consul nous apprend qu'il s'agissait de Sieyès. — Le système du tirage au sort a été aussi soutenu par Lambrechts et Le Couteux de Canteleu (Thibaudeau, *Mém. sur le consulat*, p. 233).

² En arrivant à Lyon, le P. Consul avait écrit à Cambacérès : « L'indignation est générale en France contre la mauvaise conduite du Tribunal » (*Corr.* n° 5917).

...Col corriere di oggi sono necessariamente più breve dell' ordinario ; e V. Em. ne sarà persuasa, subito che conosce che il Primo Console ed il ministero sono assenti ; di modo che, anche essendovi nuove, non vi sarebbe mezzo di verificarle.

Ricevo da Lione una lettera anonima, di cui le compiego copia¹. Come V. Em. può supporre, anche molto prima di ora mi sono occupato, e con impegno, degli affari specialmente della Cisalpina. Ma mi fu risposto, che questi avrebbero preso sesto dopo la sistemazione di quella repubblica. Se V. Em., come è naturale, ne saprà prima di me il risultato, vorrà degnarsi di farmelo conoscere : io non lascerò di fare quel che potrò. Non avendo avuto risposta dall' Emo Bellisomi, ieri le diressi il duplicato della mia scritta il 1° corrente.

V. Em. saprà lo stabilimento di due matrimoni, l'uno del principe di Asturias con una principessa di Napoli, l'altro di una principessa di Spagna col principe reale di Napoli².

Benchè la notizia dell' arrivo prossimo del M^{co} Del Gallo qui l'avessi intesa dalla lettera di Lione, che non poteva essere più autorevole, pure la venuta del medesimo pare che non possa ora in verun modo confermarsi.

La corte di Spagna aveva, come V. Em. sa, nominato per suo ambasciatore straordinario a Amiens il padre di Mgor Negretti, che continua a stare a Genova senza passaporti di questo governo³. Il Primo Console ha voluto assolutamente che vada ad Amiens in detta qualità il cav. Azara. L'altra notte, giunse un

¹ Cette lettre n'a pas été retrouvée.

² En effet, le prince des Asturies a épousé la princesse Marie-Antoinette des Deux-Siciles ; et le prince héréditaire des Deux-Siciles, veuf depuis le 15 novembre 1801, a épousé l'infante d'Espagne, Marie-Isabelle. Ces deux mariages venaient d'être décidés au mois de décembre.

³ M. Campo de Alange (cf. p. 364, note 1). — Le choix de ce personnage avait mécontenté le P. Consul, qui avait aussitôt demandé à Madrid de le remplacer à Amiens par M. de Azara, ami personnel de Talleyrand et regardé comme plus favorable à la politique française. On avait même essayé, mais sans succès, de persuader à M. de Azara qu'il devait devancer la réponse de sa cour, et se regarder comme assez autorisé par ses anciens pouvoirs, pour signer au nom de l'Espagne la paix avec l'Angleterre. Enfin M. de Azara venait de recevoir la commission réclamée avec insistance par la France. Retenu alors par une maladie, il ne devait partir pour Amiens qu'à la fin du mois (Cf. pièce n° 1084).

corriere da Madrid colla nomina al cav. di ambasciatore straordinario ad Amiens. Questo è nuovamente incomodato da alcuni giorni. Ha avuto qualche termini di febbre, che non ha curato. Se la cura continua con l'apparenza felice che ha incominciato, potrà tra non molto passare al suo destino.

(Cultes, *Arch. de Càprara*).

1077. — Le P. Consul à Fouché.

Lyon, 26 nivôse an X (16 janvier 1802).

J'ai reçu votre rapport du 23 (13 janvier). Je désire que Foulhioux¹ soit interrogé devant un juge de paix, afin de mettre au jour la conduite indigne de M. de Morkov. Vous m'enverrez par un courrier extraordinaire ces interrogatoires, que vous ferez faire avec soin, mon intention étant de les envoyer directement à Alexandre². Faites-les moi passer le plus tôt possible.

(*Corr. de Nap.*, n° 5920).

¹ Le gouvernement était devenu très vigilant (cf. p. 516, note 3) sur les bruits malveillants, répandus au dehors pendant la période de crise qu'il traversait, et faisait exercer à Paris une surveillance active autour des ministres étrangers. On apprit qu'un certain Foulhioux était leur correspondant principal. C'était un « homme de lettres », à bout de ressources, qui au mois d'octobre dernier avait fait à la police des offres de service pour étudier l'esprit public. E conduit de ce côté, il s'était retourné vers M. de Morkov, et s'était mis à ses gages comme observateur, moyennant 600 livres par an (Cf. dép. de Morkov du 23 déc. *Rec. de la Soc. de Russie*, t. LXX, p. 311 et 323). Il faisait aussi commerce de ses bulletins avec M. Ph. de Cobenzl (cf. p. 363, note 3), avec l'envoyé de Suède le baron de Ehrenswärd, et même avec les représentants de la Batavie, de la Ligurie, de la Cisalpine, républiques alliées de la France. On arrêta Foulhioux le 10 janvier ; et quelques jours après le Moniteur expliquait cette capture dans un article que Fouché s'était efforcé de rendre piquant, et où, sans nommer les ministres étrangers qui étaient dupes d'un aventurier, il les couvrait de ridicule, et les traitait de « gobe-mouches. » (Cf. *Corr.* n° 5917, 5928, 5933). Foulhioux, enfermé au Temple, y fut l'objet des ménagements de Fouché, et fut remis en liberté au mois d'août suivant. — Les envoyés anglais ne faisaient pas partie de sa clientèle : les correspondances secrètes qui partaient pour Londres paraissent avoir eu une origine différente (cf. p. 428, note 3, et *Corr.* n° 5943).

² Le 16 février il écrivait au tsar « Je prie V. M. d'ajouter peu de foi aux différents bulletins à la main et secrets, que des agents subalternes pourraient lui envoyer, et qui sont la source des mauvais bruits dont on remplit l'Europe sur la situation de la France. » (*Corr.*, n° 5957).

1078. — Cambacérès au P. Consul.

Paris, 30 nivôse an X (20 janvier 1802).

...Avant votre départ, le ministre de la police vous ayant demandé quelles étaient vos intentions relativement aux évêques français qui, ayant donné leur démission, demanderaient de revenir de Londres en France, vous lui avez répondu qu'il fallait autoriser leur rentrée, sans leur permettre de venir à Paris. Par suite de cette décision, le ministre a envoyé à Bruxelles l'archevêque d'Aix et l'évêque de Lescar. On demanderait en leur faveur une exception, d'autant plus méritée qu'ils se sont mis de bonne heure à découvert pour la bonne cause, et qu'ils ont l'un et l'autre des talents et de la réputation. Nous vous prions de nous faire savoir s'il y aurait de l'inconvénient à leur permettre de venir à Paris. Au moins faudrait-il qu'ils eussent la permission d'aller dans leurs familles ¹...

(Collect. partic.).

¹ Les cinq évêques qui s'étaient démis en Angleterre avaient été autorisés à revenir en France, sous la condition de se rendre à Bruxelles (p. 100, note 3, et p. 349). Ils n'avaient point d'abord usé de cette permission, en grande partie par la crainte de fournir un prétexte à leurs adversaires, qui leur reprochaient d'acheter par la démission la fin d'un long exil (cf. p. 358, note 1). Au mois de décembre, l'év. de Lescar ayant manifesté des désirs de retour, Fouché, qui paraît avoir été l'inspirateur du séjour en Belgique (cf. t. III, p. 643, note), avait fait confirmer cette restriction, et envoyé le 5 janvier des ordres en ce sens à Calais et à Bruxelles. Les choses en étaient là, lorsque le 18 janv. Portalis fut informé que deux des prélats de Londres avaient pris le 9 des passeports pour l'intérieur de la France. « Je reçois dans le moment, écrivit-il aussitôt à Fouché, une lettre du cit. Otto, qui me mande avoir fait expédier à l'ancien archev. d'Aix et à l'ancien év. de Lescar des passeports pour Paris. Il me mande qu'il voulait ne leur donner des passeports que pour Bruxelles; mais que ces deux vieillards, ayant leurs familles à Paris et se trouvant hors d'état, dans la rigueur de la saison, de suivre une trop longue route, ont insisté pour venir rejoindre leurs familles. Il m'ajoute que ces deux prêtres ont toujours témoigné à Londres le plus grand dévouement pour le gouvernement français, que cela les a même exposés à une persécution violente, et qu'ils méritent bien d'éprouver quelques douceurs. » Comme Fouché avait déclaré que la décision du P. Consul relative à la Belgique « n'admettait aucune exception », Portalis en avait probablement référé à Cambacérès. — A Lyon le P. Consul commença par répondre : « Je ne vois pas d'inconvénient à ce que l'archev. d'Aix et l'év. de Lescar se rendent à Bruxelles : on sera ensuite à même de voir ce qu'il faudra faire » (lettre à Cambacérès du 23 janv. Cf. *Corr.* n° 5930). Puis le lendemain il écrivit en P. S. « Je ne vois pas d'inconvé-

1079. — Le P. Consul à Cambacérés et Lebrun.

Lyon, 30 nivôse an X (20 janvier 1802).

...Je compte être à Paris dans le courant de la décade. Je vous prie de voir s'il ne serait pas convenable de mettre dans le *Moniteur* le dernier message du Sénat, et d'ajouter à la fin un petit article pour dire que le Sénat, ayant nommé une commission qui a fait son rapport dans la séance du 24 nivôse (14 janvier), a décidé qu'il procéderait au renouvellement, conformément à l'article 38 de la constitution¹.

Plusieurs renseignements, qui me sont venus entre autres de Maestricht, me porteraient à croire que Caprara exige que des prêtres signent des formules ou professions de foi, à peu près en ces termes : « Aimons d'ailleurs à faire ici une profession solennelle d'un respect filial, d'une soumission parfaite, d'une obéissance ponctuelle envers le Saint-Père et tout ce qui en émane. » Je vous prie d'en conférer avec Portalis. Cette formule me paraît bien inconcevable.

(*Corr. de Nap.*, n° 5923)².

1080. — Portalis à Cambacérés.

Paris, 3 pluviôse an X (23 janvier 1802).

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle vous m'annoncez qu'il court dans la Belgique, et surtout dans Maestricht, un formulaire de soumission au Pape adressé aux prêtres du pays par le cardinal Caprara.

Je n'avais aucune connaissance d'un tel formulaire, quoique je sois en correspondance journalière avec les divers préfets de la Belgique. J'ai conféré avec le cardinal, qui nie le fait, et à qui

nient à autoriser l'archev. d'Aix à se rendre où il voudra » (ce P. S., qui se trouve sur l'original de la pièce, manque dans le n° 5931 de la *Corr.*). — Avant que ces ordres contradictoires fussent arrivés à Paris, les deux prélats qui en faisaient l'objet avaient débarqué le 18 à Calais, et, malgré leurs protestations, avaient été obligés d'abord de signer la promesse de fidélité, puis de se rendre à Bruxelles, où ils arrivèrent le 28 janvier.

¹ Le *Moniteur* du 9 pluviôse (29 janvier) contient en effet le message du 17 nivôse (p. 540, note), et un avis disant que « Le Sénat-conservateur procède en ce moment à la désignation des quatre-cinquièmes des membres actuels du Corps législatif et du Tribunal, etc. »

² Ce texte a été corrigé et complété d'après la lettre originale.

la prudence eût interdit une pareille entreprise, si ses principes et sa modération n'eussent pas suffi pour l'en détourner.

Je soupçonne quelque méprise. Dans la Belgique il y avait des prêtres qui avaient prêté dans le temps le serment de haine à la royauté, et d'autres qui l'avaient refusé. Ceux-ci ne voulaient pas communiquer avec les premiers, et un schisme scandaleux avait éclaté entre eux. Le gouvernement devait protection aux prêtres qui s'étaient soumis, et qui réclamaient contre l'espèce d'excommunication qu'on leur faisait subir; mais il ne pouvait se mêler d'une telle affaire par voie d'autorité, sans aigrir davantage les esprits, dans un pays où il y a plus d'inquiétude et d'entêtement que de lumières¹.

Le cardinal est intervenu comme arbitre amiable, pour venir au secours des prêtres soumis, et pour avertir les autres qu'ils manquaient à la religion quand ils refusaient de communiquer avec ces prêtres². Il était sage de tolérer tacitement une démarche, qui était faite au profit de la paix publique, et qui n'a aucun rapport avec le degré de soumission que l'on peut de-

¹ Cf. le compte rendu de Grégoire au concile national de 1801 (*Actes du concile*, t. III, p. 270).

² En fait, le serment de haine à la royauté, imposé à la Belgique après la conquête, y avait suscité des effets semblables à ceux que le serment de la constitution civile du clergé avait produits en France : il avait divisé les prélats en jureurs et non-jureurs, qui entre eux s'accusaient de schisme ou même d'hérésie. Cependant en Belgique il n'existait point de schisme véritable et canonique, parce que Pie VI, tout en déclarant illicite le serment de haine, n'avait porté aucune sanction contre cette déclaration, restée purement doctrinale. C'était en s'inspirant de cette situation, que le bref du 25 août 1801 (p. 25) avait prescrit les moyens de pacifier les esprits. D'une part les jureurs belges devaient reconnaître par écrit que le serment de 1797 était illicite; d'autre part les non-jureurs devaient cesser de traiter leurs adversaires comme des schismatiques. Enfin il était prescrit aux uns et aux autres de s'abstenir désormais de toute controverse. — La décision de Caprara, rendue le 2 décembre, n'était que l'application du bref. Elle était très modérée dans la forme, et était accompagnée d'une lettre à l'archev. de Malines, métropolitain de la Belgique, où la plus grande douceur était recommandée (voir le texte de ces deux documents dans Theiner, t. II, pièces; p. 114 et 115); néanmoins elle contenait la formule suivante de rétractation : « Ego infra-scriptus, ea quæ par est reverentia opinioni meæ præferens judicia S. Sedis Apostolicæ, profiteor propriam submissionem ipsius S. Sedis judiciis, præsertim vero iis quibus juramentum odii in regiam potestatem damnatum fuit » (*Ibid.*, p. 115). C'était évidemment ce formulaire qui était venu à la connaissance du P. Consul.

voir ou ne pas devoir au Pape. Plusieurs préfets m'ont écrit que les paroles d'union portées par le cardinal ont produit un bon effet. Les papiers publics ont rendu compte de l'affaire dans le même sens¹. Avant tout, j'avais eu l'honneur, il y a un mois, de prévenir le Premier Consul de ce qui se passait.

Il est probable que l'affaire dont je parle, a donné lieu au faux bruit du prétendu formulaire qui vous a été dénoncé. J'écrirai pourtant dans la Belgique, pour avoir des renseignements certains. On peut être assuré que je veille avec toute l'attention dont je suis capable. Mais dans une matière qui tient de si près aux passions les plus vives et aux préjugés les plus violents, je crains toujours qu'on ne cherche à supposer ce qui n'est pas, ou à dénaturer ce qui est.

Je vous annonce pourtant avec plaisir, cit. Consul, qu'il résulte de ma correspondance avec les préfets, que les divisions s'adoucissent partout, et que l'on attend avec impatience le résultat des opérations du gouvernement. À l'arrivée du Premier Consul, je pourrai présenter tout mon travail. Je m'en occupe sans interruption².

(Arch. nat. AF IV 1044).

1081. — Caprara à Consalvi.

(n° 55)

Parigi, 24 gennaio 1802.

Non avendo avuto luogo altrimenti la spedizione dell'occasione straordinaria, che mi era stata annunciata, unisco alla presente i miei due n° 53 e 54, che erano preparati fino dallo scorso martedì³.

¹ Voir, par exemple, le *J. des Débats* du 30 frimaire (21 décembre).

² Cambacérès au P. Consul, 3 pluviôse (23 janv.) « P. S. — Nous recevons à l'instant, et nous vous transmettons la réponse du cit. Portalis à l'article de votre lettre qui concerne les prêtres de Maestricht. »

³ En ce qui touche les affaires de Malte et celles des biens nationaux romains, les dépêches nos 53 et 54 ne contiennent guère que des répétitions. On peut noter dans la première les passages suivants : « Sul proposito delle Legazioni, V. Em. adduce argomenti ai quali difficilmente potrebbe resistersi ; ed io sia certo che dandosi l'opportunità, li tenga a nota. Faccio altrettanto rispetto ai giacobini ed intrusi ; oggetto dei non mai interrotti giornalieri miei pensieri... Convengo pienamente con l'Em. V. sul pericolo d'incontrarsi urti e scegli qualora si prenda da Napoli di riassumere il concordato ; ma la saviezza di N. S. e la de-

Col primo, mi trovo già di avere soddisfatto all' aspettativa di V. Em., e per ciò che riguarda l'affare di Malta colla Russia, e per ciò che spetta all' oggetto degli acquirenti dei beni nazionali, in ordine ai quali, oltre il riferitogli, unicamente dirò che la massima abbracciata da N. S., qualora venga costì Saliceti, non può non essere giudicata che plausibilissima. Aggiungo poi, sul punto adesione di cotesto gran priorato di Malta all' insinuazione fattagli dal gran consiglio di Russia, che qui non vi è ombra che possa essere disapprovata, stante che, come V. Em. conosce, niuna nemmeno lontana espressione circa ciò è stata usata dal Primo Console, nelle varie occasioni che meco si è trattenuto su Malta, come ai debiti tempi ho avuto l'onore di ragguagliarla.

È oggetto per me totalmente sconosciuto, che intervengano al congresso di Amiens ministri di altre potenze, oltre quelle da me annunziate all' Em. V. ; nè so quale esito potrà avere il tentativo della corte di Napoli. Quel che io so con sicurezza è, che per parte nostra nè conviene, nè può essere utile che sia proposto per colà un soggetto, sotto qualunque aspetto o titolo.

Non mi sorprenderebbe che la notizia stata avanzata al Santo Padre dal ministro di Spagna costì residente, che S. M. Cattolica fossesi già dichiarato capo *in temporalibus* delle Lingue di Spagna, fosse alquanto prematura. Questa però non lascia, come l'Em. V. avverte, di porre N. S. in piena libertà di riguardare quella potenza come una, che nell' ipotesi, non fa più ostacolo al piano della Russia, la quale a me pare costà essere intenzionata di passarsela in buona armonia colla Santità di N. S. ; e questo è quello che mi fa sperare che la memoria da V. Em. colà spedita, trattata d'altronde con saviezza, non produrrà tutto al più che una nuova insistenza, perchè cotesto gran priorato trasmetti le sue voci a similitudine degli altri.

L'espediente da N. S. abbracciato per sospendere la conferma

trezza di V. Em. mi fanno sperare che con qualche pena s'impediscano maggiori rovine.» — Dans le n° 54, on peut citer : « Non mi trattengo su i giusti rilievi, che V. Em. fa pel caso che si pensasse a nominare vescovi costituzionali, per essere questo un oggetto su di cui sovente ho incomodato V. Em., e quale d'altronde spero che ella sia convinta che mi sta sommamente a cuore. . . Stavo attendendo il foglio delle ulteriori facoltà, che V. Em. disse essere determinato di trasmettermi, accertandola che non sarà che sommamente necessario, e la cui mancanza potrebbe sommamente dispiacere, e forse indispettire. »

dimandata dall' arciduca Antonio, salva, come suol dirsi, la capra e il cavolo ; e la maniera di cui V. Em. si è servita nel persuadere chi ne era interessato, toglie l'adito ad ogni replica.

La salute del cav. Azara va riacquistando forze, e la cura apprestatagli procede felicemente, al segno che in breve intraprenderà il viaggio per Amiens, per cui tutto ha disposto.

Il giorno preciso, in cui si restituirà quà da Lione il Primo Console, è assolutamente ignoto, quantunque credasi che non ritarderà più di mercoledì prossimo, 27 del corrente.

Alla lettera da me scritta all' Emo Bellisomi per l'oggetto di cui diedi conto a V. Em. con mia dei 2 corrente, il porporato ha risposto nei termini che V. Em. rileverà dalla copia qui annessa ¹. Io non penso di occuparmi in modo alcuno sulla questione di un voto, o due, sì perchè la cosa, come avverte il lodato sig. cardinale, è di niuna entità, sì perchè al momento forse che giunge colà la mia lettera, le cose saranno già stabilite.

Col foglio di promemoria che qui unisco, mi sono presa la libertà di esporre il qualunque mio sentimento rispetto agli antichi vescovi della Francia, e questo lo sottopongo non meno alla decisione del Santo Padre, che alla saviezza di V. Em.

In questo stesso momento ricevo dal vescovo di Rennes, dimorante in Wilna, la lettera con cui dimette la sua chiesa ², di cui l'Em. V. ne trova qui compiegata la copia. Non so se oltre questa lettera il prelato ne abbia spedita altra a N. S. per diverso canale, giacchè questo solo foglio è pervenuto a mie mani.

(Cultes, Arch. de Caprara).

¹ Les lettres échangées entre Caprara et Bellisomi n'ont pas été retrouvées.

² Mgr Bareau de Girac avait reçu le bref « Tam multa » par un envoi de Caprara, du 7 novembre. Le 24 décembre il répondit au Légat : « Je déclare que je me démetts librement et volontairement, etc ». Puis il ajoutait « Après m'être acquitté de ce devoir, il m'en reste un autre à remplir, c'est d'unir mes représentations à celles que la majorité de mes collègues dans l'épiscopat, réfugiés en Allemagne et en Angleterre, ont pris la liberté d'adresser à S. S. » (voir le texte dans la *Vie de l'abbé Carron*, p. 400). Ces observations, développées avec force et abondance, ont pu faire croire aux prélats non-démissionnaires que la démission de l'év. de Rennes n'était point complète. Elle l'était cependant ; et c'est avec raison qu'elle a été jugée telle par Caprara et par Consalvi. Un peu plus tard, en écrivant de nouveau au Légat, Mgr de Girac a insisté de nouveau sur sa « soumission parfaite » (*Ibid.*, p. 404. Cf. *L'Ami de la relig.*, t. XXVI, p. 427).

Pro memoria sugli antichi vescovi della Francia.

Quelli fra gli antichi vescovi della Francia che non saranno nominati alle chiese di nuova erezione, rimarranno senza titolo, o perchè rassegnarono liberamente le loro chiese, o perchè ne furono privati dalla pontificia autorità. Non potrebbero essi in conseguenza denominarsi, che colla solita espressione « già vescovo della chiesa N. »

Due inconvenienti possono da ciò derivare. Il primo si è, che simile denominazione mantenga la memoria di chiese che più non esistono, perchè sopresse; il secondo, che qualche vescovo, il quale ha ricusato il sacrificio della propria sede, continui a chiamarsi vescovo dell' antica sua chiesa, quantunque affatto estinta, o conferita ad altro prelato. Sarebbe quindi necessario il prendere qualche misura, che impedisse agli antichi vescovi il far uso di tali denominazioni, e che contribuisse nel tempo istesso a renderli in qualche modo contenti.

Il migliore espediente sembra quello di assegnar loro de' titoli di chiese nelle parti degli infedeli, secondo il rispettivo grado di arcivescovi o di vescovi. Se la Santità di N. S. trova plausibile questo temperamento, potrebbe degnarsi di prescindere dalla formalità del concistoro e delle bolle, facendo spedire detti titoli per semplici brevi, come si è praticato qualche volta, e come è solito di farsi per i vescovadi della Propaganda. Il governo francese non isgradirà al certo simile compenso, che riuscirà inoltre accetto agli stessi vescovi, quante volte si mostri loro, che il Santo Padre lo ha abbracciato per mostrare ad essi, in quel miglior modo che può, la pontificia sua considerazione.

Dal pro-segretario della congregazione cerimoniale, e dal sostituto del concistoro, potranno aversi facilmente tutti i lumi necessari circa la pratica osservata in altri simili casi, e circa il modo di sbrigare l'affare con maggior sollecitudine. Frattanto il cardinal legato ha voluto farne questa prevenzione, affinchè se il di lui progetto è ammissibile, si possa con maggior comodo disporre quanto occorre per eseguirlo. Il cardinal medesimo si farà un dovere di trasmettere in appresso l'elenco de' vescovi antichi che verranno nominati alle chiese di nuova erezione, onde appa- risca quali siano quelli, che rimanendo esclusi, avrebbero ad ottenere un titolo *in partibus*.

(Arch. du Vatican).

1082. — Caprara à Consalvi.

(particulière)

Parigi, 24 gennaio 1802.

Sono sinceramente penetrato della pena amorevole, che V. Em. si dà di scrivermi a proprio pugno in mezzo a tante fatiche, noie, e pensieri il più delle volte disgustosi; e non ho termini da manifestare la mia riconoscenza per la benignità, con cui fa incontrare il pontificio compatimento alla mia insufficienza...

Dopo averle coll' antecedente fatto tenere la copia di una lettera giuntami da Lione, mi permetta (non in aria di novità, giacchè d'altronde avrà V. Em. gli opportuni ragguagli), che io le trascriva un paragrafo di altra lettera, speditami dallo stesso anonimo, in data dei 13 :

« Dopo la relazione che inviai all' Em. V. di quanto era qui accaduto nei parziali congressi cisalpini in materia di religione, ho il piacere di scriverle anche a nome del prelato, che nell' altra mia le nominai, che oggi avendo avuto il bene di essere ricevuti dal Primo Console, egli di moto proprio, dopo molte espressioni di stima ed attaccamento dirette all' Emo Bellisomi, come rappresentante Pio VII pel vescovado d'Imola, ha detto : « Io sono l'amico del Papa ; io voglio che nella costituzione cisalpina si dica : la religione cattolica, apostolica, romana è la base della costituzione » ; e lo ha ripetuto tre volte nella sezione dei sud-diti una volta pontifici. È inesprimibile il contento che ne hanno avuto gli ecclesiastici. Molti però dei deputati, nel sortire dall'udienza del gran Console hanno detto pubblicamente che giammai non permetteranno che in tali termini venga steso l'articolo della costituzione, temendo specialmente che, dichiarandosi religione della Cisalpina la religione romana, possa venirne in seguito l'obbligazione di restituire i beni ecclesiastici per chi li ha comprati, nei termini ad un di presso dell' editto romano. Noi intanto siamo molto consolati dalle ultronee proteste del gran Console, e confidiamo di vederne l'effetto allorchè la nuova costituzione verrà pubblicata. »

(Cultes, Arch. de Caprara).

1083. — Le P. Consul à Cambacérés et Lebrun

Lyon, 4 pluviôse an X (24 janvier 1802).

Je reçois votre lettre du 1^{er} pluviôse (21 janvier) ; j'y vois avec

peine la note qu'y a insérée le cit. Lebrun ¹. J'imagine que je serai à Paris à la fin de la décade, et que je pourrai faire connaître moi-même au Sénat la situation où l'on se trouve. Je ne crois pas qu'il soit possible de continuer à marcher, lorsque les autorités constituées sont composées d'ennemis. Le système n'en a pas de plus grand que Daunou; et puisqu'enfin toutes ces affaires du Corps législatif et du Tribunat ont fait un esclandre, la moindre chose que puisse faire le Sénat c'est d'ôter les vingt mauvais membres du Tribunat et de les remplacer par vingt hommes bien pensants. Le moindre résultat que pourrait avoir dans ce moment-ci le mauvais choix du Sénat serait que, d'ici à une ou deux années, on ne présenterait aucun projet de loi; ce qui nécessairement pousserait à bout la patience de la nation. Je désire beaucoup que vous vous en expliquiez en ce sens...

Cambacérès et Lebrun au P. Consul.

Paris, 7 pluviôse an X (27 janvier 1802).

*..Sur les observations contenues dans votre lettre du 4 du cou-

¹ Cette note n'a pas été retrouvée. — Le 21, le P. Consul avait écrit à Cambacérès et Lebrun : « Portez une grande attention à ce que les vingt mauvais membres du Tribunat soient ôtés. Vous pouvez assurer très positivement que tant que des hommes tels que Thiers, Chazal, Chénier, Garat seront au Tribunat, je ne présenterai aucun projet de loi » (Voir *Corr.* n° 5927).

² Depuis les votes du 15 et du 18 janvier, le second et le troisième Consul avaient continué à agir sur le Sénat. « Les sénateurs, se sont trouvés en très grand nombre à l'audience du gouvernement. Nous ne leur avons pas laissé ignorer que l'opération, à laquelle ils allaient procéder, était attendue avec impatience de toutes les parties de la France, et que l'opinion publique se prononçait pour qu'elle fût prompte et complète. Nous avons ensuite parlé en particulier à ceux dont les dispositions sont positives... Nous leur avons proposé de procéder d'abord à l'élection du Corps législatif et d'opérer ensuite sur le Tribunat... » (lettre du 2 pluviôse : 22 janv.). — « Le Sénat a commencé ce matin ses élections par le Corps législatif, ainsi que nous vous l'avions annoncé. L'opération a porté sur 53 membres : il y en a déjà 40 d'élus et par conséquent 13 d'éliminés. Les voix, à peu de différences près, ont porté sur les mêmes sujets. Ceux qui sont écartés, étaient désignés comme méritant cette défaveur. Dans ceux que l'on conserve, il y a peut-être quelques hommes équivoques ; mais on n'a que 60 personnes à exclure et l'on est encore à la lettre C. » (Lettre du 4 pluviôse : 24 janv.). — « Le Sénat a continué ses opérations. Il se glisse de

rant (24 janvier), nous avons eu une conférence avec quelques sénateurs. Ils nous ont paru frappés des raisons que nous leur avons données pour ne point se livrer à des ménagements, qui pourraient, dans le cours de cette année, arrêter encore la marche du gouvernement. Il y a lieu d'espérer que l'opération sera complète dans le Tribunat; et que, pour ce qui est du Corps législatif, si l'on est forcé de conserver quelques membres sur lesquels on ne peut pas trop compter, il faut prendre garde qu'on ne peut pas dépasser le nombre de soixante...

(Collect. partic.).

1084 — Caprara à Consalvi

(n° 57)

Parigi, 30 gennaio 1802.

L'elettore di Baviera ha commesso al suo ministro qui di dire a me le cose le più obbliganti, memore di avermi particolarmente conosciuto. In sostanza però ha voluto che facessi conoscere a V. Em., che gli rincrescerebbe potesse da Mgor Della Genga, contro di cui professa non avere da dolersi, essersi fatto credere costì, che il sig. elettore assolutamente non voleva più riconoscere presso di lui un soggetto in qualità di nunzio di N. Signore. Come il discorso era un poco equivoco, e sostanzialmente, senza manifestarlo, fatto per mostrare che non volevasi che dal nunzio si esercitasse la giurisdizione come in passato, dissi: « Ma in somma, l'elettore vuole avere, o nò, il nunzio? » — Allora mi ha risposto: « Vorrebbe prendere un partito assoluto, dopo ch'è sarà decisa l'estensione o equivalente dei paesi perduti in altra parte della Germania. » Non però può, dice, permettere che gli stati abbiano aggravio di mantenere il nunzio, come in passato. Finalmente vorrebbe che N. Signore riconoscesse in lui il diritto di avere gli onori regii. — Risposi quanto al primo, che dopo concertate le cose nell'Impero, il sig. elettore avrebbe potuto far conoscere a N. Signore la sua volontà; e lo stesso quanto al

temps en temps quelques mauvais choix; mais il faut n'arriver qu'à 60, et d'ailleurs le point essentiel est dans le choix du Tribunat, et dans le remplacement à faire de ces deux corps » (lettre du 6 pluviôse: 26 janv.). — Au moment du retour du P. Consul à Paris, les élections des quatre cinquièmes du Corps législatif n'étaient pas entièrement achevées; celles du Tribunat n'étaient pas commencées.

secondo. Quanto al terzo ho detto, che veramente la cosa non dipendeva dall' arbitrio di N. Signore ; che egli era obbligato a rimanere in misura, e fare ciò che facevano, o avrebbero fatto con lui le altre teste coronate. Come per essere stato io in Germania, conosco estesamente questa questione, l'abbiamo discusso, ed il ministro non ha avuto che rispondere.

Accenno a V. Em. tutto ciò istoricamente, giacchè sono certo, che ella conosce bene le massime del momento di quella corte. Mi pare, quanto alla Germania o sia Impero, che N. Signore per ora non penserà a stabilire veruna cosa su i nunzi che hanno riseduto colà.

Dai miei dispacci posteriori a quello, che l'Em V. aveva ricevuto al momento in cui spedì il vmo suo dei 6, ella avrà rilevato che io mi son fatto sempre un dovere di cogliere i momenti opportuni, per tentare di cooperare al compimento delle brame di N. Signore, che Dio vede se sono le mie medesime, in ordine alla restituzione delle Legazioni ; ed oltre quanto ho avuto l'onore di riferirgli, aggiungo con verità che non lascio mai con chichessia di ripetere la stessa canzone. Come forse occorrerà di vedere il Console dopo il suo ritorno, cosa che a tutt' oggi è ancora incerta, quantunque alcuni pretendano asserire che arriverà qui dentro domani, io mi prefiggo di tener proposito col medesimo sull' oggetto, come suol dirsi, a piede fermo, ed in tal circostanza mi farò un dovere di adoprare seco lui quelle precise ragioni, che V. Em. si degna prescrivermi.

Rispetto pure all' affare degl' intrusi, non meno che al ritardo della pubblicazione del concordato, sono impaziente che giungano a sue mani i diversi miei dispacci, nei quali ho procurato di tenerla in giorno di tutto ciò che passava qui relativamente a detti due oggetti, su de' quali oggi non ho soggetto di parlare sotto aspetto diverso, accertandola unicamente, che io non vedo l'ora che i medesimi siano ultimati a soddisfazione di N. Signore, e con contento di chiunque s'interessa per una causa di tanta importanza.

Le nuove grazie accordatemi dalla Santità di N. S. mi richiama a nuove umili mie proteste di viva riconoscenza, alle quali supplico l'Em. V. di soddisfare in mia vece, assicurando la Santità Sua, che assolutamente saranno da me osservati i

comandi, che sul proposito mi vengono dati in nome pontificio per organo dell' Em. V.

Gli affari attualmente pendenti, sì con Napoli che con la Spagna, non lasciano al certo di essere imbarazzanti. Il mio conforto su ciò, si è la fermezza del Santo Padre nel non accordare quel che non crede di potere, e la saviezza di V. Em. nel fare vive opportunamente le ragioni e diritti della Chiesa.

Mi ha fatto un vero piacere il sentire che da qui siasi aumentato l'onorario a cotesto ministro francese¹. Io debbo dire con verità, che alle congiunture, non solo con Talleyrand, ma collo stesso Primo Console, le ho reso quella giustizia, che merita la sua capacità, e savia condotta; ed altrettanto farò sicuramente in avvenire, perchè realmente sono convinto che abbia acquistato diritto di esigere ciò anche da me medesimo.

Secondo un freschissimo riscontro, il Primo Console deve essersi ricusato a richieste fattegli da alcuni Francesi, relativamente a pretensioni di beni nazionali, e che fino ad ora non hanno voluto prestarsi alle grandiose condiscendenze di N. S. per quest' oggetto. Per altro potrebbe riuscire ai medesimi di ottenere qualche forte protezione, onde qualche viva raccomandazione di quà, per mezzo di M. Cacault, a V. Em. Mi pare però che senza tema d'inconveniente, V. Em., dopo avere risposto quel che la sua saviezza gli detta, possa aggiungere che N. S. avrebbe per mezzo del cardinal legato fatto presente al Primo Console il di più.

È savissimo il partito di V. Em. di fare di tutto per avere nelle corti, e specialmente in Russia, piuttosto un nunzio che un semplice abbate.

Nel *Monitore* di martedì scorso, « 6 pluviôse », come V. Em. potrà rilevare, è stato esposto il più indecente parallelo fra S. Dionigio e Bacco². Ho parlato perchè in avvenire non si permet-

¹ Arrêté du 1^{er} nivôse an X (22 décembre 1801). « Les appointements du cit. Cacault, ministre plénipotentiaire de la République à Rome, sont portés à 60.000 francs par an. Il sera payé sur ce pied depuis le 1^{er} vendémiaire dernier (23 sept.). Il sera ajouté aux frais d'établissement qu'il a reçus, une somme de 3.333 fr. 33 cent., formant le tiers de celle de 10.000 fr. dont ses appointements sont augmentés par le présent arrêté. »

² Ce passage se trouvait dans une « description du portail de Saint-Denis » par Alex. Lenoir. L'auteur, après avoir remarqué que « tous les ornements qui servent à la décoration du temple de Saint-Denis (*Dionysios*, Bacchus) sont char-

tino più simili indecenze. Mi è stato promesso che si farà; e qualche duna, dacchè sono qui, essendo stata conosciuta prima di essere stampata, è riuscito d'impedirla.

Il cav. Azara rimessosi sufficientemente dal sofferto incomodo, si è incamminato giovedì scorso, 28 corrente, alla volta di Amiens, per assistere al congresso in qualità di ambasciatore straordinario, come era stato destinato da S. M. Cattolica.

(Cultes, Arch. de Caprara).

1085. — Note de Portalis à Caprara

Paris, 8 pluviôse an X (28 janvier 1802).

Annotationes et mutationes in decreto executoriali faciendæ.

Desideraret consiliarius status cultuum negotiis præpositus :

1° Ut in prima divisione quæ dicitur alinea, post transcriptionem bullæ, inseratur aliquid quod indicet « hæc omnia fieri, collatis cum gubernio consiliis, ut justis ejus votis respondeatur, et conventio inter ipsum et Romanum Pontificem inita plenum sortiatur effectum. »¹

2° Ubi de duorum ecclesiæ titulorum unione in persona ejusdem episcopi sermo sit, hæc adderentur : « Ita tamen ut ex illa titulorum unione, propter ecclesiarum quarundam insignium memoriam et honorem unice facta, nequiquam concludi possit easdem ecclesias adhuc superesse, aut realiter suppressas non fuisse »². Ratio hujus additionis est quod, si ecclesiæ suppressæ per tituli ipsius conservationem et unionem spes daretur in futurum existendi, minus subdita foret episcopo legitimo, et continuis precibus, ut a principali ecclesia divelleretur, gubernium et Pontificem fatigaret.

3° Cum in conventionem dictum sit : « Episcopi (non quidem habebunt sed) habere poterunt unum capitulum », minime conveniens esset ut permissio hæc facultativa, fieret respectu episcoporum præceptiva. Hoc enim mandato apostolico tenerentur

gés des attributs que l'on donne au Bacchus grec », ajoutait : « Ce bon Denis, patron de la France (dit Voltaire) est un saint de la façon des moines ; il ne vint jamais dans les Gaules. . . »

¹ Voir p. 438, note.

² Voir p. 462, note.

ad illud efficiendum, quod fortasse in eorum potestate non esset. Cum etenim nulla sit pro capitulis ex parte gubernii dotationis obligatio, si nihil ad sustentationem capituli aut dare velit aut possit gubernium, ad quid proficiet actualis capitulorum erectio. aut eorundem erigendorum præceptum? Satiùs ergo videtur et melius hanc erectionis capitulorum curam et facultatem episcoporum zelo commendare, his fere verbis :

« Erectis cathedralibus ecclesiis, postulat rerum ordo ut ab earundem capitulis ducamus exordium. Inter cætera enim quæ nobis a sanctissimo domino nostro in sæpe laudatis litteris mandata sunt, alterum est ut, suppressis jam a Sancta Sede antiquis omnibus gallicani territorii capitulis, nova in singulis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis, quantum fieri poterit, constituentur. Ideo, attenta facultate subdelegandi, a S. S. per memoratas litteras apostolicas nobis concessa, episcopis Galliarum primofuturis facultatem concedimus ut, posteaquam canonice instituti ecclesiarum suarum regimen actu consecrati erunt, capitulum in ecclesia cathedrali erigere possint, juxta formam a conciliis et canonibus expresse præscriptam et ab Ecclesia huc usque usitatam, cum eo dignitatum et canonicorum numero, quem ad earundem metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum utilitatem et honorem, attentis rerum circumstantiis, expedire judicabunt.

« Eosdem archiepiscopos et episcopos enixe adhortamur ut, quanto citius fieri poterit, supradicta facultate, ad suarum diocesium utilitatem, ecclesiæ cathedralis honorem, religionis decus et administrationis suæ levamen, utantur; memores eorum quæ ab Ecclesia circa capitulorum erectionem et utilitatem sancita sunt. Quod quidem eo facilius ab ipsis peragi posse confidimus, quod ipsamet conventione Parisiis feliciter inita statutum sit, quod singuli Galliarum archiepiscopi et episcopi unum in ecclesia metropolitana aut cathedrali capitulum habere valeant.

« Pariter ut in iisdem cathedralibus ecclesiis, circa ea quæ capitulum erigendum spectant, ecclesiastica disciplina servatur, iisdem archiepiscopis et episcopis primofuturis curæ erit, ut quæ pertinent ad ejusdem erigendi capituli prosperum et felicem statum, regimen, gubernium, directionem, divinorum officiorum celebrationem, cæremonias et ritus in prædicta ecclesia ejusque choro, ac quælibet alia per eorundem capitulorum

membra, dignitates et canonicos obeunda munia, pro eorundem archiepiscoporum et episcoporum arbitrio et prudentia definiantur, statuatur, ac etiam ab eorum successoribus immutari possint, requisito capituli consilio; si, attentis temporum circumstantiis, id utile et opportunum judicaverint; ita tamen ut ab iisdem archiepiscopis et episcopis, tam in prima statutorum supradictorum redactione, quam in superveniēte successu temporis eorundem immutatione, religiosa canonum observantia teneatur, usuumque antea vigentium et præsentibus circumstantiis accommodatorum ratio habeatur. »¹

Hæc sufficere circa capitulorum erectionem videntur, nisi forte addatur quod spectat ad obligationem, relate ad episcopos, earum ordinationum, quas circa capitulorum erectionem promulgabunt, exemplar ad legatum vel Summum Pontificem mittendi².

De concilio Tridentino prætereunda mentio, ut de disciplina ejus non admittenda vetus disceptatio in Galliis minime reviviscat³.

De choralibus insigniis nulla habenda ratio⁴; quia canonicos cathedralium ecclesiarum nulla distinctione convenit exornare, quæ parochorum et aliorum ecclesiasticorum æmulationem excitare possit.

De eorundem canonicorum nominatione⁵ loquendum non est. Servabitur in hac parte jus commune, et ab episcopis designabuntur.

Inutilis est mentio de anniversariis celebrandis⁶; foundationum quippe formulas adimplere non tenebuntur capitula, cum bona ea intentione data jam alienata sint.

Consulendi non sunt canonici ut pro prima vice dentur ipsis regulæ⁷: nondum enim existere censentur. In cæteris vero negotiis, non requiritur prævium eorum suffragium, sed consilium; cum in episcopo resideat principalis auctoritas.

4° Quod spectat ad dotationem ecclesiarum, sic exprimi posse

¹ Voir p. 463 et s, note.

² Voir p. 464, et 466, note.

³ Voir p. 463, et 464 pr.

⁴ Voir p. 464.

⁵ Voir p. 464.

⁶ Voir p. 465.

⁷ Voir p. 465.

videtur : « Constitutis ut supra cathedralibus ecclesiis, superes-
set ut, juxta receptum Ecclesiæ Romanæ morem, de earum-
dem redditibus et dotatione statueremus. Sed cum hanc dota-
tionem gubernium gallicanum, memoratæ conventionis vigore,
in se susceperit unicuique episcoporum et archiepiscoporum præ-
standam; ut, quantum in nobis est, supradictæ consuetudini sa-
tisfaciamus, declaramus eorundem archiepiscoporum et episco-
rum dotationem ex iisdem redditibus conflata fore, qui a gu-
bernio juxta præfatæ conventionis tenorem quam primum assi-
gnandi erunt, quique sufficientes fore juste confidimus, ut iisdem
archiepiscopi et episcopi dignitatis suæ decenter onera ferre et
munia digne implere valeant. » ¹

Ratio hujus immutationis est quod Em. Sua dicere non possit
« assignamus dotationem », quam solum gubernium assignat.
Hæc locutio minus recta plurium aures offenderet, et religionis
hostibus calumniandi irridendique occasionem præberet.

Quod attinet ad episcopia, pro episcoporum habitatione de-
centi assignata², omittendum prorsus videtur, pleraque hæc ædi-
ficia, aut alienata sunt, aut utilitati publicæ destinata, et nova eo-
rum loco nondum assignata.

5° De redditibus parochis assignandis eadem est ratio ac de
dotatione ecclesiarum cathedralium; et sic res exprimi potest :
« Eos vero redditus qui, ut in supradicta conventionem statutum
est, assignandi erunt, singulis parochialibus ecclesiis sic erigen-
dis, pro congrua rectorum sustentatione iisdem episcopi et archie-
piscopi dotationis locum obtenturos fore declarabunt. » ³

6° Ab Em. Sua omittendum videri debet quidquid spectat ad
facultatem, ab ipso datam, parochias nova circumscriptione sepa-
randi, et ad parochiales ecclesias nominandi⁴. Jus illud exercuere
semper, vi sedis, prælati gallicani. Idem dici debet de nomina-
tione ad parochiales ecclesias. Hanc facultatem habebant jure
communi, et expresse per conventionem ipsis conceditur : non
est ergo rursus in decreto deleganda.

7° Commendanda est episcopis pauperum cura ; sed de mon-

¹ Voir p. 466, note.

² Voir p. 467.

³ Voir p. 468, note.

⁴ Voir p. 468 et 469.

tibus pietatis¹ nulla mentio fieri debet, utpote quod ad solam potestatem civilem pertineat eorumdem in Galliis erectio et constitutio.

8° Post hæc verba quibus dicitur civitates, pagos etc, episcopo constituto subjectos fore, addendum est « in ordine ad religionis officia »², ut omnis æquivocatio circa submissionis genus, e medio tollatur.

9° Supprimi et omitti debet quidquid ad prorogationem facultatum antiquis episcopis conservatarum attinet³. Illud enim non solum jure supponitur, sed ab Em. Sua jam prius universali dispositione statutum est. Præterea, quando luci tradetur executoriale decretum, nullum inter ipsum et episcoporum installationem notabile spatium erit.

10° Quoad prorogationem facultatum relate ad sacerdotes cujuscumque dignitatis⁴, ad vitandam quamlibet æquivocationis aut inobedientiæ occasionem respectu novorum episcoporum, dicendum est eas facultates prorogari in gratiam presbyterorum legitime approbatorum, sub quocumque titulo præcedenti existentium quoadusque ab episcopo revocentur.

11° Omittenda sunt denique ea omnia quæ alia beneficia supponerent exitura præter parochorum, cathedralium, dignitatum, et episcoporum munia⁵, quæ in præsentia a gubernio tantum agnosci possunt.

12° Ea verba « sub pœnis infligendis »⁶, aut omittenda sunt, quod satius esset, quia quod in particulari fieri potest, non est semper publice vulgandum ; aut, si servantur, addendum est « spiritalibus. »

Inter mutationes illas nullam videt supradictus consiliarius status, quæ religioni adversetur, aut etiam substantiæ eorum quæ dicenda sunt. Tantummodo ex iisdem mutationibus prævidet executoriale decretum gubernio et nationi gallicanæ acceptius fore.

(Cultes).

¹ Voir p. 469 if.

² Voir p. 470, note.

³ Voir p. 472.

⁴ Voir p. 473.

⁵ Voir p. 471 § 2.

⁶ Voir p. 463 if.

1086. — Bernier à Caprara

Paris, 30 janvier 1802.

Omnes in decreto mutationes introducendæ mihi modo perfectissimo peractæ videntur. Unum tantummodo verbum delevi, scilicet verbum « adscribent » ubi de redditibus parochorum agitur. Si enim non tulit consiliarius, pro redditibus episcoporum servari verbum « assignamus », quomodo ferret verbum « adscribent » ? Melius est dicere « dotationis locum habituros fore declarabunt » ¹, quod in se prorsus idem est, et neminem offendit. Aliud verbum addidi, videlicet verbum « perpetui » post verbum « vicarii », ubi de titulorum suppressione fit sermo ². Vicarii enim simplices non sunt titulares : apud nos hoc privilegio soli gaudent vicarii perpetui.

Exemplar epistolæ, ad consiliarium cum decreto dirigendæ, Em. Suæ committo, quo utetur aut non utetur, pro libitu et prudentia sua ³.

Mitto etiam epistolam ab archiepiscopo Albiensi directam. Obsequentissima videtur ; sed non satis exprimit quod desideratur, ut ex ea quid certum concludi possit. Credo tamen ab ipso factam fuisse suæ sedis abdicationem ; sed illud apertis verbis minime pronunciat ⁴.

¹ Voir p. 468, note.

² Voir p. 467, note if.

³ C'était le modèle de la pièce n° 1088. Mais il avait la forme d'une lettre, et non celle d'une note, et il ne contenait pas le dernier alinéa.

⁴ L'archev. d'Albi priait le Pape de ne point considérer comme un acte de désobéissance une simple demande de délai. Cette lettre, écrite de St-Petersbourg le 29 décembre, était accompagnée d'une autre lettre pour Consalvi, où Mgr de Bernis disait n'avoir reçu officiellement le bref « Tam multa » que le 20 décembre, par un envoi de Caprara [cf. p. 440, note 1]. S'il suspendait sa démission c'était « par la raison très puissante, qui sans doute occupe (le Pape) et l'afflige autant que moi-même, que je ne vois encore nulle part la moindre preuve d'une réconciliation, ni publique, ni particulière, des évêques et des prêtres schismatiques français avec le St. Siège... Je ne m'en tiens qu'à cette seule observation, quoique je puisse sans doute en faire d'autres, m'en rapportant d'ailleurs avec confiance à tout ce qu'il plaira à S. S. de décider sur les observations importantes, que je sais lui avoir été envoyées par mes collègues... » (Theiner, *Doc., inéd.*, t. II, p. 27). — Sur le conseil de Di Pietro, Consalvi a répondu le 6 mars, sans entrer dans aucune explication et en se bornant à se faire l'interprète de la douleur du Pape. On verra que, lorsque cette réponse est partie de Rome, Mgr de Bernis venait de se démettre.

His omnibus epistolam a generale Dumas hodie ad me missam adjungo, qua Em. Suæ, pro datis ipsi litteris, gratias agit ¹.

(Arch. du Vatican).

1087. — Mémoire de Caprara sur les nouveaux changements au décret exécutorial

Parigi, 2 febbraio 1802.

Quando tutto sembrava già disposto in guisa, che niente altro mancasse al pieno effetto della bolla emanata da N. S. per lo stabilimento delle nuove diocesi francesi, se non se la pubblicazione della bolla medesima e del decreto esecutoriale, si sono improvvisamente suscitate delle gravi difficoltà, tendenti a sfigurare affatto il lavoro eseguito dal cardinal legato a norma degli ordini pontifici.

Apparisce dagli altri promemoria segnati n° 1, 2 e 3², e dalle carte ad essi annesse, quali vie aveva battuto lo stesso cardinale per soddisfare nel miglior modo possibile alla sua incombenza, e per quali gradi era giunto a combinar la cosa in guisa, che senza incontrare ostacolo per parte del governo, si accostasse più d'avvicino alle regole mai sempre osservate in affari di tal natura, e riempisse l'oggetto in tutte le sue parti, senza che o venissero trascurate le cose le più essenziali da aversi in vista nelle erezioni di nuove diocesi, o si lasciasse luogo a dubbiezza e forse anco a nullità circa l'esercizio della giurisdizione, sia vescovile, sia parrocchiale, in quell' intervallo di tempo, che passar dovrebbe fra la soppressione delle antiche diocesi e parrocchie, e l'epoca in cui i nuovi vescovi e parrochi fossero in grado di assumere l'esercizio della loro giurisdizione.

Era il cardinale nella ferma fiducia che niun cambiamento avesse a farsi al decreto, non solo per le sicurezze dategli a questo proposito, ma ancora per una prova di fatto, quella cioè che il

¹ Le Légat au général Mathieu Dumas, 22 janv. « Je me hâte de répondre aux désirs de Mgr l'archev. de Bourges, dont vous m'avez instruit dans notre dernière entrevue. Vous trouverez ci-joint une lettre en latin que je lui adresse, avec la réponse de S. S. à Mgr l'archev. de Narbonne. Je vous serai obligé de vouloir bien les lui faire passer... » (cf. p. 353, note 1, et p. 527, note 1).

² Voir p. 474, note 1.

sig. consigliere di stato Portalis ne teneva in pronto la traduzione francese, e mancava solo di mandarla alla stampa, per renderla pubblica contemporaneamente alla bolla del concordato.

Stando le cose in questi termini, fu invitato il cardinale a recarsi la sera de' 26 gennaio presso del sig. consigliere. Andovi all'ora convenuta, e conobbe che tutto l'oggetto della conversazione aggiravasi sul decreto, mettendosi in controversia quasi da capo a fondo ciascheduno articolo, e pretendendosi, che fosse necessario il rifonderlo pressochè interamente.

Troppo lungo sarebbe il riferir qui in dettaglio i vari dibattimenti, che durarono per molte ore. Fu sempre forte il sig. consigliere nel difendere il suo assunto, e prese singolarmente ad impugnare la necessità di ingiungere ai vescovi le erezioni di capitoli, di prescrivere lo stabilimento delle prebende teologale e penitenziaria, di parlare di statuti e di insegne corali, di trasferire ne' vescovi la stabile proprietà delle rendite delle loro mense, e degli edifizî da concedersi per uso di episcopi, d'incaricarli ad aver cura dell' erezione de' monti di pietà, di abilitarli a conferire i benefizi, di autorizzare gli antichi ordinari e parrochi al proseguimento della loro giurisdizione fino a che i nuovi venissero installati. Si misero in campo, secondo il solito, le libertà e i privilegi della chiesa gallicana, e si pretese di dimostrare con molti argomenti, che il decreto non poteva in verun modo accettarsi, se non dopo esser stato riformato in quella guisa, che veniva proposta dal sig. consigliere.

Non mancò il cardinale di ribattere passo a passo tutte le difficoltà. Prendendo principalmente di mira il grande Achille delle libertà e privilegi della chiesa gallicana, sforzosi di far toccare con mano fino all' ultima evidenza, che non potevansi applicare al caso presente, e che fra gli articoli controversi ve n'erano di quelli appartenenti all' universale disciplina, e derivanti da cose stabilite dal gius comune ecclesiastico, e decretate dai concili generali anco prima del Tridentino, la di cui autorità in ciò che non tocca il dogma, offre bene spesso in Francia le maggiori opposizioni. Dimostrò quanto sia essenziale lo stabilimento de' capitoli delle metropolitane e cattedrali, quali inconvenienti nascerebbero massime se nella morte de' vescovi non vi fosse, chi subito assumesse ed esercitasse durante la vacanza delle chiese la giurisdizione.

zione ordinaria. Rammentò il bisogno di costituire le doti per le rispettive chiese, e di trasferirne perpetuamente il possesso nei loro pastori. Addusse gli esempi degli antichi sovrani della Francia, che col fatto loro proprio avevano tante volte riconosciuto nel Sommo Pontefice il diritto sulla collazione de' benefizi, e appellossi alle prove innumerabili, che esistono in Francia di provviste ecclesiastiche date dalla Santa Sede a norma del concordato fra Leone X e Francesco I. Descrisse l'inconvenienti che potrebbero nascere, se comparando al pubblico la soppressione delle vecchie diocesi e parrocchie, non si rendesse noto ad un tempo il temperamento preso per l'interino governo delle une e delle altre, finchè ne assumessero la cura i nuovi pastori. Appellossi alla pratica costante, osservata dalla Santa Sede su ciascheduno degli articoli controversi, anco nelle bolle di erezioni di chiese in domini acattolici, e segnatamente negli stati del re di Prussia; e insistendo con maggior forza su i monumenti, che la Francia medesima esibisce in tal proposito, domandò che fossero prodotte le bolle delle erezioni eseguite in addietro in questo territorio, e in particolare quella non molto antica del vescovato di Saint-Dié ¹, onde fattone il confronto, si vedesse se aveva ragione il cardinale di non prescindere dalla massima parte degli articoli inseriti nel decreto. Aggiunse, che avendo il Papa marcato espressamente nella bolla l'obbligo di erigere i capitoli, di assegnare le doti, e di supplire a tutto quel di più che non era espresso in detta bolla, il cardinale, come semplice esecutore, nè poteva opporsi agli ordini espressi del Santo Padre, nè poteva ignorare le regole costantemente osservate dalla Santa Sede in tal sorta di affari, o dispensarsi dal seguirli religiosamente quanto alla sostanza. Rilevò che in alcuni passi la traduzione francese del decreto non era bastantemente esatta, scorgendovisi delle frasi, che rendevano una maggiore durezza, e un maggior tuono di autorità, di quello contenesse l'originale. Espose per ultimo, che modificandosi il decreto a norma del desiderio del sig. consigliere, si ridurrebbe un vero scheletro, e che un lavoro così meschino, e tanto diverso dallo stile solito, e universalmente riconosciuto ed abbracciato, non solo non riempirebbe l'oggetto,

¹ Cet évêché avait été érigé en 1777.

ma inoltre comprometterebbe l'estimazione personale del Legato, e ciò che monta assai più, il decoro del di lui carattere, e con esso la dignità ed autorità della Santa Sede, quale si è fatta valere per tutto quello che era conforme ai desideri del governo, fino a privare delle loro sedi e della loro giurisdizione gli antichi vescovi renitenti, senza attendere in ciò le libertà e i privilegi della chiesa gallicana, e che ora viene contraddetta nelle cose le più ovvie, negli articoli di universal disciplina, e in quello stesso che tende a stabilire e a perfezionare l'opera della nuova circoscrizione.

Ad onta però di tutti gli sforzi adoprati dal cardinale, nulla gli riuscì di conseguire. Il sig. consigliere, poco facendosi carico delle ragioni addotte, e ritornando sempre su i suoi argomenti, conchiuse infine che non poteva prescindere dalle modificazioni richieste; che bisognava contentarsi di eseguire il lavoro, in guisa che riuscisse di gradimento al governo, senza di chè il decreto non verrebbe ammesso. Ciò fece che la disputa riuscisse assai viva; ma finalmente, riandate di nuovo le reciproche ragioni, si dovè abbracciare il temperamento di cedere qualche cosa da entrambi le parti, per combinare un progetto, che non incontrasse veruna irresistibile difficoltà.

Adottata questa massima, il sig. consigliere Portalis inviò al cardinale una nota latina, che si acchiude in copia lett. A¹, esponendo in essa tutto quello, che credeva dovere esigere indispensabilmente. Non sarebbe stato difficile al cardinale il rispondere, e lo impugnare la pretesa necessità, o ragionevolezza de' richiesti cambiamenti; ma oltrecchè non altro avrebbe potuto ripetere, se non quello che aveva detto nella conversazione avuta col sig. consigliere, e che aveva precedentemente esposto ne' fogli diretti al sig. abbate Bernier, e comunicati da questo allo stesso sig. consigliere, la risposta sarebbe rimasta senza effetto, attesa la decisissima volontà di non voler ammettere il decreto nella forma dapprima proposta; e forse ancora un' ulteriore resistenza avrebbe servito a rendere più viva e più pericolosa la contestazione, con grave rischio, che venisse questa ad influire negli altri oggetti più interessanti, e dasse ansa ad intorbidare l'esecuzione del concordato, il quale ha sempre contro i nemici i più potenti, quan-

¹ Pièce n° 1085.

tunque essi non ignorino quali siano su di ciò le rette intenzioni del Primo Console.

Nella forza adunque di adattarsi alle circostanze, ha creduto il cardinale di lasciar correre un male minore, per non incontrarne uno maggiore, e calcolando insieme, che tutte le omissioni e i cambiamenti del decreto non intaccano se non se alcuni punti di disciplina, su de' quali è necessario l'usare tutta l'indulgenza, per giungere allo scopo principalissimo del ristabilimento della cattolica religione, ha riformato il decreto nel modo che apparisce dalla copia lett. B, inviandolo al sig. consigliere con lettera di accompagnamento, che parimente si esibisce al foglio lett. C¹. Per i riscontri che ha il cardinale, questo nuovo lavoro è stato accolto favorevolmente, e quindi non avrebbero a suscitarsi sopra di esso nuove pretensioni.

Molti de' cambiamenti e omissioni non avrebbero neppure a recare alcun pregiudizio. A buon conto, dalla bolla si vede chiara l'istituzione de' capitoli, e la dotazione delle chiese. Il concordato medesimo conviene dell' una e dell' altra. La prima si enuncia nel decreto, in guisa da farne conoscere un dovere positivo, e la stessa facoltà che si accorda per ciò ai vescovi, colla riserva di regolar l'affare a norma de' sagri canoni, e le tracce circa la compilazione de' statuti mostrano nel tutto insieme, che i vescovi debbono procedere, non già *proprio jure*, ma per obbligo ingiuntogli dal Sommo Pontefice, e in vigore delle facoltà speciali a loro conferite dal Legato, e che non possono allontanarsi dal sistema tenuto in altre simili erezioni; dal chè ne verrà per conseguenza, ch' essi pensino anco alle insegne corali, e alle prebende di teologo e di penitenziere. Quanto poi alla seconda, sebbene la cosa sia toccata leggermente, pure bisogna contentarsi, massime in un tempo, in cui il bene della religione esige, che si mostri il più grande disinteresse per parte de' suoi ministri. L'articolo de' seminari è riuscito di salvarlo.

Sebbene adunque siansi fatti molti cambiamenti, pure il decreto, nel comparire al pubblico, non dovrebbe sembrar difettoso, massime chè assai pochi sono quelli che conoscano lo stile della Santa Sede, e che siano in grado d'interloquire su tali materie.

¹ Pièce n° 4088. — L'annexe B n'a pas été retrouvée.

Sente bene il cardinale che in Roma, dove abbondano le persone intelligenti e pratiche di simili affari, potrà il decreto medesimo incontrare delle giuste censure. Ma in ultima analisi, i difetti del decreto non dovrebbero avere altro successo, se non quello di far credere, che il cardinale lo abbia eseguito in un modo assai sterile e meschino ; ed egli soffrirà in pace il dispendio anco della propria estimazione, per non opporre dal canto suo alcun ostacolo al felice successo dell' opera la più grande e la più interessante.

(Arch. du Vatican).

1088. — Note de Caprara à Portalis.

Hôtel Montmorin, 31 janvier 1802.

Le cardinal Caprara a l'honneur d'adresser à M. le conseiller d'État Portalis le décret exécutoire qu'il a projeté, avec les changements qu'a paru désirer M. le conseiller d'État. Aucune expression, aucune disposition ne pourra désormais paraître, ou peu adaptée aux circonstances, ou trop forte, ou contraire aux vues du gouvernement : toutes sont mesurées sur la plus sage condescendance pour ses désirs, et pour ceux de M. le conseiller d'État. Le cardinal Caprara, pour éviter toute équivoque dans la continuation des pouvoirs des évêques et curés, a simplement dit que les pouvoirs des anciens évêques cesseraient de suite, ainsi que ceux des chapitres, à la prise de possession des nouveaux évêques, et ceux des anciens curés lorsque l'évêque aurait institué les nouveaux.

Le cardinal Caprara a tout lieu de croire que le gouvernement et M. le conseiller d'État seront satisfaits, et qu'ils trouveront l'un et l'autre, dans ces nouveaux changements, une preuve évidente du désir qu'il a de seconder leurs vues autant qu'il est en lui, et d'accélérer par ce moyen le moment si désiré du rétablissement de la religion catholique en France.

Pour ne mettre aucun retard dans cet envoi, et satisfaire plus promptement les désirs de M. le conseiller d'État, le cardinal Caprara a cru devoir ne point faire transcrire la bulle elle-même et le catalogue des églises, ces deux objets étant déjà entre les mains de M. le conseiller d'État, et employer deux mains différentes pour leur expédition.

(Cultes).

1089. — Portalis à Caprara.

Paris, 12 pluviôse an X (1^{er} février 1802).

Le conseiller d'État Portalis a reçu le décret exécutoire que M. le cardinal Caprara a eu la bonté de lui faire passer. Il reconnaît l'esprit de paix, de conciliation et de franchise de S. Em., dans la manière prompte avec laquelle elle s'est prêtée aux changements qu'il a cru devoir lui proposer. Il ose pareillement assurer S. Em. des bonnes intentions du gouvernement, pour rétablir la religion catholique en France le plus promptement qu'il sera possible.

(Cultes, *Arch. de Caprara*).



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE XVII

LE LÉGAT CAPRARA

Le cardinal Caprara est investi solennellement des fonctions de légat *a latere*. — Le 5 septembre 1801, il part de Rome pour la France.

On ne lui prépare que des facultés ordinaires aux légats, avec quelques pouvoirs spéciaux pour apaiser en Belgique les querelles sur le serment de haine à la royauté. — Quant au temporel, Caprara devra poursuivre la restitution des Légations, mais en évitant toute transaction qui confirmerait, même indirectement, le traité de Tolentino, réputé nul par le Saint-Siège.

Prétentions des Français concernant les statues, les fournitures et la solde de la garnison d'Ancône, l'académie de France à Rome, etc.

Restitution tardive de Pesaro aux autorités pontificales.

Suite des démêlés du Saint-Siège avec les Deux-Siciles pour la souveraineté de Bénévent. — Difficultés religieuses avec l'Espagne. — Questions relatives à l'Ordre de Malte, à l'électorat de Cologne.

La ratification du concordat, reçue le 21 septembre à Rome, y est fêtée publiquement. — L'incertitude sur cette ratification y a retardé le travail de la bulle de circonscription des nouveaux diocèses. — Elle a fait ajourner l'envoi de la demande de démission à ceux des anciens évêques qui doivent la recevoir directement de Rome.

Présents diplomatiques à l'occasion du concordat.

Des instructions complémentaires sont adressées à Caprara le 5 octobre, sur le serment du légat, sur la conduite à tenir envers les évêques constitutionnels, sur le serment d'usage que les nouveaux titulaires devront au Souverain Pontife.

Caprara, voulant hâter son arrivée à Paris, a changé d'itinéraire. — Honneurs qui lui sont rendus sur la route par ordre du P. Consul.

Sentiments divers des évêques émigrés à l'égard du concordat. — Conseils de Maury. — Louis XVIII rédige une protestation, qu'il tient encore secrète. 1

PARTIE XVIII

PREMIÈRES DÉMISSIONS DES ÉVÊQUES. — PORTALIS.

LA PAIX GÉNÉRALE.

Les anciens évêques réfugiés en Angleterre sont les premiers mis en demeure de se démettre. — Cinq seulement y consentent : ils sont autorisés à rentrer en France, mais en s'arrêtant dans les départements belges. — Les treize autres colorent leur résistance en demandant au Pape un délai.

Spina obtient sans peine la démission de tous les anciens évêques présents en France.

Lorsqu'il s'adresse aux constitutionnels, il leur notifie le bref « indirect », et leur refuse la qualité d'évêques. — Vives protestations qu'il soulève ainsi parmi eux.

Caprara arrive à Paris le 5 octobre. — Il est reçu en particulier par le P. Consul, qui se dit pressé de publier le concordat, et décidé à réserver un tiers des sièges aux constitutionnels.

L'administration civile des cultes est confiée à un conseiller d'État. — Choix de Portalis : il travaillera directement avec les Consuls.

En peu de jours, des préliminaires de paix sont signés avec l'Angleterre et avec la Porte Ottomane; des traités définitifs sont conclus avec la Russie, le Portugal, la Bavière : c'est la paix générale. — Bonaparte en informe le Pape, et lui annonce que l'État romain et le royaume de Naples vont être évacués par les troupes françaises.

Son intention est que la paix de l'Europe et celle de l'Eglise soient fêtées ensemble, au jour anniversaire du 18 brumaire. Il voudrait ainsi prévenir une opposition contre le concordat, prévue surtout dans les corps politiques.

Hâte apportée en conséquence dans toutes les mesures relatives au clergé. — Portalis combine une formule de lettre au Pape, que les évêques constitutionnels consentent enfin à souscrire. — Il s'occupe de la réception solennelle du Légat. — Il prépare, avec les notes du P. Consul, un règlement pour le culte catholique : il ébauche, d'après la même inspiration et aussi d'après un concert avec des protestants notables, un règlement analogue pour les églises protestantes.

Le P. Consul, malgré les embarras financiers, forme dès lors un premier fonds pour les cultes ; mais l'impute sur des ressources extraordinaires. 91

PARTIE XIX

AJOURNEMENT DE LA PUBLICATION DU CONCORDAT

A Rome, réjouissances pour la paix générale. — Les préliminaires de Londres semblent une occasion favorable pour solliciter la restitution des trois Légations et une indemnité pour Avignon : le Pape en écrit directement au P. Consul.

Rappel de Spina.

Un édit pontifical règle la question des biens nationaux romains.

Les Cisalpins, sur l'injonction du P. Consul, commencent des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Démission de presque tous les évêques français en Italie ; mais craintes sur les dispositions de leurs confrères en Espagne, et surtout en Allemagne, où la demande de démission a été envoyée tardivement de Rome.

— Lettre de Sa Sainteté à l'archevêque de Narbonne pour tenter de ramener les évêques qui résistent à Londres.

Les lettres de démission des constitutionnels, et leurs écrits, sont regardés par le Pape comme des preuves de leur persévérance dans le schisme.

A Paris, le Légat reçoit les instructions supplémentaires du 5 octobre.

Le P. Consul, décidé à ne point faire connaître le concordat tant que le travail de la réorganisation ecclésiastique ne sera pas complet, attend vainement la bulle de circonscription des diocèses, et la fin des réponses des évêques émigrés à la demande de démission. — Il est obligé de renoncer à la fête de la paix religieuse pour le 18 brumaire ; il l'ajourne à Noël.

Caprara est mandé à la Malmaison pour entendre incriminer les lenteurs

de sa cour. — Il est invité à obtenir de Rome le pouvoir d'instituer les nouveaux titulaires, et devra en user en faveur de quelques constitutionnels, le P. Consul les déclarant suffisamment réconciliés avec l'Eglise. Note adressée en ce sens à Cacaull par Portalis. — Caprara y joint ses conseils pour Consalvi. — Il promet de notifier, de son côté, la demande de démission à ceux des anciens évêques qui n'ont pas encore répondu.

A Rome, émotion causée par la note de Portalis.

Cérémonie du « Possesso. »

Le Pape consent à envoyer la bulle de circonscription avant d'avoir reçu la réponse de tous les anciens évêques. — Il se prête même à déléguer à Caprara l'institution canonique pour le nouvel épiscopat, mais se refuse à y admettre des constitutionnels, à moins qu'ils ne souscrivent un acte de soumission aux jugements du Saint-Siège. 211

PARTIE XX

LA BULLE DE CIRCONSCRIPTION

Suite de la démission de l'épiscopat émigré. — Elle paraît devoir être générale en Espagne. — Efforts pour l'obtenir en Allemagne, où l'on compte près de la moitié des évêques de l'ancienne France, et la presque totalité de ceux des pays annexés.

Spina est autorisé à porter de Valence à Rome les restes de Pie VI.

La fête du 18 brumaire se passe sans allusions à la paix avec l'Eglise.

La session ordinaire s'ouvre le 22 novembre. — Exposé de la situation de la République. — Discours de Portalis sur le code civil. — Vote des traités conclus avec les Puissances.

Premières manifestations d'opposition dans le Tribunat et le Corps législatif. — Elle s'annonce nettement sur le terrain religieux. — Elle se fortifie de l'attitude frondeuse de quelques généraux. — Malaise répandu dans le peuple par la cherté du pain.

La convocation d'une Consulte de Cisalpins à Lyon rappelle l'attention sur les affaires italiennes. — Le P. Consul ne dissimule plus son dessein de garder le Piémont.

Arrivée, le 13 décembre, du courrier de Rome apportant la bulle de circonscription diocésaine. — Caprara se croit autorisé à faire à ce texte quelques corrections. — Il se consulte avec Bernier et Portalis pour rédiger aussitôt le décret exécutoire de cette bulle.

Circulaires du Légat sur l'administration des diocèses devenus vacants par démission.

Les Protestants résument leurs demandes dans des plans d'organisation pour leurs églises.

Les anciens titulaires dispersés en Allemagne ont enfin reçu le bref « Tam multa ». — Les réponses du plus grand nombre sont négatives : quelques-uns cependant consentiront ensuite à se raviser. — Au contraire la démission des évêques des pays annexés sera unanime : elle commence à arriver à Paris et à Rome. 347

PARTIE XXI

L'OPPOSITION DANS LES CORPS POLITIQUES

L'opposition s'accroît dans le Tribunat et le Corps législatif, qui ont rejeté en commun la première loi du code civil. — Discussion au Conseil d'Etat sur la conduite à tenir par le gouvernement.

Le P. Consul envoie Talleyrand à la consulte de Lyon : il laisse incertain son propre départ.

La présentation du concordat aux assemblées reste nécessairement ajournée.

Le Sénat se prononce à son tour contre le concordat, en élisant Grégoire comme sénateur. — Double candidature de Daunou pour un autre siège au Sénat. Le P. Consul la regarde comme offensante : il le fait sentir aux sénateurs, qui imaginent un subterfuge pour éluder l'élection de Daunou.

Le Tribunal, après un vote favorable à la troisième loi du code civil, repousse la deuxième. — Bonaparte se décide alors à retirer tous les projets de loi, et à laisser le Tribunal et le Corps législatif oisifs, en face de l'opinion publique. — Il demande au Sénat de faire dès à présent le renouvellement, prévu par la constitution, de la cinquième partie de ces deux corps.

Il fait célébrer en particulier par Caprara le mariage de son frère Louis, et part enfin pour Lyon.

Paris demeure tranquille pendant l'absence du P. Consul.

Arrestation du pamphlétaire Foulhioux.

Le Sénat décide, le 15 janvier, que le renouvellement du cinquième sera opéré par son propre choix, et non par le tirage au sort. — Travail du gouvernement auprès des sénateurs pour faire éliminer les opposants les plus connus.

Décision de Caprara pour apaiser les querelles religieuses en Belgique.

Portalis fait modifier de nouveau le décret exécutorial de la bulle de circonscription. 515

TABLE DES DOCUMENTS

- 856. — Cacault à Talleyrand ;** Rome, 26 août 1801. — Le cardinal Caprara, à peine arrivé, a été nommé légat *a latere* en consistoire. Il passera par le Tyrol et emportera tous les pouvoirs nécessaires 2
- 857. — Cacault à Talleyrand ;** Rome, 28 août 1801. — Dans un autre consistoire, le Légat a été investi de la croix. Eloge des sentiments de Pie VII et de ceux de Caprara. 4
- 858. — Consalvi à Spina ;** Rome, 28 août 1801. — Il n'a reçu de Spina qu'une dépêche du 8. Il est impatient d'apprendre l'arrivée de Livio à Paris avec la ratification pontificale. 5
- 859. — Ghislieri à L. Cobenzl ;** Rome, 29 août 1801. — Le Légat voyagera sans grandes dépenses et avec une suite peu nombreuse. Il a demandé un passeport pour traverser le territoire autrichien, Précautions que Ghislieri a prises dans ce passeport. 6
- 860. — Consalvi aux Nonces ;** Rome, 29 août 1801. — A Paris, Consalvi ne se souciait point de parler des Légations. Mais il a été interpellé par le P. Consul, qui a promis des restitutions quand il serait plus sûr de l'amitié du Saint-Siège pour la France. Consalvi a avoué qu'il ne réclamait pas officiellement Pesaro, afin de ne pas avoir à invoquer le traité de Tolentino 8
- 861. — Consalvi à Spina (en chiffres) ;** Rome, 29 août 1801. — L'électorat de Cologne. Consalvi s'étonne du mystère fait à Spina pour l'envoi de la circonscription des diocèses et des modifications de la bulle. Pour les intrus, le Pape a fait tout le possible. Il faut éviter toute transaction sur les Légations et toute reconnaissance du traité de Tolentino. Affaires des statues. A Madrid, on prétend séparer de l'ordre de Malte les Langues espagnoles. 10
- 862. — Caprara à Consalvi ;** Rome, 3 septembre 1801. — Il voudrait parler de son départ, de ses passeports, de l'intitulé des bulles et brefs dont il sera porteur. 13
- 863. — Bulle de nomination du Légat ;** Rome, 24 août 1801. 14
- 864. — Lettres de créance pour le Légat ;** Rome, 4 septembre 1801. 16
Lettres de créance particulières pour le temporel ; Rome, 4 septembre 1801 17
- 865. — Bref conférant des facultés pour le Légat ;** Rome, 4 septembre 1801 19

- Détail des facultés générales à exercer en France; Rome, 24 août 1801. 20
- Facultés spéciales à exercer dans les départements belges; Rome, 25 août 1801 23
- 866. — Ghislieri à L. Cobenzl**; Rome, 5 septembre 1801. — Consistoire, puis diner chez Cacault en l'honneur de Caprara. Néanmoins les Français retardent la restitution de Pesaro, renforcent leur garnison à Ancône, exigent les objets d'art et préparent le rétablissement d'une poste particulière 27
- 867. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 9 septembre 1801. — Nouvelle que la ratification pontificale est arrivée à Paris. Caprara est parti le 5. Dépenses que fait le Pape pour les Français et pertes qu'a subies le Saint-Siège: il est temps d'y mettre un terme 29
- 868. — Consalvi à Spina**; Rome, 7 septembre 1801. — Pour rédiger la bulle de circonscription, il a besoin de renseignements réclamés aujourd'hui à Spina, et du consentement des évêques au démembrement de leurs diocèses, Mais ce consentement ne peut leur être demandé avant que l'échange des ratifications soit connu à Rome. 34
- (Annexe) Mémoire sur la nouvelle circonscription des diocèses français. — La carte envoyée de Paris porte 39 évêchés au lieu de 40. Le territoire des diocèses doit être exactement défini. Pour Avignon et le Comtat, le Pape se contente de réserver ses droits à une indemnité. Condition spéciale des évêques dont les diocèses ont été réunis en partie à la France. — (En chiffres) Spina appréciera si la réserve relative à Avignon doit être adoucie. Il prendra connaissance de toutes les instructions données à Caprara pour le temporel. 32
- 869. — Caprara à Consalvi**; Bologne, 13 septembre 1801. — Il attendra ici les pièces qui lui sont annoncées. Voulant regagner du temps, il entrera en France par Lyon 36
- 870. — Consalvi à Caprara**; Rome, 13 septembre 1801. — Il lui adresse les brefs, les facultés, les instructions sur le temporel. Quant aux instructions sur le serment du légat et sur les intrus, elles lui seront envoyées plus tard. Bonnes nouvelles de Paris 37
- 871. — Consalvi à Spina**; Rome, 11 septembre 1801. — Le Pape est heureux d'apprendre que les pièces apportées par Livio ont satisfait le P. Consul. Il se prépare à récompenser Spina et Caselli 37
- 872. — Consalvi à Spina** (en chiffres); Rome, 11 septembre 1801. — Empêcher toute intrigue contre Cacault. Nous ne pourrions sans nous deshonor, céder sur l'affaire des statues et des biens nationaux romains. L'envoyé de Prusse est opposé à tout bref d'éligibilité pour les évêchés de Cologne et de Münster 39
- 873. — Ghislieri à L. Cobenzl**; Rome, 12 septembre 1801. — Malgré des nouvelles favorables de Paris, les Français continuent ici à réclamer les statues et ne rendent pas Pesaro. 39
- 874. — Consalvi à Spina**; Rome, 12 septembre 1801. — Note remise à Cacault, parce que Murat, au lieu de pourvoir désormais à l'entretien de la garnison d'Ancône, veut que le trésor pontifical en fasse l'avance. 40

- 875. — Consalvi à Spina** (particulière); Rome, 19 septembre 1801. — Nouvelles de Spina du 7 septembre. Bruit perfide dans les gazettes que la convention ecclésiastique aurait été modifiée à Rome. Crainte que les 300.000 fr. envoyés de Paris pour la garnison d'Ancône ne soient détournés de leur destination. — P. S. Mémoire de Bernier sur la circonscription. 41
- 876. — Consalvi à Spina** (en chiffres); Rome, 19 septembre 1801. — A propos de la restitution imminente de Pesaro, Murat annonce que la Cisalpine propose au Saint-Siège une rectification de frontières : ce serait renoncer implicitement aux Légations. Les démêlés avec les Deux-Siciles au sujet de Bénévent se sont encore aigris 42
- 877. — Procès-verbal de la remise de Pesaro**; Pesaro, 22 septembre 1801 44
- 878. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 19 septembre 1801. — Votre courrier est arrivé, mais non le courrier romain. Caprara mande qu'il a abrégé son itinéraire. Pourquoi suis-je encore dépourvu de lettres de créance? — P. S.; 20 septembre. — Les présents offerts par la France pour la signature du concordat m'ont attiré des objections de Consalvi. 45
- 879. — Caprara à Consalvi**; Milan, 21 septembre 1801. — Récit de sa réception à Parme par l'Infant, et à Milan par Murat et le gouvernement cisalpin. Escortes et honneurs sur sa route 47
- 880. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 23 septembre 1801. — Joie à Rome pour la ratification du concordat. Présents et récompenses; chapeau promis à Di Pietro. Le Pape est obligé d'avancer les subsistances pour la garnison d'Ancône 50
- 881. — Consalvi à Spina** (particulière); Rome, 23 septembre 1801. — Il a reçu par Livio la ratification. Il remercie du présent qui lui est offert. Réjouissances préparées à Rome. 52
- 882. — Consalvi à Spina**; Rome, 26 septembre 1801. — On travaille à la bulle de circonscription, mais on ne peut la faire plus vite. Note rectificative dans le Cracas. 54
- 883. — Consalvi à Spina** (en chiffres); Rome, 26 septembre 1801. — Griefs allégués par la cour napolitaine; ils s'appuient sur de faux bruits qu'il faut démentir. Biens réclamés pour l'académie de France à Rome. On parle d'une élection à Cologne 54
- 884. — Caprara à Consalvi**; Lyon, 29 septembre 1801. — Il est à Lyon et compte arriver le 4 octobre à Paris. Bon accueil qu'il reçoit partout 56
- 885. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 30 septembre 1801. — Cardinaux déclarés en consistoire à l'occasion du concordat. Lettres de participation qu'ils adressent au P. Consul 57
- 886. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 30 septembre 1801. — Consalvi a donné un grand dîner. Tous les cardinaux qui se sont occupés du concordat y ont assisté, même ceux qui passaient pour hostiles à la France. 58
- 887. — Cacault à Talleyrand**; Rome, 30 septembre 1801. — Les lenteurs naissent ici de la nature des choses, comme le prouve la note ci-jointe de Consalvi 60

- (Annexe) Note de Consalvi à Cacault, Rome, 30 septembre 1801. — Pour la bulle de circonscription, le Pape use de toute la célérité possible ; mais causes de retard. Mesure provisoire proposée par Spina. Autre expédient imaginé ici par la congrégation. On a demandé à Paris quelques éclaircissements. 60
- 888. — Suite des Instructions pour le Légat ; Rome, 5 octobre 1801. —**
- I. Instruction sur le serment du Légat. — La formule demandée par les auteurs français a été, en fait, d'un usage exceptionnel : en droit, elle est illicite, car elle comprend l'observation des lois de l'Etat, dont quelques-unes sont injustes, et celle des libertés gallicanes, qui sont condamnées par le St-Siège. Le Légat devra éviter de prêter serment, ou ne le fera que dans des termes tolérés. Quant à l'examen de ses facultés par le gouvernement, il pourra le souffrir pour le bien de la paix 62
- II. Avis pour l'exercice des facultés. — Si le Légat est obligé de donner au gouvernement une connaissance de ses facultés, il la mesurera avec la plus grande réserve. 69
- III. Instruction pour l'administration des diocèses. — Il appartient au Pape d'y pourvoir depuis le moment de la démission des titulaires jusqu'à leur remplacement. Cette administration sera déléguée à l'avance par Caprara, qui conservera, autant que possible, les vicaires généraux actuels 71
- IV. Avis sur la conduite à tenir avec les évêques constitutionnels. — Le Légat ne repoussera pas leurs visites, mais il ne les traitera pas en évêques, et évitera toute controverse avec eux sur la constitution civile du clergé. 73
- V. Autre avis relatif aux évêques intrus. — Pour soutenir la canonicité de leur titre, ces évêques prétendent que le pouvoir de juridiction est inhérent à l'ordre épiscopal : arguments qui pourront leur être opposés 74
- VI. Instruction sur le serment que les nouveaux évêques devront prêter au St-Siège. — La formule du Pontifical Romain, telle qu'elle a été révisée dernièrement pour la Russie, l'Irlande et la Prusse, pourra être appliquée en France. Explications de quelques passages; suppression autorisée par le Saint Père. 77
- (Annexe) Formule révisée du Serment 79
- 889. — Consalvi à Spina (en chiffres) ; Rome, 7 octobre 1801. —** Statues et biens nationaux. Présents pour le concordat. Difficultés de l'affaire de Malte avec la Russie. 81
- 890. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 7 octobre 1801. —** Le Pape envoie par le courrier de France un exemplaire orné de la convention et de la bulle de ratification ; il y joint un chapelet pour madame Bonaparte. 83
- 891. — Maury à Louis XVIII ; Montefiascone, 23 septembre 1801. —** Le secret impénétrable gardé à Rome sur le concordat nous empêche d'intervenir. Le roi devrait attendre sans se compromettre, et seulement insinuer aux évêques de se concerter entre eux sur la démission : leur réunion pourrait se faire à Londres. 83
- Maury à Louis XVIII (en chiffres) ; Montefiascone, 6 octobre 1801. —** Consulté par plusieurs évêques, il leur a conseillé une délibération commune. Le cardinal doyen s'est, dit-on, rallié au concordat 85

- 892. — Protestation de Louis XVIII**; Varsovie, 6 octobre 1801. — La protestation déposée par le roi entre les mains de Maury, doit demeurer cachée pour tous, sans excepter le cardinal doyen 86
 Texte de la Protestation. — Ce que le roi sait de la convention arrachée à Pie VII par la violence, porte atteinte aux droits de la couronne, à ceux de l'épiscopat, et aux principes de l'église gallicane. Le roi maintient les uns et les autres par cet acte, que les circonstances empêchent de rendre public. 87
- 893. — Spina à Erskine**; Paris, 13 septembre 1801. — Il lui transmet un bref et un modèle de lettre pour inviter à la démission les évêques émigrés à Londres 92
- 894. — Erskine aux Evêques réfugiés en Angleterre**; Londres, 16 septembre 1801. — Sa Sainteté a dû reconnaître la nécessité de leur démission. Elle demandera au P. Consul de les renommer ou de pourvoir à leur subsistance. 93
- 895. — Réunion des Evêques français à Londres**; Londres, 21 septembre 1801. — Discours de l'archevêque de Narbonne, président : le Pape n'explique pas quel avantage la religion peut retirer de la vacance simultanée des sièges. Il avoue être contraint, sans doute par Bonaparte à qui seul cette vacance profite. La déposition dont paraissent menacés ceux qui ne répondront pas dans les dix jours, serait un abus d'autorité; la recommandation auprès de Bonaparte serait une humiliation. — Vote des évêques présents 93
- 896. — Erskine à Consalvi**; Londres, 22 septembre 1801. — Il a remis aux évêques les pièces envoyées par Spina. Dans deux réunions tenues chez l'archevêque de Narbonne, quatre prélats seulement se sont prononcés pour la démission. On attend le retour de l'évêque de Troyes 97
- 897. — Erskine à l'archevêque de Narbonne**; Londres, 23 septembre 1801. — On parle d'une lettre collective des évêques; cependant le Pape leur demande à chacun une réponse individuelle 98
- 898. — Otto à Talleyrand**; Londres, 25 septembre 1801. — Discussions très vives entre les évêques. Celui d'Arras a soutenu les droits du roi; l'archevêque d'Aix lui a répondu. Les démissionnaires demandent à rentrer en France. 99
- 899. — Les Evêques réfugiés en Angleterre au Pape**; Londres, 27 septembre 1801. — Dans le silence du Saint-Père, la viduité de toutes les églises de France leur paraît dangereuse. C'est par le sentiment du devoir qu'ils restent attachés à leurs sièges. Ils demandent le temps de développer leurs raisons. 101
- 900. — Erskine à Consalvi**; Londres, 29 septembre 1801. — Il a reçu quatre démissions. Correspondance avec l'archevêque de Narbonne, restée inutile parce que les prélats sont dominés par l'esprit de parti. Ils en veulent surtout à l'archevêque d'Aix 102
- 901. — Ph. Cobenzl à L. Cobenzl**; Paris, 13 septembre 1801. — Visite à Spina, qui s'attend à l'abdication des évêques français en Allemagne et en Italie, mais a moins bon espoir pour ceux d'Angleterre. Il a promis de s'occuper des électors ecclésiastiques 105

- 902. — Spina à Consalvi** (n° 120) ; Paris, 19 septembre 1801. — On étudie ici la réception de Caprara. Spina a commencé à communiquer aux titulaires présents à Paris des exemplaires du bref du 15 août. Il en a envoyé au nonce en Espagne. La semaine prochaine il s'occupera des constitutionnels. Election de l'archiduc Antoine à Münster 106
- 903. — Bernier à Talleyrand** ; Paris, 25 septembre 1801. — Il adresse la note suivante : 108
(Annexe) Notice sur les démissions données par les anciens évêques. — Extraits de plusieurs lettres de ces évêques. Offres de démissions faites en 1791 par les prélats députés à la Constituante 109
- 904. — Spina à Consalvi** (n° 121) ; Paris, 26 septembre 1801. — Conseils sur la réconciliation de Charrier de la Roche. Pas de nouvelles d'Erschine. Demain Spina entreprendra l'évêque intrus de Paris 111
- 905. — Spina à Consalvi** (n° 127 en chiffres) ; Paris, 3 octobre 1801. — Dans une audience particulière, le P. Consul a parlé de loger le Légat, de rétablir le dimanche comme jour de repos, de confier à Portalis l'administration ecclésiastique, de s'entendre avec le Légat pour arriver à nommer les évêques, d'interdire les réunions des Théophilanthropes. Puis il s'est entretenu des affaires de Malte, de l'électorat de Cologne, de la principauté de Saint-Gall, du Piémont qu'il a déclaré réuni à la France 113
- 906. — Stapfer à Begos** ; Paris, 30 septembre 1801. — Le rétablissement d'un culte salarié occupe l'opinion et le gouvernement. 122
Lucchésini au roi de Prusse ; Paris, 3 octobre 1801. — On prévoit l'opposition du Tribunal contre le concordat. 122
- 907. — Spina à Royer** ; Paris, 29 septembre 1801. — Il lui transmet un bref. Royer est invité, dans sa réponse au Pape, à adhérer aux jugements de Rome et à faire abandon de son siège 124
- 908. — Observations [de Grégoire]** ; Paris, 3 octobre 1801. — Le bref imprimé remis à Royer est contraire aux lois et à la tranquillité publique. Il outrage les constitutionnels en leur parlant d'absolution. Quels seraient les vrais moyens d'opérer la pacification religieuse. 125
- 909. — Caprara à Consalvi** (n° 1) ; Paris, 5 octobre 1801. — Son arrivée le 4 à Paris, après avoir été comblé d'honneurs. Visites reçues. On voudrait qu'il pût instituer les nouveaux évêques ; ce qui est impossible. Il sera fourni de logement et de voitures par le gouvernement. 130
- 910. — Caprara à Consalvi** (n° 2) ; Paris, 6 octobre 1801. — Le P. Consul l'a reçu aujourd'hui. Il l'a renvoyé à Portalis pour s'occuper des constitutionnels, qui se plaignent ; il voudrait leur attribuer un tiers des sièges. Il a hâte de publier le concordat. Somme qu'il a envoyée en Italie pour solder la garnison d'Ancône 133
- 911. — Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 7 octobre 1801. — Eloge de Consalvi dans la bouche du P. Consul. — P. S. Bruit de la démission des évêques en Angleterre 136
- 912. — Arrêtés concernant le cons^r chargé des cultes.**
I. Attributions ; Paris, 7 octobre 1801 137

TABLE DES DOCUMENTS

- II. Nomination de Portalis ; Paris, 8 octobre 1801.
- III. Traitement ; Paris, 10 octobre 1801.
913. — **Spina à Consalvi** (n° 131) ; Paris, 10 octobre 1801. — Il a mi
prara au courant des affaires. Son séjour à Paris devenant inutile, il vou
revenir à Rome avec le corps de Pis VI
914. — **Spina à Consalvi** (n° 132) ; Paris, 10 octobre 1801. — Dix an
évêques présents en France se sont démis ; mais les constitutionnels opp
mille difficultés
915. — **Spina à Consalvi** (n° 134) ; Paris, 10 octobre 1801. — Une dé
d'Erskine apprend que parmi les évêques d'Angleterre, treize ont refusé
démission, et cinq l'ont donnée
916. — **Spina à Consalvi** (n° 135) ; Paris, 10 octobre 1801. — L'envo
la Cisalpine demande une rectification de frontières avec le Saint-Siège.
Bénévent, le mieux serait de solliciter la médiation du P. Consul. La F
vient de conclure plusieurs traités de paix
917. — **Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 11 octobre 1801. —
console d'avoir été critiqué à Rome. Il insiste pour quitter Paris, où d
mais il serait mal vu par le gouvernement et même par Caprara. Con
divers.
918. — **Le P. Consul au Pape** ; Paris, 10 octobre 1801. — Annonce
paix avec plusieurs puissances, qui permettra aux troupes françaises d'évi
le midi de l'Italie. Le Pape est invité à intervenir dans la réorganisatio
l'ordre de Malte.
919. — **Talleyrand à Cacault** ; Paris, 10 octobre 1801. — Un cor
extraordinaire porte une lettre du P. Consul, et repartira avec la réponse
Sainteté. Les présents pour le concordat n'obligent la cour de Rome à ar
réciprocité. Traités de paix.
920. — **Bernier à Portalis** ; Paris, 10 octobre 1801. — Il vient de dic
note ci-jointe :
(Annexe) Détails sur le mode de réception du Légat. — Caprara pourrai
reçu d'abord comme ambassadeur. Puis, quand la publication de ses l
aurait été autorisée en Conseil d'État, il serait reçu comme Légat, et fero
serment d'usage.
921. — **Bernier à Talleyrand** ; Paris, 11 octobre 1801. — Royer
de se démettre. Tout est dans la joie à Rome pour la ratification du co
dat.
922. — **Lucchesini au roi de Prusse** ; Paris, 12 octobre 1801. — Poi
Nouvelles religieuses.
923. — **Bernier à Talleyrand** ; Paris, 12 octobre 1801. — Aujourd
nombreuses démissions parmi les constitutionnels
(Annexe) Liste des évêques constitutionnels démissionnaires
924. — **Lettres d'évêques constitutionnels au Pape**. — Lettre de
mond ; Paris, 12 octobre 1801
Lettre de Grégoire et de Moïse ; Paris, 10 octobre 1801
925. — **Portalis au P. Consul** ; remis le 14 octobre 1801. — Quarant

- évêques constitutionnels ont envoyé leur démission au Légat. La formule de cet acte ne devrait pas être publiée 155
 (Annexe) Formule de démission 156
- 926. — Rapport de Portalis ;** Paris [15 et] 25 octobre 1801. — Examen de la bulle conférant à Caprara les pouvoirs de Légat *a latere*. Précautions prescrites par les libertés gallicanes relativement à la vérification des pouvoirs, au serment, à la délégation et à la durée des fonctions, etc 157
 (Annexe) Projet d'arrêté. — Conditions sous lesquelles Caprara est autorisé à exercer en France. 160
- 927. — Le P. Consul à Portalis ;** Paris, 15 octobre 1801. — Avant de donner audience au Légat, il faut tout avoir : bulle de circonscription, règlement sur le culte, etc. Intérêt de pouvoir, au 18 brumaire, publier la paix de l'Eglise avec celle de l'Europe. Ecrire à Rome pour accélérer l'envoi de la bulle de circonscription 161
- 928. — Talleyrand à Pétiet ;** Paris, 15 octobre 1801. — La Cisalpine prétend indûment au Montefeltro, restitué au Pape. Elle pourrait obtenir une rectification de frontières ; mais au préalable, elle doit rétablir des relations avec le Saint-Siège. 162
- 929. — Les Evêques Réunis à Portalis ;** Paris, 18 octobre 1801. — Ils demandent l'assurance que le bref remis par Spina aux constitutionnels est réputé non avenu par le gouvernement 163
- 930. — Caprara à Consalvi (n° 3) ;** Paris, 18 octobre 1801. — Il n'a pu s'entendre avec Portalis sur les constitutionnels. Ceux-ci ont adressé des lettres de démission respirant le jansénisme. Réponse que leur a faite le Légat. Ils ont essayé devant lui de justifier la formule de démission, qu'ils disent rédigée par Portalis 164
- 931. — Avis des Evêques Réunis ;** Paris, 26 octobre 1801. — Les évêques constitutionnels se sont démis entre les mains des métropolitains, en se réservant la juridiction jusqu'à leur remplacement, et en demeurant fidèles à leurs principes. Ils ont été bien accueillis par le Légat : récit ironique de cette visite 168
 (Note jointe) Comment la formule de lettre au Pape a été composée. Changements que plusieurs évêques y ont apportés 173
- 932. — Caprara à Consalvi (n° 4) ;** Paris, 18 octobre 1801. — Il a transmis l'invitation à la démission aux cardinaux de Rohan et de Montmorency, sur la demande de leurs familles 174
- 933. — Caprara à Consalvi (n° 5) ;** Paris, 18 octobre 1801. — Paix de la France avec la Porte et avec la Russie. Mission de Saliceti à Lucques. Le gouvernement veut publier la paix religieuse le 18 brumaire 176
- 934. — Spina à Consalvi (n° 136) ;** Paris, 18 octobre 1801. — Que Consalvi cesse de s'inquiéter de la cour napolitaine. Spina se dispose à retourner en Italie 177
- 935. — Portalis au P. Consul ;** Paris, 19 octobre 1801. — Le Légat comprend que toute l'organisation religieuse doit être publiée le même jour. Il est convenu que le mauvais vouloir de quelques titulaires ne peut entraver la nouvelle circonscription, et promet son concours. 177

- 936. — Spina à Consalvi** (particulière) ; Paris, 20 octobre 1801. — Le gouvernement, et non sans raison, ne veut plus traiter qu'avec le Légat. Représentation du Saint-Siège en Russie. Biens de l'académie de France à Rome. On parle des Légations pour le roi de Sardaigne. 179
- 937. — Talleyrand à Portalis** ; Paris, 23 octobre 1801. — Il lui transmet la note de Consalvi à Cacault, expliquant ce qui retarde la bulle de circonscription 181
- 938. — Caprara à Consalvi** (n° 6, en chiffres) ; Paris, 24 octobre 1801. — Il serait imprudent de réclamer par note l'indemnité pour Avignon. Projet d'une diète de Cisalpins à Lyon. Affaires de Cologne et des statues. Le Légat a reçu trois autres démissions de constitutionnels 181
- 939. — Caprara à Consalvi** (n° 9) ; Paris, 24 octobre 1801. — Il envoie divers mémoires 183
(Annexe) Mémoire sur la nouvelle circonscription des diocèses en France. — Le gouvernement n'admet d'autre cause de retard que la réponse des évêques. Conseils pour une prompté préparation de la bulle à Rome, notamment sur les limites des diocèses, la suppression des anciens chapitres, le régime des évêchés simplement démembrés sur la rive gauche du Rhin, la désignation des cathédrales et des cures. Utilité de renvoyer au Légat les détails d'exécution. 183
- 940. — Portalis à Chaptal** ; Paris, 24 octobre 1801. — Il lui réclame une déclaration des églises luthériennes de Strasbourg, et tous autres documents relatifs aux cultes 190
(Annexe) Déclaration au gouvernement. — Droits réciproques des églises luthériennes, de l'État, et des fidèles. 192
- 941. — Portalis au P. Consul** ; Paris, 24 octobre 1801. — Il soumettra demain son travail sur l'organisation du culte catholique. Il a conféré avec les protestants 195
- 942. — Projet de règlement pour le culte catholique** ; [vers le 25 octobre 1801]. 195
- 943. — Projet de règlement pour le culte protestant** ; [vers les premiers jours de novembre 1801]. 202
- 944. — Portalis à Maret** ; Paris, 7 novembre 1801. — Le traitement d'une partie du clergé catholique pourra être imputé sur le produit de la vente des biens ecclésiastiques, supprimés sur la rive gauche du Rhin 205
- 945. — Note de Consalvi à Cacault** ; Rome, 13 octobre 1801. — A Rome, on a fait tout le possible. Expédients proposés pour atténuer les retards inévitables de la bulle de circonscription. Le bref « Tam multa » a été envoyé partout 210
- 946. — Consalvi à Spina** ; Rome, 14 octobre 1801. — Le Pape écrit au P. Consul pour le féliciter sur les préliminaires de Londres. Démission de plusieurs évêques français en Italie 211
- 947. — Consalvi aux Nonces** (en chiffres) ; Rome, 17 octobre 1801. — Le moment paraît venu de s'occuper des Légations et d'Avignon. Ce sera la tâche de Spina, s'il se rend à Amiens ; ce sera celle de Caprara auprès du P. Consul. 214

- 948. — Conversation de Consalvi avec Severoli ; Rome, 19 octobre 1801.** — Ambition de l'Autriche sur les Légations, et propos vagues du P. Consul sur ces provinces. Indemnité réclamée pour Avignon. Conduite malveillante des Napolitains à Bénévent. Pesaro et le traité de Tolentino. Prétentions du grand prieuré de Russie dans l'affaire de Malte. Exigences de l'Espagne. Tentatives en faveur des Jésuites. Sécularisations en Allemagne. Difficultés de la négociation du concordat. Détresse financière du Saint-Siège. 216
- 949. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 22 octobre 1801.** — Le bref qui demande les démissions ayant été dénaturé à l'étranger, on a publié ici le texte exact de cette pièce 221
- 950. — Consalvi à Caprara ; Rome, 24 octobre 1801.** — Il attend la nouvelle de son arrivée à Paris. Il l'invite à faire alléger les dépenses du passage des Français revenant de Naples 221
- 951. — Ghislieri à L. Cobenzl ; Rome, 24 octobre 1801.** — Le Pape fête publiquement les préliminaires de Londres. Il flatte les Français, qui lui réclament néanmoins de l'argent pour la garnison d'Ancone. Retour du duc Braschi 222
- 952. — Le Pape au P. Consul ; Rome, 24 octobre 1801.** — Il célèbre la paix avec l'Angleterre, mais sans *Te Deum*. Bons offices qu'il promet dans la question de Malte. Pour Bénévent, le P. Consul est sollicité d'intervenir comme de lui-même. Gênes où se trouve le Saint-Siège. Vives instances pour obtenir la restitution des Légations et une indemnité pour Avignon. Eloge de Cacault 224
- 953. — Consalvi à Caprara ; Rome, 24 octobre 1801.** — Il approuve ce que Caprara a dit sur les retards de la bulle, et contre le projet de donner des évêchés à des constitutionnels. La conduite des non-démissionnaires n'arrêtera pas le Pape 228
- 954. — Consalvi à Caprara ; Rome, 24 octobre 1801.** — Spina est autorisé à revenir à Rome, en emportant, s'il le peut, le corps de Pie VI 229
- 955. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 24 octobre 1801.** — La réponse du Pape au P. Consul sera remise par le Légat. Sa Sainteté, joyeuse de la paix, est prête de son côté à travailler à l'union des esprits 230
- 956. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 24 octobre 1801.** — Edit pontifical réglant la question des biens nationaux et des créances sur la République romaine. Cacault le fera respecter par les Français. 231
- 957. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 28 octobre 1801.** — Il a lu les représentations préparées par Consalvi sur Bénévent. Plaintes contre Acton. Ecrit injuste publié à Londres par les évêques non-démissionnaires 232
- 958. — Ghislieri à L. Cobenzl ; Rome, 31 octobre 1801.** — Cacault a exigé les réjouissances pour la paix, et l'envoi des fournitures à la garnison d'Ancone. Mais les prétentions des acquéreurs français ne sont pas soutenues par lui. 233
- 959. — Consalvi à Caprara (en chiffres) ; Rome 31 octobre 1801.** — Le plan pour les biens nationaux a été agréé par le P. Consul. Efforts à continuer

TABLE DES DOCUMENTS

- pour le temporel. Note russe sur l'élection du grand maître de Malte.
 lance des évêques de Londres attriste le Pape
- 960. — Consalvi à Caprara ; Rome, 4 novembre 1801. —** Nouvelles missions en Italie. La crainte d'avoir des constitutionnels pour succéder aux non-démissionnaires : nécessité de leur ôter tout texte
- 961. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 7 novembre 1801. —** Il reçoit l'invitation de représenter la Cisalpine auprès du Saint-Siège
- 962. — Consalvi à Caprara ; Rome, 7 novembre 1801. —** Les décisions de la Cisalpine pour être représentée impliquent la durée de cette représentation. Si Spina se rend à Amiens, il ne pourrait transiger sur les Légations. Les craintes croissantes de la cour de Madrid. La cour de Palerme veut ne pas perdre l'archevêché de Naples
- 963. — Ghislieri à L. Cobenzl ; Rome, 7 novembre 1801. —** Esquisse à Rome pour les Légations. Egards de Bonaparte pour Pie VII, qui procède au « Possesso ». Le roi d'Etrurie est plus à plaindre que le grand-duc. La république de Lucques
- 964. — Cacault à Talleyrand ; Rome, 11 novembre 1801. —** Déclaration de la France en Italie. Nouvelles moins satisfaisantes des évêques en Allemagne. Des non-démissionnaires à Londres. Le Pape remplira tous ses engagements. Son zèle pour le succès du concordat
- 965. — Consalvi à Caprara ; Rome, 11 novembre 1801. —** Il lui envoie les deux pièces ci-jointes. La lettre de Sa Sainteté à l'archevêque de Narbonne sera soumise au P. Consul.
 (Annexe I) Bref aux évêques démissionnaires ; Rome, 7 novembre 1801. — Sollicitations.
 (Annexe II) Le Pape à l'archevêque de Narbonne ; Rome, 11 novembre 1801. — Douleur que lui cause l'attitude des évêques de Londres ; il les prie de réfléchir
- 966. — Consalvi à Caprara ; Rome, 11 novembre 1801. —** Il présente les nombreux refus parmi les évêques en Allemagne et redoute un : mieux vaudrait refuser les sièges à tous les anciens titulaires, que d'y en laisser des constitutionnels. On pourrait pourvoir provisoirement les évêchés vacants. Inconvénients de retarder la publication du concordat
- 967. — Cacault à Portalis ; Rome, 14 novembre 1801. —** Lettre adressée par Sa Sainteté à l'archevêque de Narbonne.
- 968. — Consalvi à Caprara ; Rome, 14 novembre 1801. —** Le Pape espère que le concordat soit publié le 18 brumaire. Il est affligé des lettrés et des sénateurs des constitutionnels et ne peut y voir la rétractation indispensable. Il attend l'appui du gouvernement contre leur obstination.
- 969. — Consalvi à Caprara (en chiffres) ; Rome, 14 novembre 1801. —** Arguments pour écarter les constitutionnels des nouveaux sièges. Pour le temporel, il n'y a d'espoir que dans le P. Consul. Les affaires d'Espagne et de Malte restent dans le même état
- 970. — Ph. Cobenzl à Colloredo (n° 7) ; Paris, 26 octobre 1801**

- affaires religieuses sont un des principaux soucis du P. Consul. Les obstacles qu'elles rencontrent au Conseil d'Etat et au Tribunal, pourraient le pousser à un coup d'autorité 254
- (P. S. n° vn) Les conseillers d'Etat ont critiqué le salaire des prêtres. On prête à Bonaparte l'intention de se débarrasser des tribuns 255
- 971. — Caprara à Consalvi** (n° 11, en chiffres); Paris, 26 octobre 1801. — Il répond à Consalvi sur l'Espagne, Malte, le temporel, les statues. Suite de la démission des constitutionnels. 256
- 972. — Portalis à Talleyrand**; Paris, 28 octobre 1801. — Il reçoit les dépêches de Rome expliquant le retard de la bulle de circonscription. 258
- 973. — Portalis à Talleyrand**; Paris, 30 octobre 1801. — Il le remercie de la correspondance suivante: 259
- (Annexe) Petrus à Talleyrand (n° 77); Hambourg, 19 octobre 1801. — Réunion de plusieurs évêques à Wolfenbüttel pour se concerter sur la démission. Détails sur les non-démissionnaires de Londres 259
- 974. — Lucchesini au roi de Prusse**; Paris, 31 octobre 1801. — Les mesures relatives au concordat ont été retardées. On avait pensé à les faire sanctionner par un sénatus-consulte 261
- 975. — Caprara à Consalvi** (n° 13); Paris, 1^{er} novembre 1801. — Remise à Madame Bonaparte d'un présent offert par le Pape, et à Talleyrand de l'exemplaire orné du concordat 261
- 976. — Caprara à Consalvi** (n° 14); Paris, 1^{er} novembre 1801. — Note de Bernier, et mécontentement du P. Consul à cause des délais pour la circonscription. Caprara est mis en demeure d'instituer au moins une partie des nouveaux évêques. Il est logé par le gouvernement à l'hôtel Montmorin. 263
- 977. — Spina à Consalvi** (n° 137); Paris, 31 octobre 1801. — Le Légat n'a que des pouvoirs limités. Exemples divers de ces restrictions, qu'il faudrait remplacer par des facultés très étendues. 266
- 978. — Maret à Portalis**; Paris, 31 octobre 1801. — Se plaindre à Cacaault et au Légat que la bulle de circonscription n'est pas arrivée, et que le bref pour la démission n'a pas encore été reçu en Allemagne. La paix de l'Eglise ne pouvant être publiée le 18 brumaire, le serait à Noël. Les délais sont nuisibles; ils sont tous imputables à Rome 268
- 979. — Caprara à Consalvi** (n° 15); Paris, 2 novembre 1801. — Visite de Portalis: le gouvernement voulant procéder par ensemble, l'arrivée de la circonscription, la nomination des évêques et leur institution doivent avoir lieu dans le même temps; mais Rome entrave tout. — [P. S.]. Caprara revient de la Malmaison. Le P. Consul est irrité contre les lenteurs de la cour romaine. Il est résolu à nommer des constitutionnels, et sans rétractation 269
- (Annexe) Mémoire sur la bulle de circonscription; 4 novembre 1801. — Afin de contenter le P. Consul, le Pape pourrait faire la circonscription des diocèses avant d'avoir les réponses des titulaires. Un double du bref pour la démission sera envoyé par Caprara à ceux qui sont réfugiés en Allemagne et en Espagne 274
- 980. — Caprara à Consalvi** (particulière); Paris, 2 novembre 1801. —

TABLE DES DOCUMENTS

- Pendant l'audience, le P. Consul a remarqué que le séjour de Spina à F devenait inutile. Il a ensuite retenu Caprara à dîner et lui a parlé de tout Malte, de Bénévent, des Légations, etc.
- 981. — Caprara à Consalvi** ; Paris, 3 novembre 1801. — Arrivée d'un courrier de Rome avec une lettre de Sa Sainteté
- 982. — Note de Portalis à Caprara** ; Paris, 3 novembre 1801. — La loi de circonscription ne peut être subordonnée aux réponses des titulaires. Le nouvel épiscopat sera formé avec d'anciens évêques, des constitutionnels et de simples ecclésiastiques
- Portalis à Cacault** ; Paris, 3 novembre 1801. — Le P. Consul veut publier le même jour toutes les mesures religieuses. A défaut du 18 brumaire, il Noël. Le retard de la circonscription à Rome entrave tout. Les constitutionnels renommés évêques n'auront plus rien à rétracter
- 983. — Portalis au P. Consul** ; Paris, 3 novembre 1801. — Spina rappelé. Lettre particulière de Consalvi à laquelle Portalis compte répondre. Bernier écrit de son côté à Rome.
- (Annexe) **Portalis à Consalvi** ; Paris, 3 novembre 1801. — Remerciements et incitations
- 984. — Bernier à Consalvi** ; Paris, 3 novembre 1801. — Raisons de l'envoi d'un courrier à Rome. Bernier dénonce les oratoires particuliers ; il blâme les évêques opposants. Il fait appel à la sagesse de Consalvi
- Bernier à Consalvi** (particulière) ; Paris, 4 novembre 1801. — Il l'admet de céder au vœu du P. Consul.
- 985. — Caprara à Consalvi** (n° 17) ; Paris, 4 novembre 1801. — Il a refusé de se charger de la note de Portalis, qui sera envoyée par un autre courrier remis par Cacault
- 986. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 18 novembre 1801. — Un courier de Caprara, devançant le courrier français, annonce des difficultés. Pour le bref de démission n'a pas été envoyé plus tôt en Allemagne. Bonne foi du Pape et de Consalvi.
- Cacault à Talleyrand** ; Rome, 18 novembre 1801. — Le courrier français vient d'apporter la note de Portalis
- 987. — Consalvi à Caprara** (n° 12) ; Rome, 18 novembre 1801. — Douceur que lui causent les dépêches de Paris. Avant de répondre sur le fond, il disculpe personnellement d'avoir envoyé tardivement le bref aux évêques d'Allemagne
- 988. — Consalvi aux Nonces** (en chiffres) ; Rome, 21 novembre 1801. — Le parti des constitutionnels l'emporte. Bonaparte prétend qu'ils soient nommés sans rétractation, et que la circonscription soit envoyée avant les réponses des titulaires. Le Pape rejettera la première de ces demandes. Il pourra céder sur la seconde, et même autoriser Caprara à instituer les évêques.
- 989. — Consalvi à la Congrégation des XII** ; Rome, 21 novembre 1801. — Chaque cardinal donnera promptement son avis par écrit, et ne communiquera rien à personne
- 990. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 24 novembre 1801. — Maury excusé de ne pas assister au « Possesso », et a été approuvé

- 991. — Maury à Louis XVIII** ; Montefiascone, 23 novembre 1801. — Il s'abstient de paraître dans la résistance des évêques. Il leur a conseillé d'invoquer le droit de délibérer en commun sur la démission 300
- 992. — Cacault à Talleyrand** ; Rome, 25 novembre 1801. — Cérémonie du « Possesso ». Une question réciproque d'étiquette a empêché Cacault et Vargas d'y assister 302
- 993. — Ghislieri à L. Cobenzl** ; Rome, 28 novembre 1801. — Il est arrivé de nouvelles exigences de Bonaparte. La déposition des évêques qui résistent ne pourra être éludée. On est très occupé du départ pour Lyon des députés cisalpins 303
- 994. — Consalvi aux Nonces** ; Rome, 28 novembre 1801. — Le Pape se prêtera aux demandes du P. Consul qui portent sur la circonscription des diocèses et l'institution des évêques ; mais il refuse d'admettre à l'épiscopat les constitutionnels qui ne reconnaîtront pas nettement leurs erreurs. 305
- 995. — Bulle pour la nouvelle circonscription des diocèses** ; (Rome, 29 novembre 1801) 307
- 996. — Bref donnant au Légat la faculté d'instituer les nouveaux évêques** ; (Rome, 29 novembre 1801). 311
- 997. — Di Pietro à Consalvi** ; Rome, 30 novembre 1801. — Renseignements sur le nombre des démissions, sur la date de l'envoi du bref en Allemagne. Les constitutionnels et le concordat. Il étudie leurs formules de démission 313
- 998. — Note de Consalvi à Cacault** ; Rome, 30 novembre 1801. — Il répond à la note de Portalis. Après avoir commenté l'art. 3 du concordat, et expliqué comment les évêques en Allemagne ont reçu le bref après ceux en France et en Angleterre, il déclare que, malgré le petit nombre de démissions déjà reçues, le Pape enverra la bulle de circonscription. Le Légat recevra la faculté d'instituer le nouvel épiscopat. Mais pour la nomination de constitutionnels à des évêchés, elle est impossible tant que ceux-ci ne rétracteront pas leurs erreurs, condamnées par Pie VI. Examen de la maxime de Portalis, que le Pape est collateur forcé 314
- 999. — Instructions pour Caprara relatives aux constitutionnels** (n° 14) ; Rome, 1^{er} décembre 1801.
- I. Instructions. — Si les nouveaux évêques sont de simples ecclésiastiques, ils seront tenus au procès canonique, à la profession de foi, au serment envers le Pape. S'ils sont constitutionnels, ils devront, en outre, adresser au Pape une nouvelle lettre et désavouer le concile national. Ils ne pourront être des chefs de secte 328
- II. Avis particulier pour le Légat (en chiffres). — Il ne pourra instituer des constitutionnels que s'ils commencent par signer la formule ci-jointe.
- Texte de cette formule.
- Avis concernant les curés intrus. — Les conditions seront les mêmes, si un de ces curés est désigné pour l'épiscopat. 332
- 1000. — Consalvi à Caprara** ; Rome, 1^{er} décembre 1801. — Lettres de plusieurs évêques réfugiés en Espagne et en Italie. La résistance cesserait parmi eux, si le gouvernement abandonnait les constitutionnels . . . 335

TABLE DES DOCUMENTS

1001. — **Consalvi à Joseph Bonaparte** ; Rome, 1^{er} décembre
— Il lui demande appui, et proteste contre tout soupçon de mauvais
loir
1002. — **Le Pape au P. Consul** ; Rome, 2 décembre 1801. — Il
consentir à deux des demandes du P. Consul. Sur la troisième, re
aux évêques constitutionnels, il se voit lié par les règles absolues
foi.
1003. — **Cacault à Portalis** ; Rome, 2 décembre 1801. — Les r
à Rome ont été involontaires. Le zèle de Consalvi a fait achever t
travail, et tout accorder, sauf pour les constitutionnels. Raisons insur
tables qui retiennent le Pape sur cette question. Sa sincérité, et celle de
salvi
1004. — **Portalis au P. Consul** ; Paris, 3 novembre 1801. — Int.
des Princes français auprès des évêques en Allemagne. Témoignages d
titude en France pour le P. Consul
1005. — **Portalis au P. Consul** ; Paris, 5 novembre 1801. — Démi
en Italie. Nouvel envoi du bref en Allemagne. Lettre à l'archevêque d
Londres pour autoriser son retour.
1006. — **Bernier à Talleyrand** ; Paris, 6 novembre 1801. — Missi
crète de l'abbé de Pancemont en Allemagne
L'abbé de Pancemont à Bernier ; Paris, 6 novembre 1801. — Lis
lettres qu'il fera parvenir aux évêques émigrés
1007. — **Portalis au P. Consul** ; Paris, 6 novembre 1801. — Le ca
de Rohan s'est démis
1008. — **Le P. Consul à Portalis** ; Paris, 8 novembre 1801. —
pour l'insertion des démissions au Moniteur.
1009. — **Portalis au P. Consul** ; Paris, 14 novembre 1801. — Non
nouveaux démissionnaires. Dispositions de l'archevêque de Toulouse
évêques de Luçon et de Pamiers. Mandement de l'archevêque d
deaux.
1010. — **Emery à l'archev. de Toulouse** ; Paris, 19 novembre 1801.
Il attend sa démission. Renseignements inquiétants sur les évêques dis
en Allemagne ; néanmoins la majorité sera du côté des acceptants. La p
tion du concordat reste en suspens
1011. — **Note de Spina pour le P. Consul** ; Paris, 6 novembre
— Il sollicite d'exécuter les dernières volontés de Pie VI, en rapportant à
les restes de ce pontife
1012. — **Caprara à Consalvi** (n° 49, en chiffres) ; Paris, 7 novembre
— Il ne perd pas de vue les Légations. La mission de Spina à Amiens
inutile. Affaires diverses mentionnées par Consalvi.
1013. — **Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 10 novembre 1801. —
du 18 brumaire. Il n'y a pas eu la réception du Légat.
(Annexe) Impressions sur le concordat
1014. — **Nouvelles envoyées par Caprara** ; Paris, 18 novembre
— La fête de la paix a été célébrée à N.-Dame par les constitutionnels.
de Lord Cornwallis. Coup d'Etat en Suisse

- 1015. — Caprara à Consalvi** (n° 20); Paris, 15 novembre 1801. — Spina et le P. Caselli ont déjà pris congé. Les Légations et les évêques constitutionnels sont des soucis constants pour le Légat. L'archevêque de Bordeaux fait hommage de son mandement à Sa Sainteté. 365
- 1016. — Caprara à Consalvi** (n° 22); Paris, 15 novembre 1801. — Sa correspondance avec le cardinal de Montmorency. Règles qu'il lui a tracées, ainsi qu'au cardinal de Rohan, sur l'exercice de la juridiction. Il joint six mémoires 367
- Mémoire A, sur le gouvernement spirituel des diocèses de France. — Le cardinal avait déjà décidé que les évêques démis continueraient à administrer jusqu'à leur remplacement. Il critique les instructions différentes qu'il a reçues de Rome, et demande des pouvoirs spéciaux pour les diocèses vacants par la mort des titulaires 368
- Mémoire B, sur les intrus. — Efforts inutiles pour dissuader le gouvernement de leur réserver des sièges. Sur cette matière, le Légat n'a excédé en rien ses facultés, et a rendu compte de tout. 371
- Mémoire C, en réponse à l'avis concernant les évêques constitutionnels. — Ils ont été accueillis poliment par le Légat, mais sans être traités en évêques. Ils se plaignent maintenant de lui. 372
- Mémoire D, sur le serment du Légat. — Il suivra ses instructions. Il espère, par un compliment au P. Consul, se dispenser de tout serment 373
- Mémoire E, sur les facultés communiquées au Légat. — Il essaie de ne point donner une connaissance détaillée de ses facultés, et a déjà préparé le terrain en ce sens 374
- Mémoire F, sur la formule du serment des nouveaux évêques. — Le P. Consul connaissait à l'avance les modifications de formule accordées à plusieurs puissances. Il est probable qu'il s'en contentera. 375
- 1017. — Caprara à Consalvi** (n° 24); Paris, 15 novembre 1801. — Situation particulière des anciens évêques d'Orléans, de Viviers et d'Autun, qui ont embrassé le schisme 376
- 1018. — Caprara à Consalvi** (n° 26); Paris, 21 novembre 1801. — Cavaignari. Les Légations. Le cardinal de Montmorency. Démarches en faveur de prêtres reclus ou déportés. La Légation est obsédée d'instances pour des affaires de mariages. Lettre de prêtres réfugiés en Angleterre demandant à rentrer 377
- 1019. — Ph. Cobenzl à Colloredo**; Paris, 21 novembre 1801. — Il a proposé à Talleyrand de renoncer à l'élection de l'archiduc à Cologne, si les électors ecclésiastiques sont conservés. 381
- (P. S. n° II). — Lord Cornwallis a cherché à justifier l'abstention de l'Angleterre dans les affaires italiennes 383
- 1020. — Merry à Hawkesbury**; Paris, 19 novembre 1801. — Il n'a pas encore été possible au P. Consul de publier le concordat 384
- 1021. — Metzger à Portalis**; Paris, 19 novembre 1801. — Il soumet ses idées sur les églises luthériennes. Composition du directoire ecclésiastique de Berlin. Proposition d'une commission en Alsace pour préparer l'organisation définitive du culte. Quelles bases elle pourrait adopter 384

TABLE DES DOCUMENTS

1022. — **Lettres de Rabaut le jeune** ; 1^{re} Paris, 23 novembre 1801. — Un mémoire a été remis par les Réformés à Portalis. On attend de Nîmes un mémoire semblable. Portalis demande qu'on réduise le plus possible le nombre des pasteurs. Les Réformés ne seront pas assimilés aux Luthériens : la vieille discipline sera maintenue avec les modifications convenables. Portalis chargés par Portalis de rédiger un projet d'arrêté. Propos du P. Consul sur les affaires religieuses
- 2^{de} Paris, 3 décembre 1801. — Nouveaux propos du P. Consul. Le projet de Nîmes n'est pas encore arrivé, mais le projet d'arrêté est prêt. Il en est l'organisation, dans un détail que Rabaut conseille d'omettre
1023. — **Plan d'organisation présenté par les Réformés** ; Paris, 10 décembre 1801 (avec un tableau des synodes d'arrondissement).
1024. — **Plan d'organisation présenté par les Luthériens** ; Strasbourg, 23 novembre 1801
1025. — **Projet de message des Consuls** ; Paris, novembre 1801. — Les rapports politiques avec le Saint-Siège ont été fixés par le traité de Tolentino ; les rapports spirituels viennent d'être rétablis par une convention. Portalis loi pour la promulguer.
1026. — **Exposé de la situation de la République** ; Paris, 22 novembre 1801. — Liberté des consciences. Des mesures de pacification pour les protestants ont été concertées avec le Pape ; des mesures de réglementation pour les protestants ont été étudiées avec leurs ministres. Salaire égal pour les cultes, sans surcharge pour le trésor. Coup d'œil sur les États italiens. Le Pape est en possession de tout son territoire.
1027. — **Lucchesiniani roi de Prusse** ; Paris, 26 novembre 1801. — Le P. Consul a fait dire à Morkov qu'il entendait garder le Piémont. Il a fait les nominations des premières autorités en Cisalpine et en Ligurie.
1028. — **Portalis au P. Consul** ; Paris, 28 novembre 1801. — Portalis connaît dix nouvelles démissions. Impressions favorables dans les départements : il en fera un jour le rapport
- Note du Moniteur. — Noms des nouveaux démissionnaires.
1029. — **Talleyrand à Cacault** ; Paris, 29 novembre 1801. — Les péches relatifs à Bénévent, Malte, les biens nationaux, ont été soumis au P. Consul. Solde de la garnison d'Ancône. Représentation de la Cisalpine à Rome, etc.
1030. — **Caprara à Consalvi (n° 29)** ; Paris, 29 novembre 1801. — Les propositions remises aux négociateurs français. Affaire de Malte, des électeurs. Plusieurs évêques en Allemagne suivent l'exemple des refusants de Leoben. Les maximes qu'ils énoncent à Wolfenbüttel. La publication du concordat pendant la venue de la bulle, le Pape pourrait aviser à déclarer immédiatement la vacance des sièges. Réponse de l'archevêque de Paris.
1031. — **Caprara à Consalvi (n° 30)** ; Paris, 29 novembre 1801. — Portalis a trouvé occasion d'exposer ses arguments contre la nomination des évêques nationaux. Il compte les répéter devant le P. Consul.
1032. — **Bulletin de Paris** ; (arrivé à Londres le 28 novembre 1801). — Chronique sur les affaires religieuses.

- 1033. — Ph. Cobenzl à Colloredo** Paris, 30 novembre 1801. (P. S. n° iv); — Il a sondé Caprara sur les restitutions de territoire espérées par le Saint-Siège, et l'envoi de Spina à Amiens. Il a ensuite parlé des électors. 430
- P. S. n° xxviii. — Réunion de Cisalpins à Lyon. Lucien et plusieurs généraux figurent parmi les mécontents 431
- Annexe au P. S. n° xx. — On croit que le P. Consul abandonne le concordat. Démarche des Théophilanthropes 432
- 1034. — Portalis au P. Consul**; Paris, 4 décembre 1801. — Il apprend que le courrier, porteur de sa note, a été retardé par des inondations en Italie. Le Pape a écrit à l'archevêque de Narbonne qu'il passerait outre au refus de démission. 433
- 1035. — Caprara à Consalvi** (n° 32); Paris, 5 décembre 1801. — Il voulait faire son plaidoyer contre les constitutionnels : un propos favorable du P. Consul l'en a détourné. On est impatient d'avoir la bulle de circonscription. Prétentions de l'Etrurie sur Lucques. Académie de France. Lettre de l'évêque de Troyes. Démission étrange de l'archevêque de Paris. On parle d'indemniser en Italie le grand duc de Toscane. L'archevêque de Malines et l'évêque de Ruremonde se démettent 434
- 8036. — Caprara à Consalvi** (n° 33); Paris, 5 décembre 1801. — Il envoie plusieurs mémoires. 441
- Mémoire B, sur l'administration des diocèses français. — En transmettant aux évêques démis en France le bref de félicitations, il les confirme dans l'exercice de leur juridiction. Il agira de même avec les évêques démis en Angleterre 441
- 1037. — Rapport de la Préfecture de police**; Paris, 7 décembre 1801. — Ce qu'on dit sur le parti d'opposition dans le Corps législatif et le Tribunal, sur les généraux qui le soutiennent, sur l'ajournement des mesures religieuses 444
- 1038. — Entretien du P. Consul avec Girardin**; Paris, 8 décembre 1801. — Le concordat et le Corps législatif 445
- 1039. — Caprara à Consalvi** (n° 35); Paris, 13 décembre 1801. — Que la circonscription arrive, et les reproches du gouvernement cesseront. Le P. Consul, malgré sa toute-puissance, éprouve des contrariétés, notamment par la cherté du pain 446
- 1040. — Caprara à Consalvi** (n° 36); Paris, 13 décembre 1801. — Système dilatoire de la diplomatie française. Précautions qu'elle semble prendre contre l'Autriche. Les Théophilanthropes. Suspension de toute vente de bien ecclésiastique. Démissions et lettres d'évêques 447
- 1041. — Ph. Cobenzl à Colloredo**; Paris, 13 décembre 1801. — Le mécontentement s'accroît et les précautions de police redoublent. Bonaparte ajourne son départ pour Lyon. Attitude de Melzi 451
- Lucchesini au roi de Prusse**; Paris, 18 décembre 1801. — Craintes du gouvernement. Le péril principal est le dérangement des finances. 452
- 1042. — Caprara à Portalis**; Paris, 13 décembre 1801. — Il lui adresse les réponses de Rome à sa note du 3 novembre. 453

TABLE DES DOCUMENTS

1043. — Préparation du projet de Décret exécutoire de circonscription.

I. Questions de Caprara ; Paris, vers le 14 décembre 1801. — Et sur la dotation et le logement des évêques, les patrons des églises, les objets du culte, les chapitres et séminaires, les monts de piété, les diocèses

II. Réponses de Bernier ; Paris, 15 décembre 1801.

1044. — Projet de Décret exécutoire ; Paris, vers le 14 décembre 1801

(En note) Texte définitif de ce Décret

1045. — Modifications au projet de Décret exécutoire ; le 20 décembre 1801. — Un article du décret maintenait les tabulæ ; mais Bernier a conseillé de l'omettre pour éviter un rejet formel ces taxes peuvent être réservées pour l'avenir. Quant aux Saint-Siège sur la collation des bénéfices, il a fallu autoriser les nommer les chanoines

1046. — Mémoire de Caprara sur le projet de Décret exécutoire ; Paris, vers le 21 décembre 1801. — Il explique et justifie la rédaction du décret.

1047. — Caprara à Consalvi (n° 42) ; Paris, 19 décembre 1801. — Audience du P. Consul, qui a parlé du temporel, d'un jubilé pour lequel on ne peut plus être publié à Noël, des affaires de Malte et de Naples, du silence sur les constitutionnels. — [P. S.]. Entretien de Caprara et Morkov. Note du landammann Reding. Démissions, etc.

1048. — Caprara à Consalvi (particulière) ; Paris, 19 décembre 1801. — Consalvi n'est pas mal vu du P. Consul. La Légation prépare toute en vue de la publication du concordat, qui est retardée.

1049. — Caprara à Consalvi (n° 44) ; Paris, 27 décembre 1801. — Caprara a usé de ses nouvelles facultés, en faisant quelques retouches à la brochure de circonscription

(Annexe) Observations de Bernier et réponses de Caprara. — D'autres propositions proposées par l'abbé sont contestées par le cardinal.

1050. — Della Genga à Consalvi ; Dresde, 12 novembre 1801. — La démission qu'il éprouve pour transmettre le bref de la démission. Le bref n'est plus possible. Cas particulier des titulaires des diocèses annexés à la France.

1051. — Albani à Consalvi ; Vienne, 21 novembre 1801. — La démission est généralement approuvée. Flangini nommé patriarche de Venise. Question des évêchés vénitiens

1052. — Petrus à Talleyrand (n° 86) ; Hambourg, 23 novembre 1801. — Sentiments divers des évêques en Allemagne. Hésitation de l'évêque de Langres. La démission de presque tous pourrait être obtenue par un bref

1053. — Maury à Louis XVIII ; Montefiascone, 13 décembre 1801. — Il a reçu la protestation du roi. Bruit que Bonaparte veut nommer vicaire

- intrus; que le Pape veut envoyer un autre bref aux évêques. Nouvelles de l'épiscopat français 505
- 1054. — L'abbé de La Sepouze à Maury**; Münster, 16 décembre 1801. — Prudence des évêques réfugiés ici. Plaintes contre les procédés du nonce Della Genga à leur égard, et contre ceux de l'abbé de Pancemont. 507
- 1055. — Della Genga à Consalvi**; Augsbourg, 20 décembre 1801. — Il envoie plusieurs démissions, dont celle de l'électeur de Mayence. Celle de l'archevêque de Paris est démentie par la gazette. Les sécularisations sont imminentes dans l'Empire 510
- 1056. — Bacher à Talleyrand**; Ratisbonne, 24 décembre 1801. — Il a transmis le bref pour la démission. Efforts de la malveillance pour détourner les évêques d'y obéir 511
- 1057. — Portalis au P. Consul**; Paris, 22 décembre 1801. — Il envoie une note de démissions : elles forment maintenant la majorité. 512
Note du Moniteur. — Noms des démissionnaires. 512
- 1058. — Portalis au P. Consul**; Paris, 22 décembre 1801. — Il a reçu de Caprara la bulle de circonscription. Tout est prêt pour l'organisation religieuse 514
- 1059. — Talleyrand à Otto**; Paris, 22 décembre 1801. — La négociation d'Amiens est entravée par des bruits perfides sur l'état intérieur. M. Jackson n'y paraît pas étranger. 516
- 1060. — Nouvelles envoyées par Ph. Cobenzl**; Paris, 23 décembre 1801. — Mauvais vouloir dans le Tribunat. Le gouvernement fait dire que de l'adoption du concordat dépend la paix avec l'Angleterre. Mission de l'abbé de Salamon dans les diocèses vacants de Normandie. Affaire du général Lannes 518
- 1061. — Discours de Grégoire sur son élection au Sénat**; Séance du Corps législatif du 26 décembre 1801. — Remercements et protestations 523
- 1062. — Caprara à Consalvi (n° 43)**; Paris, 27 décembre 1801. — Talleyrand est parti pour Lyon. Le voyage de Spina a été pénible. Arrivée d'Erskine. Le cardinal de Montmorency et ses adhérents. Murat annonce la prochaine évacuation d'Ancône 524
- 1063. — Caprara à Consalvi (n° 45)**; Paris, 2 janvier 1802. — Pour les Légations, il faut patienter. Pour les constitutionnels, il y a un peu d'espoir. Lettres d'évêques émigrés. Audience pour présenter Erskine : le P. Consul désire que le Légat marie Louis Bonaparte et Hortense Beauharnais; il a remarqué l'absence du vicaire général d'Imola à Lyon. Les Anglais et l'ordre de Malte. La publication du concordat reste ajournée, sans doute par crainte du Corps législatif 528
- 1064. — Note du Ministère de l'Intérieur**; Paris, 2 janvier 1802. — Les Filles de la Charité et d'autres hospitalières ont été autorisées par le ministre à reprendre leurs fonctions. 532
- 1065. — Circulaire de Portalis aux Préfets**; Paris, 2 janvier 1802. — Il demande des renseignements sur les édifices non aliénés servant aux cultes. 534

TABLE DES DOCUMENTS

1066. — **Lucchesini au roi de Prusse** ; Paris, 4 janvier 1802. — du P. Consul retirant tous les projets de loi en discussion
1067. — **Rœderer à Joseph Bonaparte** ; Paris, 4 janvier 1802. — L'opposition du Tribunal fait au gouvernement un tort réel d'union
1068. — **Séance du Conseil d'Etat** ; Paris, 7 janvier 1802. — relatives au renouvellement du cinquième des membres dans le Tril Corps législatif. Propos du P. Consul sur le droit d'opposition
1069. — **Lucchesini au roi de Prusse** (en chiffres) ; Paris, 1802. — Ecrit de Rœderer sur l'opposition. Message du P. Consul pour le renouvellement du cinquième.
- Paris, 11 janvier 1802. — Le Sénat a résolu de faire immédiatement renouvellement. Il décidera dans sa prochaine séance s'il doit l'opérer choix
1070. — **Ph. Cobenzl à Colloredo** ; Paris, 9 janvier 1802. — P. Consul pour Lyon et conjectures sur ce voyage. Les opposants assemblés contrarient ses desseins, sans l'arrêter. Rien de nouvelles affaires ecclésiastiques
1071. — **Caprara à Consalvi** (n° 46) ; Paris, 10 janvier 1802. — Louis avec Hortense, puis régularisé l'union de Murat. Il apprend l'archevêque de Milan à Lyon. Il essaie d'aider sa cour dans les démêlés avec l'Espagne. Il n'oublie pas les constitutionnels
1072. — **Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 10 janvier 1802. — sent un poids bien lourd au physique et au moral. Réforme méditée Consul à l'égard du Corps législatif
1073. — **Bernier à Consalvi** ; Paris, 10 janvier 1802. — En r concordat, on aplanit les obstacles. De bons choix se préparent pour pat. Remerciements pour un présent de Sa Sainteté
1074. — **Jackson à Hawkesbury** ; Paris, 15 janvier 1802. — tout pour le concordat que le P. Consul redoute des difficultés avec blées
1075. — **Cambacérès au P. Consul** ; Paris, 15 janvier 1802. — renouvellement du cinquième sera fait par le choix du Sénat. Opinions des sénateurs.
- Le P. Consul à Cambacérès** ; Lyon, 18 janvier 1802. — Il est débarrassé des opposants. Attitude hostile de Sieyès au Sénat. . . .
1076. — **Caprara à Consalvi** (particulière) ; Paris, 16 janvier 1802. — n'a pas négligé les affaires de la Cisalpine. Il a écrit au cardinal F Lyon. Double mariage à la cour de Madrid. Azara est envoyé à Amier
1077. — **Le P. Consul à Fouché** ; Lyon, 16 janvier 1802. — toires à faire subir à Foulhioux
1078. — **Cambacérès au P. Consul** ; Paris, 20 janvier 1802. — vêque d'Aix et l'évêque de Lescar, qui ont été autorisés à rentrer dans départements belges, sollicitent de venir à Paris.
1079. — **Le P. Consul à Cambacérès et Lebrun** ; Lyon, 20 jan

- Date de son retour. Publicité à donner à la résolution du Sénat. Formulaire que Caprara exige en Belgique. 558
- 1080. — Portalis à Cambacérès ;** Paris, 23 janvier 1802. — C'est par méprise qu'un formulaire est attribué à Caprara. Le Légat est intervenu dans les querelles du clergé belge, mais seulement pour les apaiser 558
- 1081. — Caprara à Consalvi (n° 55) ;** Paris, 24 janvier 1802. — Affaires de Malte, d'Espagne, de Cologne. Lettre de Bellisomi. Démission de l'évêque de Rennes 560
- (Annexe) Mémoire sur les anciens évêques de France. — Il conseille de leur donner, et par simples brefs, des titres d'évêchés *in partibus* 563
- 1082. — Caprara à Consalvi (particulière) ;** Paris, 24 janvier 1802. — Il transmet une lettre de Lyon, annonçant que la religion catholique sera la base de la constitution Cisalpine. 564
- 1083. — Le P. Consul à Cambacérès et Lebrun ;** Lyon, 24 janvier 1802. — Il faut que le Sénat fasse de bons choix 564
- Cambacérès et Lebrun au P. Consul ;** Paris, 27 janvier 1802. — Ils ont conféré avec des sénateurs, et les ont persuadés de la nécessité d'une épuration, surtout dans le Tribunal 565
- 1084. — Caprara à Consalvi (n° 57) ;** Paris, 30 janvier 1802. — Il s'est entretenu avec l'envoyé de Bavière Il attend le retour de Bonaparte pour parler des Légations. Le traitement de Cacault est augmenté. Article inconvenant dans le Moniteur. 566
- 1085. — Note de Portalis à Caprara ;** Paris, 28 janvier 1802. — Il indique des changements à faire dans le Décret exécutorial 569
- 1086. — Bernier à Caprara ;** Paris, 30 janvier 1802. — Les corrections admises par le Légat paraissent satisfaisantes. Il lui envoie un modèle de réponse pour Portalis, et une lettre de l'archevêque d'Albi 574
- 1087. — Mémoire de Caprara sur les nouveaux changements au Décret exécutorial ;** Paris, 2 février 1802. — Le cardinal croyait son projet adopté, quand il a été mandé par Portalis, qui a réclamé une refonte presque complète. Après une discussion vive et inutile, il a bien fallu céder 575
- 1088. — Note de Caprara à Portalis ;** hôtel Montmorin, 31 janvier 1802. — Les changements demandés ont été effectués 580
- 1089. — Portalis à Caprara ;** Paris, 1^{er} février 1802. — Il le félicite de la nouvelle rédaction du Décret exécutorial. 584

FIN DU TOME QUATRIÈME SUPPLÉMENTAIRE

